



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

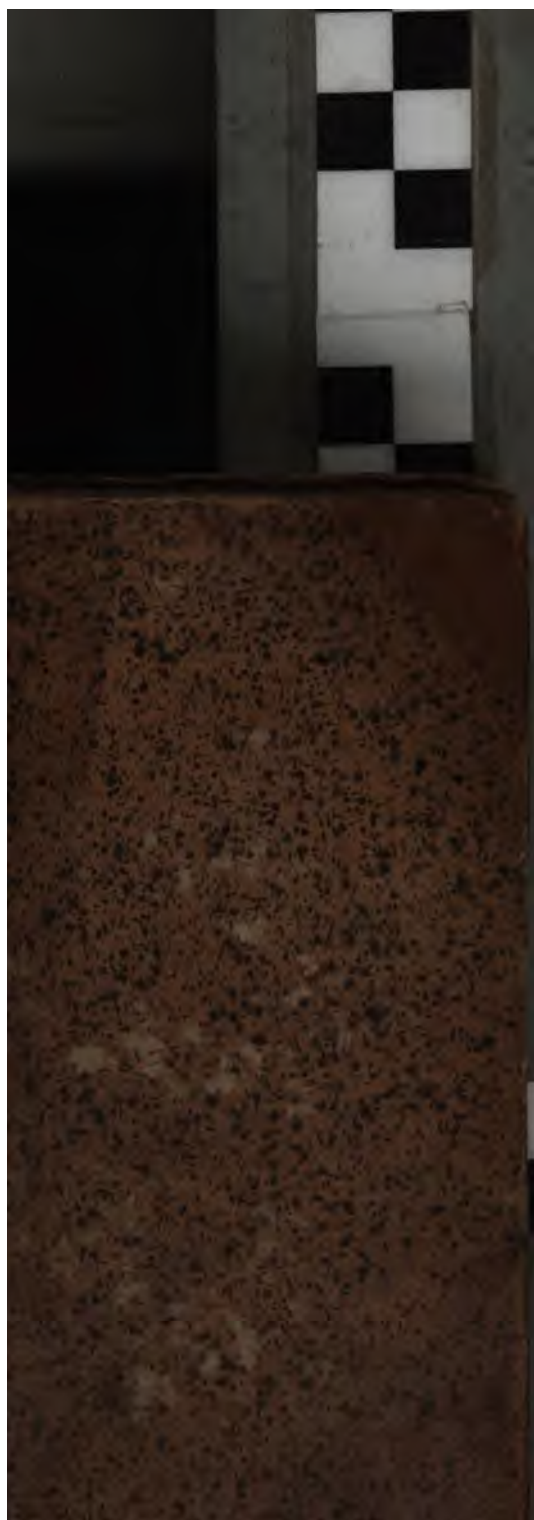
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



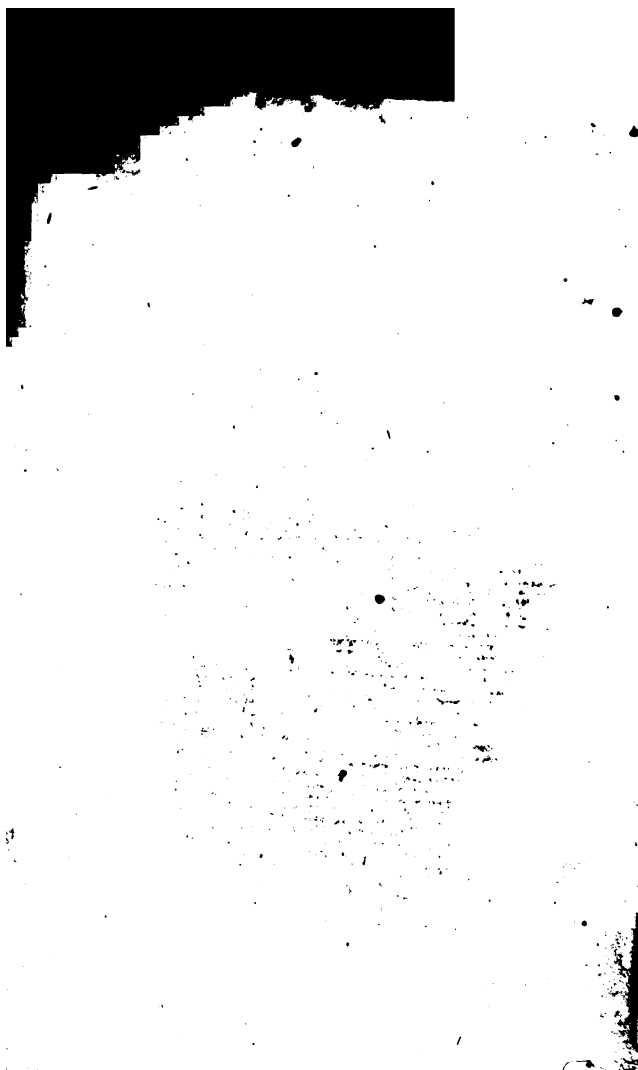
UNS. 157 g. 20

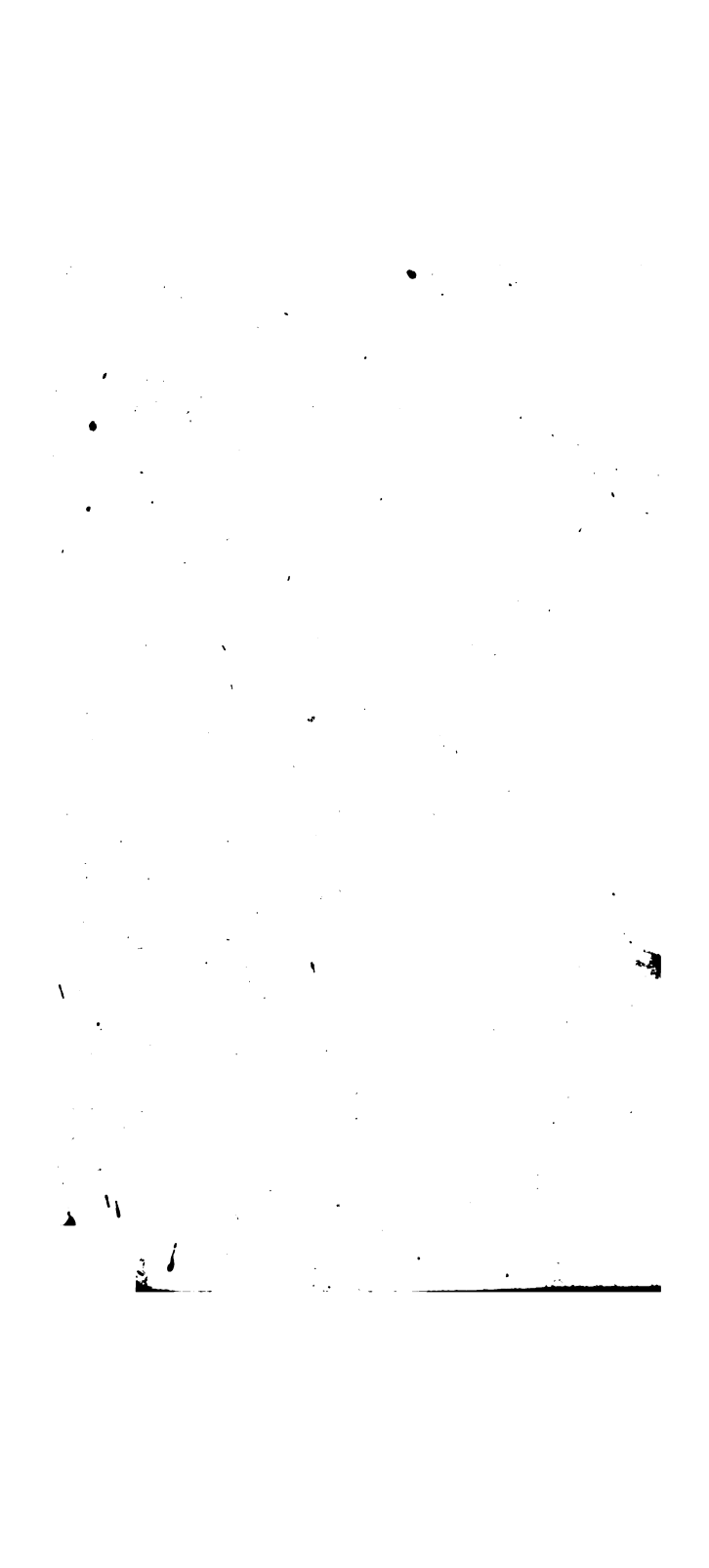


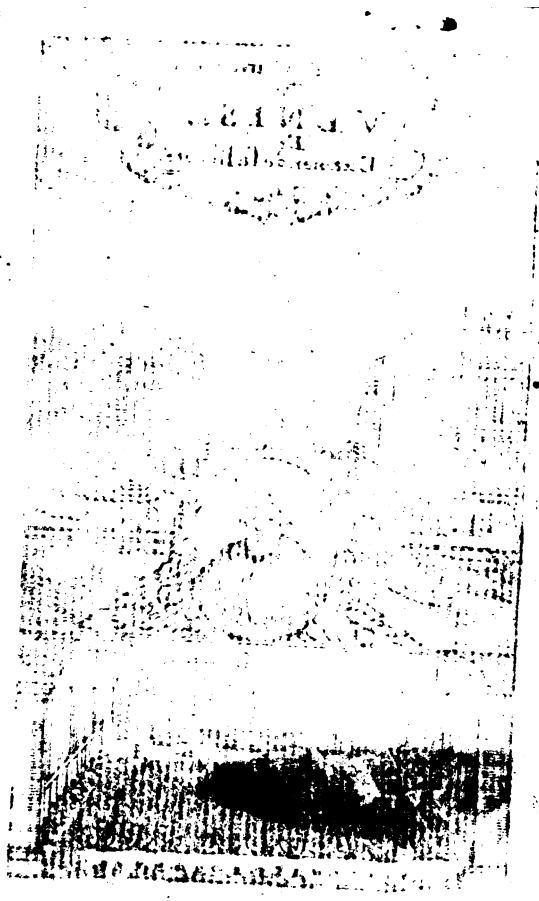
25 g. 29











Histoire du Gouvernement  
De  
**VENISE**  
Et  
l'Examen de sa liberté.



# HISTOIRE DU GOUVERNEMENT DE VENISE,

PAR LE SIEUR  
AMELOT DE LA HOUSSAIE.

Derniere Edition , reveüe, corrigée &  
augmentée , avec Figures.

TOME PREMIER.



A AMSTERDAM,  
chez PIERRE MORTIER, Libraire  
sur le Vygendam à la Ville de Paris.

M DC XCV.



A MONSEIGNEUR  
LE  
MARQUIS  
DE  
LOUVOIS  
ET DE  
COURTENVaux.

Conseiller du Roi en ses Conseils, Com-  
mandeur & Chancelier de ses Or-  
dres, Ministre & Secrétaire d'Etat,  
Vicaire Général de l'Ordre de Nô-  
tre Dame du Mont-Carmel, & de  
S. Lazare de Jerusalem. Grand-Mâ-  
tre des Couriers, & Sur-intendant  
Général des Postes de France.

MONSEIGNEUR,

*Bien que la République de Veni-  
se soit aujourd'hui sur son déclin,  
\*\* Elle*



---

## E P I T R E.

Elle ne laisse pas , en l'état qu'elle est , de conserver encore de la majesté. Elle est vénérable par son âge , qui passe douze siècles ; illustre par le Christianisme , dont elle a fait profession dès sa naissance ; fameuse par les Roiaumes , qu'elle a possédés en Levant , & par les guerres , qu'elle a soutenues contre le Turc ; célèbre par la forme de son Gouvernement , qui est un Chef-d'œuvre de Politique ; & recommandable par son ancienne alliance avec la Monarchie Françoisse , qui l'a eue quelquefois pour la compagne de ses Armes & de ses victoires. J'ai cru , MONSIEUR , que ces raisons pouroient vous faire agréer l'Histoire , que j'ai maintenant l'honneur de vous présenter. Je sais bien néanmoins , qu'il ne faudroit pas exposer un Ouvrage de si peu de valeur aux yeux d'un si grand

## E P I T R E.

*si grand Ministre; & qu'un Nom  
comme le Vôtre, que toute la  
France respecte, & qui est consa-  
cré aux Affaires publiques, ne  
doit pas être employé librement  
pour les particulières. Et vérita-  
blement cela m'a fait balancer  
entre le desir, que j'avois de vous  
donner des marques de mon zèle,  
& la crainte où j'étois de vous  
paroître téméraire. Mais après  
avoir considéré, que vous avez  
autant de bonté, que de pouvoir,  
j'ai conçu quelque espérance, que  
vous voudriez bien en étendre les  
éfets jusques à moi, qui dès long-  
tems admire vos vertus dans le si-  
lence; ces vertus, disje, que vous  
avez héritées par avance de Mon-  
seigneur votre inimitable Père, &  
qui vous rendent comme lui un  
Ministre consommé. J'admire  
cette force d'esprit, qui vous fait  
suffire seul à tant de différentes a-  
fai-*

---

## E P I T R E.

*faïres , sans que vous en soiez  
embarassé , ni acablé ; Cet ata-  
chement fidèle & desintéressé pour  
vôtre Prince , que vous aimez  
bien plus pour sa personne , que  
pour sa couronne ; Cete respectueu-  
se liberté , avec laquelle vous par-  
lez plus à lui , qu'à sa fortune ,  
conservant toujours par un rare se-  
cret la dignité de vôtre Charge &  
l'honneur de ses bonnes-graces ;  
Cete constance héroïque , qui vous  
met au dessus de tous les traits de  
l'envie & de la haine , dont vous  
ne craignez point de vous char-  
ger , quand il y va du service du  
Prince & de son Etat ; Enfin , cé-  
te incomparable vigilance , qui  
vous tient toujours en action ; qui  
vous porte en tous les lieux , où  
vôtre présence est nécessaire ; &  
qui vous fait tout voir , tout en-  
tendre , & tout examiner. Car  
c'est là , MONSIEUR ,*  
ce

## E P I T R E.

ce que l'on dit de vous à la Fron-  
 tiere & dans nos Armées, où l'on  
 vous a vu souvent passer les nuits  
 entières à cheval, exposer vôtres  
 personne aux dangers, faire les  
 fonctions les plus pénibles de la  
 Guerre, pour donner l'exemple aux  
 Officiers & aux Soldats, & leur  
 imposer par là une nécessité abso-  
 lue de faire leur devoir. Ainsi,  
 MONSIEUR, ce n'est pas  
 sans sujet, que le Roi vous aime,  
 & vous comble de ses graces & de  
 ses bienfaits. Il fait honneur à sa  
 justice en vous élevant, & vous  
 êtes plutôt l'ouvrage de sa sagesse,  
 que de sa faveur. Il vouloit un  
 Ministre habile, actif, infatiga-  
 ble, impénétrable aux plus clair-  
 voians, & capable de trouver tous  
 les expédiens nécessaires, pour ve-  
 nir à bout des plus grandes entre-  
 prises. Il a trouvé tout cela en  
 vous, à mesure qu'il a mis vôtres

\* \*

## E P I T R E.

*industrie à l'épreuve des plus difficiles emplois. Son choix montre votre prix ; & vos actions montrent , que vous étiez digne de son choix. Il est hureux en Ministre , & vous en Maître : & l'on voit entre Lui & Vous cet agréable concert d'Auguste & de Mécenas , je veux dire , ce combat perpétuel de la générosité du Prince & de la reconnoissance du Sujet. Je m'aperçois , que je me laisse emporter insensiblement à vos louanges , qui me viennent en foule sans les chercher. Mais quoiqu'elles partent d'un véritable sentiment , & que la flatterie n'y ait point de part , néanmoins pour ne pas blesser votre modestie , je passe toutes les autres. Il ne me reste donc plus MONSEIGNEUR , qu'à vous supplier très-humblement de vouloir accorder votre protection à cette Histoire , où vous verrez ,*  
com-

## E P I T R E.

comme dans un fidele miroir ,  
toutes les plus délicates maximes  
des Vénitiens. Je souhaiterois ,  
qu'elle fût moins imparfaite , mais  
j'espère , que vous en excuserez  
tous les défauts , & que vous en  
louerez peutêtre l'entreprise , qui  
étoit d'autant plus difficile , que  
Venise est un lieu , où le secret est  
impénétrable aux Etrangers , &  
particulièrement aux Ambassa-  
deurs , & à tous les autres Mini-  
stres , à qui l'on ne parle que par  
gestes & par signes. Outre que  
l'on ne voit presque rien dans ce  
Gouvernement , qui ne soit couvert  
d'une nuée d'aparences , & de pré-  
textes bien éloignez de la verité.  
Pour moi , j'ai tâché de la dire  
par-tout , & vous le reconnoîtrez  
sans peine , MONSIEUR ,  
Vous , qui la dites toujours , &  
qui savez si bien la discerner d'a-  
vec le mensonge. Cependant , je  
\* \* 4 m'esti-

---

## E P I T R E.

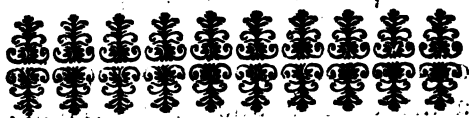
*m'estimerai tres-hureux, si ce premier coup-d'essai me peut aider à vous persuader, que je suis avec toute la vénération & tout le dévouement possibles,*

**MONSEIGNEUR,**

Votre tres-humble & tres-obéissant serviteur **AMELOT**  
**DE LA HOUSSAIE.**

**PRE-**





## P R E F A C E.

**J**E crois , que je fais assez comprendre mon dessein par le seul titre de ce livre , pour n'avoir pas besoin d'expliquer , que ce n'est pas une Histoire de Venise que j'écris , ce qui seroit superflu après toutes celles , que nous en avons de tant de célèbres Ecrivains ; mais une relation fidèle de la Police , des loix , des Conseils , des Magistrats , & des Maximes de cette ancienne République ; à quoi peu de gens ont mis la main ,

\*\*\*

5

ceux

## P R E F A C E.

ceux même, qui l'ont fait, n'en  
aiant touché que la superficie.  
De sorte que, si le sujet n'est pas  
nouveau, je puis dire au moins,  
sans me louer, que la manière  
dont je le traite est toute nou-  
velle. Ce n'est pas pourtant,  
Lecteur, par où je prétens  
rendre mon Ouvrage plus re-  
commandable, car il l'est bien  
davantage par la bonté des ma-  
tériaux, dont je me suis servi,  
qui sont les Létres, les Mémoi-  
res & les Relations des Ambas-  
sadeurs, que l'on m'a commu-  
niquées; les anciennes Annales  
de cete République, d'où j'ai ti-  
ré les exemples & les faits, que  
je raporte; & principalement les  
instructions, que j'ai eu lieu de  
puiser à la source même, durant  
trois ans que j'ai eu l'honneur  
d'être employé à Venise; qui est  
la première cause de cet Ouvra-  
ge

## P R E F A C E.

ge , auquel , sans cela , je n'eusse jamais mis la main. Je ne doute point , que les Critiques n'y trouvent beaucoup de choses à redire , les uns dans l'économie du Dessein , - ou dans le langage ; & les autres dans les pensées , & dans le raisonnement. Ils en jugeront comme il leur plaira , car j'aurois trop à faire à leur répondre , & perdrois toujours ma Cause avec des gens , qui font profession de mépriser tout ce qu'ils n'ont pas fait. Je leur dirai seulement ce que Quintilien a dit d'un certain Calvus , que j'avois bien la volonté de faire mieux , mais que mon esprit & mes forces ne répondoient pas à la grandeur de mon idée. \* Tout ce qui me console , c'est qu'étant le premier des François , qui ai écrit de ce Gouvernement , je dois espérer,

*\* Calvus intellexit quid melius esset, nec voluit tamen quoniam sublimius et cultius diceret, sed ingenium ac vires defuisse.*

## P R E F A C E.

rer, que les personnes raisonnables excuseront les défauts de mon travail, d'autant plus volontiers, que d'ordinaire tous les commencemens sont imparfaits, aussi-bien dans les productions de l'Esprit, qu'en celles de la Nature. Outre que cete ébauche grossière pourra donner envie à de plus habiles gens de faire quelque chose de plus régulier & de plus achevé. \*

\* *Ad si-  
mile ali-  
quid cla-  
veran-  
dum po-  
test am-  
lationis  
stimulis  
excitare.  
Plin. ep.  
5. lib. 3.*

Cependant, Lecteur, comme le principal objet de mes peines, & toute la récompense, que j'en attends, est votre aprobation, vous m'accorderez, s'il vous plaist, un demi-quart-d'heure, pour vous rendre compte de l'ordre & du tissu de l'Histoire, que je vous presente.

Je l'ai commencée par la description du Grand-Conseil, qui est à mon avis la partie la plus

---

## P R E F A C E.

plus désagréable de tout le corps de cet Ouvrage. Ce qui fera dire sans doute, (& il me semble de l'entendre) que c'est être bien peu versé dans l'Art d'écrire, que d'exposer tout d'abord à la vue du Lecteur des ronces & des épines, au-lieu de lui montrer des fleurs & des roses, comme font tous les autres, pour le ravir, & pour se concilier son estime, & sa bienveillance. Je répons à cela, que le Grand-Conseil étant la source de tous les autres Conseils, & de toutes les Magistratures, je ne pouvois en traiter ailleurs, sans renverser l'ordre naturel de mon sujet : & que par conséquent, si la matière ne plaît pas, comme étant épineuse, ce n'est nullement ma faute, puisque je n'ai pas eu la liberté du choix. Et si l'on m'objecte, que j'au-

0. . . . .

---

## P R E F A C E.

rois pu me passer de décrire la forme embrouillée des élections & des balotations du Grand-Conseil ; J'ai à repartir, que cela étoit nécessaire pour rendre mon Histoire plus complète, comme aussi pour ne laisser rien à désirer à la curiosité du Lecteur. Car s'il y a eu des François, qui en passant par Venise ont demandé à entrer au Grand Conseil, pour y voir baloter, il y en aura aussi, je m'assure, quelques uns, qui feront bien aises de lire ce qu'ils ont vu confusément, & qui me loueront peut-être d'avoir pris la peine de débrouiller cete matière. En quoi j'ai imité encore plusieurs grans Auteurs, qui n'ont pas dédaigné de composer des volumes entiers, pour nous expliquer la forme des Comices de la République Romaine, au lieu

## P R E F A C E.

lieu que je comprends toute celle des Comices de Venise en trois ou quatre pages , dont la lecture ne sera pas fort ennuyeuse. Mais enfin , si cet endroit déplaît à quelqu'un , il lui sera fort aisé de passer en un moment dans un plus beau parterre.

J'ai traité fort amplement du Sénat , parce qu'étant la plus noble & la plus excellente partie de la République , j'en devois faire aussi la principale de mon Ouvrage , pour le proportionner à son sujet. Au contraire , je ne me suis pas arrêté longtemps au Colége , vu que ce n'est , pour ainsi dire , que l'Antichambre du Sénat. Après avoir parlé des Conseils en général , je viens au détail des Magistrats , qui les composent , commençant par le



---

## P R E F A C E.

le Duc , qui en est le Chef , & continuant par les autres , selon la dignité & l'importance de leurs Charges. J'ai fait comme autant de petits traitezz particuliers du Doge , des Procureurs de Saint-Marc , & des Dècemvirs , qu'ils appellent le Conseil de-Dix , non pas à cause que ce sont les premiers Magistrats de la Ville ; mais parce que la matière , quoique belle & curieuse , n'a point encore été bien touchée. Tous ceux , qui ont fait des Relations de Venise , nous disent , que le Duc n'a pas plus d'autorité , qu'un autre Sénateur , & qu'il est sujet aux loix ; que le Conseil de-Dix est un Tribunal de grande importance , où tous les Nobles & tous les Criminels d'Etat sont jugez avec une forme de Justice extraordinaire. Tout cela est si

Digitized by Google

## P R E F A C E.

de tout le monde , & il ne faut point de livres pour l'apprendre. Mais de dire comment les Vénitiens en usent avec leur Duc ; en quoi consiste sa grandeur , quelles sont ses fonctions & ses obligations ; de quel âge , de quelle humeur , & de quel esprit on le veut ; il me semble , que ce sont des choses , qui méritent bien d'être écrites , puisqu'elles servent à la connoissance parfaite de ce Gouvernement. Pour la même raison , j'ai tâché de tirer le Conseil-de-Dix au naturel , estimant , que ce portrait seroit d'autant plus agréable , que l'on y verroit en raccourci toutes les plus délicates maximes de la République , & les mystères les plus cachez de sa domination , *dominationis arcana*. \* Et je ne crains pas , que personne m'accuse de haine ni d'aigreur contre les

\* Tac.  
Ann. 2.

## P R E F A C E.

*a Mihi  
nec bene-  
ficio, nec  
injuria  
cogniti.  
Hist. 1.*

les Venitiens , ( que je n'ai aucun  
sujet de haïr ) , a puisque je n'ai  
rien avancé que sur de bons  
Mémoires , & que j'ai pour ga-  
rans leurs propres Historiens ,  
plusieurs Ambassadeurs , & la  
Foi publique , qui m'étaient la mien-  
ne à couvert. D'ailleurs, comme  
ces Républicains , ainsi que  
le reste des hommes , sont mê-  
lez de bien & de mal , je n'ai  
point supprimé , ni même exténué  
leurs louanges & la gloire de  
leurs belles actions , lors que le  
fil de mon discours me les a pre-  
sentées. De sorte que je crois  
avoir satisfait au devoir d'un His-  
torien , qui n'ayant point d'autre  
but , que d'instruire , ne doit  
rien dissimuler , mais dire ingé-  
nûment la vérité , sans se soucier  
ni d'offenser , ni de plaire , sui-  
vant le conseil de Lucien. Tout  
ce que l'on a eu souvent à me  
dire,

## P R E F A C E.

dire, a été, que je dis beaucoup plus de mal des Vénitiens, que je n'en dis de bien. Je l'avotte, mais c'est à la sévérité de l'Histoire, & non pas à moi qu'il s'en faut prendre. Car comme au point, que les mœurs du siècle sont corrompues, il y a bien plus de défauts à reprendre dans les hommes, ainsi que le dit le Jeune-Pline dans une de ses lettres, \* qu'il n'y a de perfections à y louer; il ne faut pas s'étonner, si un Historien fidèle paroît excessif dans le blâme, quelque retenue qu'il y apporte; & resté ou modique dans les louanges, encore même qu'il en soit libéral en comparaison du mérite du sujet. Il n'en faut pas davantage pour ma défense. J'ajouterai seulement, que la remarque du même Pline est bien vraie, que si un Historien dit des choses,

\* *Non propter id quod de tantis vitiis hominum plura culpondo sumus, quidem laudanda, si modo si laudaveris, parcus; si culpaveris, nimis fuisse dicaris, quamvis illud plenissimum hoc restitissimum feceris. ep. 8. lib. 5.*

## P R E F A C E.

ses , que d'autres aient déjà dites , chacun est prest de le censurer : mais que s'il en dit de nouvelles , & que personne n'ait encore touchées , il a toujours beaucoup de haine , & de mauvaise humeur à essuier des uns , & peu de justice ou de faveur à espérer des autres. \* Je passe donc aux dernières considérations pour finir cété Préface.

\* *Vetera  
& scripta  
aliter  
vata in-  
quisto ;  
intacta  
& nova ;  
gravis  
offensa,  
levis,  
gratia,  
Ibidem.*

Si j'ai comparé quelquefois les Magistrats de Venise avec ceux de Sparte & de Rome , ce n'a pas été tant pour chercher des ornemens étrangers à mon Histoire , bien qu'elle en eût bon besoin , que pour montrer ce que la République de Venise a emprunté des deux autres , & le bon usage , qu'elle en a su faire ; qui est une marque de sa rare prudence. Outre que ces sortes de comparaisons ins-  
trui-

## P R E F A C E.

truissent & divertissent tout ensemble l'esprit du Lecteur, & sur-tout celui des François, qui aiment à apprendre plusieurs choses à la fois. Et d'ailleurs, j'ai suivi en cela l'exemple de Polybe, qui a fait ainsi les parallèles des Cartaginois avec les Romains, & de ceux-ci avec d'autres nations. Mais il y a cete différence, que les siens contiennent des pages entières, & que je comprends tous les miens en trois mots, excepté deux seulement, l'un du Doge avec les Rois de Sparte; & l'autre des Efores avec le Conseil-de-Dix, que peut-être l'on ne laissera pas de trouver beaux.

Pour le langage, je ne l'ai ni affecté, ni négligé, car j'ai tenu un milieu entre la trop grande contrainte & la trop grande liberté de la diction. Et si je n'ai pas

## P R E F A C E.

pas assez choisi les paroles en de certains endroits , ç'a été pour conserver la force & l'énergie du sens , que des termes plus élégans & des frâses à la mode n'eussent pas rendüe toute entière. Aussi , ai-je dû faire plus d'état d'une bonne pensée , que d'une bonne parole & de l'éloquence des choses , que de l'éloquence des mots , qui n'est que le métier d'un grammérien : Outre qu'un sujet semblable au mien demande plus de solidité & de poids , que de politesse & de brillant. Et c'est par cete raison , que les Venitiens se moquent de ceux , qui veulent parler Romain ou Toscan dans leur Sénat. Au reste , j'aurois bien de la joie , & m'en trouverois quite à bon marché , si l'on ne me censuroit , que pour des mots , ou pour les avoir mal arangez. Voilà, Lecteur à peu près



## P R E F A C E.

prés les raisons que j'avois à vous  
dire, & j'espère, que votre bon-  
té les rendra encore meilleures  
qu'elles ne sont en éfer.



T A-

## T A B L E.

**C**ETE HISTOIRE est divisée en sept parties.

La I. Contient la description du Grand-Conseil, du Colége, & du Sénat de Venise, & commence à la page 7.

La II. traite de tous les principaux Magistrats, & de tous les Tribunaux de Venise; comme aussi des Recteurs des Villes de Terre-Ferme, & des Officiers-Généraux de Mer. Commence à la page 130.

La III. est une description de l'Inquisition de Venise, dont l'usage est tout différent de celui des autres Inquisitions d'Italie & d'Espagne. Commence à la page 269.

La IV. est un Recueil de diverses pièces concernant l'Interdit de Venise, des années 1605. 1606. & 1607. Commence à la page 296.

La V. explique les vraies causes de la décadence de cete Republique, & décrit les Maximes des Nobles, qui la composent. Commence au Tom. second & finit avec l'Ouvrage à la page 494. Après quoi suivent des REMARQUES historiques, qui ont toutes leur renvoi au pages, où elles sont relatives.

La VI. Contient une Table de toutes les Matieres contenues en ces volumes.

La VII. L'Examen de la Liberté originaire de Venise avec une Harangue de Louis Helian.

MEMOI-

( 1 )



# ME'MOIRE

Pour servir à la défense de l'Histoire du

GOVERNEMENT

D E

V E N I S E.

**L**ES Vénitiens ont tant crié contre cete Histoire de leur Gouvernement , que je suis obligé malgré moi, de leur montrer par ce Mémoire, qu'ils n'ont pas eu raison de faire tant de bruit.

\*\*\*

Feu

*Edi presa  
per iscor-  
ta la Ve-  
rità, co-  
me ani-  
ma dell'  
Histori-  
a, e come  
debito,  
stipulato  
da ogni  
Scrittore  
con Dio, e  
con gli  
huomini.  
Certa-  
mente  
non mi è  
mancato  
ancora per  
dir-la, né  
mezz, e  
per dis-  
cernerla.*

Feu M. le Procureur Batiste Nani étoit un si habile homme, que je pouvois hardiment suivre son exemple & ses préceptes. [J'ai pris, dit il dans son Epître au Doge Dominique Contarin, pour escorte & pour guide la Vérité, qui est comme l'ame de l'Histoire, & comme une dette, à laquelle tous les Ecrivains se sont obligez envers Dieu & les hommes. Et certes je n'ai manqué ni de cœur pour la dire, ni de moiens, pour la discerner.] J'ai fait de même, j'ai eu comme lui le courage de dire la vérité, après avoir eu les moiens de l'apprendre sur les lieux, & je l'ai dite sans haine & sans passion : Mais comme les Vénitiens trouvent mauvais, que je l'aie dite, parce qu'elle les offense, & que selon Monsieur Justiniani, leur Ambassadeur en Fran-

France, lorsque mon Histoire com-  
 mença à paroître, toutes les véri-  
 tés ne sont pas bonnes à dire, je  
 ne leur puis apporter une meilleure  
 preuve de la liberté, qu'un Histo-  
 rien a de tout dire, quand e'est a-  
 vec fondement, que l'autorité mê-  
 me de M. Nani, qui avoue, qu'il  
 a parlé sans se mettre en peine des  
 reproches, qu'on lui en pourroit  
 faire, d'autant qu'un Historien est  
 un Dictateur absolu, qui avec une  
 autorité plus qu'humaine sur les  
 actions, préside au tribunal de la  
 Renommée, mesure le mérite,  
 pénètre les intentions, découvre  
 les mystères, &, par une jurisdic-  
 tion égale sur les Rois & sur les Ro-  
 turiers, absout, ou condamne, com-  
 me il lui plaît.

Au Livre 3. de son Histoire de  
 Venise parlant de la Conjurat-  
 ion d'Alfonse de la Queva, Ambassa-  
 deur d'Espagne, il dit, que

\*\*\* 2

Il

*Ha prese-  
 rito d'ef-  
 pormi al  
 cimento, &  
 forse a'  
 rimpro-  
 veri, &c.  
 In fatti  
 l' Histo-  
 rico assu-  
 mendo  
 Dictato-  
 ra asso-  
 luta, an-  
 zi ante-  
 ris à pin-  
 che hu-  
 mana,  
 sopra il  
 tempi, le  
 persona, e  
 le attio-  
 ni, preside  
 de alla  
 Fama,  
 misura il  
 merito,  
 penetra  
 l'intenti-  
 on, & la  
 gli arca-  
 ni e con  
 arbitrio  
 indistim-  
 to sopra il  
 B. & i  
 plebei,  
 assolve,  
 & castiga.  
 Dans la  
 même  
 Epître.*

*Il Senato volle profondamente dissimularlo , rispetto il decoro di due nationi contaminate l'una d'insidia, c'est l'Espagne; l'altra di venalità (il entend la France) comme si le nommé Reanut , qui étoit un Gentilhomme particulier , & qui n'avoit aucun caractère public , eût été capable de souiller sa nation , & d'en flétrir la gloire par ses actions , & par la vénalité.*

Au Livre 6. il parle de feu Monsieur le Duc d'Orleans, en ces termes :

*Egli , come giovane d'anni e di genio incostante lasciava reggere gli affetti suoi dal Maresciale d'Ornano che governatore della sua pueritia , & hora moderatore della sua gioventù , con secondarlo anco nelle voglie lubriche di quella fervida età &c: Il offense tout ensemble & la mémoire de ce Prince , & celle*

celle de son Gouverneur , sans autre fondement , que celui de la Cronique scandaleuse. Un peu après il dit , *non senza susurro , che lo stesso Gastone doppo ammazzato di mano propria il Cardinale &c*: Il veut faire croire, qu'un Prince si généreux étoit capable d'être assassin , comme les gens de son Païs.

Au même endroit , il fait passer le Roi Louis XIII. pour un prince sans esprit , & susceptible de toutes sortes d'impressions ridicules.

*Lodovico , dit-il , per natura sospettoso , e diffidente all' estremo , s'indusse à credere anco le cose più absurde*

Là même , il veut faire croire l'empoisonnement du Maréchal d'Ornane , en disant , que la cause de sa mort fut attribuée par les uns à ses anciennes infirmités , & par les autres au poison. *Fù dalle Guardie arrestato , con stordimento*

*di tutti gli altri del suo partito , & tanto maggiore , quanto ne conseguì ben presto la morte , ascritta da alcuni à sue invecchiate indisposizioni , e da altri attribuita à veleno.*

Au Livre 12. s'érigeant en Dictateur absolu , il condanne ainsi la Mémoire de Louis-le Juste.

*Vissè e morì senza saper si difendere dall' arti de' favoriti , fù ornato di molte virtù , ma toltero de' Ministri eccedenti difetti. Se l' Heresia fù disarmata in Francia, si vid. de fuori fomentata e promossa. (Comment cela s'acordera-t-ila-vec la piété de ce Roi , qui étoit le plus religieux Prince du Monde ;)* *Lasciò le sostanze de' popoli in preda alle profusioni de' favoriti (il en fait un imbécille) Col titolo di giusto coprì molti esempi severi , riempì la Bastiglia d'innocenti più volte (il en fait un Tiran) e maneggiata la spada del Carnesice à private*  
ven-



*vendette de' suoi confidenti.* (Il en fait un esclave de la passion , & un exécuteur des volontez de ses Ministres.) Après cela , y aura-t-il quelqu'un , qui ose nier , que le Roi n'eût été plus en droit de demander l'emprisonnement du Procureur Nani au Sénat de Venise , que cete République n'en avoit de demander le mien à Sa Majesté , qu'est si fort offensée en la personne de son Père ; J'en fais juges le Vénitiens , ainsi que des faillies du Seigneur N. Contarin , leur Ambassadeur , qui après la satisfaction accordée au Seigneur Justiniani , son Prédécesseur , osoit dire devant tous ses domestiques , qu'il auroit ma tête , à quelque prix que ce fût , & l'enverroit à Venise , pour en donner le plaisir au Sénat. Où l'on remarquera en passant , que sous couleur de vanger sa République , il vangeoit son injure , parti-

culière, comme fils du Procureur Contarin, de qui je parle dans les pages 154. & 157. Retournons à M. Nani.

Tout au commencement du livre 5. du second tome de son Histoire, après avoir raconté, comment les Anglois firent couper la tête à leur Roi, il dit, que les Malcontens de France n'en eussent pas peut-être moins fait au Nôtre, si le Gouvernement eût été moins vigoureux, ou le génie de la Nation moins paisible, Cete comparaison est odieuse pour les François, qui quelque mécontentement, qu'ils aient eu, n'ont jamais été d'humeur à verser le sang de leur légitime Prince. Ce n'est point *il vigor del governo*, qui a sauvé Louis-le-Grand durant les Guerres Civiles, c'est la bienveillance de son peuple. Mais quels étoient ces Malcontens, qui eussent

sent bien voulu se souiller d'un si horrible parricide ? Lisez , & vous y trouverez en chef le Parlement de Paris , qui mit la tête du Cardinal Mazarin à prix, feu Monsieur le Prince de Conti , déclaré Général du Parlement, les Ducs d'Elbeuf & de Bouillon , & le Maréchal de la Mothe-houdancourt , tous trois grans ennemis du Cardinal. Et puis il ajoute, que les Ducs de Longueville & de Beaufort grossirent le parti , & que presque tous les Parlemens s'y joignirent. Ils sont tous bien obligez à ce Noble-Vénitien de la comparaison avec les Anglois.

Au livre 9. il dit , que le Roi répondit à une lettre du Sacré Collège avec de si aigres invectives contre le Pape Alexandre VII. que cete réponse parut indécente & pour l'un & pour l'autre. Et comment la Seigneurie de Venise en

a-t-elle usé dans ses différends avec les Papes ? Outre qu'il n'y a point de comparaison entre un Roi de France (particulièrement un, comme celui, qu'il censure) & une République, quelque grande qu'elle soit.

Au reste, le portrait, que M. Nani fait d'Alexandre VII. peut faire juger des sujets, que les Princes Chrétiens avoient de se plaindre de son pontificat. Il le com-  
\* Tom. 2  
livre 6. mença, dit-il, \* par des ordres précis à tous ses parens de se tenir éloignez de Rome, & par des Brefs adressez à tous les Princes, pour les inviter à la paix ; par des audiences publiques ; par la lecture des Vies des Papes saints ; par l'exposition d'un cercueil dans sa chambre ; enfin, par des œuvres & des paroles dignes de l'éternité. Mais les colosses, qui sont adorez, n'ont quelquefois que des piez  
d'ar-

d'argile , & ils s'est vu souvent , surtout dans les Principautez electives , que les gens montez de la vie privée au Trone ne tardent guère à reprendre leurs vieilles habitudes. C'est ainsi qu'Alexandre , bientôt lassé de voler si haut , & séduit par des conseils intéressés , commença de croire , que son intérêt particulier étoit comparable avec le Bien-public ; en sorte que se laissant aler au luxe & à la fole passion de bâtir , il sembloit n'avoir pour objet de son Gouvernement , que sa famille , & les murailles de Rome. Et dans un autre endroit il parle ainsi de sa mort. \*

Dans le cours de sa vie , il avoit donné à connoître , combien les vertus des Particuliers sont différentes de celles des Princes. Car tandis qu'il fut simple Prélat , il se montra si propre au maniment des affaires , si appliqué à son deuoir , & si dé-

\* Livre  
10.

détaché des intérêts de sa Maison, que chacun se le figuroit pour un sujet, de qui l'on pouvoit faire un tres-bon Pape. Dès qu'il fut devenu Cardinal, il tint un sage milieu entre les défauts blâmez dans la personne d'Innocent X. & les conditions, qu'il savoit, qu'on demandoit en celui, qui devoit être son Successeur. Mais quand il fut parvenu au Pontificat, soit qu'il fût déjà las de se contraindre, ou que ses flatteurs le trompassent sous le masque d'une fausse piété, il se jeta si fort dans l'oisiveté & dans la vanité des bâtimens, qu'il ne se mit plus en peine, ni des besoins des Princes, ni de la misère des peuples. Si bien qu'à force d'enrichir ses Neveux, & d'élever inutilement de superbes édifices, à l'imitation des anciens Monumens, il apauvrit l'Etat Eclésiastique. C'est-pourquoi

il mourut fort haï du peuple , qui fit plusieurs insultes à la Maison de son frère , & point estimé des Princes , à qui sa manière de gouverner avoit été tres-desagréable.

Je crois inutile de justifier ici les Faits , que je raporte dans mon Histoire. Les Auteurs, que je cite à la marge sont mes garans , & particulièrement André Mocénigue , & André Morosin , tous deux Nobles - Vénitiens , & Sénateurs illustres. Et si les Vénitiens veulent bien se donner la peine de feüilleter les vieilles Croniques MS. qui sont dans leur Bibliothèque de S. Marc , ils trouveront, que j'y ai puisé ce qui les offense davantage dans mon Histoire.

Il y a une Rélation imprimée de l'Ambassade Extraordinaire de M. Nani en France, où il parle ainsi du Roiaume.

*Vi hò incontrato inesplicabili cal-*  
*la-*

*limità , & i popoli erano indotti ad una infeliciſſima ſorte , di pagare molto più di quello ritrarre potevano dalla cultura de' terreni , e dalle continuate fatiche , non reſtandoli altro di libero che' l'ſoffiato , perche l'aria è il più gratuito elemento della Natura , ſopra' l'quale l'humana invention e ſottigliezza non per anche hà ſaputo rinvenir dominio , leggi , ed impoſte. Ce qui en bon langage veut dire , que le Roi tyrannize ſes Sujets , & métróit des impoſts juſques ſur l'air & le Soleil , s'il le pouvoit. Qui eſt la maxime ordinaire des Républiquains , pour décrier le Gouvernement des Rois , & par ces impoſtures rendre le leur plus tolérable à des Sujets , qui gémiſſent ſous un peuple de Tyrans.*

*Il fait enſuite un bel honneur au Roi , en diſant comme pour l'excuser. Il eſt bien vrai , que rien*  
*ne*



ne dépend du Roi , ( Il fait ressem- vo che ni-  
ente di-  
pende dal  
Rè , ma  
dalla Mi-  
nistri che  
operano à  
cieco l'uno  
bler le Roi au Doge de Venise )  
mais de ses Ministres , qui font  
tout, sans qu'il en prenne connois-  
sance.

Un peu après il ajoute encore  
pour les Ministres.

*Veramente la Francia prova da  
qualche tempo un grave destino d'es-  
ser con assoluto arbitrio diretta da  
Ministri , li quali non temendo dal  
Padrone ( Il ne fait guères la carte  
du Païs , quand il dit , que le Roi  
n'est pas appréhendé de ses Mi-  
nistres , lui , qui en est si bien servi  
& obéï ) non meditano altro che di  
render si necessarii , e , si può dir , tre-  
mendi . Per questo s'impossessano del-  
le Piazze , tengono in mano Gover-  
ni , accumulano tesori , formano par-  
titi , e per dir in una parola ( com-  
me s'il n'en avoit pas assez dit )  
per invigorir loro stessi , amano d'in-  
debolire frà l'inopia la radice della  
Re-*

*Regia potenza.* Et pour conclusion,  
*Quindi è , che non solo reggono alle  
scosse delle emulationi , mà potreb-  
bero anche far testo al Principe stes-  
so , comme si c'étoit le Doge de  
Venise , que l'on mène à baguete.*  
Cependant , les Livres de ce No-  
ble se vendent publiquement à Pa-  
ris , & par tout le Roiaume , sans  
que la République de Venise s'a-  
perçoive , qu'on lui fait grace , &  
qu'elle a tort de demander la su-  
pression de mon Histoire.



# HISTOIRE

## DU GOUVERNEMENT

## DE VENISE.



**J'**E CRIS l'Histoire du Gouverne-  
 ment de Venise, qui est sans con-  
 tredit le plus beau de l'Europe en  
 son genre, puisque c'est une fidèle  
 copie des anciennes Républiques de  
 la Grèce, & comme l'assemblée de  
 toutes leurs plus excellentes loix. Quelques Écri-  
 vains ont traité cete matière avant moi, & en-  
 tre les autres le Cardinal Gaspar Contarin No-  
 ble-Vénitien, François Sansovin, & *Donato Giannotti*,  
 mais ils n'ont fait tous trois que de simples  
 descriptions des Magistrats & des Tribunaux de  
 Venise: Et bien loin d'aprofondir les mystères de  
 la domination de cete Seigneurie, ils n'y ont pas  
 même voulu toucher en passant, pour les intérêts  
 particuliers qu'ils avoient à ménager avec Elle.  
 C'est pourquoi j'entreprends cete Relation, dans  
 la pensée que j'ai, qu'elle pourra satisfaire les Hon-  
 nêtes-gens, par l'importance & la variété des  
 choses, que j'y dois traiter, parmi lesquelles l'on  
 en verra peut-être quelques-unes, qui sortant pour  
 l'Am. I. A la

Des-  
 sein de  
 l'Au-  
 teur.

## 2 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

la première fois du Cabinet, auront du moins la grace de la nouveauté.

Pour commencer avec ordre, il me semble à propos de dire auparavant quelque chose des divers états de cete République depuis sa fondation : ce qui sera comme l'Epitome de toute son Histoire, & servira tout ensemble de plan & de trace à mon Ouvrage.

VENISE a changé plusieurs fois la forme de son Gouvernement. Car elle a eu premièrement des Consuls, dont l'administration fut de peu de durée, & puis apres des Tribuns, qui s'éliisoient tous les ans par le Peuple de chaque Isle, qui faisoit alors une Republique séparée, à peu près comme les Cantons de la Suisse, ou les Provinces Unies des Pais-Bas. Et c'est à ces Tribuns, que Cassiodore adresse ses lètres avec cete suscription, *Tribunis Maritimorum*. Mais parce que fort souvent ces Magistrats ne s'accordoient pas bien ensemble, & que les Lombards a profitoient de leurs divisions, pendant qu'ils perdoient le tems à contester les uns avec les autres; le Peuple, ennuié de toutes ces longueurs, voulut goûter de la domination d'un seul, & pour cela créa un Duc, à qui il abandonna la souveraine puissance, dont il jouïssoit depuis 270. ans. Néanmoins s'étant lassé bien-tôt de ses Ducs, il en abolit le nom & la dignité en la personne du troisiéme, qui abusoit de son pouvoir, & leurs substitua un Tribun des Soldats, apellé dans leurs vieilles Annales, *Magister Militum*, & par corruption *Mastromiles* \* dont la Charge étoit annuelle. Cete Magistrature fut supprimée dans la cinquième année de son institution, Fabrice Ziani le dernier Titulaire étant devenu odieux au Peuple, alors tres-difficile à contenter. En sorte que les Isles, regrettant leurs

a C'est  
Tribuni  
desula-  
rum sibi  
ad invi-  
cem de-  
ferre vol-  
lens, Lon-  
gobardi  
absque re-  
sistentia  
eorum  
fines  
pluries  
invasi-  
runt.  
Dandol.  
Ann.

\* Voyez  
les Re-  
mar-  
ques.

pre-

premiers Ducs, par la comparaison du présent avec le passé, rétablirent d'un commun consentement la Dignité Ducale, en la personne de Téodat, fils de leur dernier Duc, contentes d'avoir un Prince quel qu'il fût, apres avoir éprouvé un moindre Maître.

Depuis l'élection de Téodat, qui se fit en l'an 742. jusques en 1173. il y eut 34. Ducs de suite, qui gouvernèrent les Îles avec un autorité si absolue, qu'il ne se faut pas étonner, s'il y avoit tant de revoltes & de conjurations contre eux; les uns aiant été chassés ou aveuglés, (qui étoit une coutume de la République de Cartage) & les autres cruellement massacrés.

*Com-  
tente  
quali-  
cunque  
Principe  
post expe-  
rimentum  
dominatus  
minoris.  
Tac.  
Hist. 1.*

Après la mort de Vital Michieli, Second du nom, qui fut tué le propre jour de Pâques, le 1173. Peuple, lassé de la longue domination de ses Ducs, reprit le Gouvernement, & continua pourtant d'élire un Prince, pour donner plus de crédit aux affaires; mais il resserra son pouvoir à un point, qu'il ne lui laissa presque plus rien que le titre & la préséance. Et tout se faisoit alors par le Grand-Conseil, qui étoit composé de 470. Citoyens, nommez par 12. Electeurs, tirez des six Quartiers de la Ville, qu'ils appellent *Sestieri*; & ces 470. se changeoient tous les ans le jour de Saint Michel, afin de contenter tout le monde à son tour. Ce qui dura jusques au tems du Duc Pierre Gradénigue Second, qui reforma le Grand Conseil l'an 1298. en faisant passer dans le Conseil de Quarante, qu'ils appellent *Quarantia Criminale*, une nouvelle Ordonnance, dont la teneur étoit: Que tous ceux, qui dans cete année-la composoient le Corps du Grand Conseil, ou en avoient été dans les quatre années précédentes, en fussent eux & leurs descendants à perpétuité, obtenant douze suffrages dans la Quarant-

*b 15  
unius  
domina-  
tione ad  
omnes.  
Bodin.  
c Princ.  
pr or bonu  
potentia  
nomen  
relinquit-  
tur.*

*J. B.  
Contar-  
rin. Hist.  
Ven. l. 7.*

## 4 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

tie : & que tous les autres quels, qu'ils fussent, Nobles, ou Populaires ( car ils appelloient Nobles ceux, qui venoient des anciens Tribuns ) fussent exclus à jamais de l'Administration Civile. Si bien que ce Decret aiant été proposé dans l'Assemblée du Grand-Conseil par Léonard Bembe, & Marc Badoer, au nom de la Quarantie, & puis reçu à la pluralité des voix, la Puissance fut transférée du Peuple aux Nobles. Ce changement produisit, comme il est ordinaire dans toutes les mutations des Etats, la fameuse conjuration des Quirins, des Tiépoles, & de quelques autres Familles anciennes, qui furent exclues totalement, ou en partie : car il y en eut beaucoup qui se trouvèrent partagées entre la Servitude & la Liberté. Témoin les *Mini*, les *Bons*, les *Nani*, les *Navagiers*, les *Trevisans*, les *Pasqualigues*, & les *Zacaries*, qui virent par le succès de cete Ordonnance, leurs Maisons mêlées de Nobles & de Populaires ; de Maîtres & de Sujets ; sur quoi les Quirins fondonoient leurs plaintes, disant, que cete réformation coupoit le nœud de la concorde de toutes les Familles Vénitiennes, & aloit alumer une Guerre-Civile. Mais ce fut en vain que l'on en murmura, & l'entreprise de Marin Bocconi d'enfoncer les portes du Grand-Conseil, pour y tuer le Duc, n'eut point d'autre succès, que son suplice, & la ruine de son parti.

\* Voyez  
les Re-  
mar-  
ques.

Cependant le nouveau Gouvernement, qui n'étoit encore qu'une Oligarchie, se perfectionna peu à peu, & devint une véritable Aristocratie, \* par l'adjonction de plusieurs Familles illustres, à qui le sort avoit donné l'exclusion ; & par l'établissement du Conseil-de-Dix, qui imprima le respect & l'obéissance dans le cœur du Peuple, toujours à craindre, s'il ne craint pas. Ainsi, l'on peut dire

## DE VENISE.

dire justement , que la République de Venise a commencé par le Prince pierre Gradénigue , puisque c'est lui , qui surmontant toutes les difficultés par son adresse , & par son courage , l'a tirée de la lie du Peuple , pour lui donner cete excellente forme , qu'elle a presentement.

*Tanta molis erat Venetorum condere gentem.*

Venise a donc été gouvernée par les Consuls & les Tribuns dans son Enfance , qui a duré 270. ans ; pendant lesquels elle s'est tenuë dans ses Lagunes & dans ses Marais , comme dans son berceau. Elle a passé son Adolescence : sous 37. Ducs Souverains , savoir , depuis Lucius Anafestus , jusques à Sébastien Ziani. Cët âge comprend 470. ans , dont elle emploia une partie à combattre contre ses Voisins , & l'autre à porter ses armes & ses conquêtes plus loin , à mesure qu'elle sentoit croître ses forces. Le peuple l'ayant retirée de la Tutèle des Ducs , prit la conduite de sa Jeunesse , qui véritablement fut robuste & vigoureuse , mais travaillée comme il arrive d'ordinaire dans cet âge , de plusieurs grandes maladies , c'est à dire , de guerres & de révoltes. Sa Virilité a commencé sous les Nobles , & a duré depuis la reformation du Gouvernement , qu'ils apellent *Il Serrar di Consiglio* , par où finit la Democratie , jusques à la guerre de la Ligue de Cambrai , qui est proprement le commencement de sa Vieillesse , puisque depuis ce tems-là elle a été toujours en défaillance. Quoi qu'il en soit , Venise a cet avantage de s'être maintenue plus long-tems que toutes les plus fameuses Républiques de l'Antiquité , Sparte n'ayant duré que 700. ans ; Athenes ayant toujours floté dans son Gouvernement , sans le pouvoir jamais fixer ; Rhodes ayant perdu plusieurs fois sa liberté ; Corinte s'étant maintenue peu

1 Depuis  
703. jus-  
ques à  
1173.

2 Depuis  
1173.  
jusques à  
1298.

3. 1298.

\*Voies  
les Re-  
mar-  
ques.  
4 1509.

## 6 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

5 Reddi-  
tur Rho-  
dis li-  
bertas,  
adempta  
sape aut  
firmata,  
prent bel-  
lis inter-  
mis mern-  
orant, aut  
domi se-  
ditione  
delique-  
rant.  
Tac.  
Ann. 12,

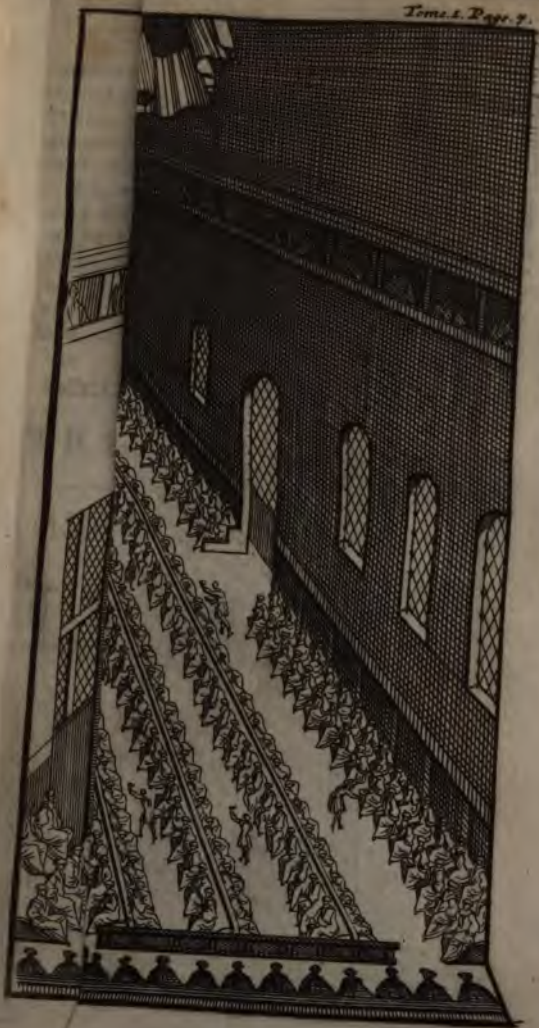
de tems ; Cartage aiant été sujete , tantôt à ses Suffetes , ( ou Rois ) & tantôt à ses Généraux d'armée , qui rendoient le Commandement hé- reditaire dans leur Famille ; & Rome , la plus illustre de toutes , s'étant à peine conservée li- bre 500. ans. Témoinage assuré de l'excellence du Gouvernement de Venise<sup>1</sup>, dont il est main- tenant question de faire voir l'état & la dispo- sition présente , qui est le but , que je me suis proposé dans cet Ouvrage.

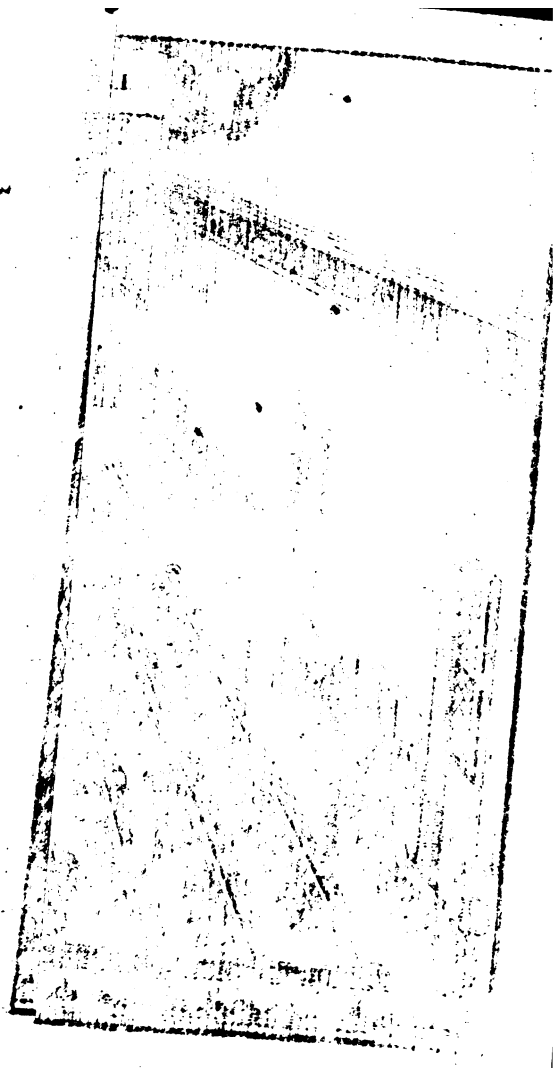
Il y a trois principaux Conseils à Venise ; sa- voir , le Grand-Conseil , qui comprend tout le Corps de la Noblesse ; le *Pregadi* , qui est le Sé- nat ; & le Colége , où les Ambassadeurs ont au- dience. Car je ne compte point le Conseil-de- Dix , qui est seulement un Tribunal institué pour juger tous les Criminels d'Etat. A tous ces con- seils préside la SEIGNEURIE , qui est un Septem- virat , composé du Duc , & de six Conseillers , qu'ils appellent encore le *Petit Conseil* , \* parce que c'est l'abrégé de tous les autres. Desorte que la SEIGNEURIE est comme la tête du Corps de la République , dont le Duc est la bouche & la langue , puisque c'est à lui de répondre aux Ambassadeurs. Les Conseillers en sont les yeux & les oreilles , leur fonction étant de voir les lé- tres , que l'on écrit au Sénat , & tous les Memoi- res & les Requêtes , que l'on présente au Colége ; & d'écouter les Ministres des Princes , les Dépu- tez des Villes , & les autres gens , qui ont à trai- ter avec le Public. Le Colége<sup>2</sup> est comme le cou- de ce Corps-Politique , d'autant que c'est par où passent toutes les Affaires , qui doivent aler au *Pregadi* , que l'on peut dire en être l'estomac & le ventre , puisqu'il contient toutes les parties no- bles du Corps de l'Etat , & lui fournit toute sa nourriture. Les Magistrats particuliers en sont com-

me

\* Il Com-  
pelleto-







me les nerfs & les os, qui le soutiennent & le font mouvoir & le Conseil-de-Dix en fait tous les ligamens, empêchant, que ces parties ne se dénouent les unes d'avec les autres, & qu'un mouvement violent ne les jette hors de leur place naturelle.

Mais comme le Grand-Conseil est la base de notre République, c'est aussi, ce me semble, par où je dois commencer la description de son Gouvernement, pour venir ensuite au détail de toutes les parties, qui le composent. Ce que je tâcherai de faire avec le plus d'ordre, de méthode, & de brièveté, qu'il me sera possible.

၂၀၁၆-၁၇ ခုနှစ် နှစ်စာရင်း

## PREMIERE PARTIE.

**DU GRAND-CONSEIL.**

**L**E Grand-Conseil est l'Assemblée générale de la Noblesse, qui se fait tous les Dimanches, & toutes les Fêtes, pour élire les Magistrats. Il est apellé Grand-Conseil, parce qu'il comprend tous les autres, qui pour cela cessent, quand il se tient; comme cessoient tous les Magistrats de Rome durant la tenuë des Comices. Et c'est pourquoy l'on a choisi les Dimanches & les Fêtes, pour le convoquer, afin de laisser tous les autres jours libres aux Tribunaux de la Ville, & de n'interrompre point le cours des Affaires.

En esté le Grand-Conseil se tient le matin, depuis huit heures jusques à midi; & en hiver, depuis midi jusques au coucher du Soleil. Les se-

## 8 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

ances du matin commencent au mois d'Avril, & finissent à la Toussaints, où commencent celles de l'après-dinée.

**La forme de l'élection des Magistrats.** Les magistrats s'y élisent en cete manière. Le Grand-Chancelier aiant lû à l'Assemblée le Memoire des Charges, qui sont à remplir, & les Avogadors, les Chefs du Conseil-de-Dix, & les Censeurs aiant prêté le serment de faire observer les statuts du Conseil, les Nobles tirent au sort, pour devenir Electeurs. Les Electeurs, qui sont toujours au nombre de 36. & sont quatre Mains\* ou Bandes séparées, nomment chacun un Compétiteur, qui est baloté ensuite par une Main-d'Electeurs.

\* C'est le mot du pais.

Pour entendre ceci, il faut savoir qu'il y a trois Urnes élevées sur des guéridons de la hauteur ordinaire d'un homme; afin que l'on ne puisse pas voir dedans. L'une est placée devant le Duc, & les deux autres aux deux bouts du siège des Conseillers, trois desquels en gardent chacun une.

Dans les Urnes de la droite & de la gauche on met autant de boules blanches, qu'il y a de Nobles au Conseil à 60. prés, qui sont dorées, 30. par Urne, & dans celle du milieu l'on en met 60. savoir 36. dorées, & 24. blanches. Les Nobles viennent deux à deux, un de chaque côté, & tirent au sort: Et si la boule est blanche, ils la jettent dans une petite boîte au dessous de l'Urne, & retournent à leur place, comme n'ayant rien fait. Mais si elle est dorée, ils la présentent au Conseiller de l'Urne. où ils l'ont prise, & vont tirer à celle du milieu, où leur venant une boule blanche, ils sont exclus: au lieu que s'il leur en vient une dorée, ils sont reçus pour Electeurs de la premiere Main. Après quoi ils vont s'asseoir sur un banc placé devant le Trône Ducal, le visage tourné vers le Prince, afin que personne ne leur fasse signe, pour

## DE VENISE. 9

pour se recommander à eux, & sont proclamés à haute voix par un Secrétaire du Conseil. Et s'il arrivoit, que dans la première Main le sort tombât sur deux Nobles de même Famille, le second se réserve pour la seconde Main, & tous les Gentilshommes de cete Maison se retirent du Conseil; la Loi leur donnant ce jour-là l'exclusion, parce qu'il n'y peut avoir plus de deux Electeurs d'une même Famille parmi les 36. Si bien que chaque Main est composée de 9. Gentils-hommes de neuf différentes Familles. Où il est à remarquer, que l'on ôte des deux Urnes autant de bales blanches qu'il sort de Gentils-hommes; afin que les bales d'or, qui restent, ne puissent pas manquer d'être tirées.

La première Main étant faite, un Secrétaire présente au plus jeune de ces Nobles la note des Charges qui sont à remplir, & les mène tous dans une Chambre hors du Conseil, où il les fait tirer au sort dans un Vase qui contient 9. boules marquées chacune à leur chiffre depuis 1. jusques à 9. qui répondent au nombre des Magistrats à nommer. De façon que le Noble, qui a tiré le numero 1. nomme un Compétiteur pour la première Charge; ainsi de tous les autres. Chaque Compétiteur est ensuite baloté par cete Main, & s'il a les deux tiers des suffrages, il obtient la Compétence, au lieu que s'il ne les a pas, il faut que celui qui l'a nommé en propose un autre, jusqu'à ce qu'il y en ait un qui passe, & le Secrétaire écrit le nom & les qualitez de celui-là au dessus de la note de la Charge, dont il est Compétiteur. Ce qui s'observe pareillement dans les autres Mains. Où il faut observer qu'elles nomment toutes quatre aux mêmes Charges, & qu'ainsi chaque Magistrature a quatre Concurrents, un de chaque Main.

Après que les Compétiteurs sont faits, les

A 5

Elec.

## 10 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Electeurs se retirent , à moins qu'ils ne soient Conseillers, Sages-Grans, Chefs du Conseil de-Dix, Avogadors, ou Censeurs ; ces Magistrats aiant droit de rentrer au Conseil, pour y faire valoir leur élection. Et les quatre Secretaires des Mains Electorales apportent la note des Compétiteurs au Chancelier, qui en lit les noms à l'Assemblée; afin que l'on sache, s'il y en a quel-qu'un *in divieto*, c'est-à-dire, qui soit exclus par la Loi. Après quoi il exhorte en peu de mots les Nobles à quitter leurs inimitiez secrètes pour l'amour de la Patrie, & à préférer leur devoir à leurs passions. Cependant les Compétiteurs de la première Charge sortent du Conseil avec tous leurs proches parens, à qui il n'est par permis de baloter, à-cause de leur intérêt particulier.

On ap-  
pelle ces boi-  
tes *Bos-  
fols*.

Cela fait, quelques enfans, qu'ils appellent *Balotins*, vont recueillir les bales avec de certaines boîtes doubles, dont l'une est blanche, & l'autre verte, celle-ci pour exclure, & celle la pour ad-métre; prononçant le nom du Compétiteur. Les bales, qui sont d'une étoffe blanche & fort min-ce, se mettent dans le blanc, ou dans le vert, par une bouche commune; de sorte que l'on ne craint point les yeux de son voisin, qui ne sauroit voir, où l'on met; & que ceux, qui ont donné l'exclusion, peuvent jurer sûrement à leur ordinaire, *Caro Signor, l'ho servita. sà da servitor vero, sà da Cavalier*. Les bales é-tant recueillies, on les porte aux Conseillers pour les compter, & celui des Concurrens, qui en a davantage, emporte la Charge.

Le Chancelier nomme ensuite ceux de la se-conde Magistrature, qui se retirent aussi-tôt avec leur parenté, les premiers revenant au Conseil, pour y baloter ceux-ci. Ce qui s'appelle *Render il partito*, parce qu'ils rendent ce qu'on leur a pré-té.

té. Il en va de même de tous les autres.

Que s'il arivoit , que pas un des Compétiteurs d'une Charge n'eût plus de la moitié des bales , elle seroit vacante jusques à l'autre séance , mais les Concurrents ne seroient plus les mêmes ; d'autant que le sort ne donneroit pas les mêmes Electeurs. De même , si quelqu'un des Compétiteurs restoit à baloter au coucher du Soleil , il perdrait entièrement son droit : car comme il n'est pas permis de baloter , ni de rien faire dans le Grand-Conseil de Venise , non plus qu'autrefois à Rome de délibérer dans le Senat , après le Soleil couché , ce qui seroit nul ; la nomination de sa personne ne lui sauroit plus servir. <sup>a</sup> Et si des 4. Compétiteurs il y en avoit trois <sup>b</sup> *in divieto* , celui , qui resteroit ne seroit point baloté faute de Concurrent. Mais au contraire , si , toutes les Mains avoient élu un même Noble , comme il arive quelquefois , il faudroit le baloter , parce qu'il seroit Compétiteur de soimême. Et cete règle vaut encore pour ceux , qui ont la nomination de deux Mains. Ce que le Chancelier spécifie dans la proclamation des Compétiteurs.

Pour l'élection du Doge , la forme est bien différente de celle , que je viens de raconter. La voici en en peu de mots.

Tous les Nobles qui ont 30. ans passez , étant assemblez dans le Palais-saint-Marc , l'on met dans un Urne autant de boules qu'il y a de Gentilshommes presens , 30. desquelles sont dorées. Ceux à qui le sort les donne , en mettent devant la Seigneurie 9. dorées parmi 24. blanches , & les 9. Gentilshommes , à qui elles viennent , sont Electeurs de 40. autres , tous de Familles différentes , entre lesquels il leur est permis de se comprendre eux-mêmes. Le sort le réduit à 12. Ces

<sup>a</sup> *Aut exortum Solem , aut post ejus occasum. Senatus consultum irritum est Varro.*  
<sup>b</sup> *Opus enim ex officio. Aut. Gell.*  
 l. 14.

Forme de l'élection du Doge.

## 12 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

12. en élisent 25. le premier 3. & les onze autres, chacun 2. Ces 25. tirant au sort comme les précédens, se réduisent à 9. qui en nomment 45. savoir, chacun 5. Les 45. reviennent à onze par le sort, & ceux-ci en élisent enfin 41. qui sont les derniers & les Principaux Electeurs du Duc, après qu'ils ont été confirmez par le Grand-Conseil: car quand ils ne le sont pas, il faut faire un autre *Quarante-un*. Or ce n'est pas sans sujet, que les Vénitiens ont établi cete bizarre forme d'élection: car c'est par tous ces divers changemens d'Electeurs, que se rompent toutes les mesures des Particuliers, vu que tout dépendant du choix de ceux, que le sort favorise (ce que l'on ne peut pas deviner) tous les artifices, & toutes les brigues, sont inutiles. D'ailleurs, c'est un moien de contenter presque toutes les Familles, par la part qu'elles ont à l'élection de leur Prince.

b *Duos  
primam  
populi  
acclamo-  
rationibus  
deligebantur*,  
Bern.  
Justin.  
c *Pri-  
mus. Se-  
basi. Zia-  
nus ab  
indictum  
Electo-  
ribus est.  
creatus  
Idem.*

Les anciens Ducs de Venise étoient élus par l'acclamation du b Peuple, mais cete sorte d'élection étant confuse & tumultuaire, l'on en établit un autre après la mort de Vital *Michieli* Second, le successeur duquel fut nommé par onze c Electeurs, dont le nombre fut augmenté jusques à 40. dans l'Interrègne suivant, & 60. ans après, fixé à 41. pour lever la difficulté qui se rencontroit, lorsque les voix étoient mi-parties. Ce qui a été observé depuis le Duc Marin Morosini, jusques-à-present, avec cete seule différence, qu'il suffisoit alors d'avoir 21. voix pour être élu, & qu'il en faut aujourd'hui du moins 25. Il y a une autre sorte d'élection, qu'ils appellent *Scrutinio*, ou *Squitinio*, dont ils se servent, quand ils veulent proposer quelque Noble puissant pour un emploi indigne de lui, ou l'obliger d'accepter quelque Ambassade onéreuse, ou quelque Commission pénible, dont ils savent, qu'il voudroit bien s'excuser. Cela se



se fait par de certains billets, que tous ceux, qui ont voix au *Progadi*, jettent dans une Urne placée devant les Chefs du Conseil-de-Dix. C'est par le *Scrutinio*, que le Doge Erizze, qui étoit dans un âge décrépit, fut élu Capitaine-Général de Mer en 1644.

Dans l'élection des Magistrats, il n'y a point de voix douteuses, vû que l'on a assez a choisir parmi les Compétiteurs, pour n'être pas en doute de ce que l'on veut faire: mais il y en a dans les balotations des avis, qui se proposent touchant les affaires, comme aussi dans les Jugemens Criminels, où elles sont comptées pour la partie la plus foible. Par exemple, si un Noble, à qui l'on fait le procès a moins de voix dans la balotation, que ses acufateurs, les *non-sincere* (c'est ainsi qu'ils appellent les voix douteuses) sont pour lui, avec quoi s'il se trouve encore intérieur a sa partie adverse, il est condamné; comme au contraire il seroit absous si avec les *non-sincere*, elle avoit encore moins de voix que lui. Mais s'il ne l'emporte que par l'adjonction des *non-sincere*, il faut recommencer la balotation, jusques à ce que l'une ou l'autre partie ait plus de la moitié des voix contradictoires de si oude nà vu que les *non-sincere*, ne servent qu'a suspendre le Jugement, comme dit le Code-Vénitien, *Non faciunt judicium, sed impediunt*.

Au reste, il y a assez d'abus dans les Elections & les Jugemens de ce Conseil, où tout va souvent selon le caprice & l'ignorance des Jeunesgens, dont il est rempli. De sorte que le Sénateur Jean Sagrede avoit bien raison de dire dans sa harangue pour le Général Morosin, qu'il ne falloit pas s'étonner, si la pluralité des voix étoit alée d'abord à l'Avogador Corrare, son acufateur, parmi tant de Jeunes Nobles, qui recevoient aveuglément les premières impressions, & se laissoient emporter à

Voiez  
Franç  
Morosin  
dans les  
Remar-  
ques,

## 14 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

la Marée ; c'est le mot dont il usa , après avoir comparé le Grand-Conseil à une Mer orageuse. Guichardin \* rapporte , que le Général Antoine Grimaldi , qui étoit sur le point d'être absous dans le Sénat , ayant été remis par les Avogadors \* au Jugement du Grand-Conseil , y fu aussi-tôt condamné , d'autant , dit-il , que la légèreté de la multitude a plus de lieu dans ce Conseil , que la sagesse des Sénateurs. Outre que la haine & l'envie sont ordinaires dans les grandes Assemblées. D'où l'on peut juger , si la Seigneurie a sagement fait , d'accorder aux Nobles la voix délibérative dès le jour de leur entrée au Conseil où ils faisoient autrefois un noviciat de deux ans , avant que d'y baloter.

\* Hist.  
l. 4.

\* Nicolo Micheli,  
Marco Sannudo  
& Paolo Filani.  
Le Premier eut  
la dé-  
potille.

1 VO-  
iez les  
Remar-  
ques.

La vénalité des voix est encore un plus grand mal , les riches achetant les suffrages des pauvres , qui deviennent par-là les valets de leurs égaux. Il est vrai , que ce commerce est peut-être le noeud de la concorde entre les uns & les autres. Quoi qu'il en soit , c'est un abus , qui en entraîne beaucoup d'autres. Du commencement , la brigade des Charges étoit détendue ; aujourd'hui , elle est en regne parmi eux , & le *Broglia* est une Foire publique , établie par la corruption des mœurs , où toutes les Magistratures se marchandent. De sorte que l'on peut dire du *Broglia* ce qu'Anacarsis disoit de la Place publique d'Athenes , que c'est le Théâtre de l'injustice.

La loi ne permet pas aux Nobles d'entrer au Grand Conseil , avant L'âge de 25. Ans , mais la Seigneurie ne laisse pas d'y en admettre , tous les ans , un certain nombre , que l'on appelle , les *Barberins*. Ce qu'Elle fait , par la voie du sort , pour éviter l'envie & le mécontentement des Prétendants , qui n'ont aucun sujet de se plaindre , ni ne reçoivent point de confusion , quand le sort ne leur a pas été favorable. La chose se passe de cette sorte.

Le

Le 3. de Décembre , les Postulans se présentent devant les Avogadors , pour vérifier leur âge , qui doit être de 20. ans accomplis , comme aussi leur naissance légitime de parens Nobles-Vénitiens. Après-quoi , le Gréfier de l'Avogadorie , leur donne une atestation , signée de ce Magistrat , qu'ils portent au Secrétaire de la Quarantie-Criminelle , qui écrit leurs noms , sur autant de billets séparés.

Le lendemain , jour de Sainte Barbe , ce Secrétaire présente les billets au Colége , où il y a deux Urnes placées devant le Duc , dans l'une desquelles , on met autant de boules de cuivre , qu'il y a de Prétendans : mais jamais plus , ni moins de 31. dorées , quelque grand , ou petit , que soit le nombre de ceux-ci. Dans l'autre Urne sont les billets , que le Duc tire un à un , & que le Secrétaire reçoit à mesure , pour en lire publiquement le nom , qui y est écrit ; & puis le *Balotin* , qui n'est qu'un enfant , tire une boule de la première Urne , pour le Gentilhomme proclamé , qui est admis au Grand-Conseil , si elle lui vient dorée ; mais exclus , si c'en est une blanche. Ainsi de tous les autres.

La Seigneurie dispense aussi quelquefois les Nobles , pour l'âge , en récompense des services de leurs pères , ou de leurs frères. Quelquefois même , Elle vend ces dispenses d'âge , comme elle fit durant les guerres de Chipre & de Candie. Et cet argent s'appelle , *il Deposito del Consiglio* , le Dépôt du Conseil.

Il faut observer ici , que les Nobles ne sont du Corps de la République , que du jour qu'ils entrent au Grand-Conseil , qui est pour eux un second jour natal , vu qu'il les met en possession de la Vie-Civile , & les fait Membres de l'Etat , au lieu qu'ils ne faisoient auparavant , que partie de leur Maison.

Ceux , qui demandent la Noblesse , présentent une

*Aut  
hoc do-  
mus par  
videtur,  
max Ret-  
pub. Tac-  
Germ.*

Re

## 16 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Requête, où ils exposent leurs raisons , & puis ils vont, sept ou huit fois , à la porte du Palais-Saint-Marc, comme font les Cliens, à la porte de leurs Juges, pour se recommander à tous les Gentilshommes , lorsqu'ils vont au Conseil. Si ces Postulans passent la moitié des suffrages dans la balotation, ils sont reçus Nobles; autrement ils sont exclus. Mais si les voix sont mi-parties, ce qu'ils appellent à Venise, *impattar*, la chose est remise à une autre Séance, où s'il arivoit encore *patta*, ou quelque autre difficulté de la part des *non-sincere*, qui ont lieu dans cete sorte de balotation, tout se remétroit à un troisième & dernier Conseil, une même affaire ne pouvant durer plus de trois Séances.

Les Procureurs de Saint Marc sont exclus du Grand-Conseil par leur dignité, qui, pour être la plus éminente de l'Etat après la Ducale, fait, qu'ils n'ont plus de voix passive dans ce Conseil, c'est-à-dire, qu'ils n'ont plus de Charges à y pretendre, jusques à l'interregne, qu'ils peuvent être élus Doges. Or c'est une loi à Venise, que les Nobles, qui n'ont point voix passive dans les Conseils, n'y ont point aussi voix active. Mais quand les Procureurs sont Sages-Grans, qui est une Charge de la nomination du Sénat, ils vont au Grand-Conseil, comme Sages-Grans, & non point comme Procureurs.

Gian-  
otti  
Rep, Venet. &  
Sanfovin  
descrip-  
tion de  
Venise.

Quelques-uns disent, que la cause de cete exclusion est, que ces Seigneurs sont obligez de veiller à la garde du Palais & de la Place-Saint-Marc, pendant la tenue du Grand-Conseil, afin que s'il arivoit pour lors quelque émeute populaire; il y eût des gens d'autorité, qui pussent y remédier sur le champ.

Mais bien que le Grand-Conseil comprenne tout le Corps de la Noblesse, il n'a pas pourtant toute la

la puissance de l'Etat. Car les droits de Majesté sont divisez entre ce Conseil & le Sénat. Le premier a l'autorité de faire des Loix, ou, de les abolir, d'élire les Magistrats & les autres Conseils; de confirmer & de casser les élections du Sénat, qui en cela lui est inférieur, comme l'étoit celui de Rome, au Peuple, selon cet ancien mot, *Auctoritas in Senatu, potestas in Populo*. Le second a le pouvoir de faire la Guerre ou la Paix, des Trêves & des Lignes; de mettre des impôts & des tailles sur les Peuples, & le prix à la Monnoie, avec l'entière disposition des Finances; de donner toutes les Charges Militaires de Mer & de Terre, & toutes celles, qu'ils appellent *Cariche à tempo*, qui ne se créent que dans le besoin; d'envoyer du secours aux Aliés; de nommer les Ambassadeurs, les Résidens, & les Secretaires - d'Ambassade, qui dépendent tous si absolument de lui, qu'il peut les rappeler, les continuer, les châtier, ou les récompenser, comme bon lui semble. De sorte que les droits de Majesté étant également partages entre le Grand-Conseil, qui est le Peuple de la Noblesse; & le Sénat, qui en est toute l'élite; on pourroit dire, que la République de Venise est presque une Aristo-Démocratie, comme l'étoit celle de Sparte, après l'institution des Efores, & celle de Rome, où l'autorité étoit divisée entre le Peuple & le Sénat, qui faisoient séparément des Loix, le premier, les *Plebiscita*; & le second, les *Senatus-Consulta*: bien qu'à le prendre à la rigueur, ce soit une pure Aristocratie, puisque le Duc est sans pouvoir, & que le Peuple n'a point de part dans l'Administration publique.

Arist. 4.  
pol. 9.  
Isocr. in  
Panath.

Il y a quelquefois conflit de Jurisdiction entre le Grand-Conseil & le Sénat, ainsi qu'il arriva dans l'affaire du Général Morosin, où le Sénat nomma le Sénateur François Erizze, pour informer contre

## 18 HIST. DU GOUVERNEM. DE VENISE.

ce Gentilhomme, quoique le Grand-Conseil en prétendist la nomination. Mais outre que ces différends sont rares, ils se terminent toujours sans bruit & sans desordre.

C'est dans le Grand-Conseil, que les Nobles font jouir tous les ressorts de leurs inimitiez secrètes, pour exclure des Charges tous ceux qu'ils n'aiment pas, sans nul égard à leur mérite. C'est-là véritablement qu'ils se balotent, non pas tant avec leurs petites bales-d'étofe, qu'avec des états tout contraires à leurs promesses.

*a Nobilitas, opes, omiffi geftique honores procrimiae, & ob virtutes cariffimum entium.*  
Tac.  
Hift. I.

Dans une Monarchie, il fufit de plaire au Prince, mais dans une République, il faut plaire à tous. Ce qui est d'autant plus difficile, ou même impossible, que la Naiffance, les biens, les honneurs & la vertu même vous y font des ennemis, \* fi tout cela n'est ménagé avec une prudence extraordinaire. Ainsi, ce Noble-là étoit bon Politique, qui difoit, qu'il ne métoit point de différence entre les Nobles Vénitiens; que toutes les Familles lui paroiffient égales; & qu'il n'y en avoit pas une, dont il ne voulût bien être. Car, en feignant d'ignorer cete diftinction odieufe de *Cafe Vecchie* \* & *Cafe Nuove*, il fe concilioit l'affection & la faveur des deux tiers de la Nobleffe, & s'en affuroit les fuffrages, pour le befoin.

\* Voyez les Remarques.

Au refte, puifque c'est le Grand-Conseil, qui fait les Loix, il est, ce me femble, nécessaire d'en toucher ici les principales, telles que font celles, qui regardent particulièrement la partie dominante de l'Etat, c'est-à-dire, la Nobleffe.

LOIX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

# LOIX

## DU GOUVERNEMENT

## DE VENISE.

**L**ES Eclésiastiques, aussi-bien les Nobles, que les Populaires, sont exclus de toutes les Charges & de tous les Conseils publics: au lieu que l'Evêque & les Curez de la Villey entroient, avant la dernière réformation du Gouvernement, faite en 1298. Ce Règlement ferme la porte à toutes les entreprises de la Cour de Rome, sur le Temporel. Car comme le Pape à la nomination de tous les Evêchez, & de presque tous les Bénéfices de l'Etat, il lui seroit aisé d'avoir un parti dans le Sénat, & d'en balancer les délibérations, par le moien des Nobles, qui, comme Eclésiastiques, dépendroient de lui, & en atendroient des récompenses. La Loi exclut encore les Nobles, qui ont un Frère, un Oncle, ou un Neveu, Cardinal, de toutes les délibérations, qui se font touchant les Eclésiastiques, & interdit pareillement l'entrée du saint Office, à tous ceux, qui postulent le Cardinalat, ou quelque autre dignité à Rome, de peur que leur intérêt ne les fît complaire à cete Cour, pour en obtenir leurs demandes.

II. Il n'est pas permis aux Nobles d'exercer la Marchandise, de peur que les affaires publiques ne soient retardées par les particulières. Outre que cela ne s'acorde pas avec la Majesté du Gouvernement; qui est la raison, pourquoi le Commerce étoit interdit aux Sénateurs Romains. <sup>a Quasi  
flus om-  
nis Pa-  
tribus  
indecoro  
visus est</sup>

III. Livius

## 20 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

III. Tous les Nobles sont sujets aux loix de l'âge & il n'y en a pas un seul, à qui il ne faille attendre les années. & faire son apprentissage <sup>b</sup> dans les petites Magistratures, en commençant sa course, *sen dalle ultime mosse*, c'est-à-dire, depuis un bout de la Carrière jusques à l'autre. Si bien que l'on ne peut parvenir aux grandes Charges, que dans un âge meur, non-plus qu'autrefois en Lacédémone, où il falloit vieillir, pour ariver aux honneurs. D'où est venu le Proverbe, *in sole Sparta expedit senescere*. Et c'est ce que signifie le simbole des deux corbeilles de nesses, couvertes de paille, que l'on voit à l'entrée du grand Escalier de Saint Marc, par où l'on monte au Grand-Conseil, & au *Pregiati*, pour montrer, que comme les nesses meurissent dans la paille, il faut de même laisser meurir l'esprit de la Jeunesse dans l'attente, \* jusques à ce qu'elle ait aquis assez d'expérience & de mérite, pour entrer dans le Gouvernement. C'est d'ailleurs une bonne Politique, de conduire le Nobles par degrez, & , pour ainsi dire, à pas comptez, de Tribunal en Tribunal, afin de les entretenir dans une perpétuelle envie de bien faire, & de les animer davantage au service de la Patrie, par l'espérance de parvenir un jour aux plus hautes dignitez: Au lieu, que si les jeunes Nobles obtenoient les grandes Magistratures à Venise, où il n'y en a point de perpétuelles, ils refuseroient en suite toutes les autres. Ce qui n'y arive déjà que trop souvent, ceux, qui ont exercé de belles Charges, croiant qu'ils se ravaleroient, s'ils en acceptoient de moindres. C'est-pourquoi la Seigneurie a sagement fait, d'avoir prescrit des bornes à la recherche des honneurs, pour ne point enorgueillir les jeunes-gens, naturellement ambitieux & insolens, en les y apellant de trop bonne heure.

IV.

b *Minor  
es Ma-  
gistratus  
majorum  
rudimen-  
ta et  
probatio  
sunt.*

\* *L'Ita-  
lien dit,  
nel tempo  
cello pa-  
glia si  
maturano  
le nespole.*



IV. Les Nobles ne sauroient tenir plusieurs Magistratures à la fois , quelque petites qu'elles soient. Ce qui fait , que le Public en est mieux servi , & qu'il y a plus de gens employés. Mais il est permis de quitter une Charge , que l'on exerce , pour une meilleure , à laquelle on est nommé , quoique l'on n'ait pas encore achevé son tems. Aristote a mis la pluralité des Charges ; entre les plus notables défauts de la Republique de Carthage.

V. Les Nobles , qui refusent les Charges , auxquelles ils sont élus , sont obligez de paier une amende de 2000. ducats , au Public ; qui du moins profite de leur désobéissance ; & de s'absenter , pour deux ans , du Grand-Conseil & du *Broglio*. Ce qui est une espèce d'exil.

VI. Il est défendu de féliciter les nouveaux Magistrats sur leur élection , pour couper la racine de la flaterie , qui est ordinaire en ces rencontres , & contenir les Nobles dans la modestie , convenable à des Citoyens de République. La Loi excepte le Duc , & les Procureurs de Saint Marc , à cause du grand mérite de ceux , qui arrivent à ces deux éminentes dignités.

VII. Les Magistrats de la Ville & du Dehors ne sauroient déposer leur Magistrature , bien qu'ils aient fait leur tems , que le Grand-Conseil ne leur ait donné auparavant un successeur. Ils ne peuvent , non plus , s'absenter de la Ville , ni des autres lieux , où ils sont employés , sans la permission de la Seigneurie , qui ne la leur accorde pas , sans de bonnes causes. De sorte que le service public n'est presque jamais interrompu. Il ne l'est pas même par la maladie des Officiers , car on leur en substitue bien-tôt d'autres , si l'on voit que le mal doit être de durée. Et quand cela survient aux Recteurs \* des Villes le Capitaine fait la Charge du Podestat , le Podestat & celle

## 22 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

celle du Capitaine; & à leur défaut, l'un des autres Officiers Nobles-Venitiens, qui se trouvent sur les lieux; jusques à ce que la Seigneurie y ait pourvû: Ainsi il n'arrive point de retardement dans les affaires, ni de contradiction aux ordres du Commandant.

VIII. Les Nobles, qui se font Chevaliers de Malte, n'ont plus de part au Gouvernement, non plus que s'ils n'étoient pas Nobles, parce que cete Chevalerie les assujétit aux loix, & aux statuts d'un Prince Etranger. Aussi, n'y a-t-il d'ordinaire, que deux Gentilshommes Vénitiens, qui entrent dans cet Ordre, l'un de la Maison Cornare, & l'autre, de la Famille Lipomane, pour conserver deux bonnes Commanderies, dont ils ont le Patronat, le premier, celle de Trevise, avec le titre de Grand-Commandeur de Chipre; & le second, celle de Conillan, dans la Marche-Trevisane.

IX. Il est défendu aux Nobles de recevoir des presens & des pensions des Princes Etrangers, comme aussi, d'acheter des Terres dans leurs Etats, sous peine de dégradation de Noblesse, de confiscation de biens, & de bannissement. Qui est le vrai moien de les obliger à la défense commune de la Patrie, où sont tous leurs biens, & toutes leurs espérances: au lieu que s'ils avoient un établissement assuré ailleurs, ils trahiroient souvent la Cause-publique, pour complaire aux Princes, chez qui ils auroient à perdre. Ce qui renverseroit bientôt tout le Gouvernement. Et c'est par où la République de Gennes s'est assujétie au Roi d'Espagne, qui sait bien se prévaloir, dans les rencontres, de la folle ambition, que ces Nobles ont eüe, d'aquérir des Fiefs & des Principautez dans le Roiaume de Naples, ne leur permettant pas de les vendre qu'à d'autres Genoïs, afin de conserver toujours son autorité sur eux, & de se les attacher par une perpétuelle servitude.

X. Les

X. Les Nobles ne sauroient non-plus acquérir, ni Fiefs, ni Seigneuries, dans l'Etat de Terre-Ferme. Pour empêcher, que les uns ne relèvent & ne dépendent des autres, ce qui ruineroit l'égalité entre eux. Outre, qu'il en arriveroit encore du desordre, par la jalousie que les anciens Nobles, qui seroient pauvres, auroient contre les nouveaux, qui étant riches, pour la plupart, achèteroiént toutes les Terres. Autrefois il ne leur étoit pas même permis d'avoir des Maisons-de-plaisance ce que l'on relâcha depuis, vu qu'il n'étoit pas raisonnable, que ceux, qui étoient chargés des soucis du Gouvernement, fussent privés des récréations convenables à leur fortune, comme le disoit de son tems un grand Sénateur Romain. <sup>a</sup> Enfin, il en est bien autrement de Venise, que de Genes, où les Particuliers sont riches, & la Communauté est pauvre : au lieu qu'à Venise, ils sont pauvres, en comparaison du Public, qui a la propriété de tous les fonds, comme dans la République Romaine. <sup>b</sup>

XI. Les Nobles ne peuvent se marier avec des Etrangères, ni marier leurs filles à des Gentils-hommes, sujets d'un autre Prince. Pour conserver chez-eux toutes leurs richesses, qui se transporteroient insensiblement ailleurs, par les mariages, qui se feroient tous les jours hors de l'Etat. Pour arrêter le cours de l'ambition des anciennes Familles, qui pouvant prendre des alliances avec les Princes, ou Seigneurs Etrangers, mépriseroient celles du Pais; & enfin, pour ôter à ces Maisons l'espérance d'un asile assuré chez les Princes, avec qui ils s'alieroient. Ce qui les rendroit aussi plus hardis à entreprendre contre leur Patrie, où ils auroient bien de la peine à se contenter de l'égalité. Il seroit d'ailleurs impossible de garder le secret dans un Sénat, où il y auroit des Nobles, atachez

<sup>a</sup> Nihil  
sorti cla-  
rissimo  
cuique  
plures  
cura.  
majora  
pericula

<sup>b</sup> sub enu-  
da deli-  
nimentis  
curarum  
et pericu-  
lorum ca-  
rendam  
esse. Tac.  
ann. 2.

<sup>c</sup> Privatus illis  
census  
erat bre-  
vis, Com-  
mune  
magnum.  
Horat.

AUX

## 24 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

aux intérêts des Princes Etrangers; qui seroit une source de factions & de divisions intestines. Il ne laisse pas d'y avoir des exemples, de Gentilshommes Vénitiennes mariées avec des Princes Etrangers. Catherine Cornare le fut avec Jaques Roi de Chipre, en l'an 1471. ou 72. Et Blanche Capel, avec François Grand-Duc de Toscane, père de Marie de Médicis, Reine de France, en 1579. Mais il faut observer, que le Sénat, pour sauver la Loi & l'égalité, adopta ces deux Demoiselles pour ses filles, afin de montrer, que ce n'étoient point leurs pères, qui les marioient, mais la République: & qu'ainsi, c'étoit une aliance publique contractée de Prince à Prince, & non point l'aliance d'une Famille particulière avec un Souverain. Ce que le Sénat a coutume de faire en ces rencontres, pour s'ouvrir le chemin à la succession des Etats de ses Gendres adoptifs, ainsi qu'il en est arrivé au Roiaume de Chipre.

Les Nobles peuvent marier leurs filles à des Gentilshommes de Terre-ferme, qui deviennent par la plus affectionnez à la Noblesse-Vénitienne, dont ils sont bien aises d'acheter la protection. La Loi permet aussi aux Nobles de se marier à des Citadins, pour fortifier le parti de la Noblesse contre le menu-peuple, en cas qu'il lui prit envie de se soulever contre les Nobles, qui bien loin de communiquer par-là leur puissance, l'afermissent au contraire, par l'attachement des Citadins, qui font un Corps capable, avec celui de la Noblesse, de résister à la multitude de la populace. C'est aussi un moyen, que les Nobles, qui sont pauvres, ont de se marier avantageusement, n'y ayant point de riche Citadin, qui ne soit tres-aisé des s'alier avec un Noble-Vénitien, vu qu'il en revient de l'honneur & de de la protection à toute sa Famille. En quoi la Seigneurie trouve encore son propre intérêt,

térest, ces sortes de mariages metant les Nobles en état de servir le Public dans les Ambassades, & dans les autres emplois, où il faut dépenser. Ce qui n'empêche pas pourtant, que les Nobles qui épousent ces Bourgeoises, ne soient quelquefois méprisés par les autres, qui appellent leurs enfans, Amphibies. Cependant, cela se voit tous les jours à Venise, ainsi que les Nobles de la nouvelle impression, épouser des Gentil-donnes de la plus ancienne Noblesse, ceux-ci achetant leurs femmes, & celles-là leurs maris. De mon tems, le Zanobrio, nouveau Noble, voulut acheter le fils du Procureur Bragadin pour sa fille, mais la femme du Bragadin Dame de courage égal à sa naissance (Elle étoit *Cornare di cà Grande*) n'y voulut jamais entendre, quoique ce fût un parti de 300000. ducats, & que sa Maison fût incommodée.

Quand un Noble épouse une Citadine, il faut, qu'il fasse approuver son Contrat au Grand-Conseil, sans quoi, les enfans ne seroient pas reconnus pour Nobles-Vénitiens.

Le Corps des Citadins comprend les Secretaires de la Republique, les Notaires, les Médecins, les Marchands de Soie & de Drap, & les Verriers de Muran. Et si quelque Noble prend une femme hors de cete catégorie, ses enfans ne sont pas Nobles, mais seulement Citadins. Ainsi, le Procureur Jean-Baptiste *Cornaro-Piscopia* fut obligé d'acheter, durant la Guerre de Candie, la Noblesse pour ses deux enfans, dont la mère étoit fille de Gondolier. Les Citadins disent que les Nobles sont des Princes, & qu'eux sont des Gentilshommes. Du moins, ont ils beaucoup de l'insolence des Nobles, comme ils en ont l'habit.

XXII. Il n'y a point de droit d'aînesse parmi la

## 26 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Noblesse. Cete Loi va de concert, avec la forme du Gouvernement, & conserve la paix entre les Nobles, où le desordre se metroit bien tôt, si les Cadets, qui ont autant de part à l'Administration Civile, que leurs Aînez, se voioient de pire condition qu'eux pour les biens, étant certain que plusieurs deviendroient ennemis de leur Patrie, & remueroient, dans l'ocasion, les mauvaises humeurs de l'Etat. Outre qu'il y auroit des Particuliers, qui deviendroient trop Puissans. C'est-pourquoi la Seigneurie obligea une fois trois freres, de la Maison Cornare, de se marier, sous peine de bannissement, & de confiscation de leurs biens, qui montoient à plus de 100000. écus de rente, qui étoit alors un revenu excessif. Enfin, l'égalité du partage les rend tous capables de servir le Public : au lieu que si les Aînez avoient tout le bien de leur Maison, la Seigneurie se priveroit du service de beaucoup de Nobles, qui, pour être Cadets, lui seroient inutiles, à-cause de leur pauvreté. Et ce partage n'empêche point, que les Familles ne se conservent, vu que d'ordinaire tous les freres vivent ensemble, & qu'il ne s'en marie qu'un, savoir, le plus jeune, à qui les autres se contentent d'amasser du bien, pourvu qu'il soit homme de bon accord. L'on entend bien ce que je veux dire, & ceux, qui connoissent un peu plus que la superficie de Venise, savent ce qui en est.

XIII. Tous les Nobles, sans en excepter le Duc même, sont sujets aux Charges publiques durant la Guerre, & chacun paie à proportion de ses revenus, ainsi qu'il se pratiquoit à Sparte, où les Rois & les Sénateurs étoient mis à la taxe, comme les autres: ce qui rend le Peuple d'autant plus affectionné & obeissant à la Noblesse, que par cete égalité de traitement, elle lui donne

un

a Cùm  
enim  
multitudo  
inopiam  
est in Ci-  
vitate, ne-  
cessè est  
eam Ci-  
vitatem  
esse ple-  
nam ho-  
stium  
Reip.  
Arist. 3.  
polit. 7.

un exemple de justice & de modération, & semble retenir encore quelque chose de l'ancienne forme du Gouvernement de Venise.

XIV. Les Magistrats, qui jugent les Causes Civiles, ne peuvent recevoir aucune visite des Parties, ni aucune recommandation d'amis en leur faveur, sous peine de déposition & d'amende. Mais pour les Affaires Criminelles, les sollicitations sont permises, pourvu que ce ne soit pas vne matière d'Etat. La raison des Vénitiens est, que, dans les Affaires-Civiles, il se feroit de continuelles injustices, si l'on avoit la liberté de voir les Juges: au lieu, que, dans les Affaires Criminelles, il faut laisser les portes ouvertes à la défense des Accusés, & à la compassion de leurs amis. Aussi, pour peu que l'on en ait de bons à Venise, il est aisé de se tirer de peine.

XV. les Nobles peuvent exercer la profession d'Avocat, sans déroger. Et il y a 200. ans, que tous les Avocats étoient Nobles-Vénitiens, & se créoient Par le Grand-Conseil, au nombre de 24. Et pour lors ils avoient tous une pension du Public, vu qu'il leur étoit défendu de prendre des presens, ni de l'argent, afin que cete noble Profession ne fût point souillée par un vilain commerce; & que ce fût leur intérêt de faire vider promptement les Procez. Mais tout cela n'est plus en usage, n'y ayant guères de Nobles, qui se veüssent donner cete peine, non plus que d'enseigner publiquement le Droit & la Philosophie à Padouë, comme ont fait autrefois les Patriciens, qui, bien loin de craindre de se ravalier par cete Profession, en faisoient leur principale gloire. Les Ducs Jaques Tiepolo & Jean Gradénigue, surnommé Nafon, étoient grans Jurisconsultes. Et le premier reforma le Code Vénitien, ainsi que le dit cete inscription de son tableau dans

## 28 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

le grand-Conseil , *Armis recupero fadram , leges-  
que reformo.* Un Nicolas Contarin enseignoit  
le Droit à Padoüe en 1413. Un François *Diedo*  
en 1474. Un François *Barozzi* en 1477. Un  
Sébastien Foscarin enseignoit publiquement la Fi-  
losophie à Venise en 1523. Vn André Trivisan en  
1538. Un Augustin Valier, depuis Evêque de Vé-  
rone; Un Nicolas *da ponte* , qui fut élu Doge en  
1578. & beaucoup d'autres. Et depuis que cete ver-  
tueuse émulation a cessé parmi eux, l'on y a vu  
succéder la débauche & l'ignorance, au grand pré-  
judice du Public.

XVI. Les Nobles doivent parler le langage  
Vénitien dans les Conseils, afin d'éviter l'envie  
du commun de la Noblesse, qui n'en sachant point  
d'autre, n'en peut supporter un meilleur. C'est-  
pourquoi l'on a souvent batu des mains, & crié  
en plein Conseil contre des Nobles, qui voulo-  
ient parler Romain. Tant les Républiques sont  
bizarres, & les nouveautez y sont odieuses ! Il  
est vrai, qu'il est nécessaire à Venise, que tous  
les Gentilshommes parlent de même, sur tout  
dans les Conseils, pour n'en pas empêcher plu-  
sieurs d'y proposer leurs avis, par la honte qu'ils  
auroient de ne pouvoir pas parler comme les au-  
tres. Mais enfin, si l'on est éloquent, c'est là qu'il  
faut le dissimuler, comme faisoit ce Député des  
Suisses envoyé à Cécinna; car autrement la haine  
des Auditeurs l'emportera toujours sur la force des  
raisons de l'Orateur.

a Cessus  
unus ex  
legatis,  
nota fa-  
cundia,  
sed discen-  
dis artem  
apt à tre-  
pidatione  
occul-  
tans.  
Tac.  
hil

1653.

XVII. Toute sorte de correspondance avec  
les Ambassadeurs & les autres Ministres Etrangers  
est défendue aux Nobles sous peine de la vie. Par  
où se conserve le secret du Senat, qu'il seroit aisé  
de tirer de plusieurs Gentils-hommes par des pre-  
sents Témoin ce *Cornaro*, dont le Marquis de  
la Fuente corrompit la fidélité par de bonnes  
Létres.



Létres-de-Change. C'est-pourquoi l'entrée du Sénat de Rome étoit interdite aux Patriciens, qui n'avoient pas de quoi soutenir leur dignité, de peur qu'ils ne la déshonorassent par des bassesses. Raison, qui obligea l'Empereur Claudius d'en chasser plusieurs. \* Mais comme la forme d'une Aristocratie ne souffre pas cete exclusion, qui détruiroit l'égalité des Nobles; & que les pauvres, qui sont toujours en plus grand nombre que les riches, l'attribueroient à mépris, chose insupportable à des Républicains, & qui leur feroit haïr le Gouvernement; (ce qui seroit autrefois à bouleverser celui de Carthage,) la Seigneurie a été obligée de prendre d'autres mesures, ainsi qu'elle a fait en détendant aux Nobles tout commerce de létres & de paroles avec les Ministres des princes, & leurs Domestiques. Ce qui s'observe avec une telle rigueur, que si un Noble se rencontroit quelque-part avec un Gentilhomme, ou quelque autre personne de la Maison d'un Ambassadeur, & que cela vint à la connoissance des Inquisiteurs-d'Etat, avant sa déposition, il ne seroit pas en vie deux heures après. En l'année 1607. Ange Badoer fût condamné par le Conseil-de-Dix, à un an de prison, & exclus pour jamais de tous les Conseils, pour avoir eu quelque entretien avec un Ministre. Car en ce tems là l'on étoit moins rigoureux, qu'on ne l'est aujourd'hui. Un jour un Sénateur de la Maison Tron m'ayant trouvé chez le Curé de *Sancta Maria Mater Domini*, s'enfuit, comme si la contagion eût été dans le logis. Le feu Procureur Nani m'y rencontra deux fois, mais par un trait de bravoure, qui eût été fatal à beaucoup d'autres, il resta quelque tems dans la Bibliothèque, où j'étois, & ne voulut pas souffrir, que j'en fortisse. Le Procureur Cor-

\* Tac.  
ann. 1. 1.

a Cuius  
enim  
multitudo  
de ino-  
pam est  
in civita-  
te, ca-  
demque  
ab hono-  
ribus  
exclusa,  
necesse est  
eam civi-  
tatem esse  
plenam  
hostium  
Reip.  
Arist. 3.  
pol. 7.

### 30 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

naro-Piscopia, qui y vint aussi une fois, que j'y étois, ne fut pas si hardi, quoiqu'il fut bien plus grand Seigneur, que M. Nani.

Cette défense, que l'on commençoit à négliger, fut renouvelée en l'année 1618. après la découverte de la conjuration du Triumvirat - Espagnol contre la République, qui depuis ce tems là en a usé avec tous les Ambassadeurs des Princes, comme avec des Ennemis couverts, & des Espions honorables. Et pour les rendre encore plus odieux à la Noblesse, le Sénat a fait adroitement courir le bruit, que le Marquis de la Fuente avoit lui-même trahi le *Cornaro*, afin de pouvoir retenir la somme d'argent, qu'il avoit ordre de lui compter.

Mais quoique toute sorte de communication avec les Ambassadeurs soit défendue aux Nobles, il y a néanmoins des lieux privilégiés, où ils se peuvent trouver ensemble à la faveur du masque, comme dans les Brelans, qu'ils appellent *Ridotti*, & dans les Bals, qui se donnent chez les Particuliers durant tout le Carnaval; outre plusieurs fêtes & cérémonies de noces de Gentildonnes, qui se font en divers tems. Mais il est vrai que ce ne sont pas des lieux de conversation, surtout les *Réduits*. Car on y garde mieux le silence qu'au Sermon, & l'on y voit des gens perdre tout leur bien, sans desserrer les dents. Ce qui fait passer les Vénitiens pour tres-bons joueurs.

Quant aux statuts, que la Seigneurie de Venise a faits pour ses propres Ambassadeurs auprès des Princes, je dois les rapporter ici, d'autant qu'ils sont tres-dignes de remarque.

XVIII. Les Ambassadeurs Vénitiens ne peuvent partir du lieu de leur résidence, que leur successeur n'y soit arrivé, & qu'ils ne l'aient présenté

au

Le Duc  
d'Ossone  
Viceroy  
de Na-  
ples.  
Don  
Pierre  
de To-  
léde  
Gouv.  
de Mi-  
lan, &  
Don  
Alf. de  
la Queva  
Amb.  
d'Espa.  
à Venise

au même Prince. Autrement ils seroient traités a leur retour comme des déserteurs. a Il faut a Redire qu'ils remettent l'Ambassade de main en main, propre-  
qu'ils installent le nouveau-venu dans sa Charge, peré est  
& qu'ils l'instruisent de vive-voix de tout ce qu'il legatio-  
a besoin de savoir, pour s'aquiter dignement de nemo de  
son emploi. Ils se rendent ce service de tres-  
bonne-grace les uns aux autres, tant pour obéir  
aux ordres exprés du Sénat, que pour s'hon-  
orer eux-mêmes, en faisant tenir à ceux, qui  
leur succèdent, la même route qu'ils ont te-  
nuë.

Ils sont obligez de présenter au Sénat une Ré-  
lation manuscrite de leurs Ambassades à leur  
retour, qui est une très-bonne maxime. Car  
bien qu'ils aient rendu compte en détail de tou-  
tes leurs négociations particulières dans leurs  
dépêches, il est encore du service public d'en  
avoir un abrégé, qui en contienne toute la sub-  
stance, pour s'épargner la peine de relire une infi-  
nité de lettres & de Mémoires, ce qui seroit  
ennuyeux. Outre que toutes ces pièces, qui  
sont autant de lambeaux, étant ramassées & mi-  
ses en œuvre par leur Auteur, l'on y voit mieux  
la suite des affaires, & l'habileté du Ministre, qui  
les a maniées. Et c'est par ces Relations, que le  
Sénat connoît toutes les forces des Princes, l'état  
de leurs Provinces, de leurs Armées, de leurs re-  
venus, & de leur dépense. Ce qui est une espé-  
ce de Journal, semblable à celui, qu'Auguste  
avoit fait de l'Empire Romain; sur quoi la Sei-  
gneurie règle ses affaires, & où les Nobles, qui  
vont en Ambassade, puisent toutes les meilleures  
leçons de la plus fine Politique. Ces Relations  
se conservent avec tous les Titres publics dans un  
lieu, qu'ils appellent *le Secrete*, où l'on ne laisse  
jamais entrer ni les Citadins, ni les Etrangers.

## 32 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

b Ne L'entrée en fut acordée par grace spéciale au fameux  
*que-* *Fra-Paolo*, pour les services importants, qu'il a-  
*quam ex* voit rendus à la République durant l'interdit de  
*publico* Paul V. Ce qui ne s'étoit jamais fait pour aucun  
*ministe-* Consulteur d'Etat.

*rio prater* Ils doivent remettre au Sénat les presens or-  
*laudem* dinaires, qui leur sont faits à la fin de leurs Am-  
*bene ad-* bassades, pour en disposer, comme il lui plaît,  
*ministra-* témoignant par là, qu'ils sont contens de la gloi-  
*ti offici* re d'avoir bien servi le Public, b & que, s'ils ont  
*ad ipso* mérité quelque récompense, ils ne la doivent re-  
*accede-* cevoir que du Sénat. Il est vrai, qu'ils ne sont  
*ret.* jamais frustrés de ces marques d'honneur, qu'ils  
*Zonat.* n'aient manqué à leur devoir.

*e Ca-* Ils sont responsables des fautes de leurs fem-  
*vendum* mes, s'ils les mènent avec eux, ainsi qu'il se pra-  
*Senatus* tiquoit à Rome c à l'égard des Gouverneurs, &  
*Consulto,* des Magistrats Provinciaux.

*et quan-* Il leur est défendu de recevoir aucune grace  
*quam in-* des Princes, à la Cour de qui ils sont, ou ont  
*fontes* été Ambassadeurs; ni d'employer le crédit de ces  
*Magi-* Puissances auprès du Sénat, pour en obtenir leurs  
*stratus* demandes. L'an 1603. Clément VIII. voulant  
*provinci-* donner de son propre mouvement l'Evêché de  
*alibus* Vicence au Procureur Jean Delfin, qui avoit  
*quorum* été Ambassadeur à Rome sous son Pontificat, il  
*crimini-* eut de la peine à y faire consentir le Sénat, qui  
*bus, fe-* en voioit bien la conséquence. C'est pourquoi,  
*rinde* il renouvela, peu de tems après l'ancien loi, y  
*quam* ajoutant la peine du bannissement & de la confis-  
*suus, ptec-* cation des biens contre les transgresseurs, pour ô-  
*verentur.* ter ainsi aux Princes les moyens de se faire des  
*Tac.* créatures parmi la Noblesse de Venise.

*ann. 4.* Les Enfans du Doge ne peuvent jamais être Am-  
 bassadeurs du vivant de leur pere, non pas pour  
 épargner leur bourse; mais de peur que le Duc  
 ne les chargeât de quelques instructions secrètes,  
 pour

pour l'intérêt particulier de sa Maison.

Les Ambassadeurs, qui retournent de France à Venise, vont visiter le nôtre les premiers; & ceux, qui reviennent d'Espagne, sont visités les premiers par cet Ambassadeur: ce qui est, de part & d'autre, un retour de civilité. Car l'Ambassadeur, que le Roi nomme pour Venise, est le premier à visiter celui de la République, lequel, au contraire, va voir le premier, celui que le Roi-Catolique destine à l'Ambassade de Venise.

XIX. La Noblesse ne peut être vendue; qu'à des gens Catoliques, non pas tant pour empêcher, que le Corps de la Noblesse ne soit divisé par la diversité des Religions, que pour ne point obscurcir la gloire de la République, qui a cet avantage par-dessus tous les autres Etats & Princes de l'Europe, qu'elle est née Fille de l'Eglise. En vertu de quoy, elle a été honorée, comme la France, du glorieux surnom de tres-Chrétienne par les Papes & par les Conciles. C'est-pourquoi le Foncéque, Marchand Portugais, eut tant de peine à être reçu durant la Guerre de Candie, n'ayant pu produire son Extrait-Baptistaire, quoique d'ailleurs il eût toujours vécu en bon Catolique. Et ce qui est remarquable, c'est qu'il fallut, que Jean Frédéric, Duc de Brunswick, abjurât l'hérésie, pour être remis au LIVRE-D'OR, à où sa Maison, comme branche de la Maison d'Este, étoit auparavant écrite, par mérite.

XX. Les Seigneurs Etrangers, qui sont Nobles-Venitiens, par mérite, ou par honneur, comme les Neveux des Papes, & plusieurs autres, se trouvant à Venise, peuvent bien entrer au Grand-Conseil, & y baloter; mais ils ne peuvent exercer aucune Charge dans l'Etat, ne faisant pas leur résidence ordinaire dans la Ville. Et

B 5

pour

a C'est  
le Cata-  
logue  
des Fa-  
milles  
Patrici-  
ennes.

### 34 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

pour entrer au Conseil, il faut qu'ils prennent la Robe, l'Étole, & le Bonnet-de-laine. Néanmoins de mon tems, le Prince Borgues y fut reçu par grace avec l'épée, mais non pas sans difficulté.

L'an 1574. Henri III. y entra comme Noble-Vénitien, & ayant tiré deux bales-d'or à *capello aperto*, d'est-à-dire, à vase ouvert (le Conseil-de-Dix l'ayant ainsi ordonné) nomma Jaques Contarin, pour être du *Pregadi*. Après quoi le Chancelier proclama ce Noble, selon la forme ordinaire, disant, *Giacomo Contarini, Piezzo il Serenissimo Enrico III. Rè di Francia & di Polonia*. Et la Caution fut trouvée si bonne, qu'il eut plus de mille voix dans la balotation, & fut admis sans que ses Compétiteurs fussent balotés.

Bien que ce soit la coutume d'écrire les Familles Papales au *Livre-d'or*, les Vénitiens veulent, que les parens du Pape leur fassent la civilité de les en prier. C'est pour cela, que les Barberins ne reçurent point cet honneur du vivant d'Urbain VIII. leur Oncle. Et quand ils le demandèrent, il leur salut emploier l'autorité du Roi, pour l'obtenir. Ils n'y furent agréés qu'en 1652. Henri IV. eut bien la complaisance de prier la Seigneurie de le faire Noble-Vénitien. Et cependant il ne fut pas admis *con pienissimi voti*. Car il eut deux voix contraires. André Morosin, pour pallier cete incivilité. dit, que le Conseil étoit composé, ce jour-là, de 1439. Nobles, & qu'il n'étoit jamais arrivé à personne d'avoir un si grand concours de voix, Ajoutant, qu'il est à croire, que les deux bales de n'étoient tombées fortuitement dans la boîte verte.

Je ne rapporterai point les autres Loix, qui regardent les Magistrats particuliers. Car j'aurai lieu d'en toucher quelques-unes en parlant d'eux dans ma seconde Partie.

Au

Au reste, il se fait tous les jours de nouvelles Ordonnances à Venise, mais qui, pour être trop fréquentes, n'y sont point observées. D'où est venu le proverbe du Pais, *Parte Venetiana dura una settimana*. \* Mais la Seigneurie dissimule quelquefois cet abus, pour tromper le Peuple, par de fausses apparences de liberté, & lui faire trouver son Gouvernement plus doux. Outre qu'il y a des occasions, où il faut laisser dormir les Loix, d'autant qu'elles sont faites pour les hommes, & non pas les hommes pour elles.

Enfin, le Grand Conseil a fait toutes les Charges annuelles, ou de seize mois, pour tenir les Nobles dans l'attente, & les accoutumer à la modération par cete vicissitude continuelle d'obéir & de commander. Car si les Hommes s'enorgueillissent des honneurs annuels, que seroit-ce, s'ils les possédoient à vie? Et si ceux qui ont été exclus dans la Balotation, ont toujours quelque mécontentement, quoiqu'ils soient consolez par l'espérance prochaine, comment pourroient-ils supporter un refus, qui les frustreroit d'une Charge, pour tout le tems de la vie du Possesseur? C'est d'ailleurs par ce changement, que s'exerce l'industrie de tous les Nobles. Platon vouloit, que les Magistrats fussent perpétuels, afin que le long usage de leurs Charges, les rendit plus habiles, & leur conciliât plus de respect parmi le Peuple: b Tibère les changeoit rarement, disant que les mouches ne piquent pas si fort, quand elles sont seules. Mais les Vénitiens trouvent, que de les changer, c'est le meilleur moyen de les contenir dans leur devoir, vu qu'ils se ménagent, pour obtenir ensuite d'autres Magistratures. Ajoutez à cela, que leur dépendance en est bien plus grande, & leur autorité bien moindre, prin-

\* On dit en Pologne, que les Edits du Roi ne durent que trois jours.

a Superbire homines estiam annua designatione, quid si honorem per quinquennium agitent? Tac. ann. 2.

b Quo major prudentia ipsis, major reverentia popularibus sit

## 36 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

principalement celle des Magistrats provinciaux , qui ne font, pour ainsi dire, que passer, à peine s'étant établis, qu'il faut retourner à Venise & y rendre compte de leur courte administration. De sorte que les Villes souffrent d'autant plus volontiers leurs Recteurs, quels qu'ils soient, que les avantages des uns ; récompensent les défauts des autres & que le mal, s'il y en a, ne dure jamais long-tems. Voilà tout ce qu'il y a dire du Grand-Consent.

Devant que de passer au Sénat, qui est l'autre Membre principal du Corps de la République, il faut parler du Colége, qui en est comme le chef.

*Neque  
hoc con-  
tinuum, &  
indefinitum  
interveni-  
tu pos-  
suntur.  
Tac.  
hist. 4.*

### DU COLÉGE.

**L**E Colége est composé de vingt six Nobles, savoir, du Duc & de six Conseillers, que l'on traite de *SEVENTISSIME SEIGNEURIE*, parce qu'ils représentent conjointement la Majesté Publique ; de trois Députés de la Quarantie Criminelle, appelez *Capitoli Quaranta*, qui se changent tous les deux mois ; de six Sages-Grans, qui représentent le Sénat ; de cinq Sages, appelez de *Terre-Forme*, à-cause qu'ils en manient toutes les affaires ; & enfin, de cinq Sages-des-Ordres, qui avoient autrefois la direction entière de toutes celles de la Mer. C'est pourquoi cete Chambre est appelée Colége, qui veut dire, l'Assemblée des principaux membres de l'Etat, dont elle est encore comme la main, vû que c'est elle, qui distribue les affaires à tous les autres Conseils, & surtout au Sénat, où elle les porte tout ébauchés.

C'est



C'est dans le Colège, que les Ambassadeurs des Princes, les Députés des Villes, les Généraux-d'Armée, & tous les autres Officiers, ont leurs audiences, & que se présentent toutes les Requêtes & tous les Mémoires, qui doivent être portés au *Prégadi*. Après quoi le Colège leur donne la réponse du Sénat par écrit, qu'ils appellent *Parte*. \*

Voiez:  
les Re-  
mar-  
ques

A l'Audience, les Ambassadeurs usent de cette apostrophe, SERENISSIME PRINCE, TRÈS-ILLUSTRES ET TRÈS-EXCELLENS SEIGNEURS: au lieu que dans le siècle passé l'on ne la faisoit qu'au Duc, comme si l'on n'étoit traité qu'avec lui seul. Ce que le Sénat a réformé par jalousie, pour montrer, que la République ne dépend pas du Duc, qui n'en est qu'un simple membre, comme les autres Gentilshommes. Et pour la même raison, quand il est absent, les Ministres ne laissent pas d'employer le titre ordinaire de *Sérénissime Prince*, & de *Sérénité*, parce que le Prince est par-tout où est la Seigneurie.

Lorsqu'il fut mis en question, quelle seroit la suscription des lettres, que le Duc Erizze écrivoit à la République, quand il seroit en Candie, où il devoit aller, & de celles, que le Sénat lui adresseroit: Il fut dit, que le Doge mettroit sur les siennes, *Serenissimo Dominio Venetiarum*; & le Sénat, *Al. Serenissimo Principi nostro*, avec cette suscription à la fin, *Dominium Venetiarum*, c'est-à-dire, la Seigneurie de Venise. Ce qui montre, que le Prince n'est point absent, quand le Doge l'est.

Le Colège se lève & se découvre, pour le Nonce du Pape, & pour les Ambassadeurs des Couronnes, du moment qu'ils paroissent à la porte de la Sale, & qu'ils font la première révérence, mais le Duc n'ôte point son bonnet; ce qu'il ne fait que

### 38 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

pour les Princes Souverains, les Princes du Sang de France, & les Cardinaux. Les Ambassadeurs sont assis à la droite du Duc. Les Ambassadeurs des Ducs ont bien la même place, mais le Colège ne se lève qu'à leur seconde salutation, qui se fait au milieu de la Sale, & ne se tient debout à leur sortie, pareillement, que jusques à la seconde révérence. Tous les Généraux Etrangers occupent aussi la place des Ambassadeurs, au lieu, que les Généraux Nobles-Vénitiens ne sont assis qu'après les Conseillers: mais la Seigneurie les laisse tous entrer & sortir, sans se lever. Le Receveur de Malte, qui est toujours un Commandeur de l'Ordre, est assis immédiatement après les trois Chefs de la Quarantie-Criminelle. Par où il est distingué de tous les Résidens, qui parlent debout, & même celui de l'Empereur, qui pour ce sujet ne leur envoie qu'un Agent, avec la qualité de Secrétaire. Car d'ordinaire il ne tient point d'Ambassadeur auprès d'eux.

\* Voiez les Remarques.

\*\* Il y eut encore cela de particulier, que le Prince leur donna la première audience dans la Sale du Grand-Conseil, pour rendre la Cérémonie plus solennelle. André Morosini Hist. de Venise.

Le Nonce & les Ambassadeurs Roiaux sont reçus à leur entrée publique, par soixante Sénateurs, & complimentez par un Chevalier de l'Etoile d'Or, \* qui est la marque des Nobles, qui ont passé par les Ambassades. L'an 1539. le Duc Pierre Lando-ala lui-même avec tout le Sénat, au devant des Seigneurs Alphonse d'Avalos Gouverneur de Milan, Ambassadeur de Charle-Quint, & Claude Annebault Ambassadeur de François I. & les reçut dans le Bucentaure. Ce qui n'est arrivé qu'une seule fois. \*\* Et cet honneur fut refusé au Cardinal de Saint Sixte, envoyé Légat à *Latere* à Venise, pour y honorer l'entrée d'Henri III. le Sénat voulant le réserver pour ce Roi, & distinguer par-la, comme il étoit bien juste, l'entrée du Légat, d'avec celle d'Henri.

Pour les Ambassadeurs des Ducs, le Colège ne les

les fait recevoir , que par 40. Nobles du *Sous-Pregadi* , qui ne sont que de simples Assistans du Sénat , & qui n'ont point encore passé par les grandes Charges. Il n'envoie personne au devant des Résidens , qu'il ne met pas au nombre des *Publici Rappresentanti*.

Pour les Députez des Villes & des Communautés de l'obéissance de la Seigneurie , ils ne sont jamais admis à l'Audience du Colége ; sans ces trois conditions ; savoir , une Créance du Recteur , ou Podestat du lieu , d'où ils sont envoyez ; un Mémoire de leurs demandes , écrit de la propre main de ce Recteur : & une autre Létre cachetée de lui , où il propose son avis au Sénat , afin que le Prince ne puisse être surpris. Mais si ces Députez viennent faire des plaintes contre leur Podestat , ce qui est rare , il suffit alors , qu'ils aient une Créance de leur Communauté , pour être admis.

Enfin , c'est au Colége qu'il appartient de convoquer le Sénat ; mais par une mutuelle dépendance , il lui obéit aussi , en exécutant ses résolutions & ses ordres. L'un propose , & l'autre dispose , & toujours ces deux Conseils agissent de concert. Quand le Sénat a reçu quelque mécontentement d'un Prince , & veut en témoigner du ressentiment , il fait refuser l'Audience à son Ambassadeur , ou à son Ministre , par le Colége. Elle fut ainsi refusée au Nonce du Pape Urbain VIII. en 1631 , au sujet d'une insulte , faite par le Préfet de Rome à l'Ambassadeur Jean Pésare. En 1633. à l'occasion du différend , que la République eut avec la Cour de Rome , pour un Consul , que le Gouverneur d'Ancone avoit fait emprisonner ; & en 1635. pour la suppression de l'Eloge des Vénitiens ; touchant le rétablissement du Pape Alexandre III. à Rome ; mérite , dont Urbain vouloit abolir la mémoire.

*Monfieur  
guar  
Vittelli.*

Dans

## 40 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Dans l'Interrégne, les Ministres des Princes n'entrent point au Colége, si ce n'est pour y faire les Complimens ordinaires de condoléance sur la mort du Duc. Car il ne se traite point d'affaires jusques à l'élection d'un autre.

Je ne dirai rien ici des fonctions des Magistrats, qui composent le Colége, cete matière appartenant à la seconde Partie de cet Ouvrage, où j'en dois traiter.

Je passe donc au Senat, le plus important de tous les Conseils de la République.

### D U S É N A T.

**L**E Sénat est l'ame de la République, comme le Grand-Conseil en est le corps. C'est la source, où se puisent tous les conseils de la Paix & de la Guerre, & l'équilibre, qui conserve la justesse & l'harmonie de toutes les parties de l'Etat. Il est appelé *PREGADI*; c'est-à-dire, l'Assemblée des Prieux, à-cause qu'autrefois n'y aiant point de jours réglez pour tenir ce Conseil, l'on y invitoit les principaux de la Ville, quand il en étoit besoin, D'où lui est resté le nom de *Pregadi*, auquel se raportoit celui du Sénat de Florence, appelé *Il Consiglio de' Richiesi*, le Conseil des Invitez.

Du commencement, le Sénat ne fut composé que de soixante Sénateurs. Mais, lorsqu'il survenoit quelque affaire d'importance l'on créoit une *Giunta* de 25. ou 30. autres Sénateurs, dont la Commission cessoit apres la délibération. Ils en usèrent de la sorte du tems du Duc Jean Delfin, pour traiter la Paix avec Louis, Roi de Hongrie, environ l'an 1360. sous le Duc Laurent Celse, durant la

la révolte de Candie, en l'an 1363. & sous le Prince Michel Sten, à l'occasion de la Guerre de Ferrare contre le Marquis Albert d'Este, en 1410. Mais celle de Lombardie, ayant succédé quelques années après, les Vénitiens établirent en l'an 1335. une *Giunta* perpétuelle de soixante Sénateurs, pour fournir au besoin & à la quantité des affaires, qu'ils avoient sur les bras. Et c'est ce qu'ils appellent aujourd'hui *il Pregadi straordinario*. Ainsi le Corps du Sénat est composé de 120. Gentilshommes, qui y ont tous voix délibérative, sans autre différence des Sénateurs ordinaires, & de ceux de la *Giunta*, que celle du nom & du rang.

Il entre encore au *Pregadi* beaucoup de Magistrats, les uns avec voix, en vertu de leurs Charges, comme les Procureurs, les Dix, & tous les Juges de la Quarantie Cirminelle; & les autres, seulement pour écouter, & pour apprendre, que l'on appelle le *Sous-Pregadi*. De sorte que le Sénat de Venise est composé de trois Ordres, comme l'étoit celui de Rome; de Sénateurs ordinaires, qui ressemblent aux cent Pères créez, par Romulus; de Sénateurs adjoints, qui répondent aux *Pères-Consulcris* des Sabins, associez par Romulus avec les premiers; & enfin, de simples assistans, semblables à ceux, que l'on appelloit à Rome *Pedarii*, qui n'ont nul droit d'opiner. Et tout cela se monte à 300. Nobles, parmi lesquels il est merveilleux de voir garder le secret, comme si personne n'y avoit eu part; à ou, comme s'il étoit au pouvoir de chacun d'oublier ce qu'il doit taire. Tite-Live raconte, qu'Euménès, Roi d'Asie, étans venu lui même à Rome, pour y faire conclure la guerre contre Persée, Roi de Macédoine, l'on ne put savoir, ni ce qu'il avoit proposé au Sénat, ni ce que le Sénat avoit

*Il sotto-  
pregadi.*

*a Non  
dicam  
num,  
sed nemi-  
nem au-  
disse cre-  
deres,  
quod tam  
multorum  
auribus  
fuerat  
commis-  
sum,  
Vale t.  
déli. 2. C. 2.*

## 42 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

délibéré. Venise fournit des exemples, qui ne sont pas moins singuliers.

Bemb.  
Hist.  
Ven.  
lib. 2.

L'an mille quatre cens quatre-vingts-quinze, cete Seigneurie traita si secrètement sa ligue avec le Pape, l'Empereur, le Roi de Castille, le Roi de Naples, le Duc de Milan, & le Marquis de Mantouë, contre le Roi Charles VIII. que Philippe de Commines, son Ambassadeur, qui voioit tous les jours les Ministres des Princes Conféderez entrer au Colége, & conféroit même avec eux, ne devina rien de cete importante négociation; & au bout de plusieurs mois, il en reçut le premier avis de la bouche du Doge Augustin Barbarigue.

Gui-  
chardin  
liv. 4.

\* Vo-  
iez les  
Remar-  
ques.

Louis Sforce, Duc de Milan, ne fût la Ligue offensive faite contre lui, par le Roi Louis XII. & le Sénat, que plusieurs mois après la conclusion, quoiqu'il fût le plus fin & le plus pénétrant Prince de son tems. Quelque tems auparavant, leur Général \* Francois Carmignole revint à Venise, sans avoir pu non plus rien pressentir, de la résolution, que le Sénat avoir prise huit mois devant, de se défaire deluy à son retour, bien que cela fût su de tout ce qu'il avoit d'amis parmi la Noblesse. L'an 1591. le Chevalier Jérôme Lippoman, étant Ambassadeur à Constantinople, fut accusé de trahison devant les Inquisiteurs-d'Etat, & ne put jamais découvrir dequoi il étoit accusé, quoique cela eût passé du Conseil-de-Dix au Sénat; & que le voiage du Sénateur, qui fut envoyé, pour se saisir de sa personne, eût été fort Long. De sorte que le silence n'est pas en moindre vénération à Venise, que chez les Perses, qui en faisoient une Divinité; ni que chez les Romains, qui dressoient des Autels sous terre a Confus, le Dieu de leurs conseils pour enseigner, que les secrets-d'Etat doivent être ensevelis dans le fond du cœur.

Ce-

Cependant, les Vénitiens auroient pu réduire leur Sénat à un plus petit nombre de gens, & même avec d'autant plus de facilité, que le *Pregadi* se renouvelant tous les ans, tous les Nobles auroient eu bonne espérance d'y venir à leur tour. Mais ils disent, que le Corps de la Noblesse étant fort grand, les parties principales le doivent être à proportion; qu'ainsi le nombre des Nobles montant bien à 2500. ce n'est point trop d'en admettre 300. dans le Sénat, tant pour éviter le défaut de l'Oligarchie, par où l'Aristocratie commence à se corrompre; que pour contenter plus de gens à la fois, & rendre les délibérations du Sénat plus plausibles & plus inviolables au Peuple, qui révere toujours davantage ce qui a passé par le jugement d'une grande Assemblée. Outre que la prudence publique a pourvu suffisamment au secret, par la rigueur de ses Ordonnances contre les Nobles, à qui elle a ôté tous les moïens de parler & d'entretenir commerce avec les Princes.

Quoiqu'il en soit, il est tres-assuré, que les affaires n'en vont pas mieux, d'être maniées par tant de gens, ou du moins qu'elles ne tireroient pas en longueur, comme elles font, s'il n'y avoit pas tant d'avis à prendre, ni de harangues à écouter. Et c'étoit pour cete raison, qu'en l'année 1647. on vouloit former un Conseil, composé du Doge, & de 24 Sénateurs, qui, durant six mois, eussent plein-pouvoir de traiter la paix avec le Turc. Mais la jalousie du Gouvernement fit échoïer ce projet, quoique le Sénat l'eût approuvé.

Quelques-uns trouvent à dire, que le Sénat de Venise se change tous les ans, d'autant que les Affaires-d'Etat, qui demandent une longue expérience, sont toujours traitées par de nou-

*a Adempto per im-*  
*quittio-*  
*nes & lo-*

*quendi*  
*audien-*  
*dique*  
*consmen-*  
*ero Tac.*  
*Agric.*

Nani  
liv. 4. de  
la 2.  
part. de  
son Hist.

#### 44 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

veaux Sénateurs, qui, quelquefois, n'en prennent pas le fil, ni la suite, faute d'être bien instruits du commencement. Raison, pourquoi, Sparte & Athènes firent leurs Sénateurs à vie, jugeant que le Sénat d'une République devoit être fixe, étant la base de l'Etat, & le pôle, sur lequel tout le Gouvernement roule. Mais ce défaut, si c'en est un, n'est pas sans cause, ni sans remède à Venise. Car, comme les Sénateurs peuvent être continuez, par une nouvelle élection il en reste toujours une partie des anciens. Outre cela, il y a tant de Magistrats, qui entrent au *Pregadi*, qu'il y en demeure aussi toujours quelques-uns, qui aiant été assistans, se trouvent informez des négociations précédentes. Et c'est pour cela, que l'on permet l'entrée du Sénat à tant de Nobles, afin qu'en écoutant ils se forment peu-à-peu aux affaires, qu'ils doivent manier à leur tour. L'Empereur Soliman disoit, qu'un Prince, pour être bien conseillé, ne devoit jamais se servir qu'une seule fois d'un même Ministre, d'autant que le desir d'acquérir l'estime & les bonnes-graces du Prince est un puissant moien de le faire agir comme il faut, ainsi que Tacite le remarque en *Sejanus*.<sup>a</sup> Et cela se reconnoît visiblement à Venise, où la dignité de Sénateur étant seulement annuelle, chacun tâche de signaler son zèle & son industrie, afin de se rendre agréable au Public, et de pouvoir être continué dans la prochaine élection. Enfin, c'est par ce changement annuel, que la porte est toujours ouverte au mérite; & que l'on peut, sans offense, rejeter au bout de l'an, ceux, que l'on ne trouve pas propres aux affaires, & leur en substituer de plus habiles: Au lieu, que le Sénat étant perpétuel, il faudroit également garder les bons & les mauvais;

Concillii  
publici  
spectatores,  
antequam  
confortes. Plin.  
Epit.  
14. lib.  
8.

<sup>a</sup> *Sejanus, incipientie ad hunc potentia, hinc consiliis notescere volebat.*  
Ann. 4.



vais ; qui est ce qu'Aristote a remarqué pour un défaut dans le Sénat de Sparte ; parce qu'il y a des gens , dont l'esprit vieillit aussi-bien que le corps , & tombe même en puérilité , comme parle Senéque , & qui , par conséquent , deviennent incapables de gouverner.

b Est enim suavis cor-  
pori, sic  
& menti,  
senectus.  
Polit. 2.

Il faut voir maintenant , comment le Senat procède dans ses délibérations , & dans ses élections. Après-quoi , je traiterai à fond de la Politique au dedans , & de ses intelligences au dehors , qui sont les deux points , où consiste tout le Gouvernement-Civil.

Pour ce qui regarde l'ordre , que tient le *Pregadi* dans la discussion des affaires , j'ai déjà dit , que rien ne s'y traite jamais , qui n'ait passé par le Colége , qui fait , à-peu-près , la Même fonction , à l'égard de ce Conseil , que le Senat de Rome faisoit à l'égard du Peuple , c'est-à-dire , en lui proposant sur quoi , on doit délibérer. Et comme d'ordinaire les avis du Colége sont partagez , un Secrétaire les marque tous , avec le nom de leurs auteurs , & en porte la note au *Pregadi* , où , la lecture en étant faite ; chacun expose à son tour les raisons , qui fortifient son avis , auquel , ensuite , chaque Sénateur peut contredire. Et l'on procède enfin à la balotation , en la manière suivante.

Pour chaque avis , il y a un Secrétaire , qui recueille les voix , & va de main en main , nommant son auteur , comme faisoient à Rome les *Rogatores suffragiorum*. Ces Secrétaires tiennent chacun une boîte blanche ; & les Nobles donnent leur balle à celui qu'il leur plaît. Il y a deux autres Secrétaires , qui suivent les premiers , l'un avec une boîte verte , pour recevoir les balles de ceux , qui rejettent tous les avis proposés ; & l'autre avec une boîte rouge , pour  
les

## 46 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

les *non-sincere* , ce qui répond au *non liquet* des Romains, Et l'avis, qui a le plus de suffrages, pourvû qu'il passe la moitié des voix de l'Assemblée, est reçu pour un Arrest du Sénat, comme le *Senatus-Consultum* de Rome. Mais, si aucun de ces avis n'a obtenu le nombre suffisant des voix, on rejète celui, qui en a eu le moins, & l'on recommence la balotation pour les autres, rejétant toujours le plus foible, pour faire, qu'il y en ait un qui passe. Autrement, il faut proposer de nouveaux avis, comme aussi lorsque dans la première balotation, les *non-sincere* ont plus de la moitié des voix; qui est un signe, que l'on n'a agréé aucun des avis proposés.

Mais quoique tous les Nobles, qui entrent au Sénat, y puissent parler, pour réfuter, ou pour confirmer ces avis, néanmoins pas un d'eux, à l'exception du Duc, des Conseillers d'en-haut & des Sages-Grans, ne sauroit y proposer le sien, pour être baloté en son nom. Mais si quelqu'un de ces Conseillers, ou de ces Sages, veut s'en déclarer l'auteur, comme jugeant l'avis utile au Public, il le fait baloter. Ce que le Sénat a très-prudemment ordonné, pour éviter la confusion & la longueur qu'il y auroit dans les affaires, s'il étoit permis à 300 Nobles, qui le composent, d'y proposer de leur chef.

Quant aux Magistrats, dont l'élection appartient au *Pregadi*, le sort n'y a point de part. Car le Sénat étant le modèle & l'image d'une parfaite Aristocratie<sup>a</sup>, il ne doit rien donner au sort, qui tombe souvent sur des personnes incapables, & n'est d'usage que dans un Etat populaire. <sup>b</sup> C'est pourquoi le sort a lieu dans le Grand-Conseil qui est comme le peuple de la Noblesse, & forme de l'ancien Gouvernement de Venise, qui étoit Démocratique.

<sup>a</sup> *Sors decretat ad parum idoneos.*  
Ann. 13.  
<sup>b</sup> *Sors estis Rcip Democra- tica pro- pria est.*

Il me reste présentement à discourir des maximes, des fins, & des intérêts de celui d'aujourd'hui, comme aussi des bonnes ou mauvaises dispositions des Sujets de la Seigneurie; cete matière appartenant de plein droit au Sénat, puisqu'il a toute la direction des Affaires, & donne le mouvement qu'il lui plaît à toute la machine de l'Etat.

Le Sénat contente le Peuple en le laissant vivre dans l'oisiveté, & dans la débauche, n'ayant pas de meilleur moien de l'avilir, & de le rendre obéissant, que de ne lui point contrôler ses plaisirs, & cete vie licentieuse, qu'il nomme liberté, quoique ce soit en éfet le principal instrument de sa servitude. <sup>a</sup> C'est ainsi que les Perses apeloient Cyrus leur Père, parce qu'il les entretenoit dans la molesse, bien que véritablement son dessein fût d'en faire de bons esclaves. Les Romains usoient encore de cete Politique assujétissant mieux les peuples par les délices, les spectacles, & les Jeux publics, que par les armes, <sup>b</sup> Le menu-peuple de Venise admire la bonté & la complaisance de ses Maîtres, quand il voit le Doge venir tous les ans avec le Sénat à Sainte-Marie-Formose, <sup>\*</sup> pour acquiter une promesse de ses Prédécesseurs; & ne pas dédaigner un chapeau de paille & deux bouteilles de vin, que les Artisans de la Paroisse lui présentent pour sa peine: comme aussi, lorsqu'il voit tout le Sénat assister au massacre d'un Taureau le jour du Jeu-di-gras, & à plusieurs autres Fêtes populaires. Car rien ne plaît davantage au Peuple, que de voir son Prince s'accommoder à ses coutumes, & prendre part à ses plaisirs. <sup>c</sup> Et c'est par où l'Empereur Auguste d'afectoit de s'en faire aimer.

D'ailleurs, le Peuple de Venise aime d'autant plus le Gouvernement, que la Noblesse de Terre-

POLITIQUE DU SENAT.

<sup>a</sup> Idque apud imperitos humanitas vocabatur, cum pars servituti esset.

Tac. Agric. <sup>b</sup> Voluptatibus, quibus Romani plus adversus subiectos quam armis valent.

Tac. Hist. 4. <sup>\*</sup> 1. de Février. <sup>c</sup> Est vulgus capiens voluptatum, & si eodem Princeps trahatur, latum.

Ann. 14. <sup>d</sup> Civile rebatur misceri voluptas vulgi.

Fer-Ann. 1.

## 48 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Terre n'y aiant point de part ; il prend plaisir à voir des Gentilshommes qualifiez compagnons de sa fortune. D'où l'on peut bien juger du peu d'affection, que cete Noblesse a pour celle de Venise : au lieu que s'ils étoient sous une autre Domination, ils y tiendroient un rang considérable par leur naissance, & pourroient, par leur industrie, parvenir aux plus grans honneurs. Ce qui leur est tout-à-fait impossible à Venise. où leur mérite ne sert qu'à les exposer davantage à la jalousie de leurs Supérieurs, & où ils ne gagnent rien par la patience, que d'être maltraités plus impunément.

Le Peuple de Terre-Ferme croit aussi le Gouvernement de la Seigneurie le plus doux & le plus juste du monde, quand il voit les manières populaires de ses Podestats, chez qui l'entrée est aussi libre, que dans les Temples, & qu'il voit tenir les Grans-Jours pour la recherche des Nobles du Pais, qu'il hait à mort ; & les Inquisiteurs, d'Etat écouter si favorablement ses plaintes contre eux, d'autant qu'il s'imagine, que c'est pour le seul intérêt de sa défense, bien que ce ne soit véritablement, que pour exterminer, avec quelque forme de Justice, toutes les Maisons puissantes. Tellement que ces Gentils-hommes sont entre les Nobles-Vénitiens & le Peuple, ainsi que le poisson entre l'huile-bouillante & le feu. Et pour comble de mal-heur, ils se ruinent eux-mêmes par leurs inimitiez, qui les font accusateurs les uns des autres. Cependant, les Rec-teurs font sonner bien haut à la commune la bonne justice, l'abondance, & le repos, *Pace in Piazza, Giustitia in Pallazzo*. Après quoi il ne faut pas s'étonner, si le Peuple ignorant, qui juge sur de si belles apparences, ne voudroit pas changer de Maîtres, d'autant plus qu'on lui

lui dépeint tous les Rois comme des Tirans, & des loups, qui devorent leurs Sujets. On ne parle jamais du Roi d'Espagne aux Bressans & aux Bergamasques, qu'avec des exagérations horribles des violences & des injustices de ses Ministres. Et comme les premiers sont naturellement mutins & entreprenans, le Sénat les traite avec beaucoup de douceur, évitant de les fâcher, & leur envoiant toujours des Recteurs d'une prudence consommée, qui se contentent de les inviter à leur devoir, par des remontrances; & quand ils en sont sortis, les y ramènent par des caresses, comme des gens capables de l'obéissance, mais non encore de la servitude. <sup>a Domb-</sup> Qui est un ar- <sup>ti, ne</sup> tifice de la Seigneurie, pour leur rendre sa domination plus agréable par la comparaison du <sup>parant;</sup> traitement, que les Espagnols font aux Milanois <sup>nouveau,</sup> leurs voisins, & autrefois leurs compagnons. En <sup>ni ser-</sup> effet, si le Sénat en usoit de même avec le reste <sup>viant.</sup> de ses Sujets, véritablement il n'y auroit pas de <sup>la Agri-</sup> plus doux Empire, que le sien. Mais s'il a tant <sup>cola.</sup> d'égard pour les Bressans, c'est qu'il les appréhende, & n'ose par leur commander absolument. Car au contraire il traite les Padouans, les Trevisans, & les Vicentins, avec des rigueurs extrêmes, parce qu'ils craignent. Les Bressans assiégent leurs Podestats dans leurs Palais, pour en obtenir leurs demandes, forcent en plein jour les prisons, méprisent chez-eux les Nobles-Vénitiens, se moquent de leurs Tribunaux quand ils y sont citez, s'oposent à l'exécution des Sentences rendues contre eux, & tiennent publiquement des <sup>a Ne</sup> <sup>sublat</sup> <sup>Bandis:</sup> & le Sénat ferme les yeux, & pardonne <sup>pe venia</sup> tout, de peur que la rigueur n'échauffe leur cou- <sup>perma-</sup> rage. <sup>cia accen-</sup> <sup>derentur,</sup> <sup>Hist. de</sup> En 1584. un Octave Avogadre, condamné par le Conseil-de-Dix, se fit Chef de tous les bannis du pais, & ravagea les Terres & les Mai-

## 30 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

sons de ses ennemis , & de toute sorte de gens , dans le Bressan & dans le Véronois , sans que les Recteurs y pussent apporter remède. Desorte qu'il falut envoyer Paul Contarin , avec force Cavalerie & Infanterie , pour faire quitter prise à ce Cavalier ; qui enfin se retira à Florence. Mais si les Padouans , ou les Vicentins , disent une parole , ou font la moindre chose , qui déplaît , on les bannit aussi-tôt , & leurs biens sont confisquez. Ce qui est si fréquent dans ces villes , qu'il est aisé de voir , que le Sénat ne cherche pas la justice , mais le profit , dans la condamnation de ces mal-heureux , qui très-souvent ne sont coupables , que d'être riches. b Il est Vrai que la Noblesse de Terre a besoin d'être purgée de tems-en-tems , pour arrêter le cours des humeurs bilieuses , dont elle est remplie. Mais le remède , que l'on y apporte , est toujours plus violent , que le mal. Voici un exemple , qui fera connoître évidemment , où vont les desseins du Sénat à l'égard de cete Noblesse.

b Ne  
dubium  
habetur  
magni-  
tudinem  
peccatis  
sine ver-  
esse.  
Ann. 5.

François Erizze , Lieutenant Général à Udine , depuis Doge , voyant que la Noblesse du Frioul vivoit en paix , & en bonne intelligence , résolut de la mettre en division , pour l'engager à faire des folies , où le Sénat trouvât à gagner. Pour cela , il se fit venir un ordre de donner les titres de Comte & de Marquis à ceux qu'il jugeroit à propos. D'où naquit la jalousie de plusieurs Familles , qui prétendoient cet honneur contre celles , qui l'avoient reçu , les nouveaux Comtes & Marquis voulant marcher au dessus des autres Gentilshommes , à qui ils cédoient auparavant. De sorte que les exclus , pour soutenir leur premier rang , en vinrent aux mains avec ces Titulaires , & s'égorgeoient tous les jours les uns les autres , quand ils se rencontroient par la ville , où quelques-uns marchaient avec une escorte de vingt ou trente

trente braves bien armez , qui pour leur intérêt échaufoyent encore davantage la querelle. Cete fureur se répandit parmi les plus proches parens, y aiant des Cadets , qui violoient tous les droits de la Nature , pour l'emporter sur leurs Aînez , qui n'étoient pas Comtes comme eux. Cependant, le Fisc s'enrichissoit des biens de ces Gentilshommes, & le Sénat éteignoit, par de continuelles saignées, le feu, qu'il venoit d'alumer.

Mais, de tous les Sujets de la Seigneurie, il n'y en a point de si maltraitez, que les Padouans. Car le Sénat, les considérant comme les anciens Maîtres de Venise, suppose, que ce sont des Sujets par force. qui contemplant la félicité des Vénitiens comme leur infortune, & qui ne sont souples, qu'à mesure qu'on les foule & qu'on les charge. En effet, ils en parlent dans leurs conversations secrètes avec de profonds ressentimens. Aussi à-t-on dépeuplé leur ville, par la soustraction des plus puissantes familles, dont quelques-unes ont été contraintes de s'établir à Venise, pour gage de leur fidélité. Et pour comble de misère, l'on a donné tant de liberté aux Ecoliers de l'Université de Padouë, que les Bourgeois en sont devenus les Valets. Ce qui leur fait regréter incessamment les Seigneurs de l'Escale & les Carreres, sous l'empire desquels leur ville étoit une des plus florissantes villes de toute l'Italie.

Quant au Peuple de Venise en particulier, le Sénat, qui en appréhende l'union & les forces, entretient à dessein deux partis contraires dans la Ville, l'un apellé des *Castelans*, & l'autre des *Nicolotes*, parmi lesquels il y a une telle émulation, qu'ils ne s'apliquent qu'à se contrepointer incessamment les uns les autres; jusques-là même, que les enfans de ces factions ne se rencontrent jamais dans les rues, sans se battre à coups-de-poing, s'ils

*a Peril  
dolore  
commoda  
aliena  
acinas  
injurias  
metuantur.*  
Hist. 1.

*Les  
Castelans &  
les Nicolotes  
de Venise  
se*

## 52 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

se reconnoissent ; & l'on ne les sépare point qu'il n'y en ait un, qui ait fait saigner son adversaire, afin d'animer le vaincu à prendre une autre fois sa revanche du vainqueur. Les enfans de Sparte se batoient de cete sorte ensemble, au raport d'un excellent Historien, <sup>a</sup> mais le dessein des Lacédémoniens étoit de former & d'acoutumer la Jeunesse au métier de la guerre : au lieu que les Vénitiens n'ont point d'autre but, que de diviser & d'afoiblir une Populace, qui seroit fort à craindre, si elle avoit l'esprit de considérer son nombre, & ses forces ; ainsi que Manlius le remontoit à celle de Rome, disant qu'ils seroient autant d'ennemis contre un seul, qu'un seul avoit de Cliens & de Courtisans. <sup>b</sup> C'est pour cela, que le Sénat de Venise permet aux Citadins de porter le même vêtement que les Nobles, de peur que s'ils étoient distinguez d'habit, le Peuple ne reconnût trop visiblement le petit nombre de ceux, qui le gouvernent. <sup>c</sup> C'est aussi pourquoy il agrége encore au Corps de de la Noblesse tant de nouvelles familles, en la place des anciennes, qui s'éteignent de jour en jour,

Ainsi, l'on ne doit pas croire, que les Combats publics des Castelans avec les Nicolotes soient pour donner du divertissement au Peuple & aux Etrangers, qui y acourent en foule ; mais bien pour ne laisser pas morfondre l'ardeur & l'animosité de ces deux partis, qui fortifient, sans y penser, l'autorité du Sénat, qu'il leur seroit aisé de ruiner par leur union. Et comme les Nicolotes ont un Doge particulier, dont les Castelans se moquent, comme n'étant qu'un Artisan du quartier de Saint Nicolas, c'est encore un sujet perpétuel de queréle entre ces partis.

Le Sénat en use avec les Citadins d'une manière, qu'ils en sont, ou du moins en paroissent

tres-

<sup>a</sup> *Pagellatus inter se ex aemulatione contendunt.*  
Xenoph.

<sup>b</sup> *Quod usque ignorabilis vires vestras ? numerate saltem quos ipsi fecerint, quos adversarios habuerint.*

*Quot enim ciuitates circum ea singulos fuisset patronos, tot nunc adversus unum hostes eritis.*  
Livius.

<sup>c</sup> *Si separentur libertini, manifestam fore penuriam ingeniorum.*

Tac.

Ann.

13.



très-contens. Car il les distingue du reste du Peuple par des privilèges, des exemptions, & des emplois considérables ; se servant d'eux pour les Résidences ; & pour les Secrétariats de tous les Conseils , & de toutes les Ambassades. Par où ils semblent être égaux en quelque façon aux Nobles , & préférés aux Gentilshommes de Terre-Ferme , qui en sont exclus. Outre qu'ils ont part aux Evêchez de l'Etat , à l'exception de sept ou huit , qui doivent être remplis par les Nobles , avec qui ils ont encore cela de commun , de ne pouvoir jamais être condannez aux Galères , pour quelque crime que ce soit.

Les Marchands de Venise , qui sont aussi du Corps des Citadins , trouvent leur condition fort heureuse , voyant , que les Nobles veulent bien s'associer avec eux pour le Commerce. Car quoique toute sorte de trafic soit défendu aux Nobles , ils ne laissent pas d'être en compagnie avec les Marchands , sans être nommez. Ce que le Sénat dissimule , à cause du service , qu'il en tire , en envoyant ces Nobles en Ambassade , où ils dépendent une bonne partie de ce qu'ils ont gagné : au lieu qu'il manqueroit souvent de gens riches , pour soutenir ces emplois onéreux , si les Nobles étoient privez de ce moyen de s'enrichir , qui d'ailleurs occupant leur esprit les empêche de former des desseins contre l'Etat. Le Sénateur Grimani ; qui étoit Ambassadeur à Rome , du tems que j'étois à Venise , avoit plus de deux cens mille écus sur la place , & étoit le maître de deux ou trois des plus riches Magasins de Rialto. Ce que divers Marchands m'ont confirmé. Ce Métier est d'autant plus avantageux aux Nobles , qu'ils ne courent jamais de risque , quelque banqueroute qui puisse ariver. Bien davantage , ils se font encore payer la protection ,

#### 34 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

qu'ils donnent aux banqueroutiers, quand ils en ont retiré leur argent. Ce qui va à la ruine de tous les autres Créanciers.

Les Artisans sont comme des esclaves. Car il faut, qu'ils donnent leur besogne & leur travail pour rien, à tant de Nobles, qui n'ont vaillant que la *berresse*, & le filet, où ils mérent incessamment la main, quand on résiste à leur injustice. Il ne faut qu'aler à Rialte, ou à la Poissonnerie de S. Marc, pour voir comment ils paient les danrées, & ce que c'est que d'avoir à faire à des gens, qui se piquent de montrer, qu'ils sont Nobles, par le seul abus de leur autorité.

Quant aux Eclésiastiques, il semble, qu'ils auroient sujet de se plaindre du Gouvernement, où ils n'ont aujourd'hui aucune part. Ce qui faisoit dire au Cardinal Zapata, *Qu'à Venise ils étoient de pire condition, que n'étoient les Israelites sous Pharaon.* Mais le Sénat les console entièrement de cete exclusion, par la liberté qu'il leur donne de vivre à leur mode, & par la tolérance de tous leurs dérèglemens. De sorte que, bien loin de trouver leur condition malheureuse sous l'Empire-Vénitien, ils s'y plaisent, comme dans le Paradis-Terrestre. Et l'on peut dire d'eux, ce que l'Empereur Sigismond disoit des Eclésiastiques d'Allemagne, que ce sont les Gentilshommes-de-Dieu.\*

\* Got-  
tes jung-  
tern.

a Perien-  
lesiores  
sunt ini-  
micitia  
juxta li-  
bertatem  
Tac.  
Germ.

Pour ce qui regarde les Nobles, le Sénat prend un soin tout particulier de les entretenir dans une parfaite union, sachant bien, que les inimitiez sont tres-dangereuses dans la Liberté; & que la division des Commandans est l'écueil, où les Républiques font naufrage. Témoin celles de Florence & de Vérone, qui ne se sont ruinées, que par les queréles & les factions de leurs principaux Citoyens. C'est pour-quoi il prend connoissance de

de tous les différends , qui arivent entre les Nobles , & sans attendre que le feu soit allumé , il en étouffe d'abord les moindres étincelles , par sa vigilance , & en arrête toutes les suites , par son autorité. De sorte qu'il faut obéir promptement , ou encourir l'indignation du Sénat , quelque sujet que l'on ait de pousser plus loin sa vengeance. Il y a quelques années , que les Vidmans étant en procès avec ceux de la Maison *Nave* , où leur grand-père avoit long-tems servi d'embaleur , ceux-ci leur reprochèrent en pleine audience la bassesse de leur origine. Mais le Sénat leur imposa bientôt silence ; & ordonna aux Juges d'accorder les Parties , pour apaiser une querelle , qui déshonoreroit le corps de la Noblesse. Un Gentilhomme de la famille *Da Ponte* , en menaçant un autre , nommé *Canale* , de lui montrer , que les Ponts étoient au dessus des Canaux , à quoi celui-ci répliquoit , que les Canaux étoient avant les Ponts , & que les Pont n'étoient faits que pour les Canaux ; le Sénat leur fit dire , qu'il pouvoit combler les Canaux , & abatre les Ponts , ces sortes de disputes lui étant d'autant plus odieuses , qu'elles blessent l'égalité , qui est l'âme d'une République. Et si les nouveaux Nobles semblent inférieurs en quelque chose aux anciens , parce qu'ils n'entrent pas si-tôt dans les grandes Charges , cela ne se fait , que pour éprouver leur industrie dans les petits emplois , & , selon la Maxime de Silla , leur faire manier l'aviron , avant que de leur abandonner la conduite du gouvernail. Sans quoi ils seroient exposés à l'envie du Peuple , qui d'ordinaire méprise ceux , qu'il a vus ses égaux.

D'ailleurs , le Sénat n'a permis les modes-Françoises aux Dames-Vénitiennes , que pour ôter , par un nouveau luxe , une distinction , qu'elles

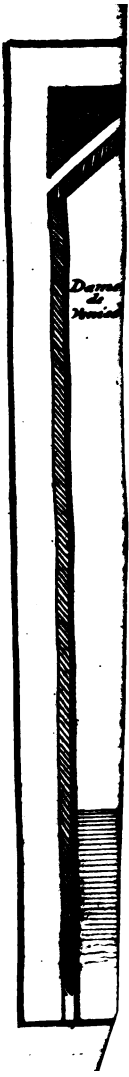
*a Infima  
mortalis  
bus natu-  
ra recen-  
tem alio-  
rum fili-  
citatem  
agris  
gentis  
introspe-  
cere, quos  
in aquo  
videre,  
Hist. 2.*

## 56 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Plutar-  
que.

affectoient dans leur ajustement, les Gentilsdones issues des anciennes Maisons se coifant à la Guelfe, & les autres à la Gibeline, D'où il naissoit une certaine émulation, qui éclatoit souvent en querèle, & qui passant jusques aux Maris, troubloit le repos des Nobles, & l'harmonie du Gouvernement. Car il n'y a rien de plus dangereux dans toute sorte de Républiques, que la méfiantelligence, qui se met entre ceux, qui en ont l'administration, le parti offensé desirant toujours le changement & la nouveauté. Et c'est ainsi qu'un certain Héracleodore en Eubée, aiant pris ses Colègues en haine, y établit une nouvelle forme de Police, par où l'autorité, qui étoit entre les mains des Nobles, fut transférée au Peuple: comme au contraire, le Doge Pierre Gradénigue la transféra du Peuple aux Nobles, pour se vanger du Premier, qui avoit traversé son élection au Dogat.

Au reste, comme le Sénat se gouverne par des maximes de paix, il ne veut point aguerir les Nobles, ni ses Sujets, de peur qu'il ne leur prît envie de remuer, s'ils étoient élevez dans les Armes. Il connoît, que l'ambition est inséparable de la bravoure militaire, & que les grans courages ne sauroient supporter l'obscurité d'une vie privée, comme nous en avons un bel exemple dans la République Romaine, qui, avec toute sa puissance, ne pût pas abatre celle de ses Capitaines. Et cete maxime est d'autant meilleure, que les Vénitiens ne songeant plus aujourd'hui à s'agrandir par des conquêtes, mais seulement à conserver ce qu'ils ont, en se défendant, ils n'ont pas besoin d'avoir chez eux des Conquérens, dont l'ambition les tiendrait toujours en alarme, n'y aiant que trop de ces Esprits dangereux, qui croient, qu'il est permis de



*Dante de Nivola*

Plutar-  
que.

de tout faire pour régner ; & que c'est une extrême folie de renoncer à la Souveraineté , & à soi-même , pour ne pas manquer à son devoir. Outre qu'un Capitaine de République , qui se voit adoré de ses soldats , & favorisé de la fortune & de l'ocasion , a bien de la peine s'il n'a bien de la modération , à déposer l'autorité , qu'il lui est aisé de retenir : & à garder la fidélité à ses égaux , lorsqu'il peut leur commander. C'est pour-quoi le Sénat a pour maxime fondamentale de son Etat , de ne mettre jamais le commandement des Armées-de-Terre enre les mains des Nobles ; d'autant que pour apprendre ce métier il faudroit , qu'ils passassent la meilleure partie de leur vie en Terre-forme , & qu'ils cherchassent de l'emploi chez les Etrangers. Ce qui diviseroit bien-tôt le Corps de la Noblesse en factions , étant certain que les Nobles qui auroient été long-tems absens de la Patrie , & qui , dans le service des Princes , auroient pris un air-de-vie , & des coutumes toutes contraires à celles de leur Pais , ne s'acomoderoient pas fort aisément avec leurs Compagnons , élevez dans l'oisiveté de la paix. Par où la République ne tarderoit guères à être troublée par ses propres Citoiens.

Ainsi , lorsqu'Elle a la guerre en Terre , Elle appelle à son service quelque Prince , ou Seigneur Etranger , à qui elle assigne une grosse pension , avec le titre de *Généralissime de Terre*. Je dis le titre , parce qu'il n'en a pas pour cela l'autorité , ni la puissance ; le Sénat lui donnant toujours pour son Conseil , ou plutôt pour ses espions , deux Sénateurs , que l'on appelle *Provéditeurs Généraux de l'Armée* , lesquels ne le perdent point de vue , & sans qui il ne sauroit prendre aucune résolution , ni exécuter aucune entreprise. Bien au contraire , il est toujours obligé de fai-

## 58 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

re tout ce qu'ils veulent ; & quelque expérience qu'il ait des choses de la Guerre, ils ne déferent presque jamais à son sentiment, ces Nobles étant par jalousie ennemis de tous les avis dont ils ne sont pas les auteurs, comme s'ils se piquoient de montrer par leur opiniâtreté, qu'ils sont les Maîtres. Aussi ne veulent-ils pas des Généraux plus braves, ni plus habiles qu'eux, parce que d'ordinaire ces gens-là n'ont pas assez de complaisance : Qualité, qui tient lieu d'un grand mérite auprès d'eux.

En l'absence du Généralissime, le Général de l'Infanterie, pareillement Etranger, a le Commandement, par un usage tout contraire à celui de tous les autres Princes. Ce qui est toujours un sujet de mécontentement pour le Général de la Cavalerie. Et c'en fut un au Prince de Modène, de quitter le service des Vénitiens, durant la guerre de Mantouë.

Le Sénat ne prend pas seulement des Généraux Etrangers, mais encore tout ce qu'il lui faut de soldats, évitant sur tout de donner les armes à ses Sujets, non pas qu'il ignore les inconvéniens du Service Etranger, après en avoir fait souvent des épreuves très-fâcheuses, & particulièrement dans la fameuse Guerre de la *Ghiarra-d-Adda* \* où la plupart de leurs Troupes désertèrent; mais parce qu'il aime encore mieux être mal servi, que de hasarder sa liberté. C'est une maxime, qu'ils tiennent des Cartaginois, qui, au témoignage de Polibe & de Diodore Sicilien, ne s'adonnaient qu'à la Marine, & ne se servoient dans leurs guerres de Terre, que de Milice étrangère, ne voulant pas se fier à leurs Sujets. D'ailleurs, c'est une commodité, que les Vénitiens ont de couvrir leurs pertes & leurs fautes, en les rejetant sur les autres ; & d'épargner leurs personnes,

com-

a Ignorant  
militaire-  
viam quod  
morum,  
consilii-  
que, quod  
vis egre-  
git, quod  
non ipse  
asserunt,  
intuitu,  
et adver-  
sus peritos  
pericula-  
tes.  
Tac.  
Hist. 2.

\* Voici  
les  
Remar-  
ques,



comme s'ils n'étoient que pour juger des coups.

La peine, qu'ils ont à trouver des soldats , à cause de la captivité , où l'on fait qu'ils les tiennent ( ce qui en a obligé quantité de se jeter par desespoir parmi les Turcs ) crée difficulté, dis-je, les contraint de recourir à leurs Aliez , pour en avoir du secours. Mais ils ne le font qu'à la dernière extrémité , se défiant également des Troupes , qui les défendent , & de celles qui les attaquent. Et c'est pour cela qu'ils changent si souvent les soldats auxiliaires de poste ; qu'ils les séparent avec tant de soin , & qu'ils tâchent de les incorporer dans leurs autres Troupes, pour rompre tous les desseins , que les Commandans pourroient avoir. Quelquefois même , ils contraignent ces Capitaines de se retirer de leur propre mouvement , en lassant leur patience par mille sortes de mortifications. Et quand ce sont des gens , qui ne quittent pas aisément la partie , ils ne font pas grand scrupule de s'en défaire par d'autres moïens. (Témoin Dom Camille de Gonzague , Général de leur Infanterie , qui mourut à Spalatro en 1659.) Après quoi ils en sont quittes pour un Service solennel , & une Oraïson-funébre , prononcée en présence du Sénat. Souvent , ils font une paix honteuse plutôt que d'employer des Troupes auxiliaires à leur défense , tant ils abhorrent ce genre de Milice , qu'ils comptent pour une seconde sorte d'ennemis. Car c'est la coutume de ceux , qui ont trompé tous leurs Voïfins & leurs Aliez , comme les Vénitiens ont fait , de craindre toujours d'être surpris à leur tour , jugeant de leurs amis par ce qu'ils seroient , s'ils étoient en leur place. Aussi , le Sénat n'entre jamais en guerre , que par nécessité , & après avoir conjuré la tempête par tous les moïens imaginables , n'y aiant point de soumissions qu'il

## 66 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ne fasse pour se délivrer de ce fleau, d'autant plus que ses affaires se maintiennent mieux par la réputation, que par la force. « La seule aversion de la guerre, au témoignage même d'un Sénateur \* de Venise, leur a fait changer Saint Théodore, leur ancien Patron, parce qu'il étoit soldat, & qu'il ressembloit trop à Saint Georges, qui est celui des Genoïs. « La statue du premier, que l'on voit sur l'une des Colonnes de la Place-Saint-Marc, armée de toutes pièces, mais avec la lance à la main gauche, & le bouclier à la droite, montre bien, que ce n'est pas le métier des Vénitiens de manier les armes, quoi qu'ils disent, que par ce simbole le Sénat fait entendre qu'il n'entreprend jamais la guerre de son propre mouvement; & qu'en la faisant il n'a point d'autre objet, que d'arriver à une bonne & sûre paix. Quoi qu'il en soit, il est toujours vrai de dire d'eux ce que Tacite dit des anciens Sarmates, que toute leur valeur est comme hors d'eux-mêmes. »

« Que s'ils ont été si puissans en Italie dans le treizième & le quatorzième siècles, il est aisé de reconnoître, qu'ils ne l'étoient pas devenus par la voie des Armes, mais par argent, & par adresse, comme Philippe de Macédoine fit dans la conquête de la Grèce. Par exemple, lorsqu'il arrivoit quelque différend entre leurs Voisins, le Sénat trouvoit quelque moien d'entrer dans la confiance des Parties, sous couleur de les accommoder ensemble, mais en éfet, pour les brâiller davantage, en fomentant secrètement l'animosité des uns contre les autres, en excitant les plus forts à la vengeance, & en donnant sous-main du secours aux plus foibles, pour faire durer la guerre, & consumer peu-à-peu ceux, qui la faisoient. Si bien qu'après avoir épuisé, & lassé les uns & les autres, il n'a-

2 Magis  
fama  
quam vi  
stare res  
suas.  
Tac.  
ann. 5.  
\* Andr.  
Mocce-  
nicus l.  
I. Belli  
Gamer.

2 Est om-  
nis Sari-  
matum  
virtus re-  
luta extra  
se.  
Hist. 1.

n'avoit pas grand' peine à les déposer tous par la nécessité qu'il leur imposoit enfin, de lui remettre en dépôt les Places contestées, ou du moins d'y recevoir garnison Vénitienne. L'an 1404. ils eurent Vicence, par le moien du secours, qu'ils envoièrent aux Habitans de la ville contre les Padouans, leurs ennemis mortels. Ils dépouillèrent presque tous les Seigneurs de la Romagne, les uns par promesses, les autres par complots, & par surprise; & quelques-uns sous le sacré nom d'amitié, & sous une fausse aparence de protection. Ils en usèrent ainsi avec les Seigneurs de Ravenne de la Famille *Polenta*, les Manfrédés de Faience, les Malatestes de Rimini, & plusieurs autres. Car ils ont toujours estimé plus glorieux de vaincre l'ennemi par la ruse, que par la force: Et l'on peut dire d'eux, comme des Romains, <sup>a R. ma-</sup> qu'ils ont remporté beaucoup de victoires assis dans <sup>uns se-</sup> leurs Cabinets. Mais aussi, quand les Princes <sup>déno-</sup> leur ont fait la guerre, sans s'amuser à traiter <sup>vincts.</sup> avec eux, où est tout leur fort, & tout leur bonheur, ils n'ont jamais manqué de les mettre à la raison. Et si le Pape Paul V. eût fait comme Sixte IV. & Jules II. qui joignirent les armes temporelles avec les spirituelles, il les eût assurément trouvez plus obéissans, quoiqu'ils défendissent une bonne Cause. Dans le siècle passé, ils ne virent pas plutôt l'Armée de France sur leurs Terres, qu'ils en vinrent à des soumissions si honteuses, que les Princes de la Ligue furent surpris de rencontrer si peu de courage en des gens, qui auparavant se flatoient de l'espérance de chasser Louis <sup>Gute-</sup> XII. de Milan, & de s'emparer de ce Duché, <sup>hardin</sup> pour établir ensuite leur Domination par toute <sup>liv. 4.</sup> l'Italie, comme ils avoient fait dans la Romagne. \* Voiez ne. La perte d'une Bataille à *Vaila* \* fit crier mi- les Re- sericorde à ce Sénat, qui méprisoit les Rois, & <sup>max-</sup> les <sup>ques.</sup>

## 62 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

les apelloit les fils de Saint-Marc, comme s'ils en eussent été déjà les Vassaux.

Je remarquerai ici en passant, que les Vénitiens en plusieurs occasions se sont fait tres-grand tort en montrant leur foiblesse à leurs ennemis. Toutes les prières & les soumissions, qu'ils firent au Seigneur de Padouë François Carrare, durant la Guerre de Genes, en lui donnant dans leurs lettres le titres d'Altesse, qui étoit alors celui des Rois; & le suppliant de Vouloir écouter six Ambassadeurs, qu'ils lui envoioient: (honneur qu'ils ne faisoient ni aux Papes, ni aux Rois). Ces abaissemens, dis je, ne servirent, qu'à le rendre plus hardi, & plus ardent à la vengeance, & toute la satisfaction qu'ils en eurent, fut, *Qu'il n'entendrait point leurs Ambassadeurs, qu'il n'eût fait amener auparavant les quatre chevaux du Portail de Saint-Marc; qui sont des chevaux de bronze, que Marin-Zen, premier Podestà de la République à Constantinople, envoya à Venise en l'année 1205.*

1379.  
\* L'élétre du Senat étoit conçu en ces termes Vénitiens.  
Magnifico e Potente Signore  
Francesco da Carrara. Di-  
screto  
Imperial  
Vicario  
General  
Andrea Contarini  
per Dio  
gratia  
Dofe di  
Vinegia.  
Noi Pre-  
gamo  
l'Altez-  
za Vostra,  
qual-

La Neutralité, qui est une de leurs maximes fondamentales, pour conserver la paix, leur a été aussi tres-préjudiciable, & quelquefois même leur a attiré la guerre, comme il leur arriva, pour avoir voulu se maintenir neutres entre le Roi Louis XII. & l'Empereur Maximilien, qui étoient en guerre pour le Duché de Milan. Car ces deux grans Princes également piquez contre la République, dont ils voioient, que l'amitié ne servoit de rien à leurs affaires, se réunirent ensemble par un commun dépit, & formèrent le

pro-

*mente vi piaccia demandar vostra lettera de salvo condotto de venir alla presenza dell' Altezza Vostra, aldendo liberamente li Nostri Ambassadors Piero Zuftignan Procurator, Nicolao Morefini, P. Giacomo Priuli P. e tre altri del Nostro Consiglio de Pregati, &c. Annales M. S. de Venise.*

projet de cete Ligue de Cambrai , où ils firent entrer tous les Potentats d'Italie. En éfet , la conjoncture étoit telle , qu'il faloit absolument se déclarer pour l'un ou pour l'autre. Mais le Sénat aiant pris le parti du milieu , qui est toujours le pire dans les grans dangers ; a bien loin de se con- a Quod inter an- cipitia te- terrum est. Tac. Hist. 3. server l'amitié de ces Princes , comme il le Pim- \* Florus Hist. 4. ginoit , il se les rendit tous deux ennemis. De sorte que l'on peut dire de la République de Venise ce qu'un Historien \* a dit autrefois de Mar- seille. *Que desirant la paix , elle se précipite dans la guerre , qu'elle appréhende ; ou ce qu'Alfonse Roi d'Aragon disoit des Siénois ; les comparant avec ceux , qui occupent le second étage d'une mai- son , lesquels sont incommodéz de la fumée des chambres de dessus , & des eaux de celles de des- sus.* Et véritablement , si la Neutralité n'est bien ménagée , non seulement elle ne fait point d'a- mis , ni n'ôte point d'ennemis , b mais elle expo- b Neu- tralitas neque a- micos pa- rit , neque inimicos tollit. Polib. se les Souverains , qui en font leur capital , com- me les Vénitiens , au mepris , & à la haine des Vainqueurs , qui , selon la remontrance judi- ciense de cet Ambassadeur Romain à ceux d'Ac- haïe , a ont coutume de maltraiter , & , s'ils peu- vent , de ruiner ceux , qui n'ont pas voulu em- a Quippe sine dig- nitate præsentis viæ eritis. Guic- hardin liv. 11. brasser ouvertement leurs intérêts , & courir leur fortune. Témoin la République de Florence , qui voulant demeurer neutre entre le Pape Jules II. le Roi de France ; & le Roi d'Aragon , n'apaisa point le premier , qui étoit fort irrité contre elle ; ofen- sa le second , qui en atendoit du secours comme ami ; & enfin n'eut point de part aux avantages du troisiéme , avec qui elle pouvoit auparavant faire de très-bonnes conditions.

Au reste ; autant , que le Sénat a d'aversion pour la Milice-de-Terre , autant a-t-il d'inclination pour celle de Mer , d'où dépend absolument la con-   
fer-

## 64 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

servation de son Etat , qui a pris de là tout son  
 accroissement. Il met toujours dans ses Galères  
 un certain nombre de jeunes Nobles , pour pren-  
 dre la Marine , & donne de bonnes pensions à  
 tous ceux , qui veulent embrasser cete profes-  
 sion. Il oblige encore les riches Marchands , qui  
 ont des navires sur Mer , à y entretenir a leurs  
 frais deux ou trois pauvres Gentilshommes , à  
 qui il permet de porter une certaine quantité  
 de Marchandises , sans paier les droits de sortie ;  
 ou , s'ils n'ont pas le moyen d'acheter de quoi  
 trafiquer durant leur voiage , de vendre leur pri-  
 vilège à d'autres , pour faire une somme d'ar-  
 gent. Ce qui soulage beaucoup leur misère , &  
 leur fait aimer un métier , où ils rencontrent leur  
 intérêt ; outre l'espérance , qu'ils ont d'ariver  
 un jour au souverain commandement des Ar-  
 mées Navales de leur République , qui n'en don-  
 ne jamais les charges , non plus que le Sénat de  
 Sparte , qu'aux Nobles , afin qu'ils ne soient  
 pas frustrez de tous les moyens d'acquérir de la  
 réputation militaire. Joint que la situation de  
 leur Ville les invite à ce genre de Milice. En  
 quoi il faut avouer , que les Vénitiens ont si bien  
 réussi , qu'ils méritent de tenir , ente tous les  
 Italiens , la primauté pour la science & la puis-  
 sance de la Mer , comme les Aténiens l'avoient  
 autrefois parmi les Grecs , Mais il faut confes-  
 ser aussi , que leur République seroit bien plus  
 florissante aujourd'hui , si leurs prédécesseurs se  
 fussent contentez d'être les maîtres de tant de  
 riches Isles dans l'Archipel , sans mettre le pié  
 dans la Terre-Ferme , qui a corrompu leurs an-  
 ciennes mœurs , & leur à fait prendre des cou-  
 tumes , & des façons de vivre toutes contraires à  
 celles qu'ils avoient , & qu'il leur falloit , pour se  
 maintenir dans leur grandeur : En cela d'autant plus  
 blâ-

blâmables, qu'ils avoient l'exemple des Lacédémoniens, qui étant les plus hureux de tous les Grecs à combattre par Terre, renversèrent toute la Police de leur Ville, & avancèrent la ruine de leur Etat, pour avoir voulu faire la guerre par Mer aux Aténiens, qui, par l'usage continuel de la Marine, étoient devenus en ce genre les plus habiles-gens de la Grèce. Mais il semble, que les Vénitiens ont voulu imiter les fautes de cete fameuse République, comme ils en ont imité les maximes & les ordonnances,

Je ne m'étendrai pas davantage sur cet article de la Mer, dont j'aurai lieu de dire encore quelque-chose en traitant des Généraux-de-Mer Vénitiens. Je parlerai donc maintenant des forces ordinaires avec lesquelles cete Seigneurie contient les villes de son Etat dans l'obéissance.

Le Sénat a en tout tems un Corps-d'Infanterie, qu'ils apellent *CERNIDE*, c'est-à-dire, *Milice* gens choisis de tout l'Etat, bien que ce ne soit *des Vénitiens* qu'un amas de misérables Païsans, & de toute la Canaille de Terre-Ferme. Mais aussi, il ne lui coûte guères à entretenir durant la paix, n'y aiant que les Capitaines, & les Sergens, qui en sont paiezz, les premiers à 25. ducats, & les seconds à dix ducats par mois; & tout le reste se contentant de quelques exemptions de daces, & de quelques légères gratifications dans les revuës. Cependant, cete Soldatesque sert à tenir le Peuple dans le devoir, & les Princes voisins dans la crainte, par cet apareil extérieur de guerre; le vrai moien de conserver la paix au dedans & au dehors, étant de montrer des forces toutes prêtes à repousser l'ennemi. Et comme la Bourgeoisie est rarement de bonne intelligence avec la Milice, leurs humeurs & leurs intérêts étant aussi opposés, que

## 66 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

a Ut  
simul  
imperia  
accipe-  
rent, nu-  
meroque  
et robore  
fiducia  
ipsis, in  
ceteros  
metus  
credere-  
tur...  
si quid  
subitum  
ingruat,  
majore  
auxilio  
subveniri.  
Tac.  
Ann. 4.  
Nomen  
magis  
exercitus  
quam re-  
tur.  
Tac.  
Hist. 4.  
b Ne  
hostibus  
videren-  
tur ad  
paucos  
redacti,  
in quod-  
libet stra-  
tum de-  
mortu-  
orum He-  
lotas re-  
stitue-  
runt,  
Athe-  
zus.

que leur profession, les Capitaines-Grans des vil-  
les logent toujours celle-ci dans un quartier sépa-  
ré, non pas tant pour en décharger le Peuple, ni  
pour le garantir contre l'insolence & les insultes  
du Soldat, comme ils disent, que pour soustrai-  
re le Soldat même à la fureur du Peuple, qui  
s'en déferoit aisément, s'il étoit divisé; & pour  
se mettre à couvert de toutes les surprises, en te-  
nant toute leur Milice assemblée & prête à obéir  
au premier signal. a Outre que cete Milice, à  
peu-près semblable à celle, que les Romains a-  
peloient *Milites subitarii*, étant suffisante pour arê-  
ter le premier effort d'une sédition, ou d'une ré-  
volte, l'on a le tems d'attendre le secours des vil-  
les voisines, qui ne manque jamais.

La *Cernide* est divisée en . . . . Compagnies,  
& monte à quatorze ou quinze mille hommes,  
mais qui ne valent pas grand'chose. Aussi, la Ré-  
publique ne s'en sert à la guerre, que comme les  
Lacédémoniens des Ilotes, qui étoient leurs esclaves,  
pour garder le bagage, & faire montre aux  
Ennemis, en la place des morts, b plutôt que  
pour combattre; qui n'est nullement leur métier.

L'Infanterie, qu'ils appellent *Capelette*, est bien  
d'une autre considération. Le Sénat lui confie  
la garde de ses meilleures Places de Terre, l'ayant  
toujours reconnuë tres-afectionnée à son service,  
& tres-ennemie du Turc. Cependant, il ne laisse  
pas de la séparer en diverses garnisons, d'autant  
qu'elle seroit redoutable, si elle étoit toute en-  
semble. Il y en a toujours deux Compagnies à  
Venise, pour la garde du Palais, & de la Place  
Saint-Marc:

Quant à la Cavalerie, il y en a toujours quinze  
Compagnies entretenues en Terre-Ferme, les  
unes, apellées Compagnies grosses, composées  
de soixante Cuirassiers, ou Gendarmes, lesquelles  
se



se donnent, partie aux Italiens, partie aux Ultramontains, c'est-à-dire, aux Etrangers, pour récompense de longs services : car la paje en est grosse. Les autres, sont les *Capeletes*, presque semblables à nos Chevaux-Légers, & mêlées d'Esclavons, d'Albanois, qu'ils appellent aussi *Stradiots*; de Dalmates, & de Morlaques, tous Sujets de la Seigneurie. Les Cuirassiers servent principalement à soutenir & à couvrir l'Infanterie dans le combat, la pesanteur de leur armes ne leur permettant pas de faire des courses dans le Pais ennemi, comme les *Capelets*.

Les Morlaques sont des gens, qui se donnèrent volontairement à la République en l'année 1647. à l'instigation du Prêtre Etienne Sorich, personnage, qui savoit manier également le Crucifix & l'épée. Ils fatiguent le Turc, par de continuelles courses, enlèvent de vive force tout ce qu'ils rencontrent, ravagent tout ce qu'ils ne peuvent emporter, & puis se sauvent dans les Montagnes, où il est bien plus difficile de les trouver, que de les vaincre; a tant ils en savent bien tous les passages & les détours. Outre le Profond ressentiment, qu'ils ont du massacre de leurs Compagnons, fait en mille six-cens quarante sept, à Knin, \* par Tékéli, Bassa de la Bosnie, & de la trahison, faite en mille six-cens quarante-huit, à Sorich, qui mourut parmi les tourmens, l'intérêt d'un-Sequin, que les Sénat leur donne pour ne chaque tête de Turc qu'ils apportent, les a tellement acharnez contre ces Infidèles, & les a engagés si avant, qu'ils ont perdu toute l'espérance de pouvoir jamais faire leur paix avec la Porte; qui est tout ce que le Sénat demande, a pour arrêter à son service cete brave Milice, qu'il ne regarde, que comme des oiseaux-de-passage, que l'on ne tient pas par le pié, mais seulement par

a Quo  
diffici-  
lus est  
inventre  
quam de  
bellare.

\* Petite  
Place de  
la Bosni-

a Quo  
minore  
spe venia  
cresceret  
vinculum  
sceleris.

Tac.  
Hist. 4-

la

## 68 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

la plume , leur humeur étant aussi inconstante , que leur demeure. Car ils n'ont point de retraite assurée , mais campent dans les plaines , & s'y bâtissent des cabanes , fuyant la licence des villes , & la fréquentation des Bourgeois , qui corrompent la discipline militaire. <sup>b</sup> En mille six cents quarante-huit , Clissa s'étant rendue aux Vénitiens , les Morlaques , qui ne savent ce que c'est que capitulation , ni foi militaire , ne purent s'abstenir d'assaillir la Garnison Otomane , qui en sortoit. Ils passèrent plus de deux-cens hommes au fil de l'épée , & pas un n'en seroit réchappé , si les Commandans Vénitiens ne fussent acourus , pour empêcher le carnage. \*

<sup>b</sup> Inter  
Paganos  
corruptior  
miles.  
Hist. r.  
Severius  
acturos ,  
si nullum  
statuatur  
procul  
orbis il-  
lecebris ,  
Ann. 4.

\* Nani  
Hist.  
Ven.  
lib. 4.  
part. 2.

Enfin , le Sénat entretient un certain nombre d'Officiers Ultramontains , avec des pensions , qu'ils appellent *Conduites*. Ce nombre , pour l'ordinaire , est de cinquante , mais on l'augmente suivant le besoin. Ces Gentilshommes ont quelquefois des Gouvernemens de Forteresses en Dalmatie , & tres-souvent sont pourvus de Compagnies-grosses , selon qu'ils se rendent agréables au Public. Outre cela , ils ont plusieurs privilèges , comme de ne pouvoir être arêtez pour dettes , d'être assis au Colège , quand ils y viennent traiter d'affaires , de prendre rang dans les villes , où est leur emploi , immédiatement apres le Podesta , & le Capitaine des Armes , &c.

Pour les forces de Mer , la Seigneurie de Venise en fait son capital , tant pour la situation de cete ville , qui est toute Maritime , que pour la défense de son Golfe , & la conservation des Isles , qu'elle possède dans la Mer-Méditerranée. De mon tems , elle avoit seulement vingt-cinq Galères , quatre Galéaces , avec quantité de Barques.

ques & de Brigantins armez, pour tenir les Côtes libres. Mais il lui seroit aisé d'en mettre deux fois davantage en Mer, si elle avoit des Forçats, des Matelots, & des Soldats à sa disposition, comme elle a toutes les autres choses nécessaires dans son Arsenal, qui est le plus beau, & le mieux entretenu de l'Europe. C'est un lieu de près de trois milles de tour, en forme d'Isle, situé à l'une des extrémités de la Ville, du côté le plus proche de la pleine-Mer. Il est fermé de murailles, & environné de Canaux, qui lui servent de fossés. Il y a dedans trois grans bassins, ou réservoirs, qui recoivent l'eau de la Mer, avec communication de l'un à l'autre, tous trois bordeés d'une infinité de remises de Galères faites, à faire, ou à radoubes; (car tout cela se fait en des lieux séparés, qu'ils appellent *Volte*, c'est-à-dire. *Voutes*) de Magasins destinés chacun à leur usage particulier; savoir. un de clou, un de tous les ferremens nécessaires pour les Galères; deux de bales & de boulets de Canon; un de planches, un de mats; un de timons; un d'avirons tout-faits, & deux, où l'on en fait; deux de cables, & de cordages, avec un Corderie de 400. pas de long; un de chanvre; un de voiles, avec une sale pleine de femmes, pour les coudre; un pour le poix; un pour le salpêtre, & plusieurs pour faire la poudre. De plus, il y a douze forges, où cent hommes travaillent incessamment, trois fonderies, & une sale à peser le Canon; une grande court toute pleine de bois, d'ancres, & d'artillerie, avec plus de huit cens pièces de Canon de tout calibre. rangées en plusieurs sales; & enfin, de quoi armer cinquante mille hommes. Le nombre ordinaire des Ouvriers, monte à plus de 1200. Et tous ces Artisans ont un Chef, appelé

Descrip-  
tion de  
l'Arse-  
nal.

Ami-

## 70 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

\* Voiez les Re-  
mar-  
ques. *Amiraglio*, qui conduit le Bucentaure \* le jour de l'Ascension, que le Duc va épouser la Mer. Où il faut remarquer, que, par une coutume ridicule, cet Amiral se rend responsable au Sénat de l'inconstance des flots, consentant de mourir, s'il est acueilli de la tempête. C'est encore lui, qui garde le Palais-Saint-Marc durant l'Interregne, avec les *Arsenalotti*, & qui porte l'Etendard rouge devant le Prince, le jour de son entrée; en vertu de quoi il a la dépouille du manteau du Doge, & les deux bassins, qui lui ont servi à jeter de l'argent au Peuple.

L'Arsenal fait toute la défense de l'Etat; & si les Espagnols eussent réussi dans le dessein qu'ils avoient de le brûler, tout étoit perdu sans ressource. Car, pour les deux Sales-d'armes du palais-Saint-Marc, ce n'est pas grand-chose n'y ayant, que pour armer une partie des Nobles, en cas qu'il arrivât quelque émeute populaire pendant la tenue du Grand-Conseil. Aussi l'on dit, que le Turc ne voudroit prendre Venise, que pour avoir son Arsenal, qu'il estime bien plus que la ville, qu'il leur rendroit volontiers, sous la condition d'un tribut; ainsi qu'un Auteur Anglois rapporte de l'avoir oui dire à l'un des principaux Ministres de la Porte. Alfonso d'Avalos; Marquis du Guast; disoit, qu'il eût mieux aimé avoir l'Arsenal de Venise; que quatre des meilleures villes de Lombardie.

Histoire  
de  
l'Empire  
Otomane  
de  
Ricaut.

Cet Arsenal coûte à entretenir près de cinq-cens mille ducats. Les Ouvriers en sont payez tous les samedis, sans manquer. On n'y en reçoit point, qui n'aient vingt ans passez, & l'on ne les passe Maîtres, qu'au bout de huit ans de service. Il est gouverné par trois Seigneurs, qu'ils appellent *Padroni all' Arsenal*, qui se changent tous les trois ans; & par trois Provéditeurs, qui ont

ont le soin de choisir & de paier les Ouvriers.

L'an 1569. peu s'en falut, que l'Arſenal ne fût entièrement brûlé, le feu s'étant pris au Magasin des poudres, ſoit par accident, on par quelque trame ſecrète contre la ville, comme tout le monde le crut alors. Ce qui obligea le Conſeil-de-Dix, d'en redoubler les gardes à toutes les avenues, & de faire bâtir de petites Tours quarées, dans toutes les Iſles circonvoſines, pour y garder la poudre. Et depuis ce tems-là, l'on n'en laiſſe point dans l'Arſenal. Les Eglifes de la Trinité, de Saint-François-de-la Vigne, & de Sainte Juſtine, furent toutes ébranlées, & le célèbre monaſtère des Céleſtes, en fut tout renverſé, & pluſieurs Religieuſes écrasées ſous les ruines du bâtiment. Quelques-uns ont cru, que Jean Miché, l'un des Miniſtres de Sélim, fut l'auteur de cet embrasement, eſpérant d'ôter par là aux Venitiens, tous les moyens de défendre le Roïanne de Chipre.

Mais comme les Finances ſont les nerfs des Etats, & en ſont mouvoir toutes les parties, il faut, ce me ſemble, dire quelque Chôſe en général des revenus ordinaires de la République, par où l'on pourra juger encore mieux de ſes véritables forces.

Le Duché de Veniſe, qui comprend la Ville dominante & toutes les Iſles & les Ports d'alentour, rend tous les ans trois millions de ducats, ſans compter le revenu du ſel, qui fait encore plus d'un autre million de ducats. Ce qui monte à peu-près à dix millions de livres de France, ſelon l'évaluation du ducat de Veniſe, à 50. ſols de nôtre monnoie. Car je ne prétens pas faire une ſupputation d'Aritmétique.

La Marche-Treviſane, qui eſt un bon Païs, rend 180000. ducats, pour le moins.

## 72 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Padouë & son Territoire. 400000. ducats.

Vicence & le Vicentin- 200000. ducats.

Vérone & le Véronois. 360000. ducats.

Bergame & son Détroit. 300000. ducats , au moins.

Crema. 160000. ducats , & peut-être un peu davantage.

Bresse & le Bressan. 1200000. ducats ; dont la moitié est employée à entretenir l'Arsenal de Venise.

Le Polésin , autrement *il Contado di Rovigo*, misérable País. 140000. ducats.

Le Frioul, grande Province, 400000. ducats , au moins.

L'Etat-de-Mer , qui comprend l'Istrie , la Dalmatie , & partie de l'Albanie ; avec les Isles de Corfou , de Zante , de Zéfalonie , Cerigo , &c. rapporte environ 800000 ducats.

Tout cela monte à plus de vingt millions de livres de France. A quoi il faut ajouter les Impositions nouvelles , qui multiplient de jour-en-jour , les Décimes du Clergé , la vente de quantité d'Offices , les Confiscations , & enfin plusieurs autres droits tres-considérables. De sorte que le Sénat épargne tous les ans plusieurs millions. quand il est en paix , la forme de son Gouvernement l'exemptant de toutes les dépenses , qui se font en tout tems dans les Etats Monarchiques , où regne la magnificence. Il est vrai , que la Seigneurie de Venise a plus besoin d'épargner durant la paix , que nul autre Prince , ny en ayant point à qui la guerre coûte tant , qu'à Elle , qui n'est servie qu'à force d'argent , & toujours avec peu d'affection de la part de ceux , qui la servent. Et le Procureur Nani avoué , qu'elle les achète plutôt qu'elle ne les choisit. Outre cela , ses revenus ordinaires ne lui suffisent pas , pour soutenir

tenir la guerre. Mais aussi , quand elle l'a , elle trouve bien les moyens de suppléer au défaut , ou par de nouvelles daces , ou par une taxe extraordinaire des Nobles , des Eclésiastiques , des Citadins , & des Métiers , comme aussi en vendant la Noblesse aux Populaires ; la veste de Procureur , l'Etole-d'or , & les grandes Magistratures aux Nobles ambitieux. ( ce qui durant la Guerre-de-Cambrai , fit entrer une fois dans l'Esparagne la somme de 500000. ducats , en huit mois de tems ) Le Sénat vend pareillement la *Cittadinanza* , c'est-à-dire , la Bourgeoisie , aux Etrangers ; les titres de Marquis & de Comte aux Nobles de Terre-Ferme ; la liberté aux Prisonniers ; la grace aux Criminels ; & la permission du retour aux Bannis. Outre cela , il prend encore de l'argent à deux ou trois pour cent , sur les Monts-de-Piété , comme il fit sur celui de Trevisé , en 1669. & contraint les Riches de lui en prêter , mais principalement les Juifs , qui sont des éponges , qu'il presse , quand il veut , les menaçant de les chasser à la moindre résistance , qu'ils font. Durant la Guerre de Candie , ceux de Venise seulement avoient fourni cinq ou six millions , & cependant , quelques semaines ayant la reddition de la Place , il ne laissa pas de tirer encore sur eux une somme considérable.

And.  
Moccen.  
Bel. Cambr.  
l. 8.

A la fin de cete guerre , la République se trouvoit endettée de plus de soixante-quatre millions de livres , à ce que l'on disoit communément à Venise ; Et cela n'étoit que trop véritable. Mais , avec quelques années de paix , il lui est aisé de remetre toutes ses affaires en bon état , n'y ayant point de Prince , qui fasse moins de dépenses superflues , qu'Elle. Ce qui lui tient lieu d'un grand revenu. Outre que les Magistrats , qui manient les deniers publics , étant observez par

a Parti-  
monia  
maxima  
est reser-  
tant

## 74 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

tant d'yeux , & ayant à rendre compte de leur administration à autant de Juges, qu'il y a de Nobles, il leur est impossible de voter sûrement. Car, comme la multitude ne fait point dissimuler, elle ne pardonne aussi jamais ; & *l'instaco di Cassa* (ils appellent ainsi le péculet, est irrémissible à Venise.

D'ailleurs, il ne se fait point de paiement, qui n'ait été auparavant baloté dans le Pregadi, de manière qu'il ne sort rien des cofres de l'Epargne, qu'à bonnes enseignes. Quand la somme, qu'ils doivent, est considérable, ils ne la paient jamais toute à la fois, afin d'arrêter les Etrangers à Venise, & de leur y faire manger ce qu'ils ont reçu, pendant qu'ils attendent le reste. A quoi ils sont souvent contraints de renoncer, pour ne se pas consumer en frais inutiles. Outre cela, tous les paiemens se font en ducats monnoie, que l'on ne sauroit emporter, parce qu'elle est de si bas aloi, qu'il y auroit plus de la moitié à perdre, hors de l'Etat de Venise. Par où ils sont obligez d'aler au Change, pour avoir de l'or, ou d'employer leur argent sur les lieux. Si bien qu'il retourne presque toujours à sa source, ou du moins une bonne partie.

Au reste la découverte des Indes Orientales faite par les Portugais en 1498. a bien diminué les revenus de la République. Car, au lieu que toutes les épiceries & les drogues de ces Indes venoient auparavant par Alep & par Alexandrie, où elles étoient aportées, par des chameaux, & de là envoyées, par Mer à Venise, qui étoit le Magasin de l'Europe; Vasco de Gama trouva le moien de les amener à peu de frais par le Cap de Bonne-Espérance. Ce qui a privé les Vénitiens du revenu de neuf ou dix millions



lions par an. Car ils métoient le prix qu'ils vou-  
loient à ces épicerics, & en fournissoient seuls tou-  
te l'Europe. Et c'est de là qu'est venu le Prover-  
be, qui se dit à Venise, *Il bianco e'l nero hà fatto  
ricca Venetia*. C'est à dire, le poivre & le coton  
ont enrichi Venise, Ainsi, Cristofle Colomb  
leur a fait lui seul autant de dommage par la  
découverte du Nouveau-Monde, \* que tous les  
Genois ensemble leur en avoient fait dans plu-  
sieurs guerres. Car c'est lui qui a ouvert le che-  
min de ces navigations aux Castillans, &  
aux Portugais, qui depuis ont amené chez  
eux par Mer, les marchandises qu'ils ache-  
toient auparavant bien chèrement des Veni-  
tiens. En l'an 1587. Philippe II. Roi d'Espagne  
leur ofrit de les associer au riche commerce du poi-  
vre, qui se transportoit des Indes Orientales à  
Lisbonne. Mais ils n'acceptèrent point cete ofre,  
craignant que l'amour du gain ne détournât les  
Particuliers du soin des affaires publiques.

1490.

And.  
Morosini  
Hist. l.  
13.

Voions maintenant ce que l'on trouve à dire  
dans la Politique du Sénat. Les uns blâment  
la vente de la Noblesse, comme une chose hon-  
teuse. Les autres condamnent la trop grande  
indulgence du Sénat pour les Prêtres, les Moi-  
nes, & les Religieuses. Et enfin, plusieurs dé-  
clament hautement contre la protection publique  
des Courtisanes.

Pour ce qui est de la vente de la Noblesse, el-  
le est absolument nécessaire, pour soutenir la  
vieillesse de l'Etat. Car, comme les anciennes  
Familles s'éteignent de jour en jour, si l'on n'en  
substitutoit pas d'autres en leur place, le Gouver-  
nement tomberoit bien-tôt en Oligarchie; par où  
il seroit aisé au Peuple de s'en emparer, en chas-  
sant le peu de Nobles, qui resteroient. Le grand  
nombre des Patriciens est le plus solide fonde-  
ment

a *Additis  
Provin-  
cialium  
validif-  
simis fessis  
Imperio  
subvent-  
um est.*  
Tac.  
Ann. 11

## 76 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

ment de leur République. Y aiant tant de Charges & d'emplois à distribuer, il faut, qu'il y ait encore beaucoup plus de Nobles, pour en pouvoir choisir les plus dignes. Car, a nombre presque égal, il faudroit se servir des incapables, aussi-bien que des habiles. Joint que la vente de la Noblesse va au soulagement du Peuple, qu'il faudroit surcharger d'impôts, pour fournir aux besoins de la guerre, si la Seigneurie se privoit d'un moien doux, & facile, de trouver de l'argent dans la bourse des riches, qui en offrent de bon-gré. Et d'ailleurs, il vaut mieux que ces gens-là partagent leurs tresors avec le Prince, que de les posséder séparément. <sup>a</sup> Ajoutez encore à cela, que les Populaires voiant entrer leurs parens, & leurs amis, dans l'Administration Civile, en deviennent aussi plus affectionnez à la Patrie. D'où il s'ensuit, que les Nobles, qui ne sauroient souffrir, que l'on en fasse de nouveaux, ne sont pas bons Citoyens, puis qu'ils préfèrent leurs passions, & leur faux point - d'honneur, au véritable intérêt de l'Etat. Tel étoit un certain Priùli Tagliabracchia, qui avouoit, qu'il n'avoit jamais donné, ni ne donneroit jamais sa voix à ces Prétendans, disant, *Que c'étoit une honte de vendre la Noblesse, qui ne devoit s'accorder qu'au merite, & d'écrire au Livre-d'or des noms d'Artisans & d'Avanturiers.* Sur quoi le Chevalier Jean Sagrede disoit assez plaisamment, *Que c'étoit faire de la fausse-monnoie, que de faire de l'argent avec de si bas aloi.* Quand les Sages du Colége proposèrent (en 1645) d'admettre au Grand - Conseil les Labia, les Vidmans, les Otobons, & les Zaguri, qui ofroient chacun cent mille ducats; & tous les autres, qui feroient une pareille offre, Ange Michieli, en qualité d'Avogador, s'oposa à cete nouveauté,

*a Affinitatibus nostris mixti aurum & opes suas inserant potius, quam se parati habeant.*  
Ibidem.

té, remontrant, Qu'il seroit honteux de faire de leurs Sujets des Princes. Que la Noblesse-Vénitienne deviendrait méprisable aux Etrangers, si l'on communiquoit un caractère, qui ne s'imprime, que par la naissance. Que si l'on ouvrait cete porte, qui étoit fermée depuis deux-cens soixante-sept ans, c'est-à-dire, depuis la Guerre de Chiozza, leur Gouvernement ne seroit plus une Aristocratie, puis qu'il passeroit désormais entre les mains des plus riches, & non des meilleurs. L'entrée au Conseil, s'écrioit-il, s'accordera-t-elle à peu, ou à beaucoup de gens? Si ce n'est qu'à un petit nombre, le secours, que la Patrie en recevra, sera bien petit, en comparaison du dommage, qu'elle en souffrira. C'est vouloir éteindre le feu de la guerre avec une goutte d'eau. Et si nous recevons beaucoup de familles, notre Aristocratie dégènera en un Gouvernement-populaire. Que l'on ne medie point, que l'aggrégation, qui se fit de trente familles en l'année 1379. n'altère point la forme de notre République. Car les conjonctures sont bien différentes. Alors, nous ne possédions point de villes dans la Lombardie, & le Levant, qui se voioit de tous côtez menacé d'esclavage, n'osoit rien entreprendre. Aujourd'hui, que nous possédons, en Italie, tant de villes, remplies d'une Noblesse ancienne & florissante, nous ne pouvons incorporer à la nôtre, tant de prétendans, dont l'extraction nous est inconnue, sans nous exposer au mépris de nos Sujets de Terre-Ferme. Dans la Guerre de Chiozza, l'on admit un nombre déterminé de familles triées, qui avoient tout hasardé, pour recouvrer cete ville, que les Genoïs avoient prise, & pour sauver Venise, qui couroit grand risque de l'être. Maintenant, on propose d'ouvrir la

## 78 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

porte du Conseil à tous ceux, qui auront la bourse à la main. Ainsi, ce n'est point le mérite, que l'on récompense, comme l'on fit en 1379. mais la Noblesse, que l'on vend, ou plutôt, que l'on prostituë. Jaques Marcello, Conseiller de la Seigneurie, dit au contraire : Que le moien le plus aisé d'avoir de l'argent, est celui, qui est le plus volontaire; & qu'il n'y en a point qui le soit plus, que celui, qui a pour éguillon l'espérance de commander. Que quand même la République n'auroit point la guerre avec le Turc, elle devroit augmenter le nombre de sa Noblesse; notablement diminué depuis un tems, l'Oligarchie étant bien plus à craindre pour eux, que la Démocratie, dont on leur faisoit tant de peur. Qu'à s'associer un nombre de leur inférieurs, ils ne perdroyent pas plus de leur réputation, ni de leur splendeur, qu'un flambeau alumé perdoit de sa lumière, lorsqu'il en alumoit d'autres, d'autant qu'ils ne communiqueroient pas à ces nouveaux compagnons la noblesse de la naissance, mais seulement l'Administration-Civile, qui ne devoit pas tant être le patrimoine de la naissance, qu'elle ne fût aussi la récompense de la vertu. Que, pour se défendre contre le Turc, ils avoient besoin d'un grand armement, qu'ils ne le pouvoient faire sans une mine d'or, d'autant que dans un siècle de fer, comme le notre, les hommes ne venoient qu'au son de l'argent. Qu'il ne falloit point s'attendre au secours des Princes, qui ou ne se soucioient pas de l'Ennemi-commun, parce qu'ils en étoient éloignés; ou le craignoient trop, parce qu'ils en étoient voisins. Qu'au lieu que la Noblesse-Vénitienne étoit haïe de toutes les familles puissantes, qui n'avoient point de part au Gouvernement, à-cause qu'elles desespéroient de s'avancer aux honneurs de

de la Patrie , elle se les concilieroit toutes , dès qu'elle en agrégeroit quelques - unes à son Corps , sur l'espérance qu'auroient les autres de pouvoir un jour obtenir la même grace. Qn'enfin , il valoit bien mieux écrire de nouveaux noms au LIVRE-D'OR , que de faire écrire sur leurs Tombeaux la ruine déplorable d'un Empire florissant , que leurs Ancêtres avoient pris tant de peine à leur conserver. Comme les esprits se trouvèrent partagés entre les raisons du Conseiller & celles de l'Avogador , l'affaire demeura quelques mois indécise , mais ayant été de nouveau proposée en 1646. l'avis du premier l'emporta : Et Jean - François Labia originaire de Florence , ayant été reçu , les Prétendans se présentèrent en foule. Si bien qu'en trois ou quatre ans le Grand-Conseil agrégea jusqu'à quatrevingt familles , tant de Venise , que des villes de Terre-Ferme.

Quant aux Eclésiastiques , il est vrai , que le Sénat leur est trop indulgent , & Principalement aux Moines ; qui , selon le mot du Noncé Scipion Elci , *auront grand besoin , que l'on accourcit leur capuchon.* Mais c'est par ce moien , que la République se met en état de ne pas craindre les états , que produisent ailleurs les Censures & les Excommunications \* Papales , vu que les Moines , sachant bien , que nul autre Prince ne leur laisseroit la liberté , qu'ils ont à Venise , où ils vivent hureux , & contents , ils se soucient fort peu de désobéir au Pape , & à leur Général ; aux menaces de qui ils oposent les bonnes-graces & la protection de la Seigneurie , comme le bouclier d'Achilles. L'on en a vu un bel exemple durant l'Interdit de Paul V. qui ne fut obervé , que par

\*Voiez ,  
Interdit,  
dans les  
Remar-  
ques.

## 80 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

les Jésuites, les Têatins, & une partie des Capucins. Car quelques étorts, que fissent les Partisans de la Cour-Romaine, qui prêchoient à Ferrare, à Bologne, & à Mantoue, que la République étoit Lutérienne, qui sermoient par tout l'Etat des Ecrits séditionnaires, où ils enseignoient, que les mariages, qui s'y faisoient, étoient nuls, & une infinité de choses de cete nature, & les Sujets demeurèrent dans l'obéissance, & en repos : Au lieu que si les Moines n'eussent pas été atachez à la Seigneurie par leur propre intérêt, dans une conjoncture, où le Pape étoit secondé par tant de boute-feux, & sur-tout par les Espagnols, qui échauffoient encore la querelle ; ils eussent pû porter les Peuples à la révolte, en declamant contre le Gouvernement, en séduisant les consciences timorées dans les Confessions ; & en faisant des *Crocesignati*, pour porter l'Etendard de la rebellion ; qui sont les moines, avec lesquels ils ont alumé autrefois le feu des guerres-civiles en Italie, & particulièrement à Milan en l'année 1242. & à Parme en 1279. De sorte que l'affection des Ecclésiastiques servit beaucoup au Sénat avec son bon droit, qui étoit d'ailleurs soutenu par l'intérêt commun de tous les Princes de l'Europe. L'on jugea bien aussi dès le commencement de cete affaire, que l'issue n'en seroit pas heureuse pour le Pape, & l'on disoit communément par allusion aux Armoiries de ce Pontife & de la Seigneurie : *Que le Dragon-Borgnese ne terrasseroit pas Lion-Vénitien ; & que si l'un battoit de ses ailes l'autre en avoit pareillement, pour se mettre couvert. A quoi se rapportoit fort bien ce verset de l'Ecriture, sub umbra alarum tuarum*

\* Voyez les Remarques.

qui servoit alors de devise aux Vénitiens, au lieu de, *Pax tibi Marce*, qu'ils n'emploient, que dans la paix. Qui est la raison, pourquoi ils mettent dans leur Ecusson le Livre fermé, quand ils ont la guerre, ou qu'ils se préparent à la faire.

Le Sénat tire encore un autre avantage du libertinage des Ecclesiastiques, savoir, de les décréditer parmi le Peuple, qui, tout aveugle & corrompu qu'il est, ne laisse pas de voir leur ignorance, & de haïr leurs débauches. Ainsi, leurs mauvaises humeurs ne sont pas fort à craindre, étant certain, que le Peuple n'écouterait, ou du moins ne suivrait pas volontiers des gens, dont il fait peu de cas, & qu'il connoît incapables de bien conduire une entreprise. Au reste, le Sénat fait si bien flater les Moines en tems de guerre, qu'il en tire des sommes immenses d'argent, sans les mécontenter. Car il ne les oblige pas à ces contributions par des Edits, ni par des commandemens positifs, comme le reste de ses Sujets; mais par ces sortes de prières, auxquelles il n'est jamais libre de résister, & ainsi qu'il fit durant la guerre de Candie. Ajoutez à cela, que dans ses besoins il se sert toujours du prétexte spécieux de leur méchante vie, & du scandale, qu'elle donne au Public, pour obtenir plus aisément du Pape la suppression de leurs Monastères, & la vente de leurs biens à son profit.

Et pour ce qui regarde la conduite déréglée des Religieuses : C'est un mal nécessaire, qu'il faut dissimuler, pour ne pas mettre au désespoir tant de filles, que les Nobles jurent tous les jours par force dans les Couvens, où elles ne feroient jamais profession, si elles ne s'y trouvoient plus heureuses qu'à la maison de leurs pères. Il

## 82 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

est bien vrai, que l'on ne devoit pas les forcer à prendre un genre de vie, où elles n'ont nulle vocation. Mais, si l'on considère le penchant, qu'elles ont la plupart au libertinage, leurs infâmes amours avec des valets, & d'autres salètez abominables, qui feroient rougir le papier de honte, si je les écrivois, l'on excusera la rigueur des parens, qui n'auroient pas assez de cent yeux, pour les observer. Et d'ailleurs, ces pauvres filles, qui ne sortent presque jamais & que la Coutume du País prive de tous les divertissemens de la Vie, rencontrent plus de douceur dans un Couvent, où du moins il ne leur est pas tant défendu de voir leurs Amans à la grille, que dans leur maison, où elles ne voient, que les murailles de leur chambre.

Je dirai ici en passant, que le Sénat n'a jamais voulu souffrir, que les Nonces du Pape, ni aucuns Commissaires envoiez de sa part, fissent la visite des Couvens de Venise, ni de ceux des autres villes de l'Etat. Ils eurent en l'an 1580. une grande contestation avec le Pape Grégoire XIII. qui avoit donné cète commission à Alexandre Bolognet, son Nonce, avec l'assistance des Evêques de Vérone & de Bresse. Mais ils en sortirent à leur honneur, contraignant le Pape de nommer un Prélat Vénitien, pour faire cète visite. Ce fut Augustin Valier Evêque de Vérone, & depuis Cardinal. Quelques années auparavant, ils avoient empêché le Cardinal Borromée de visiter les Couvens du Diocèse de Bresse, dont il étoit le Métropolitain, seulement, parce qu'il étoit Sujet d'un autre Prince. Outre que disoient-ils, il ne savoit point les Coutumes du País, ni ce qui convenoit à la forme du Gouvernement de Venise.

Enfin, la protection des Courisânes est un mal,  
d'ou



d'où le Sénat tire un bien, puisqu'il se délivre par là du souci qu'il auroit, de tenir occupés tant de jeunes Nobles, qui, faute d'être employez, pourroient dans l'oisiveté s'entretenir de pensées pernicieuses à l'Etat. Les Courtisanes sont des sangsues, qui s'appliquent aux parties de l'Etat, qui ont trop de sang. Ce sont des éponges, qui prennent tout le suc des Etrangers, & que les Magistrats pressent dans les occasions fréquentes, qu'elles en donnent. Car, si elles s'habillent comme les Gentildonnes, ou si elles font quelque autre faute contre les Loix, le Magistrat des Pompes les condamne à de si grosses amendes, qu'elles en sont bien souvent réduites à vendre leurs meubles, & à coucher sur la dure. Une fois que les *Signores* (ils appellent ainsi les Courtisanes) s'étoient retirées de Venise, le Public connut bien tôt le besoin, que la Ville en avoit, vu que tous les jours on voioit enlever & violer des filles-de-famille, & même forcer les portes des plus célèbres Monastères. De sorte que la Seigneurie fut obligée de faire venir des filles-de-joie de tous les endroits, & de leur assigner un fonds pour vivre, avec de certaines maisons, qu'on apelloit *Casse-Rampans*, d'où est venuë à Venise l'injure de *Carampana*, qui se dit aux femmes-débauchées. Ce qui fait bien voir, qu'il y a des maux, où il est très-dangereux de vouloir toucher; que les maladies d'Etat sont incurables, quand elles sont vicilles, & qu'il vaut mieux laisser en repos un corps cacochyme, que d'en émouvoir les humeurs par des remèdes, qu'il ne peut plus porter. Il est d'ailleurs de la prudence d'un Prince, de permettre ce qu'il ne peut empêcher, de peur de commettre son autorité, qui devient méprisable, lorsque ses commandemens ne sont pas suivis de l'exécution.

Il seroit plus aisé de faire un nouvel Etat, que d'en réformer de certains abus, qui ont passé en coutumes. <sup>a</sup> Et il n'y peut avoir de Gouvernement parfait, parce qu'il y aura des vices tant qu'il y aura des hommes. <sup>a</sup> Il y aura bien toujours d'autres hommes, mais il n'y aura jamais d'autres mœurs. C'est pourquoi Caton passoit pour un malhabile-homme-d'Etat, parce qu'il ne savoit pas s'accommoder à la portée de son siècle. Et Tacite observe, que Pompée, <sup>b</sup> qui avoit été élu pour réformateur des mœurs, fut obligé d'abolir les loix, qu'il avoit lui-même établies, parce qu'elles étoient plus insupportables, que les maux. Ce qui faisoit dire au Grand Cosme de Médicis, qu'une ville en desordre valoit bien mieux, qu'une ville perdue; <sup>\*</sup> pour signifier qu'un Prince à toujours plus d'honneur de conserver son Etat, quel qu'il soit, que d'en perdre la possession.

Après avoir traité amplement de la Politique du Sénat de Venise au dedans, il me reste à parler maintenant de ses correspondances au dehors. A quoi je vais satisfaire en conformité des instructions, que j'en ai prises à Venise.

\*\*\*\*\*

**L**E Sénat tâche d'entretenir toute sorte de bonne correspondance avec les Papes. Il les respecte, il les révere, il leur complot, pourvu qu'ils n'exigent rien que de juste, & qu'ils se tiennent dans les bornes de leur puissance, sans entreprendre sur la sienne. Car s'ils passent les limites, ils n'y rencontrent plus que de la contradiction, & de la résistance, Témoin les Papes Gregoire XIII, Paul V. & Urbain VIII. Lorsque j'étois à Vénice.

nise il y eut quelques brouïlleries entre la Cour de Rome & la Republique , à l'occasion des Religieux Privilégiez , que l'on obligea d'assister aux Processions ; & d'un Canal , que le Sénat faisoit construire sur le Pô ; aux confins du Polésin & du Ferrarois , pour la commodité du transport des marchandises , sans passer par les Terres de l'Eglise. Ce que le Cardinal Altieri ne put empêcher , quoi qu'il en eût bien la volonté.

Il y a une ancienne émulation entre ces deux Potentats , nourrie par les prétentions de l'un , & par les oppositions de l'autre , n'y ayant point de Prince en Italie , qui soutienne mieux sa dignité , que la Seigneurie de Venise ; comme il n'y a qu'Elle aussi en Europe , qui a exclus les Eclésiastiques de la participation du Gouvernement-Civil , & qui n'a point de Pensionnaires à Rome , ayant pour maxime , de se mêler peu de l'élection des Papes. A quoi il faut ajouter la rétention du Polésin , ancien membre du Duché de Ferrare , qui sera toujours un sujet de contestation & de querèle. Cependant les Vénitiens contentent le Pape par de magnifiques Ambassades , & par la communication de leur Noblesse à ses Neveux , (usage introduit depuis le Pontificat d'Innocent VIII. de la Maison Cibo-Malaspina) En revanche , le Pape leur accorde des décimes sur le Clergé , & des suppressions de Monastères , lorsqu'ils ont la guerre avec le Turc ; leur permet quelquefois de tirer des blés de l'Etat-Eclésiastique ; & les comprend toujours dans les promotions , qu'il fait pour les Couronnes.

Enfin , le voisinage de ces deux Etats , qui sont limitrofes par Mer & par Terre , & la jalousie , qu'ils ont également de la puissance du Roi d'Espagne en Italie , les unissent ensemble par les liens d'un commun intérêt. C'est pourquoi les Espagnols , qui connoissent parfaitement l'importance

## 86 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

de cete union , emploierent tous leurs artifices auprès de Paul V. pour l'engager à la guerre contre cete République , qu'il avoit interdite , sachant bien , qu'ils profiteroient seuls de ce desordre.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

## AVEC L'ESPAGNE.

Q Uoique les Espagnols & les Vénitiens semblent cultiver une amitié sincère par de continuelles Ambassades de part & d'autre , il est constant néanmoins , qu'ils nourrissent entre eux une haine mortelle, les Espagnols ne pouvant supporter le démembrement des villes de Bresse , de Bergame , & de Crème , d'avec le Duché de Milan ; & les Vénitiens vivant toujours dans une extrême appréhension d'en être dépouillez. Ce qui les obligea de bâtir le Fort de la Capelle à Bergame , en l'année 1588. De sorte , qu'ils ne haïssent pas seulement les Espagnols par coutume , & par habitude , comme le disoit un jour le Marquis de Castel-Rodrigue à l'Ambassadeur de Vénise Pierre Bazadonne ; mais par une connoissance certaine de leur mauvaise volonté. Au reste , le Sénat tient toujours un Résident à Milan , qui est l'endroit , où se forgent tous les desseins des Espagnols en Italie , & d'où il apprend leurs négociations avec les Princes , l'état de leurs affaires , la disposition de leurs Armées , & beaucoup d'autres particularitez , qui lui étant fidèlement écrites , sont tres-essentiellles au bien-public. Et pour mieux ariver à cete fin , il caresse & ménage autant qu'il peut le Gouverneur de cete Province , vu que le bon voisinage & la bonne intelligence avec le Roi-Catolique dépend en partie des favorables impressions , que ce Ministre lui donne.

ne. Témoin tout ce qui s'est passé du tems de Dom Pierre de Toléde, & du Duc de Feria, tous deux Gouverneurs de Milan, qui tinrent la République dans une continuelle agitation, parce qu'ils en étoient ennemis en leur particulier. Et peu s'en falut, que pour un petit passage appelé *Stra-da dello steccato*, c'est-à-dire, le Chemin de la Palissade, qui joint le Territoire de Crème avec celui de Bergame, par où le Duc de Feria prétendoit faire passer de la Milice, sans la permission des Vénitiens, il ne s'allumât une dangereuse guerre entre les deux Partis. D'ailleurs, la République hait les Espagnols, pour les avoir éprouvés encore plus dangereux ennemis durant la paix, que pendant la guerre; comme il y a bien paru durant l'Interdit de Paul V. &, quelques années après, dans la conspiration de Dom Alphonse de la Queva \* leur Ambassadeur. Ce qui a fait dire à Trajan Bocalin, qu'il suffisoit de fermer les portes avec une clef, quand on avoit la guerre avec eux; mais qu'il y falloit double serrure en tems de paix, si l'on vouloit être en sûreté chez soi. Ainsi, les Vénitiens avoient bien raison de s'inquiéter, lorsque la Princesse Marie de Mantoue, Mère du feu Duc Charles, songeoit à se marier avec le Cardinal Infant d'Espagne, suivant la promesse secrète, qu'Elle en avoit faite à l'Empereur. Car, si cela fut arrivé, la République se trouvoit serrée de tous côtez par la Maison d'Autriche. \*

Nani  
Hist.  
Ven. L. 4<sup>e</sup>

1613.

Mais quelque aversion, que les Vénitiens aient pour les Espagnols, ils ne laissent pas de les ménager autant qu'ils peuvent, à-cause du besoin, qu'ils ont des blés de la Sicile & de la Pouille, qui suppléent souvent à la disette de leur ville.

\* Relation MS.  
de France d'An-  
gelo  
Corisio.

~~~~~

*AVEC LE PORTUGAL.*

**D**Ans le siècle passé, la République cultivoit l'amitié de ce Roi par des Ambassades. En l'an 1571. Elle envoya Antoine Tiepolo Ambassadeur, au Roi Sébastien, pour lui annoncer la nouvelle de la victoire de Lépante, & l'inviter d'entrer dans la Ligue contre le Turc. En 1579. Mathieu Zane alla féliciter de sa part le Roi-Cardinal Henri, sur son avènement à la Couronne. L'année suivante, les cinq Gouverneurs du Roiaume envoierent. Dom François Farrio à Venise; pour informer le Sénat de la mort du Roi Henri, & pour lui demander du secours contre Philippe II. Roi d'Espagne, qui vouloit s'emparer du Portugal, par la voie des armes. Depuis ce tems-là, Venise n'a eu nulle correspondance avec cete Couronne. Mais le Sénat n'a pas laissé d'être bien-aïse de la voir ôter à la Maison-d'Autriche, dont l'abaissement lui sera toujours tres-agréable, quand il n'en reviendra point de profit à la France.

~~~~~

*AVEC L'EMPEREUR.*

**L**E Sénat est d'autant plus affectionné à l'Empereur, que l'on n'a rien à craindre de lui en Italie, où il n'a point aujourd'hui de crédit, ni d'Etats. Et tout ce qu'ils haïssent en lui, c'est seulement d'être issu d'une Maison, dont les Aïnez sont leurs plus dangereux ennemis. Ce Prince a pourtant toujours des prétentions sur le Frioul, que

que ses Prédécesseurs ont engagé à la Seigneurie de Venise pour quatre-cens mille écus. Mais il y a légitime prescription, & le Sénat apuie encore ce droit de celui de la guerre, aiant recouvré cete Province par ses armes, après en avoir été dépoüillé par l'Empereur Maximilien I. Udine, qui en est la Capitale, n'ayant pas une assiette, ni un terrain propres à la fortification, il a fait bâtir la forteresse de *Palma-Nova* à la moderne, avec neuf boulevards en cercle, qui rendent cete Place également forte de tous côtez, & capable de résister aux entreprises de la Maison-d'Autriche, & aux invasions des Turcs, qui sont entrez déjà 14. fois dans ce Pais, sur tout en 1470. 1479. & 1499. \* Ainsi les Habitans auront du moins ce lieu, pour retraite, & pour asile, dans les rencontres.

\* Bened  
Guidi  
Monaco  
Cassinese.

C'est sur la prétention du Frioul, que l'Empereur fonde celle, qu'il a de nommer au Patriarcat d'Aquilée; Droit, qui véritablement étoit resté à ses Prédécesseurs, après l'engagement de cete Province. Mais la Seigneurie, pour éviter toutes les contestations, a trouvé un expédient, pour ne laisser jamais vaquer le Siège, en donnant au Titulaire le pouvoir de choisir un Coadjuteur; ce qu'il ne manque point de faire, pour l'intérêt de sa famille, où il tâche de conserver le plus qu'il peut cete belle dignité. Par où l'Empereur reste exclus de la nomination d'Aquilée, bien qu'il ait encore la ville.

Ce Prince, en qualité de Roi de Hongrie, conserve encore un droit sur la Dalmatie, que le Roi Ladislas engagea aux Vénitiens, pour la somme de cent-mille ducats, quoiqu'ils disent, que cete Province leur a été vendue tout-à fait. A quoi il n'y a guères d'apparence, puisque le Roi Venceslas leur en demanda la restitution, du

tetto

## 90 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

tems de la Guerre de Cambrai , menaçant Pierre Pasqualigüe leur Ambassadeur , de se faire justice par les Armes , s'ils ne la lui faisoient eux-mêmes. Mais , faute d'argent , il perdit l'ocasion favorable , qu'il avoit , de rentrer dans cete Province , pendant que les Vénitiens étoient ocùpez à se défendre contre l'Empereur & le Roi de France.

L'Empereur a pareillement un droit sur les villes de Padouë , de Trevise , & de Vérone , & les Venitiens reconnurent ce droit , du tems de Maximilien I. à qui ils firent offrir , par le Pape Jules II. dont ils avoient accepté la médiation , de paier une fois deux-cens mille ducats , pour l'investiture de ces villes , & , outre cela , une certaine somme d'argent tous les ans , *per conto di feudo*. Que si ces propositions n'eurent pas leur effet , à cause que la Négotiation fut rompue par l'Evêque de Gurk , Ministre de l'Empereur , cela n'empêche point , que le droit de l'empire ne subsiste toujours , & que cete offre ne lui serve de preuve contre les Vénitiens. Il est encore à remarquer , que le même Empereur mit le Doge Léonard Loredan au Ban de l'Empire , & le proscrivit , comme un Sujet rebelle , ainsi qu'il se voit par l'Edit de wormes , publié en 1509.

L'an 1521. Charle-Quint les voulant obliger à se déclarer contre François I. leur prométoit de céder tous les droits , que l'Empire avoit sur les villes , que la République possédoit en Terre-Ferme. A quoi ils eussent contredit sans doute , si la proposition eût été imaginaire.

André  
Morosin  
Hist.  
liv. 2.

APEC



~~~~~  
**AVEC LES ELECTEURS**  
*de l'Empire.*

**L**A République n'entretient aucune correspondance avec les Electeurs de l'Empire, ou, parce qu'elle n'a point d'affaires à traiter avec eux; ou bien, à cause d'une vieille émulation pour la presséance, que le Colége Electoral lui a toujours disputée, en vertu de cet Arrest de la Bulle-d'or, *Sacri Rom. Imperii Electores digniores habentur ceteris Principibus, prater Reges.* Outre l'exemple d'un Ambassadeur du Palatin, qu'ils disent l'avoir eue sur Vincent Gradénigue, Ambassadeur de Venise, dans la cérémonie des nocces de l'Archiduc Ferdinand, depuis Empereur, avec la Princesse Marie-Anne de Bavière, célébrées à Gretz, en 1600. Ce que les Vénitiens nient fortement. Et pour la Bulle-d'or, ils répondent, qu'ils sont compris dans l'exception *prater Reges*, étant en possession du traitement Royal dans toutes les Cours de l'Europe. Et si le Comte d'Ognate, Ambassadeur d'Espagne, le refusa à Pierre Gritti, Ambassadeur de Venise, à Vienne; \* comme fit En 1622 aussi depuis à Madrid, le Comte de Kefuiller, Ambassadeur de l'empereur, à Léonard More, Ambassadeur de la République; cete nouveauté, qu'ils vouloient introduire, pour vanger leur queréle, touchant la Valteline, ne pouvoit pas préjudicier au droit certain de la République, ni fortifier celui des Electeurs. En éfet, un Cardinal n'ayant pas voulu recevoir les lètres du Sénat, écrites en la forme ordinaire, c'est-à-dire, avec le titre d'*Illustissime*, au lieu de celui d'*Eminentissime*, Urbain VIII. déclara au Sacré-Colége, qu'il

## 92 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Nani  
Hist.  
liv. 9.

comprenoit la République de Venise dans la clause, *Exceptis Regibus*, & commanda à tous les Cardinaux de traiter avec Elle comme auparavant. Et ce titre d'*Illustissime* est peutêtre une des raisons, pourquoi les Cardinaux Etrangers passent toujours *incogniti* par Venise. Mais les Cardinaux Vénitiens se contentent volontiers de ce traitement, pour ne pas préjudicier au droit de leur Patrie.

\*Voiez  
les Re-  
mar-  
ques.

De plus, il est constant, que, si le Doge aloit à Rome, il y seroit traité en Roi, comme le fut autrefois le Duc Christofle More \* à Ancone, par le Sacré-Colége, *sede vacante*. Car, bien qu'il n'ait que le titre de Duc, ce titre, qui est personnel, cesseroit par la représentation du Corps de la République, à qui la Roiauté est affectée en commun. Ce qui est si vrai, que sous le Pontificat de Clément VIII. quelques Cardinaux aiant demandé au Grand-Maitre-dés-Cérémonies, comment l'on-traiteroit le Duc Marin Grimani, s'il venoit à Ferrare, où ce Pape l'avoit invité, cet Officier leur répondit, que l'on ne pouvoit lui refuser le traitement de Roi, dont sa République étoit en possession depuis long-tems. A quoi j'ajouterai en passant, que le Pape Alexandre VII. qui n'étoit pas d'humeur à prodiguer les honneurs, ne hésita point de dire une Messe de *Requiem* pour l'ame du Duc Jean Pesare: honneur, que le Pape, à ce qu'on dit, ne fait qu'aux Rois.

Lés Ambassadeurs de Venise ont maintenu vigoureusement ce rang dans toutes les rencontres. L'an 1562. Augustin de Bawtgarner, Ambassadeur de Bavière, le voulut contester à Nicolas du Pont & à Matieu Dandole, Ambassadeurs de Venise au Concile de Trente. Et quoique Pie IV. eût jugé en leur faveur, le Bavaois protesta, que, s'il leur cédoit, c'étoit seulement pour ne point  
apor-

apporter de confusion aux affaires du Concile , ou il ne venoit pas pour disputer ; mais que pour ne point préjudicier aux droits de son Maître , ni des autres Princes des Maisons Electorales de l'Empire , il demandoit , que sa protestation fût insérée dans les Actes du Concile , & qu'il lui en fut donné Acte , signé des Légats. A quoi Nicolas du Pont , qui voioit , que cela tendoit à faire un procès à l'avenir , & à éluder la décision du Pape , répliqua hautement , que le Duc de Bavière devoit , par toute sorte de raisons , céder par tout à leur République , & pria pareillement , que sa déclaration fût enregistrée dans les Actes du Concile. Mais ces Ambassadeurs y firent une faute assés lourde , en voulant prendre trop de précautions. Dans le chap. 9. du Decret de la Reformation de la Session XXV. le Concile aiant mis une exception pour les Patronages de l'Empereur & des Rois , ces Ambassadeurs demandèrent , que les Patronats de leur République fussent compris dans l'exception des Rois. Par où il sembloit , qu'ils fussent eux-mêmes en doute de leur droit. Et c'est pour eux que l'on inséra , après ces paroles , *Exceptis aliis , quæ ad Imperatorem & Reges , la clause ( seu regna possidentes ) pertinent*. Ce qui fait un tres-mauvais état , maintenant qu'ils n'ont plus de Roiaumes.

André Morosini Hist. de Venise liv. 8. V. les Rem. au mot, *Disserend.*

L'an 1575. le Pape Grégoire XIII. aiant résolu de changer l'ordre de la séance des Ambassadeurs Roiaux , dans les Chapelles , pria celui de Venise d'y faire consentir sa République , disant que les autres Princes se conformeroient à cet exemple. Le Sénat répondit , qu'il obéiroit volontiers au Decret de Sa Sainteté , sans se métre en peine du lieu , que son Ambassadeur occuperoit , pourvu que ce fût celui , que tiendroient les autres

Paul Tiepolo.

Mi-

## 94 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Ministres Roiaux , de qui la République ne pouvoit nullement séparer la Cause.

L'an 1590. le Sénateur de Rome voulant renouveler un ancien droit de sa Charge, dans la cérémonie du Couronnement du Pape, où il prétendoit précéder tous les Ambassadeurs Roiaux, excepté celui de l'Empereur ; Albert Badoer, Ambassadeur de Venise, demanda au Grand-Maitre-des-Cérémonies, si c'étoit l'intention du Pape de lui préférer ce Magistrat. L'Officier répondant, qu'il l'entendoit ainsi, le Badoer alla sur le champ déclarer à Sa Sainteté, que, si Elle lui faisoit ce tort, il ne se trouveroit point à la cérémonie. Par où elle fut obligée de congédier le Sénateur, & de contenter ce Ministre, qui remporta d'autant plus de gloire de cete action, qu'il soutint seul la Cause commune des autres Ambassadeurs Roiaux, qui étoient absens.

L'an 1631. Urbain VIII. aiant créé Dom Tadée, son neveu, Préfet de Rome, en la place du Duc d'Urbain, Dom Tadée voulut, à-cause de cete dignité, qui n'est qu'une ombre de l'ancien *Præfectus Prætorio*, ou Capitaine-des-Gardes des Rois d'Italie, précéder les Ambassadeurs au *Solio*. Mais Jean Pelare, Ambassadeur de Venise, ne feignit point de dire au Pape, que l'usage de l'assistance des Ambassadeurs aux Chapelles aiant été pieusement introduit, pour représenter l'union des Membres de la Chrétienté avec leur Chef, il étoit étrange, que Sa Sainteté voulût altérer cet ordre. Que le Pape, étant chez-soi pouroit faire ce qu'il voudroit, mais que puisque de Juge il devenoit Partie, & qu'il aimoit mieux se Montrer oncle passionné, que Prince juste, & Père-commun, ils s'abstiendroient tous d'aler en Chapelle. Ce différend cessa par la promotion du Préfet Charles Barberin au Cardinalat, en l'année 1653.

AVEC

\*\*\*\*\*

AVEC LA FRANCE.

**S** I le Sénat a de l'aversion pour les Espagnols, il n'a guères d'amitié pour les François, dont il regarde la puissance avec des yeux d'envie, & dont il appréhende le voisinage, comme une assurance de sa ruine; conservant toujours un vif souvenir de la Guerre de Louis XII. qui lui fait une désagréable perspective. L'acquisition, que la France a faite de Pignerol, nourrit cette crainte, bien que ce soit une porte ouverte, pour le secours des Princes d'Italie, contre l'oppression des Espagnols, qui leur étoient déjà devenus insupportables depuis l'échange du Marquisat de Saluces.

Les Vénitiens font tout ce qu'ils peuvent, pour se maintenir neutres entre les Couronnes de France & d'Espagne; soit pour se conserver la confiance des deux Nations, ou pour en balancer la puissance, & la tenir dans l'équilibre. Et quelque jalousie qu'ils aient contre les Espagnols, ils n'aideront jamais à les chasser d'Italie, pour mettre les François en leur place. C'est pourquoi le Comte de la Roche, Ambassadeur d'Espagne à Venise, n'eut pas beaucoup de peine à gagner sa cause contre Messieurs de Bellièvre & de la Tuilerie Ambassadeurs de France, qui sollicitoient le Sénat à se liguier avec le Roi contre les Espagnols, pour s'emparer conjointement du Duché de Milan, ni le Marquis de Fuente à empêcher, que l'on ne nous accordât le passage de la rivière d'Adde, le demandant lui-même pour le Roi d'Espagne son Maître, afin d'obliger par cété route le Sénat, qui ne pouvoit pas s'en excuser avec la France.

## 96 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

France , de le refuser aux deux Couronnes. Ce qui sauva le Milanéz , qui étoit infailliblement perdu , comme l'avoüoit le Marquis de Caracène , si nous eussions obtenu ce passage.

D'ailleurs , l'humeur Espagnole est plus conforme , que la nôtre , à celle des Vénitiens , qui sans doute aimeroient les Espagnols plus que nous , s'ils n'avoient point d'Etats en Italie , ou si nous avions ceux qu'ils y possèdent. Et pour dire le vrai ; Venise n'aime ni les uns , ni les autres ; & quelque grande que soit la correspondance avec eux , Elle ne s'y fieroit pourtant jamais. Aussi les Vénitiens disent-ils , qu'ils savent haïr les Espagnols , sans se partialiser pour les François.

Cependant , il faut avouer , que la France est un peu plus favorisée à Venise , que l'Espagne , du moins pour ce qui regarde ses Ambassadeurs , que l'on y considère , ou que l'on y desire davantage. Outre que le Sénat la préfère toujours en de certaines rencontres de partialité. , comme dans la vacance du Saint-Siège , où il ordonne aux Cardinaux ses Sujets , de se joindre à la Faction Française dans le Conclave ; & à son Ambassadeur à Rome , d'agir de concert avec le nôtre en cete affaire. Ce qui est d'un grand secours à la France , quand l'Ambassadeur de Venise y procède franchement , & suivait les ordres de sa République , qui n'a pas moins d'intérêt , que cete Couronne , de contrecarrer fortement les Espagnols. Mais quelquefois il fait tout le contraire. Témoin le Sorance , qui nous trahit vilainement dans le Conclave de 1621. sur l'espérance qu'il avoit de gagner un Chapeau. Outre cela , les Cardinaux Vénitiens ne dépendent pas absolument de la Seigneurie , qui ne contribue rien à leur promotion , qu'une simple recommandation au Pape , ils servent à leur mode , sans se métre en peine d'autre chose , que de leur intérêt.

Mémoires d'Estrieux.

AVEC

\*\*\*\*\*

## AVEC SAVOIE.

**L**Es Vénitiens & le Duc de Savoie ne vivent plus dans cete bonne intelligence , où ils étoient autrefois. Charles-Emanuel I. commença de rompre avec eux , en congédiant Vincent Guffoni , leur Ambassadeur , à l'ocasion du secours , qu'ils envoioient au Cardinal-Duc de Mantouë , pour la défense du Montferrat. Victor-Amédée \* les otensa par le titre légitime de Roi de Chipre , qu'il prit en 1631. & le feu Duc Charles-Emanuel II. fut toute sa vie en froideur ou en dispute avec eux , pour le même sujet , & pour la suscription des lettres du Sénat , qui ne porte que , *Illustrissimo & Excellentissimo Principi, &c.* L'an 1662. l'Abbé Vincent Dini , Envoié de feuë Madame Roiale à Venise , avoit conclu un accommodement aux conditions suivantes : Que les Ambassadeurs de la République à Turin y seroient traitez , comme les Nonces du Pape , & les Ambassadeurs de France : Que le Duc se contenteroit des titres anciens , dans les lètres , que le Sénat lui écriroit , & garderoit dans les siennes le stile , qui étoit en usage avant la rupture de la correspondance : Que l'Ambassadeur , que le Duc enverroit à Venise , exprimeroit , dans sa première audience , le Déplaisir , que son Maître avoit de tout ce qui s'étoit passé ; & que le Duc diroit la même chose à l'Ambassadeur , que le Sénat lui enverroit , dès que le sien auroit paru au Collège : Que les Ambassadeurs de Savoie s'entendroient à l'ancien traitement : Que le Livre du Père Monod , Jésuite ( qui attribue le

\*Voiez  
les Re-  
mar-  
ques.

## 98 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

titre de Roi de Chipre au Duc) seroit supprimé par Edit , & défenses faites de le vendre , ni de le r'imprimer jamais. Cet acord, quoique desagréable aux principaux Ministres de Savoie , qui prétendoient l'égalité du traitement, ne laissa pas d'être immédiatement suivi de l'envoi du Marquis del Borgo à Venise , & puis de celui de Louis Sagrede à Turin. Mais, comme tout ajustement, dont les conditions sont trop inégales, devient insupportable à la partie lésée , les picoteries & les animosités ne mirent guères à se réveiller , d'autant plus que les Vénitiens , qui se roidissent, quand on les recherche, avoient réjeté la proposition avantageuse, que le Duc leur faisoit, de leur envoyer de plus grans secours , à la charge , que leurs Ambassadeurs reçussent les siens à l'égalité, dans les Cours des Princes. Le Comte de Bigliore , son Ambassadeur à Venise , aiant fait élever sur la porte de son Palais les Armes de Savoie , écartelées de Chipre , le Sénat lui fit dire , que, s'il ne faisoit ôter promptement ce tableau , qui étoit injurieux à la République , il le verroit détacher , & rompre devant ses yeux. A quoi il fut obligé de se rendre de bonne-grace, pour ne pas commettre la dignité de son Maître. Un jour le Comte Filipe d'Aglié, Chevalier de l'Annonciade , aiant entamé cete odieuse matière , s'attira une facheuse réponse de l'Ambassadeur de Venise, *Catarin Belegno* , qui lui dit , *Que sa République voudroit avoir donné grand chose , & voir ce Royaume entre les mains de son Altesse de Savoie : au lieu de le voir entre celles du Turc , d'autant que ses Supérieurs sauroient bien , avec la force de leurs armes , s'en rendre en deux mois de tems les maîtres. Ces altérations, & plusieurs autres sujets plus nouveaux , firent enfin cesser toute sorte de correspondance*



ce en l'année 1670. le Sénat aiant rapellé François Michiéli, son Ambassadeur, de qui le duc étoit tres-mal-satisfait, & particulièrement pour le refus, qu'il avoit fait de lui, envoyer le Page, qui avoit tiré l'épée, dans son antichambre, contre un de ceux de Dom Antoine de Savoie: Et ce Duc retirant pareillement de Venise le Comte de Bigliore, qui en partit dès le lendemain de son audience de congé, pour ne pas recevoir lui-même le présent ordinaire de la République, & faire connoître par là son ressentiment.

Outre ces considérations, l'attachement de ce Duc pour la France déplaît beaucoup aux Vénitiens, qui d'ailleurs ne peuvent dissimuler le déplaisir, qu'ils ont, de la cession de Pignerol. Tant ils craignent, de voir entrer les François plus avant dans l'Italie, *temendo ugualmente*, dit le Nani; *il giogo o il soccorso*. L'Inscription Latine, que le Roi fit mettre sur l'une des portes de Pignerol, en l'an 1671. les fit raisonner longtems, à cause de ces paroles, *Gallis in perpetuum asseruit, paratam ibi semper habituram in Italiam januam*, qui les choquoient horriblement.

Hist.  
Ven. l. 3.

~~~~~

## AVEC FLORENCE.

**L**A République entretient au-contre toute sorte de bonne correspondance avec le Gran-Duc de Toscane, qu'elle considère, comme un Prince. qui a beaucoup de crédit en Italie, & dont les Prédécesseurs se sont toujours montrés affectionnés à ses intérêts. Elle fit assez connoître sa partialité pour lui dans l'affaire du Comte

## 100 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

de Bigliore & du Marquis Ricardi, tous deux Ambassadeurs-d'Obedience, l'un pour Savoie; & l'autre pour Toscane, semant parmi le Peuple des Relations tout à l'avantage des Florentins, & faites seulement pour ternir la gloire des Savoiards, quoiqu'ils eussent rendu tout-recemment de très-bons services en Candie.

Ce qui fâche le Sénat, est de voir ce Prince trop dépendant des Espagnols, qui tiennent *Piombino*, *Portolongone*, *Orbitelle*, *Porto-hercole*, *Telamone*, & *Mont'argentaro*, Places, que Philippe II. Roi d'Espagne, se reserva, quand il céda l'Etat de Sienne à la Maison de Médicis (en 1557.)

Le Sénat a quelque jalousie de voir Ligourne s'enrichir aux dépens du Commerce de Venise. Mais cela n'empêche point, qu'il n'envoie encore de Ouvriers de son Arsenal au Gran-Duc, pour la construction de ses Galères. Et ce Prince, par honneur, a donné à la Ville neuve de Ligourne, le nom de *Venetia-Nova*.

Son Résident a sa première audience du Colège à portes-ouvertes, comme les Ambassadeurs: au lieu que les Résidens des autres Princes d'Italie ne l'ont qu'à portes-fermées & sans cérémonie.

~~~~~

### AVEC MANTOUE.

**L**Es Ducs de Mantouë ont entretenu de tout tems une étroite correspondance avec la République de Venise, dont les conseils & les assistances ne leur ont jamais manqué dans les occasions. Ferdinand Cardinal-Duc de Mantouë ressentit les effets de sa protection contre le Duc Charles-Emanuel de Savoie, qui vouloit s'emparer

rer du Montferrat, & contre le Marquis de l'In-  
noïsa, Gouverneur de Milan, qui favorisoit ses  
desseins. Vincent II. aiant succédé à Ferdinand  
son frère, le Sénat, qui voioit ce Prince sans en-  
fans, & sans espérance d'en avoir, ni de vivre  
longtems, à cause de ses infirmités, employa  
tous ses bons offices auprès de lui, pour le faire  
déclarer en faveur de Charles Duc de Nevers,  
porté par la France, mais traversé par les Espag- 1613.  
nols, qui apuioient avec beaucoup de chaleur,  
les intérêts de Ferrand de Gonzague, Prince  
de Guastalle, qui, comme issu de Ferdinand,  
troisième fils de François, dernier Marquis de  
Mantouë, étoit parent plus éloigné de la Bran-  
che dominante, que Charles de Nevers, qui  
descendoit de Louis, troisième fils de Frédéric,  
premier Duc de Mantouë. De sorte que la Bran-  
che de Nevers est en partie redevable de son élé-  
vation aux Vénitiens, qui ne lui ont pas seule-  
ment procuré le Duché de Mantouë par leurs soins  
conjointement avec la France, mais qui lui en  
ont encore conservé la possession par la force de  
leurs armes, malgré l'Empereur, le Roi d'Es-  
pagne, & le Duc de Savoie. Charles II. avoit  
un si grand attachement pour les Vénitiens,  
qu'il venoit presque tous les ans passer le Car-  
nival ou l'Ascension avec eux. Ce qu'il fai-  
soit autant pour son intérêt, que pour son  
plaisir, d'autant qu'il traitoit lui-même ses afai-  
res avec les principaux Sénateurs, qui lui ser- 1669.  
voient de Conseil-d'Etat. Cependant, peu s'en Au suiet  
est falu que cete bonne intelligence n'ait cessé de la  
tout-à-fait sous Ferdinand Charles son fils, pour pêche  
un différend arrivé entre eux touchant la propri- d'un cer-  
été du Fleuve Tartare dans le Véronois, Veni- tain  
se prétendant, que cete Rivière lui appartie- poisson.  
noit, comme étant renfermée dans ses Terres, qu'ils  
lent  
E 3 & Arclato.

## 102 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Titres du Duc de Mantouë en voiez à M. l'Ambassadeur de France à Venise, & que le Duc de Mantouë en avoit usurpé la Pêche, & les Péages; le Duc soutenant & vérifiant au contraire, Qu'il en étoit en possession paisible depuis l'an 1404. Que son droit avoit été reconnu plusieurs fois par les Vénitiens. En 1405. par un Acte passé entre le Doge Michel Sten & le Marquis François de Gonzague. En 1517. par Daniel Renier Capitaine de Véronne pour la République; & en 1598. que le Magistrat de Mantouë ayant fait dresser un Procès-verbal sur ce sujet, la Seigneurie de Venise demeura contente de ses raisons; & les Véronois continuèrent de paier les dâces ordinaires au Fort de *Ponte-Molino* bâti \* pour cet effet avec un Pont de bois, par les Marquis de Mantouë ses Prédécesseurs. Mais le Sénat ne pouvant souffrir davantage la résistance du Duc, le menaça de la guerre pour toute réponse, De sorte que ce Prince fut obligé de plier sous la loi du plus fort, & envoya le Marquis Horace Camosla incognito à Venise, où il fit en trois jours un accommodement secret au gré de la République, dont il étoit né Sujet. L'an 1580. la République avoit eu un autre différend avec le Duc Guillaume, à l'occasion d'un Canal, par où il détournoit les eaux du Menzo dans le Tartare. & de là dans l'Adige. Ce qui inondoit le Véronois. Le Sénat lui envoya un Secrétaire, pour lui déclarer, que, s'il ne se désistoit de son entreprise, les Vénitiens s'indanniferoient à ses dépens. Le Duc répondit, Qu'il n'avoit jamais eu la pensée de leur faire aucun dommage, lui, qui étoit Noble-Vénitien; mais seulement de faciliter la Pêche à ses Sujets: Qu'au reste, il feroit en sorte, que les eaux de son lac ne se déchargeassent point dans les Terres-Vénitienues. Cependant, les Mantouans continuant de tirer leur

\* En 1447.

Véronois,

leur Canal, & les Véronois, de s'en plaindre, le Sénat envoya sur les lieux Jérôme Capello Sage-des-Eaux, avec des Experts, pour voir le dommage, & sur leur rapport fit dire à l'Envoïé de Mantouë, ( Pompée Strozzi ) que la République entendoit, que le Duc fit construire un pont sous terre, & une muraille, pour empêcher la décharge de ses eaux dans le Tartare, & dans l'Adige. Par où cessa le différend.

Aux confins du Véronois il y a deux forteresses, qui tiennent ce Duc en bride. L'une est *Peschiera* sur le *Menzo* bâtie par les Seigneurs *della Scala*, & usurpée, par la Seigneurie de Venise, sur les Marquis de Mantouë. Elle fut prise par les François, après la bataille d'Aignadel, contre l'opinion des Vénitiens, qui croioient, que cete seule Place dût arrêter les progres des Vainqueurs. L'autre s'appelle *Legnago*, située sur le bord de l'Adige, Place de grande importance. Toutes deux fameuses par l'exil honnête de plusieurs Senateurs que l'on y envoie par mortification.

Quand le Duc Ferdinand se maria, le Sénat attendoit un Ambassadeur de Mantouë, ou du moins un Envoïé Extraordinaire, suivant la coutume des Princes, mais personne n'étant venu de sa part on, interpréta l'omission de ce devoir pour un témoignage de la mauvaise satisfaction, qu'il avoit des Vénitiens.

---

### AVEC MODÈNE.

LE Duc de Modène cultive soigneusement l'amitié des Vénitiens, & tient d'ordinaire un Résident auprès d'eux. Le Sénat affectionne réciproquement ce Prince, & contribueroit tres-volontiers à le faire rentrer dans le Duché de Ferrare, possédé si longtemps par ses Ancêtres, si l'occasion

## 104 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

s'en presentoit : Car il aimerait beaucoup mieux l'avoir pour voisin , que le Pape , qui pourroit un jour former la résolution de réunir le Polésin au Domaine de Ferrare , d'où il a été démembré sous les Ducs de ce nom , ainsi que Clément VIII. en avoit bien envie. Lorsque la Maison d'Este possédoit ce Duché , les Vénitiens avoient à Ferrare un Magistrat , appelé *Bisdomino* , ou *Visdomino* , comme qui diroit un Vidame , lequel rendoit seul la justice à tous les Sujets de leur République , établis en cete ville-là , sans que les Officiers Ducaux pussent prendre aucune connoissance de leurs affaires , suivant les conventions du Sénat avec ce Duc. Et ce fut à ce sujet , que les Vénitiens assiégèrent Ferrare , dont l'Archevêque avoit excommunié leur *Bisdomino*. Ce qui fit éclore ensuite la Ligue de Crémone \* contre eux , sous le Pape Sixte IV.

\* Cete  
Ligue  
com-  
prenoit  
tous les  
Princes  
d'Italie,  
excepte  
les Ge-  
nois,  
chose re-  
marqua-  
ble.  
Nani  
Hist.  
Ven. l.  
12-

Le Duc s'estoit obligé , par le même Traité , de ne faire aucunes fortifications sur la rive du Pò , à-cause du Polésin , qui ; pour être un Païs ouvert & situé entre l'Adige & le Pò , se trouve exposé au dégât. A quoi le Pape a contrevenu plusieurs fois , & particulièrement durant la guerre de Parme , qu'il fit bâtir des Forts aux confins de cete Province. Pour ces considérations , les Vénitiens desireront toujours , que le Duché de Ferrare retourne au Duc de Modène. Et si , dans cete même guerre , ils ne lui voulurent pas acorder la permission , qu'il leur demandoit , de se servir des troupes , qu'ils lui avoient envoyées , pour fermer le passage de ses Terres aux Barberins , à faire une irruption dans le Ferrarois , où il prétendoit se récompenser des pertes de sa Maison , c'est qu'ils voioient bien ; que c'étoit

alu-

alumer une cruelle guerre en Italie , dont l'on rejétoit tout le blâme sur eux. C'est-pourquoi il ne put aussi obtenir du Sénat , de faire comprendre ses prétentions sur Ferrare & *Commachio* , dans le Traité de la Ligue , d'autant que cete proposition ne pouvoit produire , que la rupture de toutes les négociations , qui se faisoient pour l'accommodement de Parme d'où dépendoit alors le repos de toutel'Italie.

Au reste , qu'où-qu'ils ne soient pas fâchez de voir ce Prince dans les intérêts & sous la protection de la France , ils seroient néanmoins plus contents de le voir neutre , parce qu'ils appréhendent , que l'ambition , qu'il a de s'agrandir , ne trouble l'Italie , comme il est arrivé du tems du Duc François , qui joignit ses armes avec celles de France , pour la conquête du Duché de Milan , dans l'espérance , que cete couronne lui donneroit toutes les assistances nécessaires pour le recouvrement de Ferrare. Ce qui donna bien de l'inquiétude aux Vénitiens , vu la peur qu'ils ont du voisinage des François.

[illegible]

A V E C P A R M E.

**Q**uoique le Duc de Parme n'ait aucun intérêt particulier , qui le lie avec les Vénitiens , il ne laisse pas d'être fort aimé du Sénat , à qui il professe d'avoir de grandes obligations , pour les assistances données à sa Maison , dans la Guerre-Barberine , qui se termina enfin par la restitution du Duché de Castre. \* Ain- \* 1644.  
si , il est à croire , que les Vénitiens sont fâchez de \* 1649.  
voir cet Etat retombé entre les mains du Pape , \*  
après avoir tant fait pour le retirer de celles d'Urbain  
VIII. En mille six-cens quarante-quatre , le  
E 5 Prin-

## 106 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Prince Horace, Frère de ce Due, servoit en Candie, en qualité de Général de la Cavalerie.



### AVEC GENNES.

a Certains a-  
sins que  
de domi-  
natione  
est, Sal-  
lust.

Si les Républiques de Rome & de Cartage, & celles d'Atènes & de sparte, se sont rendues fameuses, par leurs querèles & par leurs guerres, les Républiques de Venise & de Gennes, qui ont combattu pour l'Empire à l'espace de 300. ans, ne sont pas moins célèbres par leurs longues inimitiez. Et quoiqu'elles vivent aujourd'hui en paix, elles conservent néanmoins toujours une certaine animosité, qui durera autant, que le souvenir des maux, qu'elles se sont faites autrefois l'une à l'autre, Les Genoïs ne sauroient voir sans regret les Vénitiens maîtres de la Mer - Adriatique, après leur en avoir disputé long-tems la possession, & les avoir vaincus tant de fois en Mer : & les Vénitiens regardent les Genoïs, comme des gens jaloux de leur gloire & de leur puissance.

1379. Ils ont eu neuf fois la guerre ensemble, mais la dernière fut si cruelle, & si longue, que la mémoire en est encore toute fraîche à Venise, où il y a une Classe de Nobles, appelez *Nobili della Guerra di Genova*, pour avoir été agtegez en ce tems-là au Corps de la Noblesse. Jamais Venise ne s'est vue si proche de sa ruine ; & Pierre Doria, Général des Genoïs, la tenoit si assurée, qu'il dit à l'Envoié-Vénitien, qui lui presentoit quelques prisonniers Genoïs de la part du Sénat, *Que dans peu de jours il entreroit dans Venise, où il les mettroit lui-même en liberté avec tous les autres.* Le Sénat aiant reçu cete réponse, envoia en

Annales  
M S. de  
Venise:



en diligence \* Frere Benoist, Général des Cordeliers, au Roi de Hongrie, pour lui demander la paix par pure miséricorde, & le supplier d'employer son crédit en leur faveur auprès des Genoïs, & du Seigneur de Padouë. Mais, quoique les offices de ce Ministre fussent tres-pressans, & qu'il eût touché le cœur de ce Roi par ses soumissions, lui parlant toujours à-genoux, les Ambassadeurs Genoïs, Gaspar de l'Orbe & Baltazar Spino-la, qui asistoient à toutes les audiences, détournèrent l'effet de sa bonne volonté, en lui disant, que le tems étoit venu d'avoir tout ce qu'il desiroit, & qu'il auroit infailliblement Venise dans un mois. Voila le misérable état, où étoient les pauvres Vénitiens, à qu'il ne restoit plus d'autre parti à prendre, que la résolution généreuse de vaincre, ou de mourir. Ce qu'ils firent avec tant de bonheur, qu'étant alez au devant de l'Armée-Navale des Genoïs avec le débris de leur Flote, sous la conduite d'André Contarin \* leur Doge, ils reprirent en peu de jours *Chiozza*, & s'en revinrent à Venise, chargez des riches dépouilles de leurs ennemis, avec quantité de Nobles-Genoïs prisonniers, qui paierent aux Vainqueurs la meilleure partie des frais de cete guerre. Et depuis cete glorieuse victoire, les Genoïs ont cessé d'être les rivaux des Vénitiens. Ainsi, l'on pourroit blâmer les premiers de n'avoir pas voulu faire une paix avantageuse avec ceux-ci, lorsqu'ils la demandoient à jointes-mains, comme l'on blâma autrefois Attilius Regulus, de ne l'avoir pas faite avec les Cartaginois, après les avoir batus; par où il atira une longue suite de maux aux Romains. Mais il est vrai que les Genoïs avoient mis les Vénitiens si bas, que l'on auroit pu leur reprocher de ne savoir pas vaincre, s'ils

\* Voyez les Remarques.

\* Voyez les Remarques.

## 108 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

eussent donné la paix à leurs ennemis , dans une conjoncture , où leur ruine paroissoit infail-  
lible.

La premiere & principale cause de cete cruel-  
le & sanglante guerre fut un diférend , qui a-  
riva l'an 1372. à Famagoste , entre les Bâles  
ou Ambassadeurs de Venise & de Genes , pour  
la presséance dans la cérémonie du Couronne-  
ment du jeune Roi de Chipre. \* Car les Ge-  
nois ne voulant pas s'en tenir au jugement  
des Oncles de ce Roi , qui , comme Régens  
durant sa minorité , avoient donné les pre-  
mières places aux Vénitiens dans cete cérémonie,  
résolurent de la reprendre sur eux de vive-force , &  
pour cet efet , alèrent des le lendemain au Palais ,  
portant des baionnées sous leurs robes , pour  
faire quitter prise aux Vénitiens , à quelque prix  
que ce fût. Ceux ci en aiant été avertis à-tems,  
furent trouver les Régens , & leur firent enten-  
dre , que les Genoiois venoient au Palais , pour  
assassiner le Roi. Ce qu'il ne leur fut pas ma-  
laisé de persuader à ces Princes , qui étoient ra-  
vis de voir calomnier desgens , qu'ils vouloient  
perdre. Ainsi , sans nulle autre formalité , le  
Roi fit saisir les Genoiois dans sa chambre , & les  
fit tous jeter pas les fenêtres , & , outre cela ,  
commanda de massacrer tous ceux de cete Na-  
tion , qui se trouvoient dans les villes de son E-  
tat. A quoi il faut ajouter un autre diférend ,  
que ces deux Républiques avoient ensemble pour  
l'Isle de Ténédos , qu'Andronic Paléologue a-  
voit donnée aux Genoiois , & que Marc - Justinien ,  
Géné-

\* Ritro-  
vandosi  
li Baili  
dell' una  
e dell' al-  
tra Na-  
zione, dit  
une Ré-  
lation  
MS. que  
j'ai vuë,  
à quella  
solemnità,  
volendo  
quello  
di Genova  
andare  
alla par-  
te destra  
del Rè,  
alla qua-  
le era  
posto  
quello di  
Venetia,  
e sopra  
ad as-  
sando  
contesa  
grande,

si mostrò tanto ardente quello de Genova , che fu causa di grande  
sollevatione e tumulto , Ma fu cacciato con tutti li suoi Par-  
tegiati. Da che poi ne nacque tanto odio contro i Venetiani ,  
che fu principio dell' asprissime guerre trà l'una e l'altra natione con-  
servandosi quasi dell' una e dell' altra Repubblica.

Général de la Flote-Vénitienne , leur enleva par surprise en l'an 1376. par où commença cete fameuse guerre de Gennes , qui dura jusques en 1381. que la paix se fit par la médiation d'Amédée V I. Comte de Savoie. Tels en furent les articles.

Que Louis Roi de Hongrie ne retireroit point les Corsaires dans ses Ports de Dalmatie , & ne tiendroît plus de Salines publiques ; & qu'en récompense les Vénitiens lui paieroient sept-mille écus - d'or tous les dix ans ,

Que le Patriarche d'Aquilée resteroit au même état , qu'il étoit avant la guerre.

Que les Vénitiens & les Genoïs garderoient réciproquement toutes leurs prises , à l'exception des prisonniers-de-guerre , que l'on délivreroit de part & d'autre.

Que les Vénitiens démoliroient la Forteresse de Ténédos , & abandonneroient la possession de cete Isle , sans qu'à l'avenir ni eux , ni les Genoïs , la pussent tenir , ni y bâtir aucune Forteresse.

Que ni les uns , ni les autres ne porteroient plus de marchandises sur le fleuve de Tanaïs , de peur que ce commerce ne fût naître de nouveaux différends entre eux , ainsi qu'il étoit arrivé souvent par le passé.

Que le Seigneur de Padouë ( François Carrare ) feroit démolir tous les Forts & fortifications qu'il avoit fait construire à l'embouchure des rivières , & dans les marais ; & restitueroit Cavarzere & Maran aux Vénitiens ; & que les limites de Venise & de Padouë seroient réglées par le Comte Amédée , ou par Albert d'Este , Marquis de Ferrare. Tous ces articles furent observés religieusement de part & d'autre , excepté le Carrare , qui y contrevint peu de tems après.

de la

Guerre

de Ve-

nise.

a Veneti,

cum se in-

genti an-

nona

commen-

tasque

inopia

premi

intellige-

rent, ad

extremis

consiliis

rationem

confuge-

runt.

Quando-

quidem,

Senatus

decreto,

summa

celeritate,

universa

navigia,

qua in

publico

arma-

mentario

adhuc

extabant

instru-

ta fue-

runt,

eo quidem

consilio,

ut si Clo-

diana ex-

peditio

nequic-

quam tentaretur,

Venetâ urbem profus relinquit,

in Cretam Insulam adna-

vigarent. Idem ibidem.

b Asperis facetiis,

qua,

ubi multum ex

vero traxere,

acrem sui memoriam relinquunt,

Tac. Ann. 15.

après. Et c'est une des principales raisons de la haine des Vénitiens contre lui, & du traitement qu'ils lui firent en 1405. dont je parle dans les Remarques.

Bizarre dit, que, si le Conseil du Carrare eût été suivi, les Genoïs eussent pris infailliblement Venise. Ce Seigneur conseilloit au Général Doria de mener sa flotte en Istrie, d'où il empêcheroit le transport des vivres à Venise. Mais Doria crut, que le Carrare ne cherchoit qu'à l'éloigner de Chiozza, pour se rendre maître de cete ville, & de ses Salines; qui faisoient un tres-grand revenu. Ensorte que la défiance fut cause, qu'il ne profita pas du désespoir de la Noblesse-Vénitienne, qui étoit sur le point d'abandonner sa ville, & de se retirer en Candie.

L'an 1645. que commença la guerre de Candie, les Genoïs offrirent aux Vénitiens un secours considérable d'hommes & d'argent, à condition d'être admis à l'égalité. Mais ces ofres furent rejetées avec beaucoup de mépris. Ce qui mortifia extrêmement les Genoïs, qui ont toujours affecté de ne leur paroître pas inférieurs, leur aiant même disputé long-tems la préséance. Les Vénitiens firent encore échouer la brigue des Genoïs pour la *Sala Regia*, que *Donna Olimpia* étoit sur le point de leur faire acorder par le Pape Innocent X. D'où l'on peut juger, que la vieille haine de ces deux Républiques n'est pas encore assouplie. Au-contraire, les uns & les autres la réveillent quelquefois par des railleries sanglantes, qui, pour aprocher beaucoup de la vérité, laissent dans leur esprit des éguillons mortels. b

AVEC

~~~~~

## AVEC LUQUES.

**V**enise n'a point d'affaires avec la République de Luques, mais la conformité de leur Gouvernement, qui est Aristocratique, les rend affectionnées réciproquement l'une à l'autre. De sorte que si le Gran-Duc de Toscane vouloit opprimer la liberté des Luquois, il est probable que Venise ne leur refuseroit pas son assistance.

~~~~~

## AVEC LES GRISONS.

**L**E Sénat de Venise affectionne les Grisons, comme des gens, avec qui il a des intérêts communs, savoir, d'empêcher les Espagnols de rentrer dans la Valteline, & de s'accroître davantage dans l'Italie, où ils tiennent déjà plusieurs Princes sous le joug. Aussi, les Grisons ne connurent pas plutôt les desseins du Duc de Feria, Gouverneur de Milan, sur la Valteline, qu'ils recoururent aux Vénitiens, pour en être secourus contre les Valtelins, qui s'étoient révoltez à la suscitation des Espagnols. En effet, cete affaire touchoit de plus près à la République de Venise, qu'à nul autre Prince d'Italie, à cause de la situation de cete Vallée, qui, confinant d'un côté avec le Tirol, & de l'autre, avec le Milanéz, fait une espèce de galerie, qui serviroit aux Espagnols à joindre leurs États avec ceux de l'Empereur, & à fermer le passage des secours étrangers à toute l'Italie, & particulière-



guerre , & en entretient des Officiers avec des pensions à vie. Outre cela , il y a toujours un Résident-Vénitien à Zurich , ou à Berne , qui sont les deux villes les mieux policées , & où se traitent les plus belles affaires de la Suisse.

~~~~~

## AVEC LA HOLLANDE.

**L**es Républiques de Venise & de Hollande ont une liaison étroite d'amitié , & d'intérêt. Elles sont toutes-deux dans la même défiance du Roi-Catolique , qui est leur voisin, L'une s'est soustraite de son obéissance , & l'autre a favorisé sa révolte , par ses conseils , par son argent , & par les offices , qu'elle emploia auprès de la Reine Elizabet d'Angleterre , pour l'engager à secourir sa nouvelle compagne. Et bien qu'elles soient séparées par un long espace de terre , elles se joignent néanmoins fort aisément , quand elles veulent , par la communication de la Mer , où elles sont toutes-deux si puissantes.

~~~~~

## AVEC L'ANGLETERRE.

**L**e Sénat entretient une parfaite correspondance avec le Roi d'Angleterre , le considérant comme un Prince , dont l'amitié lui peut être très-utile dans le besoin , à cause du grand crédit , qu'il a auprès des autres Rois. Jacques I. faisoit une estime toute particulière de la République.

## LI. HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

blique de Venise ; & dans le différend, qu'elle eut avec le Pape Paul V. il n'aprit pas plutôt que le Roi d'Espagne s'étoit déclaré en faveur du Pape, qu'il se déclara pour elle, promettant à George Justinien, son Ambassadeur, non seulement de la secourir avec toutes les forces de son Roiaume, mais d'engager encore tous ses Alliez dans la même défense. Et si la querelle eût éclaté en une guerre ouverte, l'on croit qu'il n'eût pas manqué à sa parole, non-plus que les Holandois, qui, à sa recommandation, offrirent bon nombre d'hommes & de vaisseaux au Sénat. Charles I. leur continua l'estime & l'affection de son père, & par un juste retour, ils lui conservèrent dans son malheur, & même après sa mort, toute la partialité, qu'ils avoient eue pour lui durant sa vie. Car ils furent tout les derniers à envoyer une Ambassade au Protecteur d'Angleterre, qui interpréta cete cessation de correspondance pour un reproche tacite de sa tyrannie, & un désaveu de son autorité, pendant que tant de grans Princes l'honoroient à l'envi, par des Ambassades extraordinaires. Ensorte que Cromwel s'en étant plaint, le Sénat, qui craignoit son ressentiment dans la conjoncture fâcheuse de la guerre avec le Turc, fut obligé de faire passer à Londres le Chevalier Jean Sagrede, alors son Ambassadeur en France, pour l'apaiser. Enfin, Charles II. étant remonté sur le Trône, la République à renouvelé avec lui l'ancienne alliance. A quoi ce Prince a répondu de son côté par l'Ambassade solennelle de Milord Falconbridge, qui, après deux mois de séjour à Venise, y laissa le Chevalier Dodington, pour Résident de Sa Majesté Britannique. Mais quelque grande que puisse être la bonne intelligence entre l'Angleterre



& cete Seigneurie, il n'y a guères d'apparence, que ce Roi veuille jamais envoyer ses vaisseaux au service des Vénitiens contre les Turcs, de peur que le Gran-Seigneur ne se vangeât sur les marchandises & sur les étets de la Compagnie des Marchands de Londres, qui, à ce qu'on dit, montent à plus de cinq millions de capital. Ce qui causeroit la ruine du plus beau Commerce d'Angleterre, & par conséquent, la diminution des revenus publics. Et c'est la raison, qui empêcha Cromwel d'envoyer du secours à la République.

## AVEC LE DANNEMARC.

**L**E Sénat n'entretient point de correspondance avec le Roi de Dannemarc, les Etats de ce Prince étant trop éloignez, pour en espérer aucun secours, ou en appréhender aucun dommage.

## AVEC LA SUEDE.

⊙ *La Pologne.*

**S**i la ressemblance est une des principales cause de l'amitié, il n'y a point d'Etats, qui doivent s'entraimer davantage, que la Pologne & la Seigneurie de Venise, puisque ce sont les deux seules Républiques Couronnées de l'Europe : toutes-deux gouvernées par un Sénat, & par un Prince électif; toutes-deux voisines du Turc, & toutes-deux fameuses par les guerres, qu'elles ont soutenues; & qu'elles soutiennent encore tous les jours contre ce cruel & redoutable ennemi.

## 116 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ennemi. Car bien que la Pologne porte le titre de Roiaume ; ce n'est véritablement qu'une Aristocratie mêlée de Monarchie , comme la République de Sparte. Pour ces considérations, le Sénat de Venise prend beaucoup de part à tous les avantages , & à toutes les pertes de la Pologne. Et si les progrès du Roi de Suède Gustave-Adolfe sur l'Empire lui étoient agréables , ceux de Charles-Gustave sur la Pologne ne lui ont causé que de la douleur , d'autant que cete guerre a-foiblissoit beaucoup ce Roiaume , de quoi le Turc n'a pas manqué de profiter ensuite. Il ne faut donc pas douter , que les intérêts de la Pologne ne soient plus chers à la République de Venise , que ceux de la Suède , dont elle envie d'ailleurs le prodigieux accroissement par mer & par terre , ce Roi ayant acquis la Livonie Septentrionale sur les Polonois , & tout un côté de la Mer-Baltique sur le Roi de Dannemarck,

~~~~~

### AVEC LE GRAN-DUC

de Moscovie.

**Q**uoique le Sénat n'ait point d'affaires particulières avec le Kzar de Moscovie , il fait néanmoins grand cas de son amitié , ce Prince étant fort puissant , & ayant beaucoup de crédit auprès du Roi de Perse , dont l'alliance est nécessaire aux Vénitiens , pour tenir le Turc en bride par la crainte du Sofi. Car , s'il vouloit faire de son côté quelque diversion , il ne leur seroit pas difficile de repousser les Turcs. Et c'est seulement par l'entremise du Kzar , que cete négociation pourroit réussir. C'est pourquoi si le Sénat avoit à prendre parti dans l'interregne de Pologne,

il

il est constant, que son intérêt lui feroit appuier l'élection du Kzar, à condition de se faire Catholique, d'autant que ce Prince seroit en état, non seulement de résister au Turc, mais encore de lui porter la guerre dans son Pais, & de le faire restituer à la Pologne tout ce qu'il en a usurpé. Et si cela arivoit une fois, le Senat pourroit alors se liguier avec la Pologne contre le Turc, ou pour l'ataquer en même tems par une guerre ouverte, & faire diversion de ses forces; ou pour se défendre réciproquement par une guerre-auxiliaire, toutes les fois qu'il ataqueroit l'une, ou l'autre République. Après quoi, si le Sophi vouloit entrer dans la ligue, ce qu'il feroit volontiers, voiant le Kzar, son ancien Alié, deuenu Roi de Pologne, il est indubitable, que cete Triple-Alliance réduiroit le Turc à la raison, & le resserreroit du moins dans les bornes de son Empire. Mais, comme l'élection du Moscovite à la Couronne de Pologne, souffre de grandes dificultez, vu que la Noblesse du Pais auroit à craindre l'opression de sa liberté, par un si puissant Prince, le Sénat desire au moins, que la Pologne soit en bonne intelligence avec lui, à cause des grans secours, qu'elle en peut recevoir dans le besoin.

\*\*\*\*\*  
 AVEC LA PORTE OTOMANE.

**I**L ne tient pas aux Venitiens, qu'ils ne soient toujours en paix avec le Turc, car il n'y a rien, qu'ils ne fassent pour s'y maintenir. Ils cultivent, ou plutôt ils achètent son amitié, par de continuels presens; Ils dissimulent ses insultes, pour n'être point obligez de les vanger, & souffrent ses pirateries dans la Mer-Adriatique. En

## 118 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

a Premi-  
eres ad  
officia,  
quod sper-  
mantur.  
Tac,  
hist. 4.  
Relat.  
Anony-  
mi.

1671. leurs Galères laissent passer les Corsaires-Turcs dans la Marche-d'Ancone, où ils firent soixante esclaves Chrétiens, & lorsque les Corsaires repassèrent avec leur proie, le Capitaine du Golfe n'osa les attaquer. Enfin, plus le Turc les méprise & les maltraite, & plus ils lui rendent de soumissions & de devoirs. A Ce qui, au témoignage même d'un Ambassadeur Vénitien à Constantinople, ne fait qu'augmenter l'insolence de cet Ennemi, qui se sert de tous ses avantages, quand il voit qu'on le craint. Et bien qu'il soit incomparablement plus fort par Terre, que la République, (car il n'a qu'à déployer le Turc, qui est l'Etendard de Mahomet, ou à exposer la queue de cheval, pour avoir un monde de soldats) Elle est en revanche plus forte que lui par Mer, d'autant qu'il manque de bons pilotes, de Rameurs, & de soldats propres à la Marine; & qu'il ne lui est pas aisé de refaire une Armée-Navale, comme une de Terre, non pas faute de Vaisseaux & de Galères, mais faute de Capitaines experts, pour les commander, & de gens-de-Mer pour les monter. Car la Flote Ottomane n'est composée d'ordinaire, que d'Esclaves, qui n'ayant point vu la Mer, n'en sauroient aussi supporter la fatigue. D'où il arrive, que les Turcs y ont été souvent battus par les Vénitiens, qui en entendent bien le métier, & en font leur principal exercice. Aussi les Turcs disent, *Que Dieu a donné aux Chrétiens la Mer en partage, comme à eux la Terre.*

Cependant, ils craignent si fort ce Voisin, qu'ils renonceroient volontiers à l'amitié de tous les Princes Chrétiens, pour conserver la sienne; & leur complaisance va si loin, qu'ils ne se soucient pas de manquer dans le besoin à leurs meilleurs amis, si le service, que l'on attend d'eux, peut donner le moindre ombrage à la Porte.

Et,

Et, pour cete seule considération, ils ne voulurent pas acorder au Pape la ville de Vicence pour la tenue du dernier Concile. C'est pour cela, que les Italiens les apellent *Semi-Turchi*, & que les Espagnols nomment Venise *Amancebada del Turco*, c'est-à-dire, la Concubine du Turc, parce qu'elle en souffre tout. Mais il est vrai d'ailleurs, qu'ils ont sujet de le craindre maintenant, qu'ils ont laissé croître sa puissance à un point, qu'ils ne sont presque plus en état de lui pouvoir résister avec leurs seules forces. Ce qu'ils pouvoient faire dans les commencemens, du moins avec autant de facilité, que les quatre derniers Paléologues, qui purent bien conserver Constantinople un siècle tout entier, entre les deux Capitales des Otomans, Burse & Andrinople, qui la tenoient comme assiégée de tous costez; qu'un Jean Huniade, qui fit lever le Siège de Belgrade à Amurat II. en 1442. & à Mahomet II. en 1456. & qu'un petit Roi \* d'Albanie, qui défendit sa ville capitale de Croie, contre tous les efforts de ces deux Empereurs, dont le premier mourut de déplaisir de ne pouvoir emporter cete Place; & le second n'en remporta que de la honte, non-plus que du Siège de Rhodes, où il perdit son tems & ses troupes. D'ou il faut conclure, que les Vénitiens n'ont perdu dans le même intervalle de tems l'Isle de Négrepont, Corinthe, & la meilleure partie de la Morée, comme aussi l'Albanie, dont ils s'étoient emparez après la Mort de Scanderberg, que faute de courage, puisqu'ils avoient seuls plus de forces & d'argent, que les Rois de Hongrie & d'Albanie; & les Chevaliers de Rhodes ensemble.

La grandeur ancienne de cete République se peut estimer par les pertes, qu'Elle a faites depuis

## 120 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Muraille lon-  
gue de  
6000.  
pas dans  
le Dé-  
troit de  
Corinte.

\* 1669.

l'établissement des Turcs en Europe, qui est assurément la principale cause sa ruine. Amurat II. lui enleva Salonique, la plus riche ville de Macédoine, & renversa cete fameuse Muraille hexamile, qui fermoit le passage à ses conquêtes, & métoit les Places de la Seigneurie à couvert de ses invasions. L'an 1470. Mahomet II. envahit le Négrepont, avec une partie de la Morée, & de l'Albanie, après avoir fait abatre une seconde fois la Muraille-Corinthienne, que les Vénitiens avoient rétablie. Bajazet II. leur ôta Lé-  
pante, Modon, Coron, & Duras en 1500. Se-  
lim II. occupa le Roiaume de Chipre en 1570. La Canée & Retimo, en Candie, furent prises par Ibraïm; & enfin, la Capitale de ce Ro-  
iaume \* par Mahomet IV. son fils, qui regne au-  
jourd'hui.

Quinze mois après la perte de Candie, ils se virent en danger de rentrer en guerre à l'occasion des limites de la Dalmatie, qui, bien qu'ils eussent été réglez en l'an 1576. ne se pouvoient plus reconnoître, la diversité du langage ayant altéré les noms des lieux, & la désolation de la guerre ayant changé toute la face du Pais: mais le bonheur voulut, que le Procureur Nani, Commissaire de la République, eut affaire à des Commissaires Turcs, qui entendoient raison. De sorte qu'il fut conclu, que Navegradi, Sasso, Clissa, Salona, & tout ce qui est entre Zebenigue & Spalatro, resteroit aux Vénitiens, avec la Vallée de Saint-Daniel, de la cession de laquelle le Commissaire Cussein faisoit un mystère d'Etat, à cause que le Bafsà Mamut, son Prédécesseur, & lui, y avoient planté leurs pavillons. Que le Château de Verpoglio resteroit aussi à la République, à la charge de le laisser démolir, comme il étoit. Que Scardone retourneroit aux Turcs, parce

parce qu'au dire de Cusseïa, cete Place n'avoit été prise, que par surprise; mais véritablement, à-cause que c'est un lieu tres-propre à leur servir de Place d'Armes, quand ils voudront ataq.uer Zebénig. Qu'enfin, la République garderoit Rifano, qui est une Place, que Léonard Foscolo, Général en Dalmatie, prit en l'année 1649. Mais la ratification de ce Traité ne fut pas gratuite. Car les Vénitiens envoièrent au Gran-Seigneur douze mille sequins, avec quantité de riches etofes-d'or, pour lui & pour les Sultanes.

Tellement que la Porte n'a qu'à menacer, pour se faire venir de l'argent & des presens des Vénitiens, qui par ces dons serendent plutôt dignes de l'amitié des Turcs, qu'ils ne l'ont en effet, faute de savoir se la conserver par une ferme & généreuse résolution.

Ils tiennent toujours un Ambassadeur à Constantinople, qu'ils appellent *Bailo*. Cete Ambassade sert de récompense pour toutes les autres. Car en trois ans l'on y gagne (à ce que l'on dit à Venise) plus de cent mille écus, outre toute la dépense faite, ce Ministre prenant de gros droits sur les Vaisseaux Marchands, qui portent le pavillon de Saint-Marc. D'où vient le mot de *Bailo*, qui en langage Lombard signifie Juge-Consul. Il y en a encore deux autres dans les Etats du Gran-Seigneur, qu'André Morosin appelle *Venetorum Negotiatorum Prætores*, l'un à Alep, qui est comme le centre de tout le commerce de l'Asie; & l'autre en Alexandrie, qui est le magasin de toutes les plus riches marchandises non seulement de l'Egipte, mais de toute l'Afrique; afin de conserver les droits & les franchises acordées à leur République par les Empereurs d'Orient, les Rois de Jérusalem, & les Sultans d'Egipte. Ces deux Consuls sont toujours donnez à des Nobles pauvres, parce

*a Amici-  
tias dans  
magnitu-  
dine mu-  
nerum,  
noncon-  
stantib.  
morum  
continere  
putat,  
merito  
magis  
quam ha-  
bit.*

Tac.  
Hist. 2:  
Hist.  
l. 10.

## 122 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

que l'on y gagne beaucoup, sans être obligé à nulle dépense; & quelquefois le Sénat les y laisse toute leur vie, afin qu'ils aient le tems de s'enrichir. Pour les Consûlats de Chipre, de Tripoli en Sirie, de Smirne, de Chio, de Rosette, d'Ancone, & de Gennes, ils sont toujours remplis par des Citadins Vénitiens.

Le profit, que les Vénitiens retirent du commerce avec les Turcs, est fort grand. Car ces Infidèles, ainsi que je l'ai ouï dire à plusieurs Marchands, tirent seuls plus d'étofes-de-soie, & de draps-d'or de Venise, que toute l'Europe ensemble. Et bien que les Anglois & les Hollandois aient fait tout leur possible, pour établir à Constantinople le commerce de leurs draps, cela ne leur a point réussi, parce que les Turcs trouvent ces draps trop fins, & de peu de service; disant, qu'il en est de cete marchandise comme des femmes fardées, qui craignent l'eau.

~~~~~

### A V E C M A L T E.

**L**A République & cete Religion ont tant de ressemblance entre elles, par l'excellence de la Noblesse, qui les compose toutes-deux; par la forme de leur Gouvernement; par leurs forces de mer; par la conformité de leurs intérêts; & par leur oposition à la puissance Ottomane; qu'elles ne peuvent pas manquer de s'entr'aimer comme deux sœurs, & de s'assister réciproquement l'une & l'autre contre les Turcs leurs communs ennemis.

Elles n'ont pas laissé d'avoir autrefois de grans différends ensemble. Le premier fut en l'an 1553. à l'ocasion de Léon Strozzi, Gran-Prieur de Capouë, &



& de quelques autres Chevaliers, qui couroient les mers d'Orient, & troubloient le commerce des Isles de Chipre, & de Candie. Ce qui obligea le Sénat de metre en sequestre les biens, que l'Ordre a dans son Etat, & d'ordonner au Général de sa Flote de poursuivre, & de desarmer ces Chevaliers, comme les ennemis du Public. Ce différend dura jusques en 1555. que le Pape Paul IV. aiant entendu les raisons de Dominique Morosin, Ambassadeur de Venise, contre le Commandeur Jean-Baptiste Alliate Ambassadeur de la Religion, commanda au Gran-Maitre d'empêcher, que ses Chevaliers ne troublassent à l'avenir la navigation des Vénitiens, & ne descendissent dans leurs Ports.

L'an 1575. les Maltois aiant recommencé leurs courses en Levant, & pris un navire revenant de Sirie, sous couleur, qu'il étoit chargé de marchandises, qui appartenoient aux Turcs & aux Juifs, le Sénat ordonna au Provéditeur-Général-de-Mer, & au Gouverneur du Golfe, de desarmer les Galères de Malte, en quelquelieu qu'ils les trouvassent. Après quoi il demanda justice au Pape Grégoire XIII. contre le Chevalier Jean Burat, son Sujet, auteur de l'entreprise. Ce qu'il obtint avec la restitution du navire.

Il fut dégradé de sa Chevalerie, & banni de l'Etat Ecclesiastique.

L'an 1578. les Maltois surprirent encore quelques navires marchands de Venise, sous le même prétexte. Le Sénat se plaignit au Gran-Maitre, & cete fois la tout se termina à l'amiable, par une Ambassade à la Seigneurie. L'Ambassadeur parlant au Colége dit: Que son Ordre n'avoit eu aucun dessein d'offenser la République; qu'au contraire il en vouloit acheter l'amitié en lui rendant des marchandises, qu'il pouvoit justement retenir suivant ses constitutions & ses privilèges, en vertu desquels il avoit droit de se saisir de tout ce qui appartenoit aux Infidèles,

## 124 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

en quelque endroit qu'il le rencontrât. A quoi le Duc Nicolas *da ponte* répondit, Que dans l'état déplorable où étoient les affaires, les anciens privilèges de leur Ordre n'avoient plus de lieu ; Qu'il ne falloit point agacer le Turc, dont les armes étoient si redoutables ; & qu'il étoit bien plus honnête aux Chevaliers de Malte, de laisser en repos quelques Marchands Juifs ou Turcs, que de troubler celui de la Chrétienté pour un léger intérêt. Outre que ces courses ne servoient qu'à un petit nombre de Chevaliers, & ne nuisoient qu'à quelques Particuliers Turcs, qui étoient dépouillés, sans donner aucun échec au gros des Infidèles.

L'an 1583. Filipe Pasqualigue prit sur les mers de Candie quatre galères de Malte chargées de butin, & fit plusieurs Chevaliers prisonniers. Les Maltois déclamèrent par-tout contre l'ingratitude de la République, disant, que c'étoit donc là la récompense des services, qu'ils lui avoient rendus, & du sang, qu'ils avoient répandu pour elle à la bataille de Lépante. Les Vénitiens au-contraire disoient, Que les Maltois sous un prétexte de Religion, avoient rompu tout le commerce du Levant par leurs pirateries, & desolé toutes les Isles de l'Archipel, où les Sujets de la République n'étoient plus en sûreté, & ne pouvoient plus faire Venir de blés des Provinces voisines pour leur subsistence. Outre que le Sénat se voyoit à tous momens en danger d'avoir la guerre avec le Turc, qui se prenoit à eux de toutes les violences & hostilités des Maltois. Ces raisons aiant été dites à Grégoire XIII. par Laurent Priùli Ambassadeur de la République, il défendit aux Chevaliers, de courir davantage les mers des Vénitiens, ni de leur faire aucun dommage. Après quoi le Sénat relâ-  
cha

cha les galères & les prisonniers à la prière du Pape & du Roi d'Espagne. Mais cela n'empêcha pas, que l'année suivante ces Chevaliers n'arrassent encore à Malte un navire de Venise nommé *Nave Salvania*. Ce qui échaufa la querèle plus que jamais. & faillit à porter les affaires à la dernière extrémité. Sixte V. qui aimoit les Vénitiens, termina ces différends par son autorité; & depuis ce tems-là la Seigneurie de Venise & cet Ordre ont vécu en bonne intelligence. Durant la Guerre de Candie l'Ordre envoya des galères au secours de la République. Il s'en trouva sept au fameux combat donné aux Dardanelles en l'année 1656. après lequel elles s'en retournèrent à Malte, sous prétexte que le Capitaine-Général-Vénitien (Laurent Marcello) étant mort, il ne leur étoit pas permis de servir sous un autre Etendard. Ce qui rompit le dessein, qu'on avoit, d'aler jusqu'à Constantinople. C'étoit Grégoire Caraffe, Prieur de la Rocella, aujourd'hui Gran-Maître, qui commandoit ces galères.

Nani.  
To. 2.

Il y a toujours un Commandeur de Malte à Venise, que l'on appelle *Ricevitore*, parce qu'il reçoit les Chevaliers, & les revenus, que sa Religion a dans les Etats de la République. Les Nobles prétendoient d'être exemts de faire leurs preuves, mais l'Ordre n'y a jamais voulu consentir, à cause des nouveaux Nobles; & de mon tems le fils du Procureur Cornare, surnommé *della Cagrande*, fit les siennes dans les formes ordinaires. Mais il se faisoit par là autant d'honneur, que de tort à la prétention des autres.

Venise est un des sept Prieurez d'Italie, & comprend vingt-trois Commanderies, qui sont, Trevisé & Conillan, Patronats des Maisons Cornare & Lippomane; Rovigue Barbarane, Véron-

## 126 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ne, Longare, Saint-Médard, Bologne, Faience, Rége, Montecchio, San Giovanni in Bosco; Saint-Simon-Saint-Jude, Imola, Rimini, & Césène, qui sont unies; Porli, Modène, Parme, Borgo-San-Donnino, Cerro di-Parma, Capo-di-Ponte, Ravenne, Pole & Gradisque, qui sont unies.

Au reste, la correspondance des Princes s'entretenant pas les Ambassades, je dois dire ici quelque chose en passant de l'usage de la Seigneurie de Venise.

Le Sénat tient toujours un Ambassadeur auprès du Pape; & cete place est remplie par quelque Sénateur adroit, éloquent, & bien versé dans les matières de la Jurisdiction Temporelle, afin que dans la négociation il puisse parer tous les coups, & éluder tous les artifices de la Cour-Romaine, principalement lorsque le Sénat est en dispute avec Elle.

Pour l'Obéissance, il envoie quatre Ambassadeurs Extraordinaires, toujours Procurateurs de Saint-Marc, ou Sénateurs du premier rang. Et ce n'est pas peutêtre tant pour honorer le nouveau Pape, que pour l'examiner depuis les piés jusqu'à la tête, & voir son fort & son foible. Après que François I. eut gagné la bataille de

Antoine Marignan, la République lui envoya quatre Ambassadeurs, \* tous Procurateurs de Saint-Marc; ce qui montre que cet honneur n'est pas réservé au Pape seul. C'est toujours le plus jeune Ambassadeur, qui porte la parole à la première Audience. Le Sénat n'est pas chiche d'honneurs envers les Princes, quand leurs affaires vont bien: mais quand elles vont mal, il les leur retranche. En l'année 1587. il envoya Ambassadeur en France, Jean Moccénigue, qui n'avoit point encore été Sage-de-Terre-ferme, après avoir envoyé en Espagne Jérôme Lipoman, qui étoit

Antoine  
Grimani  
depuis  
Doge,  
Domini-  
que Tri-  
visan;  
George  
Corna-  
re, &  
André  
Gritti  
depuis  
Doge.

étoit Sage-Grand, & avoit été Ambassadeur auprès de l'Empereur. Il est vrai, qu'Henri III. eut bien de la peine à recevoir Moccenigue, qui ne l'avoit été qu'en Savoie, & insista fort, qu'il fût fait auparavant Sage-de-Terre, qui est le titre ordinaire, que doivent avoir les Ambassadeurs, qui vont aux Rois. Néanmoins, il fit la faute de l'admettre, & Philippe II. en prit avantage, & pour piquer Henri, donna au Sénat un Palais, pour loger désormais les Ambassadeurs à Madrit, voulant montrer par là, combien il se sentoît honoré de l'envoi de Lipoman.

Le Sénat tient pareillement des Ambassadeurs Ordinaires dans les Cours de France, de Vienne & d'Espagne, où la place n'est jamais vacante afin de ne point perdre la suite des affaires. Et lorsque ces Rois viennent à la Couronne, il leur en envoie deux Extraordinaires, pour les féliciter. Mais quelquefois il s'aquite assez négligemment de ces sortes de devoirs. En 1670. ils s'avisèrent de nommer le Chevalier Catarin Belegno, avec un autre, pour aler faire au jeune Roi d'Espagne, qui étoit déjà dans la cinquième année de son règne, les complimens de condoléance sur la mort de Philippe IV. son père, & les félicitations acoutumées sur son heureux avènement à la Couronne. De sorte que ce Prince auroit du se moquer d'une Ambassade si tardive, comme fit Tibère de celle des Troiens, sur le sujet de la mort de son fils Drusus. A l'élection du Roi de Pologne Michel Wisnioweski, ils nommèrent le Procureur Ange Merosin, pour l'aler féliciter, mais cet Ambassadeur étoit encore à partir lorsque ce Prince mourut.

Pour le Duc de Savoie, la Seigneurie ne lui envoie des Ambassadeurs, que lorsqu'elle a besoin de lui, comme en tems de guerres. Car ils disent, Tib.

*a Respon-  
dit irri-  
dens, qua-  
si jam  
obliterata  
doloris  
memoria,  
se quoque  
vicem ce-  
rum dolo-  
re, quod  
egregium  
virum  
Hiclerem  
amissis-  
sent.*

## 118 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

que du secours vaut bien peu s'il ne vaut un peu de courtoisie. Où il est bon de remarquer en passant, que l'Ambassadeur de Venise le traite d'Altesse-Roiale à l'audience. Par où il semble, que la République reconnoît le droit légitime de ce Prince sur le Roiaume de Chypre. Ce qu'ayant objecté un jour au Secrétaire Augustin Bianchi, il me répondit, que leur Ambassadeur donnoit ce titre au Duc de Savoie de son propre mouvement, & sans ordre du Sénat, qui le toléroit pour le bien de ses affaires durant la Guerre, *e per questo*: dit-il, *scemandosi il bisogno, scemandosi al pari le soverchie onoranze, anzi cessa la corrispondenza*. En effet, toute la correspondance cessa peu de tems après la paix de Candie.

Andr.  
Moro  
fin. Hist.  
Ven.  
l. 4.

1569.

Liv. 9.

Dans le siècle passé, le Sénat donnoit bien le titre de SERENISSIME à Louis Gritti, qui n'étoit quele batard du Doge de ce nom, & qui, comme tel, n'auroit été à Venise, que simple Citadin; parce qu'il avoit grand crédit auprès de l'Empereur Soliman, à la Cour duquel il vivoit. Quand Cosme I. Duc de Florence fut honoré par Pie V. du titre de Gran-Duc, ils s'abstinrent de lui écrire par Ange Guichardin, qui leur en avoit apporté la nouvelle, pour ne lui point donner, ni refuser ce titre. Mais Cosme leur aiant écrit en 1570. avec de grandes ofres, au sujet de la guerre, que le Turc leur avoit déclarée, ils lui répondirent avec le titre de Gran-Duc. Il est bien vrai qu'après ils changèrent d'avis, & firent revenir leur lettres de Rome, où il étoit alors, pour complaire à l'Empereur, dont ils avoient encore plus de besoin, que de Cosme.

Les Rois honorent réciproquement la République par leurs Ambassades, non pas pour aucun besoin qu'ils en aient dans leurs affaires vu que son

ami.

amitié leur est fort inutile, à cause de la neutralité qu'elle professe; mais pour la contenter, dans une chose, qu'elle desireroit très ardemment, d'autant que la présence de leurs Ambassadeurs lui sert beaucoup à conserver son crédit en Italie, & à en tenir les autres Princes dans le respect. Outre, que ses propres Sujets en ont plus d'admiration pour son Gouvernement, voyant l'estime, que les Rois en font.

L'Ambassade de Venise n'est pas d'ordinaire de fort grande importance, pour la négociation, le Sénat appliquant tous ses soins à la Paix; mais cependant, c'est la plus difficile, aussi-bien que la plus ennuyeuse de toutes, & celle qui demande le plus de pénétration d'esprit, parce que l'on y traite avec des Muets, & que l'on y apprend tout par énigmes. C'est pourquoi l'on appelle Venise l'Ecole & la Pierre-de touche des Ambassadeurs. Car c'est-la; que les Princes mettent leurs Sujets à l'épreuve, pour en savoir le juste prix. Et c'est dans cette Ambassade, que Feu Monsieur le Chancelier d'Aligre, fit connoître au Feu Roi sa prudence & sa dextérité, aiant exercé cet emploi, en un tems, \* que les affaires étoient très-épineuses, à cause du différend de la Valteline, qui occupoit alors la France, l'Espagne, & l'Italie, mais particulièrement cette République, qui y prenoit le plus d'intérêt.

\* 1626.



## SECONDE PARTIE.

---

 DES MAGISTRATS  
*de Venise.*

**L**ES Magistrats de Venise sont de trois sortes. Les Domestiques, qui ont leur Jurisdiction dans la Ville, comme ceux, que l'on apelloit à Rome, *Magistratus Urbani*. Les Provinciaux, qui ont l'administration du Dehors; & les Militaires, comme sont le Généralissime, & le Provéditeur-Général-de Mer, le Gouverneur du Golfe, & quelques autres.

Les premiers sont de deux sortes. Les uns mènent les affaires du Gouvernement, & ce sont le Duc, les six Conseillers, les Sages-Grans, & les Sénateurs, semblables à ceux que l'on apelloit à Rome, *Magistratus Majores*. Les autres exercent la Judicature, & sont en si grand nombre, que le tiers en pourroit suffire. Mais la Seigneurie l'a bien voulu ainsi, afin d'employer plus de Nobles, & principalement les Jeunes-gens, que le nom de Magistrature contente.

Je ne prétens pas faire le dénombrement de tous ces Magistrats, qui seroit ennuyeux & superflu, mais seulement de ceux, qui ont le plus de part dans l'Administration-Civile. Et d'autant que le Doge est le plus considérable, par sa dignité, & par ses fonctions, je vais aussi commencer par lui, & montrer ce qu'il est aujourd'hui, en comparaison des premiers Doges.

DU



# DU DOGE, OU PRINCE DE VENISE.

**L**Es Isles de la province de Venise furent gouvernées du commencement par des Consuls, & puis par des Tribuns annuels, ainsi que je l'ai déjà dit. Mais comme à la fin, le Peuple s'en dégoûta, à cause de leurs longueurs, & de leurs querèles particulières, la résolution fut prise de créer un Chef, à qui les Tribuns fussent obligez de rendre compte.

Pour ce sujet, toutes les Isles envoièrent leurs Députés à Héraclée, où se tenoient d'ordinaire les Etats de la Province, pour y procéder à l'élection d'un Prince; & ce fut Lucius Anafestus, qui l'emporta, & à qui le Peuple abandonna toute la Puissance-Souveraine : De-quoi les Vénitiens ne veulent pas néanmoins convenir, disant, que, depuis la fondation de leur République, ils ont conservé toujours leur liberté, & n'ont jamais reconnu d'autre autorité, que celle des Loix. Bodin, Giannotti, Jean Botère, & quelques autres célèbres Ecrivains, ont parlé de la souveraineté des anciens Ducs de Venise, comme d'une chose, qui ne peut pas être mise en doute. Le Lecteur en jugera par les raisons suivantes, que j'ai puisées dans leurs propres Annales.

I. L'investiture, à que tous les Prélats & Officiers élus par le Peuple, étoient obligez de demander au Duc, pour entrer en possession, est, ce me semble; une marque de la souveraine autorité, qu'il avoit alors. Outre cela c'étoit à lui seul, de convoquer le Clergé & le Peuple; pour pro-

*a Ducis  
iussione  
electiones  
Prælatum  
vatum à  
Clero: &  
Populo  
debeant  
inchoare  
& Elec-  
ti ab eo  
investiti-  
onem ac-  
cipere. &  
ejus  
mandato  
in throni-  
sati.  
Ius Du-  
ce. c. i.*

## 132 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

céder à ces élections; & s'ils se fussent assemblez, sans avoir été convoquez, toutes les élections eussent été de nulle valeur.

2. Les Princes, qui envoioient des Ambassadeurs à Venise, adressoient les lettres-de-créance à la personne seule du Duc, ainsi que firent le Roi, & le Patriarche de Jérusalem, b comme aussi le Pape Calixte, au Prince Dominique Michieli. C'étoit donc l'opinion de tous les Princes de ce tems-là, que les Ducs de Venise étoient absolus.

*b Ad Du-  
cem Vene-  
tia Anti-  
ochenus  
& Hiero-  
solimita-  
nus Pa-  
triarcha  
& Bal-  
duinus  
II Rex  
Jerusa-  
lem Le-  
gatus mi-  
serunt ...  
Calixtus  
etiam  
per suos  
Nuntios  
Ducem  
ad hoc in-  
ducit.  
Ann.  
Ven.  
MS.*

Le même Dominique Michieli ne refusa la Couronne de Sicile, qui lui étoit offerte, que parce qu'étant souverain de Venise, & de plusieurs Provinces en Levant, il craignoit de perdre la possession d'un Etat, qui étoit alors bien plus considérable, au titre près, que la Sicile: au lieu que s'il n'eût eu qu'une puissance précaire, & dépendante du Peuple, il est probable, qu'il n'eût pas manqué une si belle occasion d'être Roi. D'ailleurs, ce qu'il fit en Sirie, est une marque de sa souveraineté. Car l'argent lui ayant manqué, & les soldats murmurant contre lui, il fit battre une monnoie de cuir-boüilli, apellée de son nom *Michiéllette*, qu'il commanda par Edit, à tous les Vivandiers de son Armée, de recevoir, sous peine de la vie, promettant de comter en argent la valeur de ces pièces de cuir, lorsqu'il seroit de retour à Venise; à quoi l'on obéit. D'où il faut conclure, qu'il étoit reconnu pour Souverain, puisque l'on se fia à sa promesse; Ce que l'on n'eût pas fait, si l'on ne l'eût pas crû suffisant pour la tenir; comme il ne l'auroit pas été sans doute, s'il n'avoit pas été absolu. Il est à remarquer en passant, que depuis ce tems-là, les Généraux-Vénitiens se sont quelquefois servis de cete industrie, quand l'argent de la République n'est pas venu à tems. L'an 1647. le Capitaine-Général Jean Batiste Gri-

Grimani ; fit battre en Candie une monnoie de cuivre , qu'on apelloit *Grimani*, pour servir de marque , jusqu'à ce qu'il eût de quoi paier. Mais , comme ce métal est fort commun , & de facile empreinte , quantité de gens en firent de la monnoie , & absorbèrent toute la bonne. Ce qui , outre les incommoditez ordinaires de la Guerre , fit horriblement encherir les vivres par tout le Pais.

3. C'est un droit de Souveraineté , de s'appliquer la confiscation des biens des Condannez. Or les Doges de Venise le faisoient , comme il se voit par un Edit du Duc Pierre Candien , de l'année 972. par lequel il defend à tous les Sujets de l'Etat , de porter , ou d'envoyer aux Infideles aucunes sortes d'armes offensives & défensives , à peine de cent livres d'or d'amande , applicables à lui & à ses successeurs.

4. Les Ducs de Venise associoient leurs enfans & leurs frères au Dogat , qui , par ce moien , devenoit héréditaire à leur Maison. Témoin ces trois puissantes Familles des Badoers , des Candiens , & des Orséoles , lesquelles conservèrent cete dignité plus de 200. ans , se donnant l'alternative entre elles , comme il arive dans les Familles Royales des Roiaumes électifs. Cela fut cause , que Dominique Flabanique , qui probablement n'avoit point d'enfans , ni de frères , fit un Edit , par lequel il ordonna , que les Ducs ses successeurs ne pouroient avoir de Colègues au Dogat , déclarant pour ce sujet la Maison Orséole déchuë de tous honneurs , droits , & prééminences , & bannie de l'Etat à perpétuité. Ce que Flabanique ne fit point par aucune nécessité , que le Peuple lui eût imposée , mais par une vieille haine qu'il portoit aux Orséoles , avec qui sa Maison avoit eu de grandes querèles. Cete pernicieuse coutume des Doges , d'associer leurs enfans au

## 134 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Dogat, fut introduite par Maurice Galba, septième Duc de Venise, qui donna par-là le dernier coup à l'autorité du Peuple.

5. Les Doges se marioient avec des Princesses Etrangères, comme firent Pierre Candien IV. du nom, avec la fille d'Albert Seigneur de Ravenne; Oton Orséole, avec la sœur d'Etienne, Roi de Hongrie, dit le Saint; Dominique Silvio avec une sœur de Nicefore, Empereur de Constantinople; Ordéase Falier avec la Princesse Matilde; du Sang des premiers Rois de Jérusalem; & Pierre Ziani, avec une fille de Tancrede, Roi de Sicile. Ils marioient aussi leurs filles à des Souverains. Ainsi, Pierre Orséole maria une des siennes, avec Etienne, fils-aîné du Roi de Croatie; Et tout cela montre, que les Doges passaient alors pour des Souverains.

Que si l'on voit, dans les Archives, des Actes, où le Clergé & le Peuple sont nommés avec le Doge, comme en ceux-ci: *Nos Petrus Candianus, &c. cum Vitale Patriarcha, Clero & Populo Venetia. Nos Tribunus Memus, &c. hortantibus & consentientibus nobis D. Vitale Patriarcha simul cum Episcopis nostris, & cum Primatibus Venetia. Nos Vitalis Michael, &c. cum Judicibus & Sapientibus, atque Populi Veneti collaudatione & confirmatione. concedimus; &c.* l'on ne peut rien conclure de-là, sinon que les Doges de Venise avoient un Conseil particulier, composé de gens; qu'ils choisissent à leur fantaisie, pour délibérer avec eux, comme faisoient les anciens Rois de Rome avec le Sénat. Et cela est si véritable, que ces Assemblées sont appelées positivement, dans les Annales de Venise, le Conseil du Duc, *Dux cum suo Consilio armare decrevit. Ipse cum suo Consilio & suis Judicibus constituit.* D'où il s'ensuit, que ces Conseillers, que Vital Michiel II. appelle *consilio-*

tum

*rum suorum participes*, c'est-à-dire proprement, son Conseil-d'Etat, dépendoient du Doge; & n'avoient point de compte à rendre, qu'à lui seul. Aujourd'hui que les Doges ne sont plus les maîtres, le stile de la Chancellerie a bien changé; & il n'y a point de Secrétaire dans la Republique, qui osât employer cete formule, *Dux cum suo Consilio & suis Judicibus*. Car les Magistrats ne sont plus les Officiers du Doge, mais du Public; & le Doge ne sera pas si téméraire, que de dire jamais en parlant, ou en écrivant, *mon Conseil-d'Etat, mes Magistrats*, &c. parce que c'est un langage de souverain, dont il ne lui est pas permis de se servir, ne l'étant plus. Ainsi je ne vois pas, que ces paroles, *cum Clero & Populo, cum Judicibus & Sapientibus, atque Populi collaudatione atque confirmatione*, prouvent aucunement la participation des trois Etats au Gouvernement Civil; vu que par une semblable raison l'on pourroit dire, que nos Rois ne sont pas absolus en France, parce que toutes leurs Ordonnances finissent par cete formule, *Par le Roi en son Conseil*, qui montre, que nos Rois prennent l'avis de leur Conseil avant que de rien résoudre dans les affaires importantes de leur Etat. Pour les mots de *Populi collaudatione & confirmatione*, ils ne signifient autre chose. que la manière, dont le peuple recevoit les ordonnances des Doges, savoir, avec un applaudissement universel. Car, si l'on prenoit le mot de confirmation à la rigueur de la lètré, & dans le même sens, qu'on dit, que le Roi a confirmé les privilèges acordez par ses prédécesseurs à quelque Abbaie, ou à quelque Famille, & que le Parlement a confirmé la Sentence d'un Présidial; ce seroit dire, que le Peuple avoit plus d'autorité, que le Doge, le Clergé, & la Noblesse, puisque c'étoit à lui de confirmer leurs délibérations. Ce que les Vénitiens, à mon avis, n'avoueront pas. D'où je con-

clus.

---

## 136 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

clus , que cete *collaudation* & confirmation du Peuple , n'étoit qu'une aprobation extérieure , & un consentement d'obeïssance , qu'il donnoit aux Edits de ses Ducs , sans qu'il en fût requis ; ni que ces Princes en eussent aucunement besoin , pour venir à l'exécution de ce qu'ils avoient résolu. Et cela se prouve par les paroles raportées ci dessus , *hortantibus & consentientibus Episcopis, &c.* Car exhorter est une espece de prière & de remontrance , dont usent les sujets envers les souverains ; & si le Clergé & les Nobles de Venise donnoient quelquefois leur consentement , ce n'est pas à dire , que le Prince ne pût agir sans eux ; mais plutôt , que le Doge , leur faisant l'honneur de leur communiquer ses volonteés en de certaines choses , ils y apportoient de leur part une pronte obeïssance.

Que si les Doges faisoient signer quelquefois leurs Ordonnances par les Prélats de la Province , & les Juges de la ville de Venise , c'étoit une de leurs industries , pour faire passer plus aisément de certains Edits , qu'ils jugeoient devoir être mal reçus par le Peuple , à qui ils vouloient persuader par là , que ceux , qui avoient signé ces Edits , en étoient les auteurs. Es c'est ainsi que les Doges se déchargeoient de la haine publique sur les autres.

Et quoiqu'il y eût encore des Tribuns , qui administroient la Justice dans les Isles , les Doges n'en étoient pas moins les maîtres , puisque l'on apelloit à eux des Jugemens de ces Tribuns , suivant le propre témoignage de Trifon Gabrieli Noble-Vénitien , raporté par le Giannotti , Historien fidèle , dans ses Dialogues de la République de Venise.

Présentement , l'autorité des Doges est si bornée , qu'ils ne peuvent rien faire sans le Sénat. C'est pourquoi , dans les Cérémonies publiques , où la Seigneurie marche , l'on voit toujours après le  
Doge

Doge un Noble , qui porte devant le Sénat une épée dans son fourreau , pour signifier , que toute la puissance de l'Etat est entre les mains des Sénateurs. Car , comme le Connétable ou le Grand-Ecuier porte l'épée devant le Roi , lorsque Sa Majesté fait son entrée dans quelque Ville , pour montrer le pouvoir absolu , qu'Elle a sur ses Sujets : C'est au-contraire une marque évidente de la sujétion du Doge aux Loix & au Sénat , que l'épée est portée après lui , & lui pend , pour ainsi dire , sur la tête , pour l'avertir , que , s'il s'éloigne tant soit peu de son devoir , il ne doit pas espérer un meilleur traitement , que celui , que l'on fit à Marin Falier. \* Pour la même raison dans la Cérémonie du Couronnement , on ne lui coïnt point l'épée au côté , & l'on ne la lui met qu'à ses funérailles , avec les éperons d'or , que l'Empereur Basile envoya au Duc Orso *Participatio* \* en le créant Grand-Ecuier de Constantinople.

Quand les Ambassadeurs vont à l'audience , le Duc leur répond en termes généraux & de bonne espérance , suivant cete ancienne leçon du Sénat , *Dentur bona verba Florentinis*. Et s'il en disoit trop , non seulement il en seroit bientôt desavoué , mais on lui en feroit encore une fâcheuse réprimande , sans y épargner les menaces , comme fit un jour le Sénateur Pierre Bazadonne , aujourd'hui Cardinal , au Duc Dominique Contarin , à qui il dit en plein Colége , après qu'un Ambassadeur en fut sorti. *Vostre Serenità parla da Principe sovrano , mà la si ricordi , che non ci mancheranno li mezzi di mortificarla , quando trascorrerà dal dovere*. Ainsi l'on doit dire du Doge ce qu'un Polonois \* disoit de son Roi , \* que ce Prince est la bouche du Corps de la République ; mais que cete bouche

\* Voiez les Remarques.

\* Voiez les Remarques.

\* Stanislas Orixowski.

*Ren Polonia nihil aliud est , quam es quodam Re-*

*gni vo-*

*biscano*

*conjun-*

*sum li-*

*bero ac*

*legitimo*

*vestro*

*suffragio,*

*ut is pro-*

*sus nihil*

*agat , ac*

*ne loqua-*

*tar qui-*

*dem , nisi*

*id quod*

*ex intimo*

*sensu ves-*

*tro publi-*

*cè sit pro-*

*fectum.*

Cromer.  
ne

## 138 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ne peut rien prononcer, que le Jugement public n'ait conçu & résolu auparavant.

Que si un Ambassadeur faisoit quelque proposition honteuse, ou parloit en termes injurieux au Public, le Duc seroit obligé de répondre vertement, à-moins que de vouloir s'exposer au mépris de la Noblesse, & se faire déposer comme imbécille & inhabile au Gouvernement. Et pour lors la proposition ne va point au Pregadi, comme n'étant pas recevable.

L'an 1671. les Turcs aiant fait une descente dans la Marche-d'Ancone près de Lorète, où ils enlevèrent plusieurs familles, le Nonce Pompée Varesé, (qui est mort Nonce en France) alla au Colège se plaindre, au nom du Pape, de ce que la Seigneurie laissoit passer les Corsaires, dans son Golfe, sans les combattre avec ses galères, nonobstant l'obligation, quelle avoit de le faire. Le Duc répondit, Qu'il s'étonnoit, que le Pape leur fit des plaintes sur les desordres, qui arrivoient dans les Lieux de son obéissance; Que si les Infidèles entroient si hardiment dans l'Etat-Ecclesiastique, c'étoit qu'ils le voioient mal gardé, pour ne pas dire abandonné; Que si les Officiers du Pape faisoient aussi-bien leur devoir que les Vénitiens, les Sujets de l'Eglise s'en trouveroient mieux. Cete réponse ferma la bouche au Nonce.

Ce Prélat n'en reçut pas une plus favorable sur l'office, qu'il fit pour les Jésuites, les Tèatins ses Confrères; les Somasques, & les Carmes-déchauffez, qui refusoient d'obéir au Decret du Sénat, touchant les processions, où ils n'alloient point en vertu de leurs privilèges. Car aiant représenté au Colège, Que c'étoit porter la main dans la Sanctuaire, & entreprendre sur l'autorité du Saint-Siège, que de vouloir connoître des privilèges des Papes, & contraindre ces Religieux d'assister aux processions, le même

Duc



Duc répondit sur le champ, Que tant s'en faloit, que le Sénat eût rien entrepris sur la Jurisdiction Ecclesiastique, qu'au-contre le Pape entreprenoit sur la leur, puisqu'il trouvoit mauvais, que la Seigneurie commandât à ses Sujets ce qu'elle jugeoit à propos. Que le Sénat ne pouvoit pas révoquer ce qu'il avoit ordonné si justement. Qu'il ne croioit point faire tort aux Religieux Privilégiez, qui sont, aussi-bien que les autres, sous la protection du Prince, de les obliger à des fonctions publiques, telles que sont les processions, où les Evêques, les Patriarches, & les Cardinaux même assistent tous les jours. Et qu'enfin, les privilèges de ces Ordres étoient bons dans les Terres de l'Eglise, & non pas à Venise, où Sa Sainteté n'avoit pas plus de droit de commander, que leur Sénat à Rome.

Ces deux réponses furent généralement approuvées, parce qu'il les faloit telles. Il semble même, que la seconde a paru bonne à la Cour de Rome, puisque le Nonce ne s'étant pas trouvé avec le Sénat à la première procession de ces Religieux, le jour de Sainte Justine, pour ne pas approuver cete nouveauté par sa présence; il reçut peu de jours apres l'ordre d'assister à toutes les autres, au grand étonnement de tout le monde, qui s'atendoit à voir faire au Pape quelque démonstration de ressentiment contre la Seigneurie. Je ne sai pas, s'il est vrai, qu'elle en ait demandé pardon au Pape, comme feu Monsignor Varèse me l'a dit ici plusieurs fois. Car je n'en ai jamais pu voir la *Parte*, qu'il prométoit de me montrer, pour en faire mention dans cete Histoire.

7. de Octobre.

Quant aux ofices, que les Ambassadeurs font au Colège, pour y donner part de la joie, ou de l'affliction de leur Maîtres, le Doge a la liberté de dire tout ce qu'il lui plaît, ces sortes de réponses

# 140 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ses étant de purs complimens , qui ne tirent jamais à conséquence d'Etat.

La réponse du Duc André Gritti à l'Ambassadeur de l'Empereur Charle-quin , sur la prise du Roi François I. à Pavie , est digne de remarque. Ce Ministre venant annoncer au Collège la nouvelle de la victoire de son Maître dans le tems que l'Evêque de Bâleux , Ambassadeur de France , en sortoit , le Duc , qui venoit de faire des condoléances à ce Prélat , répondit avec un excellent tempérament pour un Prince , qui ne veut pas faire deux personnages différens ; Que sa République , étant également amie des deux Couronnes , devoit entrer également dans les intérêts de l'une & de l'autre . se réjouissant , selon le conseil de S. Paula , avec ceux , qui étoient dans la joie ; & pleurant avec ceux , qui pleuroient.

<sup>a</sup> *Gaudete cum gaudens. Et cum fletibus.*  
Rom, 12

Le Doge est Chef de tous les Conseils , & en cete qualité il a droit d'y faire toutes les fonctions affectées à tous les principaux Magistrats. Il propose les affaires au Grand-Conseil , comme les Conseillers ; au Pregadi , comme les Sages-Grans ; au Conseil-de-Dix , comme les trois *Capi-Dieci*. En quoi il est un peu plus que le Prince du Sénat chez les Romains , lequel n'entroit qu'au Sénat.

<sup>b</sup> *Ejus nomen opistolis edictisque proponatur, vis penes Mucia-num.*  
Tac.  
Hist. 4.

Toutes les lettres-de-crédence des Ministres , que la République envoie dans les Cours-Etrangères , sont écrites en son nom <sup>b</sup>, le Sénat voulant bien lui laisser cete aparence de souveraineté , pour le rendre plus recommandable au dehors. Toutefois ces Létres ne sont pas signées de sa main , parce que ce n'est pas lui , qui envoie les Ambassadeurs , mais le Sénat , qui pour ce sujet fait signer ces létres par un de ses Secrétaires , & y fait apposer le seau des Armes de la Seigneurie. Et bien que ces Ambassadeurs adressent leurs

leurs dépêches au Duc , il ne peut néanmoins les ouvrir qu'en présence des Conseillers , qui au contraire peuvent les lire , & y répondre sans lui.

Toute la Monnoie se bat sous son nom , ce qui semble être une marque de souveraineté ; ce qu'ils appellent ducat , ne signifiant en effet , que monnoie Ducale. Cependant , la Monnoie n'est point à son Coin , puisqu'elle ne porte ni son éfigie , ni ses Armes , qui sont pourtant les conditions essentielles du Coin. Et si l'on voit dans les ducats un Doge représenté à genoux devant Saint-Marc , qui lui met un Etendard entre les mains , il est aisé de voir , que ce n'est point l'image du Doge Regent ; ce qui est expressément défendu par la Loi ; mais seulement d'un homme revêtu des ornemens Ducaux , pour représenter le premier Magistrat de la République en général. Il est vrai , que le Duc Nicolas Tron fit battre de certaines pièces-d'argent , qui portoient son image , & pour ce sujet s'appelloient *Trons*. Mais cela n'eut point de suite , ce Prince n'ayant usé de ce droit , qu'avec la permission du Sénat , pour arrêter le cours de la fausse-monnoie , que l'on avoit semée dans Venise , ainsi que le marque son Epitafe : *fraudatam pecuniam vivâ illius effigie (Resp.) res-gnavit*. En effet , les Ducs Nicolas Marcel , & Pierre Mocénigue , qui le suivirent immédiatement , n'eurent point cet honneur , quoiqu'il y eût des pièces d'argent appellées de leur nom. Et si le Cardinal Contarin & le *Giannotti* semblent dire le contraire par ces paroles : *Nummi cuduntur cum facie ac nomine Principis* , cela se peut entendre aisément d'une figure générale , ces deux Auteurs se corrigeant dans tous les autres endroits , par l'omission du mot *facie*. Je dis même , que les Ducs , qui ont gouverné Monarchiquement , ne batoient monnoie qu'au

Coin

## 142 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Coin des Empereurs , dont ils étoient Vassaux ; comme il se vérifie par les estampes de la Médaille de Louïs-le-Débonnaire , que Mr. Paul Pétan Conseiller au Parlement de Paris a fait graver , où l'on voit d'un côté , *H Ludovicus Imp.* & au revers , *Venecia.* Car de dire , que c'est Vannes en Bretagne , comme ce Genoïs , qui s'est mêlé de réfuter le *Squisinio della Libertà Veneta* , c'est se rendre ridicule à plaisir.

Le nom du Doge est pareillement dans toutes les médailles des Chaînes-d'or , que le Sénat donne aux Ambassadeurs , & aux principaux Officiers-de-guerre , mais au dessous du nom , il y a ces deux lètres S. C. qui signifient *Senatus-Consulto* , pour montrer , que ce n'est pas le Doge , mais le Sénat , qui fait ces gratifications. Ce n'est pas non-plus le Doge , qui publie les Edits , quoiqu'ils commencent tous par cète formule , *Il Serenissimo Principe fa saper* ; car cela ne dépend pas de lui : Et si la publication s'en faisoit par son autorité , il se nommeroit expressément par son nom , ainsi que font tous les Princes souverains.

a Omnes  
é sedibus  
suis Re-  
gibus as-  
surgunt,  
exceptis  
Ephoris,  
qui à sel-  
lis se E-  
phoricis  
non le-  
vant.  
Xenoph.  
de Rep.  
Laced.

Enfin , tous les Magistrats se lèvent , & le saluent , quand il entre dans les Conseils , & dans les Tribunaux , & lui ne se lève & ne se découvre pour personne. En quoi il est plus honoré que les Rois de Sparte , pour qui les Efores ne se levoient point. a

Il se lève pour les Ambassadeurs , qui viennent à l'audience , mais il ne se découvre point. Parce que , disent les Vénitiens , la Corne Ducale qu'il a sur la tête , est le simbole du domaine & de la puissance absoluë de la République. Ainsi , le Duc n'étant pas souverain , il ne doit pas lever la Corne à qui bon lui semble. Par cète raison , il devoit se découvrir , lorsqu'à ne porte que sa

\* Voyez  
les Re-  
mar-  
ques.

To-

Sensation  
of  
Chastity

a Om  
é sedi  
suis l  
gibus  
surgu  
encep  
Epha  
qui e  
lis se  
phori  
non l  
vant.  
Xeni  
de R  
Lace  
\* V  
les P  
mar-  
ques.

Toque-ronge. Encore plus, le Vice-Doge, qui ne porte que son bonnet ordinaire, quand il fait cete fonction. A-propos de la Corne, il est à remarquer, que le jour, que le Doge fait son entrée à Saint-Marc, les Conseillers de la Seigneurie le vont recevoir jusques au milieu du grand-Escalier, apellé, *la Scala de' Giganti*, & puis le Couronnent de ce bonnet, quand il a monté la dernière marche. Pour montrer, que l'on n'arrive chez eux à la supreme dignité, qu'après avoir passé, de degré en degré, par toutes les plus hautes Charges de l'Etat. En effet, ils n'élisent point Doge, qui n'ait cete condition : Et l'on regarda comme un cas singulier, & un pur hasard, l'élection de Pierre Lorédan en 1567. parce qu'il n'avoit pas manié de grandes affaires, ni ne s'en étoit jamais soucié. Mais son âge décrépît de quatre-vingt-cinq ans, & ses bonnes-mœurs lui tinrent lieu de tout ce qu'il pouvoit manquer.

Le Duc a sous sa Corne une coiffe blanche de lin, en guise de diadème, à l'imitation de ce bandeau, que portoient les Conservateurs des Loix à Atènes pendant leur Magistrature. Parce que c'est à lui de procurer l'observation des Loix, en faisant le premier ce que tous les Nobles en particulier doivent faire. Et c'est en cete qualité, qu'il va une fois tous les mois visiter les Tribunaux de Saint-Marc, pour exhorter les Juges à rendre bonne Justice, & pour recevoir les plaintes de ceux, à \* Cent  
qui l'on ne l'a pas faite ; auquel cas, ce Prin- Sequins  
ce réprimande sévèrement ces Juges. Cete visite se par se-  
faisoit autrefois tous les Mercredis. Et de-là vient maine  
peut-être la coutume de paier ce jour-là au Doge assignez  
toutes ses semaines\* par forme de reconnoissance. sur le  
Mais il n'affecte plus le jour, afin de surprendre les Fontego  
Magistrats, & de leur ôter le moyen de se préparer. de Tode  
Tous

## 144 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Tous les Bénéfices de l'Eglise-Saint-Marc, sont à sa nomination , savoir 26. Chanoines & un Doienné, toujours rempli par un Noble-Vénitien , apellé *Primocirio di S. Marco* . qui est proprement l'Evêque des Nobles , comme le Prieur de Saint Jean de Malte est l'Evêque des Chevaliers. Ce Doienné est de cinq mille ducats de rente, sans l'Abbaie de Saint Gal, qui d'ordinaire lui est unie, & vaut quatre mille livres de revenu.

L'Eglise-Saint-Marc ne reconnoît point d'autre Jurisdiction que celle du Doge, qui en prend possession, comme le Pape de celle de Saint Jean-de-Latran ; & dans cete cérémonie , le Primicier , ou son Grand-Vicaire, lui presente l'étendard rouge de Saint Marc, *in signum vera dominationis*, pour marque de son autorité sur cete Eglise ; & & jure entre ses mains de conserver soigneusement la dignité de ce Temple ; après quoi , les trois plus anciens Procureurs lui prêtent le serment pour la garde du Tresor , & pour l'administration des deniers qu'ils manient.

Le Doge est encore Patron & Protecteur du Manastere *delle Vergini*, bâti & fondé par le Duc Pierre Ziani , & la Duchesse sa femme , pour les Gentildonnes Vénitiennes. L'Abbesse l'apelle son Père , & n'a point d'autre Juge que lui, non pas même le Patriarche de Venise , & encore moins les trois *Sopra Provédateurs* des Monastères. En sorte que s'il arive quelque desordre parmi ces Dames, c'est au Doge seul d'y pourvoir, comme s'il étoit leur Evêque. Aussi en font-elles leur Pape.

Il donne de certaines petites Charges de son Palais, que l'on apelle *Comandadori del Palazzo*, qui sont proprement des Huissiers, lesquels logent dans le Palais. & sont paieez par le Public. Il a un droit sur les Gondoliers-de-Trajet, gens, qui se tiennent à la rive des Canaux pour la commodité des pas-



passans. Il fait des Chevaliers à sa promotion, & ce sont d'ordinaire les Députés des Villes, qui le viennent féliciter, & des *Virtuosi*, c'est-à-dire, des gens-de-létres.

Il a une espèce d'Introducteur des Ambassadeurs, appelé *il Cavalier del Doge*, lequel va les inviter de sa part aux cérémonies, & les conduit dans son appartement, quand ils entrent au Palais. Aussi le paient-ils pour cela comme un Valet-à-gages. Car le premier jour de l'an, ils lui donnent ses étreines en argent. Où je dirai en passant, que la veille de ce jour l'on apporte aux Ambassadeurs *una pollizza*, c'est-à-dire, une liste de ceux, à qui ils doivent donner, où le *combien* leur est marqué. Ce qui est une espèce de cotisation tres-ridicule. Cét Officier est toujours habillé de rouge.

Le Duc en a encore un, que l'on appelle *il Gastaldo del Doge*, lequel assiste en robe violette à l'exécution des Criminels, & y donne le signal en secouant son mouchoir en l'air - ce qui signifie, qu'il n'y a point de grace.

Enfin, sa Famille n'est point sujète au Magistrat des Pompes, & il est permis à son fils-ainé de porter la Veste-Ducale, ou, comme ils disent, à *maniche larghe*, qui est une grande marque d'honneur à Venise; d'avoir des Estafiers & des Gondoliers vêtus de livrée; de se faire accompagner marchant par la ville, & de porter une ceinture à boucles-dorées. Ainsi que le Aîné des Rois de Sparte étoient dispensés de la discipline, & de l'éducation commune des enfans de Lacédémone.

Voilà précisément en quoi consiste la grandeur du Prince de Venise, qui avec tout cela, n'a que l'autorité d'un Citoyen. *Majestatem quidem Regis habet, sed auctoritatem Civis.* Il faut

*a Hac  
necessitate  
solvit len  
pueros,  
qui ad  
regnum  
educa-  
bantur,  
tarchim  
Agel.*

## 146 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

voir maintenant quelle est sa sujétion & sa misère

Il ne sauroit sortir de Venise, sans la permission des Conseillers, autrement il encourroit l'indignation du Sénat, & s'exposeroit à mille insultes, dont il ne pourroit prétendre aucune réparation; y aiant même une loi, qui permet de lui jeter des pierres en ce cas. Aussi dit-on de lui, que *Rex est in purpura, Senator in Curia, in Urbe Captivus*. Hors de Venise l'on ne le connoît point pour ce qu'il est, & il ne reçoit aucuns honneurs publics, n'en étant pas de lui comme de Pompée, <sup>a</sup> qui disoit, que la République Romaine étoit où il étoit. Mais au-contraire, le Doge est toujours où est la Seigneurie. & la Seigneurie n'est pas toujours où est le Doge. Et s'il arivoit quelque desordre dans le lieu, où il est, ce ne seroit pas à lui d'y pourvoir, mais au Podestà, comme étant revêtu de l'autorité publique: au lieu que le Duc en seroit alors entièrement dépouillé, comme un Membre séparé de son Corps, &, par conséquent, incapable de faire aucune fonction de la Vie-Civile. Par où l'on ôte au Doge l'envie de s'absenter de Venise, qui est comme le timon de l'Etat, où sa présence est toujours utile aux affaires, & de bon exemple aux Nobles.

a Ubi  
Pom-  
peius, ibi  
Roma.

Ses enfans & ses frères sont exclus de toutes les principales Charges de l'Etat durant sa vie, ne pouvant être Conseillers du Colége, ni du Conseil de-Dix; Chefs de la Quarantie-Criminelle; Avogadors; Capitaines, ni Provéditeurs-Généraux de Mer; afin de faire un juste contrepois à sa puissance par l'abaissement de ses enfans. Ils ne sauroient non-plus impêtrer de la Cour de Rome, aucun Evêché, Abbaie, ou autre Bénéfice, non pas même l'accepter, quand il leur seroit offert du propre mouvement du Pape.

L'an 1622. le Cardinal Matieu Priùli, refusa l'E-

vêché

vêché de Bergame, auquel il avoit été nommé par Grégoire XV. du vivant du Duc Antoine son Père; & le Cardinal Frédéric Cornare ne voulut point aussi accepter le riche Evêché de Padouë, qu'Urbain VIII. lui avoit conféré. Ce qui fit naître un grand différend entre ce Pape, qui vouloit absolument l'emporter sur les loix du Païs; & le Sénat, qui empêchoit l'effet de sa nomination. Il y a une exception pour le Cardinalat, Nani que le Sénat déclara n'être pas compris entre les Hist Bénéfices, lors de la promotion du même Cornare. Ven. l. 6. Ainsi, le Duc de Venise peut dire, quoi- que dans un sens bien différent de celui d'Antonin-le-Pie, a que venant au Dogat, il perd la a *Post* propriété de ce qu'il avoit auparavant, d'autant *quam ad* qu'il passe de la liberté à une véritable servitude; *Impe-* & que par sa nouvelle dignité il recule la fortune *rius* & l'avancement des siens. *transfere-* *mus,* *Alieno imperio fel-* *etiam que* *prius ha-* *buius* *perdidi-* *mus.* *Capit.* *in An-* *ton.* *cior, quam suo.* D'où vient, que beaucoup de Nobles, qui ont eu des Doges dans leur Famille, ne fuient rien davantage que cet honneur, qui ne leur est qu'à charge. Cependant, il faut l'accepter malgré soi, pour ne se pas faire bannir de l'Etat, ni confisquer ses biens. Ils forcèrent ainsi le fameux André Contarin durant la guerre de Gennes; Marc-Antoine Trivisan dans le siècle passé; & de nôtre tems Charles Contarin, & François Cornare, qui en mourut de chagrin dix-huit jours après son élection. Ce qu'il y a de plus étrange, est, que la République, après avoir tiré de bons services de ses Ducs; ne fait aucun scrupule de les déposer, quand ils deviennent infirmes. Comme si l'âge, & la maladie devoient éteindre le mérite des services passés. Et c'est avec cete \* Voiez les Re- re \*, à qui elle ne donna pas le tems de mourir, mar- ques. quoi qu'il fût âgé de quatre-vingt-quatre ans, & que

## 148 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

dans son Dogat il eût aquis à sa Patrie les villes de Bresse, de Bergame, de Creme, & de Ravenne, comme porte son Epitafe. Cete rigueur ne laisse pas de produire un bon effet, qui est, que les Doges, bien-loin de faire les malades, pour éviter les fonctions pénibles, & prendre leurs commoditez, assistent, presque moribonds, à toutes les cérémonies. Car l'on ne manque jamais de dire, que le Doge est mort, lorsqu'on ne le voit pas à de certaines fêtes avec le Sénat. Et souvent l'on n'apprend sa maladie, que lorsqu'on fait ses funérailles.

\* Il ne voulut pas admettre ses bâtards au Grand-Conseil. Et c'est peut-être delà, que vient, que les bâtards des Doges ne sont pas Nobles-Vénitiens.

a Oportet Imperatorem stantem mori. Suet. in Vesp.

Autrefois plusieurs Doges ont renoncé au Dogat, pour mourir en repos. Témoin Jean & Orso Participatio, Pierre Orséole; Sébastien & Pierre Ziani; Oris Malipierre & Jaques Contarin. Aujourd'hui cela ne leur est plus permis, les Vénitiens disant: Qu'un homme né dans une République, où il a part aux affaires, ne doit jamais manquer à sa Patrie, tant qu'il est en état de la servir: Que ce n'est pas au Particulier de quitter le Public, mais au Public de quitter le Particulier, s'il ne lui est pas utile: Que c'est une pure poltronerie de se retirer du Gouvernement pour soulager la vieillesse, quand on a l'esprit & la langue assez libres, pour assister la Patrie de ses conseils: Que s'il est honteux à un Capitaine de se délasser, pendant que ses soldats combattent, il ne l'est pas moins à un Chef de République, de prendre ses aises, lorsque les autres parties ont du mal & de la peine: Que si un Général-d'Armée, au dire de Vespasien, a doit mourir debout, un Doge, qui préside à plusieurs Conseils, où il y a tant d'affaires importantes, à expédier, n'a pas le tems de se reposer, & ne doit pas mourir en une autre posture, qu'assis au Sépat: Qu'enfin, le Corps de la République,

que, est comme une grande Famille, dont le Duc est le père, à qui il ne seroit pas honnête de se séparer de ses enfans. C'est ainsi, qu'ils s'oposèrent à la démission du Duc Jean Cornare, en l'année 1628.

La République n'est pas au Doge, c mais le Doge est à la République. La Patrie peut en user mal avec lui, mais lui ne sauroit pécher si peu contre elle, qu'il n'en soit rigoureusement châtié. Le mérite de ses bonnes actions est effacé par les moindres fautes, si jamais il en fait. Il ne voit rien devant lui, qui ne l'avertisse des obligations de sa Charge, & du danger où il se met, s'il cesse d'être tel, qu'il a promis d'être, le jour de son élection. a Tout ce qu'il voit lui dit tacitement, *Memento esse Rempublicam*. Son Palais est une maison dorée, les espions y font la garde jour & nuit, & les Inquisiteurs d'Etat y font la visite sans être vus. Les murailles y parlent par de certaines bouches, lesquelles sont toujours ouvertes pour acuser. Le redoutable Tribunal des Dix touche à son appartement, afin qu'il ne perde point la mémoire salutaire de la mort, qui l'environne de tous côtez. Et c'est peut-être à ce dessein, que, dans la séance du Grand-Conseil, le Président de semaine au Conseil-de-Dix est placé vis-à-vis du Doge.

Ce Prince est sujet aux Dix, comme les Rois de Sparte l'étoient aux Efores, & les anciens Rois d'Aragon à ce souverain Magistrat appelé *El Justicia*, lequel assis sur un Trône leur disoit au nom des Etats du Roiaume; b Nous qui valons bien autant que vous, & qui avons plus de pouvoir que vous, Nous vous faisons nôtre Roi, à condition, que vous garderez nos privilèges, & nos franchises. Autrement nous nous en retractions. Car entre vous & nous, il y en a un, qui commande au-dessus de vous. Et c'étoit

G 3

*que nos guardets nuestros fueros y libertades, y sino, no, Intra vos y nos quemanda mas que vos.*

b *Regia potestas est gentis unius quasi domestica quedam gubernatio.*  
Arist. 3. Polit. 11.  
c *Nec Rempublicam tuam esse, sed Te Rempubli-*  
ca. Sen. de Clem.  
a *Enigis ut sententiam suam mutant, si talis esse desieris qualis elatus es.*  
Plin. de Trajano.  
\* *Voiez les Remarques.*  
b *Nos que valemos tanto como vos, y podemos mas que vos os hazemos nuestro Rey y El señor con tal*

## 150 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

*El Jusficia.* Si les Vénitiens n'en disent pas autant à leur Duc, ils le lui font bien comprendre par les éfets. Les Efores étoient Juges entre les Rois de Sparte & le peuple; *El Jusficia* entre ceux d'Aragon & leurs fujets; & le Conseil-de-Dix l'est entre le Doge & la Noblesse.

Les Lacédémoniens ne donnoient point de Gardes à leurs Rois, ne croiant pas que des Princes équitables, & réfolus de gouverner selon les loix, euffent befoin de Gardes, non-plus que les pères parmi leurs enfans. puisque, par l'observation de ces mêmes loix, ils ne pouvoient pas manquer de se concilier l'amour des Sujets, qui ne craignant pas fervilement ceux, qui leur commandent, craignent incessamment pour eux. a La République de Venise en use de même avec ses Doges, qui savent bien, que leur personne est en sûreté, tant qu'ils font leur devoir, b & qu'il est de l'intérêt de la Noblesse de veiller à leur conservation, puisqu'Elle compose avec eux un Corps-Politique, dont ils font la plus noble partie. En éfet, ces Ducs n'étant pas souverains, & les Loix aiant à Venise la même force qu'elles avoient en Lacédémone, c où les Loix étoient plus que les Rois, il ne faut pas qu'ils soient accompagnés de Gardes, d'autant qu'ils pouvoient s'en servir dans les occasions à changer la forme du Gouvernement en Monarchie, comme le fit Pisistrate à Atènes, & Timofanes à Corinte.

Les Rois de Sparté n'avoient rien par-dessus les Spartiates, que le titre, la presséance, & une portion double aux repas. Les Doges on le titre de Sérénissimes, la présidence de tous les Conseils, un revenu médiocre, mais qui excède celui de tous les autres Magistrats en particulier. Ces Rois mangeoient souvent en public avec les Spartiates, qui étoient les Nobles de la ville. Les

Do-

a Qui magis pro me metuant quam me.  
Alfonse Roi d'Aragon.  
b Fidelissimum esse custodians, Principis ipsius innocentiam.  
Plin. de Trajan.  
c Apud Lacédæmones plus valent leges quam Reges.  
Herodot.  
Herodot. l. 6.  
Thucid.  
l. 5. Xenoph.

Doges retiennent quelque chose de cet ancien usage, faisant quatre festins par an, où tous les Nobles sont invitez à leur tour, sans aucune distinction des pauvres & des riches, des anciens & des nouveaux. Car le Doge est un péré-de-famille, qui caresse également tous ses enfans, pour entretenir parmi eux la concorde & l'amitié fraternelle. Ces festins se font le lendemain de Noël, le jour de Saint-Marc, le jour de l'Ascension, & le quinzième de Juin, à-cause d'une conspiration découverte ce jour-là en l'année 1310.

Les femmes des Rois de Sparte n'étoient point traitées de Reines, & le public ne leur donnoit rien pour leur entretien. Aujourd'hui le Sénat de Venise ne reconnoît plus de Duchesses; & si un Doge a sa femme au tems de son élection, \* Ses  
l'on ne lui en assigne pas un plus grand revenu. <sup>funé.</sup>  
Sa femme est seulement honorée comme la pre- <sup>raillies</sup>  
mière Gentildonne de l'Etat, & non pas comme <sup>furent</sup>  
Princesse. Il est vrai, que dans le siècle pas- <sup>faites</sup>  
sé, les Vénitiens en couronnèrent deux, sa- <sup>aussi a-</sup>  
voir, Julie Dandole, femme de Laurent Priùli, \* <sup>avec be-</sup>  
en l'an 1557. ce qui ne s'étoit point fait depuis <sup>aucoup</sup>  
1457. Et Morosina Morosini femme de Marin <sup>de pom-</sup>  
Grimani en 1595. pour l'entrée de laquelle ils fi- <sup>pe, &</sup>  
rent une excessive dépense. J'ai même observé, <sup>comme</sup>  
qu'elle ne fut pas couronnée dans le Palais, ni <sup>à une</sup>  
dans l'Eglise-Saint-Marc, mais seulement dans la <sup>Prin-</sup>  
maison de son mari, lorsqu'on l'y alla prendre, pour <sup>cesse,</sup>  
l'amener à Saint-Marc: si bien que ce couron- <sup>(1566)</sup>  
nement n'étoit pas solennel, comme celui du <sup>mais</sup>  
Doge, qui reçoit la Corne sur le grand escalier <sup>peut</sup>  
du Palais. Il semble même, qu'il ne prirent pas <sup>être en</sup>  
plaisir à l'honneur, que Clement VIII. fit à la <sup>consi-</sup>  
Duchesse Grimani, de lui envoyer la Rose-d'or, son be- <sup>deration</sup>  
parce que c'étoit la traiter en femme de souve- <sup>du Doge</sup>  
rain. <sup>Jérôme</sup>  
<sup>Priùli,</sup>  
<sup>son be-</sup>  
<sup>aufrère.</sup>

## 152 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

André  
Morosini  
Hist. de  
Venise  
liv. 15.  
a *Modo-  
rantes  
famili-  
arum ho-  
mines.*  
Tac.  
Ann. 1.  
Mort de  
Tibère.  
b *Legati-  
ones di-  
mittere ,  
tunc ami-  
cas , tunc  
hostiles ,  
sed Regis  
est. Xc-  
noph. de  
Rep.  
Laced.*

rain. Et ce fut peut-être pour lui en ôter la pensée, que le Sénat ordonna, que cete Rose seroit mise dans le Sanctuaire, (ils appellent ainsi le Tresor de l'Eglise-Saint-Mare) après la mort de la Duchesse. Mais dans l'interregne suivant les Inquisiteurs & les Correcteurs connoissant la nécessité absolue de modérer les honneurs des femmes, a principalement dans une République, où l'ambition & le luxe sont tres-dangereux; ils abolirent, par un Decret, la coutume de ce couronnement, pour ôter à ces Dames l'opinion, qu'elles avoient, d'être des souveraines.

Cependant, il y a bien de la difference du pouvoir des Ducs de Venise, à celui des Rois de Sparte. Les Rois de Sparte pouvoient renvoyer les Ambassadeurs b des Aliez & des Ennemis, avec des réponses positives: Les Doges ne peuvent rien résoudre de leur chef sur les propositions & les demandes des Ministres des Princes-Etrangers, comme j'ai déjà dit. Ceux-la pouvoient, de leur autorité, commencer, continuer; & terminer la guerre. Ceux-ci ne sauroient la déclarer, entretenir, ni finir. Les premiers étoient en droit d'abroger une vieille loi, & d'en faire une nouvelle: & les seconds n'ont pas la liberté de changer une syllabe dans les Ordonnances du Grand-Conseil & du Sénat. Véritablement, les Rois de Sparte avoient peu de pouvoir dans la ville, où il leur falloit obéir aux loix, mais à la guerre ils commandoient absolument. Les Doges, au contraire ont été exclus du commandement militaire, par une *Partie* du Grand-Conseil. Il importe de savoir comment & pourquoi. L'an 1645. le Doge François Erizze avoit été élu Capitaine-Général: ce qui n'étoit point arrivé depuis la fameuse Guerre de Genes, où le Duc André  
Cou-



Contarin avoit commandé la flotte. Le Procureur Jean Pesaro contredit à cete élection: disant, qu'elle étoit contre les loix de la République, qui ne souffrent point la pluralité des Charges; Que le bruit d'une telle expédition pourroit reveiller Ibraïm, qui croupissoit dans les plaisirs du Sérail, & l'exemple d'un Prince de quatrevingt ans, comme étoit le Doge; lui servir d'éguillon à faire la guerre en personne, lui, qui étoit à la fleur de son âge; Qu'en ce cas ils seroient plus en danger; que jamais, d'autant que le Grand-Seigneur entraîneroit après soi toutes les forces de l'Empire Otoman, &, pour ne se pas exposer à l'inconstance de la mer, ne manqueroit pas de les attaquer par terre, où il lui seroit aisé de les vaincre. Ajoutant, que, comme l'âge avancé du Doge le rendoit excellent pour le conseil, aussi le rendoit-il trop foible pour l'action, & pour essuier sous un climat éloigné tant de peines & de fatigues. Son élection ne laissa pas d'être confirmée par le Sénat, dont la meilleure raison, au dire du Procureur Nani, étoit de l'avoir faite. \* Car il ne pouvoit la retracter sans donner à connoître un manque de prudence, dont il ne falloit pas que le Peuple s'aperçût. Mais dès qu'Erizze fut mort, le Dogat & le Généralat furent déclarés incompatibles par une *Par-* la ragione *più forte* *l'averlo già fatto* *To. 2.* *lib. 2.* *a Atroc-* *ore semper* *fama er-* *ga domi-* *nantium* *exitus.* *Tac.* *sans Ann, 4.*

Il est à remarquer au sujet de ce Doge, qu'après qu'il eut été proposé dans le scrutinio pour le Généralat, il fut prié de donner son consentement; ce qu'ayant fait, il fut proclamé Général, Tac.

---

## 154 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

sans être baloté , comme les autres Magistrats. Parce que c'étoit autrefois la coutume , que quand le Doge vouloit commander les armées , on l'approuvoit par aclamation , sans qu'il fût besoin de recueillir les voix.

Enfin , la République ne se contente pas de tenir ses Ducs prisonniers dans leur Palais , environnez d'espions & de délateurs , privez de tous les divertissemens de la Vie , & dépouillez de toute la puissance convenable à des Princes ; mais elle retranche encore leurs droits de jour en jour , pour les avilir davantage. Ils en avoient un , qui étoit , que les presens venans du Levant , & des autres Païs , où c'est la coutume d'en recevoir , ou d'en envoyer par les Ambassadeurs , leur appartenoient. L'an 1668. les Moscovites , à leur retour de France , aiant passé par Venise , où ils avoient quelque-chose à négocier pour le service de leur Maître ; & aiant présenté au Doge pour dix ou douze mille écus de fourures de marte-zibeline : le Procureur André Contarin Sage-Grand , proche-parent du Duc-Régent de même nom , mais ennemi mortel du Procureur son fils , remontra au Grand-Conseil , Que le present des Moscovites ne devoit pas aler au Doge , puisque n'étant pas souverain , ce n'étoit pas à lui , que l'on envoioit des Ambassadeurs , ni des presens ; comme ce n'étoit pas lui non-plus , qui en envoioit. Ajoutant , Que quand les Ambassadeurs de la Seigneurie portoient des presens à Constantinople , en Moscovie , & ailleurs , ce n'étoit pas aux dépens du Doge ; & qu'ainsi , il n'étoit pas raisonnable , qu'il profitât seul , de ce qui appartenoit justement au public , qui défraioit actuellement ces Ambassadeurs. Tellement que l'affaire aiant été balotée , le Doge & ses successeurs , furent par un Decret solennel , pri-

privez de cet ancien droit, au grand déplaisir du Procureur Contarin, que toute la Noblesse fut ravie de mortifier en cete rencontre. Car c'étoit l'endroit le plus sensible de ce Noble, qui deshonoroit la dignité de son père par une honteuse avarice. Témoin l'action, qu'il fit dans un des quatre festins, où il fit fermer la porte de la sale, pour faire trouver deux fourchées, qui s'étoient égarées, sans avoir nul égard à la Majesté publique.

Il n'est pas permis au Doge de recevoir aucun present des Princes. Et c'est pour cela, que le Duc Loüis Moccénigue vouloit refuser le riche diamant, qui lui fut présenté de la part du Roi Henri III. & il ne l'accepta à la fin, que pour le donner au Sénat.

Au reste, quand le Doge marche en cérémonie, il est toujours magnifiquement vêtu; tantôt de brocart d'or, ou d'argent; & tantôt d'écarlate; avec la Corne Ducale en tête - précédé des Ecuiers de sa Maison, dont il y en a deux, qui portent la queue de son manteau; du Capitaine-Grand avec ses Officiers; des Secrétaires du Pregadi, & du Grand-Chancelier; & toujours suivi du Sénat. En cet équipage il s'atire la vénération du peuple, qui respecte toujours les marques extérieures de grandeur. Mais il faut remarquer que le Sénat ne l'accompagne pas tant pour lui faire honneur, que pour partager celui, qu'on lui rend par tout où il va; estimant, que si ce Prince le recevoit seul, il paroîtroit un souverain au peuple, & aux Etrangers.

Les Vénitiens ne veulent pas un Doge, qui ait un esprit sublime, parce qu'ils croient, que cela ne sert qu'à lui donner de la confiance de lui-même, & à le rendre moins docile. Ils aiment beaucoup mieux un homme médiocre, & qui a su sise aux a-  
*a Par ne-  
 gottis,  
 neque su-  
 pra  
 Tac.  
 fai-An. 5.*

## 156 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

*a Quod  
mihi de est  
suppletur  
ex aliis ;  
et quod  
ab uno  
peccatur ,  
ab aliis  
emenda-  
tur.*

faïres , vu qu'ils le gouvernent à leur mode , & le retiennent plus aisément dans le devoir. Outre que le Sénat , où il n'a que sa voix comme un autre Noble ; supplée au défaut de ses lumières & de son intelligence. Aussi , le Duc Jean Pésare ne leur étoit pas popre , d'autant qu'il en favoit trop pour être persuadé par les autres , qu'il entraînoit ordinairement après soi par la véhémence de ses raisons , comme il fit en 1657. pour le rétablissement des Jésuites. En effet ; il n'est pas nécessaire , qu'un Prince de République , qui n'a pas la puissance de son nom , & qui n'est que l'ombre du corps du Sénat . ait une capacité de si grande étendue , puisqu'il ne peut rien faire tout seul. C'est-pourquoi les Tébains représentoient leur Prince avec les oreilles ouvertes , & les yeux bandez , pour signifier , que ce n'étoit pas sa fonction de voir ni d'ordonner ce qu'il falloit , mais seulement d'écouter , & d'exécuter ensuite aveuglément les résolutions du Sénat.

Ils ont fait leur Duc à vie , afin de le rendre plus majestueux , & plus semblable aux Têtes-Couronnées , bien qu'ils n'aient jamais voulu lui en donner le titre , qui leur fut offert autrefois par l'Empereur Frédéric III. C'est aussi pour le consoler du peu de pouvoir , qu'il a , par la durée de sa dignité. Mais d'ailleurs , ils le choisissent toujours vieux , afin que les Prétendants aient lieu d'espérer : Outre que la vieillesse manquant de vigueur , elle en est moins entreprenante.

Ils sont bien-aisés , que leurs Ducs soient riches de patrimoine , afin qu'ils puissent faire honneur à leur dignité , & au Public , qui ne leur donne que 12000. écus par an , dont il en va presque la moitié aux quatre festins de l'année. A quoi il faut ajouter la dépense du jour de leur entrée , qui n'est célèbre , que par les largesses , qu'ils font au Peuple , en jetant de l'argent dans la Place S. Marc ,  
qui.

qui est une coutume introduite par le Duc Sébastien Ziani. En sorte que, s'ils se piquent de générosité & de magnificence, ils incommode souvent leur Maison. Et c'est tout ce que le Sénat demande, n'ayant pas eu peut-être d'autre dessein, en dispensant leurs enfans de l'observation des loix somptuaires.

L'administration des Doges est recherchée après leur mort, par trois Inquisiteurs, & cinq Correcteurs, que l'on crée tout exprès, lesquels trouvent toujours, ou que ces Princes ont abusé de leur autorité, les uns plus, les autres moins; ou qu'ils ont négligé la Chose-Publique, pour avancer leurs affaires particulières; ou enfin, qu'ils n'ont pas vécu d'un air convenable à leur rang. Et cete discussion de leur Gouvernement est ordinairement suivie de la condannation de leurs héritiers à quelque amende pécuniaire. C'est pourquoi leurs enfans ne sauroient recueillir leur succession, qu'en s'obligeant par serment de paier la taxe, qui leur sera imposée. C'est ainsi que la Famille du Duc Pierre Lorédan fut taxée à 1500. sequins, à cause que ce Prince, qui d'ailleurs s'étoit tres-bien gouverné, avoit été trop ménager. De mon téms, l'on trouvoit la même chose à dire dans la personne du Duc Dominique Contarin, qui outre cela, avoit un fils, qui prenoit à toutes mains, comme pour se récompenser de la vieillesse de son Père; a Ce qui paroissoit d'au- *a Manus arida, & tanquam apud senem fessitates.*  
 tant plus, que le Peuple étoit acoutumé à la magnificence des Ducs Valier & Pésaire ses Prédécesseurs. Quelquefois l'élection des Inquisiteurs est différée, quand il y a des affaires plus pressantes. Elle le fut à la mort du Duc Pierre Lorédan, à cause de la guerre, que Sélim II. venoit de déclarer Hist. T.  
 à la République. Au reste, la crainte de la recherche fait vivre les Doges & leur Famille dans la

## 158 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

la retenuë, & ferme la porte à toutes les violences.

Mais cete coutume n'empêche pas, que l'on ne leur rende de grans honneurs après leur mort. Leurs funérailles sont faites aux dépens du Public, avec beaucoup de pompe. On prononce leur Oraison-funébre dans l'Eglise-Saint-Marc ; honneur, que la Loi ne souffroit pas autrefois, & que l'on n'a commencé de rendre aux Doges, que depuis André Contarin. On atache aux voutes l'Ecusson de leurs Armes, en mémoire de leur Dogat ; usage introduit aux obseques du Duc Marin Morosini. Enfin, il est permis de leur élever de superbes mausolées. Ce qu'il y a de singulier dans ces funérailles, est, que le Sénat y assiste en Robe-rouge, couleur qui n'a rien de lugubre. Mais ils le font, pour montrer, que si leur Duc est mortel, leur République est éternelle, & ne souffre aucune altération en elle-même ; que l'éternité de leur Empire réside dans le Corps du Sénat, d'où dépend le salut des Peuples, <sup>b</sup> qui leur sont soumis ; & que c'est aux Particuliers à pleurer, & non pas au Public. En quoi ils aiment mieux satisfaire à leur point-d'honneur, qu'aux devoirs ordinaires de piété envers les morts. *Inferius majestate suarati, si palam lamentarentur.* Peutêtre aussi font-ils de cete sorte les funérailles de leurs Doges, pour les rendre plus pompeuses par cete singularité, à l'exemple des Romains, qui célébroient les obseques des Censeurs en Robe-de-pourpre, au lieu qu'à celles de autres Sénateurs, les Robes n'avoient qu'une bordure de pourpre.

Il est à remarquer ici, que la Sale *del Piovego*, c'est-à-dire, du Public, où le Corps des Doges, est exposé à la vuë du Peuple, est celle, où ils reçoivent les premiers complimens de félicitation des Ambassadeurs des Princes Etrangers, le jour de leur couronnement, afin que s'ils ont de la joie

a *Principes mortales, Remp a-ternam esse.* Tac. Ann. 3.  
b *Eternitas rerum & mea cum vestra salus inco-lumitate Senatus firmatur.* Tac. Hist. 1, Ann. 3.

de

de leur nouvelle dignité ; elle soit tempérée par les considérations & les avertissemens de la mort, & qu'ils regardent la magnificence & les ornemens du Dogat, pour le commencement de leur Pompe-Funébre ; a semblables à ces Victimes, que l'on couronnoit pour aler au sacrifice. Et le Grand-Chancelier ne manque jamais de glisser quelque réflexion sur la mort, b dans le compliment. qu'il leur fait le jour qu'ils prennent possession du Palais-Saint-Marc, les faisant aussi ressouvenir, qu'ils n'ont pas à gouverner des Sujets, c mais des Concitoiens & des Compagnons, à qui ils ne doivent commander, que par leur exemple ; Que la Noblesse ne les a pas faits Princes, pour faire tout ce qu'il leur plaira, mais pour travailler, & se charger de tous les soucis & de toutes les peines de l'Etat ; Que leur dignité est une noble servitude, comme le disoit autrefois Antigonus à son fils ; & que la Couronne, qu'ils portent, n'en est pas une de parade & de puissance, mais d'attachement à la Patrie, & d'obéissance aux loix.

Le Doge traite les Ducs Souverains comme ses égaux, a Venise. Mais s'ils se trouvoient avec lui en lieu tiers, il ne le feroit pas, d'autant que la Seigneurie seroit censée être avec lui : & que, par fiction de droit, il cesseroit d'être Duc, qui est une qualité personnelle ; pour être Roi, qui est un droit affecté à tout le Corps de sa République, qui tient rang de Tête-Couronnée.

Quand le Doge est malade, on absent ; il est représenté par un conseiller, qu'ils appellent Vicedoge, afin que la Seigneurie ait toujours un Chef. Mais ce Vicedoge n'occupe jamais le Siège Ducal, ne porte point la Corne, & n'est point traité de Sérénissime. Ce qui n'empêche pas, que les Ambassadeurs parlant au Colège n'usent de l'apostrophe ordinaire de *Sérénissime Prince*, laquelle convient toujours à la Seigneurie.

scas, cu-  
rulemque  
sellam ni-  
hil aliud  
quàm

pompam  
funeris

putent,  
claris in-  
signibus

velut in-  
fultis ve-

latis ad  
mortem  
destinati.

Liv.

hist. 2.

b Scram

ac bre-  
nem po-  
tentiam

signifi-  
cans.

Tac.

Ann. 6.

Preccar-  
ium seni  
impertum

c brevis  
transitu-  
rum.

Hist. 1.

c Ut non  
domina-  
tionem

et servos,  
sed recto-  
rem et ci-  
ves cogi-  
taret.

Ann. 12.

a Esse  
nobilem  
servium

tem.

Ce Tiog.

## 160 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Ce Représentant fait la fonction du Duc , en repondant aux Ministres , à qui il ne lève point son bonnet , & tenant le milieu , lors qu'il marche avec eux en public.

Le Grand-Conseil avoit fait un Decret en 1553. par lequel il ordonnoit, que , dans l'Audience des Ambassadeurs , le Viceduc seroit assis entre le Docteur des Conseillers , & l'Ambassadeur , qui ainsi reculoit de la première place , qu'il tenoit à la droite du Trône , en présence du Duc , à une troisième. Ce qui étoit injurieux aux Ambassadeurs , aux caractères desquels on rendoit moins d'honneur , lorsqu'il en falloit rendre davantage ; étant manifeste , que le Représentant du Prince doit faire un traitement plus honorable , que le Prince même. Mais ce Decret fut réformé par un autre de l'année suivante , qui rendit aux Ambassadeurs leur place ordinaire , & assigna celle de dessous au Vicedoge qui cependant ne se découvre pas pour eux.

Durant l'Interregne , le Sénat , ni les autres Conseils ne s'assembloient point. Cete loi s'est faite , pour obliger les Electeurs à faire une prompte election , de peur de retarder le Service public. D'ordinaire. l'Interregne ne dure pas plus de huit jours ; & André Morosin parlant de celui de 1567. qui dura 13. jours, dit, que cela étoit arivé rarement. En 1595. il y eut un Interregne de 17. jours , & c'est le plus long qui se soit jamais vu à Venise.

Il y a encore une autre raison secrète , qui leur fait hâter l'élection de leur Doge , c'est la crainte , qu'ils ont du Peuple , qui étant sujet à se partialiser , se mêle quelquefois de proposer quelque Gentilhomme , qui lui plaît , & se mutine , si on ne le contente pas. L'an 1618. il cria si haut en faveur d'Antoine Priùli , qu'il falut le créer  
Do-



Doge, pour apaiser des clameurs, qui eussent pu éclater en sédition ; ce que la Noblesse appréhende plus, que la guerre du Turc, sachant bien, que le Peuple est en état de reprendre ce qu'on lui a ôté dans le *Serrar del Consiglio*. Et c'est ce qui s'est vu en l'année 1676. dans l'élection du Procureur Jean Sagréde, qu, bien qu'élû dans toutes les formes, & déjà traité de Sérénité par tout le Grand-Conseil. fut déposé, faute d'avoir pu obtenir l'acclamation du Peuple, dont il paroît, par ce dangereux exemple, que dépend encore absolument l'élection du Doge. A quoi la Noblesse ne pensoit peutêtre pas auparavant.

Sous le Dogat de Pascal Malipierre, qui avoit été élu du vivant du Doge Foscarei, le Grand-Conseil, prévoyant, que cete sorte d'élection pourroit ramener l'ancien abus de la pluralité des Doges, & r'ouvrir la porte au Dogat héréditaire, fit une Loi, qu'à l'avenir il ne se feroit plus de pareille élection.

~~~~~

## DES CONSEILLERS

*de la Seigneurie.*

**L**Es Conseillers de la Seigneurie sont aujourd'hui à Venise ce qu'étoient autrefois les Tribuns des Isles ; Et comme chaque Isle avoit alors son Tribun, qui lui rendoit la Justice ; de même les six Quartiers \* de la Ville, qu'ils appellent *Contrade*, ou *Sestieri*, ont chacun leur Conseil, qui, selon l'Ordonnance du Duc Orie Malipierre doit demeurer actuellement dans le Quartier de son Département. De sorte qu'un Noble, qui fait sa résidence ordinaire dans la Contrée de Saint-Marc, ne sauroit être élu Conseiller de Castel, de Saint Paul, &c.

\* *Castello.*  
*San Marco.*  
*Canaregio San-*  
*Paolo.*  
*Santa Croce.*  
*Dorsoduro.*

Ces

## 162 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Ces Seigneurs sont appelez Conseillers de la Seigneurie, parce qu'ils représentent le Corps de la République avec le Doge ; comme aussi *Consiglieri di sopra*, pour les distinguer des Conseillers appelez *d'abasso*, qui président à la Quarantie-Criminelle, pour la Seigneurie qui y assistoit autrefois. Où il faut sçavoir, que la charge de Conseiller, qui est annuelle, est exercée différemment durant ce tems, les Conseillers ne pouvant être que huit mois au Colège, après quoi, ils doivent descendre à la Quarantie-Criminelle, pour y présider quatre mois : au lieu, que s'ils ont commencé par cete Chambre, comme *Consiglieri d'abasso*, ils doivent monter *alla Banco di sopra*, c'est-à-dire, au Colège.

\* Il est appelé ainsi, parce que sa fonction est de proclamer les Magistrats & les avis dans le Grand Conseil.

Les Conseillers de la Seigneurie sont deux sortes de fonctions, les unes particulières, & les autres publiques. Les premières sont de consulter avec le Doge, & les trois Chefs de la Quarantie-Criminelle, les matieres, qui se doivent proposer dans les Conseils ; Ce qu'ils font en présence du Secrétaire, qu'ils appellent *alla voci*, \* qui marque leurs avis ; d'ouvrir toutes les lettres, qui s'adressent à la Seigneurie, même en l'absence du Doge ; de recevoir toutes les Requêtes, qui doivent être portées au Grand-Conseil, pour les examiner entr'eux, pouvant les déchirer, si elles ne sont pas dans les formes ; d'accorder des privilèges, & des exemptions ; de donner des Juges aux Parties, lorsqu'il y a conflit de Jurisdiction ; & enfin, de résoudre, s'il faut assembler extraordinairement le Conseil. Les fonctions publiques sont, de présider à tous les Conseils, & d'y rapporter ; d'envoyer durant l'Interregne les ordres nécessaires aux Podestats, aux Capitaines des Armes, aux Provéditeurs de Terre & de Mer, & à tous les Officiers de la République, &c.

Quand

Quand des parens plaident les uns contre les autres , & qu'ils demandent d'autres Juges que les ordinaires , il est au pouvoir du Doge , & des Conseillers , de leuren donner , qui , en vertu de leur commission , confirmée par le Grand-Conseil , jugent définitivement. Et cela s'appelle à Venise , *delegar una Causa*. Mais cete grace , qui sauve une infinité de frais , & sur tout *li caratti* , c'est-à-dire , les épices , ne s'accorde qu'à des gens du premier rang , & pour des causes importantes au service-public , parce que c'est un sujet de plainte pour les Magistrats , qui perdent leurs droits par ces renvois : Et ces Commissaires sont ordinairement tirés du Sénat , pour autoriser davantage le jugement , & sont apellez *Savii del Corpo del Senato*.

Les Conseillers *di sopra d'abasso* doivent toujours être en habit rouge , tant au siége , qu'aland par la Ville , sous peine d'une amende de vint-cinq ducats-d'or. L'hiver ils ont une robe d'écarlate à manches-ducales ; & l'esté , une de camelot rouge ondoié , avec un chaperon de drap , de même couleur : excepté les cas de mort de Pères & de Frères , pour qui ils peuvent porter le deüil un mois ; comme aussi durant la Semaine-Sainte , qu'ils sont vêtus de noir.

Il est défendu aux Conseillers , aux Chefs de la Quarantie-Criminelle , aux Sages du Colége , & aux Avogadors , d'aler , ou d'assister à aucunes cérémonies de fiançailles , & de noces , à la réserve de celles de leurs Enfans , Frères , Neveux , Oncles , & Beupères. Cete loi est fondée sur deux raisons. L'une est , de peur que ces Magistrats ne semblent autoriser , par leur présence , ce que les Loix de la République condamnent , c'est-à dire , le luxe de la table , & la superfluité des habits & des meubles. L'autre est ,  
Parte  
del 1553  
24. Febr.  
par-

## 164 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

parce que ces seigneurs étant chargez de la direction des principales affaires , & de tous les soins du Gouvernement, le service-public seroit souvent retardé , ou empêché , par des occasions de nocces & de réjouissances particulières , pour lesquelles ces Gentilshommes se dispenseroient de venir au Palais , ce qui seroit de dangereuse conséquence.

Quand un Conseiller achève son tems , il doit faire jurer à son successeur , un mois avant qu'il entre en charge , l'observation de son Capitulaire , & en faire avec lui la lecture , pour l'instruire de toutes les obligations de sa Charge, lui montrant tous les Decrets , qui peuvent avoir été révoquez de puis cinq ans , ou qui n'ayant été faits que pour un tems , ne sont plus d'obligation. Et si pour quelque empêchement , le nouveau Conseiller n'a pas prêté le serment à son prédécesseur , il le prête à la Seigneurie dans l'Assemblée du Conseil , en cete forme.

*Je N.... Conseiller de Venise , du Quartier de N... jure & promets à Dieu , que pendant tout le tems que je serai en charge , je conseillerai & procurerai de bonne-foi , & sans fraude , tout ce que je croirai être de l'honneur & de l'avantage de la République ; Que je ne ferai jamais aucune tromperie , ni pour servir mes amis , ni pour nuire à mes ennemis ; Que toutes les fois qu'il plaira au Sérénissime Doge de m'appeler au Palais , j'y viendrai incontinent , à moins que n'aie quelque empêchement légitime. Enfin , j'observerai ponctuellement & fidèlement tous les articles contenus dans mon Capitulaire , que je lirai , ou me ferai lire , du moins une fois tous les mois.*

Dans l'élection des Conseillers , qui ne s'élisent que trois à la fois , il y a deux sortes de Compétiteurs , les uns proposés par le Sénat , & les autres ,

nom-

nommez par les Mains-Électorales du Grand-Conseil. Les premiers l'emportent fort souvent sur les seconds , soit pour l'estime , que les Nobles font du choix du Sénat , qui ne donnant rien au sort , nomme toujours des gens de mérite : ou pour le grand nombre des Sénateurs , qui , dans la balottation du Grand-Conseil , ne manquent pas de maintenir par leurs suffrages ceux , qu'ils ont élus dans le Scrutin.

Durant l'Interregne, ils demeurent dans le Palais-Saint-Marc, & y reçoivent les complimens ordinaires de condoléance des Ambassadeurs, & les lettres des Princes. Mais ils ne répondent aux lettres qu'après l'élection du nouveau Doge.



## DES TROIS CHEFS

*de la Quarantie-Criminelle.*

**C**Es trois Gentilshommes assistent au Colège , pour voir ce qui s'y passe , comme les trois Conseillers *d'abasso* sont à la Quarantie-Criminelle , pour observer tout ce qui se fait dans cete Chambre. Cet ordre est pour empêcher , que le Colège & la Quarantie ne sortent des bornes , qui leur sont prescrites par les loix.

Ces Chets ne font que deux mois en charge, durant lesquels ils sont traitez d'Excellence, & vont habillez de violet.

L'autorité des Conseillers est bien plus grande que celle de Chefs. Car un Conseiller peut même tout seul une *Partie*, c'est-à-dire, proposer une affaire au Grand-Conseil & au Sénat, pour en délibérer; ce que les Chefs ne sauroient faire, que tous trois ensemble. En sorte, que si deux d'en-

## 166 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

d'entr'eux étoient d'avis de porter une affaire au Conseil, & que le troisiéme n'en fût pas d'accord, elle n'y pouroit pas être proposée. Ces trois Chefs sont tenus d'accuser & citer en jugement les Avogadors, qu'ils voient être négligens à faire observer aux Conseillers du Colége leur Capitulaire, & les Decrets du Grand-Conseil.

Si dans l'Assemblée du Conseil, ces Chefs se trouvoient tous trois absens, il faudroit absolument remettre l'expédition des affaires à un autre jour. Car toutes les délibérations & élections de ce jour-là seroient de nulle valeur, la Loi ordonnant, que rien ne se fasse au Grand-Conseil, sans la participation & la présence de quelqu'un de ces trois Chefs.

Quand les Chefs du Conseil-de-Dix entrent au Colège, il faut, que ceux de la Quarantie se retirent, à-cause de l'émulation, qui est entre ces deux Chambres-Criminelles.

Dans le Grand-Conseil, ces trois Conseillers sont assis au dessus des Chevaliers de l'Etoile-d'or, dans un banc séparé.

\*\*\*\*\*

DES SAGES-GRANDS.

2 Quos  
vulgus  
propterea  
quod  
maximè  
omnium  
sapere  
videan-  
tur, sa-  
pientes  
appellat.  
Coniars.  
Rcip.

**I**L y a six Sages, appelez Grans, parce qu'ils  
 manient toutes les plus grandes affaires de  
 l'Etat, dont ils sont proprement les Mini-  
 stres; & qu'en cete qualité, ils doivent avoir,  
 & ont en éfet plus de sagesse & d'expérien-  
 ce, que le commun des autres Nobles. Outre  
 que ces Sages étant fort au-dessus de ceux de  
 Terre-Ferme & de-Mer, qui composent le Co-  
 lége avec eux; ils sont justement nommez Grans  
 par excellence,

**Ces**

Ces six Seigneurs s'assembloient entr'eux, pour consulter & examiner les affaires, qui doivent aller au Sénat, où ils les portent tout ébauchées, & pour ainsi dire, tout digérées: & sont appelés pour cela par André Morosin, *Praconsultores majores*, ou *Senatus Praconsultores*. Mais, quoiqu'ils travaillent tous ensemble, il y en a néanmoins toujours un en semaine, nommé pour ce sujet, *Savio di settimana*, qui reçoit tous les Mémoires, les Offices, & les Requêtes, que l'on présente au Collège, pour être portés au Sénat. C'est à lui de proposer à ses Collègues, toutes les matières, afin qu'ils en délibèrent, & qu'ensuite le Sénat en ordonne; & de répondre aux lettres des Princes, & aux Offices des Ambassadeurs, & de tous les Ministres Etrangers, non pas de son chef, mais conformément à la résolution prise dans le Pregadi.

Quand un Ambassadeur veut demander quelque grâce pour lui, ou pour quelqu'un de ses amis, il s'adresse à ces Sages, à qui il envoie son Secrétaire, ou le Consul de sa Nation, sans avoir besoin d'aller en personne au Collège, où il ne va que pour les affaires de son Maître: & si ces Messieurs approuvent sa demande entr'eux, ils la proposent au Sénat, qui défère d'ordinaire beaucoup à leurs avis: au lieu que s'ils ne la trouvent pas raisonnable, ils s'excusent honnêtement de la proposer. C'est ainsi qu'en usa Monsieur l'Ambassadeur de France, en faveur du Comte *Pirro Grattiani*, Résident de Modène, à qui l'on avoit saisi un bateau chargé de vin, à l'entrée de la Ville.

Quoique les avis de ces Sages soient d'aussi grand poids dans le Sénat, que le sont ceux des Conseillers du Collège dans le Grand-Conseil, il est pourtant permis, non-seulement à tout Sénateur, mais encore à tout Noble, qui assiste au Sé-

nat.

## 168 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

nat, de parler contre leur avis Car l'autorité est plus dans la raison, que dans la personne.

Ces Sages ne sont que six mois en charge, & sont pendant ce tems, chacun quatre fois en semaine, la Loi ne leur permettant pas de faire leur mois de suite, afin de modérer leur puissance, par ce continuel changement, qui rompt toutes les mesures, qu'ils pourroient prendre, si la fonction de semaine duroit un mois.

Quand ils achèvent leur tems, ils ne sauroient demander d'être continuez dans cete Magistrature, pour le semestre suivant, mais après ce terme, ils peuvent y revenir par une nouvelle election, c'est-à-dire, qu'un Noble peut être Sage-Grand une fois tous les ans, ce qui n'arrive pourtant qu'à peu de gens. Les Ducs François Denat & Jean Péfàre l'avoient été 24. fois.

Il faut avoir 38. ans passez pour l'être. l'importance de cete Charge, d'où dépend toute l'Administration-Civile, requérant des hommes-faits, & qui soient versez dans les affaires du Gouvernement.

Les Procureurs de Saint-Marc recherchent cet emploi avec beaucoup d'empressement, d'autant que par ce moien, ils joignent l'autorité à leur dignité, qui a plus d'éclat, que de puissance.

Autrefois les Sages-Grans manioient & raportoient les affaires de Terre-Ferme aussi-bien que les Sages de ce nom; mais depuis l'on à changé cet ordre, pour modérer l'autorité des premiers, & augmenter celle des seconds.

Les Ambassadeurs Ordinaires, que l'on envoie à l'Empereur, sont toujours qualifiez Sages-Grans dans leurs lettres-de-creance, bien qu'ils n'en aient pas encore fait la fonction, & qu'ils ne la doivent faire qu'après leur retour. C'est une distinction



tion aparente, que le Sénat a voulu mettre entre ces Ambassadeurs, & ceux, qui vont à la Cour des Rois, auxquels ils ne donnent jamais que le titre de Sages de Terre-Ferme. Et peut-être en usent-ils de la sorte, par un ancien usage d'honorer l'Empereur, comme aiant été durant plusieurs siècles les Vassaux de l'Empire.

Les Sages-Grans ne sont pas élus par le Grand-Conseil, comme les autres Magistrats, mais par le Pregadi, qui les élit trois à la fois, les uns à trois mois des autres. Il appartient à ces Seigneurs de convoquer le Sénat, comme aux Conseillers du Colège d'assembler le Grand Conseil. Ils portent en hiver une robe de drap violet, & en esté, une de camelot-ondoie, de même couleur, à manches ducales.

L'an 1537. le Sénat fit trois Sages-Grans Extraordinaires, & , comme ils disent, *à tempo*, Pour les affaires de la Guerre contre l'Empereur Soliman. Ce qui ne s'étoit jamais fait. Ces trois Sages furent, Tomas Moccenigue, Nicolas Bernard, Marc-Antoine Cornare.

L'an 1595. les Sages-Grans & les Conseillers du Conseil-de-Dix furent exclus de l'élection du Doge, afin qu'ils pussent vaquer aux affaires publiques, durant l'Interregne. De sorte que ces Sages peuvent convoquer le Sénat, & les Dix tenir leur séance durant ce tems, quand il en est besoin.

~~~~~

## DES SAGES-DE-TERRE

*Ferme.*

**I**L y a cinq Sages apellez de Terre-Ferme, qui furent créés environ l'an 1340. après que la République eut aquis la Marche-Trevisane.

*Tome I.*

H

Un

## 170 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

\* *Savio  
alla  
Scrit-  
tura.*

Un d'eux est apellé Sage-de-l'Ecriture, \* dont la fonction est d'expédier les Gens-de-guerre; d'assister aux reveuës des soldats, & de casser ou de métre sur pié des Compagnies. On traite avec lui pour des levées & il en fait son raport dans la *Consulta* de ses Coléguës où l'on délibère de ce qui se doit proposer au Colége. Il est Juge par apel de toutes les sentences renduës à Venise, ou hors de la Ville, contre les soldats de la République, & il en ordonne *summariamente*, c'est-à-dire, brièvement, & définitivement, tant pour le Civil, que pour le Criminel.

\* *Savio  
Cassiere.*

Un autre est qualifié Sage-Cassier \* qui propose le paiement des Gens-de-guerre; & de tous ceux, qui ont de l'argent à recevoir de la République, & rien ne se compte, sans un ordre signé de ce Sage.

Les trois autres n'ont point de qualité ni de fonctions particulières, mais travaillent conjointement avec les deux premiers, dont ils remplissent la place en cas de maladie, ou d'absence, prenant alors le titre de Vice Sage-Cassier, ou de Vice-Sage-de-l'Ecriture. Ils sont semestres, comme les Sages-Grans, & portent l'hiver la veste-de-drap-violet, & l'esté une de Camelot noir-ondoïé, à manches larges. Ils sont pareillement élus par le Pregadi, mais ils n'y ont point de voix délibérative; en quoi ils sont bien inférieurs aux Sages-Grans; ce qui n'empêche pas, qu'ils ne soient traitéz d'Excellence.



**DES SAGES-DES-ORDRES.**

**I**L y a pareillement cinq Sages apellez communément Sages-des-Ordres, qui sont de Jeunes-Nobles de la première-qualité, à qui l'on donne entrée au Colége, non pas pour y délibérer des affaires, qui s'y traitent, car ils n'y ont point de voix; mais seulement pour y écouter & se former au Gouvernement sur l'exemple des autres Sages, qu'ils regardent comme leurs Maîtres. Aussi, ils sont obligez de se tenir debout & découverts, quand ils veulent parler au Colége. Et c'est peut-être pour ce sujet, qu'on les a surnommez Sages-des-Ordres, parce qu'ils doivent obéir aux ordres des Sages-Grans & de Terre-ferme, qui peuvent les exclure de leurs assemblées particulières, quand ils y traitent quelque affaire d'importance & propre de leur ministère. Au lieu, que les Sages-des-Ordres ne sauroient exclure les autres Sages de leurs *Consultes*, ni leur ôter la connoissance de affaires de mer, qui sont toutes de leur ressort, étant aussi apellez, pour ce sujet, Sages-de-Mer, qui est leur véritable nom.

Quand ils affistent dans les *Consultes* des Sages-Grans, & de Terre-ferme, il leur est permis de dire modestement leur avis. Mais comme cét avis n'est pas délibératif, & ne peut se proposer au Sénat, il n'est point couché sur le registre du Secrétaire, si ce n'est, qu'un des Sages-Grans, ou des Sages-de-Terre, approuvant l'opinion du Sage-de-Mer, en fasse la sienne propre, Et pour lors elle est écrite sur le rôle du Secrétaire, sous le nom de ce Sage, pour être balotée au Pregadi. Ce qui est conforme à l'ancien

a Lacedæmone  
quidam  
Demofthenes  
homo impu-  
rus, autor  
fuit ſen-  
tentia  
idonea  
Ad quam  
repu-  
diandum,  
pro indi-  
gnitate  
authoris,  
populus  
viſus eſt  
propenſior  
Proinde  
Ephori  
aliis ex  
ſenſoribus  
forte legè-  
re, cui  
negotium  
ejuſdem  
ſententia  
dicenda  
demon-  
ſtrarent.  
Flu-  
tarch-  
a Re ma-  
ritima  
dirata,  
noſtrorum  
que ſtu-  
diis ad.  
Conti-  
nentis  
imperium  
converſis,  
cepit hic  
Magi-  
ſtratus in  
parvo  
preſidio haberi.

## 172 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

uſage de Lacédémone, a où les Eſores faiſoient prononcer, par une perſonne d'autorité & de mé-rite, l'avis, qu'un autre citoyen de peu de valeur avoit propoſé, quand ils jugeoient, que ſon conſeil étoit ſalutaire à la Patrie; empêchant par ce moien, qu'un bon avis ne fût rejeté, à-cause que l'auteur en déplaiſoit. Mais lorsqu'il s'agit de quelque affaire de Mer, ils ont voix délibérative comme les autres Sages.

Cette Magiſtrature étoit autrefois une des premières & des plus importantes de la République: mais depuis que les Vénitiens ſe furent étendus dans la Lombardie, & qu'ils eurent goûté les délices de la Terre-ferme, ils négligèrent ſi fort la Marine, que les Sages-de-Mer, qui étoient auparavant fort conſidérés, à cause des grandes affaires, qu'ils manioient, perdirent tout-à-coup leur crédit, a Enſorte, que l'on ne mit plus dans ces Charges, que de jeunes-gens, qui, n'ayant point encore d'expérience, & n'entrant au Collège, que pour y faire leur apprentiſſage, cédèrent volontiers aux Sages-de-Terre-ferme, qui avoient tant de part au Gouvernement.

Ces Sages ſont pareillement ſeſteſtres, & ſont élus par le Sénat, où ils aſſiſtent pendant qu'ils ſont en charge, portant la Robe violette à manches-étroites.

Quoique cete Magiſtrature ſoit ſans puissance, elle ne laiſſe pas d'être fort recherchée par les Jeunes-Nobles, d'autant que c'eſt un degré, pour monter de bonne-heure aux grandes-Charges, quand on ſait ſe conduire; comme c'eſt un écueil pour ceux, qui n'aportent pas toute la docilité requiſe dans cet emploi, où l'on eſt expoſé au jugement des meilleures têtes de l'Etat, qui ſervent on nuisent après, ſelon les bonnes ou mauvaiſes im-  
pres-

Contar. lib. 3. Reip. Ven.

pressions, qu'on leur a données. Un Aléxandrie Contarin étant Sage-des-Ordres, voulut parler dans le Colège sans se tenir debout, selon la coutume introduite par un consentement unanime, <sup>a Sic instituer</sup> ce Noble demandant à voir la *Parte*, qui lui ordonnoit de se lever. Mais il aprit depuis à ses dépens l'obéissance, qu'il devoit à ses Supérieurs. Où je dirai en passant, qu'il y a beaucoup de loix à Venise, <sup>Majoris, posterit imitantur. Tac. Germ.</sup> aussi-bien qu'en Lacédémone, qui ne sont pas écrites, parce qu'elles sont gravées dans les cœurs, <sup>b Plus ibi boni mores valent, quam alibi bonae leges. Tac. German.</sup> & dans les esprits des bons Citoyens, sur qui l'exemple de leurs ancêtres <sup>a</sup>, qui est immortel, a plus de force; que toutes les Ecritures, qui sont périssables; & les bonnes mœurs plus de pouvoir, que les bonnes loix. <sup>c</sup> Outre qu'il est mal-séant à de jeunes-gens de vouloir s'enquérir de l'institution des Loix, & d'en demander les raisons: Ce qui étoit expressément défendu à Sparte, de peur que cete curiosité ne servît de prétexte à la désobéissance. <sup>d</sup>

Voilà tous les Magistrats, qui composent le Colège; & c'est pour cela que j'en ai traité de suite, sans considérer le rang, qu'ils tiennent dans la République. Passons maintenant aux Procureurs-de-Saint-Marc, dont la dignité est la seconde de l'Etat.

<sup>d</sup> Si quæcunque singulis liceat, percontante obsequio, etiam imperium intercedit. Tac. Hist. 1.



## DES PROCURATEURS

*de Saint - Marc.*

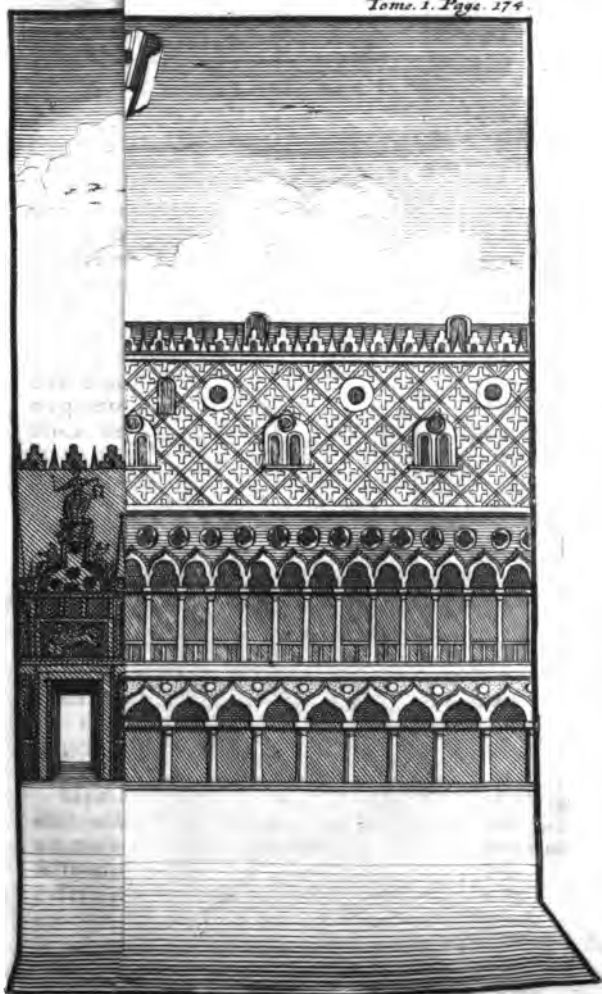
Gian-  
notti  
& Frà  
Fulgen-  
tio.

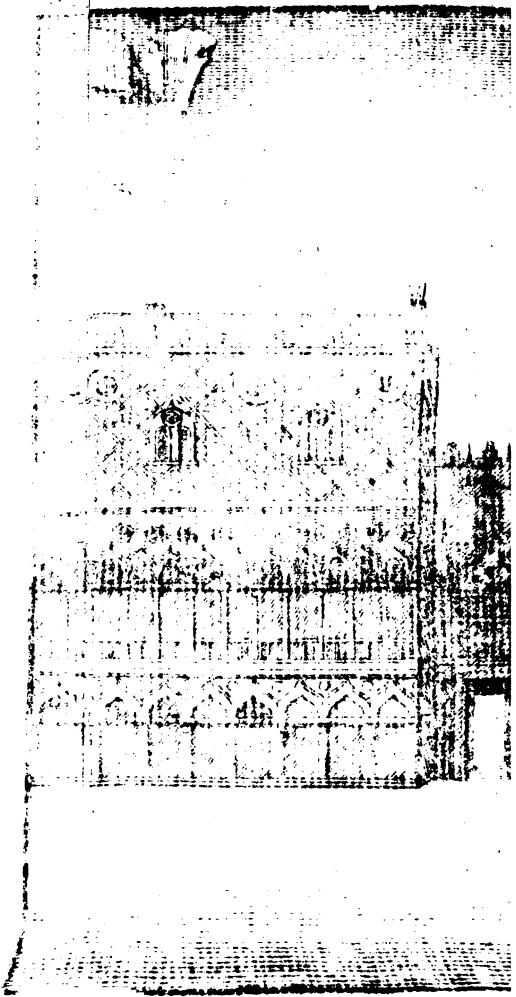
977.

\* Sous  
le Duc  
Jaques  
Tiepolo.

**I**L n'y avoit autrefois qu'un Procureur-de-Saint - Marc , qui se qualifioit , *Procurator Opèris Beati Marci* , parce qu'il avoit l'intendance du Bâtiment de cete Eglise. Ce qui semble appuier l'opinion de ceux , qui croient , que cete charge a été crée par le Duc Pierre Orféole Premier de ce nom , à - cause qu'il commença à bâtir la Chapelle Ducale qui avoit été brûlée sous Pierre Candien son Prédécesseur. Quoiqu'il en soit , Bartelemi Tiepolo , élu en mille quarante-neuf , sous le Prince Dominique Contarin , est le plus ancien , qui se trouve dans les Archives , où l'on voit encore , qu'il n'y a eu qu'un seul Procureur jusques en l'année mille deux-cens trente-un , que Philippe Memme étant envoié Ambassadeur à l'Empereur de Constantinople Baudouin II. Pierre Dandole \* fut élu , afin que la Ville ne restât pas sans Procureur. En sorte qu'après le retour du Memme , ils furent pour la première fois deux ensemble. Quelques - uns disent , que le Duc Sébastien Ziani aiant ordonné par son Testament , que les revenus des héritages , qu'il laissoit à l'Eglise - Saint - Marc , fussent tous les ans distribuez aux Pauvres par le Procureur ; on jugea qu'il ne faisoit pas , qu'un seul homme eût tant

de







de deniers à sa disposition, de-peur qu'il ne lui fût aisé avec la bourse à la main, de gagner le menu-peuple, & de s'en servir dans ses entreprises; & qu'ainsi les Vénitiens, pour prévenir le mal, avoient fait un second Procureur, qui eut l'administration du legs de Ziani. Mais il paroît par plusieurs Manuscrits, gardez dans la Bibliothèque de Saint-Marc, que sous les trois Ducs, qui succédèrent à Sébastien Ziani, il n'y eut qu'un Procureur, & que ce fut à l'occasion de l'absence de Philippe Memme, que l'on en fit un second, comme je viens de dire.

Les richesses de Saint Marc s'étant bien augmentées depuis, le Conseil élu en mille deux-cens cinquante-neuf Marc Sorance, pour troisième Procureur, & partagea en même tems l'emploi & les affaires entr'eux, chargeant le premier du soin & du gouvernement de l'Eglise-Ducal; le second, de la direction des biens laïssés par ceux, qui demeuroient au deçà du grand-Canal; & le troisième, de toutes les sommes léguées par ceux, qui habitoient au de-là de ce même Canal: Ce qu'ils appellent *Commissarie di quà e di là*. Et l'an mille deux-cens soixante-un l'on fit un quatrième Procureur en la personne de Jacques Molin, qui fut Colégué du premier, & signoit aussi, *Ego N. Procurator Operum Beati Marci*. Car l'on ne disoit plus *Operis*, à-cause de la grandeur & de la magnificence de cet édifice.

Mais la République voiant, que cete dignité étoit ambitieusement recherchée, & lui fournissoit un moien fort aisé de récompenser ses sujets, sans faire aucune dépense, Elle créa en l'an 1319. Nicolas Falier, & Marin Folcarin, cinquième & sixième Procureurs, \* les associant au second & au troisième, qui étoient sans Colégués, & leur

Sous le  
Duc Re-  
nier  
Zen.

\* Sous

## 176 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

leur donnant toutes les Chartes & Titres-publiques à garder. Ces six Procureurs furent départis en trois Procuraties, ou Chambres, appelées communément *Ridotti di Supra, di Citra, & di Ultra*.

Enfin, l'an mille quatre-cens quarante-deux Elle en fit encore trois, Louis Lorédan, Paul Tron, & François Barbarigue, assignant au premier la Chambre *di Supra*; au second celle de *Citra*; & au dernier celle de *Ultra*; ainsi, chaque Procuratie resta composée de trois Procureurs, qui retinrent tous le nom de Procureurs-de-Saint-Marc, par excellence, bien qu'il n'y eût que ceux de *Supra*, qui fussent chargez de l'administration de la Chapelle-Ducale.

Cette dernière création fut accompagnée d'un Decret, par lequel le Grand-Conseil fixoit le nombre des Procureurs à neuf, déclarant, que personne ne pouroit plus être proposé, ni admis qu'après la mort de quelqu'un de ceux, qui se trouvoient alors revêtus de cete dignité, savoir.

|                  |   |               |
|------------------|---|---------------|
| Jaques Trivisan. | } | <i>Supra.</i> |
| Marc Molin.      |   |               |
| Louis Lorédan.   |   |               |

|                 |   |               |
|-----------------|---|---------------|
| Marc Foscare.   | } | <i>Citra.</i> |
| André Contarin. |   |               |
| Paul Tron.      |   |               |

|                   |   |               |
|-------------------|---|---------------|
| Etienne Contarin. | } | <i>Ultra.</i> |
| Paul Correr.      |   |               |
| Fr. Barbarigue.   |   |               |

En ce tems-la les Procureurs ne se faisoient que par mérite; mais les affaires de la République

que aiant depuis changé de face , par la Guerre de-Cambrai , qui l'avoit épuisée ; ( car elle leur couta cinq millions d'or ) le Conseil fit deux Decrets , l'un du dixhuitième de Mai , & l'autre du premier de Juin 1516. en vertu desquels les six Nobles suivans , Louïs Pisani , Georges Eme , François Foscare , Laurent Lorédan , Louïs Mo- Sous le  
lin , & Jérôme Justinien , furent , pour une som- Duc Lé-  
me d'argent qu'ils ofroient , agrégés au Corps onard  
des Procureurs ; \* mais à condition , qu'il ne Loré-  
s'en feroit plus aucun que cete Compagnie ne fût dan.  
révénué au nombre déterminé de neuf. A quoi  
le Conseil ne laissa pas de déroger , par une *par-* \* Jaques  
*te* du 26. de Mars 1522. laquelle fut aussi-tôt Sorance.  
suivie de l'élection de trois Procureurs \* par Marc  
argent , qui dans la même année eurent neuf \* Grima-  
autres Colègues , En sorte que le nombre des ni.  
Extraordinaires , passa de beaucoup celui des Franc.  
Ordinaires , sous le Doge Antoine Grimani , & crut Cornare  
encore de plusieurs , sous André Gritti son suc- fait Car-  
cesseur , Et cete dignité se vendoit alors 11000. dinal en  
écus. 1527.

L'an 1556. cete multitude de Procureurs se \* Louis  
réduisit enfin , par la mort de plusieurs , au nom- Pasqua-  
bre de neuf , que le Conseil déclara être tous ligue.  
Procureurs Ordinaires , bien qu'il y en eût six André  
Extraordinaires. Justinien.  
Pierre

Ces neuf étoient.

André Capello, Extr. }  
Jules Contarin, Extr. } *Ulyra.*  
Etienne Tiépolo, Ord. }

Ant. Moccénique, Extr. }  
Antoine Priùli, Extr. } *Citya.*  
Priam Leggé, Ord. }

André  
Lioni.  
André  
Gussoni.  
Franç.  
Priùli.  
Charles  
Moro-  
fin. Jean  
Leggé  
& Vi-

Roi Gio  
Jean mani.

## 178 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Fils de  
riam.

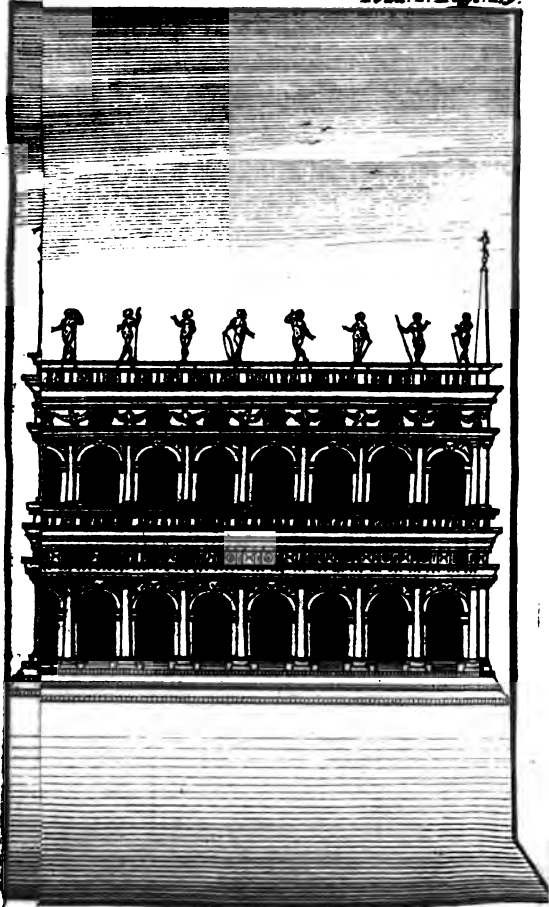
|                       |                 |
|-----------------------|-----------------|
| Jean Leggé, Extr.     | } <i>Supra.</i> |
| Jean Leggé, * Extr.   |                 |
| Franç. Contarin, Ord. |                 |

Édéric  
Contarin,  
Olivier  
Grimani,  
Louis  
& Franç.  
Priuli,  
Louis  
Fiepo-  
o, & A-  
lexandre  
Bon.

L'an 1570. la République aiant la guerre avec le Turc, fut obligée de vendre encore cete dignité à six Gentilshommes: Ce qu'elle a continué de faire dans tous les besoins de l'Etat, & particulièrement durant la dernière guerre, qu'Elle a soutenuë l'espace de vint-cinq ans dans le Roiaume de Candie, Car il ne s'étoit jamais vu à Venise tant de Procureurs, qu'il y en avoit alors. Durant le Siège de la Métropolitaine, l'on y en a vu jusques à quarante, dont quelques-uns, qui étoient Nouveaux-Nobles, avoient acheté la veste jusques à 100000. ducats; entre autres Vincent Fini, & Octave Manini: au lieu que les Anciens-Nobles n'en-paioient que 30000, au plus; la République aiant cete maxime de favoriser toujours l'Ancienne Noblesse, & de sùcr la Nouvelle, qui souvent a trop de sang & d'embonpoint.

De tous ces Procureurs, il n'y en a que 2. Ordinaires, apellez vulgairement Procureurs par mérite, dont la place est remplie après la mort, conformément à la *Parce* de del'année 1572. Ainsi, quand un de ces Seigneurs est mort, on sonne la *Troisième* du Palais, qui est une cloche destinée pour assembler le Grand-Conseil, & le défunt n'est point inhumé, que son successeur ne soit élu, afin d'éviter le desordre, que la brigue des prétendans pourroit causer.

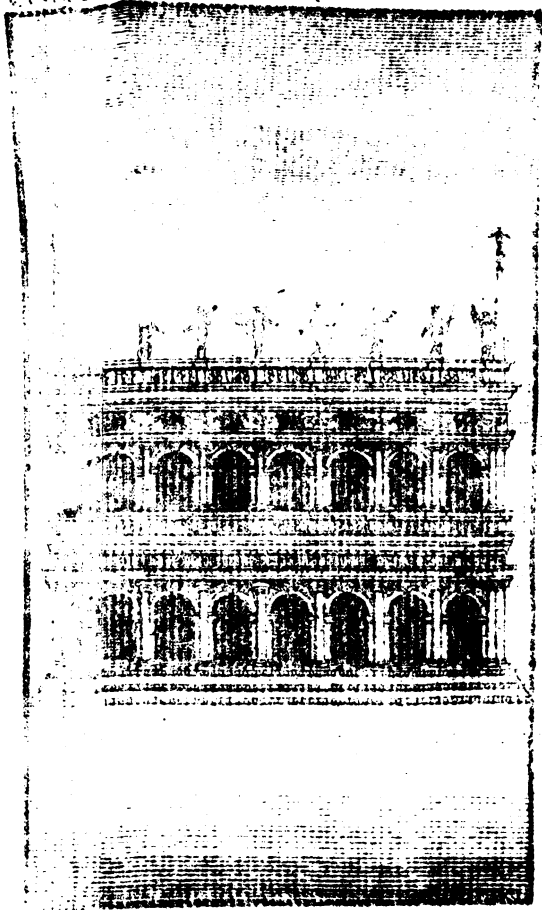
Le Nouveau Procureur choisit un jour pour son entrée solennelle, suivant la coutume, & ce jour-là tous ses parens & amis viennent le prendre chez-lui, pour le conduire, premièrement à l'Eglise-Saint-Marc, où il va entendre la Messe, assisté du plus ancien Procureur, qui, par honneur, lui



Facade des Portes

Fi  
Pria

Féd  
Co  
rin  
& Gr  
ni,  
& Pr  
Lo  
Ti  
lo  
le  
B



lui donne la droite en cete cérémonie ; & suivi de tous les autres , comme aussi des Sénateurs , & Gentilshommes invitez , qui marchent deux-à-deux en robe-rouge.

La Messe finie , il jure sur les Evangiles d'observer exactement son Capitulaire , & de procurer de toutes ses forces l'augmentation du Culte-Divin , & l'avancement du Bien-Public. Il entre ensuite au Colége , où , après avoir salué trois fois la Seigneurie , il monte au siège des Conseillers , & s'assied au dessous du dernier des trois Chefs de la Quarantie-Criminelle. Les autres Procureurs se mettent au dessus des Sages-Grans , & le reste des Nobles hors de rang , où bon leur semble. Il fait-là son remerciement à la République , au nom de qui le Doge lui répond , louant modestement son mérite , ou ses services , & lui souhaitant une longue jouissance de sa nouvelle dignité. Après-quoi , ce Gentilhomme reçoit les clefs de la Chambre de son département , lesquelles lui sont présentées dans une bourse de veloux-cramoisi , par un des *Gastaldes* , ou Fermiers de sa Compagnie ; prête une seconde fois le serment sur un vieux Registre , que le Grand-Chancelier tient pour lors entre ses mains ; & puis sortant du Colége , il va prendre possession de sa Charge.

Les Procureurs étoient autrefois en si grande réputation par toute l'Italie , que de tous les endroits l'on envoioit des Pupilles à Venise , pour être sous la protection & la tutelle de ces Gentilshommes : Et même plusieurs Seigneurs & Princes Etrangers , qui y passioient , étant quelquefois surpris de maladie , ou de mort , leur confioient librement tout ce qu'ils avoient de plus précieux , comme à des gens impénétrables à l'avarice. Aussi ce Magistrat étoit-il institué en partie , pour prendre soin des orphelins , qui restoient sans tuteur , & gler

## 180 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

gler les Successions de ceux , qui mouroient sans tester , & sans enfans ; faire exécuter fidèlement les testamens des autres ; & enfin entretenir le bon-ordre & le repos dans les familles.

\* *Arde-*  
*naro*

*Large &*  
*Falcone*  
*Ceslari,*

Trat,  
dell' In-  
quist. di  
Vendi  
Frà. Fa-  
lo.

Ce fut à l'ocasion de ce pouvoir , que tous les Procureurs furent excommuniés par les deux Nonces \*, que le Pape Jean XXII. envoya exprés à Venise, en l'an mille trois cens vingt-deux, pour ramasser tous les deniers laissez à la Chambre-Apostolique par les Marchands , qui avoient négocié en Levant, d'autant que ces Seigneurs étoient exécuteurs de la plupart de ces Testamens, qu'ils refusoient de remétre à ces Prélats , afin de conserver aux enfans des biens , que leurs Pères n'avoient abandonnez au Pape , que par l'appréhension d'être dannez , s'ils ne restituoient , comme on leur disoit , autant que montoit le capital de toutes les marchandises , qu'ils avoient portées durant leur vie au Levant. Car les Moines , & les autres Eclésiastiques, jétoient ces scrupules dans les consciences des moribonds ; à qui ils faisoient croire , que sans cela ils n'étoient pas en état de recevoir l'absolution, Encore falloit il , que cete restitution fût au profit du Pape , conformément à la Bulle de Clément V. de 1307. Ce qui aloit manifestement à la destruction des Familles, & à la ruine du Commerce de Venise, si le Sénat eût négligé plus long-tems un si grand mal.

Les Procureurs ont encore aujourd'hui le même soin , avec la direction des aumônes publiques, qu'ils peuvent distribuer à leur volonté, en les apliquant aux Hopiraux, ou à la subsistence des Monastères, qui ne sont pas rentez ; aux Pauvres-honteux , ou au paiement des Créanciers de ceux , qui sont détenus prisonniers pour dettes ; ou enfin au rachat des Sujets de la République de-  
venus



C.



JE DE I



ven  
gne  
les  
La  
basse  
goit  
cura  
utile  
des  
be,  
assez  
me  
sou  
cor  
tre  
ne  
&  
pa

co  
p  
n  
f  
c

ous esclaves du Turc. En sorte que ces Seigneurs sont proprement les Pères-communs de tous malheureux.

Les Procurateurs ne sont jamais envoyez Ambassadeurs Ordinaires. En quoi la République reçoit un notable préjudice de cete quantité de Procurateurs faits par argent, qui pourroient servir utilement la Patrie, & paroître avec éclat à la Cour des Princes, s'ils n'étoient pas revêtus d'une Robe, qui les en dispense. Car le Sénat manquant lez souvent de gens riches & puissans, comme le sont la plupart de ces Procurateurs, pour fournir aux Ambassades auprès des Rois, il est contraint d'y nommer des Nobles, qui pour n'être pas accommodez des biens de la fortune, se ruinent entièrement-s'ils font la dépense nécessaire, deshonnorent leur caractère, s'ils ne la font

is.

Ils ont leurs Palais dans la Place-Saint-Marc, comme j'ai déjà dit, mais d'autant qu'il n'y a que pour en loger fix, les Procuraties-Vieilles n'étaient plus habitées, que par des Citadins, la République gratifie les autres d'une pension de sixante sequins, ou ducats-d'or, jusques à ce qu'il y ait un lieu vacant; & chacun y vient à son tour, tant le Procurateur par argent, que le Procurateur par mérite, suivant l'ordre de leur réception. Ils ont encore leurs Chambres de conseil à Saint-Marc, où ils s'assemblent d'ordinaire le Mardi, le Jeudi, & le Samedi. Et parce que la Bibliothèque est proche de ces Chambres, ils en ont la direction avec la nomination des Libraires-Ducaux, qui y sont établies, pour enseigner publiquement la Philosophie, le Droit, & la Médecine. La première est toujours tenue par un Noble, avec une pension de cinq-cens ducats; & de mon tems c'étoit le Sénateur Jean-Batiste

## 182 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Contarin , qui la tenoit depuis l'année 1626. on 1627. Les deux autres sont remplies par des Citadins de Venise , qui sont pareillement aux gages du Public.

L'Université de Padouë est toujours sous la direction de deux Procureurs, que l'on appelle *Reformatori dello Studio di Padova* , & leur fonction est à-peu-près semblable à celle du Proviseur-de-Sorbonne. C'est à ces Réformateurs de prendre connoissance de tous les livres , qui s'impriment dans l'Etat , & d'avoir soin , qu'ils ne soient point exposez en vente , que les Libraires n'aient fourni les Exemplaires, qui doivent être mis dans les Bibliothèques publiques.

La dignité de Procureur est à vie ; mais la République ne laisse pas d'en dépouiller quelquefois ceux, qui en sont revêtus. Le siècle passé en fournit deux exemples ; l'un d'Antoine Grimani, qui fut dégradé par le Grand-Conseil , en 1500. puis aiant été rétabli en 1510. devint Doge en 1521. & l'autre de Jaques Sorance, qui fut priué de cet honneur , \* par le Conseil-de-Dix. Et dans ces dernières années peu s'en falut , que le Seigneur François Morosin ne fût traité de même, quoique le Grand-Conseil lui eût donné la veste avec des témoignages excessifs de la satisfaction, que l'on avoit de ses services, créant en sa faveur un dixième lieu de Procureur par mérite, ce qui étoit sans exemple.

J'en trouve un d'un Marin Vénier , qui renonça à la dignité de Procureur en l'année 1501. à-cause de ses maladies , mais on lui conserva le rang & les autres prérogatives de cete dignité, excepté les émolumens,

Les Procureurs sont habillez de noir ou de violet, à manches-ducales , avec l'étole noire, mais quand ils sont Sages-Grans , ils la portent vio-

lette.

lète. Dans les grandes cérémonies , par exemple , le jour de leur entrée , le jour de la Fête-Saint-Marc , & quelques autres , ils métenent une robe de veloux-cramoisi , avec l'Etole-d'or , s'ils sont Chevaliers.

Après les Procureurs sont les Décemvirs , qu'ils appellent communément *il Consiglio de' Dieci*.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

### D U C O N S E I L - de - Dix.

**C**E redoutable Conseil ne fut du commencement qu'une Chambre-de-Justice , établie seulement pour la recherche des complices de la fameuse conspiration de Bajamont Tiepolo. Mais quelques années après on le fit ordinaire & perpétuel , pour éviter le mécontentement de la populace , qui murmuroit toutes les fois , que l'on renouveloit cete Chambre.

Dans le premier siècle de son établissement , son autorité ne s'étendoit pas fort loin , car la Quarantie-Criminelle , qui est beaucoup plus ancienne , jugeoit de tous les crimes & de plusieurs autres sortes d'affaires. Mais les Dix se rendirent peu-à-peu si puissans par leur adresse , qu'ils s'attribuèrent la connoissance de tous les crimes d'Etat , des séditions , des malversations des Magistrats , de la fausse-monnoie , des assassinats commis en la personne des Nobles , de la sodomie , des sacrilèges , & quelquefois même de l'Hérésie. Ils étendirent encore leur pouvoir jusqu'à révoquer & casser les Décrets du Grand-Conseil ; ( ce qui fut réformé en l'année 1628. ) à traiter des ligues offensives & défensives avec les princes , à l'insu du Sénat : ce qu'ils faisoient  
en

## 184 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

*Ubi fa-  
cto magis  
quam  
consulto  
opus esset.*  
Tac.  
Hist. 1.

Gian-  
notti  
Rep.  
Ven.  
Gui-  
chardin  
hist. 1. 4.

en de certaines conjonctures fâcheuses , où il fa-  
loit plutôt exécuter que délibérer. <sup>a</sup> En quoi ils  
ressembloient au dictateur de Rome , qui dans les  
calamitez-publiques avoit toute la puissance de l'E-  
tat entre ses mains , & tenoit celle du Sénat en in-  
terdit. Car il y a même des exemples de plusieurs  
négociations faites par le Conseil-de-Dix , malgré  
tout le Pregadi. Témoin le Traité-de-Paix con-  
clu avec Paul Antoine-Sodérin , & Jean-Batiste Ro-  
dolfi , Ambassadeurs de Florence , qui n'avoient  
pu rien avancer dans le Sénat de Venise ; &  
cet acommodement fut un coup-d'Etat pour la  
Seigneurie , à qui Bajazet II. déclara la guerre  
fort peu de tems après. Ce que si les Floren-  
tins eussent prévu , ou si l'accord eût été retardé  
de quelques semaines , il est tres-certain , qu'ils  
n'eussent plus voulu la paix , ou du-moins , ils  
eussent fait leurs conditions meilleures avec les  
Vénitiens , qui auroient été contraints d'acheter leur  
amitié , pour n'embrasser pas deux guerres à la  
fois.

André  
Morosin  
liv. 1. de  
son Hi-  
stoire.

L'an 1540. le Conseil-de-Dix envoya au Bâle  
Louis Badoer un ordre-secrét , de faire la paix avec  
Soliman , & de lui abandonner toutes les villes du  
Péloponèse. Ce qui s'exécuta , sans que l'on en  
eût rien communiqué au Sénat. Et quoique ce  
Traité fût très-désavantageux & très-désagréable  
à la République , il ne laissa pas néanmoins d'a-  
voir son effet. Tant ce Conseil étoit puissant  
alors.

L'an 1573. il ordonna au Bâle Marc-Antoine  
Barbaro de faire la paix avec Sélim II. & cela se  
fit si secrètement , que l'on en eut à Venise le  
Traité signé & ratifié avant que l'on en fût la  
négociation. Cete paix fut un autre coup-d'Etat  
pour la République , qui étoit épuisée d'argent , & ne  
savait plus où en trouver , ayant dépensé trente-  
cinq

cinq millions en trois ans de guerre , & courant risque de perdre tout son Etat-de-Mer. Ainsi le Sénateur Albert Badoer avoit sujet de dire , que le Navire-Vénitien , qui se trouvoit sans voiles, sans antennes, sans mât, & sans pilote, avoit été sauvé par ce Conseil.

Mais aujourd'hui l'autorité des Dix est restreinte aux seules affaires-criminelles : Et comme il n'y a point de Tribunal au monde plus rigoureux, que celui qui procède avec une certaine forme de Justice tout extraordinaire , qu'ils appellent *il Rito* , e'est-à-dire, la coutume ; il est bon d'en dire ici quelque-chose.

Après que les trois *Capi-Dieci*, qui sont les Présidens-de-mois , ont reçu les dépositions des témoins par écrit , & qu'ils se sont instruits à fond de toutes les circonstances du fait , ils font saisir secrètement les acusez , & les enferment dans les cachots , où ils sont interrogés ensuite par le Chef-de-semaine , qui fait écrire toutes leurs réponses par un Gréfier , & les communique à ses deux Colègues , pour en dire leur avis , & puis la cause va au Conseil , où ils se rendent accusateurs tous trois ensemble , & produisent les pièces du procès , sans qu'il soit permis à ces misérables de plaider leur cause , ni d'employer des Avocats à leur défense , non-pas même de voir aucun de leurs parens ni amis , ni d'en recevoir aucunes lettres. Il n'y a qu'un seul remède, qui est, que quelqu'un des propres Juges , touché de compassion pour l'acusez , ou persuadé de son innocence, veuille bien prendre sa cause en main , & la faire valoir par son autorité contre les accusateurs. Mais quoique ces sortes de bons offices soient de grand poids , ils ne produisent presque jamais l'effet , que l'on s'en propose. Car ce Conseil panche si fort à la sévérité , que les  
moins

## 186 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

moindres fautes en matière d'Etat y sont irrémissibles , & que les seules apparences y sont réputées pour des crimes. C'est-pourquoi dès qu'on fait , que quelqu'un est pris , on le met plutôt au rang des morts, qu'en celui des coupables. <sup>a</sup> On disoit à Atènes, que Dracon avoit écrit toutes ses loix avec le sang. On peut dire la même chose de ce Conseil , où la clémence & la miséricorde sont des vertus inconnuës ; où la jalousie est incurable ; où la défiance est éternelle ; où la grande réputation est dangereuse ; où les grans-services sont odieux , & se paient du bannissement & de la mort. Ce sont des maximes de ce Conseil, Que non seulement il ne faut jamais pardonner les crimes-d'Etat , mais qu'il en faut même punir les apparences , & , comme ils disent , *correre alla pena, prima di esaminare la colpa* ; Que dans ces matières l'ombre doit être prise pour le corps , & ce qui est possible , pour une chose presque faite ; Que la prudence humaine ne doit pas se contenter , que les maux ne soient pas encore venus , mais faire en sorte, qu'ils ne puissent jamais ariver ; Que le Public doit se guérir de sa crainte , aux dépens de ceux , qui la lui causent , sans attendre , qu'il sente le mal qu'il appréhende ; n'y ayant par de plus grand crime, que d'être suspect à son Prince ; & de lui donner de la peur ; Que si dans toutes les autres affaires, c'est sagesse de croire moins de mal , qu'il n'y en a , c'est une nécessité d'en croire plus que l'on n'en voit , lorsqu'il s'agit d'assurer le repos de l'Etat ; Qu'il importe peu de faire une injustice à des Particuliers , quand il en revient quelque avantage au Public ; Et qu'enfin il est impossible de gouverner un Etat , sans faire tort à personne. A quoi j'ajouterai une autre maxime de grand usage dans ce Tribunal , qui est , de se défaire de ceux ,

<sup>a</sup> *Vulgato  
iudicio  
inter  
damna-  
tos magis  
quàm in-  
ter reos  
habeban-  
tur.* Tac.  
An. 16,



ceux, que l'on a commencé de maltraiter sur de faux-soupçons, de-peur que le ressentiment ne les fasse devenir ensuite criminels par vengeance; \* & que la crainte d'une seconde injure ne leur enseigne les moiens de s'en délivrer aux dépens de la République.

\* Gli  
inimici  
grandi  
dit, Ma-  
chiavel  
liv. 4. de  
son His-  
toire, &  
non  
s'hanno  
à toccare,  
à tocchi à  
spagnere.

Aussi, ce Conseil est devenu si odieux à la Noblesse, qu'elle a tenté tous les moiens imaginables, pour l'abolir entièrement. L'an 1628. le parti de la Maison-Cornare poussa si loin cete affaire, pour vanger la queréle de George Cornare fils du Doge, gouvernant alors, lequel avoit été pros crit & dégradé de Noblesse; que le Grand-Conseil fut obligé de nommer cinq Correcteurs, pour réformer ce Conseil, qui infailliblement eût été supprimé, si le Sénateur Batiste Nani, l'un de ces Correcteurs, n'eût arrêté le torrent des voix, qui en demandoient l'abolition, en remontrant au Grand-Conseil, Que la durée de l'Etat dépendoit absolument de celle de ce Conseil, qui retient les Nobles dans le devoir, par l'aprehension du châ timent; & le Peuple dans le respect & l'obéissance, par le bon exemple & la modération de ceux, qui le gouvernent: Que de supprimer ce Tribunal, qui est le soutien des Loix, le nœud de la concorde, le fondement de l'égalité, le frein du commandement, & le juste tempérament de toutes les parties de l'Etat, c'étoit vouloir introduire la confusion, la licence, & l'impunité: Que rien ne faisoit paraître davantage l'excellence de leur Gouvernement, que d'avoir donné aux Nobles pour juge le plus sévère de tous les Tribunaux, afin que la crainte servît de contrepoids à leur puissance, qui sans cela ne seroit pas durable; \* & que ceux, qui avoient plus d'autorité, eussent aussi plus de sujétion, à la Hist. 2.  
se voiant plus exposez, que les Particuliers, à la

\* Pour  
avoir  
voul  
tuer le  
Cheva-  
lier Re-  
nier Zen,  
qui acu-  
soit le  
Doge  
Cornare  
d'avoir  
violé les  
loix, en  
consen-  
tant à la  
promo-  
tion de  
son fils  
au Car-  
dinalat  
Nec un-  
quam  
sotis fide  
potentia,  
ubi ut-  
mia est,  
Tac.  
ri.

## 188 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

rigueur des loix : Que ceux , qui vouloient s'en soustraire , étoient des gens , qui méditoient d'être coupables , s'ils ne l'étoient pas déjà : Qu'il falloit les séparer du Corps de l'Etat , s'ils ne vouloient pas prendre le régime salutaire de la Vie Civile , ni s'affujétir à des loix , qui leur imposent une heureuse nécessité de faire leur devoir ; & qu'enfin ce seroit décréditer le Gouvernement , si , pour apaiser les plaintes de quelques Citoyens , on faisoit un changement si préjudiciable au Public.

Mais quoique ce Conseil subsiste encore , il est néanmoins toujours fort désagréable à la plupart des Nobles , qui n'en entendent jamais parler qu'avec fraieur.

L'an 1670. le Grand-Conseil procédant à l'élection des Dix , qui se renouvellent tous les ans au mois d'Août , tous ceux , qui furent proposez eurent l'exclusion de deux Dimanches de suite , & au troisième il n'y eut qu'*Angelo Emo* , qui passa dans la balottation. La mauvaise humeur alla même si loin , qu'il y eut des Electeurs , qui nommèrent par mépris , ou par dépit , des Nobles-Nouveaux , & entre les autres le Fonsèque , Portugais , de race Juive , sachant bien , que ces gens-là n'obtiendroient jamais le nombre requis des suffrages. Car ce Tribunal , qui est le Parlement & la Tournelle des Nobles , a toujours été rempli par les plus dignes & les plus qualifiés Gentilshommes. La même chose arriva encore en 1676. & jusqu'à quinze Sénateurs ne purent passer dans la balottation.

L'an 1582. comme l'on procédoit à l'élection des 15. Sénateurs de la *Giunta de' Dieci* , le nombre n'en put jamais être rempli , tant ce Conseil étoit déjà odieux , François Gradénigue , l'un des Chefs de

la Quarantie-Criminelle , investiva fortement contre sa puissance , disant , Qu'il avoit tiré à soi toute celle des autres Conseils ; Qu'ils s'élevoit par-dessus les Loix fondamentales de l'Etat , donnant aux Jeunes-Nobles des dispenses d'âge pour les Charges , & y en admétant d'autres , sans garder les interstices : Qu'il dissipoit les Finances par des largesses excessives. A quoi servoit le Grand-Conseil , qui est la source de tous les autres , si les Dix s'attribuoient l'autorité des Loix , s'ils éliisoient les Magistrats , s'ils violoient les Ordonnances ? Qu'avoit à faire le Sénat , si les Dix faisoient à son insû des Traités , des Lignes , & des Aliances ; Que restoit-il à la Quarantie-Criminelle , si le Conseil-de-Dix connoissoit de tous les crimes , & faisoit grace à qui bon lui sembloit ; Qu'ils songeassent donc à couper la racine d'un si grand mal. Car , disoit-il , il en est du Corps-Politique comme du Corps-Humain ; comme celui-ci devient malade & périt à mesure que l'une des quatre humeurs excède : de même le Corps de notre République va se détruire insensiblement , si l'on n'arête promptement le cours des humeurs , qui la sufoquent.

Cependant , c'est de ce Conseil , que dépend toute l'économie du Gouvernement ; C'est la Pierre angulaire de l'Etat ; l'on ne la sauroit remuer , sans le renverser ; C'est la clef , qui ferme la voûte de l'Edifice de cete grande Aristocratie , & qui en fait toute la solidité & l'ornement. C'est la Copie de ce Temple fameux que les Efores de Sparte élevèrent à la Crainte , comme à la seule Divinité , qui peut retenir les hommes dans les bornes du devoir : Enfin , c'est une verge pleine d'yeux , qui veille incessamment pour la conservation de la Liberté-commune. De sorte que si le Conseil-de-Dix est jamais aboli , il est tres-  
con-

## 190 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Pol. 2.

constant , que la division & le desordre se métront aussi-tôt dans l'Etat , & le conduiront en peu de tems à sa ruine , ainsi qu'il est arrivé à la République de Lacédémone , après la suppression des Efores , qui , au sentiment d'Aristote étoient les nerfs de cete belle & florissante Aristocratie.

La Quarantie-Criminelle se portera vigoureusement , dans toutes les occasions , à la suppression des Dix , comme de ceux , qui l'ont dépouillée de sa principale autorité. Car il est certain , que la connoissance de tous les crimes apartenoit à cette Chambre , avant la création des Décemvirs ; & que si ceux-ci étoient cassés , leur Jurisdiction retourneroit à la Quarantie. C'est - pourquoi François contarin , qui étoit un de ses Chefs en 1628. parla avec tant de chaleur contre eux , que la plupart des Nobles crioient confusément dans le Grand - Conseil , *via via li Dieci* ; quelques-uns même disant , *vaga in mal'hora quel Consiglio de Dieci , li veng la rabbia* , avec quantité d'autres imprécations contre plusieurs Sénateurs , qui avoient été de ce Conseil. Ce qui montroit bien l'aversion horrible , que la Noblesse a pour lui. En effet, sa rigueur a été si excessive , qu'il n'y a point de Famille - Patricienne , qui n'en produise des exemples domestiques , a & qui n'ait des Patentes de sa sévérité , écrites en caractères de sang. Et si l'on ne voit pas souvent des Nobles pendus par les piés entre les Colonnes \* de Saint-Marc ; ce n'est pas que les Dix soient devenus plus humains , ni plus capables de compassion , qu'ils n'étoient auparavant ; mais c'est qu'ils se servent de voies plus assurées , & plus cachées , pour ne pas décréditer la Noblesse auprès du Peuple , qui croiroit être gouverné par

a Nec  
quisquam  
adeo mali  
expers, ut  
non ali-  
quam  
mortem  
mereret.

\* Voiez  
les Re-  
mar-  
ques.

des

des Scélérats , s'il voioit trop souvent pendre ou décapiter ses Maîtres , pour qui l'on veut qu'il ait de la vénération Ces voies sont des submersions nocturnes dans le Canal *Orfano* , \* & quelques autres moïens , que tout le se monde fait assez.

Les exécutions secrètes sont tres fréquentes à Venise ; & si les gens y disparoissent quelquefois en un moment , ce sont des miracles , qui partent de la main de ces Dix ; ce sont des coups , qu'ils tirent à la sourdine , & en pleines ténébres , pour éviter le murmure de la Noblesse , qui juge toujours sinistrement de la rigueur de leurs Arrêts , à cause de l'aversion , qu'elle a pour leur Tribunal. C'est encore , pour adoucir les parens & les amis par cete aparence de grace , qu'on leur fait , en sauvant à la Famille l'ignominie d'un suplice public. Ce Conseil n'use pourtant de cete précaution , que dans les affaires douteuses : Car lorsque l'acusé est manifestement convaincu , l'on garde toutes les formes de Justice , en le menant solennellement au gibet.

Il n'y a point d'apel du Jugement des Dix , non-plus que de celui des Décemvirs Romains , & leurs Arrêts ne peuvent être modifiez , ni altérez , que par eux-mêmes , ou par leurs successeurs ; mais quelquefois les Avogadors en peuvent suspendre l'exécution , pourvû que ce ne soit pas une matière d'Etat ; car en ce cas il n'y a point de suspension.

C'est un dangereux métier de s'employer en ce Conseil , pour des Criminels-d'Etat , car , outre que cela ne sert de rien aux Acuséz , cela est funeste à leurs amis. a Aussi , voit-on les Nobles abandonner leurs plus proches parens en ces occasions , de peur de mêler leur fortune avec celle des Acuséz , b & l'on en a vu plusieurs les traiter cruellement , pour éviter le soupçon d'être

\* Ils attachent les gens à une claie , qu'ils chargent de deux grosses pierres. C'est un suplice , dont les Carthaginois punissoient les traîtres. Tite-Live. Tacite , & Plautus en parlent.

a *Vana  
Creo non  
profutura  
inter-  
cessori  
exitiosa.*  
Tac.  
Ann 6.

b *Pericula  
suamiscere  
cum sorte  
damna-*  
ti. Ib.

cora-

## 192 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

*c Interel-  
derat ser-  
tis huma-  
na com-  
mercium  
vi matus,  
quan-  
tumque  
servitia  
glisceret  
miseratio  
arceba-  
tur.*

Ann. 6.

complices. La crainte suspend les devoirs de la Nature, & plus les acufations font fortes, & le péril imminent, plus la compassion est interdite. L'on y compte les larmes & les foupirs, comme fi c'étoit un crime de pleurer les Malheureux.

Tous les Magistrats emploiez au dehors, comme les Capitaines, & Provéditeurs-généraux-de-Mer, les Podestats, les Gouverneurs. & tous les autres Officiers, font responsables de leur Administration à ce Conseil, où l'on porte hardiment des plaintes contre eux. C'est là, que leurs actions font épluchées & controllées; que leur orgueil est humilié, & que le châtimement est inévitable, s'ils ont abusé de l'autorité, que le Prince leur avoit confiée. L'on y voit traiter des Généraux-d'armée, comme des Efclaves; le bannissement, la prison, la dégradation de Noblesse, & la mort, font leurs plus ordinaires récompenses. Car s'ils ont perdu un pouce-de-terre, quelque résistance, qu'ils aient faite, ils font toujours criminels, tout se mesurant sur la perte. Et je me souviens d'avoir ouï dire souvent par un tres-habile homme du Pais, que le Bragadin avoit eu presque aussi bon marché d'être écorché par les Turcs, après la reddition de Famagoste, que de tomber entre les mains du Conseil-de-Dix, qui lui eut fait tres-assurément son procès, ainsi qu'il le voulut faire au Général Jérôme Zané, après la perte de Nicosie, dont il n'étoit point coupable.

Il n'y a point de conduite si réglée, ni si judicieuse, où ces Juges severes & clairvoians ne trouvent au-moins des fautes d'omission, & ceux, qui échappent de leurs mains, & qui en sont quittes pour des reprimandes, passent dans le monde pour des gens-de-probité exemplaire, & de sagesse incomparable; d'autant que l'on ne peut

dou-

douter de l'innocence de ceux , qui n'ont pas paru criminels devant ce terrible Tribunal. L'on y a vu encore des pères condamner leurs enfans à mort , & entre les autres , le Doge Antoine Vénier , que l'on eut bien de la peine à refoudre à changer la peine de mort , à laquelle il avoit opiné contre son fils-unique , en celle de prison perpétuelle.

Les trois Inquisiteurs-d'Etat sont tirez de ce Conseil. Ils ont un pouvoir si absolu , qu'ils peuvent faire noier , ou étrangler le Doge même sans la participation du Sénat , étant tous trois de même avis , autrement il faut assembler les Dix. Ils ont des gens gagez , pour tenir registre de toutes les paroles & de toutes les actions des Nobles & des Citadins , comme il se faisoit du tems de l'Empereur Tibère : & au lieu de réprimer les Délateurs par des suplices , ils les invitent par des récompenses ; & l'on voit souvent maltraiter des gens-de-bien , qui ne connoissent qu'à leur emprisonnement , ou bien à leur bannissement , qu'ils sont coupables. <sup>a Rectarū fallorum dixerunt-que ejus descripta per dies jussit , quo non aliud a-trocius visum :</sup> Ainsi , tout fait peur , tout est suspect , l'entretien , le silence , la compagnie , la solitude ; & les parois-mêmes. <sup>adstitisse tot per annos , qui gemi-tus , oculum tam etiam murmur excipe-vent.</sup> <sup>Ann 5. b Rees ro- fuisse se , tantum</sup> <sup>c</sup>

Quand quelqu'un parle mal du Gouvernement , ils l'envoient de nuit noier au Canal Orfano ; & si c'est quelque Seigneur ou Gentil-homme Etranger , ils lui commandent de sortir de l'Etat dans le terme de vingt-quatre-heures , sous peine de la vie. Tibère disoit , qu'en une ville libre , la langue le devoit être aussi ; & qu'il ne falloit point prendre au criminel plusieurs libertez de la conversation & de la table , & pria le Sénat en diverses rencontres , de n'être point si rigoureux pour des pa-

Tome I.

I

*pena experti*. Ann. 15. *c Congressus ; colloquia , nota ignotaque antea vitari , etiam istum & parietes circumspiciantur*. Ann. 4.

*cabatur  
tam pra-  
cipites  
verborum  
penas.*

*Ann. 3.  
Ne convi-  
valium  
fabula-  
rum sim-  
plicitas in  
crimen  
daceretur  
postula-  
nit.*

*Ann. 5.  
a Preci-  
pua mise-  
riarum  
pars erat  
videre &  
aspici.*

*In Agri-  
cola.  
b Maje-  
statis cri-  
mina sub-  
debantur,  
vinculum  
& neces-  
sitas  
silendi.*

*Ann 3.  
c Maje-  
statis sin-  
gulare &  
unicum  
crimen  
eorum,  
qui cri-  
mine va-  
earent.  
Plin.  
Paneg.  
En  
1612.*

roles. d Mais l'on n'est pas si populaire à Veni-  
se, bien que ce soit une République; & le Con-  
seil-de-Dix a étendu la loi de Léze-Majesté aux  
paroles, entre lesquelles & les actions il met tres-  
peu de différence.

Les Inquisiteurs-d'Etat font des visites noctur-  
nes dans le Palais-Saint-Marc, où ils entrent, &  
d'où ils sortent par des endroits secrets, dont ils  
ont la clef; & il est aussi dangereux de les voir,  
que d'en être vu. a Ils iroient, s'il vouloit, jus-  
ques au lit du Doge; entreroient dans son cabi-  
net; ouvreroient les cassètes, & feroient son In-  
ventaire, sans que, ni lui, ni toute sa famille,  
osât témoigner de s'en apercevoir; & l'on n'a  
exclus du Conseil-de-Dix, les enfans, les frères,  
& les neveux du Duc, que pour donner une plus  
grande liberté de porter des plaintes & des acusa-  
tions contre lui.

Lorsqu'un Gentilhomme est suspect, & que l'on  
manque de preuves pour le condamner dans les for-  
mes ordinaires, le crime de Léze-Majesté supplée  
à tout, & impose silence b aux parens & aux amis  
du Condamné (car c'est toujours le crime de ceux  
en qui l'on n'en trouve point d'autres c) L'an  
1622. ils dépêchèrent le Sénateur Antoine Fos-  
carin \* en un demi-jour, l'on aprit plutôt sa mort,  
que son emprisonnement. Exemple mémorable  
de la jalousie des Républiques, où la grande ré-  
putation est tres-dangereuse: Car c'étoit-là tout  
son crime, quoi-qu'il fût accusé de trahison; ce  
qui fut reconnu faux après sa mort. Dix ans au-  
paravant, ils imposèrent le même crime au Séna-  
teur Ange Badoer, & comme tel, le condamnè-  
rent à être pendu par les Piés. Ce qu'il évita  
par sa fuite. Ils se servent aussi quelquefois des  
Domestiques pour se défaire de leurs Maîtres;  
& puis, pour conserver le secret, ils font noier,



*a Malorum fa-  
cinorum  
Ministri  
quasi ex-  
probran-  
tes aspi-  
ciuntur.*

*Tac.  
Ann. 14.  
Scelerum  
ministros  
veteres &  
pragaves  
affinit.*

*Ann. 4.  
Teneur  
de l'Ar-  
rest du  
Conseil-  
de-Dix  
contre  
Jean  
Moccé-  
nigue.*

*\* Cette  
sorte de  
proscrip-  
tion  
est un  
moien,  
par où ils  
rendent  
les bannis  
suspects  
les uns  
aux au-  
tres, &  
par con-  
séquent,  
incapa-  
bles de  
s'assem-  
bler.  
pour fai-  
re la  
guerre à  
leur  
patrie.*

ou poignarder le ministre de leur injustice, qui semble la leur reprocher par sa présence; a Digne récompense de l'infidélité des valets. Et quand quelque fameux délateur vient à être découvert dans le monde, non-seulement ils ne s'en servent plus, mais ils le sacrifient proutement à la vengeance publique, comme faisoit Tibère, b pour témoigner qu'il est cause de tout le mal qu'ils ont fait, & par cet artifice, ils apaisent le ressentiment des Familles irritées. Ils en usèrent de la sorte envers les acufateurs du Foscarin, à la mémoire duquel ils décernèrent aussi des honneurs extraordinaires, faisant volontiers l'apotéose de celui qu'ils ne pouvoient souffrir parmi les hommes; & disant comme Caracalla, *sit Divus, modo non vivus*. Ils ont encore cete maxime, de laisser faire des fautes, qu'ils pouroient empêcher aisément, afin de rendre plus coupables ceux qu'ils ont envie de perdre.

Tous ceux, qui sont saisis portant des armes-à-feu, sont punis de mort par le Conseil-de-Dix, sans nulle miséricorde. L'an 1671. le 4. de Janvier, le Noble Jean Moccénigue aiant tiré deux coups de pistolets-de-poche sur les Nobles Nicolas & Sébastien Foscarin, qui étoient dans une loge de l'Opéra de Saint-Sauveur, fut dégradé de Noblesse, pros crit, & condamné à avoir la tête tranchée, entre les deux colonnes de Saint-Marc, s'il étoit pris, ce Conseil prométant deux mille ducats à ceux, qui le prendroient vif, ou qui le tueroient dans les Terres de la Seigneurie, & 4000. s'il étoit pris, ou tué hors de l'État: \* Acordant de plus la grace d'un criminel-d'Etat, Noble, ou Citadin; (quoique cela ne se fût jamais fait à Venise, où les crimes d'Etat ont toujours été irrémissibles). Tous les biens du Moccénigue, meubles & im-

*meubles, presens & à venir, sans en excepter les*

## 196 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

fideicommissis, ni les fiefs, furent confisquez ; tous les Contrats par lui passez seulement depuis six mois avant sa condamnation, cassez & déclarez de nulle valeur ; avec charge aux Avogadors d'en faire une exacte recherche , selon leur conscience, afin que les biens du coupable ne pussent être divertis par aucune fraude au préjudice du Public. Commandement fait aux Communautez des villages , bourgs , autres lieux de l'obéissance de la République , par où il pourroit passer , de sonner le toxin , pour le prendre vif ou mort , sous peine de galère , ou de prison dans les cachots , à tous les Officiers de ces bourgades , qui auroient manqué à leur devoir. Défenses faites à tous les Nobles ses parens , ou amis , & à tous les Citadins , d'avoir aucun commerce de lètres , ou de paroles , avec ledit Moccénigue , de lui donner aucune assistance dans l'Etat , ou hors de l'Etat , sous peine de confiscation de leurs biens. Outre laquelle les Contrevenans , qui ne seroient pas Nobles , ou Citadins-Vénitiens , serviroient encore l'espace de dix ans en galère , avec les fers aux piés ; & en cas qu'ils fussent inhabiles au service , seroient , pour autant de tems dans les cachots. De plus , l'Arrest portoit : Que le condamné ne pourroit jamais être délivré par aucune voie , non pas même de révélation de choses importantes au bien de l'Etat ; ni sous promesse de porter les armes au service du Public ; ni par la capture , ou l'intercession d'un autre banni égal , ou supérieur à lui ; Qu'il ne pourroit non-plus obtenir grace de suspension , altération , modification , compensation , ou toute autre imaginable diminution de son Arrest , quand même les Princes Etrangers y emploieroient leurs prières & leurs instances, Qu'aucun Général-de-Mer ou de Terre , en tems de guerre , ni pas un Magistrat pourvu de pouvoir de délivrer des

ban-

bannis & des proscrits , ne pouroient en user en faveur de ce Gentilhomme. Que quiconque feroit quelque proposition à son avantage , paieroit la somme de deux mille ducats d'amende , que les Conseillers & les Avogadors feroient obligez d'exiger des débiteurs , pour être mise dans les coffres du Conseil-de-Dix. Enfin , le Criminel étoit encore condamné à toutes les autres peines exprimées & spécifiées dans tous les précédens Arrêts. Par où ce Conseil voulut donner un exemple mémorable de sa Justice, en la personne d'un Noble , qui comptoit dans sa Famille quatre Doges , avec une infinité de Procurateurs , de Sénateurs , & de Généraux d'Armée & alié à toutes les plus puissantes Maisons de Venise ; sans avoir égard à son âge, qui n'étoit que de 22. ans ; ni au mérite & aux services de ses glorieux ancêtres ; ni aux larmes & aux gémissemens de sa femme ; ni à l'innocence de son fils encore à la mamelle ; ni même au pardon des Foscarins , dont l'Aîné demanda généreusement sa grace au Sénat quelques Jours avant sa mort ; & l'autre , qui étoit aussi blessé, cessa toutes ses poursuites. Et pour montrer le cas, qui se fait de ces sortes de Jugemens, je dirai . que le Moccénigue s'étant réfugié à Rome, où il espéroit avoir pour asile la Maison de l'Ambassadeur Michel Morosini ; son Beau-père , ce sage Ministre , qui connoissoit bien les obligations de sa Charge , & qui avoit été auparavant du Conseil-de-Dix , ne voulut point le recevoir dans son Palais , pour ne pas désobéir aux Loix , ni violer la Majesté Publique , dont il étoit revêtu par son caractère.

J'observerai ici en passant , qu'à Venise l'Opéra , la Comédie , & les Réduits , sont des lieux inviolables & consacrez , pour ainsi dire , au Plaisir-Public ; tellement que les bannis & les criminels mé-

## 198 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

me y font en fureté, comme dans les Canaux de la Ville, qui en font les anciens Asiles; & le Conseil-de-Dix ne s'est réservé, comme une matière d'État, la connoissance des crimes, qui se commettent dans ces lieux, que pour en faire révéler la franchise, qui fait une agreable perspective de liberté aux Sujets, & d'hospitalité aux Etrangers.

Outre cela, il veille incessamment au repos de la Ville, & coupe la racine de tout ce qui le peut troubler. Dans le siècle passé il fit trancher la tête à un Noble, nommé Alexandre Bon, qui, pour obtenir une récompense du Sénat, & paroître bon Citoien, avoit fait la nouvelle d'une conjuration, qu'il disoit se tramer dans la Ville. Ce qui avoit mis la consternation par tout, & même interrompu la tenuë du Grand-Conseil.

Il n'épargne rien pour découvrir les auteurs des grands crimes: Et quand il fait un *bando contagia*, c'est-à-dire, avec une promesse d'argent pour ceux, qui révéleront un crime, ou, apporteront la tête de quelque proscrit, il est promptement servi, d'autant qu'il paie bien. L'an 1546. le Sénateur Masée Bernardi aiant été assassiné à Ravenne, il n'eut pas plutôt publié son Decret, qui promettoit l'impunité & 2000. écus à ceux, qui révéleraient l'affaire, que le soldat, qui avoit fait le coup, vint à Venise, & accusa Louïs & Marc-Antoine Erizze, neveux de Masée, qui lui en avoient donné la commission, puis fut renvoyé absous, avec la somme promise. Louïs eut la tête tranchée. Marc fut condamné à prison perpétuelle: & le Conseil eut leur confiscation, & la riche succession de leur oncle, à laquelle ils aspiraient.

Il n'y a point de remission pour les Faux-mo-noieurs, d'autant plus que l'Italie en est toute pleine, à-cause de plusieurs petits Princes, qui s'en  
ser-

servent, pour s'enrichir aux dépens de leurs Voisins; & que Vénise en a reçu quelquefois un grand dommage; comme il arriva en 1603. que le Sénat fut obligé d'acheter pour plus de cinq-cens mille écus de quatrins faux (c'étoit le nom de cete monnoie, qui valoit quatre deniers) pour en arrêter le cours par tout son Etat.

Si le Conseil-de-Dix est fort rigoureux contre les faux-Monnoieurs, qu'il a déclarez être criminels de léze-Majesté, & outre cela Voleurs-publics, & comme tels exclus de l'Immunité Eclésiastique, il est au contraire tres-indulgent pour le péché contre nature, soit que ces Seigneurs veuillent bien dissimuler un crime, qui ne regarde pas directement l'Etat, mais seulement les mœurs; ou que connoissant la nature du mal, ils ne jugent pas à-propos d'en tenter le remède, de peur de découvrir davantage leur honte & leur impuissance; & si ce péché est puni quelquefois, c'est toujours en la personne de quelque misérable, qui est sans protection.

Ce Conseil punit sévèrement les Libraires, qui ont chez eux des Livres, où le Gouvernement est offensé; & s'il y en a quelqu'un surpris en faute, il est du moins condamné aux Galères, avec la confiscation de tous ses biens. Aussi n'y en a-t-il pas un seul qui voulût vendre l'Histoire de Guichardin de l'Impression de Genève, ni le *Squittinio della Libertà Veneta*, qui contient les preuves de la sujétion des Venitiens aux Empereurs Grecs & Romains.

C'est au Conseil-de-Dix de procéder contre les Eclésiastiques, qui impétrent de la Cour de Rome des Evêchez, des Abbaies, & autres Bénéfices par des voies contraires aux Ordonnances de la Patrie, & de leur en empêcher la prise-de-possession; ainsi qu'ils firent à Charles Quirin, qui avoit

*Omitten-  
re potius  
prevali-  
da & a-  
dulta  
vitiis  
quàm hoc  
assequi,  
ut palam  
fiat,  
quibus  
flagitiis  
impares  
essimus.*

Tac.

Ann. 3.

## 200 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

obtenu du Pape Urbain VIII. l'Evêché de Zébénigue, par l'entremise de quelques Ambassadeurs des Princes Etrangers en cete Cour. En 1584. il ôta la Veste de Procureur à Jaques Sorance, pour avoir brigué des dignitez Eclésiastiques par cete voie.

André  
Morosin  
liv. 8. de  
son Hist.

Ce Conseil procéde encore contre les Ambassadeurs, qui reçoivent des presens, ou toute autre sorte de graces des Princes, auprès de qui ils résident. L'an 1561. Pie IV. aiant fait l'Ambassadeur Marc-Antoine da Mula, ou Amulio, Cardinal, les Dix firent plusieurs démonstrations injurieuses contre ce Sujet, pour n'avoir pas refusé absolument cete dignité, quoique Pie eût déclaré au Sénat, qu'il l'avoit créé *motu proprio*, comme son vase d'élection, & l'avoit contraint d'obeir. L'année précédente, il y avoit eu une grande affaire entre ce Pape & la République, pour ce même Ambassadeur, que Sa Sainteté vouloit nommer à l'Evêché de Vérone, & que le Sénat rapella pour ce sujet à Venise, où l'on avoit dessein de lui faire son procez. Mai le Pape assurant par serment, que l'Amulio n'avoit jamais demandé, ni brigué cet Evêché, ni même rien sçu de la proposition, que son Nonce en avoit faite par son ordre à Venise, le Sénat, pour le contenter, revoqua le Decret du rapel de cet Ambassadeur, lui envoyant un ordre de rester à Rome, & s'il en étoit déjà parti, d'y retourner, pour y continuer les fonctions de son Ministère.

Enfin, l'autorité de cè Conseils s'étend sur toutes les Eglises, & sur tous les Couvens, où l'on reçoit toutes ses Ordonnances. L'an 1600. les 3. *Capi-Dieci* aiant renouvelé une ancienne Loi, de fermer les Eglises au coucher du Soleil, à cause de mille abominations, qui s'y commétoient à la faveur de la nuit: le Pape Paul V. le trouva fort mauvais, disant, que c'étoit à lui de faire ces réglemens, & non pas

aux

aux séculiers : mais il ne gagna rien , & les *Capi-Dieci* furent obéis ponctuellement par les Prêtres & par les Moines , & cete Ordonnance est encore en vigueur à Venise.

Les Seigneurs , qui composent le Conseil-de-Dix , doivent être de dix familles différentes , & n'avoir aucune proximité de parenté entr'eux , afin qu'il ne se glisse point d'abus dans leurs jugemens : Car si deux ou trois Gentilshommes parens pouvoient être dans ce Conseil , ce seroit une source de mille injustices , d'autant qu'un Noble , qui auroit été corrompu , serviroit à corrompre les autres , qui lui seroient proches parens , Outre que trois ou quatre familles s'uniroient bien plus aisément , que dix , pour tramer quelque grande entreprise contre le Public. Cependant , les Vénitiens n'ont pas voulu métre dans ce Tribunal plus de dix Gentils-hommes , de-peur que leur autorité n'en fût moins redoutable , si elle étoit partagée entre un plus grand nombre de personnes. Néanmoins la séance en est toujours composée de dix-sept Seigneurs ; car le Duc y préside avec les six Conseillers du Colé-ge.

Dans le siècle passé il y avoit une *Giunta* perpétuelle de quinze Sénateurs , qui avoient leur voix dans ce Conseil , comme les Dix Ordinaires ; & de quelques autres Nobles , qui n'étoient que simples Assistans ; savoir , les Sages-Grans , les Sages de-Terre , & les Avogadors. Mais cet usage , qui avoit duré cent-quatorze ans , fut aboli en 1582. & l'autorité excessive des Dix réformée.

Tous les mois on tire au sort trois *Capi-Dieci* , lesquels ont droit d'ouvrir les lètres , qui s'adressent à leur Conseil , où ils en font ensuite le raport ; de recevoir en particulier les dépositions des dé-lateurs , & d'ordonner prise-de-corps contre les acu-

André  
Morosini  
l. 13. de  
son Hi-  
stoire.

## 202 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

sez ; de visiter les cachots , pour y interroger les prisonniers , & relâcher ceux , qu'ils trouvent innocens ; d'assembler le Conseil , non seulement tous les huit jours , selon la coutume , mais encore extraordinairement , pourvu qu'ils soient deux de cet avis. Ces trois Chefs font chacun leur semaine , durant laquelle celui , qui est de tour , reçoit les Mémoires , interroge les Parties , & puis en communique à ses deux Colègues , avec qui il résout ce qu'il faut faire. C'est lui , qui , dans la séance du Grand-Conseil , est avec l'Avogador de semaine placé vis-à-vis du Doge.

Enfin les Dix de Venise ont le même pouvoir , que les Efores avoient en Lacédémone. Ils peuvent , comme eux , déposer , emprisonner , & juger à mort tous les Magistrats de la ville , & le Doge même ; au lieu que les Efores ne pouvoient juger un Roi de Sparte , sans l'intervention du Sénat & de l'autre Roi. (Car il y avoit toujours deux Rois \* en cete République ) Que si les Efores pouvoient faire mourir toutes sortes de gens sans aucune forme de procès ; a ( ce qui a donné sujet à Platon d'appeller leur puissance tyrannique b ) le Conseil-de-Dix a montré fort souvent , que la sienne n'étoit pas moins absolue , en condamnant des Citoyens sur de simples soupçons , quoique véritablement il soit plus modéré , que les Efores. Ces Juges prenoient connoissance de toutes les affaires de leur République , & veilloient sur la conduite de tous ceux , qui les manioient ; d'où venoit le nom d'Efores. c Les Dix de Venise font excellemment cete fonction. Les Efores furent instituez , pour empêcher , que les Rois ne sortissent des bornes de leur devoir , & ne prissent trop de licence. Les Dix l'ont été , pour s'oposer à l'ambition & à l'insolence de la Noblesse ; & comme Téopompe d avoit

\* voiez les Remarques.

a Ephoris licet in-dicta causâ tot occidere , quot libitum est.

Isocr.

b Ephorum in-ferius modum ubi tyrannicum.

l. 4. de leg.

c Ephores vocantur , quod Respublica negotia inspicere.

Suidas.



d avoit rendu la Roiauté agréable aux Lacédémoniens , par l'institution de ce magistrat , qui en devoit modérer la puissance : De-même la Seigneurie de Venise fait d'autant plus aimer son Gouvernement au Peuple , que par le moien des Dix elle arête la licence des Commandans. De sorte que ces Decemvirs sont les défenseurs du Peuple , aussi-bien que les Efores , quoiqu'ils ne soient pas comme eux de l'Etat-populaire. Ces Magistrats avoient l'Intendance des Jeux & des Combats publics , auxquels s'exerçoit la Jeunesse. Les Dix ont la disposition des Fêtes-publiques , des Combats entre les Castelans & les Nicolotes , & des Regates. \* Ceux-là avoient la direction des Finances de l'Etat : Ceux-ci ont leur Epargne , où il entre un tiers des revenus publics , avec la surintendance de toutes les Ecoles ou Contrées de la Ville , qu'ils taxent à leur fantaisie , quand le Public a besoin d'argent. Enfin , les Dix sont annuels comme les Efores , & ne sauroient être continuez non plus qu'eux dans leur Magistrature , mais on y peut revenir deux ans après. Ce qui s'observe si exactement , qu'un Noble , qui n'auroit été qu'un jour en charge , achevant le tems d'un autre , dépose la Robe Decemvirale , & est exclus de ce Conseil pour deux ans , comme s'il avoit exercé toute l'année.

Les Nouveaux-Nobles ne sauroient prétendre à cete suprême Magistrature , qu'après de longs services , car il faut , qu'ils passent auparavant par une infinité de petites Charges , & qu'ils se concilient l'estime & l'affection de l'Ancienne-Noblesse , qui leur est toujours contraire dans les élections. Outre que cete Noblesse ne veut pas se les égaler si tôt par les honneurs , de-peur qu'ils ne s'élevassent au-dessus d'elle , si avec les

*d Legitt-  
mis Re-  
gnum  
vinculis  
constrin-  
gendo ,  
quò lon-  
gius à li-  
centia re-  
trahit ,  
hoc prop-  
ius ad be-  
nevolen-  
tiam ci-  
vium ad-  
movis.*  
Valer.

\* Voyez  
les Re-  
mar-  
ques.

## 204 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

grandes richesses, qu'ils ont, ils avoient encore les grandes Charges.

Les Dix ont séance & voix délibérative dans le Sénat, & portent l'habit violet à manches ducales.

Ce Conseil a dans le Palais-Saint-Marc une salle d'armes, où il y a de quoi armer quinze cens Nobles, en cas qu'il arivât quelque émuté, ou quelque surprise durant la tenuë du Grand-Conseil. C'est dans cete sale, qu'est toute l'armure d'Henri IV. qui en fit présent à la République.

Il prend dans ses Ordonnances le titre d'*Eccelso*, pour montrer sa dignité & sa puissance : Et tous les Auteurs Italiens, qui en parlent, le traitent de *tremendo*, *formidabile*, *horribile*. L'on voit, si c'est avec raison.

Je me souviens, que conversant un jour avec une des meilleures Têtes de Venise, & l'ayant fait tomber insensiblement sur ce Conseil, pour en avoir quelque notion distincte, je fis palir cet homme, & le troublai si fort, que *vox faucibus hæsît*. Et jamais je ne tirai de lui rien de plus instructif, que son silence & sa fraieur.

Il se tient en Espagne une certaine Chambre-de-Justice, apellée *la Vísita*, qui ressemble fort à ce Conseil.

~~~~~

D E S

## Q U A R A N T I E S.

**I**L y a trois Cours à Venise apellées *Quarantes*, parcé qu'elles sont composées de quarante Juges chacune. La premiere est la Quarantie Civile.

le-Nouvelle, où toutes les Causes Civiles vont par apel des Sentences renduës par les Magistrats de dehors. La seconde est la Civile-Vieille, qui juge par apel des Magistrats subalternes de la Ville. La troisieme est la Criminelle, qui juge de tous les crimes, excepté ceux de Léze-Majesté, dont la connoissance appartient au Conseil-de-Dix. Ces trois Compagnies son considérables, mais la dernière est bien plus estimée, que les deux autres, dautant que tous ses Membres ont voix délibérative au Sénat; que ses Chefs ont séance au Colège avec les Conseillers *di Sopra*; & qu'elle est traitée de *Sérénissime Seigneurie*, comme l'Assemblée du Colège, à-cause des trois Conseillers, qui y président au nom de la Seigneurie. Outre que cete Cour est le Parlement de tous les Sujets de l'Etat, comme le Conseil-de-Dix est celui des Nobles.

L'on est huit mois dans chacune de ces Quaranties, & l'on monte de la Nouvelle à la Vieille, & de la Vieille à la Criminelle.

Les deux Quaranties-Civiles ne sont composées, que de pauvres Nobles. Car les riches ne veulent pas avoir la patience d'y passer seize mois de tems, pour gagner un ducat par séance; mais font leurs brigues pour entrer d'abord dans la Quarantie-Criminelle, ou du moins dans la Civile-Vieille, un ou deux mois avant qu'elle finisse, afin de montrer à la Criminelle, & d'avoir par ce moien leur voix au Pregadi.

Dans chacune de ces Chambres il y a deux Contradicteurs, qui prennent en main les Causes des Parties contre les Avogadors, particulièrement dans les Affaires-Criminelles, où ils font valoir toutes les pièces justificatives des acusez.

Où il faut observer, que l'on ne peut appeler des *Justices inférieures* à la Quarantie-Civile-Vieille.

## 206 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Vieille , sans l'aveu & le consentement des trois *Auditori Vecchi* ; ni à la Nouvelle , sans la permission des *Auditori Novi*. Car , si ces Auditeurs confirment la Sentence du Magistrat Subalterne , l'on ne peut plus aler aux Chambres-Hautes , sans consigner une certaine somme d'argent , & paier des épices.

L'on a donné entrée Sénat aux quarante Juges-Criminels , qui sont d'ordinaire des Gentilshommes de la seconde & de la troisième Classe , pour y faire un contrepoids à l'Ancienne-Noblesse , contre laquelle il ont coutume de s'unir à-cause de l'envie , qu'ils lui portent. Mais souvent tout cela ne fait que retarder les affaires.

Les Chefs de ces Quaranties changent tous les deux mois , & c'est à eux de donner le Bureau aux Parties , ce qui s'appelle *dar il pendere*, ou *il Consiglio alle Cause*. Mais dans les deux Quaranties-Civiles , il faut , que les Causes privilégiées soient expédiées les premières , & puis celles , qui sont introduites par les Auditeurs à tour de rôle. Les Causes privilégiées sont entre le père & le fils , la mère & la fille , & entre frère & frère ; comme aussi celles des Avogadors , qu'ils appellent *Cause Avogaresche* ; des prisonniers & des pupilles , qui sont sous la tutèle des Procureurs de Saint-Marc.

Il n'est pas permis de solliciter ces Juges , ni pour soi , ni pour autrui. Ainsi tout ce que l'on peut faire dans les Quaranties-Civiles , c'est de prier les Chefs , de vouloir faire appeler la Cause au Parquet. Mais dans les Chambres-Criminelles les Loix souffrent que l'on y emploie les offices & les recommandations de tous ses amis.

Passons aux Magistrats particuliers de la Ville.

\*\*\*\*\*

## LES TROIS AVOGADORS.

Cete Magistrature fut instituée sous le Doge Orie Malipierre environ l'an 1180. & c'est ce que nous apellons en France les Avocats Généraux. Mais le stile en est différent. Car au lieu que les nôtres donnent leurs conclusions sur les plaidoyers des Avocats des Parties, les Avogadors-Vénitiens parlent les premiers, & font dans les Affaires-Criminelles la fonction d'accusateurs. <sup>a</sup> Après quoi il est permis à l'Avocat de l'accusé de répondre à tous les chefs.

Le devoir principal de la Charge des Avogadors, est de faire observer les loix, & de procéder rigoureusement contre ceux, qui les violent; comme aussi de s'opposer à toutes les délibérations de tous les autres Magistrats. En quoi ils ressemblent aux anciens Tribuns du Peuple-Romain, qui au raport d'Aulu-Gelle n'avoient pas le pouvoir de juger, mais seulement d'interposer leur autorité, pour la défense des droits & de la liberté du Peuple, contre la puissance des Magistrats, sans en excepter même le Dictateur. Gaspar Contarin dit, que l'on pouroit les appeler Tribuns des Loix, parce qu'ils en font les conservateurs, comme les Tribuns Romains l'étoient du Peuple.

La différence qu'il y a entr'eux & les Tribuns, est, que ceux-ci étoient les gens du Peuple seulement; & que les Avogadors sont les gens de toute la République en général; d'où ils sont apellés *Avogadori di Commune*. <sup>b</sup> Ils raportent les pro-

<sup>a</sup> *Consilio coacto Magistratus Advocatorius accusatoris vice fungitur.*

<sup>G</sup> *Contar Ven. Reip. l. 3.*

<sup>a</sup> *Tribuni plebis antiquitus creati videntur non juri dicundo nec causis querelisque de absentibus noscendis, sed intercessionibus*

*faciendis. c. 12. l. 13.*

<sup>b</sup> *Advocatores*

cez

## 208 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

*Commen-  
mes di-  
cuntur,  
quasi om-  
nium Ad-  
vocati &  
Intercesso-  
res.*

*Contar.  
Ven.*

*Reip 1.*

*3. André*

*Morofin*

*les appelle*

*toujours*

*Triumvi-*

*res Capit-*

*ales,*

*parce*

*que leur*

*principa-*

*le foncti-*

*on est de*

*procéder*

*contre*

*les cri-*

*minels.*

*2 Hujus*

*Magi-*

*stratus*

*officium*

*est, ut*

*ad severi-*

*tatem in-*

*clinet.*

*Ibid.*

*a Et im-*

*mitior,*

*quia tole-*

*raverat*

*Tac.*

*Ann, 1.*

cez où il leur plaît ; ceux , qui ne sont pas de grande importance , à la Quarantie-Criminelle ; & les autres au Senat , ou au Grand-Conseil , selon le mérite de la Cause.

La Quarantie-Criminelle ne leur sauroit refuser le bureau, quand ils le demandent , car leurs Causes sont privilégiées. De sorte que si un Avogador veut rapporter , il fait ces jours-là cesser toutes les autres affaires Civiles au Colège, comme lorsqu'il s'agit de fiefs & de bien seigneuriaux , que l'on prétend réunir au Domaine, ainsi qu'il arriva l'an 1670. pour une Terre , que les Comtes Avogadres de Bresse soutenoient leur appartenir en propre.

Il faut , que , dans toutes les délibérations du Grand-Conseil & du Sénat, il intervienne du moins un Avogador ; autrement leurs résolutions seroient de nulle valeur.

La bonne ou la mauvaise Justice dépend de ces Magistrats , qui sont les maîtres des pièces de tous les procès , qu'ils rapportent ; tellement que s'ils ne sont pas gens de bien , ainsi qu'il arrive quelquefois, ils peuvent faire beaucoup de mal.

On met toujours des gens tres severes a dans ces Charges, afin qu'ils fassent respecter les Loix. Et pour les obliger davantage à la rigueur , la Loi leur acorde une partie de la confiscation du Criminel. Un Théodore Balbi , dont les ennemis ne manquèrent leur coup, c'est à dire, sa mort entre les colonnes-Saint-Marc , que faute d'une seule voix, fut élu Avogador peu de tems après son absolution , sur l'opinion, qu'il useroit envers les autres de la severité , qu'il venoit d'éprouver lui-même. a Et l'on ne s'y trompa pas.

L'an 500. les Avogadors voiant que le Sénat étoit favorable au Général Antoine Grimani, por-

portèrent la Cause au Grand-Conseil, ou il ne manqua pas d'être condamné au bannissement.

L'an 1584. ils portèrent celle de Gabriel Emo au Sénat, où sa condamnation étoit infallible, d'autant qu'il s'agissoit d'une hostilité faite à la Galère d'un Bassa dans un tems, que la République vivoit en paix avec le le Turc. Matière, qui regardoit le Sénat. Ainsi Emo eut la tête tranchée entre les deux colonnes eu 1585.

Quand la Quarantie-Criminelle juge un homme, l'Avogador, qui a rapporté le procez n'a point de voix délibérative, d'autant qu'il est accusateur; mais il a droit de proposer un genre de peine extrêmement rude; après quoi les trois Présidens de l'assemblée en proposent une plus douce, & les deux avis étant balotez, le jugement se fait à la pluralité des voix.

Lorsque le Grand-Conseil fait quelque nouvelle Ordonnance, que les Avogadors estiment devoir être préjudiciable au Public, ou bien être incompatible avec les anciennes Loix de l'Etat, ils peuvent en empêcher l'enregistrement & la publication, jusqu'à ce que l'on en ait plus murement délibéré dans une autre assemblée; ainsi que les Tribuns-Romains pouvoient arrêter les Jugemens de tous les autres Magistrats. Et cela s'appelle à Venise, *intromettere*, qui répond au mot Latin *intercedere*, qui veut dire intervenir, ou s'opposer. <sup>a Erat intercedere id quod vulgo dicimus se opponere.</sup> C'est aussi pour ce sujet, que *Don Innigode Cardenas*, Ambassadeur Ordinaire d'Espagne à Venise au tems de l'Interdit, demandoit qu'on le fît Avogador pour deux heures, prométant, sans vouloir s'expliquer davantage, d'accommoder en ce peu de tems le différend de la République avec le Pape. A quoi il prétendoit réussir, à mon avis, par la suspension des deux Decrets <sup>\* 1. Touchant le bâtiment des Eglises.</sup> du Sénat, dont il étoit question; Chose, que le Pape sou-

## 210 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

2. Qui  
défen-  
doit l'a-  
liénati-  
on des  
Biens sé-  
culiers  
aux E-  
clésiasti-  
ques.

souhaitoit passionément , pour avoir quelque su-  
jet honnête , de révoquer ses Censures. Mais  
comme la Seigneurie pénétoit bien , où tendoit  
cète proposition , & de quelle conséquence il é-  
toit de souffrir aucune suspension de ses loix , ce  
qui suposoit un défaut d'autorité , ou de bon con-  
seil dans le Prince , Elle n'y fit point de réponse ,  
pour ne pas dégoûter cet Ambassadeur par un re-  
fus positif de sa demande.

Ils peuvent pareillement s'oposer à la prise-de-  
possession des Charges , & en empêcher même  
l'exercice aux Possesseurs jusques à ce qu'ils se soient  
purgez des acufations faites contr'eux. C'est ain-  
si , que l'Avogador Corrare vouloit suspendre la  
Veste du Procureur à François Morosin , qui  
étoit en possession publique de cète dignité de-  
puis quatorze mois. Ce qui auroit eu sans dou-  
te son efet , si le Corrare n'eût pas abandonné  
son acufation.

C'est aux Avogadors d'avoir le soin d'exiger &  
de recevoir les amandes de tous les Magistrats ,  
qui ont contrevenu aux Loix dans l'exercice de  
leurs Charges. Et pour chaque amande , qu'ils  
retiennent , ils ont un certain droit , qui avec leurs  
apointemens & les assignations ordinaires sur les  
marchandises confisquées , & les biens des Crimi-  
nels , leur fait un revenu tres considérable.

Comme ils sont les Gardiens des Loix de l'E-  
tat , ils sont obligez de lire de tems en tems ;  
dans l'assemblée du Grand-Conseil , les ancien-  
nes Ordonnances , pour en rafraichir la mémoire  
aux Nobles , & leur ôter tous les prétextes de ne  
les pas observer. Car ce n'est pas assez qu'il  
y ait de bonnes loix , s'il n'y a aussi des gens , pour  
les maintenir. 2.

D'ailleurs , comme les *Nomophilaces* Aténi-  
ens conservoient le Registre des délibérations-pu-  
bli-

a Non sa-  
tis visum  
est bonas  
leges ha-  
bere, nisi  
custodes  
earum  
diligen-  
tissimi  
et cre-  
dentes  
essent,  
quos  
Græci  
νομοφύ-  
λακας  
appelant.



bliques , auquel on avoit recours , lorsque l'on étoit en doute de ce que l'on devoit faire , & de ce qui avoit été fait auparavant en de pareilles rencontres. De même les Avogadors Vénitiens gardent les originaux de toutes les Ordonnances du Grand-Conseil , & de tous les Arrêts du Sénat , comme aussi le Registre des Familles Nobles , où ils marquent de jour en jour la naissance , la filiation , le nom , & le surnom de chaque Gentilhomme & Gentil-donne , afin qu'il ne se glisse point de faux-Nobles , parmi les véritables. Ce qu'ils discernent toujours aisément , en confrontant avec leurs Notes , ceux qui se présentent , pour entrer au Conseil , lorsqu'ils ont l'âge requis.

Leur autorité étoit autrefois encore plus grande ; car ils manioient toutes sortes d'affaires. Mais depuis que le Conseil de-Dix a établi sa puissance , la leur en a souffert beaucoup de diminution. Cependant , ils peuvent suspendre l'exécution des Arrêts de ce Conseil , par la production de quelque nouvelle pièce , en faveur des Criminels , pourvu que ce ne soit pas une matière d'Etat. Car en ce cas , il n'y a point de suspension. Au reste , c'est toujours un d'eux , qui prononce l'Arrest de ce Tribunal aux Condamnez. Ils sont élus par le Sénat , & par le Grand-Conseil ; l'un les propose , & l'autre les accepte presque toujours ; car il peut les rejeter : Ce qui n'arrive guères , à cause du respect , que l'on porte au Sénat , dont le jugement est comme la pierre-de-touche de l'estime & de la vertu.

Les Enfans & les Frères du Doge ne peuvent être Avogadors de son vivant , de peur qu'ils ne fussent plutôt les gens du Doge , que les gens du Public , & qu'ils ne relâchassent souvent de la rigueur des loix en sa faveur.

Les Avogadors sont habillez comme les trois  
Chefs

## 212 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Chefs du Conseil-de-Dix , de drap violet a manches ducales , avec le chaperon de drap rouge en hiver ; & de camelot noir ondoié , avec le même chaperon en esté. Et les jours de Grand-Conseil ils sont vêtus de rouge. Cete Magistrature dure 16. mois.



### LES DEUX CENSEURS.

**L**A Jurisdiction des Censeurs s'étend sur les mœurs des Particuliers , sur les brigues , que les Nobles font au *Broglio* , pour obtenir des Charges ; condannant à l'amande , ceux , qui ont violé les statuts du Grand-Conseil ; sur le paiement des gages , & sur les larcins des valets & des servantes ; & enfin , sur les Gondoliers , qui bouchent le passage du Canal du Palais-Saint-Marc , leur faisant donner l'estrapade en Place-publique.

Lorsqu'un Criminel est interrogé , par ordre de la Quarantie-Criminelle , un des Censeurs , & un des Juges-de-nuit *al Criminal* ; y assistent toujours , avec l'Avogador , qui le poursuit ; & ces trois Nobles assemblez sont appelez *Il Colleggiotto Criminale*.

Les Censeurs sont seize mois en charge , durant lesquels ils vont au Pregadi , avec voix délibérative ; & sont habillez de drap violet à manches ducales en hiver , & de camelot noir ondoié , avec le chaperon de drap violet en esté.

LES



## LES TROIS SINDICS

**C**E Magistrat a autorité sur toutes les Justices subalternes de Saint-Marc & de Rialte, pouvant en revoir tous les actes, & casser leurs Sentences. Il châtie les Greffiers, les Procureurs, les Sergens, & les Copistes, qui exigent des Parties plus qu'il ne leur est adjugé par la taxe; ce qui pourtant ne s'observe pas fort rigoureusement, les Sindics dissimulant quelquefois pour le profit qui leur revient d'être faciles.

Mais, comme les Sindics peuvent réformer, ou annuler les Sentences *delle Corri di San-Marco e Rialto*, de même les Avogadors peuvent corriger, ou casser celles de ces Juges, & porter ensuite l'affaire dans une des Quaranties, ou au Colège des vingt Sages, selon la qualité de la Cause.

Il y a encore trois Sindics extraordinaires: qui ne sont, que pour soulager les autres, & pour en remplir la place, quand quelqu'un d'eux est absent.

De tems en tems on crée des Corecteurs des loix, pour réformer les abus, que la chicane & la malice des hommes introduisent de jour en jour. Cela se fit en 1577. sous le Duc Sébastien Vénier, & en 1612. sous le Duc Marc-Antoine Memme. Ainsi, la République se sert des loix pour corriger les hommes; & des hommes pour corriger les loix. Contraire en cela à celle de Sparte, où il n'étoit pas permis d'y rien changer. Ces Corecteurs sont toujours cinq Sénateurs illustres.

LES



les *Auditori novissimi*, créez pour soulager les Auditeurs-nouveaux, qui avoient trop d'affaires; & juger jusques à la somme de cinquante ducats.

~~~~~

### LES PROVEDITEURS du Commun.

**L**A fonction de ce Magistrat, à peu-près semblable aux Ediles-Romains, est d'entretenir la propreté de la Ville; d'y réparer les Ponts & le Pavé; de mettre la police sur les Navires, empêchant qu'ils ne soient trop chargés; de connoître des privilèges des Citadins; de taxer le prix des livres nouvellement imprimez, avec autorité sur les Confréries des Artisans, & sur les Gondoliers de Trajet. Ils sont trois avec voix au Pregadi, & sont 16. mois en charge.

~~~~~

### LES PROVEDITEURS alle Ragioni Vecchie.

**L**Eur charge est d'envoyer, au nom du Sénat, les présens acoutumez, aux Princes, aux Ambassadeurs, & aux Seigneurs de marque, qui viennent à Venise, & de tenir registre de la dépense faite en ces rencontres. Ils sont Juges des dommages faits au Domaine de la Seigneurie, hors de Venise, & ont droit de revoir les livres-de-compte des Provéditeurs *alle Biave*. Ce Magistrat, composé de trois Nobles, ressemble aux Questeurs de Rome, qui avoient le soin de loger les Princes & les Ambassadeurs nouveaux-venus, & de leur envoyer tous les rafraichissemens nécessaires.



Il y a trois autres Provéditeurs, apellez *della Giustitia Nova*, dont la Jurisdiction est sur les Hôtelleries & les Cabarets, où ils ne souffrent pas que l'on vende du vin falsifié; prenant garde aussi, que les droits de la Seigneurie soient bien paieez. Seize mois en charge.

~~~~~

### LES SURINTENDANS

alle Biave.

**C**ES trois Surintendans, apellez à Venise *Sopra-Proveditori*, ressemblent aux Ediles de Cérés, instituez par Jules-César, prenant le soin de pourvoir la Ville de Blés, & de toutes sortes de grains pour entretenir le Peuple dans l'abondance, qui est un tres-bon moien de le rendre affectionné & obéissant. Quand on craint la famine, ils délibèrent avec le Doge & les Sages du Colége sur les moiens de tirer du Blé des Provinces voisines. Pour cet éfet, ils traitent avec de riches Marchands, qui s'engagent d'en faire venir à Venise la quantité requise, au bout d'un tems préfix, sous de certaines conditions, que la Seigneurie leur tient de bonne-foi. Mais aussi ils sont condannez à de grosses amandes, s'ils manquent à leur promesse.

Il y a sous ce Magistrat trois autres Nobles, apellez *Proveditori alle Biave*, qui font la même fonction; & deux *Signori al Formento*, qui visitent les Magasins-publics, & les font renouveler tous les ans afin qu'ils soient toujours pleins; vendant les grains, qui ne se peuvent pas garder, pour en acheter d'autres en la place.

[illegible]

## LES SURINTENDANS du Sel.

**C**E Magistrat, composé de quatre Nobles, fait apporter le Sel des Salines-Publiques, dans les Greniers de Venise, où il le fait distribuer & vendre par son autorité, châtiant ceux qui en dérobent, ou qui en vendent sans sa permission. Cete Charge est de grand profit, mais elle ne dure que dix mois. Le Sénat crée quelquefois trois *Revisori al Sale*, pour faire la recherche des abus commis dans la Gabelle; après quoi leur Charge cesse.

\*\*\*\*\*

LES SURINTENDANS  
de la Santé.

**C**ES trois Seigneurs ont le soin d'empêcher qu'il n'entre rien de contagieux dans la Ville, & qu'il ne s'y vende point de danrées puantes, ni gâtées. C'est à eux d'envoyer hors de Venise ceux, qui ont des maladies pestilenteuses; de n'y laisser aborder aucun Navire, ni décharger aucunes marchandises, sans savoir auparavant d'où elles viennent, ni sans que le Patron du Vaisseau montre un Certificat de santé en bonne forme, signé des Magistrats du lieu, où il a pris sa charge. Autrement, de l'envoyer faire la quarantaine au Lazaret, lieu à trois mille de Venise, destiné à cet usage. Ils sont assistez de trois Provéditeurs de même nom.

Il n'y a pas de ville au monde, où l'on soit plus soigneux de conserver la Santé, qu'en celle-ci.



ci. Et l'on a bien raison, car la Peste y fait d'étranges ravages, & y dure long tems quand elle s'y met, les ruës étant tres-étroites, & une grande partie des Canaux rendant en esté une odeur insupportable, la chaleur en métant quelques-uns presque à sec. Aussi y a-t-il deux Magistrats, instituez tout exprés pour les Eaux, l'un apellé *Savii alle acque*, composé de Sénateurs, ou de Procureurs, & l'autre, *Esecutori alle acque*, de trois jeunes-Nobles, qui font exécuter tous les reglemens & les ordres des premiers; les uns & les autres châtiant rigoureusement ceux, qui jétent des ordures dans les Canaux, lesquels la Loi ordonne de faire curer & nétoier tous les ans, de peur qu'ils ne se comblent. Mais comme il ne s'en faisoit rien pendant la Guerre de Candie, cela causoit beaucoup d'incommodité en de certains endroits, tant pour la puanteur, que pour la difficulté du passage bouché par un amas de limon & de sable. Tellement, que pour remétre les Canaux & les Lagunes en état, il y avoit des Entrepreneurs, qui demandoient deux millions. Aulieu que le nétoisement n'en auroit pas couté plus de 100000. écus, si l'on y eût travaillé à tems.

L'an 1604. le Sénat aiant fait visiter le Port de Malamocco, par six Sénateurs, ordonna sur leur raport, la construction du Canal de la Mire, de 18. milles de long, pour recevoir les eaux de la Brente, qui se dégorgeant dans ce Port, le combloient peu-à-peu, par la quantité de terre & de sable, qu'elles y apportoient. Et pour entretenir les Canaux de Venise, l'on trouva moien d'y faire venir les eaux de quelques petites Rivières, comme la *Piave*, le *Sile*, la *Livenco*. Ce qui véritablement s'exécuta avec beaucoup de peine & de dépense, mais avec d'autant plus de gloire, que le succez de cete en-

## 220 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

treprise avoit paru impossible à plusieurs Sénateurs, qui la comparoient avec celle, que Néron fit en vain, pour tirer un Canal, depuis le Lac d'Averne jusques à l'embouchure du Tibre.

~~~~~

### LES SURINTENDANS

*ou Réformateurs des Pompes.*

**C**E Magistrat est à Venise, ce qu'étoient les Ginéconomes à Atènes, les Harmosins en Lacédémone, & les Censeurs à Rome. Car il a soin comme eux de réformer le luxe des habits & de la table, qui, au sentiment de Sénèque, est la marque d'un Etat bien malade. Il est vrai que les festins sont si rares à Venise, & que la Noblesse y vit si sordidement, excepté quelques Gentils-homme, qui ont rapporté de leurs Ambassades les coutumes étrangères, que de ce côté-là les Seigneurs des Pompes n'ont pas de peine à se faire obéir. Ainsi ils pouroient se passer de renouveler de tems en tems la défense de manger chair & poisson dans un même repas, d'autant que la plupart des Nobles ne se traitent, que de sardines, de moules, & d'autres danrées de vil prix, par où l'injure d'*Ichtiophage* leur conviendrait bien mieux qu'aux Grecs, qui mangeoient du poisson par friandise, au lieu que les Vénitiens le font par avarice.

Pour l'habillement extérieur des Nobles, qui comprend une robe & un bonnet de laine, il n'y a point de différence entre les riches & les pauvres, si ce n'est par la propreté; car il faut, que leur robe soit d'un même drap, lequel se fait à Padouë; & si quelqu'un en osoit porter une de drap d'Espagne, d'Angleterre, ou de Hollande, il en paieroit chèrement la façon. Mais

a Convivium  
luxuria  
et vestitus  
agra Civitatis  
indicia  
sunt.  
Ep. 115.

les

les Jeunes-Nobles, qui sont riches, se distinguent assez des autres, par l'habit de dessous, qui est ordinairement, de quelque belle étoffe de soie à grandes fleurs, toute chamarée de larges dantéles, souvent avec un pourpoint de brocart d'or, ou d'argent, faisant paroître tout cela par l'ouverture de leur robe, qu'ils quittent en gondole, pour s'attirer les yeux de leurs Compagnons. Abus, qui est toléré par le Magistrat des Pompes, pour ne pas commettre son autorité, a dans l'incertitude de le pouvoir empêcher, non plus que beaucoup d'autres, que la licence & l'ambition du Sexe ont introduits. Raison, qui détourna Lieurgue, de rien ordonner contre les femmes de Lacédémone, & qui fit rejeter à Tibère la proposition de réformer le luxe de Rome, disant, qu'il lui étoit plus expédient de fermer les yeux, de peur d'être obligé de punir les coupables. De sorte que le Magistrat des Pompes aime mieux laisser des maux enracinez, que de faire de nouvelles loix, qui étant méprisées, ainsi que l'ont été les anciennes, ne serviroient, qu'à autoriser davantage le luxe, b & à charger inutilement les Reformateurs de l'envie des plus illustres Familles. Car il y a des gens à Venise du sentiment de ce Tribun Romain, qui demandoit à quoi servoit la Liberté, c s'il n'étoit pas permis de se ruiner par le luxe, quand on le vouloit bien. Quelques Jeunes-Nobles, qui ont 40. ou. 50. mille ducats de rente, se croiroient fort malheureux, s'il leur falloit vivre, comme leurs premiers Ancêtres, de qui toute la domination étoit renfermée dans une seule ville, d où ils n'avoient point d'autres revenus, ni d'autres plaisirs, que celui de la Pêche; Disant aussi, comme ce Sénateur Romain, que la grandeur des Citoyens doit répondre à la

a *Indecorum at-  
trectare  
quod non  
obtinere-  
tur.*  
Tac.  
Ann. 3.  
Ibidem.

b *Tot le-  
ges con-  
temptas  
abolitas  
secutio-  
rem la-  
cium fe-  
cere.*  
Ibid.

c *Quid  
opus li-  
bertate,  
si volen-  
tibus  
lucrum  
perire  
nolli-  
cet?*  
Valer.  
Max.  
l. 2. c. 9.

d *Quia  
minis  
urbis  
civis  
crantur.*  
Tac. 3.  
Ann. 3.

## 222 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

a Post  
 quæ nec  
 magnifi-  
 centia ve-  
 merit,  
 gliscere  
 singulos,  
 neque in  
 familia  
 minimum  
 aliquid  
 aut modic-  
 um nisi  
 ex fortun-  
 a possi-  
 dentis.  
 Anu. 2.

grandeur de la République; & qu'il n'y a rien de trop dans leur dépense, que ce qui excède leur revenu. Tout ce que les Loix peuvent faire, est d'empêcher, que le mal ne croisse d'avantage, en châtiant ceux, qui prennent trop de licence, ou par des emplois onéreux, ou par des amandes. Au reste, depuis la réformation qui se fit en 1653. les Dames-Vénitienues s'abstiennent de beaucoup d'ornemens ordinaires du Sexe, ne portant point de Colliers-de-perles, de Roses, de Croix, ni de Bracelets de diamans, & n'ayant des Gondoliers de livrée, que dans la première année de leur mariage, qui est le terme prescrit par la Loi; & dans tout le tems, que j'ai demeuré à Venise, je n'en ai jamais vu qu'une, qui de fille & de sœur de Gondolier, devenuë femme du Procureur Cornaro-Piscopia, affectoit de montrer toutes ses pierreries, pour relever peut-être par ce grand éclat la bassesse de sa naissance; ou pour être aussi remarquable par ses ajustemens, qu'elle-l'étoit par les aventures de sa vie.

Pendant les huit jours, qu'Henri III. fut à Venise, l'autorité du Magistrat des Pompes fut suspenduë en faveur de ce Prince, afin que toutes les Dames pussent paroître devant lui avec toutes leurs perles & leurs joiaux.

Quant aux Courtisanes, le Magistrat des Pompes leur a cété obligation, qu'elles lui apportent, en frais & en amandes, presque tout ce qu'elles gagnent par leur infâme commerce. Car elles ne sauroient se contenir dans les bornes, qui leur sont prescrites par les Ordonnances publiques. Il faut à quelque prix que ce soit, qu'elles soient richement vêtues pour plaire à l'envi. Mais ce n'est pas assez, qu'elles aient payé leurs étofes chez les Marchands, si elles ne les paient une seconde fois au triple à ce Magistrat. Il leur est

de

défendu de porter le Voile-blanc; d'aler au Cours sur le grand-canal; de se trouver aux assemblées des Gentil-donnes; & d'aler en gondole à deux rames: mais leur humeur ne sauroit s'affujétir à toutes ces règles, & si elles ne sont entretenues ou protégées par des gens-d'autorité, elles pourrissent dans les prisons, ou vont mourir à l'Hôpital.

Les loix du Magistrat des Pompes, qui concernent la Noblesse, sont observées dans les commencemens à la rigueur; mais toujours négligées à la fin <sup>a</sup>, comme si ces loix & les transgressions étoient alternatives. *a Acribus initiis, incuriose fine.*

Ce Tribunal est d'ordinaire occupé par des Procureurs-de-Saint-Marc, ou du-moins par des Sénateurs illustres. *Ann. 5.*

L'an 1653. à la persuasion de Louïs Molin fut établi un Collège de sept Sénateurs, où devoient s'adresser tous ceux, qui en appelleroient du jugement du Magistrat des Pompes, sans qu'il fût permis d'aler à d'autres Juges. Et cela se fit pour empêcher un abus, qu'introduisoient tous les accusés, d'en appeler, qui à un Tribunal, qui à un autre, selon les amis, que chacun y avoit. D'où il arivoit souvent, que les coupables étoient absous, & les acusateurs exposés à la haine publique. En sorte que le luxe, qui est un vice, que tout le monde aime, étoit devenu plus fort que les Loix. Mais ce Collège ne subsiste plus.

Tous les Magistrats apellés *Sopra-Proveditori*, ou Surintendans, sont nommez par le Sénat, comme aussi les trois Surintendans annuels des Decimes du Clergé, qui recoivent les contributions des Eclésiastiques; les six Provediteurs, que l'on envoie en Terre-Ferme au tems de la moisson, pour faire paier les droits au Public; les trois Provediteurs de l'Arsenal, qui doivent le

## 224 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

pourvoir de toutes les choses nécessaires; Les trois Provéditeurs *sopra l'Armamento*, qui ont la direction de l'armement des Galères & des Galéasses; & les Provéditeurs des Fortereffes, qui ont tous voix au Pregadi.

~~~~~

### LES

### DIRECTEURS

*des Revenus.*

Ces trois Seigneurs, qu'ils apellent *Governadori dell' Entrate*, sont proprement les Surintendans des Finances. Car ils manient tous les revenus publics. Ils donnent toutes les Fermes, & tous ceux, qui les prennent, leur en sont responsables. Cete Magistrature est toujours remplie par de vieux Sénateurs, estimez incorruptibles, & bons économes. Ils ont sous eux trois Officiers, que l'on appelle *Camerlinghi di Comune*, qui sont proprement des Receveurs généraux, à qui les Camerlingues particuliers des Villes remettent les deniers de leur Recéte.

~~~~~

### LES DIX SAGES.

C'est un petit Colége, qui prise les biens des Particuliers; & y met la taxe, lorsque le Public a besoin d'argent, comme il arive en tems de guerre, les revenus ordinaires de l'Etat n'étant pas suffisans pour la soutenir. Cete taxe se paie fort exactement par les Nobles; & si quelques-uns ne la paient pas, ils sont mis *inter Aerarios*, & con-

comme tels sont exclus du Grand-Conseil , & de toutes les Charges publiques , jusques à ce qu'ils aient entièrement satisfait à la dette.

~~~~~

### LES QUATRE Juges della Messettaria

**T**ous les Notaires de l'Etat sont obligez sous peine d'amande & de prison , de donner à ces Juges copie de tous les Actes , qu'ils passent pour ceux , qui achètent des Maisons , des Terres , & des Navires ( les Bâtimens-de-mer étant comptez pour immeubles à Venise , à cause de sa situation , ) afin que les Particuliers ne puissent se mettre en possession sans paier le droit ordinaire de trois ou quatre pour cent. Autrement l'achat est nul. *Messetto* en langage Lombard signifie Entremetteur , d'où ce Magistrat a pris son nom , parce qu'il ne se fait guères de ventes ni d'achats , sans l'entremise de quelqu'un.

~~~~~

### LES TROIS Juges al Forestier.

**L**eur Jurisdiction , semblable à celle du *Prator Peregrinus* à Rome , s'étend sur les Causes qui sont entre les Sujets & les Etrangers , ou bien entre les Etrangers seulement , & sur les louages des Maisons , des Navires , & des Barques.

~~~~~

## LES TROIS JUGES *apellez Cattaveri.*

**I**ls jügent des biens trouvez en Mer , ou en Terre , déclarant à qui ils doivent appartenir. D'où est venu le nom de *Cattaveri* , comme qui diroit, Inquisiteurs de la vérité, le mot de *Cattar* en langage Lombard signifiant chercher. Ils mettent le Public en possession des biens de ceux, qui meurent sans héritiers & *ab intestat*. Ils châtient les Juifs, qui portent le chapeau-noir sans leur permission. Car ils la donnent pour de l'argent, mais jamais que pour un mois, afin d'avoir toujours un moien de sucerc cete Canaille, qui ne veut pas être connue par le chapeau-rouge.

~~~~~

## LES TROIS SEIGNEURS alli Banchi.

**I**ls ont leur Jurisdiction sur trois lieux, que les Juifs sont obligez de tenir, pour y prêter sur gages, qui est un moien, que le Public a trouvé de soulager les pauvres, qui aiment bien mieux y porter leurs hardes, qu'il font assurez de retirer sans paier d'intérêt, que de les vendre à la moitié moins qu'elles ne valent, comme ils y seroient contraints par la nécessité. Ces Bancs répondent à ce que l'on appelle en Italie *Monti di Pietà*.

Je laisse une centaine d'autres Juges, pour ne point ennuyer le Lecteur par un détail inutile. Mais je ne dois pas, ce me semble, sortir de  
Ve.



Venise, pour faire la visite des Magistrats Provinciaux, que je n'aie dit auparavant quelque chose du Chancelier & des Secretaires, qui ont quelque part au Gouvernement ; comme aussi du Patriarche de la Ville, du Patriarche d'Aquilée, & des Cardinaux Vénitiens ; cete matière aiant de la connéxité avec mon sujet.

~~~~~

## DU CHANCELIER, & des Secrétaires.

**L**E Chancelier est le Chef du second Ordre, c'est-à-dire, de la Bourgeoisie - dont il est en quelque façon le Doge. *Cancellarius Ducem quasi ex populo refert.* Il assiste à tous les Conseils, sans exception. Il est le confident de tous les secrets de la Republique, qui n'écrit & ne reçoit point de lettres, qu'il ne voie. Il est maître du Seau, qu'on ne lui sauroit ôter sans le déposer tout-à-fait. Il est chevalier-né en vertu de sa Charge, qui lui donne le titre d'Excellence, avec la préséance sur tous les Sénateurs & les Magistrats de la Ville, excepté les Conseillers de la Seigneurie, & les Procureurs de Saint-Marc. Il est le Chef de tous les Secrétaires, qui représentent avec lui le Corps des Citadins comme le Doge & les Conseillers du College représentent celui de la Noblesse. C'est-pourquoi il est appelé communément dans les Actes Latins, *Magnus Scriba & Scribarum Princeps* ; ce qui répond au titre de *Primicerius Notariorum* chez les Romains. Or il faut observer, que la Charge de Chancelier est affectée au Corps des Secrétaires, qui portent là tous leurs vœux, & y fondent toutes leurs espérances. En éfet, quand il y ari-  
vent, ils ne doivent pas regretter les peines, qu'ils

Contra-  
renus  
lib. 5.  
Recip.  
Veni

## 228 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

ont prises , ni les services , qu'ils ont rendus au Public ; n'y ayant point de Nobles , qui soient à proportion si bien récompensez qu'eux , non pas même le Doge , & les Procureurs-par-mérite. Le Chancelier est à vie , porte la pourpre comme le Doge , & les six Conseillers du Colége , jouit de tous les privilèges de la Noblesse , & en a encore de particuliers. La République lui donne trois mille ducats d'apointemens , outre les émolumens ordinaires de sa Charge , qui montent à neuf ou dix mille ducats , sans qu'il soit obligé de faire aucune dépense. Enfin , il ne lui manque rien , que la voix délibérative dans les Conseils , ou il n'est que simple Ministre. Et en cela il est inférieur au moindre Noble.

Quand la Seigneurie marche en public , le Chancelier est précédé par les Secrétaires ; le Doge par le Chancelier ; & le Sénat par le Doge. Où l'on peut remarquer deux usages bien différens , l'un de la Noblesse , qui est précédée par son Chef ; & l'autre de la *Cittadinance* , qui précède le sien. Ce qui se fait pour trois raisons : La première , pour montrer , que les Nobles & les Citadins ne doivent pas se mesurer également les uns avec les autres : La seconde , pour faire connoître , que le Chancelier n'est pas l'Homme du Peuple , quoiqu'il soit Citadin ; mais le Ministre & l'Officier de la Noblesse , par qui il est élu , & de qui par conséquent il tient sa Charge & son pouvoir. Enfin , pour désigner le concert & l'accord de toutes les parties dans le Gouvernement.

Le Chancelier fait une entrée publique après son élection , & va au Colége accompagné de plusieurs Procureurs , dont le plus ancien , qui d'ordinaire l'assiste ce jour-là , lui donne la main , ainsi que les Sénateurs & les autres Gentils-  
hom-

hommes , qui s'y trouvent , à tous les Citadins , qui dans cete cérémonie vont habillez de rouge , comme les Nobles. De sorte que c'est à peu près comme à la Fête des Saturnales , où les serviteurs étoient servis par leur maîtres. Dans les cérémonies publiques , le Chancelier porte une robe de veloux cramoisi en hiver ; & une de damas rouge en esté , avec l'étole d'or. Ordinairement il est vêtu de drap-d'écarlate , ou violet , avec l'étole de drap noir.

Enfin , le Chancelier reçoit les mêmes honneurs , que le Doge , après sa mort. On fait ses funérailles dans l'Eglise-Saint-Marc , où son Eloge est prononcé en présence du Sénat , qui est vêtu de noir en cete occasion , témoignant ainsi plus de douleur de la perte du Chancelier , que de celle du Doge , dont il fait les obsèques en robe-rouge , comme je l'ai déjà remarqué.

Après tant prérogatives , il ne faut pas s'étonner , si le Chancelier Augustin Vianole acheta la Noblesse pour ses enfans , sans vouloir être compris dans l'ennoblissement , d'autant que ne pouvant pas être Chancelier & Noble-Vénitien tout ensemble , ( ce qui n'est jamais arrivé , qu'une seule fois en faveur de Marc Ottobon père du Cardinal de ce nom ) il aimait bien mieux conserver sa Charge , & rester dans l'Etat-Populaire , que de la quitter & d'être Noble.

En 1666. Dominique Balarin , fils du Chancelier , préféra de même cete Charge à l'honneur d'être fait Noble par mérite , c'est-à-dire , sans achat ; ce que la Seigneurie laissoit à son choix , en reconnaissance des services de son père.

Le Chancelier est élu par le Grand-Conseil , comme tous les Magistrats de la Ville.

Quant aux Secrétaires , il y en a de trois sortes. Les premiers s'appellent Secrétaires du Conseil

## 230 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

de-Dix, & sont les plus considérables, à-cause de l'importance de ce Tribunal. Les autres se qualifient Secrétaires du Sénat; & les derniers, Notaires & Tabellions Ducaux. De cete classe l'on passe à la seconde, & de la seconde à la première suivant le mérite & la capacité des gens. Autrefois on les apelloit tous *Notari della Corte maggiore*. Les Secrétaires du Conseil-de-Dix ne sont que quatre, & ces places sont bien recherchées, & tres-dificiles à obtenir. Ceux du Sénat sont au nombre de vingtquatre, cinq ou six desquels sont employés dans les Résidences de Naples, de Milan, de Florence, & de Zurich en Suisse, avec, deux mille ducats d'apointemens; cinq ou six autres servent en qualité de Secrétaires d'Ambassade à la Cour des Rois, où le Sénat les tient toujours plusieurs années, afin qu'ils y puissent prendre à loisir toutes les instructions nécessaires, pour les donner ensuite aux Ministres, qu'il y envoie. Tellement qu'ils ne sont rapellez d'ordinaire, qu'après avoir servi sous deux ou trois Ambassadeurs. Et ce sont ces Secrétaires, qui assistent dans le Colège aux audiences des Ambassadeurs des Princes, pour exposer brièvement à la Seigneurie les propositions ou les demandes de ces Ministres, qui tres-souvent ne sont entendus de pas-un des Seigneurs, qui composent l'Assemblée, ni quelquefois même du Secrétaire. Mais ce mal est réparé par la copie, que le Ministre laisse de son Officé, que l'on fait traduire avant que de le porter au Sénat, à qui il appartient d'y répondre.

Les Secrétaires de ces deux classes voient toutes les affaires; leur fonction étant de lire dans le Colège & dans le Pregadi toutes les lètres, que l'on écrit à la Seigneurie, & de dresser toutes celles, que le Sénat expédie.

Quand

Quand ils apportent une réponse chez les Ambassadeurs , ils la lisent devant eux , & ensuite ils la dictent à leurs Secrétaires , lesquels ne se trouvant pas à la maison , ils remportent leur Exemplaire , dont il leur est défendu sous peine de la vie de se dégarnir.

Ces Secrétaires ont quatre-cens ducats de gages tous les ans , avec des profits & des privilèges considérables.

Dans les cérémonies , ils sont vêtus de drap violet , avec le chaperon de veloux de même couleur.

Les Secrétaires de la troisième classe ne sont pas fixés pour le nombre , & leur fonction est presque semblable à celle de nos Greffiers. Car ils écrivent les Sentences rendues dans les Judicatures de S. Marc & de Rialte , pour les délivrer aux Parties. Ils dressent encore les contrats de mariage , passent les testaments & tous les autres actes , qui concernent le Tabellionnage. Ainsi , ils ne sont proprement que Notaires , ou Greffiers , & n'ont nulle connoissance des affaires du Gouvernement.

Ces trois Ordres de Secrétaires dépendent absolument du Conseil-de-Dix , qui les élit ; & si quel qu'un de ces Officiers manque à son devoir , il en est responsable à ce redoutable Tribunal.

**V**ENISE est gouvernée pour le spirituel par un Patriarche, toujours Noble-Vénitien, qui est élu par le Sénat, il ne met dans ses Mandemens & Ordonnances ; que *Divina miseratione*, sans ajouter, comme le reste des Evêques, & *Sancta Sedis Apostolica gratia*. Il est Primat de Dalmatie, & Métropolitain des Archevêques de Candie & de Corfou, & des Evêques de *Chiozza*, & de *Torcello*.

L'Eglise Ducale de S. Marc ne le reconnoit point, parce qu'elle a un Evêque particulier, que l'on appelle *Primicerio*, lequel officie avec la Mitre, la Crosse, & l'Anneau, par concession d'Innocent IV. de l'an 1250. donne la bénédiction au peuple, en vertu d'une Bulle de Jean XXIII. avec des Indulgences de 40: jours, par concession d'Alexandre V. qui lui permet aussi de porter le rochet, & confère les Quatre mineurs à tous ceux, qui se présentent: Et si quelquefois le Patriarche officie Pontificalement en présence de la Seigneurie, c'est à la prière du Primicier, qui veut bien lui faire cet honneur, sans que cela tire à conséquence.

Quand le Primicier devient Patriarche: il cesse d'être Primicier, afin que le Doienné de Saint-Marc ne puisse être réuni au Patriarcat.

Le Patriarche n'a dans la Ville, que deux bénéfices à sa nomination, qui sont la Théologale de son

son Eglise , & la Cure de S. Bartelemi , dont le Curé est son Vicaire-né. Car le Pape a la colation de l'Archidiaconat ; le Chapitre distribué les Prébandes ; & les Paroissiens , tant les Citadins , que les Nobles , élisent leurs Curez.

Mais ce qu'il y a d'étrange , c'est le peu d'autorité , que ce Prélat a sur les Prêtres , & sur les Moines , qui mènent presque tous une vie scandaleuse. Efet de la jalousie de la République , qui , pour empêcher , que la Jurisdiction Episcopale ne soit en crédit , s'oppose tous les jours par ses Magistrats , à l'exécution des Sentences rendues par les Juges Eclésiastiques , & protège ouvertement des Prêtres convaincus de crimes abominables. L'on en voit tous les jours implorer l'intervention du Magistrat Séculier , bien que souvent la Cause ne le regarde pas , dans l'espérance qu'ils ont d'en obtenir l'impunité. Ce qui faisoit dire souvent au Patriarche Matieu Zané , qui tenoit le siége peu de tems avant l'Interdit , que Venise étoit devenue une seconde Babilone.

Le feu Patriarche Jean-François Morosin me disoit un jour à ce propos , Qu'il étoit impossible aux Evêques de l'Etat de Venise de réformer les mœurs du Clergé , parce que les Magistrats leur lient les mains , & rendent leurs Jugemens méprisables ; & , pour anéantir toute la Puissance-Eclésiastique , empêchent même la tenuë des Synodes , qui sont les plus puissans moiens , qu'ils aient de coriger les Prêtres. A quoi je me souviens qu'il ajouta un grand éloge du Clergé de France , où il disoit , que toute la sainteté de la Primitive-Eglise s'étoit retirée , concluant par ces paroles , *Piaceffe à Dio , che tutta la Chiesa si governasse a guisa del Clero Francese.*

J'ai connu des gens à Venise , qui disoient , que le libertinage ne s'étoit mis dans le Clergé , que depuis  
que

## 234 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

que les Jésuites avoient été chassés de l'Etat, d'autant que leur exemple retenoit beaucoup de Moines dans les bornes extérieures du devoir. Mais leur retour n'a jamais pu déraciner le mal, d'autant que le Sénat ne les aimant pas, ils sont sans crédit, & sans amis, dans l'Etat, au grand contentement des autres Religieux, qui les regardent, comme des gens, dont la circonspection & la régularité font paroître leurs débordemens plus grans aux yeux du monde.

Il y a encore une chose qui diminue le pouvoir du Patriarche. C'est que le Corps du Clergé Séculier de Venise, qui comprend 70. Paroisses, est divisé en neuf Congrégations, dont chacune a sa Jurisdiction séparée, où toutes les Causes des Prêtres & Confrères de son ressort sont jugées en première instance; & s'il y a apel, elles vont au *Colège Plébanal*, composé des Députés de toutes les Congrégations, lequel casse ou confirme les Sentences, que les Juges particuliers de chacune ont prononcées. Et ce Colège fait si bien, que la connoissance de ses affaires ne va presque jamais au Patriarche, de la Jurisdiction duquel il tache de se soustraire autant qu'il peut. Et si elles y vont quelquefois, c'est *tanquam ad Judicem compromissarium*, dit le Statut, *non verò ordinarium*. Par où l'on voit, que le Clergé Séculier de Venise est comme séparé de son Prélat, à qui du reste il rend de grans honneurs, lorsqu'il visite les Eglises, lui dressant le dais, ainsi qu'au Doge, & aux Cardinaux.

Venise n'étoit autrefois qu'un petit Evêché, dont les Evêques prenoient la qualité de *Sanctæ Olivolenſis Ecclesiæ Episcopi*, à cause de la situation de leur Eglise dans l'Isle d'Olivole, & n'avoient

pour



pour tout revenu , qu'un droit sur tous les enterremens , d'où l'Evêque étoit surnommé *Vescovo de' Morti*.

En l'année 1097. Henri Contarin , vint-troisième Evêque d'Olivole , prit le titre d'Evêque de Castel , qui est le nom d'un des six Quartiers de la Ville , & cela dura jusques en 1451. que le Patriarcat échut au B. H. Laurent Justinien , Evêque de Castel , suivant la Bulle du Pape Nicolas V. ou d'Eugene IV. son prédécesseur , qui , pour terminer les différends , que ces Evêques avoient avec les Patriarches de Grade leurs Métropolitains , ordonna , que l'une des Parties , alors vivantes , venant à mourir , les deux Eglises resteroient dévoluës au survivant , avec tous leurs titres & leurs droits. - De sorte que le Patriarche Dominique Michieli étant mort le premier , l'Evêque de Castel se trouva investi de la Dignité Patriarcale , qu'il a transmise à ses successeurs.

L'an 1600. & 1601. il y eut un grand différend entre Clément VIII. & le Sénat , à l'occasion du Patriarche de Venise , que ce Pape vouloit soumettre à l'examen , comme les autres Prélats d'Italie , avant que de le confirmer. Le Sénat y résista fortement , voiant bien , que cet examen afoiblirait le droit de sa nomination , & donneroit aux Papes un moyen de l'abolir , s'il leur étoit libre d'admettre ou de rejeter les sujets proposés. D'où il ariveroit encore , que ceux , qui obtiendroient la confirmation de cete dignité , leur en auroient plus d'obligation , qu'à la République. Outre que le Sénat trouvoit , que c'étoit douter de la bonté de son choix , & ofenser sa prudence , que de vouloir examiner ceux , qu'il jugeoit dignes de cet honneur. Cete dispute , après avoir duré près de deux ans , se termina enfin , à la satisfaction du Senat , qui envoya Matieu Zané à

André  
Morosin

liv. 16.

à la de son

Histoire

Ro-

## 226 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Rome, où il fut sacré par le Pape même, admis au *Solio*, & choisi pour porter la queue de Sa Sainteté avec le Patriarche d'Alexandrie.

1605. Durant l'Interdit Paul V. renouvela la contestation de l'examen, & refusa de confirmer l'élection de François Vendramin. Mais après l'acommodement, il le confirma, & le sacra lui-même, & outre cela envoya des lettres au Sénat, par lesquelles il déclaroit, que le Décret de Clement VIII. son prédécesseur touchant l'examen des Evêques n'obligeroit point à l'avenir les Patriarches de Venise.

Les Nobles-Vénitiens ne peuvent nullement prétendre aux Cures ni aux Canonicats de Venise, la Seigneurie ayant voulu laisser ces Bénéfices aux Citadins, pour les contenter; comme aussi pour empêcher le desordre, qui seroit arrivé, quand les Nobles & les Citadins auroient été Compériteurs d'une même Cure, vu que selon toutes les apparences les suffrages du Peuple, qui a la meilleure part à ces élections, seroient allés plutôt aux Bourgeois, qu'aux Gentilshommes. Pour ce sujet les Nobles ont pareillement cédé toutes les Charges des Confréries aux Citadins qui s'en tenant fort honorez, en sont aussi plus affectionnez au Gouvernement. En quoi les Nobles ont imité les Romains, qui, pour avoir la domination, négligeoient tout le reste comme superflu. a

a Apud  
quos jus  
imperi  
valet, in-  
avia  
trans-  
mittun-  
tur. Tac.  
Ann. 15.

~~~~~

### DU PATRIARCHE d'Aquilée.

**L**A République a un autre Patriarche, appelé le Patriarche d'Aquilée, lequel étoit autrefois le Métropolitain de la Province de Venise.

2

& de toute l'Istrie. Mais aujourd'hui il est bien déchu de son ancienne grandeur , & le Patriarcat de Venise est bien plus considérable que le sien. Il est encore Primat d'Istrie, & Métropolitain des Evêques de Trevisé , de Cenedé , de Caorle , de Feltre , de Bullune , de Concorde , de Padoüe , de Vicence , de Come , de Vérone , & de Trente : & l'on dit , que dans les Conciles il prétend la presséance sur tous les Archevêques & Prélats de la Chrétienté. Il choisit lui-même son Coadjuteur , comme je l'ai déjà dit , lequel est confirmé ensuite par le Sénat sous le titre d'*Eletto d'Aquileia*. Il fait sa résidence à Udine dans le Frioul.

La République & les anciens Patriarches d'Aquilée avoient de grandes querèles ensemble à l'occasion des Patriarches de Grade , que les Papes avoient revêtus des dépouilles d'Aquilée ; ( qui est la raison , pourquoi Grade est appelée dans l'Histoire *Aquileia Nova* ) La Fête du Jeudi-gras à Venise tire son origine d'un Ulric Patriarche d'Aquilée , qui étant venu à Grade , pour y surprendre son Compétiteur , fut fait prisonnier avec douze Chanoines , & depuis mis en liberté , à condition d'envoyer tous les ans à Venise un taureau , douze porcs , & douze pains.

L'an 1580. le Sénat entra dans un grand & long différend avec le Pape Grégoire XIII. à l'occasion de Jean Grimani , Patriarche d'Aquilée. Ce Prélat , quoique Noble-Vénitien , n'ayant pu obtenir du Sénat le Fief de Tagète , qu'il disoit avoir été demembré de son Patriarcat , porta ses plaintes à la Cour de Rome , contre la prétendue usurpation de sa République. Le Pape , qui étoit d'un naturel ardent , prit aisément feu. Il se plaignit à l'Ambassadeur Jean Corrare de l'injustice , que l'on faisoit au Patriarche , & lui ordonna d'en écrire de sa part à ses Supérieurs. Le Sé-

nat

## 238. HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

nat répondit , que la demande du Patriarche étoit nouvelle , & outre cela contraire aux conventions faites en l'année 1445. entre la République & le Patriarche d'Aquilée , en vertu desquelles tous les Fiefs de la Province de Frioul appartenoient au Sénat. Le Pape se fit donner les raisons du Prelat par écrit , & demanda ensuite au Corrare de lui faire voir les titres de la République. Cet Ambassadeur répondit , que le Sénat ne vouloit pas entrer en procès avec son Sujet ; & que d'ailleurs il n'étoit pas juste , que le Pape fût juge dans sa propre cause. L'année suivante , cete affaire fut traitée avec le Pape par les Ambassadeurs Jean Sorance & Léonard Donat , mais sans pouvoir rien gagner sur l'esprit du Pape , à qui ils furent enfin contraints de montrer les pièces justificatives de leurs droits , *Extra judicium tamen , & absque Reipublica jurium prejudicio*. Qui fut le meilleur expédient , que l'on put trouver , pour sauver tout-ensemble la réputation du Pape , qui ne pouvoit plus se retracter : & pour ménager l'intérêt de la Seigneurie de Venise , qui vouloit soutenir son indépendance. Ce diferend demeura comme assoupi jusques en l'année 1583. que le Pape , réveillant sa mauvaise humeur contre les Vénitiens , leur adressa un Bref, où il déclaroit , Qu'il ne vouloit plus attendre ; Que s'ils ne donnoient une entière satisfaction au Patriarche Grimani dans le tems , qu'il leur prescrivoit , il seroit obligé de fulminer contre eux une Sentence d'excommunication. Le Sénat répondit , Que la République , bien loin d'entreprendre sur les droits de l'Eglise , avoit toujours été tres-soigneuse de les conserver , & qu'elle n'avoit jamais fait de tort à l'Eglise d'Aquilée : Qu'ils ressentoient une extrême douleur de ce que Sa Sainteté vouloit s'attribuer le Jugement de cete Cause ,  
après

après leur avoir fait plusieurs fois des promesses toutes contraires : Qu'ils ne consentiroient jamais à cete nouveauté : Que cependant ils suplioient tres-humblement Sa Sainteté , de se desister de sa poursuite contre une République , toujours prête à défendre le Saint-Siége. Cete réponse arêta pour quelque tems l'impétuosité du Pape.

L'an 1584. il reprit cete affaire avec la même chaleur ; & quelques ouvertures , que lui fit l'Ambassadeur Priùli , il les rejeta toutes avec indignation , dans la pensée , qu'il avoit , que , s'il tenoit ferme , il feroit à la fin plier les Vénitiens. Mais sa mort , qui ariva au mois d'Avril de 1585. termina hureusement le diférend , Sixte V. son successeur s'étant contenté d'abord de l'ofre , que le Sénat fit de donner en pur don & par grace le Fief de Tagète au Patriarche d'Aquilée. Après cet accomodement , la Seigneurie , pour user de reconnoissance envers ce Pape , lui fit present d'un Palais proche de Saint-François-de-la-Vigne , où les Nonces-Apostoliques ont toujours demeuré depuis cetems-là , comme font les Ambassadeurs de Venise à Rome dans celui , que Pie IV. donna à la République en 1564.

L'Evêché de Cenéde , qui est , comme je l'ai dit , du Patriarcat d'Aquilée , est célèbre par les queréles de la République avec la Cour de Rome. Et cela m'oblige d'en dire ici quelque chose , pour satisfaire la curiosité du Lecteur.

Cenéde est une petite ville proche de Trevise , que Louïs Roi de Hongrie céda aux Vénitiens par un Traité-de-Paix de l'an 1358. Les Carrares s'en emparèrent en 1382. & elle retourna à l'obeïssance de Venise en 1388. Sigismond Roi de Hongrie la prit en 1411. & les Vénitiens la reprirent en 1418. Après quoi ils la donnèrent à l'Evêque sous de certaines conditions , dont l'une étoit ,  
qu'il

## 240 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

1546.

qu'il seroit permis d'appeller de son Jugement aux Magistrats de Venise. Le Cardinal Marin Grimani en étant Evêque voulut abolir cet usage, qui avoit duré près de cent trente ans, & pour en venir à bout, commit plusieurs excez. A quoi la Seigneurie fut obligée de pourvoir sur les plaintes des Habitans, en leur envoyant un Podestà, ainsi quelle faisoit aux autres villes de son Etat. Le Cardinal s'en plaignit au Pape Paul III. comme d'une entreprise faite sur les droits de son Eglise, & sur l'autorité du Saint-Siège. Le pape s'en mit fort en colère, & commanda à l'Ambassadeur de Venise Nicolas Da Ponté de mander au Sénat. qu'il ne souffriroit pas cete injure, & qu'il vouloit, que le Cardinal fût retabli dans tous ses droits. Le Sénat répondit, que la ville de Cenede étant sous sa domination, il n'avoit pas pu lui refuser sa protection, ni laisser davantage au Cardinal un pouvoir, dont il avoit si fort abusé. Sur ces entrefaites Grimani étant mort à Rome, le Pape pria les Vénitiens de vouloir remétre les choses au premier état. & rapeller le Podestà, qu'ils y avoient envoyé, puisque la cause de la dispute avoit cessé. Le Sénat lui acorda sa demande, & agréa la nomination de Michel *della Torre* \* à cet Evêché. Surquoi les Papes ont formé depuis un nouveau droit, comme si la Seigneurie se fût dépouillée du sien par cete action.

\* Qui fut depuis Cardinal.

L'an 1595. cete ville se trouvant partagée en deux Factions, l'une, qui tenoit pour le Pape, & l'autre pour la République & pour l'Evêque; (Louis Moccénigue, Noble-Vénitien) la première pria le Pape d'envoier sur les lieux un Commissaire, pour informer de tous leurs différends; ce que le Pape ne manqua pas de faire aussi-tôt: Mais le Conseil-de-Dix aiant cassé tous les Actes de

de ce Député, & s'étant attribué la connoissance de toute cete affaire, les Habitans prièrent le Pape d'en vouloir commettre le Jugement au Patriarche d'Aquilée. Mais il avoit déjà déferé ce pouvoir à l'Evêque de Lodig, son Nonce à Venise. Peu de tems après, les Députez de Cenede vinrent demander à la Seigneurie un réglemeut de Juges, en cas d'apel. Le Sénat ordonna, qu'ils appelleroient aux Auditeurs-Nouveaux pour le Civil; & aux Avogadors pour le Criminel. Et ce Decret fut enregistré ensuite au Conseil de Cenede. Dès que le Pape en aprit la nouvelle il se plaignit à Paul Paruta, Ambassadeur de Venise, du mépris, que sa République faisoit de l'autorité du Saint-Siège, & demanda absolument la révocation du Decret, protestant, qu'il ne consentiroit jamais à aucun accommodement. Paruta répondit, que c'étoit à ses Supérieurs de se plaindre de ce que Sa Sainteté avoit envoyé un Commissaire à Cenede, & vouloit faire son Nonce le Juge des Causes de cete ville; ce qui tendoit à frustrer sa République de tous les droits, qu'Elle y avoit, qui jusques alors ne s'étoient point mis en doute. Dans le même tems le Pape envoya deux Monitoires à Cenede, l'un adressé au Conseil de la Ville, qu'il menacoit d'excommunication, si dans trois jours il n'ôtoit de ses Registres le Decret du Sénat: L'autre s'adressoit aux Députez, qui avoient apporté ce Decret de Venise, lesquels il citoit à Rome dans le terme de vint jours, pour y rendre compte de leurs faits les déclarant excommuniés & même damnés, s'ils y manquoient. Quelques Bourgeois plus scrupuleux, que les autres, aiant convoqué le Conseil, firent de haute lute rair le Decret par un Greffier de la Ville. Le Sénat, pour soutenir son droit, cassa & annulla tout ce qui s'étoit fait

## 242 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

dans cete Assemblée, & fit citer par les Avogadors le Greffier & un autre Officier à Venise, comme criminels de Lèze-Majesté. Enfin, le différend fut apaisé par l'entremise des Cardinaux. Augustin Valier & Jean François Mbrofin, qui firent consentir le Pape à révoquer ses Monitoires avec toutes les procédures faites par son Commissaire, pour traiter ensuite l'affaire par les voies acoutumées entre les Princes.

L'an 1611. le Sénateur Octavien Bon, l'un des Inquisiteurs de Terre Ferme, faisant la visite de Cenede, selon l'obligation de sa Charge, publia un Edit, qui portoit, Que tous ceux, qui dans cete Contrée avoient reçu quelque tort ou dommage, vissent faire leurs plaintes, & qu'il leur rendroit à tous bonne justice. Paul V. s'en tint offensé, & s'en plaignit à l'Ambassadeur de Venise, Marin Cavalli, comme d'une injure faite au Saint-Siège. Mais après quelques Manifestes, qui coururent de part & d'autre, ce Pape n'en parla plus, & les Procureurs de Cenede, que le Peuple élit tous les ans, ont toujours continué depuis, de venir prêter le serment de fidélité à Venise.

Voilà en substance tout ce qui concerne cete affaire, qui fit tant d'éclat en Italie sous le Pontificat de Clément VIII. Disons par occasion quelque chose de ce qui regarde les Evêchez, & les autres Dignités Ecclesiastiques en général.

Le Sénat avoit autrefois la nomination des Evêchez & des Abais de son Etat; mais il y renouga tout-à-fait par le Traité de Paix, qu'il fit en 1510. avec le Pape Jules II. pour le détacher de la Ligue de Cambrai.

L'an 1527. il voulut rentrer dans son ancien droit; & pour cet effet se servant de l'occasion de la détention de Clément VII. & de la mort de

Guichardin  
liv. 8.



l'Evêque de Trevisé, il nomma à cet Evêché, avec résolution d'en user de même dans toutes les autres vacances. Mais ce Pape aiant été mis en liberté l'année suivante, résista fortement à cete nouveauté, & envoya l'Evêque de Siponte à Venise, pour y demander la révocation du Decret fait au sujet de la nomination des Evêchés. Le diferend se renouvela en 1530. par le refus, que le Sénat fit de mettre en possession de l'Archevêché de Corfou Jaques Coque, nommé par le Pape, qui de son côté ne voulut jamais confirmer l'élection de Jérôme Barbarigue faite par le Sénat. Mais enfin les Vénitiens furent obligez de se désister de leur prétention. Joint qu'il y avoit alors des Sénateurs, qui ne trouvoient pas, qu'il fût utile à la République de se mêler de la nomination des Evêchés, dautant que les Nobles venant à se repaître de l'espérance de posséder ces dignités, & de grans revenus, ils se métoient moins en peine des affaires & des intérêts de leur patrie, sur tout, quand la jouissance des biens-d'Eglise les auroit mis en état de se pouvoir passer d'Elle: au lieu que s'ils n'avoient point cete ressource, ils seroient contraints de la servir toujours, pour parvenir aux Charges-publiques, où consisteroit tout leur avancement.

Cependant, le Sénat ne souffre pas, que le Pape nomme d'autres gens aux Evêchés & aux Abaies de Terre-Ferme, que des Nobles, ou du moins des Sujets Vénitiens. L'an 1688. Paul V. aiant nommé le Cardinal Borguesé son Neveu à la riche Abaie de Nôtre-Dame de Vangadise dans le Polésin, jamais la Seigneurie n'y voulut consentir. De sorte que le Cardinal fut obligé de se contenter d'une pension annuelle de cinq mille écus. Comme la République a de tems en tems de ces diferends avec le Pape, elle voudroit bien trou-

## 244 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

trouver quelque occasion de recouvrer la nomination de ses Bénéfices.

Sous le Pontificat d'Urbain VIII. il y eut une contestation entre la Cour de Rome & le Sénat, sur la proposition des Evêchés de l'Etat de Venise au Consistoire, le Sénat voulant, que cete fonction se fît seulement par les Cardinaux Vénitiens. Mais ils convièrent à la fin, que la proposition de ces Evêchez se feroit par un Cardinal Vénitien, toujours assisté du Cardinal Patron.

L'an 1653. Innocent X. renouvela ce différend, en faisant proposer ces Eglises par d'autres Cardinaux. Le Nonce Elci fit plier le Sénat par de belles promesses de secours contre les Turcs. Mais le Pape, bien loin de reconnoître la complaisance du Sénat, assigna la proposition de deux autres Eglises à deux Cardinaux Etrangers. Le Sénat, indigné d'avoir été trompé par le Pape, se rétracta, ce qui échaufa la querèle. Enfin la Seigneurie ayant remis toute la proposition de Evêchés à la discrétion du Pape, Innocent, pour n'être pas moins généreux qu'elle, de huit Eglises vacantes proposa lui-même celle de Vérone, par honneur, & délégua les sept autres au Cardinal Otobon. \*

\* Nani  
Hist.

Ven. l. 6.  
Tom. 2.

Le Sénat ne nomme jamais aucun Noble en particulier pour le Cardinalat, afin de ne point faire de jalousie aux autres; mais son Ambassadeur à Rome propose au Pape les Sujets, qui demandent, & qui méritent cet honneur, employant secrètement ses bons offices auprès de Sa Sainteté pour ceux qu'il lui plaît. Le Noble-Vénitien, qui tient l'Auditorat de Rote de sa République, y a toujours bonne part, lorsque c'est un Prélat, qui entend les affaires. Quand cet Auditorat vague, le Sénat nomme quatre Sujets au Pape, qui choisit celui qu'il lui plaît. Le Cardinal Otobon l'exerçoit avant sa promotion.

Ur.

Urbain VI. a été le premier Pape ; qui a honoré les Nobles-Vénitiens du Cardinalat, ce qu'il fit à-cause que la République tenoit presque seule son parti contre Clément VII. Pape d'Avignon. Ces premiers Cardinaux furent Louis Donat, Général des Cordeliers, & Jean Amédée, Archevêque de Corfou ; le premier du titre de Saint-Marc, & le second du titre de Sainte-Sabine ; tous deux exécutés à mort en 1386. avec trois autres Cardinaux, pour une prétendue conspiration contre Urbain. Depuis ce tems-là l'on a toujours vu des Sujets Vénitiens dans le Sacré-Colége, trois desquels ont été Papes, Ange Corrare sous le nom de Grégoire XII. qui pourtant ne fut que le Dépositaire du Pontificat ; Gabriel Condolmieri son Neveu appelé Eugène IV. & Pierre Barbo, Neveu d'Eugène, qui prit le nom de Paul II. auxquels on pourroit ajouter Alexandre V. successeur de Grégoire, qui comme Candiot étoit né Sujet de la Seigneurie de Venise.

En  
1678.

Paul V. avoit coutume de dire, que les Papes ne devroient point métre de Nobles-Vénitiens dans le Sacré Colége, puisque leur République avoit exclus les Ecclésiastiques de tous ses Conseils & de toutes ses Charges. Le Pape, dit Frà Paolo, a cru nous faire grand dépit, en ne donnant point de Chapeau à la République, mais les habiles-gens trouvent, que c'est tant mieux pour Elle. \*

Il est tems maintenant de voir les Magistrats Aoust Provinciaux.

\* Let.  
du 30.

1611.

\*\*\*\*\*

## LES

## PODESTATS.

**L**E nom de Podestà répond à celui de Préteur chez les Romains, ainsi qu'il se voit par les Inscriptions latines des Bâtimens publics, où le Podestà est appelé *Prator*. En effet, les Podestats Vénitiens administrent la Justice dans les lieux de leurs départemens, comme les Préteurs faisoient autrefois à Rome, & dans les Provinces.

Lorsque ces Magistrats tiennent leur séance pour juger, ils sont assistez de quelques Jurisconsultes, qu'ils choisissent à leur volonté, pour se servir de leur avis; ce que ces gens-là tiennent à tres-grand honneur. L'on appelle des Sentences des Podestats aux Auditeurs Nouveaux, ou à la Quarantie-Civile-Nouvelle, dont nous avons déjà parlé.

La Province de Venise, qu'ils appellent *Il Dogado di Venetia*, comprend plusieurs *Podestaries* ou *Regences*. La principale est *Chiozza*, qui est une ville Episcopale; bâtie sur pilotis comme Venise, & où se fait le sel. Les autres sont *Malamocco*, qui est le Port de Venise; *Murano* petite ville fameuse par ses Glaces; & sa Verrerie; *Torcelle*, *Grade*, & *Caorle*, &c.

L'Etat de Terre-Ferme comprend sept principaux Gouvernemens, qui sont, *Trevise*, *Padoue*, *Vicence*, *Vérone*, *Bresse*, *Bergame*, & *Crème*, d'où dépendent quantité de petites Villes, de Châtellenies & de Forteresses, où l'on envoie autant de Gentils-hommes. Tous ces Gouvernemens ne durent que seize mois, afin que ceux, qui en sont pourvus, n'aient par le tems de pouvoir s'en

s'en rendre les maîtres. Car la Seigneurie de Venise ne sauroit goûter la maxime de Tibère, qui changeoit rarement les Gouverneurs, croiant, qu'ils devenoient plus honnêtes-gens à-mesure qu'ils s'enrichissoient. En éfet, la menace, que Lentulus Getulicus fit à cet Empereur, de faire soulever toute sa Province, s'il lui envoioit un successeur, est une bonne preuve, qu'il est tres-dangereux de continuer trop long-tems les Gouverneurs, vu que les peuples reconnoissent à la fin pour leurs véritables maîtres, ceux à qui ils ont acoutumé d'obéir; & qu'il est tres-dicile de reprendre l'autorité sur ceux, que l'on a toujours laissé commander.

*a Divites  
sotias in  
melius  
mutat.  
Tac.  
Ann 3.*

Les villes de Padouë & de Bresse sont toujours gouvernées par de vieux Sénateurs; Vérone & Bergame par des Nobles âgez de trente-cinq à quarante ans, lesquels ont exercé plusieurs Magistratures dans Venise; & les autres par de jeunes Gentilshommes des meilleures Maisons.

Tous les quatre ans, l'on envoie un pauvre Noble à Vicence, à-cause d'un présent en argent, que cete ville a coutume de faire tous les cinq ans à son Recteur avant son départ. Vicence se dit la Fille-aînée du Sénat, parce qu'elle est la première de Terre-Ferme, qui s'est donnée à la République. Ce fut en l'an 1404.

Les Podestats ont été tres-longtems sans mener leurs femmes dans leurs Gouvernemens, où l'on appréhendoit, qu'ils ne se laissassent gouverner eux-mêmes. Mais le Sénat aiant vu les desordres, qui arivoient dans les familles, par l'absence des maris, & l'intempérance des femmes, dont la chasteté étoit exposée & suomboit même aux convoitises de leurs amans; a (Témoin celle du Chevalier Louïs Molin, & quelques autres de fraîche date) il a relâché ce point, pour con-

*a Sexum  
naturâ  
invali-  
dum de-  
scri, &  
exponit suo  
luxu cu-  
pidinibus  
alienis.  
Ann 3.  
ser-*

servir l'honneur de ceux, qui servent hors de Venise. Mais c'est aux maris à veiller si bien sur la conduite de leurs femmes, qu'au retour de leur Régence l'on ne leur reproche pas, comme l'on faisoit à Rome à plusieurs Proconsuls, qu'il y a eu sous leur administration double Prétoire, b & double Tribunal; car ils en porteroient seuls toute la peine, c

b Duo-  
ratus  
egressus  
coli, de  
esse Pra-  
toria.  
Ibid.  
c Nam  
viri in  
eo culpan-  
si famin-  
modum  
exceedat.  
Ibid.

C'est dans ces emplois, qu'il est permis aux Nobles de montrer toute leur magnificence, d'autant qu'ils représentent alors la Majesté publique, & qu'il en faut imprimer la vénération & l'amour dans l'esprit du Peuple.

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय ॥

**LES CAPITAINES**  
*des Armes.*

**L**A Charge de Capitaine des-Armes dans les villes de Terre-Ferme répond à celle des Tribuns-Militaires de la République Romaine ; & , dans toutes les Inscriptions des Edifices-publics, cet Oñcier est appelé *Præfectus Armorum*, ou *Tribunus Militum*.

Sa fonction est de commander aux soldats de la ville, & à toutes les Garnisons des Places & Châteaux, qui sont de son département; de punir ceux, qui manquent à leur devoir; de juger de tous les différends entre les Officiers & les soldats, sans que le Podestà en puisse prendre connoissance. Ce que le Sénat a sagement ordonné, afin que le Capitaine n'ait point de contestation avec son Colègue; & que les Affaires-publiques ne soient point retardées par les querèles particulières. Tous les Châtelains de la Ville, & de son Territoire, doivent recevoir ses ordres, & sont

a Ne  
emulatio  
inter pa-  
res, &  
ex eo im-  
pedimen-  
tum ori-  
retur.  
Tac.  
Ann, 2.

sont fournis à sa Jurisdiction , tant les Nobles-Vénitiens , que les autres. Il a le soin de faire réparer les murailles , les portes ; & toutes les fortifications , quand il le juge à-propos. Enfin , il a la direction de tous les revenus & impôts de la Ville , & des lieux , qui en dépendent ; & les Camerlingues , qui en sont les Receveurs , lui en rendent compte , & ne sauroient rien déboursier sans son ordre , afin que les deniers publics soient employez comme il faut ; & que ceux , qui les manient ne puissent pas dérober. Les Préteurs Romains avoient l'administration des Finances ; mais le Sénat de Venise n'a pas voulu la donner aux Podestats , afin de modérer leur autorité , & de balancer leur puissance par un partage égal entr'eux & les Capitaines-des-Armes , qui sont les deux Magistrats revêtus de la Majesté du Prince dans les villes , appelez pour ce sujet du nom commun de Recteurs , & semblables aux *Harmostes* à Provinciaux de Lacédémone. Dans les petites villes il n'y a qu'un Recteur , qui est Podestat & Capitaine-des-Armes tout-ensemble.

Les Capitaines-des-Armes à Padouë , & à Bresse , sont toujours des Sénateurs illustres , qui peuvent demander la Veste de Procureur-par-mérite , lorsqu'il y a des places vacantes.

Le Capitaine de Bergame entre au Pregadi avec voix délibérative à son retour , ainsi que le Châtelain de Bresse , qui a ce privilège par-dessus tous les autres Gouverneurs de Forteresses & de Châteaux.

Quand les Recteurs d'une Ville ont quelque démêlé ensemble pour leur Jurisdiction , comme il arrive assez souvent , il ne leur est pas permis de défendre leur Cause , qu'avec la plume , c'est-à-dire , par de tres-humbles remontrances au Sénat ; & s'ils en viennent aux mains , ils sont jugez

*a Harmostes sunt qui ad subiectas civitates à Lacædæmoniis mittuntur Magistralis.*

## 250 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

tous deux également criminels , aussi bien celui , qui a raison , que celui , qui a tort.

### DANS LE FRIUL.

**L**E Provéditeur Général de *Palma-Nova* est le premier Officier de toute la Province , d'autant que cete Place en est la clef & le boulevard. Et cete Charge , qui est de la nomination du Sénat , est toujours remplie par quelque Sénateur du premir rang. Elle est biennale.

Le Lieutenant d'Udine est le second Magistrat de la Province , & peut à son retour être proposé pour entrer au Conseil-de-Dix. Il a sous lui deux Officiers , l'un apellé le Maréchal d'Udine , qui est une espèce de Châtelain ; & l'autre le Trésorier.

Cete ville vint en l'an 1415. à l'obéissance des Vénitiens , avec toute la Province du Frioul , qui reconnoissoit auparavant les Patriarches d'Aquilée. A quoi servirent beaucoup les Comtes Savorgnanes , qui pour récompense furent faits Nobles-Vénitiens. Ils apellent cete Province *la Patria del Friuli* , par excellence.

### DANS L'ISTRIE.

**C***Apo-d'-Istria* Ville Capitale de la Province , & Evêché , est gouvernée par un Podesta , & par trois Conseillers , qui sont de pauvres Nobles.

*Citta-Nova* , *Parenzo* , & *Pola* , toutes trois Episcopales , ont chacune leur Podesta , comme aussi *Mugia* ,



*gia, Isola, Piran, Umago, Rovigno, Montona, Valle, Albona, Cherzo, Osero, & Raspo*, qui à le privilège d'avoir toujours un Sénateur, parce que c'est un lieu, où l'on gagne beaucoup, sans être obligé à aucune dépense. Et pour ce sujet l'on y envoie toujours quelque pauvre Gentilhomme.

~~~~~  
DANS LA DALMATIE.

**L**E Provéditeur-Général y tient le premier rang, & commande à tous les Gouverneurs, Provéditeurs, & Châtelains des Villes & des Forteresses de la province. Aussi, cete Charge est toujours remplie par un Sénateur illustre, ou par quelque Procureur; car, outre l'autorité, elle est de tres-grand profit.

Il à sous lui un Général étranger, qui commande les Armées, mais qui ne sauroit rien exécuter sans sous consentement, non pas même gratifier un soldat d'un sou de paie, ni d'un pain plus que les autres.

Les villes de Zara & de Spalatro, qui sont les deux Archevêchez de Dalmatie, sont gouvernées chacune par un Comte, & par un Camerlingue, qui fait aussi la fonction de Châtelain; & ces Officiers sont deux ans en charge, comme aussi le Provéditeur de Clissa, Forteresse située sur une montagne inaccessible, à huit milles de la mer; & les Châtelains de Traw, & de Zébénigue.

Cattaro ville Episcopale à deux Magistrats, l'un appelé Provéditeur, & l'autre Camerlingue, que l'on change tous les deux ans.

*Budea*, qui est la dernière Place des Vénitiens  
sur

## 252 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

sur la Côte de Dalmatie, a son podestà, qui exerce deux ans. Dans le siècle passé ils y possédoient encore Dolcigno, qui leur fut enlevé par Sélim II. en 1571. Antibari, qui lui fut lâchement rendu par le Podestà Alexandre Donat. Antoine Balbi abandonna honteusement Curzola, mais les femmes prenant les armes & les habits de leurs maris, qui s'étoient sauvez avec leur Podestà, soutinrent l'assaut, avec tant de courage, que les Turcs furent contraints de se retirer. Preuve, qu'il n'y a jamais une si grande stérilité de vertu, qu'il ne se voie toujours de grans exemples de courage & de fidélité, comparables même aux plus héroïques faits des anciens. L'année précédente les femmes de Zébénigue avoient défait un parti de Turcs & de Martellos, (ce sont de certains voleurs de grand-chemin encore pires que les Uscoques) lesquels étoient entrez par surprise dans le Bourg de Rogonizza, & l'avoient sacagé.

~~~~~

## DANS LES ISLES

*de la Mer-Méditerranée.*

**L**A République tient un Provéditeur, & deux Conseillers à Corfou, qu'elle possède depuis l'an 1382 malgré tous les efforts, que le Turc a faits pour s'en emparer; car c'est la Clef du Golfe. Corfou est un Archevêché de quatre mille ducats de rente, toujours rempli par un noble-Vénitien.

Cette Isle fournit deux-cens-mille minots de sel par an aux Vénitiens. Elle est gardée par le Fort Saint-Ange, que l'on estime imprenable. En

1571.

1571. les Turcs firent tous leurs efforts , pour le prendre , mais il n'en purent venir à-bout , ni du faubourg de la ville ; qui fut vigoureusement défendu par le Provéditeur Louïs Giorgi.

Les Isles de Zéfalonie , de Zante , & de Cérigo , sont gouvernées chacune par un Provéditeur , & trois Conseillers , qui se renouvellent pareillement tous les deux ans.

Ces Isles ont un Général , à qui les Provéditeurs particuliers doivent obéir , & rendre compte. C'est toujours un homme de grande qualité : Et le Sénat en fait souvent un Capitaine Général de Mer. Il est seize mois en charge.

Dans le siècle passé les Vénitiens possédoient encore la plupart des Cyclades (ce sont les Isles de l'Archipel) savoir , Sciros , Pathmos , célèbre par l'exil de saint Jean l'Evangéliste , qui y composa son Apocalipse ; Egine , considérable par son Port , & par le nombre de ses habitans ; Naxos , la principale de toutes ; Nea , dont la terre à cette propriété ; à ce qu'en dit André Morosin , qu'en quelque endroit qu'on la porte , elle chasse les bêtes venimeuses ; Stampalia , qui à 88 milles de tour ; Paros , fameuse par son marbre. Mais toutes ces Isles leur furent enlevées par Barberousse Général de Soliman en l'an 1537. Où il est bon de remarquer en passant , qu'après la conquête de Constantinople par les François & les Vénitiens , la République aiant eu en partage les Isles de l'Archipel , elle les donna presque toutes en fief à des Nobles , pour les obliger par leur propre intérêt à les mieux défendre. Les Pisani eurent Nea ; les Quirini Stampalia , dont le surnom est porté encore aujourd'hui par une de leurs branches ; les Véniers Paros ; ainsi des autres.

Au reste , afin que tous les Officiers du dehors  
L 7 se

## 254 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

se contiennent dans leur devoir par la crainte de la recherche, le Sénat crée tous les cinq ans trois Sindics, pour faire la visite dans toutes les villes & les lieux de l'Etat de Terre & de Mer, pour ouïr les plaintes des Sujets contre les Podesstats, les Capitaines, & les Provéditeurs, & éplucher rigoureusement toute leur administration, comme faisoient ces Inquisiteurs de Sparte que Thucydide appelle *ναρῶνες*; & ces Particuliers, que les Romains *a* envoioient *incognito* dans les Provinces, pour prendre garde aux actions de chacun. De sorte que les Pauvres, qui n'ont pas la commodité de venir se plaindre à Venise, ont un bon moien de prendre leur revanche tout à leur aise, si les Recteurs leur ont fait quelque injustice.

*a Privati  
etiam  
mitte-  
bantur.  
qui Pro-  
vincias  
viserent,  
& quid  
de causis  
que obse-  
quo vi-  
deretur  
referrent;  
trepida-  
bantque  
gentes de  
astimati-  
one sin-  
gularum.  
Tac.  
Ann. 13.*

Il me reste présentement à parler des principales Charges-militaires-de-Mer, qui sont toutes occupées par des Nobles-Vénitiens; au lieu que celles de Terre sont toutes données aux Etrangers, pour les raisons que j'ai dites ailleurs.



L E  
G E N E R A L I S S I M E  
O U  
C A P I T A I N E G E N E R A L  
de Mer.

**C**E Général, toujours Noble-Vénitien, est créé par le Sénat en tems de guerre, pour commander la Flote de la République. Son pouvoir est si absolu sur tous les autres Généraux & Capitaines, qu'il semble être un Dictateur, ou même un Souverain plutôt qu'un Sujet, durant les trois ans de son commandement. Son autorité ne s'étend pas seulement sur la Flote, mais encore sur tous les Ports, toutes les Isles, & toutes les Forteresses, où l'on reçoit ses ordres sans réplique, & s'il y va en personne, le Clergé va au devant de lui, & les clefs lui sont présentées par les Gouverneurs & les Recteurs, comme si le Sénat étoit avec lui. Aussi en a-t-il toute la puissance. De sorte que c'est un crime de Léze Majesté de lui désobéir, ou de chicaner ses ordres. Autrefois le Sénat ne lui permettoit pas de rien entreprendre, sans lui en donner avis auparavant : mais comme la distance des lieux retardoit beaucoup les affaires, & que les résolutions ne venoient souvent qu'après les occasions perduës ; il lui laisse maintenant la liberté de faire tout ce que bon lui semble selon les currences, lui recommandant seulement

*a Ex di-*

*stantibus*

*terrarum*

*spatiis*

*consilia*

*post res*

*affere*

*o-bantur.*

*de Tac-*

*mé. Hist. 4.*

## 256 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

de ménager si bien la Chose-Publique, que la Patrie n'en ressent aucun dommage. <sup>b</sup> Car l'on n'a rien à craindre de ce Général, puisqu'il n'est maître d'aucune Place, où il se puisse retirer après avoir fait une fausse démarche; & par conséquent il lui faudroit toujours tenir la Mer, & s'abandonner à la merci des vents & des vagues. Outre que ne maniant point l'argent du Sénat, il ne sauroit corrompre les Officiers par des largesses, qu'il ne gagne auparavant le Provéditeur, qui est le maître de la Bourse.

Au reste, il n'y a point de Prince, qui maltraite davantage ses Capitaines à leur retour, que la Seigneurie de Venise. S'ils ont perdu une bataille, ou quelque ville, ils sont tourmentez par les recherches des Inquisiteurs-d'Etat, ou plutôt par autant de Juges, qu'il y a de Nobles; la République leur donnant la conduite de ses Armées & la garde de ses Places, aux mêmes conditions, que cete Lacédémoniène donnoit le bouclier à son fils, *Aut in hoc, aut cum hoc*; c'est-à-dire, ou d'y rester, ou d'en rapporter tout ce qu'on leur a donné: Et s'ils ont vaincu l'ennemi, il faut qu'ils rendent compte de leur victoire à leurs envieux, qui en épluchent toutes les circonstances & les particularitez, & leur suscitent ensuite des accusateurs, comme l'on faisoit à Cartage, dont Venise a pris toutes les plus rigoureuses maximes. Quand l'on est en Paix, on ravale leur gloire, & les moindres Nobles se font leurs compagnons, & veulent même s'élever au dessus d'eux par la brigue des Charges; ce qui rend alors le joug de l'obéissance bien pesant à ces Sujets, qui se voient confondus avec la lie des Nobles. <sup>b</sup> Mais aussi, quand la guerre recommence, & que l'on compare l'incapacité & la timidité des autres avec l'expérience & le courage <sup>c</sup> de ceux-ci; c'est pour lors, qu'ils se

<sup>b</sup> *Videat ne Resp. quid detrimenti capiat.*

<sup>a</sup> *In pace durius est servitium Tac.*

Ann. 11.

<sup>b</sup> *Militares artes*

*per otium*

*ignota,*

*industria,*

*osque ac*

*ignaves*

*pax in*

*aquo te-*

*net.*

Ann.

12.

<sup>c</sup> *Posce-*

*batur ore*

*valgi*

*dux A-*

*gricola,*

*compa-*

*rantibus*

*cunctis*

*vigorem,*

*constan-*

*tiam, &*

*exper-*

*tum bel-*

*lis ani-*

*mm*

*cum t-*

*riertia*

*& for-*

*midine*

*orum,*

*In Agri-*

*cola,*

vie cède au mérite, & que les rivaux, qu'ils avoient pendant la paix, feroient hommage à leur valeur durant la guerre.

Lorsque les Genoïs étoient à *Chiozza*, & qu'ils méditoient le sac de Venise, le Sénat fut obligé de délivrer honorablement le Général Victor Pisani, qu'il tenoit dans les cachots, pour la perte de la Bataille de Pole, \* & de l'associer au souverain commandement de l'Armée, avec le Duc André Contarin, à la honte de tous ses calomniateurs. Un Antoine Grimani, qui avoit conquis les villes de Monopoli, Mole, Polignan, Trani, Brindes & Otrante dans la Pouille, fut dépoüillé de la Veste de Procureur, & relegué en Istrie pour un malheureux combat donné à Modon contre les Turcs, mais après un exil de dix ans, il falut encore le rapeler, le rétablir dans sa dignité, & enfin le créer Doge.

\* Ville d'Istrie.

1500.

L'an 1670. le différend, qui arriva entre la République & la Porte pour les Confins de la Dalmatie, faisant appréhender à Venise une rupture, toute la Noblesse jetoit déjà les yeux sur le Procureur François Morosin, bien que l'on travaillât actuellement à son procès. Et le Peuple, qui va toujours d'une extrémité à l'autre, commençoit à murmurer publiquement contre ses accusateurs, louoit ses services, & justifioit toute sa conduite, après avoir demandé un peu auparavant sa mort, comme d'un Traître, & l'avoir menacé, qu'il n'échapperoit pas de leurs mains, quand il échapperoit de celles de ses Juges. En effet, il n'y avoit peut-être que lui seul, qui fût capable de remplir la Charge de Généralissime, qu'il avoit exercée déjà deux fois : Et si l'on fût rentré en guerre, il est constant, qu'il eût valu le prier de reprendre le Généralat & la défense de la Patrie. Ce Général pouvoit dire comme Témistocle, qu'il en étoit

## 258 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

étoit de lui comme de ces grans planes des champs dont on ne cherche le couvert, que pendant l'orage.

La peur, que les Capitaines ont du Conseil de Dix, n'empêche pas, qu'ils n'appliquent toute leur industrie à s'enrichir aux dépens du Public, espérant de trouver toujours un asile, s'ils ont de quoi l'acheter. <sup>a</sup> Ils se préparent à tous les événemens, dans la pensée qu'ils ont, qu'ils ne manqueront point d'être recherchés, fussent-ils les plus modérez du monde; & par la crainte d'un mal inévitable, ils deviennent plus hardis à piller, afin de se vanger par avance de tout le tort, qui leur sera fait à leur retour. Ils sont tous de l'avis de ce Noble de la Colonie de Candie, qui excusoit son vol du Tresor de S. Marc, en disant, qu'il croioit, que les Biens du Public fussent à ceux, qui les prenoient. Cependant, ils usent de tous les artifices imaginables, pour couvrir les défauts de leur administration, voulant paroître aussi desintéressés, que ce Gracchus, qui disoit au Peuple de Rome, qu'étant alé riche en Sardaigne, il en revenoit pauvre. Un Général de Candie vouloit persuader la même chose à Venise, en empruntant 4000 ducats d'un Marchand de la Ville, pour fournir aux frais de son entrée de-Procureur, quoi qu'il eût rapporté plusieurs barils pleins de sequins, qui lui servirent bien dans le besoin. Car il y a très-peu de gens, comme le Procureur Nani, qui rapporta de Dalmatie presque tout l'argent, que le Sénat lui avoit remis, pour faire des présens aux Commissaires de la Porte, avec qui il ne laissa pas d'accommoder très-hureusement le différend des limites: Au lieu que beaucoup d'autres n'eussent ménagé cet argent, que pour s'en approprier le reste, comme font leurs Bâles à Constantinople.

*a Pecunia,  
que bonis  
malisq;  
tempo-  
ribus ju-  
ta valet.  
Tac.  
Hist. 1.*

*a Cuius  
Roma  
profectus  
sum, & o-  
nas, quas  
plenas ar-  
genti ex-  
tulit, eas  
ex Pro-  
vincia  
inanes  
vexuli.  
Aul.  
Gell. 15.  
c. 12.*

Ces



Ces Généraux prennent une si grande autorité sur les Capitaines Etrangers , qu'ils en ont fait exécuter plusieurs à mort, sans attendre pour cela les ordres du Sénat. Il y en a un fameux exemple arrivé l'an 1571. en la personne d'un Officier de l'Armée-Navale d'Espagne, nommé Mutio Tortona , que le Général-Vénitien Sébastien Vénier fit pendre avec tous ses compagnons à l'antenne de sa Galère pour un coup-de-poing. qu'il avoit donné à un Officier envoyé de sa part pour apaiser une deses queréles. Résolution d'autant plus hardie, qu'elle s'exécuta à l'insû de Don Juan d'Autriche, qui étoit le Général & le Juge naturel du coupable; ce qui pensa faire avorter le glorieux projet de la Bataille de Lépante, à cause de l'indignation de ce Prince; qui vouloit tout abandonner.

Il s'est vû quelquefois à Venise deux Généraux de Mer en Même tems. Le premier exemple est de l'année 1537. que le Grand Conseil fit Jean Vetturi Colégué du Généralat de Jérôme Pésare; mais à condition que se rencontrant tous deux ensemble, le Vetturi céderoit à l'autre, afin qu'il n'y eût point de contestation entr'eux. Le second exemple est de l'an 1572. que le Sénat associa Jaques Foscarin au Généralat avec Vénier, pour contenter Don Juan & les Espagnols, par une diminution de l'autorité de Vénier, dont ils demandoient la déposition.

L'habillement du Général-de-Mer est toujours rouge, avec une toque de même couleur, qui ressemble à peu près au mortier des Présidens du Parlement. Il ne quitte jamais le manteau long, qui est fait comme celui des Anciens apellé *Chlamys*, non pas même dans le combat.

~~~~~

LE

LE PROVÉDITEUR  
GÉNÉRAL

de Mer.

**C**ET Officier, qu'ils appellent dans leurs Ducalcs, *Classis Legatus*, comme le précédent, *Classis Imperator*, est perpétuel dans la République: non pas quant à la personne, qui n'exerce jamais que deux ans; mais quant à la Charge qui se remplit en tout tems, au contraire de la première, qui cesse avec la guerre. Son autorité s'étend sur toute la Flote qu'il mène ou il lui plaît, lorsqu'il n'y a point de Capitaine-Général, ou qu'il est absent. Il a droit de casser & de punir, même de mort, les Officiers, qui manquent à leur devoir, aussi-bien les Nobles-Vénitiens, que les autres: comme aussi, de donner leurs charges à qui bon lui semble. Il manie tout l'argent de la Flote, & en rend compte au Sénat à son retour. Il a d'ordinaire deux Nobles-Vénitiens pour Aides, appelez Commissaires de la Flote, lesquels paient les soldats par son ordre, & prennent garde aux actions des Officiers, pour l'en avertir.

Le Généralissime & le Provéditeur aiant fait leur tems déposent la Dictature à Capo d'Istria, & viennent reprendre à Venise leur premier genre de vie, ne retenant rien de toute leur grandeur, que la gloire du passé, & l'espérance de l'avenir.

Il y a une Loi, qui les oblige de se constituer prisonniers avant que de rendre compte de leur administration, sur-tout s'ils ont été vaincus, qui est toujours un grand sujet de persécution à Ve-

a Nulla  
veteris  
fortuna  
imagine,  
turba  
immiti,  
nulla reab  
iss d'averfi  
qui nun-  
quam ho-  
mores at-  
tigissent;  
sola re-  
rum ge-  
stiarum  
amplitu-  
dine cons-  
picui  
O& Fer-  
rar.  
Const.  
Ven.

nise, où l'on ne considère que l'événement Le Général François Morosin ayant contrevenu à cete Ordonnance, aigrit si fort la Noblesse contre lui, qu'après avoir eslué heureusement une première attaque, il fut forcé par une seconde à faire honteusement, & par nécessité, ce qu'il pouvoit faire auparavant avec honneur, en donnant à ses envieux un exemple de modestie & d'obéissance.

Le Capitaine Général & le Provéditeur se servent d'espions l'un a l'autre, & vivent dans une perpétuelle emulation. D'où il naît une défiance réciproque entr'eux, qui les tient tous deux dans le devoir : au lieu que s'ils étoient d'accord, ils pourroient donner du souci & de la peine au Sénat, qui dumoins, si ses affaires en vont plus mal, a le plaisir de se voir en fureté par leur discorde, & d'apprendre par les lettres, qu'ils écrivent l'un contre l'autre, les plus secrètes actions de tous les deux ; de quoi le Sénat fait tres bien faire son profit dans la suite. C'est une Politique, dont les Cartaginois usoient, au raport de Diodore Sicilien, qui dit, qu'ils associèrent Hannon & Bomilcar au Généralat, parce que leur inimitié particulière sembloit faire la fureté publique. a

Au reste, la puissance est partagée de telle sorte entr'eux, que l'un a l'autorité sans la force, & l'autre la force sans l'autorité ; c'est à dire, que l'un a droit de proposer & conseiller ce qu'il faut faire, & l'autre le pouvoir d'en faire tout ce qu'il lui plaît ; à peu près comme à Rome, où le Sénat proposoit, & le Peuple délibéroit. b

La résidence ordinaire du Provéditeur est à Corfou.

a Inter se  
inimicos  
Duces  
bellis  
præsece-  
runt, pri-  
vatam  
horum  
diffiden-  
tiam ac  
dissensio-  
nem, com-  
munem  
Reip. in-  
columi-  
tatem fo-  
re existi-  
mantes.  
b Aucto-  
ritas in  
Senatu ;  
potestas  
in Po-  
pulo.

~~~~~

## L E G E N E R A L

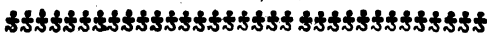
*ou Gouverneur du Golfe.*

**L**A Seigneurie de Venise tient toujours dans le Golfe une Escadre de six galères, & de quelques fustes, pour en défendre l'entrée aux Pirates, & à tous les Vaisseaux de Guerre, comme aussi, pour faire paier les droits de toutes les marchandises, qui y passent.

Ce Général est le plus ancien Officier-de-Mer de la République; & pour ce sujet a toujours la pointe dans tous les combats, avec cete prérogative, que lorsqu'il arive faute du Généralissime, il en remplit la place, préférablement à tous les autres Commandans, jusques à ce que le Sénat en ait ordonné. De sorte que la mort ou la maladie du Général ne sauroit apporter de trouble, ni de retardement dans l'Armée-Navale.

La Charge est perpétuelle, mais le Gouverneur est triennal, & c'est toujours un Gentilhomme de Maison illustre.

L'on ne peut pas dire, en quel tems la République commença de créer cet Officier, parce que les Regîtres publics furent brulés avec la Chancellerie en 1230. Mais depuis ce tems là on peut voir la succession continuë des Gouverneurs du Golfe.



*des Galéasses.*

**L**ES Galéasses sont comme des Châteaux & des forteresses en Mer, Il y a d'ordinaire en chacune mille hommes, & cent pièces de Canon. Les Capitaines en sont appellez Gouverneurs, & sont tous Nobles-Vénitiens, les Etrangers étant exclus de ce Commandement. Ces Gouverneurs ne reconnoissent que leur Général, mais ce Général obéit aux ordres du Généralissime, Comme la victoire dépend presque entièrement de la conduite & du courage de celui, qui commande les Galéasses, cete Charge est toujours remplie par un homme d'expérience, & de valeur extraordinaire.

Il y a encore un Général des Galions, qui est le Surintendant de toutes les munitions de l'Armée. Ces deux Généraux ne se font qu'en tems de guerre, non plus qu'un Général Etranger, qu'ils appellent Général du Débarc, qui commande les soldats, que l'on détache de la Flote, pour faire quelque expédition dans les Terres; & après avoir exécuté sa commission ramène ces soldats à bord, où il ne lui reste plus rien que le titre de Général & d'Excellence. Le Chevalier de Gremonville exerçoit cete Charge en Candie.

Outre ces Généraux, le Sénat entretient deux Capitaines, qui commandent chacun quatre Galères, les unes apellées libres, ou *di Buone-Voglie*; & les autres de' *Condennati*; ou de Forcats.

Toutes les Galères sont commandées par de jeunes Nobles qu'ils appellent *Sopra-Comiti*, qui ont tout pouvoir sur leurs soldats & matelots hors la

## 264 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

la punition de mort, & disposent de toutes les Charges subalternes comme bon leur semble ; ce qu'on leur permet, pour les récompenser des levées de soldats, qu'ils font d'ordinaire à leurs dépens, le Public ne leur fourpissant que le corps de la Galère, & les munitions de Guerre, & ensuite payant les soldats du jour qu'ils viennent à bord.

Voilà tout ce que les Vénitiens ont de principaux Officiers de Guerre & de Mer, tirez du Corps de leur Noblesse. Mais comme le principal emploi de ces Généraux, & de ces Officiers, est de défendre la Mer-Adriatique, appelée communément le Golfe de Venise du nom de ses Maîtres, il me semble nécessaire de dire ici, par quel droit cete Mer appartient aux Vénitiens.

a Si enim  
urbs in  
Mare  
sumpsit  
exordia.  
& urbis  
faciunt  
Veneti  
domini,  
Veneti  
quoque  
fuerunt  
domini  
ejus. in  
quo erat  
urbs  
igitur do-  
mini  
Maris.  
Ano-  
nym.  
Jo Pala-  
tius de  
Dominio  
Maris.  
l. 2. c. 4.

~~~~~

### DE LA SOUVERAINETÉ DES VÉNITIENS.

*sur la Mer-Adriatique.*

**L**A Seigneurie de Venise est en possession de la Mer-Adriatique depuis si long-tems, que ce seroit une question ridicule de demander, si cete République en est la maîtresse. Elle a commencé sa possession dès le jour de sa naissance, les lagunes de cete Mer aiant été son Berceau ; la Pêche sa Nourrice ; & les Isles dalentour son Domaine. Ce n'est pas à dire pour-tant, que tout le Golfe lui appartient dans le tems de son Enfance ; car elle n'occupoit alors qu'un très-petit espace de Mer entre Ravenne & A-

qui-

quillée: Mais à mesure qu'elle croissoit en âge, & que les Empereurs d'Orient abandonnoient ce Golfe, dont ils étoient les propriétaires; elle y étendit peu à peu son Empire; & après en avoir chassé les Corsaires, qui en troubloient la navigation, la possession lui en demeura à la fin toute entière. Ainsi la Mer-Adriatique appartient à la Seigneurie de Venise.

Premièrement, par le Droit-des Gens, qui attribue la propriété des biens délaissés, ou qui ne sont à personne, à ceux qui s'en emparent les premiers.

Secondement, par le Droit de la Guerre, qu'elle soutint l'espace de 170. ans contre les Narantins, \* qui lui en disputoient la possession, & la lui cedèrent enfin l'an neuf-cens quatre vint seize; contre les Normans, avec qui elle combatit plusieurs fois dans la Pouille; & contre les Genoïs & les Pisans, qui ont été plus de 300. ans ses compétiteurs. A quoi l'on peut ajouter, que les Empereurs Grecs, bien loin de se plaindre de l'entreprise des Vénitiens, en furent au contraire très-contents, vu que n'ayant point de plus fâcheux ennemis, que les Narantins, qui couroient cete Mer, & se la rendoient tributaire, ils s'en virent heureusement délivrés par les Vénitiens leurs anciens amis. Ce qui servit à ces Empereurs à retenir dans l'obéissance l'Istrie, la Dalmatie, l'Albanie la, Pouille, l'Abruzze, & une partie de la Romagne, qui étant exposées à ces pirateries, comme servant de confins & de bornes à la Mer-Adriatique, qu'elles renferment, se mutinoient & se plaignoient ou de la foiblesse ou de la négligence des Empereurs, protestant, qu'elles se donneroient à d'autres Maîtres, qui les défendroient. Ce que ces Peuples eussent exécuté, si les Vénitiens n'eussent pas pris alors la garde de ce Golfe, d'où ils

a Bone.  
nullius  
primo oc-  
cupanti  
concedun-  
tur.  
\* C'éto-  
ient des  
Escla-  
vons.

## 266 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

chassèrent enfin ces Corsaires, qui menaçoient déjà l'Italie, la Hongrie, & plusieurs autres Provinces d'Alemagne d'une ruine universelle. D'où il s'ensuit, que le droit de la République n'est pas seulement un *Jus consuetudinis*, comme le dit Don Alfonse de la Queva dans sa Relation.

Ce droit est depuis plusieurs Siècles reconnu par les Princes de l'Europe, dont les Ambassadeurs se trouvent tous les ans avec la Seigneurie à la cérémonie du jour de l'Ascension, que le Doge épouse la Mer, en y jetant une bague-d'or, & disant ces paroles. *Desponsamus te, Mare, in signum veri & perpetui dominii*. A quoi aucun Ambassadeur n'a jamais contredit.

Quelques Historiens ont écrit, que c'étoit le Pape Alexandre III. qui avoit donné la jouissance de cete Mer aux Vénitiens, en récompense des services, qu'ils lui avoient rendus durant la persécution de l'Empereur Frédéric Barberousse, & en mémoire de la victoire obtenue en Mer contre Oton son fils. Mais c'est une erreur populaire, qui confond l'institution de la cérémonie d'épouser la Mer, faite par le Pape, avec la donation même de la Mer; le Vulgaire aiant pris une déclaration solennelle du droit des Vénitiens, & une reconnoissance formelle de leur Titre, *In re jam de facto possessa*, pour un Acte de concession, par lequel le Pape les auroit mis en possession du Golfe: Ce qui ne peut pas être puisque les Papes n'aient jamais rien eu, ni prétendu sur la Mer Adriatique, ils ne pouvoient pas donner ce qui ne leur apartenoit pas, ni transporter à autrui un droit qu'ils n'avoient pas eux-mêmes. Cete vérité se confirme par les propres paroles du Pape au Duc Sébastien Ziani, *Hunc annulum accipe, & me autore, ipsum Mare obnoxium tibi reddito, quod Tu, tuique successores quotannis statuto die*

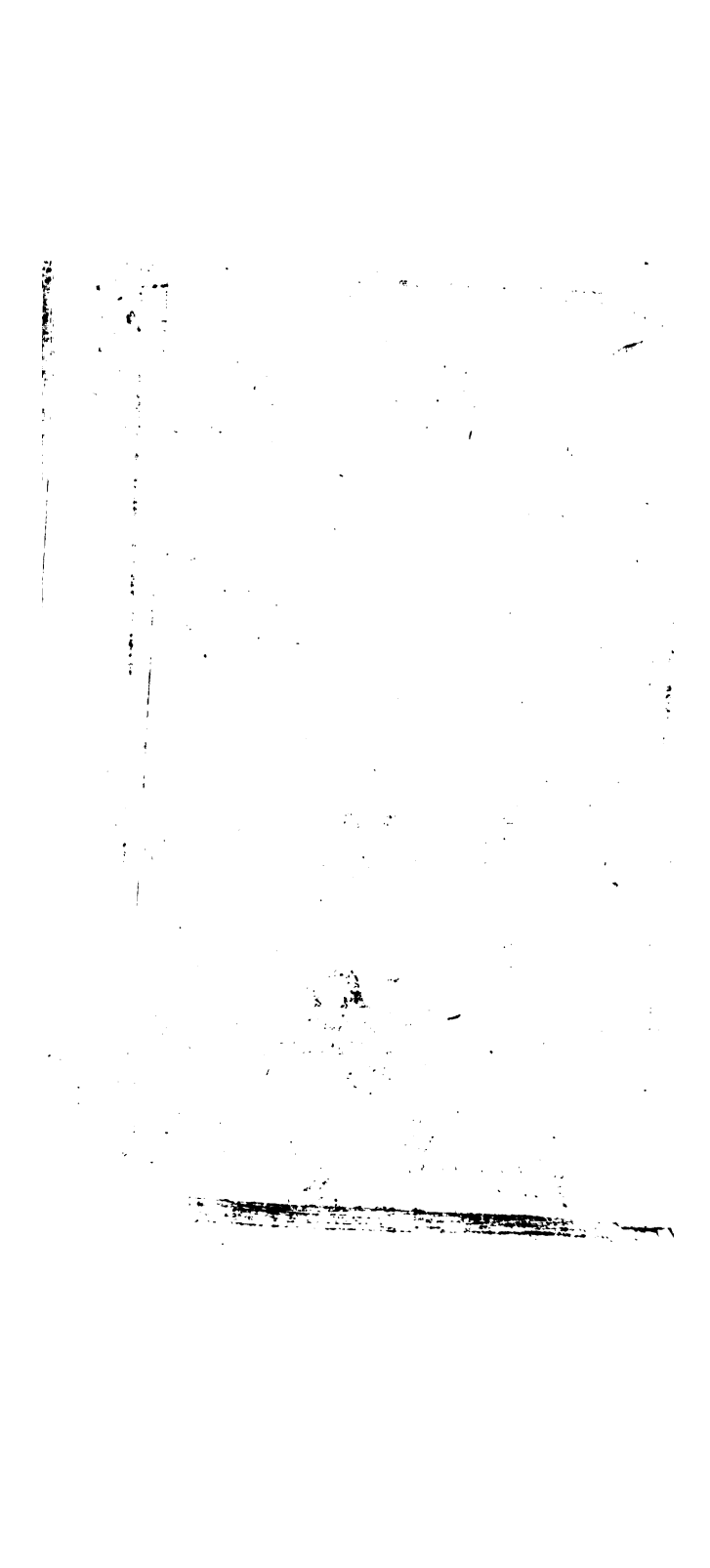
*Nemo plus juris in alium transferre potest, quam ipse habeat.*  
Ex Cod.

Morisor.  
l. 2. c.  
25. &  
Petr. Justinian.  
Hist.  
Ven.

*fer*







*servabitis.* Voilà l'institution de la cérémonie , comme j'ai déjà dit , *Ut omnis posteritas intelligat Maris possessionem victoria jure vestram fuisse.* Ce n'est donc pas en vertu d'aucune donation du Pape , qui reconnoît lui-même un droit antérieur , savoir celui de la Guerre ; (*Victoria jure*) ajoutant , *Atque uti uxorem viro , ita illud imperio Reip , Veneta subiectum.* Et par conséquent c'est un droit , que les Papes ne sauroient ôter à la République non plus qu'une femme à son mari , puisque cete Seigneurie ne le tient pas d'eux , mais de la force de ses armes ; comme le dit encore plus positivement un autre Auteur , qui rapporte les paroles d'Alexandre en ces termes , *Ut omnes intelligant Maris possessionem jure belli vestro deberi Imperio.* C'est aussi ce que l'Ambassadeur Jérôme Donat fit bien comprendre au Pape Jules II. qui lui demandoit en raillant , où étoient les Titres & les Pièces Justificatives du droit de ses Supérieurs sur le Golfe , cet habile Ministre ayant répondu fort agréablement , Que s'il plaisoit à Sa Sainteté de produire l'Original de la donation de Constantin au Pape Silvestre , Elle trouveroit au dos la concession de la Mer Adriatique aux Vénitiens. Car il paroît manifestement par cete réponse ; que la Seigneurie de Venise ne se fonde nullement sur la donation prétendue faite par Alexandre III. & que ses Titres ne sont pas écrits avec de l'ancre , mais avec le sang des Narantins , des Normans , & des Genoïs , qu'elle a chassés de ce Golfe ; comme aussi avec celui de ses Citoyens , qui l'ont si généreusement répandu en défendant la Cause-commune de toute l'Italie contre ces Barbares.

Les Vénitiens ajoutent , Qu'ils possèdent la Mer-Adriatique par les mêmes raisons qu'ils possèdent Venise ; & qu'ainsi la possession de cete

## 268 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ville ne leur aiant jamais esté disputée par les Empereurs, parce qu'ils l'avoient bâtie dans un lieu abandonné: De même la jouïssance du Golfe ne peut leur être contestée, vuque c'est un Bien, que les Empereurs d'Orient, les propres Seigneurs, avoient délaissé: Qu'enfin ils ont de bonnes Galères, de bons soldats, & de bons canons pour prouver plus efficacement, que par des raisons & des Titres en parchemin, qu'ils sont les véritables & légitimes seigneurs de la Mer-Adriatique; comme ils le furent bien dire à l'Ambassadeur d'Espagne, qui donnant avis à la Seigneurie du passage prochain de l'Infante Marie, Sœur du Roi son Maître, mariée à Ferdinand Roi de Hongrie, avec l'Armée-Navale d'Espagne, qui devoit la conduire depuis Naples jusques à Trieste, eut pour toute réponse, Que la République aiant la souveraineté du Golfe, elle n'y laisseroit jamais entrer d'autres Vaisseaux-de-guerre que les siens. Que si le Roi Catolique vouloit agréer les offres, que le Sénat lui faisoit de ses Galères la Sérénissime Infante seroit reçue & traitée avec tous les honneurs dus à son sang & à la grandeur de la Maison d'Autriche: Mais que si elle refusoit ce parti, pour prendre celui de la force & de la violence, ils défendroient vigoureusement le Droit-des-gens. Le Sénat fit encore dire au Viceroi de Naples par son Résident Marc-Antoine Padavin, Que si l'Espagne préféroit la voie des armes à l'honnêteté de leurs offres, il faudroit, que la Reine essuiât le péril des combats, & s'exposât à la bouche du Canon, pour aller célébrer ses nœces.

Nani  
Hist.  
Ven.  
liv. 8.

Nani  
liv. 3.  
& 4.

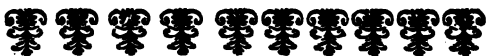
Le Duc d'Osborne avoit quelques années auparavant fait l'épreuve de cete résistance par la perte de plusieurs Navires envoyés en Levant sous sa Bannière, pour surprendre les marchandises de Venise; A quoi il étoit aidé par les Ragusiens, qui

don-

dennoient retraite à ses Vaisseaux dans leurs Ports de Calamote & de Sainte-Croix.

Les Papes envoient tous les neuf ans de nouvelles Bulles au Sénat, par lesquelles ils lui accordent la continuation des Décimes du Clergé pour la défense du Golfe, qui leur importe extrêmement à cause de la Marché d'Ancone, où les Corsaires ont souvent fait un horrible dégast, & où ils ne viennent jamais, qu'ils n'enlèvent avec un riche butin quantité d'Habitans.

Nani  
liv. 11.



### TROISIE'ME PARTIE.

#### D U S A I N T - O F I C E , *ou de l'Inquisition de Venise.*



L'INQUISITION de Venise a tant de rapport & de connéxité avec son Gouvernement, qu'il est presque impossible de bien connoître l'un sans l'autre. C'est pourquoi, pour rendre mon Ouvrage plus complet, j'ai fait un Abregé du Traité de l'Inquisition du Théologien *Fra-Paolo*, où l'on verra la conduite, que le Sénat garde avec la Cour de Rome, & les Eclésiastiques. Au reste, comme je n'ai pas prétendu faire une Traduction, mais seulement un Extrait, je crois que l'on ne trouvera pas étrange, que je n'aie pas suivi l'ordre de l'Original, ni que je ne me sois pas assujéti aux paroles de l'Auteur, dont je me suis contenté de rendre fidèlement les pensées. Il y a même un ou deux endroits, où j'ai ajouté quelque chose de son Histoire du Concile de Trente, & de celle de

Avertissement,

## 270 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

l'Interdit de Venise, pour donner plus de jour à la matière; ce qui à mon avis ne déplaira point au Lecteur. Je commence.

Lorsque l'Inquisition a été introduite à Venise, ce n'a point été par un commandement du Pape, ni par aucune Bulle Papale, puisque celles d'Innocent IV. d'Alexandre IV. de Clément IV. & de 7. autres Papes ne purent obliger les Vénitiens à la recevoir, comme faisoient les principales villes d'Italie: Mais ce fut par une délibération du Grand Conseil, à laquelle Nicolas IV. consentit, formant pour ce sujet une Bulle datée du 28. Aoust 1289. où il inséra la *Parte* de ce Conseil avec toutes ses clauses, dont l'une portoit, Que la Seigneurie assigneroit un fonds pour les dépenses qu'il faudroit faire au Saint Office, & toucheroit pareillement tous les deniers, qui en proviendroient par amandes, ou autrement, nommant pour cela un Administrateur, qui en rendroit compte. Ce qui est bien différent de l'usage de de l'Inquisition des autres Etats, où tout l'argent va aux Inquisiteurs.

Celle de Venise est mixte, c'est à-dire composée d'Eclésiastiques & de Séculiers. Les premiers sont Juges, & les seconds sont Assistans; au lieu que c'étoient eux, qui jugeoient auparavant les Hérétiques sur le rapport des premiers, dont la fonction étoit seulement d'examiner l'opinion de ceux que l'on acusoit d'hérésie; après quoi le Duc & les Conseillers les condamnoient au feu, si les Evêques les trouvoient coupables. Et cete Inquisition Séculière dura depuis l'année 1249. qu'elle fut établie à l'occasion des guerres entre le Pape Innocent IV. & l'Empereur Frédéric jusques en 1289. que l'Inquisition Eclésiastique fut admise par la Seigneurie. De sorte qu'y aiant eu à Venise des Inquisiteurs Laïques contre l'Hé-  
résie

réfie avant l'érection du Saint Office , cela donna lieu de le composer d'Eclésiastiques & de Séculiers, n'étant pas raisonnable, que les nouveaux Inquisiteurs, qui se recevoient par grace, chassassent les anciens, qui étoient les véritables maîtres.

Il y a donc toujours trois Sénateurs, qui assistent au nom du Prince à toutes les procédures & les délibérations de ce Tribunal, où il ne se passe rien, dont le Prince ne soit bien averti. Les Eclésiastiques ne peuvent pas ouïr un témoin, citer ni interroger un Acusé, sans la participation & l'assistance de ces trois Nobles. C'est pourquoi le Greffier écrit cete formule au commencement de de tous les Actes , *Cum assistentia & presentia Illustrissimarum & Excellentissimarum Dominorum N...* suivant le Concordat du Pape Jules II. avec la République. Et si les Inquisiteurs avoient fait la moindre chose à l'insû des Assistans, tout seroit nul. Tellement que si un Procès avoit été rapporté en leur absence, il ne suffiroit pas, que les Pièces leur en fussent communiquées avant le Jugement, ni, qu'ils fussent présens à la prononciation de la Sentence, le Sénat ne voulant pas s'en fier à la bonne-foi des Eclésiastiques: Mais il faudroit instruire tout de nouveau le Procès, depuis le commencement jusques à la fin; autrement on ne pourroit venir à l'exécution. Par où le Sénat évite d'entrer en dispute avec la Cour de Rome, qui alégué pour exemple ce qui s'est fait une seule fois.

Que si l'Inquisiteur demandoit aux Assistans la permission de pouvoir faire quelque procédure sans eux, il leur est expressément défendu de la lui acorder, étant au Prince de la donner, & non pas à ceux, qui le representent. Outre que cete permission n'est pas équivalente à la présence du Magistrat, qui ne sait pas après, si l'Inquisiteur

## 272 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

en a fait un bon ou mauvais usage ; ce qui importe beaucoup au service public.

Il y a pareillement des Assistans dans tous les Lieux de l'Etat, où il y a des Inquisiteurs, étant juste & nécessaire, que les villes sujètes suivent les loix & les coutumes de la Ville dominante, sauf leurs franchises & leurs privilèges particuliers. Ainsi, les Recteurs assistent au Saint-Office, où ils font toutes les mêmes fonctions que les Assistans à Venise. Mais comme ces Recteurs n'y peuvent pas toujours venir, à cause des affaires de leurs Charges, le Vicaire du Podestà qu'ils appellent *Vicario Pretorio*, ou quelque autre Officier Curial, y va pour eux. Ou il faut observer, qu'il est défendu à l'Assistant Curial de servir de Consulteur à l'Inquisiteur, comme il fait au Podestà, la fonction de Consulteur & celle d'Assistant étant incompatibles, vû que le Consulteur est Ministre de l'Inquisition, & par conséquent en dépend : au lieu que l'Assistant en est independant comme représentant le Prince. De sorte que si le Curial devenoit Consulteur, l'Assistance, qui est un droit de supériorité, se trouveroit changée en Consulte, qui rend la personne sujète à l'Inquisiteur ; ce qui feroit grand préjudice à l'Assistance Séculière, que la Cour de Rome voudroit abolir.

\* Hist.  
du Conc.  
de Tren-  
té de  
Frà-Pao-  
lo Liv. 5.  
\* Hist.  
de l'In-  
terd de  
Ven. du  
même.

Cete assistance fâchoit infiniment le Pape Paul V. qui avoit une passion inconcevable d'acroître la Puissance Eclésiastique. Car comme l'Inquisition est le principal nerf, & le premier ressort du Pontificat, selon le dire ordinaire de Paul IV. \* il étoit bien amer à Paul V. qui disoit, *que Dieu l'avoit fait Pape, pour mortifier la présomption des Séculiers*\*, de voir les Vénitiens humilier celle de Eclésiastiques, & tenir les Inquisiteurs dans la dépendance des Assistans. Le Pape Jules III. croïoit avoir d'autant plus gagné par son Concordat avec  
la



la République de Venise, que par la clause, *Cum assistentia & presentia*, il paroïssoit évidemment, que les trois Députés du Sénat n'étoient pas Juges dans les matières de l'Inquisition, mais seulement Assistans. Cependant, la Cour-Romaine a reconnu depuis combien cete Assistance est préjudiciable à son autorité : Et ce qui lui paroïssoit auparavant une victoire remportée sur les Vénitiens, lui paroît aujourd'hui une perte véritable. Elle a fait tout ce qu'elle a pû pour abolir cet usage, comme injurieux à son autorité. Mais le Sénat a si bien su se maintenir dans sa possession, que les Papes ne songent plus à la lui contester. Le soin, que les Assistans ont eu de ne point laisser passer d'Actes sans l'inscription de la formule, *Cum Assistentia*, qui plaisoit si fort aux Romains, a produit un tres bon effet pour les Vénitiens, qui se sont servis depuis de cete clause, pour montrer la coutume del'Assistance ; à quoi les Papes vouloient déroger, nonobstant l'Acord de 1551. seignant d'ignorer la nature du Concordat, qui renfermant en soi le consentement des Parties, qui ont traité ensemble, ne peut pas être révoqué par un des Contractans, y ayant contradiction qu'une chose conclüe entre deux Princes, sous des obligations réciproques, reste néanmoins à la disposition d'un seul.

Ces Assistans ne prétent point le serment de fidélité entre les mains des Inquisiteurs, vu qu'ils ne sont pas Officiers de l'Inquisition. & qu'ils n'y sont pas apelez par les Eclésiastiques ; qu'au contraire il y sont envoyez par le Prince, pour observer les démarches des Inquisiteurs, & informer ensuite le Sénat de tout ce qui s'est passé, suivant le serment qu'ils prétent de ne rien celer au Prince, & de ne rien faire que par son ordre. Et c'est par là qu'il paroît, que l'Inquisition de Veni-

## 274 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

se est Eclésiastique & Séculière. Car où elle est purement Eclésiastique, tous les Séculiers, qui y interviennent, jurent de garder le secret & la fidélité aux Inquisiteurs. Outre cela les Assistans ont le pouvoir de suspendre les délibérations des Inquisiteurs, & d'empêcher l'exécution de leurs Sentences, non seulement quand elles sont contraires aux loix & aux coutumes du Pais; mais encore lorsqu'elles se trouvent opposées aux instructions secrètes, que le Sénat leur a données, ou qu'elles ne s'accordent pas avec les maximes particulières du Gouvernement.

Et si les anciens Ducs de Venise juroient à leur élection de punir les Hérétiques, c'étoit à Dieu & au Public, comme font aujourd'hui les Rois d'Espagne; & non pas aux Inquisiteurs. Or il y a bien de la différence entre jurer absolument, & jurer entre les mains de quelqu'un, le premier serment étant un acte, qui n'oblige celui qui le fait, qu'à lui même pour la conscience; au lieu que le second est une reconnaissance de sujétion à la personne, à qui l'on jure. Et pour montrer, que les Doges n'ont jamais fait ce dernier serment, il n'en faut point d'autre preuve, que la déclaration du Duc Pierre Gradénigue, donnée par écrit à l'Inquisiteur Frère Antoine, qui vouloit, que Sa Sérénité jurât d'observer les Constitutions Papales & Imperiales contre les Hérétiques: A quoi ce Duc répondit, qu'après le serment, qu'il avoit prêté à son élection, suivant le Concordat de sa République avec le Pape Nicolas IV. il ne devoit ni jurer une seconde fois, ni s'obliger à d'autres ordonnances Eclésiastiques & Impériales au-de-là du Concordat.

Cependant, les Inquisiteurs aiant perdu l'espérance de se faire prêter le serment par les Assistans, ont tenté de les obliger au moins de garder le

le secret en de certaines choses, par l'appréhension des Censures & dees Excommunications, Mais ces Assistans n'ont jamais fléchi, étant bien persuadés, qu'ils ne doivent rien aux Inquisiteurs, puisqu'ils ne sont pas leurs Ministres; & que le Prince doit savoir tout ce qui se passe dans ses Etats, vù que cete connoissance lui est nécessaire pour bien gouverner; & qu'il a plus d'intérêt à maintenir la Religion, que n'en ont les Eclésiastiques, qui regardent seulement le service de Dieu: au lieu que le Prince le fait, & pour Dieu, & pour ses Sujets, dont le repos est troublé par l'Hérésie. Au reste, si la Seigneurie se mêle des affaires de la Religion, elle imite en cela Constantin, Théodose & Charlemagne, qui l'ont fait; & qui bien loin d'avoir passé pour des Usurpateurs de la Puissance Eclésiastique, ont été loüez & remerciez par les Papes, & par les Evêques, les premiers aiant souvent exhorté les Rois à prendre ce soin, \* & en aiant même repris quelques-uns, qui s'en déchargeoient sur les Gens-d'Eglise, comme la Cour de Rome voudroit que les Princes fissent aujourd'hui. Et si les Eclésiastiques sont maintenant seuls Juges dans les Causes d'Hérésie, c'est une concession des Princes, qui pour cela ne se sont pas dépoüillez de leur droit, qui est inaliénable; ni d'une puissance légitime, dont ils sont également responsables à Dieu, soit qu'ils l'exercent par eux-mêmes, ou par autrui; & par conséquent il doivent veiller sur la conduite de ceux, à qui ils ont confié cete partie de leur pouvoir, les en pouvant priver, s'ils n'en font pas un bon usage.

Les Inquisiteurs prétendent, que du moins les Séculiers n'ont pas droit d'assister aux Procès des Eclésiastiques, suposant fausement, que l'Assistance-Séculiere n'a été introduite que pour ce qui

\* *Debes incunctanter advertere Regiam potestatem tibi non solum ad mundi regimen, sed maxime ad Ecclesie praesidium esse collatam.*  
Leo Lad Imp. Leon.

## 276 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

regarde les Laïques. Les Vénitiens répondent, que l'Assistance n'est point affectée aux personnes, mais aux Causes, & que, par conséquent, l'Hérésie étant un crime Eclésiastique & Séculier, puisque d'un côté elle attaque la Foi, & que de l'autre elle trouble la tranquillité Publique, il faut que toutes les Causes d'Hérésie soient jugées par les Eclésiastiques avec l'intervention des Séculiers, sans avoir égard, si les acuzez sont Gens-d'Eglise ou Laïques. Autrement il faudroit, que l'Eclésiastique ne jugeât que les Prêtres, & le Séculier les Séculiers; ce qui est contre la coutume de tous les Païs, ou le Séculier est jugé par l'Eclésiastique, si la Cause est spirituelle; & l'Eclésiastique par le Séculier, si l'affaire est temporelle. Outre que selon la prétention des Inquisiteurs, la Cause d'un Prêtre ou d'un Moine hérétique, qui auroit des complices séculiers, devoit être jugée sans les Assistans, parce qu'elle seroit Eclésiastique; ce qui ouvreroit une porte, par où les Inquisiteurs chasseroient bien-tôt les Assistans.

L'an 1610. l'Inquisiteur de Bresse, à l'occasion d'un Capucin de la Ville, dénoncé à Rome, fit une tentative pour ôter aux Assistans la connoissance des Causes, que les Inquisiteurs de Rome auroient commencé d'instruire: Par où l'Assistance Laïque étoit abolie, si cela eût passé, d'autant que les Inquisiteurs de l'Etat de Venise eussent trouvé le moien d'engager les dénonciateurs par promesses, ou par motifs de Religion, à envoyer leurs dépositions par écrit à Rome. Après quoi cete Cour eût commencé d'informer, pour renvoyer ensuite le procès sur les lieux, où les Inquisiteurs fussent devenus les maîtres. Mais la prudence du Sénat rompit ce coup; & l'ordre fut donné à tous les Recteurs des Villes, de veiller encore de plus près sur la conduite des Inquisiteurs, & de  
leur

leur faire observer exactement tous les statuts & toutes les formes de l'Inquisition Vénitienne, sans en relâcher un iota pour quelque cause que ces Moines leur pussent jamais alléguer. Pour la même raison le Sénat ordonne aux Assistans de prendre garde, que les Inquisiteurs n'insèrent dans les Procès des statuts faits hors de l'Etat, afin que la Cour-Romaine, qui tire avantage de tout ce qu'on lui permet, n'introduise point de nouveauté dans l'Inquisition de Venise, qui doit être gouvernée par ses propres coutumes, & nullement par celles de l'Inquisition de Rome, dont elle ne dépend point, puisqu'elle n'est pas d'institution Papale, comme j'ai déjà dit. En effet, si la Congrégation des Inquisiteurs-généraux de Rome se mêloit d'envoyer des ordres aux Inquisiteurs particuliers des villes de la Seigneurie de Venise, comme elle fait en beaucoup de lieux d'Italie, il vaudroit autant que tous les procès fussent formez à Rome, puisque les autres Tribunaux ne pourroient rien faire, que suivant les instructions de cete Cour. Outre que si les Actes faits par les Inquisiteurs sans les Assistans sont nuls à Venise, à plus forte raison les Actes faits hors de son Etat, & , par conséquent, sans aucune participation de ses Assistans, sont de nulle valeur. Ce n'est pas à dire pourtant, que si la Congrégation Romaine envoie quelque règlement, qu'il soit bon d'observer, & qui n'intéresse point la Jurisdiction Temporelle, les inquisiteurs des Villes ne le doivent recevoir avec respect, & le mettre en exécution, pourvu qu'ils y procèdent suivant le stile & la coutume du Pais, en formant le nouveau Decret au nom de l'Inquisition du lieu, & en présence des Assistans publics, sans faire mention, que le Decret vient de Rome, non plus que si les Inquisiteurs du lieu en étoient les propres auteurs.

## 278 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

afin qu'il ne semble point , que l'Inquisition de Venise soit sujete à celle de Rome , dont elle est independante. Car il importe peu , que le réglement vienne de cete Cour , pourvu que dans la publication l'on ne reconnoisse point d'autre autorité que celle du Sénat. Et c'est cete autorité , qui est l'ame du Decret , puisque si le Prince ne vouloit pas le recevoir , comme il arive souvent à Vénise , le Decret seroit sans force , & de nulle valeur. Du reste , quand les Inquisiteurs executent un Mandement de Rome , les Assistans n'examinent point , s'il en vient , ou s'il n'en vient pas , mais seulement , si ce que les Inquisiteurs font est utile au Public , & conforme à l'usage du Pais , sans vouloir pénétrer , s'ils le font de leur mouvement , ou par instruction d'autrui , vû que l'on n'emploie point d'autre nom dans les Actes , que celui de l'inquisition de Venise.

Les Assistans doivent encore empêcher les Inquisiteurs de publier aucune Bulle vieille ou nouvelle , sans en avoir la permission du Prince. Ce qui est fondé sur les raisons suivantes.

1. Parce que c'est la nature du Concordat de n'exister que par le consentement des Parties , qui contractent , & conséquemment de ne pouvoir être changé que de commun accord. Ainsi , l'Inquisition étant établie à Venise par un Concordat , aucune Loi nouvelle n'y doit être reçue , que les deux Parties qui ont traité n'en soient d'accord , l'accessoire se devant régler sur le principal. C'est pourquoi les Bulles , & les Decrets de la Cour de Rome , faits depuis ce Concordat , n'ont point obligé la République.

2. Comme la Cour-Romaine fait des réglemens selon ses vuës & ses desseins particuliers , il n'est pas juste , que la République recoive ces nouveaux Decrets , sans examiner auparavant s'ils  
con-

conviennent à ses affaires. Chaque Prince connoit les besoins de son Etat: les Papes ne se méten pas en peine de l'intérêt des Princes Séculiers, C'est donc à ceux-ci de prendre garde, qu'il ne se glisse point de nouveautez dangereuses dans leurs États par le moien de ces ordonnances Papales. Car ce que les Papes aléguent, de recourir à eux, s'il en arive quelque desordre, & qu'ils y pourverront; c'est un remède pire que le mal, puisque par ce moien ils se rendroient les Juges & les Arbitres de toute la Police Civile. C'est-pourquoi la Seigneurie de Venise à toujours été tres-dificile en cete matière, n'y aiant point de Prince dans l'Europe, qui ait pénétré mieux qu'elle dans tous les desseins de la Cour de Rome, ni qui s'y soit opposé avec plus de succès. Ce qu'elle continuë de faire encore dans toutes les rencontres, ne permettant jamais la publication d'aucune Bulle; qu'après une longue & meure délibération. Jusque-là même que, si le Pape fait une Bulle commune, pour envoyer à plusieurs Princes, les Vénitiens sont toujours les derniers à la recevoir, non pas tant pour se régler sur l'exemple des autres, que pour avoir le tems de découvrir les fins & les visées de cete Cour, dont toutes les inventions sont couvertes du grand manteau de la Religion. Enfin, comme les Papes apliquent tous leurs soins à augmenter la Puissance Eclésiastique, & à s'assujétir la Séculière, le Sénat apporte de son côté tant de précautions à la réception de ces Bulles, qu'il ne peut jamais être surpris. Car elles ne peuvent être présentées au Colége, qu'après avoir été examinées & signées par deux Docteurs, que le Public entretretient pour cela, & qui ne manquent pas aussi d'avertir le Prince, si elles contiennent quelque abus, ou quelque nouveauté préjudiciable. D'ailleurs, la difficulté, que le

Sé-

## 280 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Sénat apporte à recevoir ces Bulles , fait que la Cour de Rome se ménage , pour ne se pas commettre.

Voilà ce qui regarde les Assistans. Il faut voir maintenant à quoi s'étend la juridiction des Inquisiteurs dans l'état de Venise

I. Les Juifs , qui vivent dans les Terres de la République , ne sont point justiciables de l'Inquisition , pour quelque crime que ce puisse être. Ce qui est fondé sur la doctrine de Saint Paul , qui a dit que l'autorité Ecclésiastique ne s'étend point sur ceux , qui n'ont jamais été du Corps de l'Eglise ; & sur une décision du Pape Innocent III. qui déclare , que les Juifs n'étant pas sujets à la Loi , ils ne peuvent être jugez par la Loi. C'est pourquoy en Pologne ils sont jugez par les Palatins , & non pas par les Ecclésiastiques. D'ailleurs , on sait , que les Papes Sixte V. & Clément VIII. ont accordé des saufs-conduits aux Maranes , pour demeurer & trafiquer dans la ville d'Ancone , sans pouvoir être inquiétez ni molestez par les inquisiteurs , voulant bien déroger à la Bulle de Grégoire XIII. de l'année 1581. qui soumettoit les Juifs & tous les autres Infidèles au Saint-Office. Outre que l'Inquisition aiant été établie seulement pour les Hérétiques , elle ne doit pas juger du Judaïsme , qui n'est pas Hérésie.

Que si les Juifs parlent mal de la Religion , blasphément contre nos mystères , profanent les choses sacrées , attirent quelqu'un au Judaïsme , les Ecclésiastiques , & les autres personnes intéressées , doivent porter leurs plaintes au Magistrat-du-blasphème , qui ne manque pas d'en faire une sévère punition , suivant l'ancien usage de l'Eglise , où les Ecclésiastiques ne se mêloient que de juger , si l'opinion de ceux , que l'on acusoit d'hérésie , étoit contraire à la Foi , les dénonçant & abandon-

*Quid mihi de his , qui foris sunt , judicare ?*  
1. Cor. 5.



donnant ensuite au Juge Séculier, s'ils en étoient convaincus. Ce qui s'est pratiqué dans l'Eglise sous l'Empire-Romain, jusques à sa division faite l'an 800. & dans l'Empire d'Orient jusques à sa fin.

II. L'Inquisition ne juge point les Grecs pour les raisons suivantes.

1. Parce qu'il n'est pas raisonnable, que les Ministres de la Cour-Romaine soient Juges des Grecs en leur propre Cause, ceux ci demandant l'observation des Canons, lesquels soumettent chaque nation à ses propres Prélats ; & les Romains prétendant d'être au dessus des Canons, & en droit de changer les anciennes Constitutions & Ordonnances des Pères & des Conciles. Ce qui a causé la division & la séparation des deux Eglises, qui s'étoient conservées dans l'union & la charité Chrétienne l'espace de neuf-cens ans, les Grecs aient reconnu le Pape pour le successeur de Saint Pierre, & le premier de tous les Evêques Catholiques, tant qu'il s'est contenté du pouvoir, que les Canons lui attribuoient ; & qu'il s'est tenu dans les bornes de la Primatie de son Siège, sans usurper, comme il a fait, la souveraineté sur les autres Evêques.

2. Parce que si le Prince permettoit à l'Inquisition de juger les Grecs, il se priveroit de l'autorité propre, qu'il a sur eux, & la laisseroit à des gens, qui ne la pourroient exercer qu'avec beaucoup de trouble & de tumulte. Le pouvoir de châtier les délits en matière de Religion a toujours été entre les mains du Prince dans l'Eglise Grèque, comme le confessent les Grecs de ce tems-ci, qui désirent la continuation de cet ancien usage. Ainsi, la Justice est administrée aux Grecs par le Magistrat, avec une entière satisfaction de leur part : Au lieu que si les Inquisiteurs se  
me-

## 282 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

méloient de leurs affaires , toute la nation contrediroit à leurs Jugemens , & se mutineroit contre les Souverains , qui voudroient les y soumettre.

3. Parce que la Seigneurie de Venise , recevant les Grecs sous sa protection , leur a permis de vivre *secondo il Rito loro*, Mais leurs coutumes & leurs statuts les assujétissent aux Princes , pour les peines afflictives de toute sorte de crimes & d'offenses ; & aux Prélats de leur Eglise ; pour les peines spirituelles : Ainsi , la République ne doit pas souffrir , que les Grecs , qui sont sous sa protection , soient sujets à d'autres Juges. D'où il s'ensuit , que ce n'est point aux Inquisiteurs de connoître , ni d'examiner ce que les Grecs font ou croient en secret ; mais seulement de dénoncer au Magistrat ceux , qui portent le scandale parmi les Latins , ou par leurs actions , ou par leurs paroles. D'ailleurs , la République ne fait point de tort à l'Eglise , en permettant aux Grecs de vivre selon la contume universelle de leur Pais , qu'ils n'ont jamais interrompue , puisque cete permission est la condition essentielle de leur obéissance volontaire ; & que si le Senat vouloit les soumettre à l'Inquisition , ce seroit faire des Rebelles & des Ennemis , au lieu de bons & de fidèles Vassaux ; d'où il ne reviendrait aucun avantage à l'Inquisition. C'est pourquoi la République , qui , plus que nul autre Prince , gouverne ses Sujets par des maximes de paix , n'a pas voulu consentir , que les Grecs eussent les Inquisiteurs pour Juges , de quelque nature que fussent les accusations , dont ils seroient chargés.

III. L'Inquisition de Venise ne juge point ceux , qui ont deux femmes , bien que ce soit une de ses prétentions , disant , que ce crime est un abus du Sacrement de Mariage. A quoi l'on répond , que le premier Mariage qui subsiste , rendant le second

cond nul , *ipso facto* , il n'y a point d'abus dans le Sacrement , & conséquemment il n'appartient point aux Inquisiteurs d'en connoître , mais au Magistrat , qui doit punir l'injure , que le mari fait à sa femme , parce que c'est une offense contre la Société Civile , ainsi que l'adultère , que l'on fait n'être pas sujet à l'Inquisition. Les Bigames sont jugez par les six Seigneurs-criminels-de-nuit , comme aussi les Juifs , qui habitent charnellement avec des femmes Chretiennes.

IV. L'Inquisition ne juge point aussi les blasphemateurs , parce que le jugement en appartient au Magistrat séculier , suivant la disposition des Loix Civiles & Canoniques , & l'usage de tout le Christianisme. Mais si le blasphème donne quelque indice ou soupçon d'hérésie contre celui , qui l'a prononcé , l'Inquisition juge de l'indice , & le Magistrat du blasphème , qui par ce moien n'est jamais impuni. Ainsi , il y a deux sentences contre le criminel , l'une du Saint-Office pour la peine spirituelle , & l'autre du Magistrat pour la peine corporelle.

Quant à ce que les Inquisiteurs disent : que c'est une trop grande sévérité de punir un homme avec deux sentences alléguant cet axiome , qu'il ne faut pas deux Juges au même délit , les Vénitiens répliquent qu'il n'y a point d'inconvénient , qu'il se fasse deux Jugemens dans une même Cause , quand les peines imposées ne sont pas du même genre , & que la fin des Jugemens est différente. Ainsi , dans le cas du blasphème , qui sent l'hérésie , la fin naturelle de l'Inquisiteur est d'enseigner la vérité au blasphemateur , & de l'absoudre des Censures , qu'il a encouruës par son blasphème : au lieu que la fin du Magistrat est de punir l'injure faite à la Majesté-Divine , dont les Princes & les Magistrats sont d'autant plus obligez de procurer le service.

## 284 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

a Non e-  
nim sine  
causa  
glad:um  
portat:  
Dei enim  
minister  
est, vin-  
dex in i-  
ram et  
qui ma-  
lum agit.  
Ep. ad  
Rom.  
cap. 13.

vice & l'honneur, qu'Elle leur a donné l'épée pour être les ministres de sa colère & de sa vengeance. D'où il faut conclure que les Souverains étant chargés du soin de la Religion, que Dieu leur a recommandée tant de fois dans l'un & l'autre Testament, ils doivent en conscience employer leur autorité contre les blasphémateurs, pour la punition desquels l'Inquisition n'a pas de peines proportionnées à la grandeur de l'offense, puisque les peines qu'elle impose sont spirituelles, & que n'étant pas appréhendées, les jureurs & les impies retombent souvent dans les mêmes excès. De sorte qu'il est absolument nécessaire pour le service de Dieu & du Public, que le Magistrat Séculier soit Juge dans les Causes de cete espèce, afin qu'il retienne un chacun dans le devoir, par la crainte des peines corporelles.

Pour les mêmes raisons, les Sorciers & les Magiciens ne sont pas jugés à Venise par l'Inquisition, qui connoît pourtant des indices d'hérésie, quand il y en a, pour quelque abus qui s'est fait des Sacremens.

V. Le Sénat ne permet pas, que l'Inquisition juge les Usuriers, les Doaniers; les Cabarétiers, les Hôteliers, ni les Bouchers, qui vendent de la viande en Carême, les Magistrats étant suffisans pour châtier ces gens-là, lorsque les Ecclesiastiques portent leurs plaintes contre eux; & d'ailleurs n'y ayant pas d'apparence, que les excès & les abus, qui se commettent en ces sortes de professions, aient un autre principe que l'avarice. Car de s'imaginer, qu'un Boucher, qui vend de la chair en Carême, le fait, parce qu'il ne croit pas qu'il faille jeûner en ce tems-là, c'est une reverie, par où toutes les sottises & les bagatelles pourroient se rapporter à l'Hérésie.

VI. Il n'est pas permis aux Inquisiteurs de faire aucun monitoire contre les Communautés, ni contre

tre les Magistrats pour ce qui regarde l'administration de la Justice. La raison de ceci est, que l'hérésie est un délit personnel, si bien que la Communauté n'est jamais hérétique, quand même tous les Particuliers, qui la composent, le seroient; & conséquemment l'Inquisition ne doit procéder que contre les Particuliers, la Communauté étant sous la protection & l'autorité du Prince. Pareillement le Magistrat, considéré en qualité d'homme-privé, peut se rendre suspect d'hérésie par ses paroles, ou par ses actions, Mais lorsqu'il fait la fonction de sa Charge, il ne peut ni pour l'un ni pour l'autre être sujet à la censure des inquisiteurs, parce qu'alors il est revêtu de l'autorité publique, & par conséquent n'est responsable qu'au Prince.

Qué si le Magistrat donnoit quelque empêchement à l'Inquisition, par exemple, en refusant de lui remétre un homme, qu'elle auroit cité en jugement pour criminel ou pour témoin, Elle ne doit point user de monitoire en ce cas, ni en tout autre semblable, mais seulement faire sa remontrance au Magistrat, ou au Prince, par le moien des Assistans.

Et dautant que les Inquisiteurs ont tenté tres-souvent d'insérer de nouveaux ordres dans l'Edit-de-Justice, qu'ils ont acoutumé de publier à leur entrée, quelques-uns même en aiant reitéré la publication jusqu'à cinq ou six fois, à dessein d'y glisser des commandemens & des défenses, selon les occasions qu'ils croioient leur devoir être favorables: La République a sagement limité la forme & la teneur ordinaire de cet Edit à six chefs, auxquels l'Inquisiteur ne peut plus rien ajouter,

Le 1. est contre ceux, qui sont hérétiques, ou qui en connoissant quelques-uns ne les dénoncent pas.

Le

## 286 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Le 2. contre ceux , qui tiennent des conférences & des assemblées au préjudice de la véritable Religion.

Le 3. contre ceux , qui célèbrent la Messe , & confessent les Pénitens sans être Prêtres.

Le 4. contre les blasphemateurs , qui donnent quelque soupçon de leur créance.

Le 5. contre ceux ; qui empêchent & troublent l'Office de l'Inquisition , qui en offensent les Ministres , & qui menacent ou maltraitent les délateurs & les témoins , *per causa dell' Officio* , c'est-à-dire au sujet de cet Office , & en haine des personnes , qui l'exercent ; car si c'est pour un autre sujet , celui , qui a fait injure à un Officier de l'Inquisition , doit être jugé par le Magistrat ordinaire. Autrement ce seroit un abus horrible , par où les Eclésiastiques s'établiroient bien-tôt un droit de connoître de toute sorte d'offenses , & rendroient toutes les Causes Eclésiastiques. C'est-pourquoi le Sénat a prudemment usé de cete restriction , *Per opere spettanti ad esso Officio*.

Le 6. est contre ceux , qui tiennent , impriment , ou font imprimer des livres d'hérétiques , où il est traité de la Religion , Et c'est aux Assistans-d'empêcher les Inquisiteurs de passer plus avant.

Il y a une belle ordonnance du Conseil de Dix faite en l'année 1568. par laquelle la confiscation des Biens des personnes condamnées pour cause d'hérésie doit aler aux légitimes héritiers , à condition de n'en faire aucune part aux condannez. De sorte que les Eclésiastiques ne sauroient profiter des dépouilles de ceux , qu'ils ont jugez , la Seigneurie de Venise estimant , que c'est une espèce de cruauté de frustrer des gens , qui vivent en bons Catoliques , de la succession de leurs parens , qui sont tachés d'hérésie. De quoi la Cour de Rome

me a toujours murmuré, mais fort inutilement.

Pour ce qui regarde les Livres défendus par la Cour de Rome, la République ne souffre point que les Inquisiteurs publient dans son Etat un autre Catalogue des Livres-défendus, que celui de l'an 1595. qu'elle reçut en vertu du Concordat de 1596. avec Clément VIII, Et comme ce Catalogue a été depuis imprimé plusieurs fois, & que les Inquisiteurs ont employé-tous leurs artifices, pour y insérer de nouveaux livres-défendus, & par ce moien éluder le Concordat; le Sénat a redoublé de ce côté-là sa vigilance, & s'est mis en état de ne pouvoir être surpris par les Eclésiastiques. Et quand il est question de publier de nouveau quelque Livre-défendu, qui ne traite point de la Foi, le Sénat, avant que d'y prêter son consentement, fait examiner soigneusement la doctrine, que ce livre contient, & sonde prudemment les intérêts, qui portent la Cour de Rome à le condamner. Après quoi, si le livre est défendu, c'est sous le nom & l'autorité du Prince, sans que les Inquisiteurs y aient aucune part.

Mais comme les Inquisiteurs faisoient imprimer tres-souvent le Catalogue de 1595. par un motif d'ostentation, & pour montrer au monde, que le Jugement des Livres appartient seulement aux Eclésiastiques: Le Sénat a commandé aux Libraires de ne plus imprimer ce Catalogue, qu'avec le Concordat inséré à la fin. Par où les Eclésiastiques ont perdu depuis l'envie de publier davantage le premier, ne voulant pas que l'on ait des copies du second, qui contient beaucoup de restrictions de leur pouvoir en cete matière.

Quant aux Livres écrits contre la réputation du prochain, & même des Eclésiastiques, les Vénitiens, soutiennent que ce n'est pas à l'Inquisition d'en juger, parce que cet Office est établi pour l'extirpa-  
tion

## 288 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

tion de l'Hérésie , & non pas pour le châtimement des médifans & des colomniateurs; cete fonction touchant aux Magistrats , à qui Dieu a commis & recommandé la défense de l'honneur du Prochain. Que si les Eclésiastiques sont ofensés , ils doivent implorer l'autorité du Magistrat , qui leur fera bonne justice. Si quelqu'un a écrit contre leurs Immunités , le Prince seul a droit d'en connoître , puisqu'ils les tiennent de sa grace & de sa libéralité , & qu'il n'y a que lui , qui puisse les y maintenir ; n'étant pas d'ailleurs convenable , que les Privilégiez défendent de leur propre autorité leurs privilèges , ni qu'ils se jugent eux-mêmes. Mais l'on ne voit guères de ces Ecrits en Italie , au lieu que l'on y en voit tous les jours de nouveaux , que les Romains sement contre la Puissance-Séculière. Tant ils ont à cœur de la diminuer pour en augmenter la leur.

D'ailleurs , les Eclésiastiques ne sont pas Juges compétens des Livres de Politique , & c'est aux Princes , qui ont des Etats à gouverner , d'approuver ou de rejeter les maximes contenues en ces Ouvrages , vuque ces matières ne sont pas de la science des Eclésiastiques , à qui Dieu a défendu de semeler du Gouvernement-Séculier. On ne doit pas non plus les recevoir pour Juges dans une Cause , où ils s'intéressent avec tant de passion , qu'ils appellent tyrannie & inventions humaines la puissance , que Dieu a donnée aux Séculiers ; & donnent le nom d'hérésie & de blasfème à la doctrine , qui combat leurs opinions. C'est ainsi que le Cardinal Bellarmin dans un de ses livres ose appeller hérétiques tous ceux , qui disent , que les Rois & les Princes n'ont que Dieu au dessus d'eux dans le temporel. De manière que si l'on en croioit ce Cardinal & les Romains , il n'y auroit point d'autres Souverains que les Papes.

Et



Et c'est ce que prétendoient Paul IV. & Paul V. le premier, qui disoit, *Qu'il ne vouloit point de Princes pour ses compagnons, mais bien pour ses sujets, & qu'il les tiendrait tous dessous ses pieds*: Et le second, à qui un Jacobin (F. Thomas Caraf-  
 fe) dédia des Teses en 1608. avec cete inscription, *Paulo V. Vicedeo, Reip. Christiana Monarcha invictissimo, Pontificia Omnipotentia conservatori acerrimo*, & cete menace à tous les Princes, au dessous de son portrait, *Inimici ejus terram lingent.*

Hist.  
del.  
Conc di  
Trento.  
l. 5.

Enfin, les Vénitiens ne souffrent pas, que les Inquisiteurs censurent les Livres de galanterie, bien qu'ils contiennent plusieurs choses contre l'honnêteté & les bonnes mœurs. 1. Parce que les Inquisiteurs sont instituez pour juger les hérétiques, & non pas pour censurer les mœurs. 2. Selon la doctrine de S. Paul, la tranquillité & l'honnêteté publiques sont données en garde aux Magistrats. 3. Il est indubitable, que les offenses commises par voie de fait ou de paroles contre la réputation d'autrui, ou contre la bienfaisance & l'honnêteté Civile, sont des cas, qui regardent les Juges Séculiers. Et par conséquent les mêmes offenses, commises par écrit, touchent à cete Jurisdiction. Où il est bon d'observer, que la Cour de Rome ne s'est attribué de défendre les Livres, qui ne traitent point de la Foi, que depuis l'an 1550. & que cete usurpation s'est convertie en coutume & en droit par la négligence des Princes Italiens, ou de leurs Ministres, qui en se déchargeant de ce soin sur les Moines, qui étoient bien-aisés de le prendre, se sont insensiblement dépouillez de cete partie de leur autorité, & ne s'en sont aperçus qu'après l'avoir perduë, sans espérance de la recouvrer jamais.

Il n'y a eu que la République de Venise, qui

Tome I.

N

## 290 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

a toujours compris l'importance de cete affaire, & qui par conséquent n'a point souffert de diminution dans ses anciens droits. Ses Ministres continuent de voir tous les Livres, qui s'impriment, afin qu'il ne s'y glisse point de mauvaise doctrine, empêchant aussi que ceux, qui ont été imprimés par le passé, sans les précautions requises, ne soient imprimés de nouveau & exposés en vente, de peur que le mal arivé ne croisse davantage.

Enfin le Cardinal Baronius a voulu enchérir sur toutes les entreprises de Jurisdiction faites auparavant par la Cour Romaine, disant hardiment dans une lêtre du 13. Juin 1605. qu'il écrivit au Roi d'Espagne, pour se plaindre de ses Ministres, qui empêchoient la vente de l'onzième Tome de ses Annales dans les États de Naples & de Milan; Que le Pape étoit le seul Juge légitime des Livres, & qu'ainsi les Princes & les Officiers ne pouvoit condamner les Ouvrages, que Sa Sainteté avoit approuvez. A quoi ce Roi n'ayant point répondu par paroles, mais par efets, laissant courir & observer les défenses publiées par ses Ministres, le Cardinal inséra dans son xii. Tome imprimé l'an 1607. un discours à ce propos disant, Que c'étoit une chose horrible & pleine d'impiété, que les Juges Roiaux osassent censurer les Livres approuvez par le Pape, & en défendre la vente aux Libraires. Que c'étoit ôter à S. Pierre une des Clefs, que Jesus Christ lui avoit données, savoir, celle de la science de discerner le bien d'avec le mal. Et qu'enfin, les Ministres d'Espagne avoient défendu son livre, parce qu'il y reprenoit les injustices de leurs Rois. Ce qui fait voir évidemment la passion des Romains, qui croient, qu'il leur est permis d'offenser les Princes, & de décrier leur Gouvernement par des invectives, sous prétexte de Religion, sans que ces Souverains puissent en.

empêcher le cours & la lecture de ces Ecrits dans leurs propres Etats. Quel désordre seroit-ce dans le monde, si l'aprobation, que les Papes ont donnée pour leur intérêt à des Livres faits contre la Puissance-Séculière, obligeoit les Princes à les recevoir? Qu'y a-t-il de plus injuste, que de prétendre, qu'un Livre, où un Roi est appelé Usurpateur & Tiran, où la Mémoire de ses Ancêtres est diffamée, & dans lequel les Sujets ne sauroient trouver que des leçons de désobéissance & de révolte, soit lû, tenu, & vendu publiquement dans les Terres de ce Prince? C'étoit pourtant ce que prétendoit Baronius, qui après avoir tres mal parlé de plusieurs Rois d'Aragon, & particulièrement de Ferdinand-le-Catolique dans son Discours de la Monarchie de Sicile, croioit, que Philippe III. lui faisoit grand tort de ne pas permettre la vente d'un Ouvrage rempli d'aigreur & de médisance contre ses Prédecesseurs & ses Pères; & comme s'il eût eu grand' raison, apliquoit à son fait ce mot de l'Evangile, *Beati, qui propter justitiam persecutionem patiuntur.*

Baron.  
com.  
II. An-  
nal. Eccl.

Comme il est indubitable, qu'un Livre approuvé par le Pape en matière de Foi ne peut jamais être condamné par les Séculiers: De même il est certain, qu'un Livre de Politique & d'Histoire peut justement être défendu par les Princes, & par les Magistrats encore que tous les Prélatz du monde l'eussent approuvé.

Pour l'expédient, que Baronius propose, de recourir humblement aux Evêques pour la suppression d'un Livre, que les Ministres Publics connoitroient devoir causer du trouble ou du scandale, j'ai déjà dit, que c'est un mal plutôt qu'un remède, puisque par là les Ecclésiastiques s'établissent Juges d'une infinité d'affaires, dont la connoissance ne leur appartient pas. Outre que ce seroit un

## 292 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

mauvais Gouvernement que celui, qui n'auroit pas en soi les moïens de pourvoir aux choses nécessaires, & qui en seroit réduit à attendre, que le remède lui fût appliqué par ceux, qui sont intéressés dans la durée de son mal; ou qui même n'y pourverroient jamais, que selon leurs desseins particuliers; & non pas selon le besoin des affaires.

C'est pourquoi les Princes ne doivent point se reposer sur la diligence d'autrui, dans les choses, qui concernent le bon Gouvernement, Dieu leur ayant donné l'autorité & la connoissance nécessaire pour s'en bien acquiter. En effet, il n'y a que le Prince, qui sache ce qui est propre à son Etat; & pour cete raison il ne doit point emprunter de la Cour de Rome ce qu'il a chez soi: ce qui faisoit dire à l'Evêque de Valence, (Jean de Monluc) au sujet des guerres de la Religion, Que c'étoit une grande simplicité de voir brûler Paris, & d'attendre l'eau du Tibre pour éteindre l'embrasement, pendant que l'on avoit celle de la Seine toute prête. La Politique Vénitienne est totalement opposée à celle des Papes. Ce qui est bon pour l'Etat Ecclesiastique, ne l'est pas pour celui de la République: Et quand il le seroit, rien ne la pourroit obliger à s'y conformer. Ainsi, une doctrine est bonne à Rome, qui seroit pernicieuse à Venise, à Vienne, à Madrid, & par-tout ailleurs; & par conséquent l'approbation du Pape ne peut pas ôter aux Princes la liberté de condamner des livres, qui apporteroient le désordre chez eux.

Enfin, tant s'en faut, que les Papes soient les Juges légitimes de tous les livres, qu'au contraire ils ont usurpé sur les Séculiers le pouvoir même de défendre les livres hérétiques. Dans les huit premiers siècles, les Livres étoient examinés, & puis censurés par les Conciles, mais défendus par les

les Princes par raison de police. Le Concile de Nicée déclara la doctrine d'Arius hérétique, & Constantin défendit ses livres par un Edit; le Concile de Constantinople proclama Eunonius hérétique, & l'empereur Arcadius fit un Edit contre ses livres; le Concile d'Efese condamna Nestorius comme hérétique, & l'Empereur Théodose en fit brûler les livres; le Concile de Calcédoine aiant condamné les Eutichéens, l'Empereur Martien fit une Ordonnance contre leurs livres. Ce qui montre, que la prohibition des livres hérétiques n'est pas une chose si propre de la Jurisdiction Ecclésiastique, qu'elle n'appartienne de bon droit à la Puissance Séculière. Car bien que ce soit aux Ecclésiastiques de juger s'il y a quelque hérésie dans un livre, ce n'est pas à dire, que les Princes ne puissent défendre par Edit le livre censuré par les Ecclésiastiques, sans que ceux-ci aient lieu de se plaindre qu'on leur ôte une des clefs de S. Pierre, vu qu'au contraire les défenses du Prince donnent force & vigueur à leurs censures.

Pour les Libraires, le Sénat consent que ceux, qui tiennent & vendent des livres hérétiques, soient punis par l'Inquisition. Mais il ne permet pas, qu'ils fassent inventaire de leurs livres devant les Inquisiteurs; qu'ils reçoivent d'eux aucune permission de vendre, ni qu'ils prêtent aucun serment entre leurs mains; ce que les Inquisiteurs ont tenté plusieurs fois d'obtenir, comme aussi d'insérer dans leurs Edits-d'Entrée, des commandemens qui excèdent leur faculté; disant, Qu'ils ne prétendent faire jurer les Libraires, que pour des choses auxquelles la Conscience les oblige, savoir de ne vendre point de livres défendus; & que par leurs Edits ils leur donnent seulement des avertissemens de ce qu'ils ne doivent pas faire. Mais cete raison est captieuse, d'autant que ce sont des

## 294 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

actes de Supériorité & de Jurisdiction, que de prendre le serment de quelqu'un, & d'avertir par Edit, bien que ce soit en des choses déjà dûes. D'ailleurs, l'Edit & le serment ont cete force, que ceux, qui contreviennent à l'un ou à l'autre, sont dignes de punition; ce qui ne convient pas à l'avertissement, ni au conseil, que l'on peut ne pas suivre sans mériter aucun châtimement.

Les Inquisiteurs alléguent une autre raison qui est, que puisqu'ils sont Juges de l'Hérésie, ils doivent juger toutes les choses conjointes à l'Hérésie; & qu'ainsi, ils ont droit de commander aux Libraires, les hérésies s'enseignant & se semant par le moien des livres. A quoi les Vénitiens répondent, que pour les livres, qui contiennent quelque hérésie, c'est aux Inquisiteurs de les défendre, & de châtier les Libraires, qui les vendent; mais que pour toutes les autres sortes de livres, les Libraires n'en doivent point rendre compte aux Inquisiteurs, ni faire inventaire devant eux. Car c'est une mauvaise raison de dire, que l'Inquisition doit étendre son autorité sur tous les livres, à cause que l'Hérésie est enseignée dans les livres, puisque tous les livres ne traitent pas de la Foi, qui est la seule matière, qui appartient au Saint-Office, & par conséquent tous les livres, qui ne sont pas écrits en ce genre, ne sont point de la connoissance de ce Tribunal. Si les Inquisiteurs étoient Juges de tout ce qui pourroit se rapporter à l'Hérésie par quelque conséquence éloignée, il n'y auroit point de crime ni de faute, qui ne pût devenir une matière d'Inquisition. C'est-à-dire, qu'il ne faudroit plus de Magistrats, & que peu à peu la Jurisdiction Ecclesiastique éteindroit la Séculière.

Il n'y a qu'un seul point, qu'il semble que la République laisse passer trop facilement, qui est d'avoir souffert, que les Papes envoiasent des Inquisiteurs Etrangers, ses propres Sujets pouvant exercer cete

Char.

Charge avec plus de discrétion & de charité, que les premiers, qui ne savent pas les coutumes ni l'usage du País. En Espagne, les Inquisiteurs sont tous Espagnols. Dans le Duché de Milan, les Naturels ne sont pas exclus du Saint-Office. Ainsi, les Vénitiens, si jaloux d'ailleurs de leur autorité, paroissent en cela de pire condition, que le Roi d'Espagne.

Néanmoins si l'on considère, que ces Inquisiteurs ne peuvent être reçus dans les Villes où ils sont envoyez, sans venir auparavant se presenter devant le Prince, ou obtenir de lui des Patentes, adressées aux Recteurs du lieu où ils vont, l'on trouvera, que le mal n'est pas fort dangereux, vû que si un Inquisiteur n'est pas agréable, le Prince a le remède entre ses mains, qui est de tenir le suppliant en atente pour le laisser, & de ne lui point donner ses provisions, sans quoi les Patentes du Pape lui sont inutiles. Ce qui est un bon moien de dégouter les Moines Etrangers de ces emplois, par la difficulté de les y admettre, & le véritable secret d'obliger, quand on voudra, la Cour de Rome à nommer des Inquisiteurs Sujets de l'Etat.

Les Inquisiteurs de Venise ont leur Tribunal dans le Palais-S. Marc, où ils s'assemblent deux fois la semaine.

Les Assistans, qui ont quelque affaire avec la Cour de Rome, ne peuvent plus se trouver au S. Office; leur intérêt rendant leur fidélité suspecte à la République, qui en met d'autres en leur place. Ainsi, les Inquisiteurs n'ont jamais lieu de corrompre les Assistans, puisque la fonction de ces Gentilshommes cesse du moment, qu'ils demandent quelque faveur au Pape.

Voilà, ce me semble, tout ce qu'il y a de plus essentiel & de plus nécessaire à savoir touchant l'Inquisition de Venise. Je passe donc à la quatrième Partie.



## QUATRIÈME PARTIE

DE L'INTERDIT  
de Venise.

Avertissement.



**A** IANT parlé dans les autres Parties de cete Histoire des quéréles de la République de Venise avec les Papes , j'ai crû , que je rendrois service au Public , si je lui donnois une Rélation du différend , que cete Seigneurie eut avec Paul V. pour la défense de son autorité ; Et une Traduction de deux petits Traitez de l'Interdit publiés par les Docteurs de Venise ; du Monitoire de ce Pape contre le Sénat : & de la Protestation du Sénat contre ce Monitoire , avec une Létre Circulaire écrite aux Villes de son Etat ; toutes Pièces , que j'ai jugées dignes de la curiosité des honnêtes-gens , & que je m'as-



*m'assure devoir être d'autant plus agréables , qu'elles défendent la Cause commune de tous les Princes , contre les prétentions & les entreprises de Jurisdiction de la Cour-Romaine.*

*Pour ce qui regarde la Rélation du différend , c'est un abrégé de l'Histoire , que Frà-Paolo en a faite en Italien , dans lequel on trouvera plusieurs particularitez curieuses , qu'il n'a point dites , & que j'ai tirées de quelques autres Histoires , & principalement de celle du Sénateur André Morosin. Ce qui me persuade , que l'on pourra prendre quelque plaisir à lire cete Rélation , & qu'elle ne paroîtra pas un travail inutile à ceux , qui voudront savoir exactement tout l'essentiel de cete fameuse affaire , qui occupa pour lors tous les plus grans Princes de l'Europe.*

~~~~~

R E L A T I O N

*du différend du Pape Paul V. & de la République de Venise.*

1605.

**L**E Pape Paul V. donna les premiers soins de son Pontificat à examiner & contrôler toutes les loix des Princes Séculiers, dont il vouloit, disoit-il, mortifier la présomption & abatre la puissance. Mais comme il avoit peur des Rois, dont il savoit, qu'il ne lui seroit pas aisé de venir à bout, il commença par les Républiques, qu'il croioit plus faciles à réduire, n'étant composées que de personnes privées, qui, à ce qu'il lui sembloit, se pourroient desunir sans peine; soit en les intimidant par des menaces, ou en les gagnant par des promesses. Il fit donc son coup-d'essai sur la petite République de Luques, à l'occasion d'un Edit, qu'Elle avoit fait contre quelques-uns de ses Citoyens, qui avoient changé de Religion, & s'étoient retirez chez les Protestans; Défendant à tous ses Sujets d'avoir aucun commerce avec eux. A quoi le Pape trouva à redire, aléguant pour raison, que ni cete Seigneurie, ni tout autre Prince Séculier n'avoit le pouvoir de faire de telles Ordonnances en matière de Religion; que par conséquent il vouloit, que l'Edit des Luquois, bien que bon & juste, fût effacé de leurs Registres; & que de son autorité Papale il en feroit un semblable pour y suppléer. Peu de tems après, il demanda pareillement la révocation d'une autre Ordonnance de cete République, laquelle portoit que les Létres exécutoriales envoiées par la Chambre-

1605.

Apo-

Apostolique, ne pouroient à l'avenir être mises à exécution, qu'elles n'eussent été vuës par les Magistrats, afin d'éviter par ce moien, les troubles, que l'Etat en avoit ressentis par le passé.

Le Pape ataquâ ensuite la République de Gènes, qui avoit fait deux Decrets, l'un pour la revision des Comptes de quelques Administrateurs de Confréries Laiques, acufez de malversation; l'autre portant défense aux Confrères d'une certaine Congrégation Séculière, établie chés les Jésuites, de continuer leurs assemblées. Ce que cete Seigneurie avoit été obligé de faire pour rompre les cabales & les desseins de ces Confrères, qui avoient juré entre eux, de ne favoriser que leurs compagnons dans l'élection des Magistrats. Le Pape dit, que ces Decrets estoient contre la Liberté Eclésiastique, & qu'ainsi il entendoit qu'ils fussent révoqués; qu'autrement il fulmineroit ses Censures. Les Genoïs révoquèrent d'abord le premier, & s'excusèrent pour le second, disant qu'il importoit au Bien-public d'empêcher une Assemblée illicite, qui, sous le prétexte de la Religion, tendoit à la ruine de leur Etat. Mais le Pape, bien loin d'être content, se mit fort en colère contre eux; & fit imprimer un Monitoire, qu'il menaça de publier sans delay, si l'on ne lui donnoit toute la satisfaction qu'il atendoit. De sorte que cete République se rendit aux volontez du Pape, à la sollicitation des Cardinaux ses Sujets, qui dans cete rencontre eurent plus de soin de plaire au Pape pour leur propre intérêt, que de servir à leur Patrie, comme ils devoient.

Paul V. enflé de ce succès, ne douta plus de remporter une pareille victoire sur les Vénitiens, avec qui il étoit dès lors en dispute pour l'emprisonnement d'un Chanoine de Vicence, & d'un Abbé de Nervesa, qu'il vouloit que le Sénat remît

### 300 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

entre les mains de son Nonce, disant au Chevalier Augustin Nani Ambassadeur de Venise, qu'il ne souffriroit jamais, que les Eclésiastiques fussent jugés par les Séculiers, parce que cela étoit contre l'Ordonnance du Concile.

Quelques jours après, il se plaignit au même Ambassadeur de deux Decrets du Sénat, l'un de l'année 1603. lequel défendoit de bâtir des Eglises sans sa permission; & l'autre de l'an 1605. fait pour empêcher l'aliénation des biens séculiers aux Eclésiastiques, déclarant qu'il vouloit, que le Sénat révoquât ces Decrets sans chicaner; qu'autrement il trouveroit les moïens de se faire obéir. A quoi il ajoutoit, qu'il étoit, Pape pour soutenir la Jurisdiction Eclésiastique, & qu'il s'estimeroit hureux de répandre son sang pour cete cause. L'Ambassadeur eut beau lui remonter, que le droit de juger les Eclésiastiques dans les Affaires séculieres étoit fondé sur la puissance naturelle de Prince Souverain, & sur la coutume établie, & non contestée depuis mille ans. Que la loi de n'aliéner point les biens séculiers aux Eclésiastiques n'avoit pas été faite seulement à Venise, mais encore dans plusieurs Villes de l'Etat, & que pour les autres, il étoit juste qu'elles suivissent l'exemple & la coutume de la Ville dominante. Outre que cete loi étoit absolument nécessaire pour la conservation des forces de sa République.

1605,  
André  
Morosini  
liv. 17.  
de son  
Histoire  
de Venise.

Antoine  
Quirini  
dit, qu'il  
s'en étoit  
fait une  
semblable  
à Venise  
des l'an

1357. &  
qu'elle  
se renou-  
vela en 1459.  
1515. &  
1561.

Apolog.  
de la  
Rep.

Le Pape répondit, que ces raisons ne valoient rien; que la coutume étoit d'autant plus mauvaise, qu'elle étoit plus ancienne, Que la loi de l'aliénation ne pouvoit subsister, non plus que celle de l'an 1536. \* sur laquelle elle étoit fondée, l'une & l'autre étant nulles, contre les Canons, scandaleuses, & faisant les Eclésiastiques de pire condition que les personnes infames: Que la République aiant étendu à toutes les Villes de son

son Etat une loi, qui ne devoit valoir que dans la Ville & le Détroit de Venise, suivant le Decret de Paul III. elle étoit déchuë de ses privilèges, pour avoir passé les bornes de la concession: Que pour le Decret de ne pouvoir bâtir des Eglises sans la permission du Sénat, il sentoît l'hérésie. Enfin, il proposa l'exemple des Genoïs, qui lui avoient obéi, disant à l'Ambassadeur; *Imitez leur pénitence.* Celui-ci répliqua, que le cas des deux Républiques étoit bien différent; que toutes les Ordonnances de sa Patrie étoient nécessaires pour le bon Gouvernement: Que plusieurs Papes, qui avoient été Inquisiteurs ou Nonces à Venise, les avoient bien examinées, & ne les avoient jamais désapprouvées: Que Sixte IV. Innocent VIII. Alexandre VI. Clément VII. & Paul III. avoient non seulement approuvé par leurs Bulles; mais encore loüé les Ordonnances Vénitiennes comme Canoniques: Que ce que le Sénat avoit fait touchant les acquisitions des Eclésiastiques, se pratiquoit en France, en Portugal, en Allemagne, & en Pologne: \* Que même le Pape Clément VIII. voiant l'Eglise de N. D. de Lorète s'enrichir & s'accroître de jour en jour par les dons de toute sorte de personnes, avoit empêché, qu'elle n'acquît de nouveaux fonds, & ne s'étendît davantage.

Le Pape repartit à cela sur le champ, que Clément, étant Pape & Prince Temporel, avoit une puissance plus étendue que les Princes Séculiers; & que pour ce qu'il avoit ordonné comme Prince, à l'égard de la Maison de Lorète, il avoit obtenu ce pouvoir de soi-même, comme Pape: Que

N 7

s'il

raison ordonna, Qu'il ne se pouroit rien aliéner des biens séculiers aux Eclésiastiques, sans sa permission expresse. *Pet. Bollug in Spec. Princ. R. 13.* S. Louis Roi de France, fit une semblable Ordonnance, qui fut confirmée par Filipe III. Filipe le Bel, Charles le Bel, & depuis renouvellée par les Rois Charles V. François I. Henri II. Charles IX. & Henri III. L'an 1296, Frédéric Roi de Sicile fit une Loi toute semblable à celle de Venise de l'année 1536.

1605.

A. Morosin.

*Ibidem.*

\* L'an 1300.

Edouard

III. Roi

d'Angl.

fit une

pareille

loi qui

fut exé-

cutée

malgré

toutes

les

plaintes

des E-

clésiasti-

ques. Po-

lydor.

lib. 15.

Hist.

Angl.

Jaques

Roi d'A.

## 302. HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1605.

Cete  
éponse.  
it Frà  
aolo  
ans ses  
onfi-  
érati-  
ns sur  
Inter-  
it, est  
abile  
ingé-  
ieuse,  
mais elle  
est pas  
onfor-  
ne, ni à  
a saine  
écolo-  
ie, ni à  
a bonne  
morale,  
ui en-  
ignent  
ue  
Dieu  
iant  
onné  
un Prin-  
es Sou-  
erains  
es E-

s'il y avoit ailleurs de semblables loix contre les Ecclésiastiques, elles avoient été faites par l'autorité des Papes; & que si celles de l'aliénation des biens & de la fabrique des Eglises, dont il étoit question, étoient nécessaires, il étoit prest de les faire en leur faveur, dès que le Sénat de Venise lui en auroit fait connoître la nécessité: \* Que jusques alors il avoit fait le devoir de Père, mais qu'après il feroit l'office de Juge, si l'on ne lui obéissoit dans le tems qu'il prescriroit par le Bref exhortatoire qu'il enverroit à sa République. Le Nani pria le Pape de ne rien précipiter, & de vouloir attendre la réponse du Sénat, à qui il aloit écrire les intentions de Sa Sainteté.

La réponse fut, que la Seigneurie ne pouvoit rendre les Prisonniers justement retenus, ni révoquer les loix, qu'Elle avoit faites pour le bien de ses Sujets; & qu'Elle étoit résoluë de soutenir cete liberté naturelle, que Dieu lui avoit donnée; & que leurs Ancêtres avoient conservée depuis tant de siècles.

Le Pape aiant pris cete résolution du Sénat par son Nonce, & par le Chevalier Nani, fit expédier deux Brefs, datés du 10. Décembre 1605. adressés au Duc Marin Grimani, & au Sénat de Venise, lesquels il envoya le même jour à son Nonce, pour les présenter, nonobstant toutes les remontrances, que les Cardinaux Baronius & Du

Per-

ars à gouverner, avec plein pouvoir pour le temporel, il leur donna aussi l'autorité de faire sans privilège ni permission d'autrui, toutes les loix qu'ils jugent nécessaires pour la conservation de leurs Etats. Et il ne se trouva point, ajoute-t-il, que Dieu ait jamais ait un commandement, pour lequel il faille demander permission.... Dieu dit à un Prince, *Vous ferez les loix, qui seront nécessaires pour l'utilité de vos peuples*, Et il faudra, que ce Prince en demande permission? Il n'est donc pas permis de faire ce que Dieu commande, si l'on n'a la permission & le consentement des hommes, Choix ridicule & absurde,

Perron lui firent, pour le détourner d'une si difficile & si périlleuse entreprise. 1605.

Pendant que les Brefs étoient en chemin le Sénat nomma pour Ambassadeur Extraordinaire à Rome, le Procureur Léonard Donat, Sénateur vénérable par son âge, & tres-agréable à cete Cour, où il avoit été déjà sept fois Ambassadeur; afin que par l'envoi de ce Personage, le Pape reconnût que le Sénat ne le méprisoit point, comme il se l'étoit figuré; mais au contraire portoit toute la révérence qu'il devoit & à lui & au Saint Siège. Ce qui obligea le Nonce de surseoir la presentation des Brefs, qu'il reçut un jour après cete élection, & d'attendre un nouvel ordre du Pape, dans l'opinion qu'il eut lui-même, que cete soumission du Sénat amoliroit la dureté de son Maître, & réveilleroit en lui les sentimens d'un bon Père. Mais il se trompa dans sa pensée; car le Pape se fâcha fort contre lui de ce qu'il s'étoit mêlé d'interposer son jugement dans l'exécution de ses ordres, & lui dépêcha un Courier, avec un commandement exprés de présenter ses Brefs immédiatement après la réception de ses lètres. De sorte que le Nonce les aiant reçus la nuit de Noël, il ala le lendemain matin, jour de la Fête au Palais, où il donna les lètres aux Conseillers assemblés pour assister à la Messe de Tierce; Car le Duc Grimani étoit à l'extrémité, & mourut la nuit suivante. Ces Seigneurs dirent au Nonce, qu'ils s'étonnoient fort qu'il eust pris ce jour, qui en est un de réjouissance & de salut pour toute la Chrétienté, pour leur porter des menaces & des Censures du Saint-Siège. Ce Prélat s'excusa sur la nécessité d'obéir, & les exhorta de vouloir contenter le Pape.

A Morosin.  
*Ibidem,*

Cependant, les Brefs ne furent point ouverts à-cause de la mort du Duc, qui arriva la nuit du même

## 304 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

me jour, comme je viens de dire, les Sages-Grands n'ayant pas jugé à propos d'entamer cete affaire qu'après l'élection de son successeur.

Le Pape ordonna à son Nonce de s'oposer à cete election, en déclarant aux 41. Electeurs, qu'elle seroit nulle comme étant faite par des gens excommuniés. Mais ce Prélat ne put jamais obtenir audience, la Seigneurie s'excusant sur la coutume, qu'Elle avoit de n'en point donner durant l'Interregne. Et comme il avoit envie de protester suivant l'ordre du Pape, il en fut empêché par quelques Evêques de ses amis, qui lui remontrèrent, que cete entreprise étoit odieuse & dangereuse; & que bien loin de causer aucun trouble dans la Ville contre le Sénat, elle exciteroit le peuple à soutenir avec plus de chaleur la dignité publique, & aigrirait les esprits contre la Cour de Rome. Outre que de faire cete tentative, c'étoit confondre le Spirituel avec le Temporel.

1606.

Le 10. Janvier 1606. Léonard Donat, nommé pour l'Ambassade Extraordinaire de Rome fut élu Doge, & bien que le Nonce se fût abstenu de lui faire les complimens de félicitation, comme avoient fait tous les Ambassadeurs des Princes, il ne laissa pas de donner part de son election au Pape, qui reçut sa lître par les mains du Chevalier Nani, & y répondit obligeamment, notwithstanding les bruits, que l'on avoit fait courir, que le Pape ne vouloit point reconnoître le nouveau Duc.

Le jour de son Couronnement, il advint une chose qui exerça quelque tems la curiosité, ou plutôt la vanité des esprits. Comme toute la Place-Saint-Marc étoit couverte de neige, quantité de petits garçons, qui s'y trouvoient, pour voir, comme les autres, la cérémonie de l'entrée du

De



Doge , s'étant mis à s'entrejeter des pelotes de neige , & puis à se ruer des pierres , il y en eut un , qui cassa le manche de l'Etendard de la République , planté sur la grand' porte du Palais. D'où l'on prit occasion de faire divers pronostiques de guerre & de malheurs , qui , disoit-on , aloient fondre sur la République: Mais il arriva tout le contraire de ces prédictions , ainsi qu'il se verra par la suite de ce discours. 1606.

Le Duc commença les fonctions de sa dignité par l'ouverture des Brefs du Pape , qui se plaignoit de ce que le Sénat avoit étendu les défenses de la construction des Eglises , & de l'aliénation des biens séculiers aux Ecclésiastiques , sans sa permission , à tous les lieux de son Etat ; Disant , que ces loix étoient contraires à la Liberté Ecclésiastique , aloient à la damnation des ames , & comme telles étoient nulles & de nulle valeur: Que le Sénat eût à les casser & révoquer promptement ; faute de quoi il useroit des remèdes qu'il jugeroit à propos. Il ajoutoit , qu'il ne souffriroit jamais que l'autorité du Saint-Siège fust lésée , ni la Liberté Ecclésiastique violée , ni les sacrés Canons négligés : ni les droits des Eglises & les privilèges des Ecclésiastiques diminués ni abolis: Qu'il ne vouloit rien usurper sur l'autorité séculière , mais aussi , qu'il ne permettroit pas que l'on entreprist sur la sienne. Et qu'enfin , si la République se métoit à son devoir , il seroit délivré d'une grande peine d'esprit , où il étoit à cause d'elle. A. Morosin. Ibid.

Le Sénat , après avoir pris l'avis des plus célèbres Docteurs de l'Italie , répondit en substance: Qu'ils avoient reçu avec une extrême douleur les plaintes , que Sa Sainteté leur faisoit de leurs loix , comme contraires à l'autorité du Saint-Siège , bien que ses Prédécesseurs ne les eussent jamais désapprouvées : Qu'ils avoient fait examiner tou-

### 306 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

2606. toutes leurs loix, vieilles & nouvelles, sans que l'on y eust trouvé rien contre l'autorité du Pape, ni qu'il fût hors des bornes de la puissance légitime d'un Prince Souverain, à qui il appartient de prendre garde, qu'il ne s'introduise point de gens inconnus, ni factieux dans ses Etats, ni que l'on y fasse des édifices nuisibles à la sûreté publique : Que pour la Loi de n'aliéner à perpétuité les biens laïques aux Gens-d'Eglise, c'étoit une chose purement temporelle, & que par conséquent ils n'avoient rien fait contre les Canons : Que si les Papes ont pu défendre aux Eclésiastiques de n'aliéner aux Séculiers les biens des Eglises sans leur congé, les Princes ne sont pas moins en droit de défendre à leurs Sujets l'aliénation des biens séculiers aux Eclésiastiques, sans leur permission ; Que d'ailleurs, les Eclésiastiques ne perdant rien de ce qu'on leur donnoit, puis qu'ils en recevoient le prix équivalent à l'immeuble, ils n'avoient aucun sujet de se plaindre : Qu'ainsi ils ne croient point avoir encouru les Censures Apostoliques, vu que les Princes Séculiers tiennent de Dieu le pouvoir de faire des loix, comme bon leur semble, sur le temporel, & qu'il ne s'agissoit purement que de cela dans le différend qu'ils avoient avec le Pape, qu'ils prioient de considérer que la révocation, qu'il demandoit, alloit à renverser les fondemens de leur Etat.

Le Pape lisant cete réponse s'émut horriblement. Il dit, que les monitoires ne loutroient point de réplique, & que celle du Sénat étoit frivole ; qu'il vouloit être obéi, parce que la Cause étoit la Cause de Dieu, contre laquelle les portes d'enfer ne prévaudroient jamais. Après avoir jeté son feu, il reprit son air tranquille, & parla quelque tems à l'Ambassadeur de Venise d'un manière, qu'il

qu'il sembloit avoir envie de venir à quelque composition ; disant , que , si le Sénat rendoit le Chanoine de Vicence à son Nonce , il abandonneroit en sa faveur l'Abbé de Nervesa au Magistrat séculier ; mais qu'il entendoit , que cela se fît promptement , parce qu'il étoit ennemi du tems & du délai ; & que , si dans quinze jours on le contentoit , il ne troubleroit point la République durant tout son Pontificat ; de quoi l'Ambassadeur donna avis au Sénat par un Courier exprés. Le Nonce de Venise parla en conformité dans le Colége , prométant que , si l'on rendoit le Chanoine , le Pape feroit à l'avenir plus de graces au Sénat , que pas-un de ses Prédécesseurs n'en avoit jamais fait à aucun Prince. Ce relâchement de rigueur , fut pris pour une ouverture de paix ; mais pour s'assurer mieux des intentions du Pape , Louis Bragadin , l'un des Sages-Grans , demanda au Nonce , si le Chanoine lui étant remis , le Pape resteroit content. Le Nonce répondit en biaisant , que Sa Sainteté le feroit parfaitement , si le Sénat lui vouloit donner la satisfaction entière. Par où il découvrit la finesse de son Maître , qui étoit de se faire rendre le Chanoine , & puis , de s'en faire un droit , pour obtenir tout le reste. Cependant le Sénat fit partir le Chevalier Pierre Duodo son Ambassadeur Extraordinaire , pour ne pas laisser morfondre les dispositions , où l'on croioit que le Pape étoit. Mais Sa Sainteté retourna à sa mauvaise humeur , & dit un jour brusquement au Chevalier Nani , Que vôtre Colégué ne vienne point pour me dire des raisons , car vous m'en avez dit assez.

Le 25. Féurier , deux jours après le départ de Duodo , le Nonce presenta au Colége l'autre Bref , concernant le Chanoine & l'Abbé (car il s'étoit mépris le jour de Noël , en présentant un double du Bref,

1606.

A. Moro  
fin. *Ibid.*

## 308 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606.  
\* Les  
Canonis-  
tes Ro-  
mains  
justifio-  
ient cete  
action  
en di-  
fant, que  
le Pape  
est Juge  
des Vi-  
vans &  
des  
Morts.

Bref , touchant les deux loix , au lieu de celui-ci ) Ce qui parut d'autant plus étrange au Doge , que ce Bref s'adressoit à Marin Grimani son Prédécesseur. La tenetur étoit , qu'il avoit appris , que le Sénat retenoit prisonniers , Scipion Sarasin , Chanoine de Vicence , & l'Abbé de Nervese , prétendant l'avoir pu faire , en vertu de quelques privilèges du Saint Siège , & de l'ancienne coutume de juger les Eclésiastiques ; mais que cete coutume étant contraire aux Canons , & à la Liberté Eclésiastique , il étoit de son devoir de les avertir , que cet usage ne leur servoit de rien , parce qu'il étoit contraire aux Constitutions Canoniques : Que si la Seigneurie avoit obtenu quelque privilège de ses Prédécesseurs , Elle le devoit montrer , pour être examiné par l'Eglise-Romaine : Qu'elle avoit passé les bornes de la Jurisdiction qui lui avoit été acordée , & par consequent étoit déchuë de ses privilèges : Quainfi , il leur commandoit , sous peine d'excommunication , de remettre au plutôt ce Chanoine , & cet Abbé entre les mains de son Nonce , qui les châtiroit suivant l'énormité de leurs crimes : Que si le Magistrat Séculier avoit fait quelques procédures contre eux , il les annulloit & déclaroit nulles ; & qu'enfin , si l'on ne lui obéissoit promptement , il useroit des moiens convenables pour y contraindre la Seigneurie.

Le Sénat fit encore examiner cete question par les plus habiles Docteurs de Venise , & de l'Etat , & de leur avis répondit au Pape : Que ce leur étoit un grand sujet de déplaisir , de voir croître tous les jours leurs différends avec lui : Que la demande , que Sa Sainteté faisoit du Chanoine & de l'Abbé , tendoit à leur ôter le pouvoir de châtier les crimes , lequel leurs Ancêtres avoient exercé depuis la fondation de leur Ville , avec l'approbation des Souverains Pontifes ; & qu'eux avoient

con-

continué d'exercer avec la modération requise, & sans passer jamais les bornes d'une légitime puissance: Que par conséquent les menaces de Sa Sainteté n'avoient point de lieu, & qu'ils se promettoient qu'y aiant mieux pensé, Elle prendroit en bonne part tout ce qu'ils avoient fait pour l'honneur de Dieu, & la conservation du repos public. 1606.

Le Chevalier Nani presenta cete lître au Pape; mais Sa Sainteté ne la voulut pas lire en sa présence comme la précédente, disant seulement, qu'Elle écouterait l'Ambassadeur Extraordinaire, & se plaignant qu'il tardoit bien à venir.

Cet Ambassadeur arriva à Rome sur la fin de Mars, & dans sa première audience, le Pape, sans écouter ses complimens, suivant la coutume, le mit d'abord sur leur diferend; & après l'avoir entendu, lui répondit, que le Nani lui avoit dit les mêmes choses, mais que tout cela ne valoit rien, & qu'il vouloit être obéi. Le Ministre répliqua modestement, qu'il manderait à Venise la résolution de Sa Sainteté. A quoi le Pape consentit, comptant le tems auquel il pourroit avoir la réponse du Sénat, & menaçant, qu'après cela il n'attendrait pas un moment.

Dans une autre audience, le Pape lui dit, qu'il aprenoit, qu'on disoit ouvertement dans Venise, que l'on ne lui vouloit donner aucune satisfaction; mais qu'il commençoit à se lasser: Que le Sénat n'entendoit point les matières dont il étoit question, & que les Docteurs qu'il avoit consultés, iroient à l'école de ceux de Rome. Il dit ensuite aux Cardinaux de Vérone & de Vicence, \* qu'il accorderoit encore le terme de 24. jours aux Vénitiens, afin qu'ils eussent le tems de venir à résipiscence. Et sur ce que ces Cardinaux lui représentoient le tort qu'il se feroit, si les Ar-  
\* Au-  
gustin  
Valier,  
& Jean  
Delfin  
Nobles  
Venetiens.

### 310 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

mes spirituelles étoient méprisées , il dit qu'il emploieroit les temporelles.

Là dessus , il fit imprimer un Monitoire , qu'il avoit composé lui-même , & le publia le 17. d'Avril , après avoir pris les voix des Cardinaux qui se trouvèrent au Consistoire au nombre de 41. & opinèrent presque tous du bonnet ; les uns par crainte de déplaire au Pape , les autres par intérêt , ou par haine contre les Vénitiens. Le Cardinal d'Ascoli fit seulement signe de la tête , sans dire un seul mot. Le Cardinal Sauli dit , que la rigueur les rameneroit à leur devoir , & que l'on avoit trop attendu. Le Cardinal Justinien ajouta , que d'attendre davantage , ce seroit les nourrir dans leur péché. Le Cardinal Zepata dit , que l'on ne pouvoit user de trop de rigueur contre une République , sous la domination de qui les Eclésiastiques étoient de pire condition , que n'étoient les Israélites sous Faraon , ainsi que je l'ai rapporté ailleurs. Le Cardinal Colonne dit , qu'il y avoit assez long-temps , que le Pape attendoit leur pénitence ; que puisqu'ils étoient endurcis , il faisoit recourir à la sévérité , qui étoit l'unique moyen de les remettre à l'obéissance. Le Cardinal Baronius , qui blâmoit auparavant l'impétuosité du Pape , & qui disoit au Chevalier Nani , que la liberté & le salut de l'Italie dépendoit de la bonne intelligence des Papes , & de cete République , changea de note , & enchérit sur l'avis de tous les autres , disant , Que le Ministère de S. Pierre a deux fonctions ; \* l'une de paître *Pasce oves meas* , &

1606.  
A. Mo-  
rosin.  
*Ibid.*

\* Du- l'autre de tuer *Occide & manduca* : Quelors que  
plex est, l'on  
*Beatissime Pater , ministerium Petri , Pascere & Occidere.*  
*Dixit enim ad eum Dominus , Pasce oves meas ; audivitque*  
*è Celo vocem , Occide & manduca. Pascere oves , est curam*  
*gerere obsequentium fidelium Christianorum mansuetudine ,*  
*humilitate , ac pietate oves & agnos praeferentium. Cum*

verò non cum ovibus & agnis negotium sit, sed cum leonibus & aliis feris animalibus refractariis & adversantibus agendum est, jubetur Petrus eos occidere, obsistere (scilicet pugnare & expugnare, ne tales sint penitus. Sed quod ejusmodi occisio non esse debeat, nisi ex summa caritate, quod occidit precipitur manducare; nempe per Christianam caritatem intra sua viscera recondere, ut simus unum & idem in Christo; quod dicebat Apostolus, Cupio vos in visceribus Jesu Christi. Sic igitur, non est occisio ista crudelitas, sed pietas, cum sic occidendo salvatur quod eo modo vivendo verè perierat. Est, ut Nicolaus I. docet, Excommunicatio, non ad occidendam, venenum; sed ad sanandum, optatum medicamentum. Perge igitur, sancte Pater, quod coepisti, in quatenus nemo redarguere potest nimia festinationis, quod dicat Paulus ad Christianos fratres scribens, Ecclesiam in promptu habere ulcisci omnem inobedientiam in promptu hoc illi faciendum praecepit. Tua verò Sanctitas in his diutius est immorata, scribens, dilationemque iterans in hunc usque diem. Ego, ut ingenuè fatear, exulto spiritu, & superabundo gaudio; Videor videre in Sede Petri Gregorium sive Alexandrum, has scilicet precipuas radices collapsa penitus Ecclesia Libertatis; ambos ex Senensi Metropoli, unde Vestra Sanctitas originem ducit, vocatos ad Cathedram Petri; Quorum alter expugnavit Henricum perversissimum Imperatorem; alter verò, mirà constantiâ resistens, Fredericum penitus superavit. Idem tibi certamen ineundum. Erige collapsam, prostratam, Ecclesiasticam Libertatem, certa paratam victoriam, etenim nobiscum Deus. Verbum Christi est, Porta Inferi non prevalebunt adversus eam. Posituses in Ecclesia successor Petri, & quod Hieremia, tibi dictum est, Posui te in columnam ferream & murum abanentum. Memor esto, Te in Ecclesia positum esse in Petram, in quam omnes, qui offendant, confringentur. Tu verò permanebis illaesus, conjunctus Christo, qui pro te pugnabit & vincet.

L'on avoit à traiter des brebis, il falloit les paître; 1606.  
mais que quand l'on avoit à faire à des lions. &  
à des bêtes féroces, il falloit les tuer. Et puis

## 312 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606. apostrofant le Pape, il le compara avec les Papes Grégoire VII. & Alexandre III. tous deux de Si-  
enne comme lui, dont l'un mit à la raison l'Em-  
pereur Henri IV. & l'autre l'Empereur Frédéric-  
Barberousse, & dit que c'étoit à Sa Sainteté que s'a-  
dressoient ces paroles de l'Ecriture, *Posui te in co-  
lumnâ ferream & murum æneum.* Concluant,  
que Sa Sainteté étoit cete pierre angulaire de l'E-  
glise, contre laquelle se briseroit toute l'opinia-  
treté de ces Sages du monde. Le Cardinal Va-  
lier dit, qu'il seroit bon de n'aler pas si viste con-  
tre une République, qui avoit si bien mérité du  
Saint Siège, & qu'avec un peu de tems on pourroit  
ramener les esprits, concluant par ce vers qu'il a-  
dressoit au Pape:

*Differ, habent parva commoda magna mora.* Mais  
sa remontrance ne fit point d'impresion sur l'esprit  
du Pape, que la flatterie des autres avoit corrompu.  
Ainsi, le Consistoire étant fini, l'on afficha dans  
Rome le Monitoire, dont la copie est à la fin de cé-  
te Relation.

La nouvelle de la publication de ce Monitoire  
étant venuë à Venise, l'on y délibéra dans le  
Pregadi, si l'on rapelleroit les Ambassadeurs,  
qui étoient à Rome. Les uns furent d'avis du ra-  
pel, disant, que la République n'y en pouvoit  
plus tenir avec honneur après avoir reçu une si  
grande injure, Les autres dirent, que de les rapeler  
c'étoit rompre tout commerce, & ôter toute es-  
pérance d'accommodement. Le Sénat prit un mi-  
lieu, qui fut de rapeler l'Ambassadeur Extraordinaire,  
pour montrer son ressentiment, & de laisser  
l'Ordinaire, pour témoigner son respect envers le  
Saint Siège, & tenir toujours une porte ouverte à la  
négociation: Ensuite il commanda à tous les Prélats,  
Vicaires-Généraux, & autres Eclésiastiques, de  
ne faire ni laisser publier ou afficher en aucun en-  
droit



droit ce Monitoire, ni pas un autre Bref envoié 1606.  
de Rome; & à tous ceux de ses Sujets, qui au-  
roient des copies du Monitoire, de les apporter  
aux Magistrats & aux Gouverneurs des Villes. A  
quoi tout le monde obéit très-punctuellement, &  
avec toutes les démonstrations imaginables de zèle  
pour la défense de la Liberté publique. Il n'y eut  
que le Grand-Vicaire de l'Evêque de Padouë, qui  
eut l'audace de dire au Podestà, qu'il feroit ce que  
le Saint-Esprit lui inspireroit. Encore déchantait-il  
aussi-tôt que le Podestà lui eut dit, que le même S.  
Esprit avoit déjà inspiré au Conseil de Dix, de faire  
pendre tous les desobéissans.

Cependant le Chevalier Duodo prit congé du Pa-  
pe, qui le traita fort civilement, & lui dit, qu'il  
n'avoit rien fait que sa conscience ne l'obligeait de  
faire; Que les armes qu'il avoit employées étant  
spirituelles, son procédé s'accordoit fort bien avec  
l'amour Paternel, qu'il avoit toujours eu pour sa  
République.

Le 28. Avril, le Nonce dit à l'audience, que  
pour peu que la Seigneurie voulût plier, il seroit  
aisé d'accorder le différend, & offrit sa médiation au-  
près du Pape. Le Duc lui répondit, Que Sa Sainté  
ne savoit pas encore comment le monde se gou-  
vernoit: Qu'il n'y avoit pas une homme de bon en-  
tendement qui ne jugeât son Monitoire injuste:  
Qu'elle n'avoit pas considéré le danger où elle mé-  
ritoit le Saint Siège, si leur République venoit à se  
séparer du Pape; que néanmoins ils demeureroient  
toujours dans l'obéissance de l'Eglise; & qu'en-  
fin, ce n'étoit pas à eux qu'il falloit parler de paix,  
mais au Pape, qui la troubloit.

Sur ces entrefaites, l'on délibéra si l'on devoit ré-  
pondre au Monitoire. Il y eut des Sénateurs qui  
proposèrent le remède de l'appellation, pratiqué  
de tout tems par les Princes & les Républiques;

### 314 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606. mais les autres aiant remontré, que comme l'appellation se faisoit pour une injustice, qui avoit quelque couleur de raison, il ne falloit point s'en servir pour ce Monitoire, dont les nullitez étoient manifestes, le Sénat se contenta de faire publier dans toutes les Villes de son Etat, la Protestation & la Létre Circulaire, dont les copies sont ci-dessous.

Le Pape aiant appris la nouvelle de la Protestation, commanda à son Nonce de partir de Venise, & envoya un Evêque au Chevalier Nani Ambassadeur Ordinaire de la République, pour le congédier.

Le départ du Nonce fut suivi de celui des Jésuites, des Capucins, des Têatins, & des Reformés de S. François, qui voulurent garder l'Interdit, mais qui la plupart eurent lieu de s'en repentir après; car ils furent vus de tres-mauvais œil dans les Maisons où ils se retirèrent, lesquelles se trouvant chargées de bouches, & sans autre provision de Rome, que des Indulgences, se plaignoient, & du Pape, & de leurs nouveaux hôtes.

Le Sénat donna part de tout ce qui s'étoit passé à tous les Ambassadeurs & Résidens des Princes, qui étoient alors à Venise; comme aussi à tous les Ministres, qu'il tenoit dans les Cours Etrangères; déclarant qu'il tenoit pour nulles toutes les procédures faites par le Pape, & étoit résolu de continuer dans l'exercice de la Religion Catholique, & de se défendre.

Au reste, le Monitoire du Pape ne fit pas plus d'effet contre les Vénitiens dans les Cours des Princes, qu'à Venise, où tout demeura paisible sans verser une goutte de sang.

En Pologne, les Cordeliers de Cracovie aiant chassé de leur Eglise deux Gentilshommes de Louis Foscarin Ambassadeur de Venise, pour com-  
plaire

plaire au Nonce du Pape ; ces Religieux furent obligez d'en demander pardon à l'Ambassadeur, & de l'inviter le lendemain à une Messe solennelle, qui fut célébrée à la vue de tout le peuple ; & le Roi Sigismond, bien loin de consentir aux instances ; que le Nonce lui fit pour la publication du Monitoire dans ses Etats, déclara, que la Cause de la République étoit commune avec son Roiaume, où il y avoit de semblables loix, & en fit donner copie au Foscarin.

A Vienne, tous les Ministres Impériaux, excepté le Grand-Chancelier, & le grand Maréchal, qui étoient ennemis de longue main des Vénitiens, blâmèrent le procédé du Pape, & dirent, que par toute l'Allemagne l'on observoit de pareilles ordonnances. Et le jour de la Fête-Dieu, François Sorance, Ambassadeur de Venise, assista à la Procession solennelle, malgré les Jésuites, qui l'en vouloient empêcher, & le Nonce même, qui fit le malade, pour ne pas voir triompher Venise. Outre cela, le Comte de Cantecroix, Ambassadeur de l'Empereur, se trouva toujours aux Chapelles & aux Processions avec le Doge & la Seigneurie.

En France, le Nonce Barberin demanda avec de grandes instances, que l'Ambassadeur de la République ( Pierre Priuli ) fust exclus des Eglises : mais il ne put rien gagner sur l'esprit du Roi, qui outre la tendresse qu'il avoit pour les Vénitiens connoissoit à fond la justice de leur Cause.

En Espagne, les avis furent partagés. Les uns estimoient, qu'il falloit fomentier la querelle entre le Pape & Venise, vu que c'étoit un moyen au Roi Catholique, d'augmenter sa puissance en Italie, & d'opprimer la liberté des autres Princes, pendant que Rome & la République, seules capables de l'empêcher par leur union, seroient occupées par leurs divisions particulières. Les autres disoient,

### 316 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606.

qu'il n'étoit point de l'intérêt de leur Roi de souffrir, que la paix de l'Italie fust troublée, d'autant que Sa Majesté, qui en possédoit la meilleure partie, courroit plus de risque elle seule, que tous les autres ensemble. Qui est la raison, pourquoi Philippe II. avoit pour maxime de tenir toujours en repos cete Province, où il disoit, que la Monarchie d'Espagne avoit beaucoup à perdre, & beaucoup d'ennemis, qui desiroient sa perte. Mais comme le Conseil de Madrid crut, que le Roi seroit toujours en pouvoir d'empêcher la guerre, si ces deux Princes en venoient à cete extrémité, & que cependant il pouvoit profiter de leurs dissensions; soit en augmentant sa propre Jurisdiction, si Venise s'emportoit sur le Pape; ou en diminuant la grandeur de cete République, si le Pape avoit l'avantage, il laissa faire l'un & l'autre; sans rien ordonner au Marquis de Villenas Ambassadeur à Rome; qui briguant un Chapeau de Cardinal pour Don Gabriel Paceco, son frere, eut ainsi moyen de flater le Pape dans ses prétentions. Mais après il lui devint contraire; Don Gabriel n'ayant point été compris dans la promotion, qui se fit sur la fin de l'année. Cependant, bien que le Nonce demandât, que l'Ambassadeur de Venise fut déclaré excommunié dans les Eglises, & Protestât, que s'il venoit en Chapelle avec le Roi, il feroit cesser l'Office-Divin, il fut conchi dans une Assemblée de Théologiens, qui se fit chez le Cardinal de Tolède, d'admettre ce Ministre à toutes les cérémonies, comme auparavant; malgré toutes les instances des Jésuites, qui opinèrent seuls contre la République; & les mauvais offices des Genois, qui ayant cédé mollement au Pape, regardoient avec envie la confiance, avec laquelle les Vénitiens lui résistoient, & défendoient leur liberté & leur indépendance. Ajoutez à cela, que le Duc de Lerre,

Pre.

Premier Ministre d'Espagne, tout partial qu'il étoit pour le Pape, qui dans ses Brefs le traitoit d'Excellence, ( chose extraordinaire ) & l'appelloit la base de la Couronne d'Espagne, & l'unique fondement de l'Eglise, ne laissa pas d'avoüer à l'Ambassadeur de Venise, que dans le fond la République soutenoit le droit de tous les Princes.

Le Duc de Savoie avoit de même à l'Ambassadeur de Venise Pierre Contarin, que la Cause de la République étoit celle de tous les Potentats de la Chrétienté. Et si un peu après, il ne voulut point admettre cet Ambassadeur en Chapelle, son action, qui étoit une vengence de ce que le Sénat n'avoit pas traité ses enfans d'Altesse, ne pouvoit tirer à conséquence, que contre lui-même, qui abandonnoit en cela son véritable intérêt, & celui de tous les Princes.

Le Grand Duc de Toscane traita avec Robert Lio, Agent de Venise, comme il avoit accoutumé.

Le Comte de Benevent, Vice-Roi de Naples, fit toujours le même traitement au Résident de Venise, Augustin Dolce, blâmant ouvertement la précipitation du Pape, & approuvant les raisons de la République.

Le Comte de Fuentes, Gouverneur de Milan, en usa de même avec le Résident Antoine Raulacci.

Enfin les Ducs de Mantouë & de Modène se déclarèrent franchement pour la Cause des Vénitiens. Le premier s'étant trouvé à une Prédication du Père Louis Gagliardi Jésuite, qui prit la liberté d'investir contre la Protestation du Sénat, & les mœurs de la République, lui commanda de se retirer de son Etat dans le terme de six heures. Et dans le même temps, il ordonna au Père Louis Mosca Récollet, qui venoit à Mantouë en qualité de Commissaire Apostolique, de s'en retourner.

André  
Moro-  
fin.  
hist.  
liv. 17.

### 318 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

1606. sur la prière, qui lui en avoit été faite par la République.

Pendant ce tems-là, le Pape se trouvoit fort embarrassé, & montrait par toutes ses actions, qu'il eût bien voulu pouvoir se retirer d'un si mauvais pas, & avoir quelque moien de sauver les apparences.

Les Princes d'Italie, qui savoient la confusion, & l'abatement, où il étoit pour le mépris que l'on faisoit de son Monitoire, crurent, qu'il étoit tems d'entrer en négociation, & tous à l'envi offrirent à la République leur médiation pour un accommodement.

Le Duc de Mantouë écrivit au Sénat, qu'il étoit prest d'aler à Venise & à Rome, pour y travailler. Mais le Sénat répondit qu'après l'injure qu'il avoit reçue du Pape, il ne pouvoit prendre aucune résolution, que Sa Sainteté n'eût levé les Censures, & remis les choses au premier état.

L'Ambassadeur du Gran-Duc de Toscane, aiant fait les mêmes ofres au Colége de Venise, de la part de son Maître, le Doge lui répondit que la République se sentoit obligée de la bonne volonté de Son Altesse, mais que de la manière, dont le Pape en avoit usé, ils ne pensoient plus qu'à se défendre.

Le Sénat fit de semblables remerciemens au Duc de Savoie, & à Don Inigo de Cardenas Ambassadeur d'Espagne, qui offrit aussi l'entremise du Roi son Maître.

Dans le même tems, Monsieur de Fresne-Canaie, Ambassadeur de France à Venise, rendit compte au Colége, que Monsieur d'Alincourt Ambassadeur à Rome, & les Cardinaux François, avoient montré courageusement au Pape, que dans la conjoncture des affaires de Hongrie, il se coupoit lui-même son bras droit, en se séparant de la République.

publique: Que sur la prière qu'ils avoient faite à Sa Sainteté, de suspendre son Monitoire, Elle avoit répondu, après en avoir pris l'avis de plusieurs Cardinaux, qu'elle ne le pouvoit plus faire avec honneur, à-cause de la Protestation du Sénat, remplie de paroles injurieuses contre sa personne: Que nonobstant ces dificultez, le Cardinal Borghese avoit dit à Monsieur d'Alincourt, que si la République faisoit quelque démonstration de respect pour le Pape, comme, par exemple, en remettant les Prisonniers entre les mains du Roi, Sa Sainteté pouroit suspendre le Monitoire pour quelques jours, durant lesquels on traiteroit ensemble. A quoi Monsieur de Fresne ajouta, que si le Sénat agréoit l'interposition du Roi son Maître, Sa Majesté enverroit le plus grand Prince de France à Rome, ou y viendrait Elle-même en personne: Que le Marquis de Villenas Ambassadeur d'Espagne avoit prié le Pape, de rien répondre sur les offres des François, disant que dans peu de jours il viendrait des ordres de Madrid, par lesquels le Sénat seroit obligé de se prosterner aux pieds de Sa Sainteté: Qu'ainsi il les exhortoit à prendre une prompte résolution, afin qu'ils ne fissent pas par force & avec préjudice, ce qu'ils pouvoient faire alors volontairement, & avec avantage; ni pour les autres, ce qu'ils n'auroient pas fait pour un Roi, qui avoit le cœur & l'inclination Vénitienne. Le Sénat répondit, après de grans remerciemens, que si le Pape ne réparoit les injures, qu'il leur avoit faites, en révoquant ses Censures, ils ne pouvoient pas traiter avec lui; Que quand les Censures seroient levées, ils écouteront les propositions du Roi: Qu'ils n'avoient offensé personne dans leur Protestation, mais seulement s'étoient défendus, pour faire voir à tout le monde, qu'ils vouloient continuer de vivre bons Catho-

1606.

### 320 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606. ques: Que pour ce qui regardoit les Espagnols, la République sauroit bien défendre sa liberté contre eux; & qu'enfin, elle feroit toujours pour Sa Majesté Très-Chrétienne ce qu'elle ne feroit jamais pour aucun Prince.

Monsieur de Fresne representa à la Seigneurie, que le Pape avoit dit à Monsieur d'Alincourt, que si la République suspendoit ses loix, il suspendroit ses Censures & consentiroit, que les loix s'observassent, après qu'il les auroit approuvées: Que le Roi son Maître voudroit bien, que celui, qui avoit été le premier à offenser, fût aussi le premier à reparer l'injure; mais que Sa Sainteté ne pouvant s'y résoudre pour la réputation, il étoit aisé de trouver un tempérament, savoir, de suspendre les Loix & le Monitoire en même tems.

Le Sénat répondit, Que nonobstant toutes les offenses du Pape, qui duroient encore avec ses Censures, ils étoient prêts de recevoir toutes les ouvertures de paix, qui ne seroient point contraires à leur liberté: Que la France fist si bien auprès du Pape, qu'il levât son Interdit, & qu'aussi-tôt ils feroient pour l'amour du Roi tout ce qu'ils pourroient, sans préjudicier à leurs droits.

Le 13. de Juillet, le même Ambassadeur rapporta au Colége, que le Pape avoit dit à Monsieur d'Alincourt, qu'il avoit pris les voix de tous les Cardinaux, touchant la suspension de ses Censures, & qu'ils avoient tous conclu unanimement, qu'il ne pouvoit faire cete suspension, que la République n'eût donné de son côté quelque marque de respect & d'obéissance filiale. Et ensuite, il representa, que le Pape pouroit se laisser vaincre à la raison, & faire les premières demarches; mais qu'en tout cas, il falloit savoir comment la République y correspondroit; qu'autrement le Pape  
n'a-



n'avanceroit jamais. Qu'ainsi, il prioit le Sénat de vouloir s'ouvrir au Roi son Maître, & prendre confiance en lui, qui n'avoit rien plus à cœur que leurs intérêts. Ajoutant, que quand ils auroient donné une parole positive à Sa Majesté, & lui auroient fait entendre jusques où ils pouvoient se relâcher, Elle porteroit le Pape à suspendre ses Censures. A quoi le Sénat répondit seulement en termes généraux, qu'il falloit appliquer le remède à la partie, d'où venoit le mal; & que lorsque le Pape leur auroit ouvert le chemin, ils entreroient en négociation.

Pendant que la France travailloit de bonne foi à Rome à l'accommodement des Vénitiens avec le Pape, les Espagnols en prirent tant de jalousie; que leur Ambassadeur en vint un jour jusques à prier le Pape de rompre la négociation, qu'il avoit commencée avec Monsieur d'Alincourt, & de s'abandonner entièrement à la protection de son Maître, qui, disoit-il, avoit en main les moyens de lui faire demander miséricorde par les Vénitiens. Le Duc de Lérme ne put pas même cacher cette jalousie à l'Ambassadeur de Venise, à qui il dit, que Sa Majesté Catholique avoit commandé à ses Ministres de s'employer pour la paix; mais que le Sénat avoit interposé l'autorité de certains Princes, qui n'avoient point d'intérêt dans les affaires d'Italie. Et ce ne fut, que pour traverser les François, & tirer cete négociation de leurs mains, que le Roi d'Espagne écrivit une lettre au Pape, où il lui promettoit de l'assister de toutes les forces contre les Vénitiens. Lettre, qui enfla tellement le cœur à Sa Sainteté, que toute prête qu'elle étoit de suspendre son Monitoire, elle reprit toutes ses hauteurs; & ne parla plus que d'employer les armes temporelles. Et pour en faire peur aux Vénitiens, il fit quelques levées de Gens de-guerre,

## 322 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1605.

augmenta les Garnisons des Villes, & particulièrement de Ferrare, dont les Habitans lui étoient suspects, comme étant affectionnez à la Seigneurie de Venise; & donna pour Légat à cete Ville le Cardinal Spinola, qui comme Genoïs étoit aussi, grand ennemi des Vénitiens. Outre qu'il fit desarmer les Bourgeois, tourner l'Artillerie du Château vers la Ville, & changer les Gardes de la Citadelle de dix en dix jours.

Le Gouverneur de Milan leva de son côté avec beaucoup de bruit & d'ostentation, comme pour exécuter les promesses de son Maître, mais en éfet, pour amuser le Pape par des apparences, & le mettre, en échaufant la queréle, en nécessité d'acorder à Sa Majesté Catolique tout ce qu'elle lui demandoit, & sur-tout, la remise du Fief de Naples. Le Vice-roi arma aussi vingt-six Galères pour être prêtes au besoin.

Le Sénat voyant tous ces préparatifs, assembla toute son Armée-Navale, commanda à tous ses Capitaines de Mer, de retenir tous les Vaisseaux, qui passeroient dans le Golfe, & de les envoyer à Venise, & leva grand nombre d'Infanterie & de Cavalerie. Tout transport d'or & d'argent, dans l'Etat Ecclesiastique, plus haut de dix ducats, fut défendu, & le revenu des Ecclesiastiques, qui se trouvoient hors de l'Etat, mis en sequestre; ce qui causa beaucoup d'incommodité à la Cour de Rome.

Sur ces entrefaites, l'Ambassadeur de Venise, \* à Madrid se plaignit modestement, que les desseins du Pape étoient fomentez par la lètre du Roi, & par les mauvais ofices de quelques-uns de ses Ministres. Don Juan de Velasco, Connétable de Castille, répondit au nom de Sa Majesté, que cete lètre ne tendoit point à rompre avec la République, mais étoit seulement une assurance, que son Maître donnoit au Pape de le défendre, en cas qu'il

\*Fran-  
gois Pri-  
ali.

qu'il fût ataqué par les Vénitiens. Quinze jours après, l'Ambassadeur d'Espagne a Venise dit à l'audience du Colége, que cete lettre étoit écrite en termes généraux, & ne promettoit rien au Pape, sinon, en cas que la République & les Princes Etrangers vinssent fondre sur ses Etats; Ajoutant, que le Roi son Maître n'avoit eu pour objet, que de se métre en crédit auprès du Pape, pour être le médiateur d'un bon acommodement, où il ne savoit, disoit-il, (voulant parler des Ambassadeurs de France & d'Angleterre) si les autres, qui s'en mêloient aloient de bonne foi.

Environ le même tems, l'Ambassadeur de Venise à Paris pria le Roi de vouloir empêcher la levée des Suisses, que le Pape vouloit faire, & favoriser celle de la République: mais Sa Majesté en fit refus, disant, que ce seroit une déclaration, qui le rendroit suspect d'un côté, &, par conséquent, le priveroit de la gloire d'être le médiateur de cete grande affaire. Qu'ainsi, sans se déclarer ni pour l'un, ni pour l'autre, il vouloit demeurer neutre; ce qui seroit plus utile aux deux parties, que la déclaration qu'il teroit en faveur de l'une, ou de l'autre. Que du reste, il étoit inutile à la République de faire une si grande provision de Gens-de-guerre, lui suffisant d'avoir ses Places bien munies.

Les Espagnols, fâchez de ne pouvoir détacher la République d'avec les François, tentèrent de la broüiller avec le Turc, pour l'obliger par le besoin de ses affaires, de se métre à leur discrétion. Au commencement d'Aoust, le Marquis de Sainte-Croix vint en Albanie avec vint-six Galères, & y sacagea la ville de Duras, appartenante au Turc, dans la pensée, que le Gran-Seigneur s'en prendroit à la République, & pour se vanger, tourneroit ses armes contre elle, ou du moins entreeroit

## 324 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

dans le Golfe, pour donner sur la Pouille. Mais cet artifice, dont les Espagnols croioient le succez infailible, tourna tout à l'avantage de la République. Car les Ministres de la Porte s'étant aperçus, que l'entreprise de Duras étoit une ruse des Espagnols, pour faire venir les Turcs aux mains avec les Vénitiens, ordonnèrent à leur Général-de-Mer, de secourir la Seigneurie contre le Pape, & les Espagnols. Et le premier Visir proposa au Bâle Octavien Bon, de faire joindre l'Armée Ottomane avec la Flote de Venise pour se vanger d'eux, ou, du moins, si la République ne vouloit pas cete union, que l'Armée Vénitienne attaqueroit d'un côté l'Etat Ecclésiastique, ou le Roi d'Espagne, & que le Gran-Seigneur feroit diversion del'autre. Et peu de jours après, le Bassa Jaser, s'étant approché de Cortou avec 55. Galères, déclara au Général Vénitien, Filipe Pasqualigue, qu'il avoit ordre de Sa Hautesse de se joindre avec lui, pour aller contre le Pape, & les Espagnols, ou bien, de marcher séparément, selon qu'il le jugeroit plus à-propos. Mais Pasqualigue, après avoir loüé la générosité du Gran-Seigneur, répondit, qu'il falloit attendre la résolution du Sénat, & détourna adroitement l'eset de cete proposition, sans dégouter le Gran-Seigneur. Et le Sénat en donna part au Pape, pour lui faire comprendre, que s'il en venoit aux dernières extremitéz, la République pourroit bien profiter de ces ofres.

Ce fut en ce tems, que commença la Guerre des Ecritures, du Pape contre les Vénitiens, & des Vénitiens contre le Pape, qui se voiant blâmé de précipitation, voulut trouver des raisons pour défendre sa conduite. A quoi la République fut obligée de répondre, soit pour donner cete satisfaction à ses Sujets, qui le desiroient avec passion, ou pour imposer silence aux Jésuites, qui disoient  
par.

par-tout dans leurs Sermons , & par leurs lettres, 1606.  
Que si la République eût eu de bonnes raisons,  
Elle n'eût pas manqué de les publier. De sorte que  
l'ayant fait ; quoique toujours avec des termes mo-  
destes & mesurés, le Pape se trouva encore le plus  
foible de ce côté-là. Et l'on tient , que la honte  
qu'il en eut , vû qu'il y perdit toute sa réputation,  
fut la principale cause, qui le fit résoudre à termi-  
ner la querèle.

Il est à remarquer ici, que le Nonce du Pape à  
Madrid aiant demandé, que tous les Ecrits publiés  
par les Docteurs de Venise contre le Monitoire  
du Pape , fussent défendus par le Conseil-d'Etat ,  
ce Conseil ne le voulut point faire en son nom,  
mais consentit seulement, que cela se fît par l'In-  
quisition ; à condition , que dans la censure de  
tous ces Ecrits, la Protestation du Sénat n'yseroit  
point spécifiée comme les autres ; ce qui faisoit  
entendre tacitement l'invalidité & la nullité du  
Monitoire.

A l'occasion de ces Ecrits , Antoine Paulucci,  
Résident de Venise à Milan, aiant été cité à l'In-  
quisition, répondit, qu'il étoit personne publique,  
& qu'il ne devoit obéir qu'à son Prince. L'Inquisi-  
teur en aiant parlé au Gouverneur, celui-ci dit au  
Résident, qu'il publioit trop librement les raisons  
de sa République , & que l'Inquisiteur avoit seu-  
lement un mot à lui dire. Mais il répliqua , qu'il  
ne pouvoit aler trouver ce Moine , sans l'ordre  
de son Prince: Et sur l'avis qu'il en donna au  
Sénat, l'on s'en plaignit à Venise à l'Ambassadeur  
d'Espagne. Ce que ce Ministre aiant mandé au  
Gouverneur, il fit appeler Paulucci à l'audience, &  
lui dit, qu'il avoit parlé trop librement du Pape,  
& que cela faisoit du scandale. A quoi ce Ré-  
sident répondit, que lorsque son Excellence au-  
roit défendu , qu'à l'avenir l'on ne lui donnât

## 326 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606.

point sujet de se plaindre, ce mal n'ariveroit plus, & fit dire à l'Inquisiteur, qui demandoit à lui parler, seulement comme ami, qu'après ce qui s'étoit passé, il ne le pouvoit plus voir avec bien-séance.

Le 17. Aoust, Monsieur de Fresne presenta une lettre du Roi au Colége, par laquelle, il disoit, Que pour le rang, qu'il tenoit dans la Chretienté; le respect qu'il portoit au Saint-Siége; & l'amitié sincère, qu'il avoit pour la République; il se sentoit obligé de s'entremettre de lui-même pour l'acommodement de leur différend avec le Pape, & auoit ordonné à son Ambassadeur, de leur faire entendre ses intentions. Cete lettre aiant été lue, Monsieur de Fresne exposa, que le Roi son Maître étoit fâché de n'avoir pû encore tirer d'eux, que des paroles générales, dans une affaire de cete importance; Qu'il avoit pensé d'en demeurer là, & de ne s'en mêler pas davantage; mais que comme leur bon Ami, & obligé à la République des démonstrations, qu'elle avoit faites en sa faveur, à son avènement à la Couronne, il s'étoit résolu de risquer encore une fois ses ofres, & de les prier de lui vouloir confier leur secret, en lui déclarant franchement à quoi ils vouloient se relâcher, pour contenter le Pape, qui ne demandant qu'à sauver sa réputation, s'étoit soumis à des conditions justes, & resteroit satisfait de peu de chose. Il proposa là dessus deux partis, l'un, que le Sénat suspendist l'exécution des loix contestées, & sa protestation contre le Monitoire, que Sa Sainteté suspendroit pareillement pour quatre ou cinq mois, pendant lesquels on traiteroit à l'amiable: Et l'autre, Que les Prisonniers fussent rendus, sans préjudice des droits de la République; Que les Religieux sortis de Venise pour l'Interdit retournassent, & que le pape suspendist son Monitoire

toire pour quelque tems. Il dit enfin, que si ces propositions leur étoient ou paroïssent desavantageuses, il n'en parleroit plus; & que s'il sembloit peu convenable à l'honneur de la République, de corriger ou suspendre ses loix à l'instance du Pape, ou de lui rendre les prisonniers qu'il demandoit, l'on pourroit trouver quelque tempérament, comme par exemple, de le faire à la prière du Roi, & pour le gratifier, sans faire aucune mention du Pape, à qui il suffiroit d'avoir une occasion apparente de se rétracter.

Ces propositions furent examinées dans le Pregadi, & l'on y trouva, que la suspension des loix, sous quelque prétexte que ce fust, étoit contraire à leur liberté.

Pour la remise des prisonniers, les uns étoient d'avis d'en rendre un seulement; les autres, de les rendre tous deux: Mais ceux-ci l'emportèrent, Christophe Valier, Sage de Terre-Ferme; ayant remontré, que si l'on en donnoit un, l'on ne pouvoit refuser l'autre, parce que c'étoit un même fait; Que d'en donner un au Roi de France, c'étoit inviter un autre Prince à demander l'autre. D'où il ariveroit, ou que ce Prince se tiendrait offensé, s'il étoit refusé, ou que Sa Majesté Très-Chrétienne ne s'estimerait point obligée de ce que l'on auroit fait pour Elle, si l'on en faisoit autant pour un autre.

Après cete délibération, le Sénat répondit à l'Ambassadeur, que comme la République recevoit en bonne part tout ce qui venoit de celle du Roi, Elle le prioit de n'interpréter point sinistrement, si Elle avoit tant diféré à lui donner une parole positive, vu qu'Elle ne savoit à quoi se résoudre dans une contestation si inopinée, & qu'Elle croioit, que le remède devoit venir du lieu, d'où étoit sorti le mal. Qu'ils étoient très-assurés,

que

## 328 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606. que Sa Majesté ne vouloit aucune chose, qui pût tourner à leur préjudice. Que dans cete créance, ils avoient résolu de faire en sa faveur ce qu'ils n'avoient encore voulu faire pour personne, qui étoit de lui donner en pure gratification les deux prisonniers, quoique coupables de grans crimes ; & de lever la protestation, (sauf le droit qu'ils avoient de juger les Ecclesiastiques) quand le Pape auroit levé, ou donné parole positive à Sa Majesté de lever ses censures. Que pour la suspension des loix, c'étoit une chose, qu'ils ne pouvoient nullement faire, vû que ce seroit couper les nerfs de leur Gouvernement, & donner un coup mortel à leur liberté, & à la souveraineté de tous les Princes, que les Papes dépouilleroient bien-tôt de leur légitime puissance, si par leurs censures ils pouvoient une fois les contraindre à suspendre leurs loix, ou à les accommoder au goùst de la Cour-Romaine. De sorte que, sous le prétexte de défendre la Liberté Ecclesiastique, il n'y auroit point de loix, qui ne fussent sujettes à la censure du Pape, qui voudroit défaire celles, qui seroient justes ou injustes, comme bon lui sembleroit.

L'Ambassadeur Prilli presenta une lettre au Roi, conforme à cete réponse, & sa Majesté lui promit de porter le Pape, autant qu'Elle pourroit, à vouloir accepter leurs offres ; mais que s'ils n'en contenoient pas, & qu'il ne tinst qu'à la suspension des deux loix, que l'on ne fût d'accord ; Elle espéroit qu'ils se relâcheroient. L'Ambassadeur répondit, qu'il n'y avoit pas d'apparence, que le Sénat fît jamais cete démarche, & remontra à Sa Majesté le préjudice, que c'étoit faire à un Prince Souverain, que de le contraindre à échanger ses loix au plaisir d'autrui ; & que c'étoit lui en faire emprunter la puissance de gouverner. A quoi Elle répliqua, qu'elle ne conseileroit jamais à la Répu-  
bli-



blique de rien faire au préjudice de sa liberté, ni de sa gloire. 1606.

Au commencement de Septembre, l'Ambassadeur d'Espagne se presenta à l'audience, où il pria la Seigneurie de donner à son Maître quelque assurance de satisfaction pour le Pape, disant, qu'aussi-tôt Sa Majesté suppleroit Sa Sainteté de vouloir mettre fin à tous ces diferends. Qu'il n'étoit pas bien séant de pointiller avec le Vicaire de Jesus-Christ. Que si la République le vouloit faire Avogador pour deux heures, il accommoderoit toute l'affaire. Enfin, il conclut, qu'avec le Pape, il falloit abonder en soumissions & en obéissance. Le Sénat n'ayant point répondu à ses propositions, il retourna une autre fois à l'audience, & dit, qu'il avoit reçu un ordre exprés de son Maître, de presser la Seigneurie de lui donner une parole, sur laquelle Sa Majesté pût agir efficacement auprès du Pape. Qu'il voioit bien, que la République ne désiroit pas moins l'acommodement que le Pape même, mais que tout dependoit des moyens d'y parvenir. Qu'il en étoit de leur diferend, comme du Paradis, où chacun vouloit aler sans vouloir néanmoins en prendre le droit chemin. Le Sénat ne répondit point non plus à cete seconde proposition. Ce qui fit assez comprendre à cet Ambassadeur, que l'on n'avoit agréé ni l'une, ni l'autre. Et sur la plainte, qu'il en fit quelques jours après dans une autre audience, le Doge lui dit, que le Sénat ne pouvant faire rien davantage pour la satisfaction du Pape, l'on avoit cru, que l'Ambassadeur seroit plus content, que l'on ne lui eût point répondu, ainsi qu'il s'en étoit expliqué lui-même, que d'avoir un refus. Ensuite, cet Ambassadeur tâcha de porter la République à suspendre les deux loix en faveur de son Maître, disant, qu'il étoit bien vrai, que cete suspension faite à l'instan-

ce du Pape , préjudicieroit à la liberté de la République , mais que se faisant en considération d'un autre Prince , elle ne leur pouvoit faire aucun tort. Sur quoi il aléqua l'exemple de Sa Majesté Catholique , qui à la prière du Roi de France avoit suspendu l'Édit de trente pour cent , sans que pour cela Elle crût avoir rien diminué de son autorité. Quainsi , il les exhortoit à vouloir balancer cete suspension , qui étoit de peu de conséquence , avec les dangers & les suites malheureuses , que leur trop grande fermeté leur pourroit attirer.

Pendant ces négociations des Ambassadeurs de France & d'Espagne à Venise , l'on aprit , que le Pape avoit érigé une nouvelle Congrégation de quinze Cardinaux , laquelle , par une vaine parade de puissance temporelle , il avoit nommée *la Congrégation de la Guerre* ; Chose , qui paroissoit d'autant plus étrange , que la Cour de Rome a coutume de couvrir les intérêts temporels sous des noms spirituels & de Religion. Et la plupart de ces Cardinaux étoient de la Faction d'Espagne , pour montrer que c'étoit là qu'il méritoit toute sa confiance , ainsi qu'il fit encore par une promotion de huit Cardinaux en même tems , dont il y en avoit du moins six , qui avoient le cœur Espagnol.

Cete Congrégation donna lieu au Sénat de répondre au dernier office de l'Ambassadeur d'Espagne , qu'il étoit aisé de voir , que le Pape avoit des pensées bien contraires au repos de l'Italie , puis qu'il venoit d'ériger un Conseil de Guerre dont il faisoit trofée ; Que pour eux , ils n'avoient point d'autre dessein , que de se défendre , si Sa Sainteté les ataquoit ; & qu'enfin , ce seroit Elle , qui seroit la cause de tous les maux , qui ariveroient.

Monsieur de Fresne fut aussi appelé au Colège , ou le Doge lui parla de la nouvelle Congrégation

de Guerre, & des Cardinaux, qui la composoient, tous ennemis de la France; & dit, que dans la conjoncture présente ils se prométoient, que le Roi son Maître ne leur manqueroit pas dans le besoin, mais apuieroit de toutes ses forces la justice de leur Cause. Monsieur de Fresne les remercia ensuite au nom du Roi sur l'article des Prisonniers; mais répéta, qu'il seroit très-difficile de porter le Pape à évoquer ses censures, avant la suspension des loix, qui avoient donné sujet à la publication du Monitoire. Que cete suspension étoit une pure cérémonie, qui se feroit en faveur du Roi, non pas du Pape, & néanmoins seroit un moyen à Sa Sainteté, de se rétracter avec honneur. Il ajouta, que le Roi n'étoit pas encore certain, que le Pape se fût jeté entre les bras du Roi d'Espagne, mais qu'il sauroit bien arrêter son impétuosité, quand il le verroit résolu à la Guerre; & qu'il seroit tout pour la République, dont il devoit, aussi bien par raison d'Etat, que par amitié, empêcher la ruine. Le Sénat écrivit là-dessus à son Ambassadeur en France, de travailler auprès du Roi, pour en tirer une assurance positive, & de lui proposer l'envoi d'un Ambassadeur exprés, pour traiter avec lui. Sa Majesté répondit à l'Ambassadeur, comme elle avoit fait auparavant au Nonce, qui l'avoit sollicitée de se déclarer pour le Pape, Que de se déclarer pour l'une des parties, c'étoit fomenter les différends; & que par conséquent elle ne vouloit favoriser ni l'un ni l'autre; cete déclaration n'étant pas de saison, pendant qu'il restoit quelque espérance d'acommodement; à quoi il faloit s'appliquer uniquement, pour éviter les maux de la Guerre, & les dangers, que couroit la Religion. Que de lui envoyer un Ambassadeur Extraordinaire, ce seroit le rendre suspect au Pape, & donner lieu aux interprétations finistres des Espagnols.

L'Em-

### 332 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

1606. L'Empereur voyant croître la querèle du Pape & de la République, & les Rois de France & d'Espagne ocupez à l'apaiser, voulut par honneur être de la partie. Il envoya donc son Vicechancier à l'Ambassadeur de Venise, pour lui dire, que l'Empereur aprenant que les différends de la République avec le Pape aloient à une rupture ouverte, il s'étoit résolu de s'en mêler, pour porter les deux parties à un bon accomodement, quand il sauroit, que l'une & l'autre l'auroient agréable, & qu'il pourroit y travailler, avec honneur. L'Ambassadeur répondit, que sa République ne demandoit que la paix, & feroit tout son possible, pour ne la pas troubler, sauf sa liberté & son indépendance; mais, que le Pape vouloit avoir tout de haute-lure, sans entendre leurs raisons. Le Vicechancelier répliqua, que l'Empereur n'exigeroit jamais rien de la République, qui fût contraire à son honneur, ni à ses intérêts. Peu de tems après, le Nonte-Apostolique & l'Ambassadeur d'Espagne aiant tenté de persuader à l'Empereur de se déclarer pour le Pape, il dit, qu'il n'étoit pas à propos de le faire, & que son dessein étant de procurer une bonne paix, il ne vouloit rien faire, qui pût la rendre plus difficile. Et dans le particulier, il dit, à l'Ambassadeur d'Espagne, que le Roi, son Maître, devoit bien plutôt mortifier le Pape, que de lui enfler le courage, afin que le Pape se mist à la raison.

Sur la fin d'Octobre, le Pape lassé de voir courir tant d'Ecrits, qui ouvroient les yeux à trop de gens, & leur découvroient les défauts & les mystères de la Cour Romaine; & d'ailleurs, dégoûté des Espagnols, dont il ne trouvoit pas, que les effets répondissent aux promesses, apella Monsieur d'Alincourt au Palais, & lui protesta de vouloir à quelque prix que ce fût un accomodement avec

la République ; mais que ne pouvant pas honnêtement être le premier à proposer, il étoit prest d'accepter toutes les propositions raisonnables, qu'on lui feroit.

Ce Ministre ayant donné part de cete bonne résolution du Pape aux Cardinaux François, l'on fut d'avis de faire proposer à Venise par Monsieur de Fresne les conditions suivantes, Que le Pape leveroit ses censures, après en avoir été prié de la part du Roi, & de la République ; & que l'Interdit seroit observé quatre ou cinq jours auparavant ; Que les prisonniers seroient rendus au Pape, en considération de Sa Majesté ; Que les lettres Ducales seroient révoquées, & les Ecrits publiez par les Docteurs de Venise supprimez ; Que les Religieux sortis de la Ville, à cause de l'Interdit seroient rétablis ; Que l'on ne parleroit plus de la suspension des loix, & que pour le reste l'on en traiteroit comme de Prince à Prince ; Qu'enfin l'on prendroit un jour pour exécuter de part & d'autre en même tems les conventions, afin que l'on ne pust dire, que ni les uns ni les autres eussent commencé.

Monsieur de Fresne ayant fait ces propositions au Colége, il lui fut répondu, que la Seigneurie consentoit, que le Pape fût prié par l'Ambassadeur de France au nom de la République, de lever l'Interdit ; Que les prisonniers fussent donnez au Roi, sans préjudice des droits de la République ; Que la Protestation faite contre le Monitoire seroit révoquée après la levée des censures ; Que pour les autres écrits, le Sénat en useroit de son côté, comme le Pape du sien : Mais, que pour observer l'Interdit seulement une heure, cela ne se pouvoit acorder, parce que ce seroit en confesser la validité, & condamner les justes actions de leur République ; Et pour les Religieux, que

### 334 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606.

c'étoit un point à traiter avec Sa Sainteté même. Ainsi, Monsieur de Fresne dit, qu'il recevoit la parole de prier le Pape au nom du Roi & de la Seigneurie, de lever l'Interdit : & acceptoit pareillement pour Sa Majesté les prisonniers en pure gratification, & sans préjudice des droits de la République. Que pour les Religieux, qui s'étoient retirez, il se garderoit bien d'être leur Avocat après la faute, qu'ils avoient faite de desobéir à leur Prince, contre le commandement de Dieu, eux, qui devoient Prêcher & montrer l'obéissance aux autres. Cependant, le Gran-Duc de Toscane se fiant sur son habileté, & sur son crédit à Rome, vouloit tirer à soi toute l'affaire, traitant secrètement avec le Pape, & enchérissant sur la négociation de Sa Majesté Tres-Christienne, qui fut obligée de lui en témoigner du ressentiment, & de se plaindre au Pape par son Nonce, & par Monsieur d'Alincourt, de ce qu'il prêtoit l'oreille à d'autres propositions, que les siennes, & prenoit plus de confiance au Gran-Duc, qu'en Elle. Le Pape pour s'excuser dit, Qu'il ne pouvoit pas empêcher le zèle d'un Prince bien affectonné, ni refuser incivilement de l'écouter; Que son intention étoit de n'en passer, que par les mains de Sa Majesté, de qui il accepteroit toutes les conditions; & pour ce sujet il érigerait une Congregation \* de six Cardinaux, & de six Auditeurs, pour terminer cete affaire à l'amiable. Là-dessus, Monsieur d'Alincourt repartit, que ce n'étoit pas là ce qu'on lui avoit promis, non plus, que l'intention de la République, qui se remettrait jamais à la décision d'autrui ce qui concerne son Gouvernement.

\* C'étoit une proposition, qui venoit du Gran-Duc.

Après quelques répliques de part & d'autre, le Pape donna sa parole, de ne plus parler de Congregation, & pria Monsieur d'Alincourt, de tenir secret tout ce qu'ils négocioient ensemble à-

cau-

cause des Espagnols, qui étoient incessamment aux 1606.  
écoutes, pour traverser l'acommodement. Enfin il promit de lever ses censures, pourvu qu'on lui promist en échange, Que les deux prisonniers seroient consignez entre les mains d'un Prélat, qu'il nommeroit : Qu'un Ambassadeur de Venise viendroît pour demander la révocation des censures ; Que la protestation seroit révoquée avec tout ce qui s'en étoit suivi ; Que les Religieux partis de Venise y seroient rapelés : & que pendant que leur Ambassadeur traiteroit avec lui, les deux loix ne s'exécuteroient point ; disant, qu'il ne demandoit cete formalité, que pour la dignité du Saint-Siège.

Monsieur de Fresne aiant reçu les lètres de Monsieur d'Alincourt, porta les prétentions du Pape au Colège de Venise, où le Duc se plaignit, que Sa Sainteté manquoit de parole au Roi, & que par conséquent il ne falloit pas traiter davantage ; Que de lui acorder ce qu'Elle proposoit alors, ce seroit céder tout-à-fait ; Que les nouvelles propositions de Sa Sainteté étoient pleines de difficultés, & qu'il paroissoit, qu'Elle n'avoit pas de si bonnes intentions, qu'Elle le disoit : Que pour les prisonniers, on les pouvoit rendre de la manière, que l'on étoit convenu ; mais que toutes les autres propositions n'étoient pas recevables, d'autant, qu'elles étoient contraires à leur Gouvernement ; Que d'envoyer un Ambassadeur à Rome, pour demander la levée des censures, ce seroit avouer publiquement, qu'ils avoient failli, & que l'Interdit étoit juste ; Que de rapeler les Religieux, ce seroit faire trionfer leur desobéissance, & leur ingratitude, d'avoir abandonné leur Patrie ; Que de demander, que les loix ne fussent point exécutées durant le Traité, c'étoit une chose injuste, & trop préjudiciable à la Republique, pour y con-

### 336 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606.

sentir jamais; Que bien que l'inconstance du Pape fût un sujet pour eux, de retracter ce qu'ils avoient relâché, néanmoins pour montrer, qu'ils ne desiroient que la paix, ils vouloient demeurer fermes à tenir la parole, qu'ils avoient donnée; Qu'au reste, le Roi Très-Chrétien devoit rester content de ce qu'ils avoient fait pour l'amour de lui.

Le 15. de Novembre, Dom François de Castre, Neveu du Duc de Lermé, arriva à Venise, où il fut reçu avec de grans honneurs, & défraié à 200. écus par jour. Dans sa première audience particulière, il dit, que le Roi Catholique s'étoit cru obligé de contribuer à l'acommodement de la République avec le Pape, pour rendre la pareille au Sénat, qui s'étoit entremis autrefois pour pacifier les différends, que l'Empereur Charles-Quint son Aieul, & Philippe II. son Père avoient eus avec les Papes. Et pour exprimer, combien son Maître prenoit cete affaire à cœur, il alla jusques à s'écrier avec véhémence, que Sa Majesté sacrifieroit volontiers l'un de ses deux fils, pour apaiser cete querelle; & conclut, qu'il n'étoit point venu pour empêcher ni retarder l'effet des Traités déjà commencez, mais bien, pour y coopérer de tout son pouvoir, l'intention de Sa Majesté Catholique n'étant point de tirer cete négociation des mains du Roi Très-Chrétien, par l'entremise duquel elle auroit autant de plaisir de voir terminer cete affaire, que par la sienne propre.

Le Sénat répondit à cet Ambassadeur, par mille remerciemens pour son Maître, & dit ensuite, que l'on avoit employé toute sorte de soumissions envers le Pape pour le ramener, & que pour tout cela la Cour-de-Rome n'avoit rendu que des injures, publié des libelles difamatoires, & tâché de porter les peuples à la révolte; Que le Pape montrait



tant d'inconstance, en rétractant tous les jours sa parole, que l'on voioit, qu'il n'avoit point d'envie de s'accommoder ; Que néanmoins, si après ce que la République avoit fait, qui étoit plus qu'Elle ne devoit, Sa Majesté Catholique trouvoit quelque nouvel expédient, qui ne préjudiciât point à leur liberté, ni à leur honneur, ils étoient prests de montrer leur bonne volonté.

L'Ambassadeur dit, Qu'étant nouveau dans cete affaire, il ne devoit rien proposer, mais attendre les ouvertures du Sénat, qu'il supplioit de lui vouloir déclarer confidentiellement ses intentions. Le Doge répondit, Que puis qu'il desiroit les savoir, c'étoit, que le Pape traitât de Père à Fils, & ouvrist le chemin de l'accommodement, en levant son Interdit. Et ce Seigneur promit de le proposer au Pape, & de tâcher de le lui faire agréer.

Le Sénat délibéra ensuite, de lui communiquer tout ce que la République avoit relâché en faveur du Roi Tres-Christien, mais de le faire trouver bon auparavant à Monsieur de Fresne, qui y consentit tres-volontiers, disant, que cete communication étoit nécessaire, pour ne point donner de défiance aux Espagnols, à qui probablement le Pape avoit tout dit ; mais à condition, que ce que l'on avoit fait à la prière du Roi son Maître, ne se fît pas de nouveau pour le Roi d'Espagne, ce qui altéreroit les affaires.

L'on apella donc Dom François de Castre au Colége, où la Seigneurie lui fit lire tout ce qui s'étoit passé, & ce que l'on avoit relâché en faveur du Roi Tres-Christien : De quoi ayant remercié le Sénat, il proposa une suspension des loix, seulement pour un tems, & en gratification des deux Rois, laquelle, disoit-il, ne feroit aucun tort à la République, vu qu'ils n'y étoient point contraints ; remontrant, que suspendre pour un tems, n'étoit pas

1606.

suspendre absolument; que ne pouvant demander les prisonniers, puis qu'ils avoient déjà été acordés au Roi de France, il étoit de la bienséance d'acorder aussi quelque chose à son Maître, par exemple, cete suspension.

Le Sénat répondit, Qu'à la vérité la suspension qu'il proposoit ne seroit point crüe forcée, s'il n'y avoit point d'excommunication précédente; mais que le Pape aiant la verge à la main, & les menaces en la bouche, l'on croiroit toujours, que la République y auroit été contrainte; Que cete suspension seroit paroître l'excommunication légitime, & la mettroit en vigueur, ou du moins leur liberté en doute; Que ce n'étoit pas une bonne conséquence de dire, que la suspension pour un tems n'importoit nullement, parce qu'elle n'étoit pas de si grand préjudice, qu'une suspension perpétuelle; comme il ne s'ensuit pas qu'un homme ne soit offensé, parce qu'il le pourroit être davantage; Que la concession des prisonniers au Roi de France étoit un fait particulier, qui ne tiroit pas à conséquence, comme faisoit la suspension des loix, qui étant générales, comprenoient aussi des faits infinis, & que pour ce sujet, on ne l'avoit point voulu acorder au Roi de France, qui l'avoit pareillement demandée; Qu'enfin, si le Sénat eût voulu consentir à la suspension, il n'eût eu besoin de l'entremise de personne, puisque le Pape ne pouvoit rien demander de plus, & que le lui accordant, ce ne seroit plus un accommodement, parce que l'avantage se trouveroit tout d'un côté, &, qui pis est, du côté de celui, qui auroit offensé, au lieu, que ce devoit être tout le contraire.

L'Ambassadeur témoigna, Qu'il n'étoit point content de cete réponse; Que véritablement il se voioit caressé, honoré, & bien traité par la République; mais qu'il n'estimoit rien tout cela,

au-

au prix de l'honneur qu'il auroit à obtenir quel- 1606.  
que chose en faveur de son Maître : Que s'il se  
retiroit sans avoir rien avancé, sa réputation, &  
celle du Duc de Lerme son oncle, y seroient fort  
intéressées. Et puis étant allé trouver le Doge  
dans sa chambre, il dit, Qu'il y avoit déjà 43.  
jours, qu'il étoit à Venise, où le peuple disoit,  
qu'il ne faisoit qu'écornifler, & qu'étant un jeune-  
homme, ces sages Vieillards avec qui il traitoit,  
se désferoient aisément de lui avec des bonnes pa-  
roles sans effets; Que la République en aiant tant  
fait pour la France, il étoit bien raisonnable qu'El-  
le fît du moins peu de chose en faveur du Roi son  
Maître, qui n'étoit pas moins leur ami. Le Doge  
répondit, Que la République eût fait pour Sa Ma-  
jesté Catholique tout ce qu'elle avoit fait pour Sa  
Majesté Tres-Chretienne, si Don Inigo de Car-  
denas eût continué son entremise; (car cet Am-  
bassadeur, qui avoit fait les premiers pas, s'arêta  
lorsque Henri IV. commença de s'en mêler); Que  
du reste, Don François, après la communica-  
tion, qui lui avoit été faite, avoit un champ li-  
bre & spacieux pour s'employer avec réputation  
auprès du Pape, en le suppliant de vouloir, en  
considération du Roi-Catholique, se contenter de  
ce que la République avoit relâché en faveur du  
Roi Tres-Chretien; ce que Sa Sainteté venant à  
lui accorder, il auroit la gloire d'avoir obtenu ce  
qu'elle avoit refusé aux autres; &, par consé-  
quent, une tres-grand part à l'accommodement.

L'Empereur continuant dans la resolution que  
j'ai dit, qu'il avoit prise de s'en mêler, délibéra  
de charger le Duc de Savoie, & le Marquis de  
Castillon (Don François de Gonzague) de cete  
commission. Le Sénat en aiant eu avis par son  
Ambassadeur, lui ordonna de remercier S. M. Imp.  
de ce qu'elle destinoit un si éminent sujet, que le Duc

### 340 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

1606. de Savoie, pour traiter l'acommodement; & de la supplier en même tems de tourner ses offices vers le Pape, de qui venoit toute la duresse, se rendant de jour en jour plus difficile. Mais ce dessein de l'Empereur n'eut point son effet, parce que le Duc s'étant mis en tête de joindre avec la qualité de Commissaire de l'Empereur, celle de *Représentant*, des Rois de France & d'Espagne, pour traiter avec plus de réputation, il y trouva de grans obstacles chez les deux Rois. Car les Espagnols l'en dissuadèrent adroitement, lui disant, Qu'il y aloit de son honneur, de s'exposer dans une affaire, dont le succès étoit bien incertain; & que d'ailleurs il n'étoit plus tems de révoquer les commissions données à Dom François de Castre: mais ils ne lui disoient pas le soupçon qu'ils avoient, qu'il ne voulût se prévaloir de cete députation, pour quelque autre grand dessein contraire à leurs intérêts, le regardant plus comme un grand Capitaine, que comme un instrument de paix. En France la demande du Duc aiant été prise pour une ruse Espagnole, le Roi s'excusa de la lui accorder, sur ce qu'il avoit déjà nommé le Cardinal de Joieuse, pour accomplir le Traité, que ses Ambassadeurs avoient commencé à Rome & à Venise. Ainsi se passa l'année 1606.

1607. Quoique le Pape eût grand'envie de se tirer d'affaire par une prompte paix, il fit néanmoins semblant de se préparer à la guerre. Il obtint des Genoïs de lever 4000. Corfès, à condition, qu'ils en nommèrent les Capitaines; ce qui ne s'exécuta point, non plus que la levée d'un Régiment de 3000. Suisses, que l'Evêque de S. Sévere, son Nonce, avoit demandée aux Cantons Catholiques. Et pour faire encore plus d'éclat, il déclara en plein Consistoire, qu'il vouloit faire la guerre aux Vénitiens, & nomma le Cardinal Borghese, son

Neveu, pour Légat de son armée. D'un autre côté, le Comte de Fuentes, Gouverneur de Milan, leur ennemi secret, & qui vouloit, disoit-on, aler armé en Paradis, fit battre le tambour, mit sur pié quelques Compagnies d'Infanterie, & envoya en Suisse; & en Allemagne, pour y faire des levées; comme aussi à tous les Princes d'Italie, pour les attirer au parti du Pape; ce qu'il faisoit seulement pour l'amuser par de vaines apparences, & pour montrer, que le Roi d'Espagne étoit le protecteur de Sa Sainteté, & le seul apui du Saint-Siège. Outre que l'intention de ce Roi étoit de se montrer partial pour le Pape, seulement pour ôter aux Vénitiens les esperances, qu'ils fondoient sur sa foiblesse, & sur son impuissance. 1607.

Le Sénat, pour n'être point surpris, arma aussi de son côté, & envoya 500000. écus à Padouë, Vérone, Bresse, Creme, & Bergame, 100000. pour chacune de ces Villes, afin de tenir leur milice toute prête. Il ordonna au Comte Martinengue de lever sur les conspis 4000. soldats François & 600. Cuirassiers; & il assemble toutes ses Galères, au nombre de 75. petites, & quatre grosses.

Les Turcs regardoient cet armement de part & d'autre avec beaucoup de plaisir, jusques à faire des jeûnes & des prières pour la durée de la discorde entre les Princes Chrétiens, & en action de grâces, disoient-ils, de ce que le Pape leur étoit plus favorable, que ne le leur avoit été aucun de leurs Moftis.

Dans cete conjoncture, le Sénat fit supplier le Roi par l'Ambassadeur Priulli, de vouloir déclarer ce que la République pouvoit attendre de lui, en cas que le Pape vint à rompre tout-à-fait. Monsieur de Fresne, à qui le Doge en parla à l'audience, dit, Que puisque la déclaration du Roi d'Espagne étoit publique, il ne devoit plus faire mystère

### 342 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1607. des commissions secrètes, qu'il avoit du Roi son Maître, qui étoient, que Sa Majesté leur serviroit d'ami dans le besoin; & il les en assura comme Ambassadeur. Ensuite, il leur proposa de prévenir les Espagnols, qui méditoient de venir dans le Vicentin, sous la conduite du Comte de Fuentes, & dit, que pour les en empêcher, il falloit mettre le feu chez eux, en faisant descendre les Grisons, alliés & bons amis de la République, dans l'Etat de Milan; les assurant, que s'ils vouloient secourir, & secourir les Trois Liges, Sa Majesté se déclareroit ouvertement pour eux; Que la République se devoit consulter elle-même sur ce point, mais qu'avant, que d'en venir à la rupture avec les Espagnols, il étoit nécessaire de s'expliquer avec Sa Majesté touchant le secours, que l'on en desiroit. Le Sénat répondit, Qu'il avoit pourvu à la défense du Vicentin, & de tout l'Etat; Que si le Comte de Fuentes formoit quelque entreprise, il trouveroit une vigoureuse résistance; Que la République aideroit puissamment les Grisons, & qu'Elle traiteroit de ce secours avec Sa Majesté, par le moyen de l'Ambassadeur Priuli, ou d'un autre, qu'on lui enverroit exprès; Qu'il ne restoit plus qu'à voir ce que Sa Majesté vouloit faire pour eux, en cas que l'on vint à rompre le Traité.

Durant tout le mois de Janvier Dom François de Castro ne cessa point de solliciter le Sénat pour la suspension des loix, de laquelle il ne demandoit point, bien qu'on lui fît toujours la même réponse. Il disoit, Qu'il ne tenoit plus qu'à cela, que le Pape ne fût satisfait, que, si ne, en contenteroit pas, le Roi son Maître cesseroit de l'appuyer; Que ce que la République avoit fait pour le Roi Tres-Christien ne suffisoit pas, n'étant pas de l'honneur de Sa Majesté Catholique, d'aller sur la marche d'autrui; Que néanmoins, il ne refusoit point de

de se joindre avec l'Ambassadeur de France, son 1607.  
Maître voulant bien avoir des compagnons dans  
une si bonne œuvre; mais qu'il demandoit une  
déclaration positive de ce qu'il auroit à faire, en  
s'unissant avec les François.

Pendant que cet Espagnol perdoit toutes ses  
peines à Venise, le Priuli travailloit en France à  
faire déclarer le Roi, qui refusa toujours de le  
faire, disant, Que ce seroit perdre son crédit  
auprès du Pape, & attirer sur soi le blâme de tout  
ce qui en pourroit arriver de sinistre; Qu'il avoit  
dépêché un ordre au Cardinal de Joieuse de pas-  
ser en Italie, pour conclure un bon accommodement.  
Monsieur de Fresne en proposa les condi-  
tions au Sénat de la part de Sa Majesté, savoir,  
Que les prisonniers fussent mis entre les mains d'un  
Commissaire Eclésiastique; Que la Seigneurie en-  
voiat un Ambassadeur à Rome, lequel étant ar-  
rivé à un lieu, que l'on conviendrait, le Pape le-  
veroit ses censures, & le Sénat sa protestation;  
après quoi, l'Ambassadeur poursuivroit sa route.

Et qu'enfin l'on rapelerait les Jésuites. Le Doge  
répondit, Que pour les prisonniers, la Républi-  
que les avoit donnés au Roi, pour en faire ce  
qu'il lui plairoit; mais qu'Elle n'enverroit jamais  
d'Ambassadeur, que le Pape n'eût réparé l'injure,  
en révoquant l'Interdit, vu que le monde auroit  
lieu de donner le tort à la République, si Elle fai-  
soit cete fausse démarche; Que pour les Jésuites,  
ils en avoient trop fait, pour être remis en grace,  
& que s'étant déclarés les ennemis jurés de la Répu-  
blique, il n'y avoit plus moyen de les rétablir; Qu'en-  
fin, le Cardinal de Joieuse seroit vu de tres-bon  
œil. \* & recevrait tous les honneurs dûs à son  
caractère: mais que la République voudroit bien,  
qu'il alât directement à Rome, où il étoit abso-  
lument nécessaire, pour porter le Pape à ce qui

\* Ils le  
croioient  
affection-  
né à  
leurs in-  
térêts, à-  
cause  
des hon-  
neurs ex-  
cessifs,  
qu'ils a-  
voient  
faits au  
Duc de  
Joieuse,  
son fré-  
re, à son  
passage  
par Ve-  
nise en  
1583.  
jusqu'à  
le faire  
Noble-  
Véni-  
tien, &  
à l'ad-  
mettre à  
baloter  
dans le  
Grand-  
Con-  
seil.

## 344 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1607. seroit de raison; d'autant, que le Sénat aiant accordé tout ce qu'il pouvoit, il ne restoit plus rien à faire, que du côté de Rome.

Ce Cardinal arriva à Venise à la Mi-Février; presenta les lettres du Roi son Maître au Colége, & y exposa l'ordre, qu'il avoit de Sa Majesté, de procurer le bien & la satisfaction de la République; Que le Pape vouloit, que la République lui envoiât un Ambassadeur, pour le prier de lever ses censures; Que tous les Religieux, & par conséquent les Jésuites, fussent rétablis; & qu'enfin le Roi lui donnât parole, que durant le Traité, les loix ne seroient point observées. Le Doge répondit, Que dès que le Pape auroit levé les censures, le Sénat enverroit un Ambassadeur à Rome, lequel y traiteroit l'affaire des Religieux; & que pour les loix, la République en useroit avec toute la modération requise. Le Cardinal répliqua, que le Roi étoit tres-satisfait de tout ce que le Sénat avoit délibéré, mais que le Pape ne voulant pas s'en contenter, Sa Majesté les prioit pour le bien de la Chréienté, de vouloir trouver un tempérament, par où le différend se pût accommoder, sans blesser leur liberté. Il ajouta, que comme Sa Majesté aprouvoit fort, qu'il ne se fît aucun Decret, ni autre marque, qui pût demeurer à la postérité, de la suspension des loix, aussi croioit-elle nécessaire de donner au Pape quelque sujet apparent de révoquer ses censures, qu'il avoit publiées à la vue de tout le monde; Que pour cet effet, Sa Majesté prenoit sur soi, de faire contenter Sa Sainteté d'une parole, qu'elle lui donneroit, que les loix ne s'exécuteroient point durant le Traité, sans que la République en fît aucun Decret; & que cete parole ne seroit donnée, que sur une assurance certaine, que Sa Sainteté leveroit en même tems les censures: De sorte que, par ce tem-  
pé-



pérament, l'affaire se termineroit à la satisfaction des deux parties; & sur tout, sans lésion de la liberté de la République, qui au contraire, en auroit toute la gloire. Sur quoi Monsieur de Fresne présent à l'audience, dit, que c'étoit beaucoup, que le Roi pût obliger le Pape à se contenter de cete fausse-monnoie, vu que la parole, que le Pape demandoit, n'étoit qu'une pure cérémonie; Que pour le rétablissement des Jésuites, dont Monsieur le Cardinal s'étoit abstenu de parler par modestie, il n'y devoit point avoir de difficulté, puisqu'il étoit ordinaire dans les acommode-mens, que ceux, qui avoient fomenté l'un ou l'autre parti, retournoient en leurs maisons; & que d'ailleurs, Sa Sainteté ne pouroit avec honneur abandonner la Cause de ces Pères, qui étoient sortis de Venise pour lui obéir, Mais le Sénat répondit, que le bannissement des Jésuites à perpétuité avoit été décrété pour des causes particulières, qui ne touchoient point à l'Interdit, comme pour avoir été auteurs de séditions, & de mouvemens dans l'Etat; avoir blessé l'honneur de la République dans leurs prédications; avoir condamné l'Aristocratie, & par conséquent la forme & les maximes du Gouvernement de Venise: Mais, que pour les autres Religieux, qui n'avoient point commis d'autres fautes, que de garder l'Interdit, le Sénat les rétablirait volontiers, & que Sa Sainteté sauvoit par là sa réputation; Qu'enfin, pour l'exécution des loix, ils ne pouvoient, que répéter ce qu'ils avoient déjà dit tant de fois, savoir qu'ils ne desisteroient jamais de l'usage de leurs loix, qui étoient justes, mais qu'il en useroient toujours d'une manière convenable à l'ancienne piété & religion de leurs ancêtres.

Il arriva en ce tems-là une chose, qui rendit le Pape encore plus opinâtre sur ce dernier point. Car aiant pris par les écrits, que les Jurisconsultes

## 346 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

1607.

de Venise faisoient courir, qu'il y avoit à Gennes une loi toute semblable à celle, que la République avoit faite, touchant les acquisitions des Ecclesiastiques, il en obtint la révocation des Genoïs; par où la cause des Vénitiens sembloit devenir plus mauvaise, où du moins plus odieuse.

Au commencement de Mars, il vint un Ambassadeur de Savoie à Venise, qui apporta au Collège la nouvelle de la résolution, que ce Duc avoit prise d'y venir, tant pour obéir à l'Empereur, qu'il avoit chargé de cete commission; que pour servir la République. A quoy l'on répondit, que l'on auroit bien de la joie de voir son Altesse, & que l'on se promettoit beaucoup de son entremise.

Sur cet avis, le Cardinal de Joieuse résolut d'aller lui-même à Rome, pour y poursuivre la conclusion du Traité; & partit le 17 du même mois de Venise, où le Marquis de Castillon, Ambassadeur de l'Empereur, arriva un ou deux jours après.

Ce Seigneur, sans se soucier de faire une Entrée publique, vint tout d'abord trouver le Doge, lui présenta des lettres de créance de Sa Majesté Impériale, & du Duc de Savoie, avec qu'il venoit de traiter à Turin; & fit de grandes instances, pour obtenir quelque chose de surcroît en faveur de l'Empereur; mais il ne put rien gagner.

Cependant, le Cardinal de Joieuse arriva à Rome; où il fut horriblement traversé par ceux, qui ne vouloient pas l'accommodement, ou du moins, qui ne vouloient pas, qu'il en fût l'auteur; ni que la France en eut la gloire. Le rétablissement des Jésuites en fit la principale difficulté. Le Pape voloit fort bien, qu'il y aloit de sa réputation, s'il les abandonnoit, vu même, qu'il leur avoit promis de ne faire jamais aucun accord, qu'ils n'y fussent compris. Mais le Cardinal du Perron lui remontra, que si cet intérêt empêchoit la conclusion du Traité, la

Cau-

Cause générale deviendrait la Cause particulière des Jésuites, & non point du Saint-Siège ; Qu'il falloit premièrement rétablir son autorité à Venise, où étant affermie, il lui seroit aisé d'y remettre ces Pères. Que Sa Sainteté avoit l'exemple de Clément VIII. qui dans la réconciliation du Roi de France, se désista prudemment de la demande du retour de cete Compagnie, dans la pensée qu'il eut, que le tems lui seroit obtenir ce qu'il voioit impossible alors. Où il ne manqua pas de réussir après. Ainsi, le Pape se contenta, que le Cardinal de Joieuse fist tout son possible pour le rétablissement de cete Société : mais que s'il n'en pouvoit pas venir à bout, il ne laissât pas de conclure. 1607.

Il restoit trois autres difficultez : La première, que le Pape vouloit, que Monsieur de Fresne, Ambassadeur de France à Venise, demandât par écrit au nom du Roi, & de la République la levée des censures. Mais on lui fit agréer, que cela fût fait par Monsieur d'Alincourt, qui résidoit auprès de Sa Sainteté. La seconde, que le Cardinal de Joieuse & cet Ambassadeur lui donnassent parole au nom du Roi, que la République consentoit, que les deux loix contestées ne fussent point observées jusques à la conclusion du Traité. A quoi le Cardinal, & Monsieur d'Alincourt répliquèrent, qu'ils donneroient volontiers parole à Sa Sainteté, que les loix ne seroient point exécutées jusques à l'accomplissement du Traité, mais sans dire, que ce fût du consentement de la République, qui ne l'avoit jamais donné ; Et le Pape s'en contenta. La troisieme étoit, que Sa Sainteté vouloit, que les censures fussent levées à Rome, suivant l'usage de cete Cour, & sans renvoyer le Cardinal à Venise ; ce qui, disoit-elle, étoit s'abaisser trop pour un Pape. Mais les Ministres de France

### 348 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1607.

ce lui remontrèrent, que c'étoit tout rompre, vu qu'il ne se pouvoit rien exécuter à Rome sans faiparoître, que le Sénat avoit failli, & que les censures étoient légitimes; ce que l'on ne passeroit jamais à Venise. De sorte que le Pape céda encore aux François ce point, qui étoit tres-essentiel.

Après cela, Sa Sainteté, aiant cru, que les prisonniers seroient rendus sans protestation, fut sur le point de rompre, quand Elle sut, que le Sénat étoit en résolution de protester. Mais le Cardinal du Perron détournâ adroitement le coup, en disant, que si l'on avoit à rompre pour ce sujet, il valoit bien mieux, que cela se fît à Venise, d'autant que l'on attribuerait alors toute la faute aux Vénitiens: au lieu que si l'on rompoit à Rome. tout le monde la rejetteroit sur Sa Sainteté.

Enfin, après tant de difficultez surmontées par la fermeté, & la prudence des Ministres de France, il restoit encore à convenir de la forme du Bref, où il faloit sauver la dignité du Pape, & l'honneur du Sénat; ce qui étoit sans exemple. Car les Papes levant leurs censures, ont coutume d'insérer dans leurs Brefs les actes d'humilité & de pénitence, faits par les censurés: au lieu, que dans cete affaire, le Pape ne pouvoit rien dire en sa faveur, ni au desavantage des Vénitiens, sans perdre tout. Le Cardinal trouva un sage tempérament, qui fut, de n'expédier aucun Bref, & de traiter verbalement à Venise, afin d'éviter tous les ombrages, & toutes les disputes. Son avis aiant plu, l'on dressa seulement une Instruction signée du Pape, qu'on lui donna, avec un certain Juge nommé Claude Montan, pour recevoir les prisonniers à Venise. Y étant de retour dans la Semaine Sainte, il exposa sa commission sans montrer aucune écriture du

du Pape, le Sénat voulut bien s'en rapporter entièrement à sa parole ; & ensuite , il expliqua les conditions , sous lesquelles Sa Sainteté lui avoit donné pouvoir de lever les censures , savoir , Que les prisonniers seroient consignez sans protester ; Que les Religieux sortis pour l'Interdit seroient rappelez ; Que la protestation contre le Monitoire seroit révoquée , comme aussi la lître-circulaire écrite aux Villes de l'Etat. Enfin , il fit de grandes instances pour les Jesuites , disant , qu'il pouvoit lever les censures sans cete condition ; mais qu'il la demandoit comme une chose passionnément desirée du Pape pour sa réputation ; du Roi son Maître pour le contentement de Sa Sainteté ; & enfin ; de lui Cardinal , qui estimeroit cete grace autant qu'une Couronne. Le Doge répondit , Que l'offre de donner les prisonniers au Roi , sans préjudice des droits de la République , avoit été agréée de Sa Majesté , & que par conséquent elle ne se pouvoit plus , ni changer , ni révoquer ; Que le rétablissement des Jesuites étoit impossible , après les grandes injures , que la République en avoit reçues , & que de parler de leur retour , c'étoit ruiner tout ce que l'on avoit fait.

Après cete réponse , le Cardinal parla de la manière de lever les censures , proposant d'aler en Eglise-S. Marc avec le Prince , & le Sénat , & d'y célébrer ou entendre une Messe , à la fin de laquelle il leur donneroit la bénédiction , pour marque de la levée de l'Interdit. Le Doge répondit , Que l'innocence de la République étant manifeste , il ne falloit pas , qu'il parût aucun signe de pénitence , ni d'absolution. Et le Cardinal répliquant , que la Bénédiction Apostolique ne devoit jamais être refusée par ceux , à qui elle étoit offerte ; le Doge repartit , que cela étoit vrai , & que la République ne la refuseroit jamais en toute autre occasion ,

1607.

sion , que celle-là , où , en la recevant , elle don-  
neroit lieu de croire , qu'elle auroit failli.

Les 4. jours suivans , le Sénat envoya deux Sé-  
nateurs au Cardinal , pour régler avec lui la forme  
de lever les censures. Le Cardinal tâcha de leur  
persuader de recevoir une bénédiction ; non pour  
absolution , mais purement comme une bénédic-  
tion ordinaire du Pape. Ils répondirent , que sa  
parole suffisoit à la République , & qu'en déclarant  
au Colége , que les censures étoient levées , en mê-  
me tems le Doge lui remétoit la révocation de  
la protestation. Pour les autres points , il fut arê-  
té , Que l'on consigneroit les prisonniers à Mon-  
sieur de Fresne , avec protestation de la République  
pour ses droits ; de quoy le Pape ne devoit point se  
formaliser puis qu'ils apartenoient au Roi , & que ce  
n'étoit pas à Sa Sainteté , que cete protestation se  
faisoit ; Que les Religieux , que s'étoient retirés ,  
seroient rétablis , à l'exclusion des Jésuites , & de  
14. Moines , qui étoient sortis , pour éviter la pu-  
nition de leurs crimes ; Que l'on ne feroit nulle men-  
tion de la lêtre écrite aux Villes de l'Etat , dau-  
tant qu'elle étoit secreta , & que celle , qui , avoit  
couru , étoit fausse. Outre qu'il n'y avoit pas de rai-  
son , de vouloir empêcher un Prince d'écrire ce qu'il  
lui plaisoit à ses Officiers , & à ses sujets ; Que l'on  
feroit un Manifeste imprimé , par lequel la proté-  
station seroit revequée ; Et qu'enfin après les cen-  
sures levées , l'on nomméroit un Ambassadeur , pour  
aler résider auprès de Sa Sainteté. Après cela ,  
l'on prit jour pour metre la dernière main à  
cet accomodement. Et ce fut le 22. jour d'A-  
vril , auquel Monsieur de Fresne s'étant rendu le  
matin chez le Cardinal de Joieuse , le Secrétaire  
Marc Otobon y vint avec deux Notaires Du-  
caux , & s'adressant à cet Ambassadeur , lui dit :  
*Voilà , Monseigneur , les deux prisonniers , que*  
la

Cet ex-  
pédient  
fut trou-  
vé par  
M. de  
Fresne.

la Sérénissime République envoie à V. E. en gratification du Roi Tres-Chretien, déclarant, que c'est sans préjudice de l'autorité, qu'elle a de juger les Eclésiastiques. A quoi Monsieur de Fresne répondit, qu'il les recevoit ainsi, & le Secrétaire en prit Acte des deux Notaires, qu'il avoit amenés. Ensuite, Monsieur de Fresne alla trouver le Cardinal, à qui ayant présenté ces prisonniers, le Cardinal dit, *Monsieur, donnez-les à cet homme-là*, montrant le Commissaire envoyé par le Pape, lequel les toucha, pour marque, qu'ils étoient à lui. Après cete formalité, le Cardinal accompagna de l'Ambassadeur ala au Collège, où il déclara, que les censures étoient levées, & les en félicita. Là-dessus, le doge lui mit entre les mains l'Acte de révocation contenu ci-dessous, & remercia Sa Majesté Tres-Chretienne, & le Cardinal, qui les pria en se retirant, d'envoyer au plutôt un Ambassadeur à Rome. Ce que le Sénat commença d'exécuter le même jour, en nommant pour cete fonction le Chevalier François Contarin, père du dernier Doge de ce nom.

Ainsi, se termina le différend du Pape, & des Vénitiens, à la gloire immortelle du Roi Henri-le-Grand, qui soutint dignement, dans toute cete affaire, la qualité de Fils-Ainé de l'Eglise.



B R E F  
D'EXCOMMUNICATION  
DU PAPE PAUL V.  
CONTRE LES VENITIENS.

**P**AUL PAPE V. A nos Vénérables Frères les Patriarches, Archevêques, Evêques de l'Etat de Venise. A leurs Vicaires-Généraux, & à tous les Abbés, Prieurs, Primiciers, Archidiacons, Archiprêtres, Doiens, Curés, Recteurs, & autres personnes Ecclésiastiques, tant Séculiers que Réguliers, ayant dignité Ecclésiastique dans l'Etat de Venise : **SALUT & Apostolique Bénédiction.**

Depuis quelques mois, il est venu à notre connoissance, que dans les années précédentes, le Duc & le Sénat de Venise ont fait dans leur Conseil plusieurs Décrets contraires à l'autorité du Saint-Siège, à la Liberté, & à l'Immunité Ecclésiastique, comme aussi repugnans aux Conciles Généraux, aux Sacrés Canons, & aux Constitutions des Papes; Et entre les autres, un du 23. Mai de l'année 1602. à l'occasion d'un certain différend mû entre le Docteur François Zabarelle d'une part, & les Moines de Praglia, \* de l'Ordre de S. Benoît, de la Congrégation du Mont-Cassin, de l'autre; par lequel il est défendu à ces Moines, & à tous les autres Ecclésiastiques de l'Etat, Séculiers ou Réguliers, comme aussi aux Religieuses, & aux Hôpitaux, d'acquiescer à l'avenir des biens

Dans le  
Padou.  
22.



biens immeubles , sous prétexte , qu'ils en sont seigneurs directs , ou autrement ; sans préjudicier néanmoins au droit de leur domaine direct. Un autre du 10. Janvier 1603. passé dans le Pregadi , lequel porte ; Que la défense faite autrefois de bâtir des Eglises , des Couvens ; des Hôpitaux , & autres Maisons Religieuses dans Venise , sans la permission expresse du Sénat , sera gardée dorénavant dans tous les Villes & dans tous les Lieux de l'Etat , sous peine de bannissement , de prison perpétuelle , & de la vente des fonds au profit du Public , contre ceux , qui violeroient l'Ordonnance. Un troisième , du 26. Mars 1605. par lequel , le Duc & le Sénat , fondés sur un autre Decret de l'année 1536 qui , à ce qu'ils disent , défendoit sous de certaines peines , de laisser aux Gens d'Eglise , par testament , ou par donation entre-vifs , des biens immeubles dans Venise , pour œuvres pies ; ni de les engager ou aliéner , sous quelque prétexte , que ce fût , sinon pour un certain tems ; (ce qui jusque-là n'avoit point encore été bien observé) non seulement ont renouvelé cete même défense , mais l'ont étendue à toutes les Villes & Terres de leur Etat , où ils l'ont fait publier par les Recteurs & les Podestats , qui les gouvernent , sous les mêmes peines énoncées dans le Decret de 1536. Outre cela , Nous avons appris , que le Duc & le Sénat ont fait emprisonner Scipion Sarasin , Chanoine de Vicence , & Brandolin Valdemarin , Gentilhomme de Frioul , Abbé de Nervesa , dans le Diocèse de Trevisé , personne constituée en dignité Ecclésiastique , pour de certains crimes , qu'on leur impute ; Prétendant , qu'ils ont ce pouvoir , en vertu de quelques privilèges , qu'ils disent leur avoir été acordés par quelques uns de nos Prédécesseurs. Et d'autant , que ces Decrets

### 354 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

crets renversent les droits , dont l'Eglise jouit par des Traitez & des Concordats *faits avec les Princes* , & font grand préjudice à l'autorité du Saint-Siège-Apostolique , & à la Nôtre ; aux anciens droits des Eglises , & aux privilèges & immunités des Ecclésiastiques ; ce qui va à la perte des Ames du Duc & des Sénateurs , comme aussi au scandale de beaucoup de gens ; les auteurs de ces loix ont encouru les Censures Ecclésiastiques , ordonnées par les Sacrés Canons , par les Conciles Généraux , & par les Souverains Pontifes , & la privation de tous les Fiefs & biens , qu'ils tiennent des Eglises ; desquelles censures & peines , ils ne peuvent être absous ni délivrés , que par Nous , ou nos successeurs , étant même inhabiles & incapables de recevoir l'absolution , s'ils ne révoquent auparavant les loix , qu'ils ont faites , par de nouveaux Edits & Decrets , & ne remettent toutes les choses en leur premier état. Mais comme le Duc & le Sénat , ~~après plusieurs remontrances~~ , & exhortations paternelles , que Nous leur avons faites depuis quelques mois , ne se sont pas encore mis en devoir de révoquer leurs loix , & retiennent toujours le Chanoine Sarasin , & l'Abbé Brandolin dans les prisons , sans avoir jamais voulu les consigner , ainsi qu'ils le devoient , à Nôtre Vénérable Frère Horace , Evêque d'Hiérace , Nôtre Nonce , résidant auprès d'eux : Nous , qui ne devons souffrir en nulle façon , que la Liberté & Immunité Ecclésiastique soit violée , ni que l'autorité du Saint-Siège , & la Nôtre soit méprisée , Nous conformant aux Decrets de plusieurs Conciles Généraux , & suivant les vestiges d'Inno-III. Honoré III. Grégoire IX. Alexandre IV. Clément IV. Martin IV. Boniface VIII. Boniface IX. Martin V. Nicolas V. & enco-

re quelques autres Papes , nos Prédecesseurs , dont les uns ont révoqué , de leur tems , de semblables statuts , faits contre la Liberté Eclésiastique , comme de droit nuls , invalides , & sans effet , & les ont déclarez pour tels ; & les autres en sont venus jusques à publier des excommunications contre ceux , qui avoient fait de telles Ordonnances : Après en avoir meurement délibéré avec nos Vénérables Frères les Cardinaux de la S. E. R. bien que les Decrets & Edits du Sénat rapportez ci-dessus , soient d'eux mêmes nuls , invalides , & sans effet , néanmoins du conseil & du consentement de nosdits Frères , Nous déclarons encore de nouveau par ce Bref , qu'ils sont nuls , invalides , & de nulle force & valeur , & que personne n'est obligé de les observer. Et de plus , par l'autorité de Dieu Tout-puissant , & des Bienheureux Apôtres S. Pierre & S. Paul , & par la Nôtre , Nous excommunions & dénonçons pour excommuniez le Duc & le Sénat de la République de Venise , lesquels sont aujourd'hui , & seront à l'avenir ; comme aussi leurs Fauteurs , Conseillers , & Adhérens ; tous en général , & chacun en particulier , quoi qu'ils ne soient pas spécialement nommés ; Voulant , que leurs noms & surnoms soient tenus pour exprimez par ces présentes ; si dans le terme de 24. jours , à compter du jour , que la publication des présentes se fera dans Rome ; (dont Nous assignons les huit premiers pour le premier terme ; les huit suivans pour le second ; & les huit autres pour le dernier & peremptoire , & pour une admonition Canonique) le Duc & le Sénat ne révoquent , cassent , & annullent publiquement les Decrets mentionnez , & tout ce qui s'en est ensuiwi , sans nulle exception , excuse , ni prétexte , & ne les font effacer de leurs Archives & Livres , où l'on  
à

### 356 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

a coutume d'enregistrer les Actes publics ; s'ils ne font savoir dans tous les lieux de leur obéissance, ou ils auront été publiés, qu'ils sont révoqués, cassés, & annulés, & que personne n'est tenu de les observer ; s'ils ne rétablissent toutes choses dans le même état qu'elles étoient auparavant, avec promesse de ne faire plus à l'avenir de semblables Decrets, contraires à la Liberté, Immunité, & Jurisdiction Ecclésiastique, à notre autorité, ni à celle du Saint Siège-Apostolique ; Nous donnant avis de la révocation, cassation, suppression, déclaration de nullité faite à leurs Sujets, & du rétablissement des choses en leur entier. Et enfin, s'ils ne remettent & confignent effectivement le Chanoine & l'Abbé prisonniers, entre les mains de l'Evêque de Hiérace, Notre Nonce. Et ils ne pourront être absous de cete excommunication, sous quelque prétexte, ou raison, que ce puisse être, que par Nous, ou par les Papes nos successeurs, si ce n'est à l'article de la mort ; mais de telle sorte, que si quelqu'un aiant reçu l'absolution en cet état, revient après en convalescence, il retombera dans la même excommunication, à moins qu'il n'obéisse autant qu'il lui seroit possible à notre commandement ; & que ceux qui viendront à mourir après avoir obtenu l'absolution, ne pourront néanmoins être inhumés en terre sainte, jusques à ce que l'on ait obéi au contenu de ce Monitoire. Que si après les 24. jours, le Duc, & le Sénat persistent encore trois jours dans leur obstination, (ce qu'il ne plaise à Dieu) aggravant cete Sentence d'excommunication, Nous métons dez-àprésent, & comme Nous ferions pour lors, la Ville de Venise, & généralement tous les lieux, qui en dépendent, en Interdit. Si bien, que ni dans Venise, ni dans pas une autre ville

ville ou lieu de son Domaine , ni même dans aucune Eglise , Oratoire particulier , ou Chapelle domestique , l'on ne pourra dire la Messe , ni célébrer l'Office-Divin , ni en particulier , ni en public , excepté dans les cas permis & concédez de droit commun ; & pour lors cela ne se pourra faire , ailleurs , que dans les Eglises , & encore à portes fermées , sans sonner les cloches , & sans y admettre aucune personne interdite. Et les Indults , ni les privilèges , de quelque nature & qualité qu'ils soient , ne pourront servir au contraire , aux Eglises Séculières , ni aux Régulières , non pas même à celles qui dependent immédiatement du S. Siège , ou qui sont du Patronat du Duc & du Sénat , par fondation ou autrement : quand même elles seroient telles qu'elles ne fussent pas comprises sous la loi générale , & qu'il en fallût faire mention spéciale & individuelle. De plus , Nous privons & déclarons privés de maintenant le Duc & le Sénat , & chacun en particulier , & en son privé nom , de tous les biens Eclésiastiques , qu'ils tiennent en Fief de l'Eglise Romaine , ou des autres Eglises ; comme aussi de tous les Privilèges & Indults , qu'ils ont obtenus des Papes nos Prédécesseurs ; & spécialement du pouvoir de procéder contre les Clercs en de certains cas & délits. Et si le Duc & le Sénat continuent dans leur contumace , & dans leur endurcissement , Nous nous réservons , & à nos Successeurs , d'aggraver & réaggraver les censures , & les peines Eclésiastiques contre eux , & contre leurs Adhérens , Fauteurs , & Conseillers , & d'ordonner encore d'autres peines , & employer d'autres remèdes , suivant la disposition des Sacrés Canons , nonobstant toutes Constitutions , Ordonnances Apostoliques , Privilèges , Indults , & Brefs à ce contraires , acordés au Duc & au Sé-

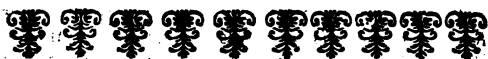
## 358 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Sénat, en général, ou en particulier, de ne pouvoir être interdits, suspendus, ni excommuniés; Auxquels Nous dérogeons par ces présentes, spécialement & expressément pour cete fois-ci.

Et afin que ce Monitoire vienne à la connoissance de tout le monde, Nous vous enjoignons, & commandons par ces Létres à tous ensemble, & à chacun de Vous en particulier, Patriarches, Archevêques, Evêques, Vicaires Généraux, & autres, en vertu de la sainte obéissance, par la crainte des Jugemens de Dieu, & sous peine de suspension, & de privation de vos revenus, & même de vos Dignités, Bénéfices, & Charges Eclésiastiques; comme aussi de la voix active & passive, & sous toutes les autres peines, que vous pourriez encourir de Nôtre part; Qu'après avoir reçu nos Létres, ou en avoir en avis, Vous les publiés, ou fassiez publier dans vos Eglises, lors qu'il y aura affluence de Peuple; & puis afficher aux portes de ces mêmes Eglises. Enfin, Nous voulons, que soit ajoutée aux copies, même imprimées, qu'il seront signées par un Notaire, & sellées du sceau de quelque personne constituée en Dignité Eclésiastique, comme aux Originaux, que Nous vous adressons; & que la publication de ce Monitoire faite dans Rome, où il a été affiché selon la Coutume aux portes des Eglises de S. Jean de Latran, & du Prince des Apôtres, & à celles de la Chancellerie Apostolique, & outre cela, dans la Place appelée *Campo de Fiore*, oblige autant le Duc, le Sénat, & tout le Clergé de l'Etat de Venise, que s'il avoit été présenté & intimé à chacun d'eux, & de Vous en particulier. DONNE' à Rome, sous l'Anneau du Pêcheur, le 17. Avril de l'an 1606. le premier de Nôtre Pontificat.

M. VESTRIUS BARBIANUS.

PRO-



## P R O T E S T A T I O N

du Sénat de Venise contre le Moni-  
toire de Paul V.

L E O N A R D D O N A T

*Par la Grace de Dieu*

*Doge de Venise.*

**A**UX Révérendissimes Patriarches , Ar-  
chevêques , Evêques de tout nôtre Do-  
maine de Venise , & aux Vicaires ,  
Abbez , Prieurs Recteurs des Eglises  
Paroissiales , & autres Supérieurs Eclésiastiques ,  
S A L U T .

Il est venu à nôtre connoissance , que le 17.  
du mois passé , N. S. P. le Pape Paul V. a fait  
publier & afficher dans Rome un certain Moni-  
toire fulminé contre Nous & le Sénat , & con-  
tre Nôtre République , adressé à Vous , de la  
teneur de la copie ci-jointe. C'est-pour-quoi, Nous  
trouvant obligés de conserver le repos & la tran-  
quillité de l'Etat , que Dieu nous a donné à gou-  
verner , & de maintenir l'autorité de Prince Sou-  
verain , qui ne reconnoit point d'autre supérieur  
pour le Temporel , que la Majesté Divine, Nous  
protestons par ces présentes lètres , devant Dieu  
& devant les Hommes , que nous n'avons rien  
omis de tous les moyens possibles pour rendre  
Sa Sainteté capable de nos fortes & invincibles rai-  
sons,

### 360 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

sons, premièrement, par l'entremise de nôtre Ambassadeur, résidant auprès d'Elle; & puis par les lètres, que Nous lui avons écrites en réponse des Brefs qu'Elle nous avoit adressez; Et enfin par un Ambassadeur exprès envoié à Rome pour cet éfet. Mais aiant trouvé les oreilles de Sa Sainteté fermées à toutes nos remontrances, & voiant, qu'Elle a fait publier son Bref contre la forme de toute raison, & contre tout ce que l'Ecriture-Sainte, les Saints-Pères, & les Sacrez Canons nous enseignent, au préjudice de l'autorité séculière, que Dieu nous a commise, & de la liberté de nôtre Etat; au grand dommage & trouble de la jouïssance paisible, que nos fideles Sujets ont par la grace divine de leurs biens, de leur honneur, & de leurs vies sous nôtre Gouvernement; & au scandale universel de tous les Peuples, Nous avons tout sujet de tenir ce Bref, non seulement pour injuste, & non mérité par Nôtre République, mais encore pour nul, & de nulle valeur, & par conséquent invalide, & fulminé en vain & illégitimement, *Et desacto nullo juris ordine servato.* Si bien que Nous n'avons pas même jugé à propos d'emploier contre ce Monitoire les remèdes, dont nos Ancêtres, & les autres Princes Souverains, se sont servis envers les Papes, qui dans l'exercice de la puissance, que Dieu leur a donnée pour l'édification, ont passé les bornes de la Justice. Car d'ailleurs, Nous sommes certains, que le Bref de Sa Sainteté sera tenu & réputé pour tel par Vous, & par tous nos autres bons & fideles Sujets, & par tout le monde. Ainsi, Nous sommes assurez, que comme vous avez donné jusques-ici tous vos soins à la conduite des ames de nos Sujets, & au maintien du Culte-Divin, qui par vôtre vigilance fleurit dans cet Etat autant que dans pas-un autre, Vous continuërez de même à l'avenir de leur rendre le devoir Pastoral; étant bien ré-

so-



folus de nôtre part de persévérer dans la Foi-Catolique-Apostolique , & dans l'obéissance de la Sainte-Eglise-Romaine ; comme nos Ancêtres ont toujours fait par la grace de Dieu, depuis la fondation de nôtre Ville, jusques à-présent.

Au reste , Nous voulons & ordonnons , que cete Déclaration soit affichée dans tous les lieux publics de cete Ville , & de toutes les autres soumises à Nôtre Seigneurie , dans la pensée , que nous avons, qu'une publication si manifeste ira aux oreilles de tous ceux , qui ont eu connoissance du Monitoire de Rome , & même jusques à celles de Sa Sainteté , que Nous prions Dieu de vouloir inspirer & toucher, afin qu'Elle connoisse la nullité de son Bref , & de tous les autres Actes, qu'Elle a faits contre Nous : & qu'en reconnoissant la justice de nôtre Cause , Elle nous donne les moïens , & nous afermisse dans la volonté, de garder l'obéissance au Saint-Siège-Apostolique , auquel Nous & toute Nôtre République , à l'exemple de nos Prédécesseurs, avons été, & serons toujours entièrement dévouiez. Donné dans Nôtre Palais Ducal , le 6. Mai, Indiction IV. 1606.

Signé , J A Q U E S G I R A R D Secrétaire,

Le Nonce du Pape vit cete Protestation affichée à la porte de l'Eglise de Saint François de la Vigne, proche de son Palais, le propre jour de son Audienec de congé , qui fut le 8. Mai.

Au sujet du Monitoire du Pape, & de la Protestation du Sénat, remarquez , que Paul V. étant Cardinal Borguese, avoit dit à Léonard Donat, Ambassadeur de Venise, que s'il étoit Pape, il ne s'amuseroit pas à contester avec la République, comme faisoit Clément VIII. Mais procéderoit

*Tome I.*

Q

con-

## 362 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

\* Paul Piafcochi dans sa Cronique ad

annum 1605. Où il ajoute, *non multo post, ille Pontifex Rom. & iste Dux Venetiarum creatus, eisdem studiis in Magistratu, quibus antea Magistratum, pro illa causa certarunt.*

~~~~~

### LETRE DU SENAT

*de Venise, écrite aux Recteurs, Consuls, & Communautés des Villes, & des autres Lieux de son Etat.*

**D**IEU aiant établi les Princes pour être ses Vicaires & ses Lieutenans en Terre, & en cete qualité, gouverner les Hommes, & conserver la Société-Civile, chacun dans ses Etats particuliers; ainsi qu'il gouverne lui seul tout l'Univers par sa bonté, & par sa sagesse infinie: La République de Venise, toujours soigneuse de s'aquiter de son devoir envers ses Peuples, a voulu par une tendresse paternelle, qu'elle a pour les Habitans des Villes de son Etat, qui sont ses propres membres, les rendre participans de toutes les loix & les statuts, qu'elle a jugé leur pouvoir être utiles; l'intérêt de ces Villes ne lui étant pas moins cher, que celui de la Ville de Venise même.

Comme il y a donc une ancienne Ordonnance, faite depuis plusieurs centaines d'années, par laquelle, il est défendu d'aliéner, engager, ni vendre des biens-immeubles aux Gens-d'Eglise dans Venise; & dans le Duché, parce que n'y ayant point d'espérance, que ces biens puissent jamais retourner entre les mains des Laïques, quand

ils en font fortis une fois; \* il importe extrêmement <sup>\* Car</sup> au Public, d'empêcher les acquisitions continuelles, <sup>comme les</sup> que ces gens-là font au grand dommage de tous <sup>Eglises</sup> <sup>sont per-</sup>

<sup>petuelles,</sup>  
dit Frà-Paolo dans ses considérations sur l'Interdit, si elles  
acqueroient toujours, les Eclésiastiques se trouveroient bientôt  
les maîtres de tous les biens, au grand préjudice des Lai-  
ques, dont les familles s'éteindroient de jour en jour, par  
la diminution de leurs revenus. D'où il ariveroit que le  
Corps de la Noblesse périroit; que toute la Police Civile ces-  
seroit; & que tout l'Etat se réduiroit à deux sortes de gens,  
les Eclésiastiques & les Villageois. Et comme dit Ulpien ff.  
de Mun. & hon. l. 3. viribus & viris destitueretur,  
(Respublica.

La Loi, qui défend l'aliénation des biens séculiers aux Eclé-  
siastiques, n'entreprend nullement, ni sur l'Eglise, ni sur  
les Eclésiastiques, puis qu'elle ne leur commande rien, mais  
seulement aux Laïques. Car qui est-ce, qui dira, qu'un  
Prince fait tort à un autre, quand il défend à ses Sujets un  
commerce, qui n'est pas avantageux à son Etat? On voit  
tous les jours les Princes, défendre le transport de certaines  
marchandises chez les Etrangers, qui pour cela ne s'en trou-  
vent point offensez, ni de ce que leur Voisin ne veut pas se  
servir de leurs manufactures, & autres choses semblables.

Enfin, le Prince a un très-grand & très-juste intérêt d'em-  
pêcher l'aliénation des biens séculiers aux Eclésiastiques, vu  
que par cete aliénation, dit Frà-Paolo, ibid. il perd ses  
droits, & les services personnels, qui lui sont dûs par les  
Gentilshommes & Officiers particuliers, de qui il reçoit de  
grands secours dans les besoins de son Etat: les Eclésiastiques  
se prétendant exemts de toutes les charges & courvées publi-  
ques. Outre cela, le Prince a droit de confisquer les biens-  
immeubles des Particuliers, qui commettent quelque faute,  
ou quelque crime: Mais quand ces biens passent aux Eclé-  
siastiques, il ne peut plus les confisquer. Pourquoi donc ne  
lui sera-t-il pas permis de conserver son droit naturel & lé-  
gitime?

## 364 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

les Citoyens, qui à la fin ne pourroient plus porter les charges de l'Etat, ni contribuer ce qu'ils doivent à la Patrie, soit en paix ou en guerre, s'ils se dépouilloient de leurs possessions, & de leurs immeubles. A quoi la Sérénissime République de Venise voulant remédier, de peur qu'un abus introduit avec tant de confusion ne s'étendît dans les autres Villes & Lieux de son obéissance, où les Eclésiastiques ont si bien fait par leurs adresses, aidez de la simplicité des personnes pieuses & dévotes, que la quatrième, & même la troisième partie des fonds & des autres biens-immeubles leur a été aliénée; \* le Sénat a ordonné, que cete loi, qui n'étoit auparavant que pour le Duché de Venise, soit gardée & observée maintenant

\* Le  
Séna-  
teur  
Antoine  
Quarini

dans son Manifeste pour la défense des droits de sa République, observe, que les Eclésiastiques possédoient déjà de son tems plus de 30. millions d'or, & que leurs revenus montoient à plus d'un million & demi d'or.

Frà-Paolo, dans ses Considérations, dit, Que les Eclésiastiques de l'Etat, qui ne faisoient qu'une centieme partie du Peuple, avoient presque autant de bien, que le Peuple même; Que dans le Padoüan, ils y possédoient plus d'un tiers des biens, & des fonds-de-terre; dans le Territoire de Bergame, plus de la moitié, & qu'il n'y avoit pas un lieu dans tout l'Etat, où ils ne tinssent du moins la quatrième partie des biens. De sorte, que si le Sénat permettoit, qu'ils fissent de nouvelles acquisitions, ils ôteroient jusques à la nourriture aux Laïques, & resteroient les maîtres absolus de tout le pais. Outre qu'il y avoit des Monastères établis seulement depuis 40. ans, qui avoient trois fois plus de revenu, que ceux, qui avoient trois ou 400. ans d'ancienneté dans la Ville. Qu'ainsi, le Pape n'auroit qu'à acorder à plusieurs Religions, qui ne sauroient posséder des biens-immeubles, la permission d'en acquérir; comme il a fait aux Jacobins, aux Cordeliers, aux Augustins, &c. & que bien tôt-l'on verroit tous les biens séculiers entre leurs mains.

nant dans toutes les Villes & les Terres de son Etat, estimant, qu'il est injuste, que vous portiez incessamment les charges & impositions publiques, pendant que des gens, qui ne servent à rien, ou du moins à peu de chose, jouissent paisiblement, & sans rien faire, des biens, que vos Pères & vos Ancêtres ont acquis au prix de leur sang. En quoi le Sénat se conforme à l'exemple de tous les autres Princes Chrétiens, qui ont fait de semblables Ordonnances. Celle-ci ne regarde que les Sujets & les biens Laïques, & ne diminue en nulle façon les biens spirituels, & des gens-d'Eglise, à qui la République laisse la liberté toute entière d'acquérir, & de recevoir des dons en argent-comptant, ou en toute autre chose mobile équivalente; & même des biens-immeubles, pourvu que ce soit avec la permission & le consentement du Sénat. Et comme les biens Ecclésiastiques sont défendus, & conservés par les Princes, aux dépens du Public, aussi, est-il juste, que les gens-d'Eglise en fassent part aux Princes, ainsi que les Conciles l'ont jugé, dans les nécessités publiques, soit en paix, ou en guerre. Il arrive encore souvent, que sous le manteau de la Religion, il s'introduit dans les Villes des bandes d'hommes étrangers, qui bâtissent des Eglises, des Maisons, & des Oratoires en des lieux jaloux, & incommodes à la sûreté publique; & qui, outre qu'ils apportent avec eux des coutumes contraires à celles du País, produisent de très-méchans effets; quand ce ne seroit, que de partager les aumônes, qui ne peuvent suffire à un si grand nombre de personnes, au grand préjudice des anciennes Maisons Religieuses, \* dont les mérites & les prières maintiennent & font prospérer la République. Abus, auxquels le

Frà-  
Paolo,  
dans ses  
considé-  
rations,  
remar-

## 366 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

tres bien, que toutes sortes de Religieux ne sont pas bons par tout. Sur quoi il raporte deux exemples, l'un des Capucins, à qui le Roi Catholique n'a jamais voulu donner entrée dans ses Roiaumes d'Espagne; L'autre, des Moines, qui ayant commencé de bâtir une Eglise dans un certain lieu appelé, Mandrilla, sans la permission de Philippe II. furent obligés de cesser leur bâtiment, que ce Prince fit boucher de tous côtez, pour servir d'exemple aux autres Moines. Ce qui se fit aux yeux de Paul V. qui étoit alors Nonce Extraordinaire en cete Cour, sans qu'il osât témoigner de le trouver mauvais.

Il ajoute, que comme il n'y a point de Prince, qui voulast jamais souffrir, qu'il vint des Etrangers dans ses Etats, pour s'y établir sous la conduite d'un Chef, ni que ces gens la traitassent secrettement avec ses Sujets, parce qu'il les auroit pour suspects. De même un Prince doit pour le bien & le repos de son Etat, prendre garde, que sous prétexte de bâtir des Eglises & des Monastères il ne s'introduise chez lui des gens mal affectionnez, qui par le moyen de la Confession, & des entretiens (prétendus) spirituels, puissent corrompre la fidelité de ses Sujets. Témoin, de certains Religieux étrangers à Venise, qui débauchoit les ouvriers de l' Arsenal, en les attirant au service des autres Princes. L'on sait d'ailleurs, combien ces bâtimens de Monastères ont apporté de dommage aux Villes, lorsqu'elles ont été assiégées par les ennemis; pour avoir été faits en des lieux, qui incommodoient ces Villes: De sorte, qu'il a souvent falu raser ces Couvens pour mettre ordre à la défense publique. Ce n'est point encore, continuë-t-il, l'avantage du service de Dieu, ni du Public, qu'il y ait tant d'Eglises: au contraire, quand il y en a trop, elles sont négligées & mal entretenues. Outre qu'une Eglise, qui manque des choses nécessaires, & où par conséquent le service ne se peut pas faire avec toute la propreté & la bienséance requise, donne occasion à mille irrévérences, & cause plus de désordre parmi les Chrétiens, que dix autres bien parées & bien servies ne peuvent leur inspirer de respect & de dévotion. Ajoutez à cela le scandale que font tant de Religieux, qui faute de pouvoir subsister, sont contraints de faire mille bassesses, & de s'embarasser dans mille intrigues

peu

peu conuenables à leur Profession, pour trouver moien de vivre.

Enfin, s'il est permis à chaque Particulier, d'empêcher l'Eclésiastique de bâtir sur son fonds, sans que pour cela l'on puisse dire, qu'il a entrepris sur l'Eglise, ni sur les Eclésiastiques. Pourquoi ne sera t il pas libre à un Prince, qui a le Domaine de tous les fonds de son Etat, d'empêcher, quel'on n'y bâtisse sans sa permission. Si donc il est injuste de bâtir une Eglise sur le fonds d'un Particulier sans son consentement, il n'y a pas moins d'injustice de vouloir bâtir sur les Terres d'un prince, sans avoir son agrement. Et quand Dieu a donné aux Eclésiastiques le pouvoir de construire des Temples & des Eglises, il n'a point ôté pour cela ni la propriété du fonds au Particulier, ni le Domaine & la Jurisdiction au Prince.

Sénat ne pouvoit pourvoir, qu'en défendant la construction de tels & semblables Edifices, sans détruire néanmoins les anciens, qui se trouvent en plus grand nombre dans nôtre Etat, que dans pas-une autre Province de la Chretienté. Mais comme le Sénat, à qui touche le soin de la sureté & de la commodité publique, est bien informé des nouveautés, qui se glissent tous les jours, & voit, que ses Ordonnances ont été négligées, & mises en oubli par la faute de ses Officiers; il lui a paru nécessaire de les renouveller & publier, estimant, qu'il est du service de Dieu, d'affurer le repos & la liberté des Peuples, que la Majeste Divine a commis à sa garde. Outre qu'il est impossible de vivre en paix dans un Etat, si l'on n'y veille incessamment sur les méchans & sur les factieux, parmi lesquels il se trouve souvent (chose connuë de tout le monde) des Religieux & des Eclésiastiques, qui à mesure qu'ils augmentent en nombre & en richesses, deviennent aussi plus licentieux & plus insolens, troublent non seulement les familles particulières, mais encore toutes les Villes, chassant aux testamens, & aux succession des Riches, chi-

### 368 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

canant leurs voisins, & dressant des pièges à l'honneur & à la vie des autres, pour satisfaire à leur insatiable convoitise, sans épargner même le fer & le poison contre leurs proches parens, pour fraier le chemin à leurs diaboliques entreprises. Que d'ailleurs ces malfaiteurs, bien que Religieux & Ecclésiastiques, ont été punis de tout tems par nos Ancêtres, conformément aux loix divines & humaines, sans que les Papes l'aient jamais trouvé mauvais; au contraire, y en ayant eu plusieurs, qui les en ont loués par leurs Brefs, & par leurs Bulles. \*

Le Pape Innocent VIII. dans un Bref adressé au Patriarche de Venise, en date du dernier

Aiant

d'Octobre 1487. approuve la coutume de la République, de juger les Ecclésiastiques dans les affaires criminelles Nos, dit il, attendentes privilegia ad benè vivendum dari, non ad delinquendum, illaque præsidio bonis contra improbos esse debere, non autem malis ad nocendum facultatem, &c.

Le Prince, dit Fra-Paolo dans ses Considérations, qui reçoit un tribut de tous ses Sujets, pour défendre leur vie, leur honneur, & leurs biens, ne peut pas sans péché, se dispenser de les protéger contre ceux, qui leur font violence, quels qu'ils soient; & si ce sont des Ecclésiastiques, il ne doit pas se contenter, qu'ils soient châtiés de peines spirituelles; mais employer contre eux les temporelles, puisqu'il est, comme dit Saint Paul, Minister Dei vindicæ in iram ei, qui malum agit. Et cela est d'autant plus nécessaire, que si les Laïques se voioient frustrés de cete juste vengeance des crimes des Ecclésiastiques, & de la protection, que le Prince leur doit contre tous ceux, qui les insultent, ils se feroient eux mêmes la justice, & mettroient souvent les mains sur les personnes sacrées. Ce qui seroit la source de mille maux, & alumeroit des seditions continuelles dans les Villes.

Et l'on ne sauroit dire, que c'est violer l'Immunité Ecclésiastique, & ôter la liberté aux gens d'Eglise. Car ce n'est point leur faire tort, non-plus qu'à tout le reste des hommes, que de leur ôter la liberté de mal faire.



Aiant donc voulu continuer dans cet ancien usage, ainsi, qu'il est de justice & de raison, & user de nos droits contre des gens acuzez de crimes énormes; il est arrivé, que Paul V. aujourd'hui Souverain Pontife, prêtant l'oreille à nos ennemis, qui le flatent & lui applaudissent, a été frauduleusement persuadé, d'empêcher nos actions & nos jugemens; d'interrompre nos anciennes coutumes: & nos Privilèges originaires; & de prescrire les bornes, qu'il lui plaît au cours de nos plus justes Ordonnances; chose, que nul Prince ni République n'a encore osé tenter depuis douze-cens ans; non-plus, que de nous empêcher de faire telles loix, que bon nous sembloit, pour la conservation de vos biens, ni de punir ceux, qui vous offensent, & qui troublent vôtre repos.

Que s'il est permis à chaque Particulier de gouverner sa famille à sa fantaisie, & de repousser les injures, qui lui sont faites; à plus forte raison le fera-t-il à une République, laquelle Dieu a établie pour avoir soin de vos personnes & de vbs biens; à une République libre, qui n'a jamais reconnu d'autre Supérieur, que la Divine Majesté; qui a employé ses trefors, & versé le sang de ses Citoyens, & de ses Sujets, pour la défense de l'Eglise Romaine, & des Papes, qui l'ont souvent honoré de leurs éloges & de leurs faveurs. Mais Paul V. bien loin de vouloir écouter nos justes raisons, que Nous lui avons fait exposer par l'entremise de nôtre Ambassadeur à Rome, avec tout le respect & toute la soumission, que nous devons, rendant le mal pour le bien, a fulminé contre Nous des Brefs, & des Monitoires rigoureux, le jour même de Noël, lorsque Nous alions recevoir la sainte communion, & que Marin Grimani nôtre Doge

~~~~~

T R A I T E  
D E L' I N T E R D I T  
D U P A P E P A U L V.

*Composé*

Par Pierre-Antoine Ribetti , Archidia-  
cre & Vicaire-Général de Venise.

F. Paul Sarpi, de l'Ordre des Servites,  
Téologien de la Sérénissime Républi-  
que de Venise.

F. Bernard Jourdan , F. Michel-Ange  
Bonicelli , & F. Marc-Antoine Ca-  
pello , Téologiens de l'Ordre de S.  
François.

F. Camille, Téologien de l'Ordre de S.  
Augustin.

Et F. Fulgence, Téologien de l'Ordre  
des Servites.

*Traduit de l'Italien.*

**L**E zèle, que chacun doit avoir pour le ser-  
vice de Dieu , l'intérêt de notre propre sa-  
lut, & la conjoncture présente des diferends,  
qui sont entre le Pape & la Sérénissime République  
de Venise, nous obligent d'examiner diligemment  
deux questions.

La

La première, Si les Eclésiastiques de Venise, doivent, ou peuvent observer, sans péché, l'Interdit de Paul V.

La seconde, Si le Prince (ou la Seigneurie de Venise) peut & doit en empêcher l'observation, pour le bien & le repos de ses Sujets.

Il y a des gens, qui s'imaginent, que pour prouver, que les Eclésiastiques de cet Etat sont obligés à garder l'Interdit, & que le Prince le leur doit permettre, il n'y a qu'à montrer, que chacun en particulier doit obéir au commandement juste & raisonnable du Pape. Ce qu'ils s'efforcent de prouver de tout leur pouvoir, mais, à mon avis, fort inutilement, & bien hors de propos. Car on leur accordera très-volontiers, non seulement cela, mais même, qu'il faut obéir au commandement juste de l'Evêque, du Prince, & du Magistrat. Et pour étendre encore davantage leur proposition, nous dirons que l'on doit aussi l'obéissance au commandement juste du Père, du Maître, & du Mari. Que s'il veulent la restreindre aux termes convenables, ils doivent dire plutôt, que l'on doit obéir au juste commandement humain de tout Supérieur, quel qu'il soit, à moins que de pécher; d'autant que le commandement juste porte nécessairement avec soi l'obligation de l'obéissance, y ayant contradiction de séparer l'un d'avec l'autre.

Toute la difficulté est de montrer, que le commandement est juste. Car comme tout homme, qui commande, a avec la qualité de Supérieur le défaut d'être sujet à faillir, cette faiblesse se rencontre pareillement dans la personne du Pape, selon le témoignage de S. Paul aux Hebreux: *Ch. 5. Et ipse circumdatus est infirmitate, & debet pro suis delictis hostias offerre, deinde pro populo.* Et dans la lettre aux Galates, il donne l'ex-

### 374 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

temple de S. Pierre , à qui il résista en face , parce qu'il méritoit d'être repris. En effet, tous les Docteurs de l'Eglise s'accordent en ce point, que le Pape peut faillir ; si ce n'est quand il détermine les choses de Foi, *ex Cathedra*. A quoi quelques Modernes ajoutent encore ce qui regarde les mœurs en général, bien que dans le fond ce soit la même chose , vu que rien ne concerne les mœurs en général , qui ne soit de Foi. Il suffit , que tous les Docteurs soient d'accord , que le Pape peut manquer dans ses jugemens particuliers, & nous avons plusieurs exemples des fautes faites par les Papes: Et les Sacrez-Canons nous enseignent, que le Pape, non seulement peut faillir, mais encore peut devenir hérétique. *Dist. 40. Cap. Si. Papa.*

Cela supposé, notre dessein est de prouver, que les Eclésiastiques de l'Etat de Venise ne doivent point garder l'Interdit, parce qu'ils ne savent pas suffisamment, si la Ville & son Domaine sont excommuniées: Que quand même ils le sauroient, ils ne doivent pas non plus l'observer, parce qu'il en naîtroit du scandale & du trouble dans l'Etat de l'Eglise. Et supposé encore, qu'il n'en pût arriver de mal, ils en sont dispensés par une juste crainte, qui excuse de l'obéissance de toutes les loix & commandemens du Pape, Outre que quand ils n'auroient aucun sujet de crainte; ils ne devroient nullement obéir à cete Sentence, qu'ils ne fussent auparavant bien assurez qu'elle n'est pas injuste & nulle, comme c'est la commune opinion du monde.

Qu'enfin, la Seigneurie de Venise peut & doit, par toutes sortes de raisons, s'opposer à la publication, & empêcher absolument l'exécution de ce commandement du Pape, en châtiât ceux, qui oseroient s'en rendre les exécuteurs; étant certain & évident, que son Interdit est nul, & de nulle

valeur. Ce que nous allons montrer clairement par la preuve des propositions suivantes.

## PROPOSITION I.

*Le Commandement du Supérieur, & du Pape même, n'oblige point l'Inférieur, qu'il ne soit publié & intimé.*

**P**ARCE que le commandement du Juge n'oblige pas plus qu'il ne fait la Loi. Mais il est essentiel à la Loi, qu'elle soit publiée, sans quoi elle n'oblige point, comme Saint Thomas le prouve à fond, 1. 2. q. 40. a. 4. ni par conséquent le commandement. L'on fait combien il y a de loix & d'ordonnances Papales, qui ne s'observent point dans quelques Roiaumes, pour n'y avoir jamais été publiées. C'est une chose connue de tout le monde, que, pour ce sujet, le Saint Concile de Trente ne s'observe & n'oblige point dans plusieurs Provinces & Roiaumes Chrétiens: Et, ce qui est remarquable, le Decret de l'invalidité du Mariage clandestin, qui néanmoins concerne les Sacramens, au sentiment de tous les Docteurs, n'oblige nullement dans les lieux, où le Concile n'a pas été publié; si bien qu'ils croient tous, que les Mariages clandestins y sont bons.

PRO.

## PROPOSITION II.

*L'Interdit (de Paul V.) n'a point été publié, ni dans la Ville, ni dans l'Eta de Venise.*

**L**E Fait parle, puisque le Monitoire n'a pas été lû dans les Eglises, ni dans pas-un autre lieu public, de l'ordre des Prélats, & des Supérieurs ordinaires; ni affiché en aucun endroit, où il ait pû être vu du Peuple, ou de pas-un de ceux, à qui il convient de le garder.

Quelqu'un répondra peut-être, que l'Interdit n'a pas été intimé & publié, parce que la publication en a été empêchée; & que personne ne se peut excuser de l'avoir ignoré, étant une ignorance affectée & volontaire, qui aggrave plutôt qu'elle n'excuse.

L'on réplique à cela avec la même réponse; que plusieurs Ordonnances Apostoliques, & le Concile de Trente même, n'ont pas été publiés, parce que l'on en a empêché la publication, & que néanmoins tout le monde avouë, qu'ils n'obligent pas. Et si l'on dit, que l'on a d'ailleurs connoissance de cet Interdit, & de la volonté du Pape; l'on répond, que l'on fait pareillement par une autre voie, la teneur des Décrets du Concile, & même encore mieux, puisque le livre du Concile se vend publiquement dans toutes les Villes de ces Roiaumes, & pourtant n'oblige pas, faute seulement d'une publication solennelle, & juridique. L'Interdit auroit donc besoin d'une semblable publication.

Et si l'on objecte, que le Monitoire du Pape porte peut-être, que celle qui s'en est faite à Rome,

me , fufit pour obliger ; il eft aifé de répliquer à cela , que Pie IV. déclara par fa Bulle de 1564. que les Decrets de ce Concile obligeroient tout le monde , fans autre intimation , à commencer dès le premier jour de Mai de la même année. Et cependant , c'eft l'ufage & l'opinion Commune , que toutes ces Ordonnances n'obligent point dans ces Roiaumes.

Ajoutez à cela , que dans le Roiaume de Naples , c'eft la coutume , que nulle ordonnance Papale n'a vigueur fans l'*Exequatur* Roial , bien qu'elle porte formellement , que la publication , qui s'en eft faite à Rome ; fera fufifante. Si bien , que ce que nous difons de nôtre fait particulier , eft la pratique ordinaire de ce Roiaume-là.

Quelque bon Religieux ; de conscience fcrupuleufe , dira : *Je ne me fous pas de fâvoir les chofes fs juridiquement , il me fufit , que je les fâche de facon ou d'autre. Mon Supérieur l'a écrit ; ou bien , Je fâi de perfonnes dignes de foi , qu'il l'a écrit.* A quoi il faut répondre , qu'une même chofe fe peut fâvoir fufifamment pour un éfet , & ne fe fâvoir pas affez pour une autre affaire , comme le prouve le Docteur Navarre *In Manu. cap. 16. num. 40. & cap. 27. num. 288. & fup. cap. Si quis de Pœn. dift. 7.* Nous avons le Chapitre , *Dominus , de fecundis nuptiis* , où le Pape Lucie III. dit , que qui paffe à de fecondes nôces , & doute de la vie de fon Conjoint . doit rendre le devoir conjugal , mais non pas l'exiger ; Et le Chapitre , *Inquifitioni , de fent. excomm.* où le Pape Innocent III. dit , que fi l'un des Conjoints a une créance probable de quelque empêchement du mariage , il doit s'aquiter du devoir conjugal , mais non pas le demander. Par où l'on voit , que quelque probabilité eft fufifante , pour croire & faire quelque chofe à fon propre préjudice , com-

### 378 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

comme l'est d'exiger le devoir conjugal; laquelle néanmoins ne fuit pas pour croire, ni faire rien au préjudice d'autrui, comme seroit de ne le rendre pas. Mais le commandement, que l'on croit que le Pape fait, de garder l'Interdit, n'est pas au préjudice de ces Religieux, parce qu'en ce cas ils devroient peut-être se contenter de la connoissance qu'ils en ont mais il est au préjudice du peuple, comme le dit Soto, *In 4. dist. 22. quest. 3. art. 1.* & la nature même de la chose le montre; & par conséquent, la probabilité, que les Religieux disent en avoir par les lettres de leurs Supérieurs, ne doit pas les porter à l'exécuter; bien au contraire, s'agissant d'un si grand intérêt ou dommage public, ils doivent croire toujours, qu'ils ne sont pas instruits suffisamment, tant que la chose ne leur est point intimée par leur Propre Prélat. *Arg, Clem. ex freq. de sent excommun.*

### PROPOSITION III.

*Le commandement du Pape ne doit point être exécuté par les Eclésiastiques, bien qu'il leur soit fait sub poena excommunicationis latae Sententiæ, lorsqu'il est probable, qu'il en doit arriver du scandale & du trouble dans l'Eglise.*

**S**ILVESTRE le dit presque dans les mêmes paroles. *Si ex obedientia, dit-il, presumitur status Ecclesiæ perturbandus vehementer, vel aliquid quod malum, aut scandalum futurum, etiamsi precipitur sub poena excommunicationis latae sententiae, non est ei obediendum.* Ce qui est confirmé par Antoine de Cordouë *Lib. 3. quest. 13. reg. 13.* où il dit, que



que l'Eglise ne prétend point obliger personne à rien , qui puisse faire du scandale , ou causer aucun mal spirituel , vu que ce qui se fait par un motif de charité , ne doit pas combattre la charité. *Ecclesia non intendit aliquem obligare ad aliquid cum scandalo inde probabiliter imminente , aut inde probabiliter imminet grave malum spirituale , quia quod propter charitatem fit , non debet contra charitatem militare.* Et un peu après , *Si Ecclesia jubeat denunciare aliquem , & inde probabiliter timeatur majus malum quam utilitas , seu imminet scandalum . non tenetur , quia qui justâ causâ non parat mandato , excusatur à non paritione.* Si l'Eglise , dit-il , ordonne de dénoncer quelqu'un , & que probablement il en doive arriver plus de mal que de bien , l'on n'est point obligé d'obéir , vu qu'il y a une excuse légitime. Mais qu'est-il besoin de citer les Docteurs ? Alexandre III. si zélé d'ailleurs pour la conservation de la puissance Ecclésiastique , se contente de n'être pas obéï , si l'on trouve , que son commandement doit apporter du scandale. *Si non potest ei ,* (dit-il , *Cap. Cum teneamur , de Prabend.) sine scandalo provideri , aequanimiter sustinemus , si mandatum nostrum non duxeris exequendum.* Et la glose porte , *Mandatum Papa debet adimpleri , si non subsit ratio non adimplendi.* C'est-à-dire , la volonté du Pape doit s'accomplir , s'il n'y a point de raison , qui en empêche. Et sur le Chapitre , *Ad aures , de temp. ord. Pro vitando scandalo cessat rigor disciplina* , Pour éviter le scandale , la rigueur de l'ordonnance doit cesser.

Ajoutez à cela , que la loi divine se doit préférer à toute sorte de commandement du Pape. Or c'est un précepte de la loi divine-naturelle , contenu dans l'Evangile , d'éviter le scandale. Il faut donc laisser à part le commandement du Pape. La  
con-

## 380 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

confirmation de cete proposition est, que l'obligation de fuir le scandale est si étroite, que pour cela l'on doit même cesser d'observer la loi divine-positive; à plus forte raison la loi humaine. C'est un précepte de la loi divine-positive, que de faire une Confession entière, & néanmoins, si la déclaration de quelque peché devoit scandaliser le Confesseur, de manière, que cela le pust faire tomber en faute, Hadrien *De Conf.* q. 4. & Navarre *In Manu. c. 7. n. 4.* soutiennent, qu'il faudroit omettre ce peché: Et par conséquent, l'on doit encore davantage laisser le commandement du Pape, pour ne pas faire un grand scandale.

### PROPOSITION IV.

*Il naitroit non seulement du scandale, mais encore une infinité de maux, de l'observation de l'Interdit dans la Ville & dans l'Etat de Venise.*

**C**ETTE proposition paroitra evidente à ceux, qui considéreront ce que c'est qu'une action scandaleuse, qui au sentiment de Saint Jérôme, & de Saint Tomas, est une action causant la ruine spirituelle des personnes simples & foibles d'esprit. Il est certain, premièrement, qu'il seroit à craindre, que le peuple persuadé, comme il est, que cet Interdit est fulminé à tort, & sans sujet, ne souffrist pas patiemment cete injure, & ne mist les mains sur les Eclésiastiques, pour les contraindre à continuer l'Office divin; & que cela ne fist perdre entièrement la dévotion à beaucoup de gens, y en aiant déjà tant qui murmurent contre le Pape, disant, que Sa Sainteté, qui devoit

exhorter tout le monde à entendre la Messe , fait tout le contraire en nous l'ôtant. D'où pourroit naître le desordre , qui arriva autrefois dans Urbin , dont les habitans , après un long Interdit eurent bien de la peine à retourner à la Messe , & à reprendre leur premiere dévotion , quand l'exercice de l'Office-divin y fut rétabli.

Mais à quoi bon prouver cela , puisque le chapitre *Alma Mater* , nous enseigne , que c'est de là que les hérésies prennent racine , & par où s'augmentent le libertinage , & les dérèglemens du peuple. Si ce n'est pas là une ruine spirituelle , & un scandale , ou pourons nous en trouver un plus grand ?

Le trouble universel de l'Eglise est tres-manifeste. Car si la ville de Venise , qui a toujours été si atachée au Saint-Siège ; qui n'a jamais eu d'autre Religion , que la Romaine , ni laissé prendre pié à aucune hérésie ; & d'où il n'est point encore sorti d'hérétiques ; venoit à se séparer de l'Eglise , il est aisé de juger du desordre qui en arriveroit ;

Il n'est pas besoin de dire les maux & les dangers , dont il se voit , que l'Eglise est menacée. Toutes les personnes de bon sens prévoient assez toutes les violences , que l'on feroit aux Ecclésiastiques , sans qu'il fût possible de l'empêcher ; la liberté , que l'on se donneroit de parler , chacun à sa fantaisie , de l'autorité des Ecclésiastiques , & plusieurs autres desordres tres-grans ; desquels ce seroit faire tort à Sa Sainteté , de croire , qu'elle voulust bien être la cause ; y aiant au contraire tout sujet d'espérer , que venant à reconnoître le bon zele , & les justes raisons , pourquoi le Prince & les Ecclésiastiques de Venise ont résolu de continuer la célébration de l'Office divin , Elle louera cete délibération , & avouera , que si les  
Véni-

## 382 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Vénitiens n'ont pas suivi ses paroles, ils ont suivi son intention, à laquelle l'on doit avoir toujours plus d'égard, qu'aux paroles, dans toutes sortes de commandemens. S. Tomas, *in 2. dist. 15. quest. 3. & dist. 19. quest. 2.*

### PROPOSITION V.

*La juste crainte excuse & dispense de l'observation & de l'obéissance de toutes les loix & commandemens humains, bien que d'ailleurs ils fussent légitimes, justes, & accompagnés de toutes les Conditions nécessaires pour obliger.*

**L**A raison de cete proposition n'est pas à-cause que l'obligation de la Loi divine & de la Loi-humaine vient de différens principes. Mais il est à présupposer pour indubitable, que l'homme est sujet aux loix & aux commandemens de ses Supérieurs Spirituels & Temporels, parce que Dieu a commandé qu'on leur obéisse. De sorte, que les loix humaines tirent toute leur force & leur vigueur de la loi-divine. Ce qui fait dire à S. Augustin, que le péché est seulement une transgression de la Loi-Eternelle, d'où dérivent la loi-naturelle, la loi-divine-positive; & toutes les autres loix-humaines, qui viennent d'une légitime puissance.

La différence qu'il y a entre l'obligation de la loi-divine-naturelle, de laquelle nulle crainte ne peut excuser, & l'obligation des autres loix, est, parce que la divine-naturelle est d'elle-même bonne & immuable, & commande des choses abso-

lu-

lument nécessaires au salut : au-lieu que les autres ordonnent des choses, qui de leur nature ne sont pas bonnes, mais qui le deviennent après le commandement, & cessent de l'être quand la loi est abolie, restant pour lors indifférentes. Outre qu'elles commandent des choses, qui avant le commandement ne sont point nécessaires au salut, mais deviennent telles, parce qu'elles sont commandées, & la loi venant à s'abroger cessent d'être nécessaires. Or Dieu ne veut pas, que nous soions également obligés à ce qui n'est pas bon de sa nature, comme à ce qui est absolument tel. Et c'est ainsi que S. Tomas 2. 2. *quest.* 147. *a. in 4. dist.* 93. dit, que les commandemens de Dieu obligent absolument, mais non pas ceux de l'Eglise, qui n'étant pas sur des choses absolument nécessaires au salut, peuvent avoir quelque empêchement, qui dispense de les observer.

De plus, la crainte juste excuse de l'observation du précepte de la loi divine-positif, elle excusera donc, à plus forte raison; de l'exécution du commandement humain. La Confession entière est de commandement divin-positif, comme tous le Théologiens l'assurent; & néanmoins celui, qui auroit tué en cachette le frère de son Curé, dans un lieu, où il n'y auroit point d'autres Prêtres; étant dans la nécessité de se confesser, pourroit par une juste crainte, s'abstenir de dire ce péché. Navarre, *In Manuc.* 17. *n.* 3. S. Tomas *in 4. dist.* 17. *quest.* 3. & selon l'opinion de tous les Docteurs, la crainte, qu'une femme grosse ne meure, si on lui ouvre le ventre, pour tirer l'enfant en vie, excuse du précepte divin-positif de le baptiser.

Le vœu & le jurement n'obligent pas moins encore, que le commandement du Supérieur. *Cap. debitores, de Jurejurando. Cap. Magna, de Voto.* Mais la juste crainte excuse de l'observation de  
l'un

## 384 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Pun & de l'autre , comme le porte la Glose; *Cap. Si vero de Jure jurand.* Et par consequent , elle excusera encoiredavantage de l'observation du commandement humain. Silvestre , *Verbo , Metus*, n. 7. *Metus non excusat à mortali. (limita) , verum in his , quæ sunt mortalia de se , quia videlicet sunt naturalis , vel divino jure , sub precepto prohibita ; secus si jure humano , quia tunc timor justus excusat à mortali.* Et verbo , *Excomm.* n. 14. *Non tenentur subditi obedire Prelatis præcipientibus subire mortem , vel verbera , vel aliquid facere ad quod ista sequuntur , &c.* Les Inférieurs , dit il , ne sont pas obligés d'obéir à leurs Supérieurs , qui leur commandent de mourir , ou toute autre chose d'où la mort s'ensuit.

Le Cardinal de Palerme sur le chap. *Sacris* , de *his quæ vi* , remarque plusieurs autres cas , dans lesquels la juste crainte excuse d'observer la loi humaine.

Nôtre opinion est tenuë par saint Thomas *Quol.* 11. a. 9. in *Addit. quest.* 23. a. 2. Gabriel Biel 4. *dist.* 18. q. 3. a. 3. *dub.* 4. Major. in 4. *dist.* 14. *quest.* 4. Alma , *Tract.* 1. c. 3. q. 4. Angelo , *Excomm.* 5. n. 18. *Summa Confessorum tit.* 33. 4. 165. Tabiena , *Excomm.* 5. q. 10. Soto , *lib.* 1. de *Just.* q. 6. a. 4. Navarre , *Pral.* 7. n. 12. Azor. *lib.* 1. *cap.* 11.

Quelques uns nous oposent le Chapitre , *Sacris* , de *his quæ vi* , où il est dit au sujet de la fréquentation des excommuniez , que la force ; mais non pas la crainte , en excuse le péché , & cependant , la défense d'avoir aucun commerce avec les excommuniez , quant aux moïens particuliers de la communication est un précepte humain.

Soto répond à cela , que la crainte n'excuse pas , quand il en arive du scandale , ce qui ne vient pas de la force de la loi humaine , mais de la loi di-

vine, qui défend le scandale. *Lib. 1. de Just. q. 6. c. 4.* Silvestre, *Verbo, Excomm. n. 14.* dit, que ce Chapitre se doit entendre d'une crainte, qui n'est pas juste, mais légère; & lorsque l'on participe avec l'excommunié dans un péché mortel, pour lequel il est excommunié; ou bien; quand on le fait au préjudice de la Foi.

## PROPOSITION VI.

*La crainte de la mort, des tourmens, de la prison, de la perte des biens, & de la ruine de sa famille, est une crainte juste.*

**L**A crainte juste est celle, qui ébranle l'homme constant, & la constance exige, que de deux maux l'on évite le plus grand, comme l'enseigne S. Tomas 2. 2. *quæst. 125. a. 4. & in 4. dist. 19.* Mais comme les maux en général ne se peuvent pas peser, pour en examiner le plus ou le moins, d'autant que les circonstances en changent la qualité, de là vient la commune opinion, que la crainte juste se mesure par le jugement de l'homme-sage. *Quis sit metus, justus, determinatur arbitrio boni viri.* A quoi s'accorde la Glose, *Cap. cum dilectus, de his qua vi.*

Néanmoins, parce que l'on en peut dire en général, la proposition se prouve, quant à la vie & aux tourmens: *Cap. Cum dilectus, de his qua vi.* Navarre *In Manu. c. 22. n. 51.* Le Palermitan & la Glose *Cap. Abbas, de his qua vi,* l'étendent aux biens. Pour la prison, tous les Docteurs s'accordent, & l'on peut voir là-dessus saint Tomas, *in 4. dist. 19.* entre les Théologiens; Silvestre, *Verbo, Metus,* entre les Summistes; & parmi les

## 386 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Commentaires des Jurisconsultes, la Glose, *Cap. Cum dilectus*, de *his qua vi*, qui en traitent à fond.

De plus, S. Tomas, & Silvestre, aux lieux que nous venons de citer, étendent la juste crainte, non seulement aux maux, qui menacent la personne même, à qui la chose touche, mais encore à ceux, qui peuvent ariver à son père, à sa mère, à sa femme, à ses enfans, & à ses proches.

### PROPOSITION VII.

*Les Eclésiastiques de cet Etat doivent avoir une juste crainte de perdre la vie & leurs biens, & d'attirer plusieurs maux particuliers & publics sur leurs familles, en gardant l'Interdit.*

**L**E Peuple de Venise & de toutes les Villes sujètes étant adonné aux exercices de piété, & sur-tout soigneux d'entendre la Messe, il faut absolument conclure, qu'il ne pourra, ni ne voudra jamais s'en Passer; & que lors qu'il verra, que son zèle ne pourra plus avoir son effet par les voies ordinaires, il tournera sa dévotion en zèle indiscret, en usant de violence, pour se faire dire la Messe, & administrer les Sacremens, comme des choses, qu'il croit assurément lui être dûes. D'ailleurs étant très persuadé, que son Prince n'a donné aucun sujet de l'interdire, & que le différend, qui est entre le Pape & la République, n'a point d'autre occasion, que les loix, que le Sénat a faites, pour conserver la vie, l'honneur, & les biens de ses Sujets, les Eclésiastiques seroient en danger de leur vie, comme il arive d'ordinaire en ces rencontres; ou du moins, s'il échapoient



la mort, ils auroient à essuier bien des insultes & des persécutions. Et il ne sert à rien de dire, qu'ils peuvent sortir de l'Etat, comme quelques-uns ont fait. 1. Parce que ceux, qui en sont partis, eussent été en grand danger, s'ils n'eussent pas eu l'escorte des Ministres publics, vu le mécontentement & l'indignation que beaucoup de gens avoient de leur retraite; Et 2. parce que s'ils vouloient s'en aler un à un, & que cependant, ceux, qui resteroient, ne gardassent point l'Interdit, le commandement ne seroit point exécuté: comme d'ailleurs, s'ils vouloient sortir tous ensemble, ce seroit le vrai moien de se lever la Populace contre eux, d'autant qu'elle verroit alors le tort, que cete sortie feroit au Public. Mais quand même cela ne seroit pas (bien que sans doute il ne manqueroit pas d'en ariver du bruit) il en ariveroit toujours la perte des biens, laquelle est un acheminement à la perte de la vie, que les biens aident à conserver. Et par conséquent, la crainte de les perdre, est une juste crainte.

Il ne se peut dire non plus, que cete crainte n'a lieu, que pour les Clercs-Séculiers, qui ont des biens en propre; & non pas pour les Réguliers, qui ne possèdent rien qu'en commun. Car plus les biens sont communs, & plus doit on avoir de spin de les conserver. Saint Benoit le commande dans sa Règle, & avant lui S. Augustin. *Covitas enim, de qua scriptum est, quod non, quærit que sua sunt, sic intelligitur, quia communia propriis, non propria communibus antepone; Et idem, quanto magis rem communem, quam propria vestra curaveritis, tanto vos amplius proficere poteritis.*

Et de plus, aiant montré dans la proposition précédente, que c'est une crainte juste, non seu-

### 388 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

lement, si l'on est en danger pour sa propre personne, mais encore, s'il y en a pour les proches; chacun peut juger par soi-même, combien les parens des Ecclesiastiques seroient vûs de mauvais œil, & à combien de pertes & de périls ils seroient exposez. Mais ce qui importe bien davantage, tous les hommes en particulier sont obligez, non seulement par une loi écrite, mais par une loi naturelle, gravée dans leurs cœurs, de préférer le bien de la Patrie à l'intérêt de leur famille & de leurs parens. Or, si l'on interrompoit l'exercice de la Religion, il seroit fort à craindre, que la dévotion ne se perdît entièrement, qu'il ne se glissât des opinions nouvelles & pernicieuses, & qu'enfin cela ne fût naître dans les esprits foibles quelque envie de changer de Religion.

Tout bon Religieux doit avoir cete crainte. 1. Parce que le Chapitre, *Alma Mater*, fait il y a 300. ans, dans un tems qu'il y avoit peu d'hérésies, & encore étoient-elles tres-éloignées de nous; dit expressément, que les Interdits indiscrets augmentent l'indévotion du Peuple, engendrent & multiplient les hérésies, & précipitent les ames dans une infinité de dangers. *Extrescit indevotio populi, pullulant hereses, & infinita pericula animarum insurgunt.* 2. Parce que tous les Docteurs avoient, que ces Interdits, quelque justes qu'ils soient, sont toujours tres-peu de bien & beaucoup de mal. Particulièrement Soto, *In 4. dist. 22. q. 3. n. 1.* considérant, que l'Interdit a été trouvé, pour conserver l'autorité Ecclesiastique, confesse, qu'il en arive tout le contraire, puisqu'il ne sert qu'à l'atoiblir, & à débander le Peuple de l'obéissance, par le dommage qu'il en reçoit. Et pour cela, autrefois, l'Interdit ne duroit jamais plus de trois jours. D'où il conclut, que l'on ne le devoit point employer, que pour des causes tres-pressantes,

&

& seulement pour autant de tems, que pourroit durer la dévotion du Peuple sans se refroidir. Mais ce qui est encore de plus grande importance, la conjoncture du tems présent, auquel le Nom Catholique est borne dans un petit nombre de Provinces, & que la Ville & l'Etat de Venise se trouvent remplis de tant de sortes de nations, demande absolument, que les Ecclesiastiques du Pais considèrent bien le grand préjudice, que cet Interdit porte au service de Dieu, & à la Foi Catholique, & par conséquent, aiant une si juste crainte, ils se doivent croire justement dispensez de le garder.

## PROPOSITION VIII.

*Le pouvoir, que le Pape a de commander aux Chrétiens, ne s'étend pas à toute sorte de matières, & de moiens, mais est restreint à ce qui concerne seulement l'utilité de l'Eglise, & à la Loi Divine pour sa règle.*

**C**EUX, qui donnent au Pape un pouvoir absolu en toutes choses, se fondent seulement, sur ce qu'il est le Vicaire de JESUS-CHRIST, & comme tel en a toute la puissance, par conséquent une puissance générale & sans bornes, comme celle de JESUS-CHRIST.

Il ne faut point mettre en question sa qualité de Vicaire, mais nous montrerons clairement, qu'il l'est avec un pouvoir limité. 1. Parce que JESUS-CHRIST ne lui a pas communiqué sa puissance comme Dieu, mais comme homme. La première, s'étend généralement à toutes choses, & la seconde est restreinte au Roiaume des Cieux, &

## 390 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

c'est en ce sens, qu'il dit, que son Roiaume n'est pas en ce Monde ; *Regnum meum non est de hoc mundo*, (Joan. 18.) & qu'il déclare à celui, qui le prioit d'obliger son frère à partager avec lui le bien de sa Maison, qu'il n'est pas son Juge. *Quis me constituit judicem aut divisorem super vos?* (Lucæ 12.) C'est encore pour cela qu'il se cacha lorsque l'on voulut le faire Roi. *Jesus, cum cognovisset, quia venturi essent, ut facerent eum Regem, fugit in montem ipse solus.* (Joan.) 6. Et expliquant l'étendue de sa puissance, il dit à son Père ; *Sicut dedisti ei potestatem omnis carnis, ut omne quod dedisti ei, det eis vitam aeternam.* (Joan.) 17. afin, dit-il, que toute la puissance, que tu as donné à ton fils sur toutes les Créatures, serve à leur donner la vie éternelle. Voilà donc le pouvoir que JESUS-CHRIST a exercé, mais qu'il n'a pas communiqué tout entier au Pape ; puisque, selon l'opinion commune des Théologiens, JESUS-CHRIST pouvoit remettre les péchés, sans le secours des Sacremens, *Ut autem sciatis, quia filius hominis habet potestatem in terra dimittendi peccata.* (Matth. 9.) Et néanmoins au sentiment de tous les Docteurs, ce pouvoir n'a point été donné aux Papes, non-plus que celui, que JESUS-CHRIST avoit de faire des Prêtres, sans se servir du Sacrement de l'Ordre. Outre cela ; JESUS-CHRIST pouvoit instituer des Sacremens ; ce que le Pape ne peut pas, non pas même y rien changer dans la forme.

Il n'y a point de Théologiens, qui donnent toute l'autorité de JESUS-CHRIST au Pape, mais il y en a beaucoup, qui disent expressément, que son pouvoir est bien moindre, que celui de JESUS-CHRIST. Cajetan, 2. 2. quæst. 88. art. 12. *Si Dei Vicarius plenè potestate Dei fungeretur in terris, sine dubio posset omnia vota vice Dei relaxare ; sed quoniam non plenè fungitur Dei potestate, sed li-*  
mi.

mitatè, scilicet ad pascendas oves, & ad clavibus Regni Cœlorum utendum ad adificationem, idè non potest ad libitum vota relaxare, sed quantum adificationi consonat, commutare vel dispensare; relaxare siquidem ad libitum vota, pertinet ad claves excellentie ipsius Christi, qui claudit, & nemo aperit. C'est-à-dire, Si le Vicaire de Dieu avoit la pleine puissance de Dieu, il pourroit sans doute dispenser, en la place de Dieu, de toute sorte de Vœux; mais comme il n'a qu'une puissance bornée, laquelle il ne peut employer, que pour paître les Brebis de JESUS-CHRIST; & qu'il ne manie les Clefs du Roiaume des Cieux, que pour édifier; aussi ne peut-il pas relâcher les Vœux, comme bon lui semble, mais seulement autant qu'il est nécessaire pour l'édification, vû que ce pouvoir n'appartient qu'aux Clefs de JESUS-CHRIST même, qui ferme, & après qui personne ne sauroit ouvrir. L'on peut voir Jaques Almain, *De potestate Eccles.* & Navarre sur le Chapitre, *Novit. de Jud. not. 3. num. 130.* Outre que JESUS-CHRIST n'a donné au Pape cete partie de sa puissance, que pour en user à l'avancement du salut des ames. Surquoi S. Paul, 1. Cor. 2. dit, *Non enim possumus aliquid contra veritatem, sed pro veritate.* Car nous ne pouvons rien au préjudice de la vérité, mais seulement pour la défense de la vérité. Et Rom. 14. *Qua pacis sunt secutemur, & qua adificationis sunt invicem custodiamus;* Gardons, dit-il, la paix entre nous, & tout ce qui regarde l'édification des ames Et 1. Cor. 10. & 13. *De potestate nostra, quam dedit nobis Dominus in adificationem, non in destructionem.* Cete puissance, dit-il, que le Seigneur nous a donnée pour édifier, & non pas pour détruire. S. Paul appelle édification tout ce qui va à l'acroissement de l'honneur du Culte-Divin; comme au

## 392 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

contraire, destruction, tout ce qu'il diminue. *In quo omnis edificatio constructa crescit in templum sanctum in Domino, in quo & vos coedificamini in habitaculum Dei in Spiritu Sancto.* Ephes. 2. Comme l'on bâtit le Temple matériel, pour y honorer Dieu corporellement, de même l'on instruit l'ame avec la doctrine & le bon exemple, & quelque fois aussi avec la correction, afin que Dieu y soit honoré. C'est pourquoi S. Paul appelle les Apôtres les Ministres de JESUS-CHRIST, & les dispensateurs des mystères de Dieu. *Sic nos existimet homo, ut Ministros Christi, & dispensatores misteriorum Dei.* 1. Cor. 4. Et les Docteurs limitent encore la puissance Ecclésiastique à la Loi-Evangélique, comme il se voit par la définition, qu'ils en donnent. *Est potestas, dit Gerson, à Christo Apostolis & discipulis, & successoribus eorum legitimis, supernaturaliter tradita ad adificationem Ecclesie militantis, secundum leges Evangelicas, pro consecutione felicitatis aeternae.* C'est une puissance, dit-il, que JESUS-CHRIST a donnée surnaturellement à ses Apôtres, à ses Disciples, & à leurs légitimes successeurs pour l'édification de l'Eglise Militante, c'est-à-dire, pour s'en servir suivant les loix de l'Evangile à l'acquisition de la vie éternelle. Et Navarre dit, que c'est une puissance instituée immédiatement & surnaturellement par JESUS-CHRIST, pour gouverner les Fidèles selon la Loi-Evangélique dans les choses surnaturelles, comme aussi dans les naturelles par rapport aux premières. *Est potestas à Christo instituta immediate & supernaturaliter ad gubernandos fideles secundum Legem Evangelicam in supernaturalibus, & quatenus ad illa opus sit, etiam in naturalibus.*

D'où il faut conclure, que l'usage de la puissance du Pape est légitime, quand elle est employée  
pour

pour cete fin, & suivant les regles, que JESUS-CHRIST a prescrites: comme au contraire, c'est un abus, que de l'employer à d'autres fins.

PROPOSITION IX.

C'est encore une chose indécise & douteuse dans l'Eglise, si la puissance du Pape est sujete aux Sacrez Canons, & aux Decrets des Conciles généraux, ou bien si elle est libre, absolue, & supérieure à ces Conciles.

LA décision de cete question dépend de savoir, en qui réside la souveraine puissance Ecclésiastique, ou dans le Pape, ou dans l'Eglise, & le Concile, qui la représente. L'un & l'autre opinion a ses Partisans. Les Conciles de Constance & de Bâle ont déterminé la supériorité du Concile; Et le Pape Léon X. dans le Concile de Latran, attribué cete supériorité au Souverain-Pontife. Entre les Roiaumes Chrétiens, les uns tiennent pour les Conciles, & les autres pour les Papes. Le Cardinal Bellarmin, *Ad Litt. l. 2. de auct. Conc. Cap. 13.* dit, que cete question semble avoir été décidée dans les Conciles de Florence & de Latran; néanmoins, comme le premier ne détermine pas positivement la chose, & que pour le second, qui la décide expressément, l'on est en doute, si c'est un Concile général, la question reste encore à résoudre parmi les Catholiques. *Et quamvis postea in Concilio Florentino & Lateranensi ultimo videretur questio definita, sed quia Florentinum Concilium non ita expressè hoc diffinitum, & hoc Concilium Christianissimum à expressis diffinitionibus diffinitum, immo illi dubitant an fides 1563*

## 394 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

generale, idem usque ad hanc dignitas superest & signum inquit Catholicos.

Et Noyarre sur le Chapitre, *Novis. not. 2. num.* 84. expliquant pourquoi dans la définition de la puissance Ecclesiastique, il n'a pas dit, *tradita*, mais, *instituta*, parle en ces termes. *Non oportet definire, cui illa fuerit principaliter à Christo collata, an Ecclesiastici, an vero ipsi Petro, quod non est constitutum facere in presenti, propter illam maximam discordiam Romanorum & Parisiensium; Illi enim tenent Petro & successoribus datam esse hanc potestatem, atque idem Papam Concilio esse superiorem: Li vero, quidam Gerson adharet, totam datam esse toti Ecclesie, licet exercendam per unum, atque idem in aliquot saltem casibus Concilium esse supra Papam.* Il me faudroit, dit il, déterminer, à qui JESUS-CHRIST a donné principalement cette puissance, ou à toute l'Eglise, ou bien à S. Pierre; mais je n'ai pas dessein de m'expliquer maintenant là-dessus, à cause de cette grande contrariété des Romains & des Docteurs de Paris. Car les premiers assurent, qu'elle a été donnée à S. Pierre, & à ses Successeurs; & que, par conséquent, le Pape est au dessus du Concile. Les seconds, de l'avis desquels est Gerson, soutiennent, qu'elle a été donnée à toute l'Eglise, bien qu'elle soit à exercer par un seul; & qu'ainsi, du moins en quelques cas, le Concile est par dessus le Pape. Et ayant raconté le nombre des Docteurs, qui tiennent l'une ou l'autre opinion, il conclut par les paroles de Major, *Roma nemine permitti tenere Parisiensem & Palermitani sententiam, nec rursus Academiam illam Parisiensem pati, ut contraria opinio afferatur in ea;* c'est-à-dire, que l'on ne permet pas à Rome de tenir l'opinion des docteurs de Paris & du Palermitain; ni dans l'Université de Paris, d'enseigner celle des Romains.



Jean Mariana Jésuite est du même avis dans son livre, *De Reg. lib.* 1. c. 8. approuvé par sa Compagnie, & puis mis au jour par l'autorité du Roi d'Espagne.

## PROPOSITION X.

*L'Obéissance, que le Chretien doit au commandement du Pape, n'est pas absolue. Car dans les choses, qui sont contre la Loi de Dieu, c'est pécher, que de lui obéir.*

CETTE Proposition étant tres évidente elle n'a pas besoin de preuve. Mais pour en confirmer la vérité, nous rapporterons ce que dit S. Pierre Act. 5. *Obedire oportet Deo magis quam hominibus*, il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes; & la reprimande, que Jesus-CHRIST fit aux Farisiens, *Quare & vos transgredimini mandatum Dei propter Traditionem vestram?* Pourquoi transgrez-vous le commandement de Dieu, pour garder votre Tradition. Et c'est des commandemens des Supérieurs, faits au préjudice des Commandemens de Dieu, qu'il faut entendre la Profétie d'Isaïe, *Frustra colunt me, docentes doctrinas de maniorum, & mandata hominum.*

Saint Thomas 1. 2. quest. 96. art. 5. traite cete matière, comme aussi les Canonistes sur les Chapitres, *Si Dominus. Non semper. Julianus. &c. Qui resistit.* 11. quest. 3.

## PROPOSITION XI.

*L'obéissance due au Pape ne s'étend pas à toutes les choses, qui ne sont pas contraires à la Loi de Dieu, mais l'homme est encore libre, & sans obligation d'obéir en plusieurs choses, qui sont bonnes.*

**D**ANS le Chap. 17. du Déuteronome. L'obéissance due au Grand-Prêtre est restreinte aux seules choses contenues dans la Loi de Dieu. *Facies quaecumque dixerint & docuerint te juxta legem ejus.* Tu feras tout ce que l'on te dira & enseignera suivant la Loi du Seigneur. Nous ne rapportons ici ce passage, que pour montrer à ceux, qui l'allèguent pour une preuve de l'obéissance due au Pape; qu'il ne prouve rien qu'une obéissance relative à la Loi.

Saint Thomas 2. 2. *quest.* 104. art. 5. assure, que dans les mouvemens intérieurs de l'ame, le Chrétien n'est point obligé d'obéir à aucune Puissance Humaine, ni dans les choses, qui concernent la nature du corps. *Secundum ea, quæ ad naturam corporis pertinent, homo homini obedire non tenetur, sed solum Deo, quia omnes homines natura sunt pares, puta in his, quæ pertinent ad corporis sustentationem, & proles generationem.*

Cajétan 2. 2. *quest.* 88. art. 12. dit, que les Chrétiens ne sont pas absolument sujets au Pape pour le temporel, comme les Religieux à leurs Supérieurs. *Papa Christiani quoad bona temporalia, & quoad operationes personales, non subjiciuntur absolute, sicut Religiosi Prelatis suis.* Et un peu après.  
Nam

*Nam patet innumeras esse obligationes, quæ non subsunt Papa ad nutum, ut patet in contractibus inter hominem & hominem, & multo minùs inter hominem & Deum.* Ajoutant, qu'ils ne lui sont sujets, que pour le spirituel, & pour ce qui concerne l'édification de l'Eglise. *Clare patet, quod Christiani non sunt Papa subditi absolute quoad omnia, sed limitatè quoad spiritualia in ædificationem corporis Christi, & ea quæ ordinantur ad hoc.* Navarre, *In Manuali cap. 23. num. 38.* assure, que le Pape ne pourroit nullement obliger un homme de confesser une seconde fois les péchez, qu'il auroit bien confessé la première, quoi que ce fût une bonne action de les confesser encore. Palermitan, *Cap. Cum olim de Cler. conjug.* assure, que le Pape ne pourroit justement commander la continence à de certaines personnes, & néanmoins c'est une bonne œuvre, que de la garder. Silvestre, *Varbo. Obedientia*, dit, que l'obéissance est limitée selon le degré de la supériorité, & que, par exemple, il faut obéir au Pape dans les choses, qui apartiennent au salut, & que nous avons promises en recevant le Batême. *Obedientia limitatur secundum gradum superioritatis. Superioribus spiritualibus, puta Papa, obediendum est in spiritualibus pertinentibus ad salutem, quæ spondimus in baptismo.* Ce que Saint Thomas avoit dit auparavant, *In 2. dist. 44. quest. 2.* Et c'est avec raison, vu que le Pape n'a point d'autorité sur ceux, qui ne sont pas encore entrez dans l'Eglise, ou parce qu'ils sont Infidèles, ou qu'ils ne sont pas encore batisez. C'est pourquoy S. Paul dit, *Quid mihi de his, qui foris sunt judicare?* Qu'ai je à voir sur ceux, qui sont dehors? Le Pape aquert donc cete puissance, parce que l'homme lui devient sujet par le Batême, mais de manière qu'il n'est obli-

## 398 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

bligé, qu'à ce qu'il a promis en le recevant.

Et si l'on trouve quelque passage de quelque Père, qui porte, que nous sommes obligez d'obéir au Pape en toutes choses, cela se doit toujours entendre de ce qui est renfermé dans les bornes de sa puissance. Car saint Paul; Coloss. 3. commande aux enfans d'obéir en tout à leurs pères\* & mères; & aux Serviteurs d'obéir de même à leurs Maîtres; \* & néanmoins cela ne s'entend, que d'une obéissance mesurée & proportionnée à la puissance paternelle & héritière. Ainsi la Glose, *Cap. ad aureas de temp; ord.* dit, qu'il ne faut pas obéir au Supérieur, si ce qu'il commande n'est pas de sa charge, ou s'il se trompe dans son commandement, quoique la chose qu'il ordonne soit de sa Jurisdiction. *Pralato, si non pertinet ad officium suum quod precipit, non est obediendum. Si vero pertinet ad officium, obediendum est, si non decipitur in precepto.* S. Bernard dans son Livre de *Precepto & dispens.* traitant fort au long de l'obéissance, la restreint à la règle, suivant laquelle l'on a promis d'obéir. Cet endroit mérite d'être vu & considéré sérieusement.

\* *Filii obedite parentibus per omnia, hoc enim placitum est Domino.*

\* *Obedite per omnia dominis carnalibus.*

PRO.

PROPOSITION XII.

*Le Chrétien ne doit point obéir au commandement du Supérieur (non pas même du Pape) qu'après avoir examiné, s'il est convenable, légitime, & d'obligation. Et quiconque obéit aveuglément, sans avoir fait cet examen, pèche.*

**C**ELA se montre évidemment par la preuve de la proposition précédente.

Celui qui obéit au Pape contre le précepte divin, pèche: il ne lui est donc pas permis d'obéir, qu'il n'ait examiné auparavant le commandement du Pape, en le conférant avec les Commandemens de Dieu, & qu'il n'ait vu, s'il ne leur est point contraire.

Pareillement, personne ne doit obéir au Pape, quand il en peut naître du scandale, comme nous l'avons montré ci-dessus; niquand l'exécution de son commandement doit tourner à la destruction, & non pas à l'édification de l'Eglise. Il faut donc, que chacun considère ce qu'il peut arriver de l'obéissance qu'on lui demande, & regarde, s'il ne s'en ensuivra point de scandale. Ainsi, l'on ne doit point en venir à l'exécution, que l'on n'ait auparavant quelque assurance probable, qu'il n'en peut arriver de mal ni de trouble à l'Eglise, ni de diminution au Culte-Divin. Et ce seroit faire tort au Pape de croire, que dans tous les commandemens il n'eust pas été vuë, non seulement d'excuser, mais même de louer le Chrétien, qui ne les aura pas exécutés, par un motif de détourner le mal, qui en devoit arriver. Cela se

con-

## 400 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

confirme par la Décrétale d'Alexandre III. qui, *Cap. Si quando. de hyscript.* écrit à l'Archevêque de Ravenne, que lors que le Pape commande quelque chose, il doit lui obéir, ou bien apporter une raison valable, pourquoy il n'obéit pas. C'est donc toujours l'intention du Pape d'excuser ceux, qui ne lui obéissent pas pour des causes justes & raisonnables; & le sujet doit, avant que d'obéir, examiner s'il n'y a point quelque cause légitime pour ne le pas faire: Autrement il ne pourra exécuter le commandement de cete Décrétale. Et cete manière de procéder n'est pas sans exemple. S. Luc au chap. 17. des Actes des Apôtres raconte, que S. Paul prêchant dans Beroë, les plus considérables de Salonique, recueilloient attentivement toutes ses paroles, & les conféroient chaque jour avec la Sainte-Ecriture, pour voir, si les choses étoient comme cet Apôtre les leur disoit. *Inteperimus verbum cum omni arbitratu; quotidie, scrutantes Scripturas; si hac ita se habuerint.* De quoy ils sont loués dans l'Ecriture Sainte, *In omni loco,* dit S. Paul 1<sup>re</sup> Thess. 2. *Non cessamus, quæ est ad Deum, profecti estis.*

Si ç'a été un chose digne de louange d'examiner les Ecritures, pour voir, si S. Paul prêchoit la vérité, il ne fera pas moins louable de faire aujourd'hui la même chose, & de voir, si l'on est obligé d'obéir à ce que le Pape ordonne. Et si c'en étoit pas une nécessité de régler & de mesurer les commandemens du Pape sur les Commandemens de Dieu, Saint Paul n'eût pas repris St Pierre, de ce qu'il ne se conformoit pas entièrement à la vérité de l'Evangile (Galat. 2.) Bien davantage; Saint Pierre voyant, que les Juifs convertis murmuroient contre lui, de ce qu'il avoit reçu le Gentilien Cornélius, dit, qu'il n'avoit rien fait, que par la révélation divine, & donnant sa cen-

tendre par-là , qu'il étoit , comme le reste des hommes , obligé de rendre compte de ses actions , suivant ce mot de l'Ecriture , *Parati redere rationem omni poscenti vos de ea , qua in vobis est , fide.* 1 Petr. 3.

Il est certain , que le Pape peut manquer dans ses Jugemens particuliers , bien même qu'il use auparavant de toutes les précautions requises , & qu'il y apporte de bonnes intentions. Et plusieurs Papes en effet s'y sont trompez , ainsi que les histoires en fournissent mille exemples. Pourquoi donc les Fidèles ne devront-ils pas prendre garde , s'il n'y a point d'erreur dans son commandement.

Et que l'on ne s'imagine point , que ce soit nôtre pensée de déterminer précisément , s'il faut un long ou un court examen ; car cela dépend de l'importance de la matière. Quelquefois le commandement sera si clair , que l'on pourra reconnoître en un moment l'obligation qu'il impose. Une autre fois la chose méritera l'examen d'un jour ; & à telle autre affaire , un mois n'y suffira pas. C'est à la prudence Chrétienne de régler cela ; & c'est pour ce sujet , que l'on assigne d'ordinaire un certain tems , afin que l'on ait la commodité d'y penser , & de connoître son obligation : au-lieu que s'il faloit obéir aveuglément , il seroit inutile de donner du tems.

La seconde partie de nôtre proposition s'ensuit évidemment de la première. Car quiconque exécute un commandement , sans y avoir fait auparavant la réflexion nécessaire , s'expose à faire une chose , qui est contre la Loi de Dieu , & d'où il peut ariver du scandale. Or c'est un péché , que de s'exposer au danger de pécher , comme l'enseigne l'Eclesiastique (chap. 3.) *Qui amat periculum peribis in illo.* Cajetan , *In Summa.*  
Na-

## 402 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Navarre, *In Manuali*, cap. 14. num. 27 & Gerson, *In Regulis Moral.* donnent cela pour une règle générale. Et personne ne s'en peut excuser, en disant, qu'il ne fait pas ceter règle; parce que c'est un précepte de droit-naturel, que chacun est obligé de savoir, comme le prouve tres-bien le Docteur Navarre sur le Chapitre, *Si quis, de penis. dist. 7. num. 83.*

Cete proposition est la pure doctrine du Cardinal Tolet, qui dans son livre de l'Instruction des Prêtres. *Lib. 5. cap. 4.* parlant de la résidence des Evêques, s'explique en ces termes. *Cum Papa imponit aliquod negotium Episcopo, quod requirit ad tempus absentiam, abesse potest. Sed attende, quod non sufficit obedientia tantum, sed debita, quia cum absque causa rationabili aliquid precipitur, non debemus obedire.* Quand, dit-il, le Pape charge un Evêque de quelque affaire, qui demande son absence pour un tems, il peut s'absenter. Mais ce n'est pas assez, que d'obéir, il faut, que ce soit une obéissance due. Car si l'on nous commande quelque chose qui n'est pas raisonnable, nous ne devons pas obéir.

Et il ne faut point dire, que faisant quelque chose contre la Loi de Dieu pour obéir au Pape, mais sans le savoir, l'on est excusé. Car l'ignorance n'excuse point, si elle n'est invincible. comme l'assurent S. Thomas, tous les Théologiens, & tous les Canonistes. Or il n'y point d'ignorance invincible en celui, qui n'a pas fait son pouvoir, pour connoître la vérité. Et il n'y a rien de plus aisé, que de faire cet examen, chacun selon sa capacité,

L'on est donc obligé de le faire, autrement, on s'expose au danger de pécher.

Et que l'on ne dise point, qu'il faut supposer, que



que nul commandement du Pape n'est contre la Loi de Dieu. Parce que comme il est vrai , qu'il le faut supposer ainsi , pour ne dire pas témérairement le contraire , aussi ne doit-on pas supposer, qu'il faille l'exécuter aveuglément. Par exemple, l'on doit avoir bonne opinion de tout le monde, pour ne faire point de jugement téméraire , mais l'on n'est pas obligé pour cela , de confier inconsidérément ses affaires à tout le monde ; autrement il arrivera ce que dit S. Paul, 1 Cor. 14. *Qui ignorat, ignorabitur* ; sur-tout si l'on considère , que le Pape est homme , & que par conséquent il n'est pas impécable. Car comme dit Saint Paul, Hebr. 5. *omnis Pontifex ex hominibus assumptus pro hominibus constituitur in his , qua sunt ad Deum , ut offerat dona & sacrificia pro peccatis ; qui condolere possit his qui ignorant & errant , quoniam & ipse circumdatus est infirmitate.* Ce qui se voit encore par la reprimande , que Nôtre-Seigneur fit à S. Pierre , Matt. 16. *Vade retro post me Satanas , quia scandalizas es mihi , & non sapis qua Dei sunt.* Retire-toi Satan , car tu me fais scandale , & tu n'as point de sentiment des choses de Dieu.

Que si l'on dit , que pour lors il n'avoit pas encore reçu le Saint-Esprit , nous savons bien , que les Papes ont le Saint-Esprit , *pro tempore* , c'est à-dire , quand il jugent *ex Cathedra* ; de peur qu'ils ne manquent dans la décision des choses de Foi , & de celles , qui regardent les mœurs en général ; mais non pas toujours , comme nous l'apprend S. Paul , qui dit , que S. Pierre ne marchoit pas selon la vérité de l'Evangile , *Quid non rectè ambularet ad veritatem Evangelii* , ( Galat. 2. ) quoique ce fût après la descente du Saint-Esprit. Outre cela , nous voions tres-souvent les révocations , que les Papes font des ordon-

## 404 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

nances & des loix de leurs Prédécesseurs, comme aussi de celles, qu'ils ont faites eux-mêmes, quand on leur donne quelque meilleur avis. Et dans les Décrétales, les Papes disent souvent, qu'ils sont prêts de révoquer leurs Sentences, si on leur montre, qu'ils ont péché contre la justice; ce qui seroit superflu, s'ils étoient infailibles. \*

Au reste, il ne faut point croire notre proposition aucunement contraire à cete opinion commune, que l'on a, que l'inférieur, étant en doute s'il est obligé d'obéir à son supérieur, doit plutôt pancher du côté de l'obéissance. Car nous ne parlons pas de ceux, qui sont en doute, pour n'y avoir pas encore pensé; mais bien de ceux, qui après avoir fait un examen suffisant restent encore dans le doute, à cause de l'incertitude de la chose en elle-même, & non pas faute de l'avoir bien examiné. Et c'est de ceux-ci que parlent les Docteurs, qui disent, que dans le doute il faut obéir, & non pas des autres, qui ne sont en doute, que pour n'y avoir pas bien pensé.

\* Innocent IV. parlant de son différend avec l'Empereur Federic II. s'offre de révoquer sa Sentence contre ce Prince, s'il se trouve qu'il l'ait offensé; & veut bien en passer par le Jugement des Rois & des Princes, &c. *Quod si Ecclesia eum in aliquo contra debitum laaserat, quod non credebat, parata erat corrigere, ac in statum debitum reformare. Et si dicet ipse, quod in nullo contra justitiam, laaserat Ecclesiam; vel quod nos eum contra justitiam laasemus, parati eramus vocare Reges, Prælatos & principes, tam Ecclesiasticos quam seculares ad aliquem tutum locum, ubi per se, vel per solennes nuntios convenirent; eratque parata Ecclesia de consilio Concilii sibi satisfacere, si eum laasisset in aliquo; ac revocare Sententiam, si quam contra ipsum injuste tulisset.*

A quoi nous ajoutons , que bien que le Chretien soit obligé d'obéir dans ces sortes de cas douteux , il ne s'ensuit pas pour cela , qu'il soit permis au Supérieur de commander , vuque c'est grièvement pécher , que de commander à son Sujet une chose , à quoi l'on est en doute , qu'il soit obligé d'obéir. Hadrien VI. traite cete matière , *Quol. 1.* Et c'est une de ses conclusions , qu'il n'appartient pas au Pape de commander , dans le doute de la justice de son commandement , d'autant que cela est contre la Loi-naturelle. *Non pertinet* , dit-il , *ad potestatem Cathedra precipere , ut ei obediatur stante dubio , quia est contra legem naturalem.* Et d'ailleurs , si un Chretien savoit , que son Supérieur doute lui-même de l'obligation de son commandement , il ne seroit nullement tenu d'y obéir. Mais il est obligé d'obéir , lorsque son doute est invincible , & qu'il ne fait pas , que son Supérieur est aussi dans le même doute.

### PROPOSITION XIII.

*Cen'est pas assez , pour excuser le Chretien , que le Pape assure , que son commandement est juste , il faut encore l'examiner , & en juger suivant les règles données ci-dessus.*

C'EST à proposition s'ensuit de la précédente. Car si le Pape peut faillir dans son commandement , il peut bien se tromper aussi en le croiant juste. Et comme celui-là pèche , qui s'expose au danger de pécher , faute d'examiner si le commandement est juste , il s'expose pareillement à pécher , s'il n'examine pas encore l'opinion , que

## 406 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

le Pape a de la justice de son commandement. Cete raison est confirmée par la Glose, *Cap. ad aures, de temp. ord. Si precipitur quod omnino est est malum, non faciat contra conscientiam, licet justum videatur Pralato.* Et par Silvestre, *Verbo. Obed. 5.* lequel dit expressement, qu'il ne faut point obéir au Pape, si ce qu'il ordonne à quelque aparence de péché, même véniel, quoi qu'il croie ne rien commander que de juste. *Utrum Papa sit in omnibus obediendum ab Ecclesiasticis; respondetur quod non; primo, si preceptum sapit peccatum, & intelligi etiam de veniali, etiamsi Papa credat mandatum justum, & tamen subdito constat illud in se continere peccatum.* Hadrien VI. enseigne la même chose, *Quol. 2. art. 3.*

### PROPOSITION XIV.

*Celui, qui après avoir examiné le commandement, ne se trouve pas capable de juger, s'il est conforme ou contraire à la Loi de Dieu, ni si l'exécution n'en causera point de scandale; est obligé de prendre conseil de gens savans, de bonne conscience, & zéléz pour l'honneur du Saint-Siege-Apostolique.*

**D**ANS les cas douteux, la bonne conscience doit prendre le parti seur & exempt de danger. La raison nous le montre, & les Saints Pères nous le commandent ainsi. Mais quand le doute est de cete nature, que de tous les deux côtés il y a du danger, il faut alors faire tout son possible pour connoître la vérité.

Dans

Dans le cas , que porte nôtre proposition , il n'y a point de parti seur. Car si l'on ne fait pas ce qui est ordonné , il est à craindre de tomber dans le péché de désobéissance ; & si on le fait , il y a danger , que l'on n'offense Dieu. De sorte que l'homme s'exposera toujours à faillir par une ignorance criminelle , tant qu'il n'aura pas cherché tous les moiens possibles pour connoître la vérité , & ce qu'il est obligé de faire. Or le conseil est un de ces moiens pour ceux , qui par eux-mêmes ne peuvent pas savoir ce qui est de la Loi de Dieu. Ils sont donc obligez d'y recourir , comme le dit S. Grégoire , *Distinct. 84. cap. Pervenit, Quod per se nequit attendere, ab alio saltem possit addiscere.* Et la Glose sur le chapitre , *Pervenit. Ex lege tunc non prodest ignorantia, cum potuit addiscere, vel per se, vel per alium.* Sur quoi l'on peut voir encore ce que dit Navarre *Manual. cap. 23. num. 46.* & sur le Chapitre , *Si quis autem de Pœn. distinct. 6 num. 50. & seq.* où il traite cêtematière à fond , & dit , qu'il excuse celui , qui n'ayant pas assez de capacité , pour choisir la meilleure opinion , s'en raporte de bonne-foi à quelque personne de piété & de savoir. *Excusamus item illum,* ( ce sont ses paroles ) *qui cum non sit eâ eruditione, ut per se opinionum fundamenta librare valeat, tamen bonâ fide ac seriò virum aliquem eruditionis ac pietatis famâ clarum consulit.* Après quoi il alléque plusieurs témoignages de Docteurs , qu'il n'est pas besoin de rapporter ici. Mais Gerson dans son Traité de la validité de l'Excommunication , *Considération onzième* , dit expressément , Que l'on n'encourt point l'excommunication , quand quelque habile Jurisconsulte , ou Théologien , assure , qu'il ne croit pas en conscience , qu'une Sentence de cête nature soit à craindre , ni à exécuter , pourvu que l'on prenne garde à ne

point

## 408 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

point donner de scandale à ces esprits simples & timorez , qui croient , que le Pape est un Dieu, qui a du pouvoir au Ciel & en Terre. *Excommunicatio* , dit-il , *vel irregularitas non incurritur , dùm in præmissis casibus dicit aliquis Juristarum , vel Theologus , juxta conscientiam suam , quod hujusmodi sententia non sunt timenda vel tenenda ; Et hoc præsertim , si observetur informatio , seu cautela debita , ne sequatur scandalum pusillorum , qui aestimant Papam esse unum Deum , qui potestatem habet in Cœlo & in Terra. Verumtamen expellenda est talium stultitia , per informationes , qui si nolint acquiescere , ipsi jam sunt judicandi de scandalo non dato , sed accepto. Et Navarre , Cap. Cùm contingat , de Resc. rem. 2. num. 30. dit , que celui , qui a fait quelque chose par l'avis d'un Docteur connu pour homme-de-bien & de savoir , est excusé , quoique la chose ne fût pas juste , ou fût contre l'usage. *Qui unius Doctoris* , ce sont ses termes , *eruditione ac animi pietate celebris auctoritate ductus fecerit aliquid , excusatur , etiamsi forte id non esset justum , & alii contra usum tenerent.**

De tout ce que nous venons de dire il faut conclure , que la Sérénissime République de Venise a eu raison d'examiner les deux commandemens du Pape du 10. Décembre ; l'un de révoquer les deux loix , par lesquelles il est défendu de bâtir de nouvelles Eglises dans son Etat , & d'aliéner les biens séculiers aux Ecclésiastiques , sans sa permission ; l'autre de remettre entre le mains de son Nonce deux Ecclésiastiques emprisonnez pour des crimes énormes ; & que le Sénat aiant vû , que ces deux commandemens , non seulement étoient faits pour des choses , auxquelles le pouvoir du Pape ne s'étend pas ; mais encore étoient contraires à la loi de Dieu ; il a jugé , qu'il  
n'y

n'y devoit point obéir, ainsi qu'il l'a fait entendre à Sa Sainteté, avec tout le respect, qui lui est dû.

Il s'ensuit encore, que les Prelats de cet Etat sont obligez, sous peine de péché, d'examiner tous les commandemens, que le Pape leur fait, ou leur fera à l'avenir, pour voir s'ils sont conformes à la Loi de Dieu, & s'il n'en peut ariver de scandale, ou d'autre mal; & s'il y en a quelque'un à craindre, ils doivent dire leurs raisons: Et si quelqu'un exécutoit ces commandemens, sans cet examen, qui doit être d'autant plus exact, qu'il s'agit de chose de grande importance, il pécherait. Et personne ne doit dire, qu'à la vérité il connoît, que les raisons de la République sont bonnes, mais qu'il ne lui appartient pas de parler contre le commandement; parce que cete excuse va contre la décision du Chapitre, *Si quando*, allégué ci-dessus. Il ne faut point dire non-plus, que l'on ne veut point examiner la justice du commandement du Pape, que l'on suppose avoir raison. Car c'est le même du nombre de ceux, que l'Evangile appelle aveugles. *Cæci sunt, & ducēs cæcorum*.

### PROPOSITION XV.

Quand le Pape, pour se faire obéir en des choses, qui passent l'autorité, que Jesus-Christ lui a donnée, ou qui sont contraires à la Loi de Dieu, fulmine une Sentence d'excommunication, ou d'Interdit, l'on ne la doit point recevoir ni exécuter, (sauf le respect dû au Saint-Siège) d'autant qu'elle est injuste & de nulle valeur.

P ARCE QUE celui, qui ne contrevient à aucun commandement légitime, ne pèche point.

## 410 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

& quiconque ne pèche point mortellement, bien même qu'il y eût de la contumace, ne sauroit être excommunié, vu que JESUS-CHRIST instituant l'excommunication, nous enseigne la manière de s'en servir. *Si peccaverit in te frater tuus, vade & corripe eum inter te & ipsum solum*, Gr. Matth. 18. & saint Paul, nous en donne les exemples, *Sic, qui frater nominatur inter vos, fornicator, aut avarus, aut idolis serviens, imaledicus, aut ebrius, aut rapax, cum ejusmodi nec cibum sumere.* 1. Cor. 5. Et il n'admet l'excommunication, que pour la destruction de la chair. *In interitum carnis, ut spiritus salvetur.* ibid. Or il fait le dénombrement des œuvres de la chair, Galat. 5. *Manifesta sunt autem opera carnis, quæ sunt fornicatio, impudicitia, luxuria, idolorum servitus, veneficia, inimicitia, contentiones, emulationes, ira, rixæ, dissensiones, secta, invidia, homicidia, ebrietas, &c.* & conclut, que ceux, qui commencent ces sortes de péchez, sont exclus de Royaume des Cieux, *Qui talia agunt, regnum Dei non consequuntur.* Il le roit donc contre l'intention de JESUS-CHRIST, & de S. Paul, d'excommunier quelqu'un pour des actions, où il n'a point commis de péché, ni contrevenu à aucun commandement légitime. Et il ne se trouvera pas un Théologien, ni un Canoniste, qui ne tienne positivement cete opinion.

Ajoutez à cela, qu'un Jugement injuste n'est pas un Jugement, comme le dit S. Thomas, 2. 2. *quest. 70. art. 4.* ni une Sentence injuste une Sentence, comme l'assure Cajétan au même endroit; ni une excommunication injuste une excommunication; ainsi que l'enseignent Hadrien, *Quolib. 6.* Cajétan. *Tract. 19. de Excommuni.* & Soto, *in 4. dist. 22. quest. 1. art. 3.* Et si elle est injuste



juste dans le tribunal de la Conscience, elle n'y tient point lieu de Sentence; mais si elle est encore injuste dans le For extérieur, ou Civil, elle n'y est point non-plus ni Sentence, ni Excommunication. Et cela se confirme par S. Thomas 2. 2. *quæst.* 67. *art.* 1. La Sentence est une loi particulière, mais la loi injuste n'est pas une loi, c'est une tyrannie. La Sentence injuste n'est donc pas une Sentence. Ainsi, il est aisé de répondre à cet Aporisme commun, *Sententia Pastoris*, S. Grégoire *sive justa, sive injusta timenda*, qu'il faut, que cette Sentence du Pasteur soit véritablement Sentence, ce qu'elle n'est point, quand elle contient des erreurs, & par conséquent n'est nullement à craindre. Car autrement, comme le dit Gerson dans son Traité de l'Excommunication, Considération 7. si les Supérieurs pouvoient obliger leurs inférieurs à obéir à leurs Sentences, quoi qu'injustes & erronées, ils les réduiroient bientôt à une misérable servitude. Ajoutant, que ce seroit une patience d'âne, & une crainte de lièvre de s'embarasser de ces Sentences, quand elles sont injustes. *Alioquin Pralati*, ce sont ses paroles, *possent inducere qualemcumque vellunt super alios servitutem. si suis Sententiis iniquis & erroneis semper esset obediendum. Et ita patet, quod, hoc commune dictum, Sententia Pralati, vel Judicis etiam injusta timenda est, \* indiget glossa. Alio-*  
S 2 *quin*

\* Gerson dans l'examen de cette proposition, *Sententia Pralati vel judicis &c.* dit très bien, que la Sentence injuste du Supérieur est à craindre, comme l'on craint une puissance tyrannique; mais que pour cela, ce n'est pas à dire, qu'il la faille exécuter. Quia, dit-il, longe aliud est dicere quod sententia aliqua sit timenda, & quod sit tenenda: quia tyrannica iniquitas etiam timeri potest, sed non tenenda debet, immò contemni.

## 412 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

*Le Pape Gélase I. dit, que l'on ne doit nullement se mettre en peine d'une Sentence injuste, d'autant qu'elle n'agraye personne, ni devant Dieu, ni devant l'Eglise. Si injusta est Sententia, tanto curare eam non debet, quanto apud Deum & ejus Ecclesiam neminem; gravare debet iniqua Sententia. Ita ergo & ea se non absolvi desideret, qua senullatenus perspicit obligatum. 11. quæst. 1. Cap. Cui illata. Voyez la huitième proposition du Traité suivant.*

*quoniam non est generaliter verum, si dicitur timenda, quia est sustinenda, nec repellenda; immo in casu pati illam esset a finima patientia, & timor leporinus & fatuus.*

Il y a divers cas, où l'Excommunication est nulle. La Glose, *Cap presenti*, de *Sent Excomm.* en rapporte douze, que Navarre réduit à six, *In Manuali Cap. 27. num. 4. Angelo Excom. 4. num. 19.* en rapporte quinze. Le nôtre se trouve compris dans le dénombrement, qu'en font tous ces Auteurs. L'on peut voir Dominique Soto, *In 4. dist. 22. quæst. 1. art. 3.* où il montre la nullité de l'Excommunication fulminée contre quelqu'un, pour avoir fait une bonne œuvre, ou n'avoir pas voulu condescendre à des choses illicites. Mais Gerson dans le même Traité de l'Excommunication, rapportant les cas de sa nullité, marqués par le Pape Innocent III. dit expressément, *Que si le Pape excommunique un Prince, pour ne lui avoir pas voulu donner une Ville qu'il veut avoir; ou bien les Sujets de ce Prince, à-cause, qu'ils observent ses Edits & ses Ordonnances; l'excommunication est nulle. Alter casus est, dit-il, si sententiet in prejudicium justæ libertatis, ut si volens usurpare Civitatem unius Principis, ferat Sententiam excommunicationis in nolentes eam sibi tradere: & ita de multis similibus, ut si excommunicare velit illos, qui suo Regi, & suis edictis rationalibus obediunt.*

Après les témoignages des docteurs, il ne faut pas

pas oublier les Canons rapportés par Gratién, où il est dit expressément, que l'excommunication injuste n'est point à craindre, *Cap. Cui illata. Cap. Secundum Catholicam. Cap. Cepisti habere. Cap. Temerarium. Cap. Quid obest. Cap. Quomodo. Cap. Illud planè 11. quest. 3. Cap. Si quis 24. quest. 3. Cap. Manet. 24. quest. 1.* Et si quelqu'un ne peut pas les lire tous, il verra du moins le premier & les deux derniers, où il lui sera aisé de s'instruire à fond.

Pour ce qui est de la conduite, que doivent tenir ceux, contre qui de telles censures, (c'est-à-dire injustes) ont été fulminées, Pierre de la Paluë nous l'enseigne, *In 4. Dist. 18. quest. 1.* disant, qu'ils doivent publier les raisons, pourquoy la Sentence est nulle, & en appeler, par où se leve le scandale des esprits simples. *Qui nullo modo excommunicatus; dit-il, publice excommunicatus denunciatur, ita ex adverso ipse publice causam, quare Sententia non valet, puta appellacionem vel aliam justam causam. Quo facto amplius non est scandalum pusillorum, \* sed Phariseorum; Unde contemnendum.*

La même doctrine est suivie par Antonin, Navarre, *Cap. Cum contingat, rim. 2. & Gabriel, In 4. 18. Dist. 18. quest. 2.*

S 3

II

\* Gerson dans sa *Considération onzième*, dit, Qu'après avoir fait ce que l'on a pu pour guérir les esprits simples, ils ne font point se mettre en peine de leurs scrupules, ni de leur scandale; qui est un scandale Farisien & malicieux, qu'ils se donnent à eux mêmes, & dont ils sont responsables. *Expellenda est talium (Pusillorum) stultitia per informationes idoneas; qui si nolint acquiescere, ipsi juxta sunt judicandi de scandalo pendato, sed accepto, hoc est, de scandalo Phariseorum & ex malitia; non pusillorum, & ex simplicitate, vel ignorantia.*

## 414 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Il n'est pas besoin de faire mention particulière de l'Interdit, vû qu'il est fondé sur l'Excommunication. De sorte que si celle ci est nulle, l'autre est pareillement nul. Silvestre le dit ainsi, *Verbo Interd.* 2. num. 2. Et si Interdit étoit seul, il seroit nul pour les mêmes causes, que l'Excommunication est nulle, Navarre *In Manuali*, Cap. 27. num. 187.

### PROPOSITION XVI.

*La Sentence injuste & nulle ( bien que prononcée par le Pape même ) est un abus de la puissance, & même une violence toute pure, à laquelle il est permis & nécessaire à celui, qui n'a point de Supérieur, qui le puisse défendre, de s'opposer de toutes les forces, que Dieu lui a données, châtiant les exécuteurs de cete Sentence, sauf néanmoins la révérence, que l'on doit au Saint-Siège Apostolique.*

**C**'EST une chose si naturelle, que de résister à la violence, & de repousser l'injure par la force, que cela n'a pas besoin d'être prouvé, sauf l'explication, que demande ce passage de l'Ecriture, qui dit de tendre l'autre joue, après avoir reçu un soufflet, & de donner encore nôtre manteau à celui, qui veut avoir nôtre robe. *Si quis percusserit te in maxillam dexteram, præbe ei & alteram; & si quis voluerit tecum iudicio contendere, & tollere tibi tunicam, dimitte & pallium, & qui angariaverit te mille passus, va-*  
de

de cum illo & alia duo, Matth. 5. Saint Augustin *Enchir. Cap. 78.* & dans l'exposition de ce texte dit, que ce précepte ne se doit point exécuter par le fait, mais seulement dans le cœur, par une préparation d'esprit à supporter patiemment toute sorte de violences. Ce qui n'empêche point, que l'homme ne doive y apporter tous les remèdes, que Dieu lui a donnez. Et ce père apporte l'exemple de Saint Paul, qui ayant reçu un soufflet par l'ordre du Grand-Prêtre Ananias, ne presenta point l'autre joue, mais au contraire fit la résistance qu'il put, en le menaçant des Jugemens de Dieu, *Percuties te Deus, paries dealbate!* Act. Apost. 23.

Que la Sentence injuste est une pure violence, c'est l'Ecclesiastique, qui nous le dit expressément. *Qui facit per vim iudicium iniquum.* cap. 20. Et Isaïe, *Et qui condunt leges iniquas, & scribentes injustitias scripserunt, ut opprimerent in iudicio pauperes, & vim facerent causa humilium populi mei.* cap. 10. Nul homme-privé ne peut renoncer au droit de se défendre, lequel est naturel, encore moins un Etat & une République, comme le montre fort bien Navarre, *Cap. Novit. de Judic. Mor. 3. num. 119.* Mais parce que cete raison est générale, quelqu'un pourroit dire, qu'il ne faut pas se servir de tels remèdes contre une Puissance suprême, comme la Papale. Voions donc les Docteurs, qui enseignent positivement, non seulement que l'on peut, mais encore, que l'on doit s'opposer au Souverain Pontife, quand il abuse de sa puissance. Balde sur le Chapitre, *Olim, de rescriptis*, dit qu'en ce cas, il ne faut point obéir au Pape, & même que l'on peut lui résister avec les armes à la main.

Gerson, *In Regalis Moralibus, titulo, de Preceptis Decalogi*, dit, qu'il est permis de repousser la force par la force, & de résister à quelque puissance.

## 416 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

ce que ce soit, fust-ce le Pape même. *Jure naturali vim vi repellere licet, sic quod impetitus aliquis à quacumque persona, cujuscumque dignitatis, etiam Papalis, viā facti, & non habens juris remedium, fas habet injurianti de facto resistere, secundum quantitatem injuria, scilicet quantum requiritur & sufficit contra illum ad satisfactionem ab hac via facti.* Dans son Livre de *ausferibilitate Papæ*, Confid. 14, il dit, que si un Pape vouloit se servir de sa dignité, comme d'un instrument, pour détruire quelque partie de l'Eglise, soit dans le temporel, ou dans le spirituel, & qu'il n'y eût point d'autre remède, que de se soustraire de son obéissance pour un tems, ou jusqu'à ce que l'Eglise ou un Concile y eût pourvû, il seroit permis de le faire. *Quod si sis aliquis, dicit, qui Papalem dignitatem convertere velit in instrumentum nequitie & destructionis alicujus partis Ecclesiæ in temporalibus, vel spiritualibus, nec poterit sufficiens remedium aliud, nisi subducendo se ab obedientia talis potestatis facientis, & seipsā abutentis. & hoc ad tempus, vel quousque Ecclesiæ, vel Concilium provididerit, hoc fas erit.* Dans son Livre De *unitate Ecclesiæ*, Confid. 10, il dit presque la même chose. *Obtemperare possunt casus multi, in quibus pro adeptione pacis publicæ, aut justæ defensionis, licet vim vi repellendo, liceret Arist. electo in Papam subtrahere obedientiam.* Et plus bas, il ajoute, *Liceretque premissas Sententias suas qualescumque non timore, nec timendas assagere, sed lacerare eas. & in caput suum retorquere.* Et dans le Traité de l'Excommunication, Confid. 30, il dit, que l'on ne doit point prendre pour un mépris des Clefs de Saint Pierre la résistance, qui se fait aux excommunications (injustes) du Pape avec les forces temporelles, la Loi naturelle nous dictant de repousser les injures, & d'ailleurs ces sortes d'ex-

communications ne devant s'appeller, ni droit, ni justice, mais force & violence. *Contemptus Clavium* (ce sont les termes) *etiam non semper invenitur apud illos, qui nedum non obediunt sententiis excommunicationis promulgatis per Papam, vel suos; sed etiam non est judicanda esse apud illos, qui per potestatem secularem adversus tales præsentas Sententias tueri se procurant; Lex enim naturalis dictat, ut possit vis vi repelli. Constat autem, quod tales excommunicationes non debent dici jus, sed vis & violentia, contra quam fas habet liber, vel homo, vel animus, se tueri.* Cet Auteur traite cette matière en plusieurs autres endroits, comme dans le Livre *De vita spiritali anima*, lict. 3. & in *Trilogo de Schismate*.

Silvestre, *Verbo Papa*. 4. aléguant Bierre de la Paluë, montre, qu'en plusieurs choses, il est nécessaire, non seulement de n'obéir pas au Pape, mais de lui résister, pour éviter de grans maux. Cajetan Opusc. 1. *De Potestate Papa & Concilii*. Cap. 27. Soto; In 4. dist. 15. quæsti. 2. art. 2. Vittoria, in *repet. de potest. Papa & Conc. Præpos.* 22. sont du même avis. Antoine de Cordouë, L. 4. quæsti. 10. dist. 4. en parle en ces termes. *Ubi Papa potestate abutitur; Episcopi resistere possunt, & si hoc non sufficit; possunt implorare; Principes Seculares, ut eorum auctoritate & potentia resistent vi & armis, non per viam jurisdictionis in Papam, sed jure defensionis; & comprehendant & puniant executores mandatorum, sive Ministros.* Infra. *Neque Excommunicatio, aut alia censura à Papa infligta quicquam valet, neque tenenda, neque timenda, quia scriptum mandatum ejus, ita & ipsa Sententia jam notorie injusta ex parte causa, & ipso facto nulla, neque tenenda, neque timenda est.* C'est-à-dire, que les Evêques peuvent résister au Pape, lorsqu'il abuse de son pouvoir, & en tout cas implorer l'autorité des Princes Séculiers,

## 418 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

pour lui opposer la force de leurs armes , & punir les exécuteurs & les ministres de ses commandemens injustes , Le Cardinal Torquemada , *Leg. 2. cap. 106.* est aussi de cet avis. Et le Cardinal Bellarmin, *Lib. 3. de Rom. Pont. cap. 29.* s'en explique en ces termes. *Sicut licet resistere Pontifici invadenti corpus , ita licet resistere invadenti animas , vel turbanti Rom. & multo magis , si Ecclesiam destruere niteretur ; licet , inquam , ei resistere , non faciendo quod jubet , & impediendo ne exequatur voluntatem suam.* C'est-à-dire , que comme il est permis de résister au Pape , qui attaque le corps , il ne l'est pas moins , quand il attaque les ames , ou qu'il trouble un Etat ; à plus forte raison , s'il vouloit détruire l'Eglise ; en empêchant , qu'il ne pût exécuter son dessein. Felin & Decius , *Cap. Si quando de Rescrip.* traitent de cette matière de résister ; comme aussi Socius Senior , *Cap. Nulli , de Sent. Excomm.* Curtius Senior , *Consilio 10.* Navarre , *Cap. Cum contingat , rem. 2.* Plusieurs de ces Docteurs parlent de la résistance , que les Eclésiastiques doivent faire aux commandemens , & aux censures injustes du Pape , & à plusieurs abus qu'il commet dans la dispensation des biens Eclésiastiques. A plus forte raison , les Séculiers , particulièrement les Princes , le peuvent , & le doivent faire , quand il s'agit de quelque intérêt temporel. Car s'il est permis de lui résister dans les choses spirituelles & Eclésiastiques , lesquelles Dieu lui a commises , quand il abuse de son pouvoir ; il le sera encore davantage dans les choses temporelles , que Dieu ne lui a point données à manier : Et si les Eclésiastiques , qui lui sont plus sujets , peuvent lui résister , combien plus les Séculiers & les Princes ? Et si plusieurs de ces Docteurs tiennent , que les Eclésiastiques peuvent justement appeler les Princes à leur secours pour résister au Pape , les princes ne seront  
ils



ils pas encore plus en droit de le faire, quand il s'agira de leur propre Jurisdiction, & de la défense de l'autorité, que Dieu leur a donnée, comme aussi de la Religion, de la vie, de l'honneur & des biens de leurs Sujets ? Cela est dit expressément dans trois Canons 23. *quest. 5. Cap. Principes, Cap. Regum, Cap. Administratores.* Et 16. *quest. 7. Cap. Filii.*

Que les Princes sont les protecteurs naturels de la vraie Religion de leurs Sujets, cela se voit par plusieurs lettres de Saint Leon Pape\* à l'Empereur Martin, & de S. Grégoire à Maurice & par toutes celles des sept premiers Conciles Généraux aux Empereurs, qui regnoient alors.

Et cete doctrine n'est point contraire à celle qui dit, que le Pape n'a point de Juge, & n'est sujet à aucune puissance. Car il-y-a grande différence de punir quelqu'un par une Jurisdiction, que l'on a sur lui; & d'empêcher ou repousser *de facto* les injures, qu'il veut faire à autrui, *de facto*, comme nous l'enseignent Cajétan, Torquemada, & Bellarmin, aux endroits citez ci-dessus,

## PROPOSITION VII.

*Ce n'est pas un péché seulement pour le Juge, que de prononcer une Sentence injuste & nulle; mais c'en est un aussi pour le Ministre, que de l'exécuter, quand elle est manifestement telle.*

C'EST une chose sçue de tout le monde, que quiconque participe au péché d'autrui, de

S. 6.

\* Debes incunctanter advertere Regiam potestatem tibi non solum ad mundi regimèn, sed maxime ad Ecclesiæ prædium esse collatam. Leo. 1. ad Imp. Leon.

## 20 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

façon ou d'autre, commet un péché. Ce qui fait dire à S. Paul, après avoir raconté plusieurs sortes de péchez, que non seulement ceux, qui les font, mais encore ceux, qui y consentent, encourent la damnation éternelle. *Non solum qui ea faciunt, sed & qui consentiunt facientibus.* Rom. 1. Exécuter une Sentence, c'est y participer d'une manière bien essentielle. Car il y a des gens, qui participent à un péché commis, sans néanmoins y contribuer rien d'effectif, comme ceux, qui louent une mauvaise action, ou qui en tirent quelque avantage. Quelques autres y ont si grande part, que sans eux l'effet ne s'en ensuivroit point. L'exécution de la Sentence en est une partie si considérable, que sans cela la Sentence ne sauroit avoir sa dernière perfection. Et, par conséquent, le Ministre, qui exécute une Sentence injuste, ne pèche pas seulement, mais a encore la plus grande part au péché. Surquoi la Sagesse Divine dit, que les Ministres ressemblent au Juge; & que le Prince, qui aime le mensonge, n'aura auprès de sa personne, que des menteurs & des impies. *Secundum Judicem populi, sic & Ministri ejus.* Ecclésiast. 16. *Princeps, qui diligit mendacium, omnes Ministros habebit impios.* Proverb. 29.

L'exécuteur de l'Interdit n'est pas seulement celui, qui en porte la Sentence & la signifie, mais encore chaque Ecclésiastique, qui l'observe. Et la Sentence d'excommunication ne s'exécute pas seulement par celui, qui l'intime; mais aussi par tous ceux, qui se retirent & s'éloignent de l'excommunié, & lui refusent les devoirs ordinaires, à cause de la Sentence prononcée contre lui.

D'où il s'ensuit, qu'un Interdit étant nul, tous les Ecclésiastiques qui l'observent, pèchent; & que l'excommunication étant nulle, tous ceux-là pèchent.

chent, qui s'abstiennent de la communion de leurs Confrères injustement excommuniés, & leur refusent les choses, qu'ils ne pouvoient leur refuser justement, n'y ayant point d'excommunication.

Cête conclusion est prouvée par le Docteur Navarre, *Cap. Cum contingat. Rem. num. 29.* où il dit, que c'est faire injure à une personne excommuniée, qui prétend, que son excommunication est nulle, que de l'éviter & de s'éloigner d'elle, surtout quand cet éloignement lui porte préjudice, *Injuriam facit*, dit-il, *qui excommunicatum, presentem suam excommunicationem nullam, vitat in his, in quibus vitatio est illi prejudicialis, secundum Innocentium & omnes alios.* Voyez tout le num. 28. & num. 29.

## PROPOSITION XVII.

Le Prince, contre qui est fulminée une Sentence d'excommunication nulle, & dont l'Etat est mis en Interdit, pour n'avoir pas voulu recevoir un commandement nul du Supérieur Spirituel, peut avec les forces, que Dieu lui a données, empêcher l'observation de cet Interdit, & se maintenir dans la possession & l'exercice de la Religion-Catolique; & pécherait en ne le faisant pas, s'il avoit une connoissance probable, que le Culte-Divin en dût souffrir quelque diminution, ou qu'il en dût arriver du scandale.

## 422 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

**L**A Loi-naturelle permet à tout homme en particulier de défendre son honneur, contre ceux, qui veulent le lui ôter. Mais une personne publique ne peut, sans pécher, manquer à cete défense, parce que la honte de l'injure reçue rejait sur toute la Communauté, ainsi que montrent Cajétan, 2. 2. *quest.* 73. *art.* 2. Soto, in *L. de rat. leg. Navarre, in Manuali* ; *cap.* 18. *num.* 46. & généralement tous les Théologiens, les Canonistes, & les Summistes.

Or ce seroit un grand deshonneur à un Prince, après avoir résisté à un commandement nul, pour conserver la liberté & la souveraineté, que Dieu lui a donnée, de permettre l'exécution d'un Interdit fulminé, pour n'avoir pas obéi à ce commandement; ce qui seroit un aveu d'avoir manqué en n'obéissant pas, & le feroit passer chez les autres Princes pour un homme peu prudent & peu religieux. Deshonneur, qui retomberoit sur ses Sujets & sur son État, & porteroit grand dommage à son gouvernement. Navarre, *Cap. Cum contingat. Rem. 2. num.* 22. & 23. conseille à un Particulier, contre qui on avoit fulminé des censures, lesquelles il avoit montré dans une dispute publique être nulles, de ne s'abstenir en aucune façon des choses divines, non seulement de celles, qui sont d'obligation, mais encore des dévotions volontaires, qui se font en public, afin que personne ne le tinst pour excommunié; Ajoutant, que d'en user ainsi, ce n'est point manquer de respect pour les censures; qu'au contraire c'est en porter un tres grand aux censures légitimés, que de le refuser à celles, qui sont fausses & injustes, ne voulant par adorer un faux Dieu pour un véritable; ni confesser contre sa propre conscience, & avec scandale du prochain, d'avoir commis un péché. Quiconque lira

cet

cet endroit, ne sousscrira pas seulement aux bonnes raisons qu'il allégué pour le cas, dont il traite, mais reconnoitra encore, qu'elles servent pour le nôtre, où il s'agit des intérêts d'un Prince & d'un \* Senat tres-pieux, & tres-prudent; d'autant plus que le péril & le scandale en seroient infiniment plus grans. Ajoutez à cela deux raisons, qui font la preuve entière de nôtre proposition.

La première est, qu'une Ville, un Roiaume, ou un Peuple, en recevant la Religion Chretienne, reçoit en même tems un droit, ou un privilège, en vertu duquel le Culte-Divin & le ministère des Sacremens se doivent exercer dans toute l'étendue de sa Jurisdiction; & c'est comme un pacte & un contract, qui se fait entre Dieu & le Peuple, par lequel l'un devient le Peuple de Dieu, & l'autre le Dieu du Peuple; ainsi que le dit Moïse Deutéronome, chap. 26. *Dominum elegisti hodie, ut sis tibi Deus; Dominus elegit te hodie, ut sis ei populus peculiaris.* Et Cap. 29. *Ut transeat in fœdere Domini tui, & in jure-jurando, quod hodie Dominus Deus tuus percussit tecum, ut suscitet te sibi in Populum, & ipse sit Deus tuus.*

Ce

\* Frà-Paolo dans ses considérations sur l'Interdit observe, que c'est une chose contraire à la doctrine des Pères, & des anciens Théologiens, que de prononcer des Sentences d'excommunication contre un Sénat, ou contre une Communauté. Il cite S. Augustin, qui appelle pernicioso impiet., sacrilège & superbe, l'excommunication, qui se fulmine contre une Communauté, quand même elle seroit manifestement criminelle; & conseille aux Pasteurs de recourir à Dieu par les prières & les gémissemens, & de tâcher de ramener cette multitude à son devoir par la douceur & par la charité. & comme dit S. Paul, Galat. 6. *In spiritu lenitatis.* Le Pape Innocent IV. in Cap. Romana de Sent. Excomm. in 6. parle en ces termes. *In Universitatem, vel Collegium proferri Sententiam excommunicationis penitus prohibere.*

#### 424 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Ce que Dieu a accordé à un Gouvernement, c'est à-dire à un Etat) par une convention si solennelle, ne peut point lui être ôté sans sujet. Et quand il en est privé, *de facto*, la Loi divine naturelle le met en droit de défendre sa Religion, & de la maintenir par la force, contre la force qui la lui veut ôter, à l'exemple des Macabées. 1. *Machab. 3. Nos pugnabimus pro animabus nostris & legibus nostris*: Et puis encore, *Pugnemus pro populo nostro & sanctis nostris*.

La seconde raison est, qu'en recevant la Religion Chretienne, il s'est passé comme un contrat par l'autorité divine entre le Peuple fidèle & les Ministres de l'Eglise, par lequel ceux-ci se sont obligez de prêcher la parole de Dieu au Peuple, & de lui administrer les Sacremens & l'Office-Divin; & le Peuple en contre-échange s'est engagé de leur fournir la nourriture nécessaire. Saint Paul en parle en ces termes, 1. Cor. 9. *Quis militat suis stipendiis unquam; quis plantat vineam, & de fructu ejus non edit; quis pascit gregem, & de lacte gregis non manducat? Numquid secundum hominem hac dico? An & Lex hac non dicit? Scriptum est enim in Lege Moysi: non alligabis os bovi trituranti.* Comme le Soldat reçoit la paie de son Prince, aussi est-il obligé à le servir à la Guerre. Le Pasteur paist son Troupeau, & en récompense il en reçoit le lait; & l'on peut empêcher le bœuf de manger le grain qu'il ne foule pas.

Si donc le Ministre de l'Autel, après avoir servi le Peuple, a droit d'exiger son salaire, & peut employer les armes spirituelles contre ceux, qui le lui refusent: De même quand le Peuple a fourni ce qu'il doit du temporel, il peut se maintenir par la force dans la possession du spirituel, que l'on veut lui ôter avec violence.

Il ne seroit pas fort honnête, que les Eclésiastiques

ques ayant non seulement le nécessaire , que l'Evangile leur assigne pour administrer les choses divines au Peuple , mais encore cent fois plus , pour le moins ; ils voulussent présentement jouir de ce qui leur a été acordé par le contrat , sans contribuer réciproquement ce qu'ils doivent de leur part.

Et si quelqu'un dit , que les Eclésiastiques veulent bien abandonner tout ; & s'en aler ; On lui répliquera , que le contrat passé entre eux & le Peuple , est une obligation réciproque & perpétuelle , & non pas une chose mandée par le Peuple , ni qui soit à la disposition des Eclésiastiques.

Et comme le Pape ne manqueroit pas de se plaindre , & même seroit en droit de réclamer contre le Prince , qui les voudroit congédier , parce que , diroit-il , les biens donnez aux Eclésiastiques sont irrévocables , & par conséquent leurs personnes ne se peuvent congédier : de même , quand ils veulent se retirer , le Prince a droit de leur dire , *Jene veux pas que vous partiez , parce que vous me devez indispensablement vôtre service dans les choses divines.*

Mais pour confirmer davantage tout ce que nous venons de dire , il ne nous reste plus qu'à prouver la proposition suivante.

## PROPOSITION XIX.

*L'Interdit est une Censure nouvelle , qui va à la destruction de l'Eglise , si l'on n'a porté pas toute la discretion qu'il faut dans l'usage , que l'on en fait.*

**L**A Preuve en est évidente. Car ni l'Ecriture-Sainte, ni aucun des anciens Pères, ne font mention.

## 426 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

tion de l'Interdit, soit pour le nom, ou pour la signification. Il ne s'en voit rien non-plus dans les collections des Canons de Burcard, d'Ives, ni de Gratien, qui a écrit environ l'an 1150. Mais il a commencé d'être connu un peu après. Et c'est Alexandre III. qui en a parlé le premier dans ses Décrétales, en une lettre écrite aux Evêques d'Angleterre, environ l'an 1170.

Et si quelqu'un s'imaginait, que le Chapitre *Miror. 17. quæst. 4.* se pourroit entendre de l'Interdit, il reconnoitra entièrement par soi-même, qu'il ne se peut nullement interpreter de l'Interdit local, dont nous parlons; & secondement, que ce sont deux choses bien différentes, *Oblationes non recipi, & non interesse divinis.* Mais ceux, qui sont versés dans l'Histoire, sauront sans doute, que le Comte Boniface (excommunié par S. Augustin) demeura toujours à Cartage. De sorte qu'il ne s'en peut tirer de-là aucune conclusion de l'antiquité de l'Interdit local. qui comprend les Innocens.

Lorsque l'on commença à métre les Lieux en Interdit, l'exercice de toutes les choses divines fut défendu, excepté le Batême des enfans, & la pénitence de des moribonds. Alexandre III. Cap. *Non est nobis*, de *Sponsf. anno 1170.*

Vers l'an 1200. La Prédication & le Sacrement de Confirmation furent concédez par Innocent III. Cap. *Responsio de Sent. Excomm.*

Vers l'an 1230. Grégoire IX. permit de célébrer une Messe-basse toutes les semaines, pour consacrer le Viatique des moribonds pénitens, mais à portes fermées, & sans sonner les cloches. Cap. *Permissimus. de Sent. Excomm.*

Vers l'an 1245. Innocent IV. accorda le Sacrement de la pénitence aux Croisez; & aux Etrangers; & la liberté aux Ecclesiastiques de célébrer l'Office-Divin deux à deux, ou trois à trois, à voix basse.



basse. *Cap. Quod, in text. de Pœn. & Rem.*

Vers l'an 1300. Boniface VII. acorda l'usage du Sacrement de pénitence, non seulement aux malades, mais encore à ceux, qui étoient en parfaite santé; & outre cela la permission de célébrer tous les jours l'Office Divin à voix basse, portes fermées, & sans sonner les cloches: excepté les fêtes de Noël, de Pâque de la Pentecôte, & de l'Assomption de la Vierge, que l'on pouvoit célébrer publiquement. *Cap. Alma Mater, de Sent Excomm- in 6.*

Mais il est bon de dire maintenant quel à été le fruit des Interdits. Le Chapitre, *Alma Mater*, nous enseigne, qu'ils ne servent qu'à augmenter la licence du Peuple, qu'à faire naître des hérésies, & à faire perdre les ames. *Ex diffinitione hujusmodi statutorum excrescit indevotio populi, pullulant hareses, & infinita pericula animarum insurgunt, ac Ecclesiis, sine culpa earum, debita obsequia subtrahuntur*, Et in Extravaganti. *Cap. Provide. Tolluntur mortuis, seu minuuntur suffragia, & praesertim per ablationem frequentem hostia salutaris; Adolescentes & parvuli, participantes variis sacramenta, minus inflammantur & solidantur in fide; fidelium tepescit devotio, hareses pullulant, & multiplicantur pericula animarum.*

Et la Glose sur le Chap. *Alma Mater*, dit, que l'on a vû apres de longs Interdits des hommes de 30. & 40. ans, qui n'avoient jamais entendu la Messe, se moquer des Prêtres, qui la célébroient. Mais voions encore ce qu'en dit le célèbre Docteur Dominique Soto, In 4. dist. 22. quest. 3. art. 1. *Immo Interdictum, quamvis ex una parte ad terrorem excommunicatorum conducat, ex altera tamen in periculum divini cultus vergit, potissimum, si fuerit prolixum. Nam tunc, non solum*

## 428 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

*populus de suetudine frequentandi Divina Officiis, affectum eorum & sensum perdit; verum etiam & Clericus ipse remissior fit, & ignavior ad eadem divina celebranda; quâ utique ratione, & Divina Religio detrimentum patitur, & populus solet in moribus silvescere.* C'est-à-dire en substance, que d'un côté l'Interdit donne de la terreur aux Excommuniez; mais que d'un autre, il ruine le Culte Divin; \* surtout s'il dure longtems; vu que le Peuple perd l'habitude & le goût des choses divines, & que le Clergé se relâche de son devoir.

C'est donc pour remédier à ces desordres, que depuis un certain tems, les Princes ont pris la coutume d'empêcher l'exécution des Interdits, publiez pour des causes non légitimes; comme la République vient de faire. Nous pourrions en rapporter quantité d'exemples, mais comme il y en a beaucoup, qui sont arivez parmi le bruit des armes, nous en aleguerons seulement quelques-uns vûs en pleine paix.

En l'an 1468. Paul II. ayant interdit la ville de Nevers, le Parlement de Paris ordonna par un Arrest du 2. de Décembre, lequel est dans les *Registres*, que le Service-Divin s'y feroit à l'ordinaire, & que l'on y contraindroit les Eclésiastiques.

En l'an 1488. Innocent VIII. ayant interdit les villes de Gand & de Bruges, le Parlement déclara l'Interdit abusif, & commanda, que l'on y continuât le Service-Divin comme le raconte, Chopin, *lib. 2. tit. 4.*  
C'est

\* Frà-Paolo dans ses *Considerations* dit, Que le Prince est étroitement obligé de fuir la superstition, & de conserver toujours l'exercice de la véritable Religion, de peur qu'il n'arrive à ses Peuples, ce qui arriva aux Juifs, qui s'ennuyèrent de la longue absence de Moïse. & se croient abandonnez du vrai Dieu, ils firent un d'or, qu'ils adorèrent.

C'est encore une chose connuë de tout le monde, que le Roi de France Filipe-le-Bel se servit du même remède, que la République emploie aujourd'hui, quand son Roiaume fut interdit par Boniface VIII. comme aussi Louïs XII. quand il le fut par Jules II. A quoi nous ajouterons, Que Lotiis-Richeome, Provincial moderne de la Campagne de Jésus, dans son Apologie adressée au Roi de France louë extrêmement l'action de Louïs XII. & la propose à imiter à tous les Rois: Et il assure, que les François n'y manqueroient pas, si jamais il prenoit envie au Pape de metre encore le Roiaume en Interdit.

Nous avons donc prouvé maintenant tout ce que nous nous sommes proposé au commencement de ce Traité; ce qu'il nous eût été encore plus aisé de faire par l'autorité des anciens Pères de l'Eglise: Mais comme il semble, que les Docteurs Scolastiques parlent plus clairement, c'est pour cela, que nous avons mieux aimé nous servir de l'autorité des Modernes. Au reste, bien que la doctrine contenue dans nos Propositions ait été suivie de tout tems dans l'Eglise, nous la soumettons néanmoins au Jugement de cete Sainte Mère, qui ne sauroit faillir. \*

## SEN-

\* *Frà Paolo, dans ses Considerations sur l'Interdit, observe tres-bien, que Jesus-Christ n'a pas donné seulement une Clef, mais deux à Saint Pierre; l'une de puissance & de jurisdiction; & l'autre de science & de sagesse; que l'une sans l'autre ne sauroit faire son effet de lier ni de délier, vu que Jesus-Christ n'a point donné la puissance, sans la connoissance; mais l'une & l'autre ensemble, pour agir sûrement.*

*Quamvis Excommunicationis gladius, dicit le Concile de Trente, nervus sit Ecclesiasticæ Disciplinæ, & ad continendos in officio populos valde salutaris, sobriè tamen, magnâque cum circumspectione exercendus est; cum experientia doceat, si temerè, aut levibus ex rebus incuriatur, magis contemni quàm formidari, & perniciosum potius parere quàm salutem.*



# SENTIMENT D'UN TEOLOGIEN

**S U R L E B R E F**  
*d'Excommunication publié par le Pape  
Paul V. Contre les Vénitiens.*

**V**OUS me demandez, Monsieur, si les Censures que N. S. P. le Pape Paul V. a publiées contre la République de Venise, sont invalides & nulles, comme le porte la Protestation du Sénat; & si étant nulles en effet, vous pouvez en conscience continuer de dire la Messe, d'administrer les Sacramens, & de célébrer l'Office-Divin, comme vous faisiez avant la publication de ces Censures.

Pour répondre nettement & par ordre à vos demandes, je comprendrai tout ce qui se peut dire sur cete matière en huit Propositions, suivant l'usage des Théologiens; la doctrine desquelles, comme éloignée de toute sorte d'intérêt & de flatterie, sera fondée sur l'Ecriture-Sainte, sur l'autorité des Saint Pères, & des autres Docteurs Catho-

ques ; Et enfin sur la vérité même , dont la force est invincible. Si bien qu'il n'y aura personne de bon sens , qui , à moins de vouloir trahir son propre jugement , ose jamais y contredire.

## PROPOSITION I.

*La puissance , que les Princes Séculiers ont , & même le Pape , comme Prince temporel de plusieurs Etats , leur a été donnée immédiatement de Dieu , sans aucune exception.*

**P**OUR entendre bien cete proposition , il faut observer , que le Domaine & la Servitude , c'est à dire , le Commandement & l'obéissance du Sujet , ont été introduits de *jure gentium* , en quatre manières , qui sont l'Élection , la Succellion , la Donation , & le Droit de la Guerre , De sorte que tous les Princes , qui ont jamais été , ou qui sont aujourd'hui assis sur le Trône , en vertu du quelque'un de ces quatre droits , sont tenus pour justes & légitimes Seigneurs de leurs Etats. Et ce sont ces Princes , qui ont de Dieu l'autorité de commander de faire des loix , de metre des impositions , de juger & de châtier leurs Sujets , sans nulle exception.

Cete doctrine n'est pas de moi , mais de S. Paul , dans son Epître aux Romains , Chap. 13. ou plutôt du Saint-Esprit , qui a parlé par la bouche , & écrit avec la plume de cet Apôtre , en ces termes , *Omnis anima Potestatibus sublimioribus subdita sit ; non est enim potestas , nisi à Deo.* Saint Jean Chrysostome expliquant cet endroit dit , que  
l'Apo-

## 432 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

l'Apôtre montre par là, que Jesus Christ n'a point établi ces loix, pour renverser la police des Etats, mais pour la perfectionner; & que ce n'est pas seulement aux Séculiers, que s'adresse le commandement d'obéir aux Puissances, mais encore aux Moines & aux Prêtres. *Facit hoc Apostolus, dit-il, ut ostendat Christum leges suas non ad hoc induxisse, ut politias evertat, sed ut ad melius instituat. Ostendens, quod ista omnibus imperentur & Monachis, & Sacerdotibus; nam solum Secularibus: Id quod statim in initio declarat, Omnis anima potestatis sublimioribus subdita sit; etiamsi Apostolus sit; etiamsi Evangelista; etiamsi Propheta; siue tandem quisquis fuerit. Neque tamen pietatem subvertit ista subjectio.* Ainsi dans l'Ancienne Loi, bien que les Lérites eussent un Souverain Pontife, qui étoit Aaron, néanmoins dans les choses temporelles, & dans les Jugemens Civils, ils étoient sujets à Moïse leur Prince temporel, comme le prouve tres-bien Covarruvias, *Pract. quest. cap. 31. num. 3.* Et dans la Primitive Eglise, il n'y avoit point de distinction de Tribunal, l'Empereur Justinien ayant été le premier, qui à la prière de l'Evêque de Constantinople accorda aux Eclésiastiques, de pouvoir être jugés par leurs Prélats dans les affaires Civiles, *ipso tamen non impedito*, mais sans préjudice de son droit; se reservant encore & à ses Officiers, le jugement des Eclésiastiques dans les Causes criminelles, comme il se voit évidemment dans la Constitution 83. de cet Empereur. Et il ne s'ensuit pas de ces paroles de l'Empereur Constantin-le-Grand, dites en faveur des Eclésiastiques, au rapport de Gratien, *In Cap. futuram, 12. quest. 1. Vos a nemine judicari potestis, quia ad Dei judicium reservamini*, que les Eclésiastiques soient exemts de la Jurisdiction du Prince Séculier; d'autant que ce Prince ne parle

de la sorte, que pour montrer le respect qu'il portoit à l'Eglise, & l'affection, qu'il avoit pour les Eclésiastiques, mais non-pas qu'il crût ce qu'il disoit; vû même que si ses paroles étoient vraies, les Eclésiastiques ne pourroient pas non plus être jugez par leurs Evêques, puisqu'il dit, *Ad Dei judicium reservamini*, c'est à Dieu seul de vous juger; ce qui seroit une tres-grande erreur. Tous les Eclésiastiques & les Séculars sont donc sujets, *de jure divino*, au Prince Temporel. *Omnis anima potestatis sublimioribus subdita sit*. Et en voici la raison. Car comme personne ne peut jamais être exempt de l'obéissance qu'il doit à Dieu: de même, personne ne sauroit s'exempter de l'obéissance due à son Prince, parce, que comme dit l'Apôtre, *Omnis potestas est à Deo*, Toute puissance vient de Dieu. C'est pour cela que le Prophète Roi appelle les Rois & les Princes Séculars des Dieux; *Deus stetit in Synagoga Deorum, in medio autem Deos dijudicat*. Parce que, comme l'explique le Roi Josafat *Paralipom. lib. 2. cap. 19.* les Juges Séculars n'occupent pas le Tribunal des hommes, mais de Dieu, *Non hominum, sed Dei judicia exercent*. JESUS-CHRIST parlant des Princes Séculars, *Joan. 10.* leur confirme le nom & le titre de Dieu. *Nonne scriptum est in lege vestra: Ego dixi, Dii estis? si illos dixit Deos, ad quos sermo dei factus est, &c.* comme l'observe tres-bien le Cardinal Bellarmin, *Cap. 3. lib. de Laicis. Qui potestati resistit*, continue l'Apôtre, *Dei ordinationi resistit*, Quiconque résiste à la Puissance (Sécular) (résiste à l'Ordinance divine. Voilà l'autorité, que les Princes Séculars ont de faire des loix, comme bon leur semble, en toute sorte de matières, & par conséquent d'y obliger toute sorte de personnes; conformément à ce que Dieu dit dans les Proverbes de Salomon, *Per me Reges regnant*,  
Tome I. T

# 434 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

*Et legum Conditores justa decernunt*, Prov. 8. C'est en vertu de ce droit, que les Tres-Chrétiens Empereurs, Justinien & Théodose, ont fait plusieurs loix concernant les personnes, les biens, & la discipline Ecclésiastiques, sous les titres *De Episcopis & Clericis. De Sacro-Sanctis Ecclesiis*, &c. In Cod. L'Apôtre commande, que l'on obéisse ponctuellement à ces loix, & que l'on n'y apporte point de résistance; disant, que ceux qui y en font, pechent mortellement, & encourent la damnation éternelle. *Qui autem resistunt, ipsi damnationem acquirunt.* Outre cela, l'Apôtre ordonne à tous les Sujets de paier le tribut, parce que qui le paie au Prince, le paie à Dieu. *Cui vectigal, vectigal; cui tributum, tributum, sunt enim ministri Dei ad tributa.* Le Docteur-Angélique expliquant ce passage dit, que si les Ecclésiastiques sont exemts du tribut, cete exemption n'est point *de jure divino*, comme quelques-uns se l'imaginent; mais *ex privilegio Principum.* (Il parle des Princes Séculiers) Enfin je conclus avec Saint Paul pour l'autorité du Prince temporel, *Non enim sine causa gladium portat, Dei enim minister est ad vindictam.* Voilà l'autorité, que le Prince Séculier a de punir, *pene sanguinis*, laquelle les Evêques & les autres Juges Ecclésiastiques n'ayant point recüe de Dieu, ils ne sauroient ordonner d'autres peines contre les Clercs atteints de crimes, que la dégradation de l'Ordre Clérical; après quoi ils sont obligez de les livrer au Bras-Séculier pour les punir de mort.

Mais afin que l'on ne s'imagine point, que ce sont des conseils, & non pas des préceptes, l'Apôtre dit expressement, *Idcirco necessitati subditi estote, non solum propter iram, sed etiam propter conscientiam.* De sorte que suivant la doctrine de ce grand Maître, nous sommes obligez en conscience



d'obéir au Prince temporel, dans toutes les choses, que nous avons spécifiées ci-dessus.

## PROPOSITION II.

*Bien que Jesus-Christ nôtre Sauveur, en qualité de Fils de Dieu égal à son Père, fût le Roi des Rois, & le Seigneur absolu des Seigneurs, il n'a jamais exercé en ce monde l'autorité de Prince temporel, ni avant sa mort, ni après sa glorieuse résurrection.*

**I**L n'a point eu de Roiaume temporel, ainsi qu'il le dit à Pilate, Joan. 18. *Regnum meum non est de hoc mundo*, mon Roiaume n'est pas en ce monde; c'est-à-dire, mon Roiaume n'est pas temporel. C'est pour cela, qu'il s'enfuit & se cacha, lorsque le Peuple, qu'il avoit miraculeusement rassasié avec cinq pains & deux poissons, le voulut faire Roi, *Aufugit, ne raperent & facerent ipsum Regem*. Joan. 6.

Il ne voulut jamais juger personne, & quoi qu'une fois il fût instamment prié par un homme de vouloir ordonner à son frère, de partager avec lui la succession paternelle, *Magister, dic fratri meo, ut dividat mecum hereditatem*; il lui répondit, *Quis me constituit Judicem aut divisorem super vos?* Qui est-ce qui m'a constitué pour vôtre Juge? Luc. 1. Bien davantage, il reconnut Pilate pour son Juge, en qualité de Ministre de César, comme le remarque S. Tomas *in Ep. ad Rom. Non haberes in me potestatem, nisi tibi data esset desuper*, Tu n'aurois point de pouvoir sur moi, s'il ne t'avoit été donné d'en haut.

Enfin il commanda, que l'on paiât le tribut au Prince

## 436 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Prince temporel , c'est-à-dire , à César , *Réddite, qua sunt Caesaris, Cafari.*

Quelques-uns répliquent , qu'il est bien vrai, que Jesus-Christ paia le tribut à César , & pour soi , & pour S. Pierre , mais en déclarant pourtant , qu'il n'y étoit point obligé. *Numquid filii debent solvere tributum?* Quoi, les enfans doivent ils paier le tribut? Par où , disent-ils, il montra, qu'il étoit Prince temporel , & par conséquent exempt du tribut.

L'on répond à cela, que ceux du Païs, qui au sentiment de quelques Docteurs , étoient apellez du nom d'enfans , n'avoient nulle obligation de paier ce tribut; & que par conséquent, Jesus-Christ & S. Pierre étant tous deux du Païs, ils n'étoient point obligez au tribut: Ou , pour mieux dire, Jesus-Christ voulut faire entendre , que sa qualité de Fils de Dieu le rendoit exempt de paier le tribut. Mais comme cete raison n'étoit pas de la portée des Collecteurs du Prince , lesquels ignorent un si grand mystère , il le voulut bien paier, afin de ne point scandaliser ces Officiers, *ne scandalizentur.* Par où l'on voit , combien le Sauveur du Monde jugea qu'il importoit de ne point scandaliser les Ministres de César , en leur aléguant une exemption, qui véritablement étoit incontestable, mais qu'ils avoient de la peine à comprendre.

Quelques-autres , pour contredire nôtre proposition, aléguent, que Jesus-Christ chassa du Temple ceux qui y vendoient & achetoient. Mais il fit cela comme Profète , & par un zèle, qu'il avoit pour la Maison de son Père. A quoi l'Evangéliste S. Jean applique ces paroles de David, *Zelus domus sue comedit me.* Psalm. 68.

Il y en a d'autres encore, qui disent, que Jesus-Christ se déclara pour Prince temporel , lorsqu'il

ordonna aux deux Disciples qu'il envoya pour lui amener l'asne , de répondre à ceux , qui leur demanderoient ce qu'ils en vouloient faire ; *Quia Domino necessarius est.* Marci 11. parce que le Seigneur en a besoin ; c'est-à-dire , le Seigneur de tout le Monde. Mais l'on ne peut tirer aucune conclusion de cete action pour la Principauté temporelle de Jesus-Christ , vu que cela sert seulement à montrer l'extrême pauvreté du Seigneur du Ciel & de la Terre , puisqu'il avoit besoin d'emprunter l'asne d'autrui , comme l'expliquent les Docteurs. Car s'il eût voulu se servir de l'autorité de Prince , il n'eût pas allégué cete raison , *Quia Domino necessarius est* ; mais bien , *Quia Dominus ita præcipit* , parce que le Seigneur le commande ainsi.

Enfin , plusieurs autres disent , que Jesus-Christ exerça l'autorité de Prince temporel le jour qu'il fit son entrée publique à Jérusalem. Surquoi l'Evangéliste allégué la Profétie , *Eccce Rex tuus venit tibi mansuetus , sedens super asinam , & super pullum filium asine.*

Mais si l'on veut bien considérer cete action , l'on reconnoitra bien-tôt , que Jesus-Christ , quoi qu'il fut le Roi & le Messie promis aux Juifs , bien loin d'exercer la puissance de Prince temporel , fit au contraire connoître à tout le Peuple de Jérusalem , par une entrée si simple & si pauvre , que son Roiaume n'étoit pas temporel , ainsi qu'il le dit ensuite à Pilate ; mais un Roiaume spirituel & éternel. Car au-lieu que les Princes temporels entrent dans leurs villes avec pompe & magnificence , il entra dans Jérusalem en si pauvre équipage , *Sedens super asinam & pullum filium asine.*

## PROPOSITION III.

*Jesus-Christ n'ayant jamais exercé l'autorité de Prince temporel, il n'y a pas de vraisemblance à dire, qu'il a laissé cete autorité à Saint Pierre & à ses Suceesseurs, qui sont ses Vicaires; vûque le Vicaire ne peut pas être plus que celui qu'il représente, & dont il tient la place.*

**D**OMINIQUE Soto *lib. 4. Sentent.* traitant cete matière, & le Cardinal Bellarmin *De auctoritate Papa*, disent, qu'ils s'étonnent de la hardiesse de quelques Canonistes, qui sans aucune raison, & sans apporter aucune autorité du Nouveau Testament, assurent, que le Pape est *dominus totius orbis directè in temporalibus*; Doctrine non seulement mal-fondée, mais encore scandaleuse. Je sai bien, que quelques-uns, outre l'autorité des Canons, qui sont des loix humaines de bien moindre force; que les divines, citent S. Tomas d'Aquin, *De regimine Principum*, cap. 10. & 19. où il dit, que le Pape est *dominus totius orbis in temporalibus & spiritualibus*. Mais ce livre n'est point de S. Tomas, comme le prouve le Cardinal Bellarmin dans son Livre *De potestate Papa*. Car l'Auteur de cet ouvrage *lib. 3. cap. 10.* fait mention de la succession de l'Empereur Adolfe à Raoul, ou Rodolfe, en l'an 1292. & de la succession d'Albert à Adolfe, en l'an 1299. Et S. Tomas étoit mort dès l'an 1274.

Ils citent encore un autre passage de Saint Tomas *lib. 2. Sent. distinct. 44.* où il dit, que le Pape a  
le

le plus haut degré de l'une & de l'autre puissance, c'est-à-dire de la spirituelle & de la temporelle. *Esse in Summo Pontifice apicem utriusque potestatis, temporalis & spiritualis.* Mais en lisant le texte, il est aisé de voir, que S. Tomas a été de contraire opinion. Car aiant dit, que dans les choses temporelles, on doit plutôt obéir au Prince temporel, qu'au Prince spirituel; & qu'au contraire, dans les choses purement spirituelles, il vaut mieux obéir au Prince spirituel, qu'au temporel; il conclut disant, si ce n'est le Pape, qui aiant l'une & l'autre Jurisdiction dans les Provinces, qui lui sont sujètes, doit être obéi également, en l'une & l'autre manière.

Pour afoiblir la force de nôtre proposition, quelques-uns nous disent, que le Pape Alexandre VI. partagea les Indes entre les Rois d'Espagne & de Portugal, parce qu'il en étoit le légitime Seigneur temporel en qualité de Vicaire de Jesus-Christ; & que par le même droit, le Pape Léon III. avoit donné l'Empire d'Occident à Charlemagne. Mais ils se trompent fort. Car Alexandre ne fit pas cete division des Indes, comme Seigneur de ces Provinces; mais seulement comme Juge & Arbitre élu par ces deux Rois pour terminer les différends, qu'ils avoient ensemble pour la navigation des Mers, ainsi que les Historiens de ce tems-là nous l'apprennent.

Pour ce qui regarde Léon III. il est vrai, que ce Pape aiant été chassé par le peuple Romain, & depuis, aiant été rétabli dans son Siège par Charlemagne, fit ensorte, que le Peuple le proclama Empereur, comme le raconte Platine. Action, que quelques Historiens attribuent au peuple Romain, qui volant, disent-ils, que l'Empire étoit mal gouverné par les Grecs, élast en vertu de son ancien droit, un autre Empereur. D'autres

## 440 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

disent, tantôt, que Charles, s'étant rendu maître de l'Etat, acheta le titre d'Empereur de l'Impératrice Irène & puis de Nicéfore; tantôt, qu'Irène & Nicéfore, se contentèrent de cete division. Quoi qu'il en soit, il est certain, que ce Pape, qui avoit été chassé de Rome, & qui ne possédoit rien, ne donna point l'empire d'Occident à Charles, qui l'avoit déjà aquis par le droit de la guerre. Et il n'est pas même certain, s'il lui en donna seulement le titre. Au reste, il faut répondre, tant à cete objection, qu'à toutes les autres, que l'on peut faire contre nôtre proposition, que le Pape n'ayant reçu aucun pouvoir de Jesus-Christ, *in temporalibus*, comme nous l'avons dit, & le dirons plus clairement dans la proposition suivante, s'il a néanmoins exercé un semblable pouvoir, il faut, qu'il l'ait fait, ou du consentement des intéressés, ou bien, prce qu'il a quelque puissance temporelle, en quelqu'une des quatre sortes aléguées ci-dessus. Mais l'on ne peut pas inférer de-la, que Jesus-Christ lui ait jamais donné ce pouvoir, *directè in temporalibus*. Outre que bien des gens font des choses, que l'on seroit fort empêché de trouver en vertu de quoi ils les font.

## PROPOSITION IV.

*L'autorité, que Jesus-Christ a promise à S. Pierre, sous la métafore des Clefs, est purement spirituelle.*

**J**E te donnerai, dit le Sauveur, les Clefs du Roiaume des Cieux, *Tibi dabo claves regni Caelorum*, il ne dit pas *regni Terrarum*. Et la raison nous enseigne ce que dit l'Himne de l'Eglise.

*nm*

*non eripit mortalia, qui regna dat caelestia.* Car la manière de gouverner les Roiaumes temporels avoit été établie dez le commencement du monde, par Dieu, qui en est le Monarque universel. De sorte que Jésus Christ ne fonda point la Monarchie temporelle, mais seulement la spirituelle, comme il se voit, *Joan. cap. 20.* où aiant dit, que tout pouvoir lui a été donné au Ciel & en la Terre, *Data est mihi omnis potestas in Calo & in Terra,* il le donne néanmoins avec limitation & restriction à S. Pierre & aux Apôtres. *Insufflavit in eos, & dixit: Accipite Spiritum Sanctum; quorum remiseritis peccata, remittuntur eis, & quorum retinueritis, retenta sunt.* D'où il s'ensuit évidemment, que l'autorité du Pape est toute spirituelle, & s'étend seulement sur les âmes & sur la rémission des péchez, suivant les paroles de l'oraison, que l'Eglise adresse à S. Pierre, *Qui Beato Petro potestatem animas ligandi, atque solvendi tradidisti.* Voila donc un pouvoir limité, comme je l'ai dit.

Pour celui de l'excommunication donné au même Apôtre, il est conditionné. *Si peccaverit in te frater tuus.... si Ecclesiam non audierit, sit tibi sicut Ethnicus & publicanus.* Matth. 18. Jésus-Christ donne en cet endroit l'autorité d'excommunier, mais supposé le péché, & l'obstination du pécheur.

## PROPOSITION V.

*Bien que quelques-uns croient, que l'Immunité Ecclésiastique est de droit divin, l'opinion contraire, qu'il tient, qu'elle est seulement de droit humain, est meilleure,*

## 442 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

*plus conforme à l'Ecriture-Sainte, aux  
S. S. Pères, & aux histoires.*

Ce que  
Paul  
eut pas  
it, dit  
à Paol-  
dans  
s Con-  
léra-  
ons, si  
Empe-  
ur  
eut pas  
é son  
agelé-  
time  
natu-  
l, dau-  
nt que  
est un  
sché  
mortel  
en a-  
eller à  
lui,

**C**AR, outre ce que nous avons dit dans la première proposition, que les Prêtres dans l'Ancienne-Loi étoient sujets au Prince séculier; & l'exemple, que nous avons de Salomon, qui priva Abiatar du Souverain Sacerdoce, 3. Reg. cap. 2. au tems de la Primitive Eglise; jufques à l'Empereur Justinien; il ne se voit pas un seul privilège d'exemption accordé aux Ecclésiastiques. S. Paul répondit à Festus, qui le vouloit juger, qu'il en apelloit à César, \* par qui il devoit être jugé. *Ad tribunal Caesaris sto, ibi me oportet judicari.... Caesarem apello*, Act. Apost. 25. Et pour laisser une infinité d'autres exemples. il suffit de voir la vie de l'Empereur Oton I. \* Prince très-Catolique, où

ni n'a pas l'autorité légitime de juger. Car de dire, comme fait un Moderne, que S. Paul en apella à César & non pas à S. Pierre, seulement pour ne pas paroître ridicule ni fou aux assistans, est faire injure à la constance de ce grand Apôtre; comme si la crainte de passer pour fou eût été capable de l'empêcher de dire la vérité. Quand ce même Festus lui dit devant le Roi Agrippa, qu'il rêvoit & qu'il extravagnoit, *insanis Paule*, Act. 26. Il répliqua sans complaisance, Je ne rêve point, mais je dis la vérité. *Non insano, inquit, sed veritatis & sobrietatis verba loquor*. Ce di-  
ciple Apôtre savoit bien, que Jésus-Christ, qu'il prêchoit, paroissoit une folie aux Gentils & aux Juifs, *Nos predicamus Jesum Christum crucifixum, Hebraeis quidem scandalum, Gentilibus autem ultimum* 1. Cor. 1. Et cependant, il ne laissoit pas de le prêcher toujours.

\* *Otho Magnus Imp, Occidentis à Joanne Papa XII. coronatus est anno 962. sed eo Roma digressus, Joannes ab Othone deficiens, Adal-  
ricum Berengarii filium Romanum evocavit. Contra quos Otho reversus  
cum exercitu, fugatis ambobus, Conventum Episcoporum Roma cele-  
bravit, in quo Joanni Pontificatus abrogatus, atque successus est Leo  
anno Christi 963. Petav, Ration, Temp. part. 1. lib. 8.*



où il se lit, que de son autorité propre il déposa le Pape Jean XII. parce que c'étoit un très-méchant homme.

Mais si l'Immunité Ecclésiastique est de droit divin, pourquoi le Pape Hadrien I. veut-il, Que Charlemagne ait l'autorité d'élire les Papes? *Cap. Hadrianus.* Ce que fit pareillement Léon VIII. en faveur d'Oton I. comme il se voit, *Dist. 63 Can. in Synodo.*

Cette doctrine, non seulement est de Saint Paul, ainsi que je l'ai prouvé dans la première proposition, mais encore de Saint Jean Chrysostome, de Saint Thomas, de Dominique Soto, *Dist. 25. lib. 4. Sent.* de Covarruvias, excellent Canoniste, *Cap. 31. Pract. Quæst.* qui cite en faveur de son opinion le Pape Innocent III. Alciat le Ferrarois, Médina, & plusieurs autres. Pour Soto & Covarruvias, l'on doit faire grand cas de leur sentiment dans cette matière, vu qu'ils ont écrit tous deux après le Concile de Trente. Et leur démonstration est très-éficace, parce-qu'outre le témoignage affirmatif de Saint Paul, de Saint Jean-Chrysostome, & de Saint Thomas, & l'usage de la Primitive-Eglise, ils apportent encore deux arguments négatifs de très-grand poids, qui sont; Si les Clercs & les biens Ecclésiastiques sont exemts de la Puissance séculière par droit divin, où se trouve ce droit? dans quel Evangile, dans quelle lettre Apostolique, dans quel endroit du Nouveau ou du Vieux Testament? L'autre argument est, que nul Prince séculier Chrétien, qui a pour objet le repos & le bon gouvernement de son Etat, ne se met en peine des prétentions des Ecclésiastiques, mais les laisse jouir des exemptions, que bon lui semble, & leur empêche la jouissance de celles, qu'il ne trouve pas à-propos qu'ils aient.

Et quoi que quelques-uns sous le nom de loi-

la Doctrine de la première proposition , il faut entendre par là le privilège du Prince , ou la Coutume , que le Prince a bien voulu dissimuler ; ou enfin le Canon reçu , lequel n'est point par dessus le droit divin. De sorte , que le Prince Séculier aiant de droit divin un pouvoir absolu sur tous ses Sujets , je ne conçois pas , comment cete puissance lui peut être ou diminuée , ou ôtée par le Canon , qui est un droit humain ; étant une règle commune parmi les Jurisconsultes , que dans la concurrence de deux droits ; le moindre doit céder à l'autre ; *Quotiescumque concurrunt duo jura , minus debet cedere majori.*

## PROPOSITION VI.

*Le Prince de Venise , comme Seigneur légitime & naturel de son Etat , où il n'a jamais reconnu d'autre supérieur que Dieu , pour le temporel , ne pèche nullement en faisant des loix touchant les biens Ecclesiastiques , qui sont dans son Domaine , ni en punissant les Clercs pour des crimes énormes ; ni en empêchant que les biens séculiers ne passent entre leurs mains. Car il a ce pouvoir immédiatement de Dieu ; il en est en possession de tems immémorable ; & il ne s'en est jamais dépouillé , ni par aucun privilège acordé aux Ecclesiastiques ; ni par aucun Canon reçu , au préjudice de ses droits.*

**L**A raison de cela est , parce que celui , qui ne viole aucune loi , ne pèche point , encore moins , celui qui observe la loi. Ce n'est point non-plus un péché , que de défendre le sien , & l'on n'est point obligé de suivre l'opinion de ceux , qui tiennent , que l'exemption Eclésiastique est de droit divin ; car tout Chretien à la liberté de tenir l'opinion qu'il lui plaît , pourvu qu'elle soit Catolique. Il n'y a pas même de péché à suivre l'opinion raisonnable d'un Docteur particulier , contre le torrent de la multitude , comme le prouve tres-bien Navarre dans ses Préludes. A plus forte raison , ce ne sera point un péché de suivre la doctrine de Saint Paul , & de tant de célèbres Docteurs , citez dans la première & la cinquième proposition. Et pour dire franchement la vérité , je ne puis excuser ceux , qui tiennent , que l'Immunité Eclésiastique est de droit divin , ces gens-là me paroissant parler sans fondement , & sans jugement , & outre cela se laisser aller trop ouvertement à la flaterie.

### PROPOSITION VII.

*La Sérénissime Seigneurie de Venise n'ayant point péché , en faisant les Ordonnances spécifiées dans la proposition précédente , la Sentence d'excommunication publiée contre elle par le Pape Paul. V. est nulle , non seulement de droit positif , mais encore de droit divin.*

**E**LL E est nulle de droit positif , parce que le Pape n'a pas observé l'ordre \* prescrit par le

## 446 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Canon de *Sententia Excommunicationis* ; in 6. comme le dit le Manifeste ; (c'est-à-dire la Protestation) Et de droit divin, parce que l'autorité d'excommunier est conditionnelle, *Si peccaverit in te frater tuus*. Si bien qu'il n'y a point d'excommunication, où il n'y a point de péché, & que la Sentence fulminée contre ceux, qui n'en ont point fait, est nulle, *ex defectu materia*. Que personne ne soit donc si simple, que de s'imaginer, que la Sérénissime République pèche, pour ne pas vouloir obéir au Pape, & pour être trop ferme dans sa résolution, quoique d'ailleurs elle n'ait point péché en défendant son droit. Car ce n'est ni obstination, ni désobéissance, que de défendre une bonne & juste Cause ; & ce n'est point pécher, que de ne point obéir en des choses, que l'on n'a pas raison de nous commander.

PRO-

\* *Frà-Paolo dans ses Considérations dit, Que le Pape ne communiqua rien de cete affaire aux Cardinaux, & n'avoit pris leur avis, que par forme, & lorsqu'il n'étoit plus tems de reculer, savoir, le jour même de la publication de son Monitoire ; ce qui fit murmurer toutela Cour-Romaine. 2. Qu'il n'avoit fait aucune citation. Car si l'on dit, que les deux Brefs du 10. Décembre tenoient lieu d'une citation, l'on répondra, que l'un de ces Brefs déclarant nulles les loix dont il étoit question, & ceux, qui les avoient faites, excommuniez, ce n'étoit plus une citation faite au Sénat, pour dire ses raisons, mais une condamnation, avant que de les avoir entendues. Outre que l'on ne peut pas dire, que le terme de 24. jours assigné par le Monitoire soit une citation, puisque les Decrets du Sénat y sont déclarez nuls. non pas après les 24. jours, mais le jour même de la publication.*

## PROPOSITION VIII.

*Il est bien vrai , que S. Grégoire dit , que la Sentence du Juge , ou du Pasteur , juste ou injuste , est toujours à craindre : Mais cela ne fait rien à nôtre sujet.*

**P**AR CE qu'il y a grande différence entre une Sentence; qui est injuste; & une qui est nulle, comme le montrent Navarre, *De Censuris Ecclesia*, Cap. 27. & Dominique Soto, 4. *Sent. dist.* 22. disant, que la Sentence injuste se doit appréhender, mais que celle qui est nulle, ne se doit point observer. Ainsi, les censures publiées par le Pape Paul V. étant nulles, & sans fondement, comme nous venons de le prouver; nous sommes d'avis, que vous ne les observiez point, & que vous fassiez les fonctions acoutumées de vôtre ministère. Car bien que Navarre raisonnant de la nullité de l'excommunication, dise, que la Sentence nulle (du Juge Eclésiastique) oblige l'excommunié à la garder jusques à ce que le peuple en connoisse la nullité; afin de ne point faire de scandale: *Sententia invalida, seu nulla, nihil aliud operatur in foro interiori, si ve exteriori. quàm quod obligat excommunicatum ad servandum eam, quoad populus sibi persuadent vel persuadere debeat causas nullitatis, propter scandalum.* Loco cit. Cete doctrine fait pour nous, vûque la cause de la nullité de l'Interdit de Venise est connuë de tout le Peuple; ou du moins le doit être par la protestation, que le Sénat a faite contre le Monitoire. De sorte que non seulement il n'y a point de scandale à crain-

## 448 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

craindre , qu'au contraire les Peuples ont été scandalisez de la résolution , que de certains Religieux ont prise , ou par ignorance , ou par passion , de partir de la ville , plutôt que de continuer d'y célébrer l'Office-divin , comme il leur étoit ordonné par le Prince ; d'autant que ces Religieux se sont fait une loi de leur caprice , *ipsi sibi fuerunt lex* , n'ayant point voulu suivre l'exemple de l'Eglise Catédrale , des Paroisses , & de toutes les plus anciennes Religions de la ville. Après quoi l'on peut justement leur dire ces paroles de Jesus-Christ , *Expediret , ut suspenderentur mola asinaria in colla eorum , ut non scandalizarent pusillos istos*. Outre qu'il est de *jure natura* , c'est-à-dire de droit divin , de défendre la liberté de son Prince naturel , comme de celui , qui maintient la tranquillité publique , & la Religion ; au lieu que les Sentences Ecclésiastiques sont seulement de droit positif , qui est un droit , qui doit céder à l'autre , sur-tout , quand la nullité de ces Sentences est manifeste. Ainsi , ceux-là se trompent bien , qui s'imaginent , que dans cete affaire il s'agit de la Foi , puisqu'il n'y est question , que des mœurs. Et s'il se trouve quelque chose dans la Sainte-Ecriture touchant cete matière ( qui en seroit alors une de foi ) c'est l'opinion de la Sérénissime Seigneurie , laquelle est enseignée expressément par S. Paul. Vous n'avez donc qu'à continuer de célébrer , & de faire tout ce que vous faisiez avant la publication des censures du Pape , afin d'éviter le scandale , que vous donneriez en vous séparant sans sujet de vôtre Chef , c'est à dire de vôtre Prince naturel & légitime , dans une controverse de juridiction. Outre que l'on n'est point obligé d'observer une Sentence nulle , & dont les nullitez sont manifestes. *Sententia nulla minime est observanda , cum constet de nullitate*.

Et

Et pour cete raison je conclus . que tous ceux , qui n'entendront pas la Messe tous les jours des Fêtes , pécheront mortellement , vu qu'ils n'auront point de cause légitime , pour n'y pas aler , la Sentence étant nulle ; & d'ailleurs ce divin sacrifice se faisant partout , *noli agnoscere timorem , ubi timor non est , noli trepidare , ubi non est timor*. Ne craignez point , où il n'y a rien à craindre ; ni ne tremblez point , où il n'y a point de sujet. Faites en sorte , que l'on ne dise pas de vous , qui avez toujours été très-fidèle à vôtre Prince , & à la Sérénissime République , *Filii matris meae pugnaverunt contra me* ; Et souvenez-vous du commandement de l'Apôtre , *Omnia animarum potestatibus subdita sit...Necessitati subditi estote , non solum propter iram , sed etiam propter conscientiam* , Rom. 13. Quand je vous fais cete exhortation , ce n'est point , que je doute en nulle façon de vôtre constance ; car je suis très-assuré , que vous êtes prest , comme tous vos Concitoyens , de sacrifier vôtre vie pour le service de vôtre Prince. Mais je prétens seulement vous confirmer par ma réponse dans l'opinion , que vous avez de la justice de la Cause , & de ses Ordonnances.

Enfin , j'ai à vous dire , que si le Sénat a commandé sous peine de la vie à tous les Religieux de tenir leurs Eglises ouvertes , & de faire le Service-Divin , \* comme auparavant , ce n'a point été par une crainte qu'il ait eue , que ceux , qui suivent la bonne doctrine , & qui ont les sentimens qu'ils doivent , ne cessassent de célébrer & de faire toutes les fonctions acoutumées de leur ministère ; mais afin que personne ne s'en

\* Frà-Paolo dit , que le Sénat fit ce commandement aux Religieux sous peine de la vie , sur l'instance qu'ils en firent eux-mêmes , pour avoir un prétexte honnête de ne pas garder l'Interdit , & de s'en excuser auprès du Pape , Hist. de l'Interdit . Liv. 2.

## 450 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

s'en exemptât par une vaine crainte, dans une ville, qui a toujours été très-Catolique, & qui fait profession de l'être aujourd'hui plus que jamais. Outre que l'interruption du Service-divin & des exercices ordinaires de piété pouvant causer beaucoup de maux, c'étoit au Prince d'y pourvoir autant qu'il lui étoit possible.

Je pourois apporter beaucoup d'autres autoritez en ma faveur, mais je les laisse pour n'être pas ennuyeux, d'autant plus que j'espère métre bientôt au jour un livre latin de l'autorité du Prince Séculier, ou je traite très-amplement cete matière. Cependant vous pouvez recourir au célèbre Docteur Navarre, qui confirme tout ce que j'ai dit, & particulièrement, *In cap. Novit de Judiciis, Notab. 3. in Manuali. cap. 27. de Censuris.* Et pour ne vous point écarter, vous n'avez qu'à vous tenir ferme dans cete doctrine, Que les Eclésiastiques ne jouissent point de leurs immunités & exemptions, *jure divino*; mais qu'ils les tiennent *ex privilegio Principum*, de la pure grace & faveur des Princes, qui sont toujours en droit de rétracter, diminuer, ou augmenter ces privilèges & exemptions, comme bon leur semble, lorsqu'il y va de l'intérêt & de l'avantage de leur Etat; ainsi que fait le Pape pour les Indulgences, & pour toutes les autres graces spirituelles, lesquelles il accorde, révoque, augmente, ou diminue, selon sa volonté. Et comme cete doctrine n'est point la mienné, mais purement celle des Saints Pères, & des Docteurs Catoliques, je n'ajouterai rien davantage ici pour la confirmer. Dieu vous envoie toute la consolation, que vous désirez.



[REDACTED]

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

